

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00047 815 9

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00047 821 7



Br. B

KE

72

C36

34-2

C41-C61

BILL C-41

PROJECT DE LA C-41

C-41

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-41

An Act to amend the Railway Act (telecommunications)

First reading, October 19, 1989

THE MINISTER OF COMMUNICATIONS

C-41

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-41

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (télécommunications)

Première lecture le 19 octobre 1989

LE MINISTRE DES COMMUNICATIONS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-41

PROJET DE LOI C-41

An Act to amend the Railway Act
(telecommunications)

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer
(télécommunications)

R.S., c. R-3;
R.S., c. 11 (1st
Suppl.), cc. 20,
37 (2nd Suppl.),
c. 28 (3rd
Suppl.); 1988,
cc. 40, 49

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

L.R., ch. R-3;
L.R., ch. 11 (1^{er}
suppl.), ch. 20,
37 (2^e suppl.),
ch. 28 (3^e
suppl.); 1988,
ch. 40, 49

1. (1) Section 339 of the *Railway Act* is
amended by adding thereto, immediately
after subsection (1) thereof, the following
subsection:

1. (1) L'article 339 de la *Loi sur les che-
5 mins de fer* est modifié par insertion, après le
paragraphe (1), de ce qui suit : 5

Application to
Her Majesty

“(1.1) The provisions of this Act that
are applicable to companies are binding on
Her Majesty in right of Canada or a provin- 10
ce in their application to the telegraph
and telephone systems, lines and business
of those companies.”

«(1.1) Les dispositions de la présente loi
applicables aux compagnies lient Sa
Majesté du chef du Canada ou d'une provin- 10
ce en tant qu'elles régissent leurs
réseaux, lignes et opérations télégraphi-
ques ou téléphoniques.»

Obligation de
Sa Majesté

(2) All that portion of subsection 339(2)
of the said Act preceding the definition 15
“company” is repealed and the following
substituted therefor:

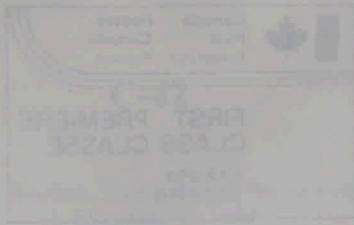
(2) Le passage du paragraphe 339(2) de la
même loi qui précède la définition de
«chemin de fer» est abrogé et remplacé par ce 15
qui suit :

Interpretation

“(2) For purposes of the application of
subsection (1), and in subsection (1.1),”

“(2) Les définitions qui suivent valent
pour l'application des paragraphes (1) et
(1.1).”

Définitions



Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-41

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

EXPLANATORY NOTES

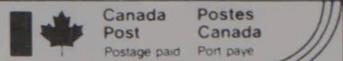
NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: (1) New.

Article 1, (1). — Nouveau.

(2) This amendment is consequential on subclause (1).

(2). — Découle du paragraphe (1).



**FIRST PREMIÈRE
CLASS CLASSE**

**K1A 0S9
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-42

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

C-42

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-42

PROJET DE LOI C-42

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
OCTOBER 19, 1989

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 19 OCTOBRE 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-42

PROJET DE LOI C-42

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1990, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Préambule

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 3, 1989-90*.

1. *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.*

Titre abrégé

\$9,989,966,-
006.76 granted
for 1989-90

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole nine billion, nine hundred and eighty-nine million, nine hundred and sixty-six thousand, six dollars and seventy-six cents towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1989 to the 31st day of March, 1990 not otherwise provided for, and being

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout neuf milliards, neuf cent quatre-vingt-neuf millions, neuf cent soixante-six mille, six dollars et soixante-seize cents, pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1989 jusqu'au 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total des montants des postes énoncés au Budget des

\$9,989,966,-
006.76 accordés
pour 1989-1990

de dépenses prévues dans le budget de l'Etat pour l'exercice 1989-90, qui ont été autorisées par le Parlement le 1^{er} avril 1989.

3. (1) Le montant dont la provision est autorisée à être payée ou appliquée en faveur de l'Etat pour l'exercice 1989-90 ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste de la provision ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ou l'application et l'effet qui peuvent y être indiqués.

(2) Les dispositions de chaque poste de l'annexe sont conçues avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1989.

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmenté le montant limite des engagements prévus être pris en vertu d'un autre loi ou lorsqu'un tel propos de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation de l'engagement énoncé dans ce poste ou lorsque conformément au paragraphe (2).

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition de loi implique qu'il confère l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition:

(a) du montant éventuellement autorisé pour ce poste ou cette disposition et

(b) de plus énoncé dans tout montant autorisé, lequel est expressément affecté à un usage ou, dans le cas d'un poste habituel

the total of amounts of the financial limits in the State Estimates may be taken for the fiscal year ending the 31st day of March, 1990 as contained in the Schedule to the Act and the amounts voted by Parliament on the 1st April, 1989.

3. (1) The amount authorized by the Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1989.

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which a commitment may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act does not exceed the total amount of the authority conferred by the item or subsection (2).

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of:

(a) the amount, if any, appropriated in respect of the item or provision; and

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set

Provision and financial limits

Commitments

Item

the total of amounts of the items set forth in the Main Estimates now before the House for the fiscal year ending the 31st day of March, 1990 as contained in the Schedule to this Act less the amounts voted by *Appropriation Act No. 1, 1989-90*.....\$9,989,966,006.76

dépenses principal de l'exercice se terminant le 31 mars 1990, qui est actuellement devant la Chambre, moins les montants votés par la *Loi de crédits n° 1 de 1989-1990*\$9,989,966,006.76 5

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet de chaque poste

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1989.

(2) Les dispositions de chaque poste de l'annexe sont censées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1989.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

Engagement

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

Idem

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and
- (b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set

- a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition et
- b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit

1. The Public Accounts Act is amended by adding the following section:

2. The Public Accounts Act is amended by adding the following section:

3. A tout ce que précède, le paragraphe 10 de la Loi sur le Compte public est modifié par l'ajout de la phrase suivante: « Le ministre du Trésor public est tenu de rendre compte de la gestion de la dette publique au Parlement au cours de la session suivante à la session suivante à la session suivante ».

4. Any amount paid or applied under the authority of the Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 6 of the Financial Administration Act.

5. Il doit être rendu compte des dépenses effectuées en vertu de la Loi sur le Compte public, dans les Comptes publics, au cours de la session suivante à la session suivante à la session suivante.

6. Amounts paid or applied under the authority of the Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 6 of the Financial Administration Act.

1979, c. 11, s. 11
1979, c. 11, s. 11
1979, c. 11, s. 11

1979, c. 11, s. 11
1979, c. 11, s. 11
1979, c. 11, s. 11

out in the details related to such items, whichever is the greater.

Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'exercice pour lequel il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour l'exercice en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Trésor.

Imputation de crédit

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

6. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Compte à rendre S.R., c. F-11

Table 1

Based on the 1989-90 Department of Agriculture budget, this table lists the total amount of grants and contributions provided to various organizations and individuals for the period April 1, 1989, to March 31, 1990. The total amount of grants and contributions is \$1,574,700,000. The total amount of grants and contributions for the period April 1, 1989, to March 31, 1990, is \$1,574,700,000. The total amount of grants and contributions for the period April 1, 1989, to March 31, 1990, is \$1,574,700,000. The total amount of grants and contributions for the period April 1, 1989, to March 31, 1990, is \$1,574,700,000.

Item No.	Amount	Description	Category	No. of Recipients
1		AGRICULTURE		
2		DEPARTMENT		
1		Management and Advisory Program		1
2	142,100,000	Programs and Administration - Grants listed in the Bulletin and Distribution		2
3		Agri-Trade - Operating expenditures		3
4	408,180,000	Agri-Trade - Capital expenditures		4
5	199,375,000	Agri-Trade - Grants listed in the Bulletin and Distribution		5
6		Agri-Trade - Operating expenditures		6
7	141,220,000	Canadian Grain Commission - Grants listed in the Bulletin and Distribution		7
8	1,574,700,000	CANADIAN GRAIN COMMISSION		
9		Canadian Grain Commission - Grants listed in the Bulletin and Distribution		9
10	142,100,000	Canadian Grain Commission - Operating expenditures		10
11		Canadian Grain Commission - Capital expenditures		11
12		Canadian Grain Commission - Grants listed in the Bulletin and Distribution		12
13		Canadian Grain Commission - Operating expenditures		13
14	19,800,000	Canadian Grain Commission - Capital expenditures		14

SCHEDULE

Based on the Main Estimates 1989-90. The amount hereby granted is \$9,989,966,006.76 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amount of \$33,119,820,020.24 voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 1, 1989-90*.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1990 and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE DEPARTMENT		
	MANAGEMENT AND ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Management and Administration — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contribution	57,154,000	
2	Pursuant to Section 12(1) of the <i>Farm Credit Act</i> to increase from \$225,000,000 to \$625,000,000 the aggregate amount that may be paid to the Farm Credit Corporation under this section	1	
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5	Agri-Food — Operating expenditures	508,180,000	
10	Agri-Food — Capital expenditures	86,462,000	
15	Agri-Food — The grants listed in the Estimates and contributions	499,372,000	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
20	Grains and Oilseeds — Operating expenditures including authority to make payment of commissions for services provided in accordance with the <i>Western Grain Stabilization Act</i>	17,400,000	
25	Grains and Oilseeds — Canadian Grain Commission — Operating expenditures and contributions	44,252,000	
30	Grains and Oilseeds — The grants listed in the Estimates and contributions	441,980,000	
			1,654,800,001
	CANADIAN DAIRY COMMISSION		
35	Canadian Dairy Commission — Program expenditures		5,028,000
	CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD		
40	Canadian Livestock Feed Board — Operating expenditures	1,709,000	
45	Canadian Livestock Feed Board — Contributions	18,100,000	
			19,809,000

ANNEXE

D'après le Budget des dépenses principal de 1989-1990. Le montant accordé par les présentes est de \$9,989,966,006.76, soit le total des postes dudit Budget que contient la présente annexe moins le montant de \$33,119,820,020.24 affecté au compte desdits postes par la *Loi de crédits n° 1 de 1989-1990*.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
1	Gestion et administration — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contribution	57,154,000	
2	Conformément au paragraphe 12(1) de la <i>Loi sur le crédit agricole</i> , porter de \$225,000,000 à \$625,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société du crédit agricole aux termes de ce paragraphe	1	
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5	Agro-alimentaire — Dépenses de fonctionnement	508,180,000	
10	Agro-alimentaire — Dépenses en capital	86,462,000	
15	Agro-alimentaire — Subventions inscrites au Budget et contributions	499,372,000	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
20	Céréales et oléagineux — Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la <i>Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest</i>	17,400,000	
25	Céréales et oléagineux — Commission canadienne des grains — Dépenses de fonctionnement et contributions	44,252,000	
30	Céréales et oléagineux — Subventions inscrites au Budget et contributions	441,980,000	
			1,654,800,001
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
35	Commission canadienne du lait — Dépenses du Programme		5,028,000
	OFFICE CANADIEN DES PROVENDES		
40	Office canadien des provendes — Dépenses de fonctionnement	1,709,000	
45	Office canadien des provendes — Contributions	18,100,000	
			19,809,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY	\$	\$
	DEPARTMENT		
1	Atlantic Canada Opportunities Agency — Operating expenditures.....	38,257,000	
5	Atlantic Canada Opportunities Agency — The grants listed in the Estimates and Contributions.....	324,381,000	
L10	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council for the purpose of promoting the establishment, growth, efficiency and international competitiveness of Canadian industry or to assist them in their financial restructuring and to foster the expansion of Canadian trade to a person engaged or about to engage in a manufacturing, processing or service industry in the Cape Breton area	10,000,000	
			372,638,000
	ENTERPRISE CAPE BRETON CORPORATION		
15	Payments to the Enterprise Cape Breton Corporation pursuant to the <i>Government Organization Act, Atlantic Canada, 1987</i>		10,600,000
	COMMUNICATIONS		
	DEPARTMENT		
1	Communications — Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	141,418,000	
2	Government Telecommunications Agency Revolving Fund — Pursuant to Section 12 of the <i>Revolving Funds Act</i> , to increase from \$19,000,000 to \$30,000,000 the amount by which the aggregate of expenditures made under Section 3(3) of that Act may exceed the revenues referred to in that section	1	
5	Communications — Capital expenditures	19,548,000	
10	Communications — The grants listed in the Estimates and contributions.....	84,910,900	
15	Payments to the Canada Post Corporation for costs associated with cultural publication mailings	55,093,000	
L20	Loans to institutions and public authorities in Canada in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of Section 29 of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i>	10,000	
			300,979,901

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
MINISTÈRE			
1	Agence de promotion économique du Canada atlantique — Dépenses de fonctionnement.....	38,257,000	
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	324,381,000	
L10	Prêts conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton.....	10,000,000	
			372,638,000
SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON			
15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>		10,600,000
COMMUNICATIONS			
MINISTÈRE			
1	Communications — Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	141,418,000	
2	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales — Conformément à l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , faire passer de \$19,000,000 à \$30,000,000 la somme par laquelle les dépenses globales engagées en vertu de l'article 3(3) de la <i>Loi</i> peuvent dépasser les recettes dont il est question dans cet article.....	1	
5	Communications — Dépenses en capital.....	19,548,000	
10	Communications — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	84,910,900	
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles.....	55,093,000	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000	
			300,979,901

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Continued)		
	CANADA COUNCIL		
25	Payments to the Canada Council within the meaning of Section 18 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the general purposes set out in Section 8 of the Act.....		93,472,000
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service.....	842,569,000	
35	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for working capital.....	4,000,000	
40	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service.....	118,469,000	
			965,038,000
	CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
45	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>		145,595,000
	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION		
50	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission — Program expenditures.....		26,581,000
	NATIONAL ARCHIVES OF CANADA		
55	National Archives of Canada — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions.....		54,974,000
	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
60	Payments to the National Arts Centre Corporation.....		17,891,000
	NATIONAL FILM BOARD		
65	National Film Board Revolving Fund — Operating loss, capital, the grants listed in the Estimates and contributions.....		72,773,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Suite)		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		93,472,000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	842,569,000	
35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	118,469,000	
			965,038,000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		145,595,000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — Dépenses du Programme		26,581,000
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55	Archives nationales du Canada — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions		54,974,000
	CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts		17,891,000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
65	Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions		72,773,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Concluded)		
	NATIONAL LIBRARY		
70	National Library — Program expenditures and the grants listed in the Estimates		33,356,000
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
75	National Museums of Canada — Operating expenditures, including an amount of \$3,990,000 for the purchase of objects for the collection of the Corporation in the 1989-90 and 1990-91 fiscal years and authority to spend revenue received during the year from the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other material related to the purposes of the Corporation and the grant listed in the Estimates.....	74,557,000	
80	National Museums of Canada — Capital expenditures.....	21,718,000	96,275,000
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
1	Consumer and Corporate Affairs — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	123,304,000	
5	Consumer and Corporate Affairs — Capital expenditures.....	5,634,000	128,938,000
	COMPETITION TRIBUNAL		
10	Competition Tribunal — Program expenditures.....		1,748,000
	COPYRIGHT BOARD		
15	Copyright Board — Program expenditures.....		917,000
	HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW COMMISSION		
20	Hazardous Materials Information Review Commission — Program expenditures.....		1,737,000
	PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD		
25	Patented Medicine Prices Review Board — Program expenditures		2,216,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	COMMUNICATIONS (Fin)		
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
70	Bibliothèque nationale — Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget		33,356,000
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
75	Musées nationaux du Canada — Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de \$3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1989-1990 et 1990-1991 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au Budget	74,557,000	
80	Musées nationaux du Canada — Dépenses en capital	21,718,000	
			96,275,000
	CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
	MINISTÈRE		
1	Consommateurs et Sociétés — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	123,304,000	
5	Consommateurs et Sociétés — Dépenses en capital	5,634,000	
			128,938,000
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
10	Tribunal de la concurrence — Dépenses du Programme		1,748,000
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
15	Commission du droit d'auteur — Dépenses du Programme		917,000
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
20	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses — Dépenses du Programme		1,737,000
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés — Dépenses du Programme		2,216,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS (Concluded)		
	STANDARDS COUNCIL OF CANADA		
30	Payments to the Standards Council of Canada within the meaning of Section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of Section 5 of the Act.....		7,564,000
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION		
	DEPARTMENT/COMMISSION		
	CORPORATE AND SPECIAL SERVICES PROGRAM		
1	Corporate and Special Services — Program expenditures.....	51,240,500	
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
5	Employment and Insurance — Operating expenditures	79,726,000	
10	Employment and Insurance — The grants listed in the Estimates, contributions and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community.....	1,479,199,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
15	Immigration — Operating expenditures.....	157,868,000	
20	Immigration — Contributions.....	69,749,000	
			1,837,782,500
	ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN		
25	Advisory Council on the Status of Women — Program expenditures.....		3,388,000
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
30	Immigration and Refugee Board of Canada — Program expenditures.....		37,762,000
	STATUS OF WOMEN — OFFICE OF THE CO-ORDINATOR		
35	Status of Women — Office of the Co-ordinator — Program expenditures.....		3,302,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS (Fin)		
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
30	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la <i>Loi</i>		7,564,000
	EMPLOI ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE/COMMISSION		
	PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX		
1	Services généraux et spéciaux — Dépenses du Programme	51,240,500	
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
5	Emploi et Assurance — Dépenses de fonctionnement	79,726,000	
10	Emploi et Assurance — Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1,479,199,000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
15	Immigration — Dépenses de fonctionnement	157,868,000	
20	Immigration — Contributions	69,749,000	
			1,837,782,500
	CONSEIL CONSULTATIF SUR LA SITUATION DE LA FEMME		
25	Conseil consultatif sur la situation de la femme — Dépenses du Programme		3,388,000
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
30	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada — Dépenses du Programme		37,762,000
	CONDITION FÉMININE — BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
35	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice — Dépenses du Programme		3,302,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
ENERGY, MINES AND RESOURCES			
DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Administration — Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	43,294,000	
ENERGY PROGRAM			
5	Energy — Operating expenditures	89,169,000	
10	Energy — The grants listed in the Estimates and contributions	348,867,000	
L15	Payments in respect of Canada's participation in the Lloydminster Heavy Oil Upgrader	51,100,000	
L20	Loans, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council, to assist in financing regional electrical interconnections	20,685,000	
MINERALS AND EARTH SCIENCES PROGRAM			
25	Minerals and Earth Sciences — Operating expenditures	271,071,500	
30	Minerals and Earth Sciences — Capital expenditures	38,385,000	
35	Minerals and Earth Sciences — The grants listed in the Estimates and contributions	182,018,000	
			1,044,589,500
ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD			
40	Atomic Energy Control Board — Program expenditures, the grants listed in the Estimates		21,832,000
ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED			
45	Payments to Atomic Energy of Canada Limited for operating and capital expenditures		125,713,000
NATIONAL ENERGY BOARD			
50	National Energy Board — Program expenditures		21,809,000
PETRO-CANADA INTERNATIONAL ASSISTANCE CORPORATION			
55	Payments to Petro-Canada International Assistance Corporation		49,300,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES			
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration — Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	43,294,000	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE			
5	Énergie — Dépenses de fonctionnement	89,169,000	
10	Énergie — Subventions inscrites au Budget et contributions	348,867,000	
L15	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster	51,100,000	
L20	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité ..	20,685,000	
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE			
25	Minéraux et sciences de la Terre — Dépenses de fonctionnement	271,071,500	
30	Minéraux et sciences de la Terre — Dépenses en capital	38,385,000	
35	Minéraux et sciences de la Terre — Subventions inscrites au Budget et contributions ...	182,018,000	
			1,044,589,500
COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE			
40	Commission de contrôle de l'énergie atomique — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget		21,832,000
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE			
45	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		125,713,000
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE			
50	Office national de l'énergie — Dépenses du Programme		21,809,000
LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE			
55	Paiements à La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		49,300,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	ENVIRONMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration — Program expenditures and contribution.....	38,168,000	
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
5	Environmental Services — Operating expenditures including recoverable expenditures incurred in respect of the Prairie Provinces Water Board, the Qu'Appelle Basin Study Board, the St. John River Basin Board, and authority for the Minister to engage such consultants as may be required by the above Boards at such remuneration as the Boards may determine; recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the aggregate of the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to spend revenue received during the year.....	350,186,000	
10	Environmental Services — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property.....	54,936,000	
15	Environmental Services — The grants listed in the Estimates and contributions	27,728,250	
	PARKS PROGRAM		
20	Parks — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions; expenditures on other than federal property; expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance	229,961,000	
25	Parks — Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions toward the cost of undertakings carried out by those bodies; expenditures on other than federal property; and expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance.....	107,312,000	
30	Parks — National Battlefields Commission — Operating expenditures.....	1,829,000	
			810,120,250

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ENVIRONNEMENT		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration — Dépenses du Programme et contribution	38,168,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5	Services de l'environnement — Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	350,186,000	
10	Services de l'environnement — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	54,936,000	
15	Services de l'environnement — Subventions inscrites au Budget et contributions	27,728,250	
	PROGRAMME PARCS		
20	Parcs — Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique.....	229,961,000	
25	Parcs — Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	107,312,000	
30	Parcs — La Commission des champs de bataille nationaux — Dépenses de fonctionnement.....	1,829,000	
			810,120,250

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1	Canadian Interests Abroad — Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Representatives on International Commissions, the staff of such officials and other persons to represent Canada in another country; expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization; recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependents; cultural relations and academic exchange programs with other countries	669,263,000	
5	Canadian Interests Abroad — Capital expenditures	133,853,000	
10	Canadian Interests Abroad — The grants listed in the Estimates, contributions, authority to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$50,000,000, in respect of contributions to persons, groups of persons, councils and associations to promote the development of Canadian export sales and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October 1988, which is	213,736,356	
L11	To increase from \$14,500,000 to \$22,500,000 the amount that may be outstanding at any time against the Working Capital Advance Account for loans and advances to personnel working or engaged abroad established by Vote L12c, <i>Appropriation Act No. 1, 1971</i>	8,000,000	
L12	To increase from \$30,000,000 to \$50,000,000 the amount that may be outstanding at any time against the Working Capital Advance Account for advances to posts abroad established by Loans, Investments and Advances Vote 630, <i>Appropriation Act No. 2, 1954</i>	20,000,000	
	WORLD EXHIBITIONS PROGRAM		
15	World Exhibitions — Program expenditures and contributions	480,000	1,045,332,356
	CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
20	Canadian Commercial Corporation — Program expenditures		20,089,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES EXTÉRIEURES			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER			
1	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays.....	669,263,000	
5	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses en capital	133,853,000	
10	Intérêts du Canada à l'étranger — Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas \$50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1988 à	213,736,356	
L11	Pour porter de \$14,500,000 à \$22,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission ou recrutés sur place à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i>	8,000,000	
L12	Pour porter de \$30,000,000 à \$50,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger, établi par le crédit 630 (Prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i>	20,000,000	
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES			
15	Expositions internationales — Dépenses du Programme et contributions	480,000	1,045,332,356
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE			
20	Corporation commerciale canadienne — Dépenses du Programme		20,089,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
EXTERNAL AFFAIRS (Continued)			
CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY			
25	Canadian International Development Agency — Operating expenditures and authority: (a) to engage persons for service in developing countries; and (b) to provide education or training for persons from developing countries; in accordance with the Technical Assistance Regulations made by Order in Council P.C. 1978-1268 of 20th April, 1978, as may be amended or any other regulations that may be made by the Governor in Council with respect to: (i) the remuneration payable to persons for service in developing countries, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; (ii) the maintenance of persons from developing countries who are undergoing education or training, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; and (iii) the payment of special expenses directly or indirectly related to the service of persons in developing countries or the education or training of persons from developing countries.....	101,950,000	
30	Canadian International Development Agency — The grants and contributions listed in the Estimates and payments to international financial institutions in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> , provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services.....	1,789,700,000	
L35	The issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$223,600,000 in accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> for the purpose of contributions to the International Financial Institution Fund Accounts	1	
L40	In accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> : (a) the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes estimated at \$6,100,000 to the African Development Bank not to exceed the equivalent of US \$5,066,670.....	1	1,891,650,002
INTERNATIONAL CENTRE FOR OCEAN DEVELOPMENT			
45	Payments to the International Centre for Ocean Development in accordance with the <i>International Centre for Ocean Development Act</i>		10,100,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Suite)	\$	\$
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25	Agence canadienne de développement international — Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; (ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement.....	101,950,000	
30	Agence canadienne de développement international — Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international</i> (institutions financières), à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,789,700,000	
L35	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$223,600,000 conformément à la <i>Loi d'aide au développement international</i> (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
L40	Conformément à la <i>Loi d'aide au développement international</i> (institutions financières): a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à \$6,100,000 à la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de \$5,066,670 US.....	1	
			1,891,650,002
	CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS		
45	Paiements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la <i>Loi sur le Centre international d'exploitation des océans</i>		10,100,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded)		
	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE		
50	Payments to the International Development Research Centre.....		108,500,000
	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
55	International Joint Commission — Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada-United States Agreement on Great Lakes Water Quality.....		4,528,000
	FINANCE		
	DEPARTMENT		
	FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM		
1	Financial and Economic Policies — Program expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	52,531,000	
L5	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> : (a) Payment estimated at \$18,500,000 to the International Bank for Reconstruction and Development not to exceed the equivalent of US \$14,800,000 and; (b) Payment estimated at \$6,300,000 to the International Finance Corporation not to exceed the equivalent of US \$4,900,000.....	24,800,000	
L10	Financial and Economic Policies — In accordance with the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i> , the issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not to exceed \$200,600,000 to the International Development Association.....		1
	SPECIAL PROGRAM		
15	Special Program — To extend the purposes of Finance Vote 22a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i> , to authorize payment out of the Foreign Claims Fund of the expenses incurred in investigating and reporting on Canadian claims prior to agreements relating to the settlement of such claims being entered into with governments of other countries and to authorize a payment to the Foreign Claims Fund of.....	30,000	
L20	Advances in respect of a toll bridge across the harbour of Saint John, N.B. in accordance with terms and conditions set out in an agreement relating to the financing, construction and operation of the toll bridge entered into between Canada, New Brunswick, the City of Saint John and the Bridge Authority, approved by the Governor in Council,		

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin)		
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
50	Versements au Centre de recherches pour le développement international.....		108,500,000
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
55	Commission mixte internationale — Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....		4,528,000
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
1	Politiques financières et économiques — Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	52,531,000	
L5	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods</i> et des accords connexes:		
	a) paiement évalué à \$18,500,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de \$14,800,000 en dollars américains, et;		
	b) paiement évalué à \$6,300,000 à la Société financière internationale, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de \$4,900,000 en dollars américains.....	24,800,000	
L10	Politiques financières et économiques — Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods</i> et des accords connexes, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$200,600,000 en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	
	PROGRAMME SPÉCIAL		
15	Programme spécial — Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i> afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de.....	30,000	
L20	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, approuvée par le gouverneur en conseil,		

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	SPECIAL PROGRAM (Concluded)		
	(a) to the Saint John Harbour Bridge Authority established by c. 150 of the Statutes of New Brunswick, 1961-62; or		
	(b) to a trustee for the holders of securities issued by the Authority; the total amount of advances for the fiscal year to be based on the difference for the year between the operating and financing costs of the toll bridge and the actual revenue of the Bridge Authority, as determined pursuant to the agreement, repayable if the actual revenue of the Bridge Authority for the fiscal year exceeds the amount of the operating and financing costs for such year	750,000	78,111,001
	AUDITOR GENERAL		
25	Auditor General — Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions		45,918,000
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL		
30	Canadian International Trade Tribunal — Program expenditures		6,097,000
	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS		
35	Office of the Superintendent of Financial Institutions — Program expenditures		2,757,000
	PRIVATIZATION AND REGULATORY AFFAIRS		
40	Privatization and Regulatory Affairs — Program expenditures		9,266,000
	FISHERIES AND OCEANS		
1	Fisheries and Oceans — Operating expenditures, Canada's share of expenses of the International Fisheries Commissions, authority to provide free accommodation for the International Fisheries Commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the International Fisheries Commissions of joint cost projects	490,517,000	
5	Fisheries and Oceans — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels ...	168,424,000	
10	Fisheries and Oceans — The grants listed in the Estimates and contributions	20,264,500	679,205,500

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME SPÉCIAL (Fin)		
	a) à l'Administration du pont de Saint John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou		
	b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année.....	750,000	78,111,001
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
25	Vérificateur général — Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions.....		45,918,000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
30	Tribunal canadien du commerce extérieur — Dépenses du Programme.....		6,097,000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
35	Bureau du surintendant des institutions financières — Dépenses du Programme.....		2,757,000
	PRIVATISATION ET AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES		
40	Privatisation et affaires réglementaires — Dépenses du Programme.....		9,266,000
	PÊCHES ET OCÉANS		
1	Pêches et Océans — Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés.....	490,517,000	
5	Pêches et Océans — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....	468,424,000	
10	Pêches et Océans — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	20,264,500	679,205,500

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
FORESTRY			
MINISTRY OF STATE			
1	Forestry — Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	82,641,000	
5	Forestry — Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property	9,363,000	
10	Forestry — The grants listed in the Estimates and contributions	106,482,000	198,486,000
GOVERNOR GENERAL			
1	Governor General — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and expenditures incurred on behalf of former Governors General, including those incurred on behalf of their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their decease, in respect of the performance of activities which devolve upon them as a result of their having occupied the office of Governor General		8,234,000
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT			
DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Administration — Program expenditures	42,470,000	
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM			
5	Indian and Inuit Affairs — Operating expenditures, and (a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property; (b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians; (c) authority for the Minister to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children; (d) authority to provide in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and		

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FORÊTS		
	MINISTÈRE D'ÉTAT		
1	Forêts — Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	82,641,000	
5	Forêts — Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	9,363,000	
10	Forêts — Subventions inscrites au Budget et contributions	106,482,000	
			198,486,000
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1	Gouverneur général — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général		8,234,000
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration — Dépenses du Programme	42,470,000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
5	Affaires indiennes et inuit — Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers;		

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued)		
	DEPARTMENT (Continued)		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM (Concluded)		
	(e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec	230,614,000	
10	Indian and Inuit Affairs — Capital expenditures, and		
	(a) expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council, or to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister, and such expenditures on other than federal property;		
	(b) authority to make recoverable expenditures in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools, of non-Indians; and		
	(c) authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Inuit, for its occupation by Indians and Inuit, in return for such payments, if any as the Minister may fix, for its sale or rental to Indians and Inuit on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for payment to Indians and Indian bands in the construction of housing and other buildings	13,196,000	
15	Indian and Inuit Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions	1,986,912,000	
L20	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	15,663,000	
L25	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders	1,207,000	
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
30	Northern Affairs — Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Government of the Northwest Territories	57,091,000	
35	Northern Affairs — Capital expenditures including authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; authority to make contributions towards construction done by local or private authorities	19,189,000	
40	Northern Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions	39,231,500	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Suite)			
MINISTÈRE (Suite)			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)			
	e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	230,614,000	
10	Affaires indiennes et inuit — Dépenses en capital et		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes;		
	c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	13,196,000	
15	Affaires indiennes et inuit — Subventions inscrites au Budget et contributions	1,986,912,000	
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	15,663,000	
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	1,207,000	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
30	Affaires du Nord — Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	57,091,000	
35	Affaires du Nord — Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	19,189,000	
40	Affaires du Nord — Subventions inscrites au Budget et contributions	39,231,500	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)			
DEPARTMENT (Concluded)			
TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM			
45	Transfer Payments to the Territorial Governments — Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates.....	189,000,000	
50	Transfer Payments to the Territorial Governments — Transfer payments to the Government of the Northwest Territories listed in the Estimates.....	727,000,000	
			3,321,573,500
INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY			
REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION			
INDUSTRY AND TECHNOLOGY PROGRAM			
1	Industry and Technology — Operating expenditures.....	177,963,000	
2	Industry and Technology — Pursuant to subsection 6(1)(b) of the <i>Small Business Loans Act</i> to increase from \$2,500,000,000 to \$4,000,000,000 the aggregate lending ceiling for the period April 1, 1985 to March 31, 1990.....	1	
5	Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	799,000	
10	Industry and Technology — The grants listed in the Estimates and contributions.....	702,168,000	
L15	Authority, in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council, (a) to take, purchase, exercise, assign or sell, on behalf of Her Majesty in Right of Canada, a stock option in a company in connection with the provision of a loan, insurance of a loan, or contribution made to the company by Her Majesty under a program authorized by the Governor in Council where, in the opinion of the Minister, (i) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell the stock option in order to permit Her Majesty in Right of Canada to benefit from the purchase; or (ii) it is necessary to take, purchase, exercise, assign or sell, the stock option in order to protect the Crown's interest in respect of a loan made or insured, or contribution made; and (b) to authorize the sale or other disposition of any capital stock so acquired.....	300,000	
L20	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council to persons engaged or about to engage in or assisting manufacturing, processing or service industries in Canada in order to promote the establishment, improvement, growth, efficiency or international competitiveness of such industries or to assist them in their financial restructuring.....	500,000	
REGIONAL AND NATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT PROGRAM			
25	Regional and Native Economic Development — Operating expenditures.....	22,821,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)			
MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX			
45	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux — Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget.....	189,000,000	
50	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux — Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget.....	727,000,000	
			3,321,573,500
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE			
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE			
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE			
1	Industrie et technologie — Dépenses de fonctionnement.....	177,963,000	
2	Industrie et technologie — Conformément à l'alinéa 6(1)(b) de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> , porter de \$2,500,000,000 à \$4,000,000,000 le plafond global des prêts pour la période comprise entre le 1 ^{er} avril 1985 et le 31 mars 1990.....	1	
5	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.....	799,000	
10	Industrie et technologie — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	702,168,000	
L15	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil,		
	a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, l'option d'achat d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordée à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du ministre,		
	(i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter; ou		
	(ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée; et		
	b) pour autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.....	300,000	
L20	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui participe à des activités de fabrication, de transformation ou de services dans des industries au Canada afin de favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité de telles industries sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière.....	500,000	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES			
25	Programme de développement économique des régions et des autochtones — Dépenses de fonctionnement.....	22,821,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Continued)		
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION (Concluded)		
	REGIONAL AND NATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT PROGRAM (Concluded)		
30	Regional and Native Economic Development — The grants listed in the Estimates and contributions.....	245,947,000	1,150,498,001
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
35	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations.....		32,000,000
	FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK		
40	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>	14,628,000	
45	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Section 20 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>	13,000,000	27,628,000
	INVESTMENT CANADA		
50	Investment Canada — Program expenditures.....		8,632,000
	MINISTRY OF STATE (SCIENCE AND TECHNOLOGY)		
55	Science and Technology — Operating expenditures	13,690,000	
60	Science and Technology — The grants listed in the Estimates and contributions.....	30,231,000	43,921,000
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
65	National Research Council of Canada — Operating expenditures	226,980,000	
70	National Research Council of Canada — Capital expenditures	119,868,000	
75	National Research Council of Canada — The grants listed in the Estimates and contributions.....	121,831,000	468,679,000
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
80	Natural Sciences and Engineering Research Council — Operating expenditures	14,318,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Suite)		
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE (Fin)		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES (Fin)		
30	Programme de développement économique des régions et des autochtones — Subventions inscrites au Budget et contributions	245,947,000	1,150,498,001
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires		32,000,000
	BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT		
40	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>	14,628,000	
45	Paiements à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>	13,000,000	27,628,000
	INVESTISSEMENT CANADA		
50	Investissement Canada — Dépenses du Programme		8,632,000
	MINISTÈRE D'ÉTAT (SCIENCES ET TECHNOLOGIE)		
55	Sciences et Technologie — Dépenses de fonctionnement	13,690,000	
60	Sciences et Technologie — Subventions inscrites au Budget et contributions	30,231,000	43,921,000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
65	Conseil national de recherches du Canada — Dépenses de fonctionnement	226,980,000	
70	Conseil national de recherches du Canada — Dépenses en capital	119,868,000	
75	Conseil national de recherches du Canada — Subventions inscrites au Budget et contributions	121,831,000	468,679,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie — Dépenses de fonctionnement	14,318,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded)		
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL (Concluded)		
85	Natural Sciences and Engineering Research Council — The grants listed in the Estimates.....	374,492,000	388,810,000
	SCIENCE COUNCIL OF CANADA		
90	Science Council of Canada — Program expenditures.....		2,698,000
	STATISTICS CANADA		
95	Statistics Canada — Program expenditures, the grants listed in the Estimates, and authority to spend revenue received during the year		205,299,000
	CANADA POST CORPORATION		
100	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes	184,500,000	
101	To report that portion of the excess of operating and income charges over revenues for the Canada Post Corporation in the amount of \$30,000,000 for the 12 month period ending March 31, 1988 in accordance with sub-section 32(2) of the <i>Canada Post Corporation Act</i>	1	184,500,001
	JUSTICE		
	DEPARTMENT		
1	Justice — Operating expenditures	111,201,000	
5	Justice — The grants listed in the Estimates and contributions.....	255,224,650	366,425,650
	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION		
10	Canadian Human Rights Commission — Program expenditures.....		10,714,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin)		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE (Fin)		
85	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie — Subventions inscrites au Budget.....	374,492,000	388,810,000
	CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA		
90	Conseil des sciences du Canada — Dépenses du Programme.....		2,698,000
	STATISTIQUE CANADA		
95	Statistique Canada — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget, et autorisation de dépenser les recettes de l'année		205,299,000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales.....	184,500,000	
101	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à 30,000,000 \$ pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1988 conformément au paragraphe 32(2) de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i>	1	184,500,001
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1	Justice — Dépenses de fonctionnement.....	111,201,000	
5	Justice — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	255,224,650	366,425,650
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10	Commission canadienne des droits de la personne — Dépenses du Programme.....		10,714,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	JUSTICE (Concluded)		
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15	Commissioner for Federal Judicial Affairs — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i> ..	3,615,000	
20	Commissioner for Federal Judicial Affairs — Canadian Judicial Council — Operating expenditures.....	366,000	
			3,981,000
	FEDERAL COURT OF CANADA		
25	Federal Court of Canada — Program expenditures.....		15,631,000
	LAW REFORM COMMISSION OF CANADA		
30	Law Reform Commission of Canada — Program expenditures.....		4,523,000
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA		
35	Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada — Program expenditures.....		4,919,000
	SUPREME COURT OF CANADA		
40	Supreme Court of Canada — Program expenditures.....		7,874,000
	TAX COURT OF CANADA		
45	Tax Court of Canada — Program expenditures.....		4,668,000
	LABOUR		
	DEPARTMENT		
1	Labour — Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....	52,836,000	
5	Labour — The grants listed in the Estimates and contributions.....	10,075,000	
			62,911,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	JUSTICE (Fin)		
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15	Commissaire à la magistrature fédérale — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	3,615,000	
20	Commissaire à la magistrature fédérale — Conseil canadien de la magistrature — Dépenses de fonctionnement	366,000	
			3,981,000
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
25	Cour fédérale du Canada — Dépenses du Programme		15,631,000
	COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA		
30	Commission de réforme du droit du Canada — Dépenses du Programme		4,523,000
	BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
35	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada — Dépenses du Programme		4,919,000
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
40	Cour suprême du Canada — Dépenses du Programme		7,874,000
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
45	Cour canadienne de l'impôt — Dépenses du Programme		4,668,000
	TRAVAIL		
	MINISTÈRE		
1	Travail — Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	52,836,000	
5	Travail — Subventions inscrites au Budget et contributions	10,075,000	
			62,911,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	LABOUR (Concluded)		
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10	Canada Labour Relations Board — Program expenditures		6,951,000
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15	Canadian Centre for Occupational Health and Safety — Program expenditures		8,264,000
	NATIONAL DEFENCE		
	DEPARTMENT		
1	National Defence — Operating expenditures and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$21,481,370,556 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the Department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that \$10,773,900,000 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said Votes to provinces or municipalities as contributions toward construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materials supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said Votes	7,497,290,000	
5	National Defence — Capital expenditures	2,668,976,000	
10	National Defence — The grants listed in the Estimates, contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with Section 3 of the <i>Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes	218,797,556	10,385,063,556
	EMERGENCY PREPAREDNESS CANADA		
15	Emergency Preparedness Canada — Operating expenditures	11,425,000	
20	Emergency Preparedness Canada — The grants listed in the Estimates and contributions	6,618,000	18,043,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAIL (Fin)		
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail — Dépenses du Programme.....		6,951,000
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail — Dépenses du Programme.....		8,264,000
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1	Défense nationale — Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$21,481,370,556 aux fins des crédits 1 ^{er} , 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$10,773,900,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits.....	7,497,290,000	
5	Défense nationale — Dépenses en capital	2,668,976,000	
10	Défense nationale — Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense.....	218,797,556	10,385,063,556
	PROTECTION CIVILE CANADA		
15	Protection civile Canada — Dépenses de fonctionnement.....	11,425,000	
20	Protection civile Canada — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	6,618,000	18,043,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
NATIONAL HEALTH AND WELFARE			
DEPARTMENT			
DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Departmental Administration — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	63,726,500	
HEALTH SERVICES AND PROMOTION PROGRAM			
5	Health Services and Promotion — Operating expenditures	40,657,000	
10	Health Services and Promotion — The grants listed in the Estimates and contributions	44,733,000	
SOCIAL SERVICES PROGRAM			
15	Social Services — Operating expenditures	18,358,000	
20	Social Services — The grants listed in the Estimates and contributions	183,596,000	
MEDICAL SERVICES PROGRAM			
25	Medical Services — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	496,943,000	
30	Medical Services — Capital expenditures	23,233,000	
HEALTH PROTECTION PROGRAM			
35	Health Protection — Operating expenditures	146,889,000	
40	Health Protection — Capital expenditures	27,897,000	
45	Health Protection — The grants listed in the Estimates and contributions	20,070,000	
INCOME SECURITY PROGRAM			
50	Income Security — Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan	68,290,000	
FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM			
55	Fitness and Amateur Sport — Operating expenditures	9,848,000	
60	Fitness and Amateur Sport — Contributions	62,959,000	
			1,207,199,500
MEDICAL RESEARCH COUNCIL			
65	Medical Research Council — Operating expenditures	4,469,000	
70	Medical Research Council — The grants listed in the Estimates	197,146,000	
			201,615,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	63,726,500	
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ			
5	Services et promotion de la santé — Dépenses de fonctionnement	40,657,000	
10	Services et promotion de la santé — Subventions inscrites au Budget et contributions	44,733,000	
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX			
15	Services sociaux — Dépenses de fonctionnement	18,358,000	
20	Services sociaux — Subventions inscrites au Budget et contributions	183,596,000	
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX			
25	Services médicaux — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	496,943,000	
30	Services médicaux — Dépenses en capital	23,233,000	
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ			
35	Protection de la santé — Dépenses de fonctionnement	146,889,000	
40	Protection de la santé — Dépenses en capital	27,897,000	
45	Protection de la santé — Subventions inscrites au Budget et contributions	20,070,000	
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU			
50	Sécurité du revenu — Dépenses du Programme y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	68,290,000	
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR			
55	Condition physique et sport amateur — Dépenses de fonctionnement	9,848,000	
60	Condition physique et sport amateur — Contributions	62,959,000	
			1,207,199,500
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
65	Conseil de recherches médicales — Dépenses de fonctionnement	4,469,000	
70	Conseil de recherches médicales — Subventions inscrites au Budget	197,146,000	
			201,615,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL REVENUE		
	CUSTOMS AND EXCISE		
1	Customs and Excise — Operating expenditures	435,015,500	
5	Customs and Excise — Capital expenditures	9,336,000	
			444,351,500
	TAXATION		
10	Taxation — Operating expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan and the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i>	835,604,000	
15	Taxation — Capital expenditures	32,046,000	
			867,650,000
	PARLIAMENT		
	THE SENATE		
1	The Senate — Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, the grants listed in the Estimates and contributions		24,232,000
	HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons — Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of an apartment to the Deputy Speaker of the House of Commons, payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices, the grants listed in the Estimates and contributions		144,674,000
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament — Program expenditures		12,515,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	REVENU NATIONAL		
	DOUANES ET ACCISE		
1	Douanes et Accise — Dépenses de fonctionnement.....	435,015,500	
5	Douanes et Accise — Dépenses en capital.....	9,336,000	444,351,500
	IMPÔT		
10	Impôt — Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> ..	835,604,000	
15	Impôt — Dépenses en capital	32,046,000	867,650,000
	PARLEMENT		
	SÉNAT		
1	Sénat — Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions.....		24,232,000
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5	Chambre des communes — Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions		144,674,000
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement — Dépenses du Programme		12,515,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PRIVY COUNCIL DEPARTMENT		
1	Privy Council — Program expenditures, including the operation of the Prime Minister's residence; the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio or a Minister of State who does not preside over a Ministry of State of a salary equal to the salary paid to Ministers of State who preside over Ministries of State under the <i>Salaries Act</i> , as adjusted pursuant to the <i>Parliament of Canada Act</i> and pro rata for any period less than a year; and the grant listed in the Estimates		48,674,000
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat — Program expenditures		3,015,000
	CHIEF ELECTORAL OFFICER		
10	Chief Electoral Officer — Program expenditures		2,464,000
	COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
15	Commissioner of Official Languages — Program expenditures		11,079,000
	ECONOMIC COUNCIL OF CANADA		
20	Economic Council of Canada — Program expenditures		8,532,000
	NORTHERN PIPELINE AGENCY		
25	Northern Pipeline Agency — Program expenditures		207,000
	PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD		
30	Public Service Staff Relations Board — Program expenditures		8,690,000
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
35	Security Intelligence Review Committee — Program expenditures		1,314,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1	Conseil privé — Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget.....		48,674,000
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
5	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes — Dépenses du Programme.....		3,015,000
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
10	Directeur général des élections — Dépenses du Programme.....		2,464,000
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
15	Commissaire aux langues officielles — Dépenses du Programme.....		11,079,000
	CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA		
20	Conseil économique du Canada — Dépenses du Programme.....		8,532,000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
25	Administration du pipe-line du Nord — Dépenses du Programme.....		207,000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
30	Commission des relations de travail dans la fonction publique — Dépenses du Programme.....		8,690,000
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
35	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité — Dépenses du Programme.....		1,314,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	SERVICES PROGRAM		
1	Services — Public Works Revolving fund — Operating loss	30,150,000	
	REAL PROPERTY PROGRAM		
5	Real Property — Operating expenditures including the provision on a recoverable basis of accommodation for the purposes of the <i>Canada Pension Plan Act</i> and the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i> , assistance to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Centre in Ottawa, contributions and authority to spend revenue received during the year arising from the provision, operation and maintenance of facilities for purposes of accommodation	645,779,000	
10	Real Property — Capital expenditures including expenditures on works on other than federal property and authority to reimburse tenants of federal property for improvements authorized by the Minister	147,567,000	
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
15	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures for the construction of the National Gallery of Canada and the Canadian Museum of Civilization	28,414,000	
20	Payments to Canada Lands Company (Le Vieux-Port de Montréal) Limited for operating and capital expenditures	30,130,000	
21	Pursuant to Section 29 of the <i>Financial Administration Act</i> to authorize the Minister on behalf of Her Majesty the Queen in Right of Canada to provide a guarantee to the Corporation of the City of Toronto of an amount not exceeding \$500,000 relating to payment by H & D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting a retail building within Harbourfront Corporation lands and the SkyDome Stadium lands	1	
			882,040,001
	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
25	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of the Parliament of Canada other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>		1,800,392,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAUX PUBLICS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES		
1	Services — Fonds renouvelable des Travaux publics — Déficit de fonctionnement	30,150,000	
	PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
5	Biens immobiliers — Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du <i>Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> , aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement .	645,779,000	
10	Biens immobiliers — Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre.....	147,567,000	
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations.....	28,414,000	
20	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	30,130,000	
21	Conformément à l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour autoriser le Ministre à garantir, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à la Corporation de la Ville de Toronto un montant ne dépassant pas \$500,000 relativement au paiement par le H & D International Group de 25% des frais estimatifs de la construction éventuelle d'un pont piétonnier reliant un immeuble de commerce de détail, situé sur un terrain de la Harbourfront Corporation, au terrain du Skydome Stadium.....	1	
			882,040,001
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
25	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		1,800,392,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PUBLIC WORKS (Concluded)		
	NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
30	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures	55,081,000	
35	Payment to the National Capital Commission for capital expenditures and for contributions to local municipalities and other authorities in respect of the cost of projects of those municipalities or authorities	22,352,000	
40	Payment to the National Capital Commission for grants and contributions including contributions to local municipalities or authorities and other organizations to encourage bilingualism in the National Capital Region	13,400,000	
			90,833,000
	SECRETARY OF STATE		
	DEPARTMENT		
1	Secretary of State — Operating expenditures	185,648,000	
5	Secretary of State — The grants listed in the Estimates and contributions	372,127,500	
			557,775,500
	CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT		
10	Canadian Centre for Management Development — Program expenditures and contributions		9,206,000
	MINISTRY OF STATE (MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)		
15	Multiculturalism and Citizenship — Operating expenditures	193,706,000	
20	Multiculturalism and Citizenship — The grants listed in the Estimates and contributions	81,080,000	
			274,786,000
	PUBLIC SERVICE COMMISSION		
25	Public Service Commission — Program expenditures		118,316,000
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
30	Social Sciences and Humanities Research Council — Operating expenditures	5,702,000	
35	Social Sciences and Humanities Research Council — The grants listed in the Estimates	74,995,000	
			80,697,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRAVAUX PUBLICS (Fin)			
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE			
30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement.....	55,081,000	
35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités.....	22,352,000	
40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale.....	13,400,000	
			90,833,000
SECRETARIAT D'ÉTAT			
MINISTÈRE			
1	Secrétariat d'État — Dépenses de fonctionnement	185,648,000	
5	Secrétariat d'État — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	372,127,500	
			557,775,500
CENTRE CANADIEN DE GESTION			
10	Centre canadien de gestion — Dépenses du Programme et contributions.....		9,206,000
MINISTÈRE D'ÉTAT (MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)			
15	Multiculturalisme et Citoyenneté — Dépenses de fonctionnement	193,706,000	
20	Multiculturalisme et Citoyenneté — Subventions inscrites au Budget et contributions..	81,080,000	
			274,786,000
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE			
25	Commission de la Fonction publique — Dépenses du Programme.....		118,316,000
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES			
30	Conseil de recherches en sciences humaines — Dépenses de fonctionnement	5,702,000	
35	Conseil de recherches en sciences humaines — Subventions inscrites au Budget.....	74,995,000	
			80,697,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
SOLICITOR GENERAL			
DEPARTMENT			
1	Solicitor General — Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....		25,716,000
CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE			
5	Canadian Security Intelligence Service — Program expenditures.....		157,305,000
CORRECTIONAL SERVICE			
10	<p>Correctional Service — Penitentiary Service and National Parole Service — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions; and</p> <p>(a) authority to pay into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the year from projects operated by inmates and financed by the said Fund;</p> <p>(b) authority to operate canteens in federal institutions and to deposit revenue from sales into the Inmate Welfare Fund;</p> <p>(c) payments in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions, and to dependents of deceased inmates and ex-inmates whose death resulted from participation in normal program activity in federal institutions; and</p> <p>(d) authority for the Minister, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for the confinement in institutions of that province of any persons sentenced or committed to a penitentiary, for compensation for the maintenance of such persons and for payment in respect of the construction and related costs of such institutions.....</p>	656,638,000	
15	Correctional Service — Penitentiary Service and National Parole Service — Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies.....	118,437,000	775,075,000
NATIONAL PAROLE BOARD			
20	National Parole Board — Program expenditures.....		17,486,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	MINISTÈRE		
1	Solliciteur général — Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions.....		25,716,000
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
5	Service canadien du renseignement de sécurité — Dépenses du Programme		157,305,000
	SERVICE CORRECTIONNEL		
10	Service correctionnel — Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	et		
	d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....	656,638,000	
15	Service correctionnel — Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles — Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	118,437,000	775,075,000
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
20	Commission nationale des libérations conditionnelles — Dépenses du Programme.....		17,486,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SOLICITOR GENERAL (Concluded)		
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
25	Law Enforcement — Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year	758,275,000	
30	Law Enforcement — Capital expenditures	110,538,000	868,813,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE		
35	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee — Program expenditures		973,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PUBLIC COMPLAINTS COMMISSION		
40	Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission — Program expenditures		2,876,000
	SUPPLY AND SERVICES		
1	Supply and Services — Operating expenditures and contributions including: (a) recoverable expenditures on behalf of the Canada Pension Plan, the <i>Unemployment Insurance Act of 1971</i> , and the Supply Revolving Fund; (b) expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals; and (c) authority to spend revenue received during the year	255,786,000	
5	Supply and Services — Capital expenditures	7,419,000	263,205,000
	TRANSPORT DEPARTMENT		
1	Transport — Operating expenditures, and (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, shipping;		

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (Fin)		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
25	Application de la loi — Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année.....	758,275,000	
30	Application de la loi — Dépenses en capital	110,538,000	
			868,813,000
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada — Dépenses du Programme		973,000
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
40	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada — Dépenses du Programme		2,876,000
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
1	Approvisionnement et Services — Dépenses de fonctionnement et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	255,786,000	
5	Approvisionnement et Services — Dépenses en capital	7,419,000	
			263,205,000
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1	Transports — Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Continued)		
	DEPARTMENT (Continued)		
	(b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics;		
	(c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i> ;		
	(d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year excluding that received from activities under the Surface Transportation Activity; and		
	(e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund	623,486,000	
5	Transport — Capital expenditures including contributions to provinces or municipalities, local or private authorities towards construction done by those bodies.....	565,411,000	
10	Transport — The grants listed in the Estimates and contributions including payments to supplement pension allowances under the Intercolonial and <i>Prince Edward Island Railway Employees' Provident Fund Act</i>	294,857,805	
11	Canada Harbour Place Corporation — For greater certainty pursuant to Section 101(b) of the <i>Financial Administration Act</i> , the Canada Harbour Place Corporation is authorized to borrow otherwise than from the Crown	1	
15	Payments to the Canada Ports Corporation for the purposes of Section 3 of the <i>Canada Ports Corporation Act</i>	27,000,000	
16	For the purpose of Section 101(b) of the <i>Financial Administration Act</i> , the Canada Ports Corporation and the following port corporations established pursuant to the <i>Canada Ports Corporation Act</i> are specifically authorized to borrow money otherwise than from the Crown: Halifax Port Corporation; Montreal Port Corporation; Prince Rupert Port Corporation; Port of Quebec Corporation; Saint John Port Corporation; St. John's Port Corporation; and Vancouver Port Corporation	1	
20	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1989	4,806,000	
25	Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Corporation (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques Cartier and Champlain Bridges, Montreal.....	10,684,000	
30	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty;		

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite)		
	MINISTÈRE (Suite)		
	b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
	c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
	d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité des transports de surface; et		
	e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , moins la partie de cette somme qui est créditée au fonds renouvelable des aéroports	623,486,000	
5	Transports — Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés	565,411,000	
10	Transports — Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la <i>Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard</i>	294,857,805	
11	Corporation Place du Havre Canada — Pour plus de certitude conformément à l'article 101 b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , la Corporation Place du Havre Canada est autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État	1	
15	Paiements à la Société canadienne des ports aux termes de l'article 3 de la <i>Loi sur la Société canadienne des ports</i>	27,000,000	
16	Aux fins de l'article 101 b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , la Société canadienne des ports et les sociétés des ports suivantes mises sur pied en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des ports</i> sont expressément autorisées à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État: Société du port de Halifax; Société du port de Montréal; Société du port de Prince Rupert; Société du port de Québec; Société du port de Saint John; Société du port de St. John's; Société du port de Vancouver	1	
20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1989	4,806,000	
25	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal	10,684,000	
30	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants;		

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Continued)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	(a) Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S. — The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby — Saint John ferries and terminals; and		
	(b) rail/water and narrow gauge/standard interface, ferries and terminals.....	253,467,000	
35	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c)(i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph (c)(ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	541,000,000	
40	Payments to the St. Lawrence Seaway Authority in respect of an enhanced maintenance program for the Welland Canal including necessary capital expenditures.....	26,900,000	
45	Payments to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company for the prescribed portion of the costs incurred by it for benefits provided to its adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company, in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services.....	18,000	
L50	Loan to Prince Rupert Port Corporation for port improvements	17,260,000	
			2,364,889,807
	CANADIAN AVIATION SAFETY BOARD		
55	Canadian Aviation Safety Board — Program expenditures		16,009,000
	CIVIL AVIATION TRIBUNAL		
60	Civil Aviation Tribunal — Program expenditures		1,052,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus; et		
	b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus	253,467,000	
35	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	541,000,000	
40	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal Welland y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires.....	26,900,000	
45	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	18,000	
L50	Prêt à la Société du port de Prince Rupert pour des améliorations du port	17,260,000	
			2,364,889,807
	BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE		
55	Bureau canadien de la sécurité aérienne — Dépenses du Programme.....		16,009,000
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
60	Tribunal de l'aviation civile — Dépenses du Programme		1,052,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Concluded)		
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65	Grain Transportation Agency Administrator — Program expenditures and contributions		4,534,000
	NATIONAL TRANSPORTATION AGENCY		
70	National Transportation Agency — Operating expenditures.....	33,023,000	
75	National Transportation Agency — Contributions.....	13,633,000	46,656,000
	TREASURY BOARD		
	SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service — Program expenditures and the grant listed in the Estimates.....	63,508,000	
3	Payments to Crown corporations in accordance with the Official Languages Act.....	6,000,000	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies — Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	360,000,000	
10	Employment Initiatives — Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes and to provide resources to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students	180,000,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin)		
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65	Administrateur de l'Office du transport du grain — Dépenses du Programme et contributions.....		4,534,000
	OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS		
70	Office national des transports — Dépenses de fonctionnement.....	33,023,000	
75	Office national des transports — Contributions	13,633,000	
			46,656,000
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1	Administration centrale de la fonction publique — Dépenses du Programme et subvention inscrite au Budget	63,508,000	
3	Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles	6,000,000	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
5	Éventualités du gouvernement — Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	360,000,000	
10	Projets de création d'emplois — Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	180,000,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TREASURY BOARD (Concluded)		
	SECRETARIAT (Concluded)		
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO INSURANCE PLANS PROGRAM		
15	Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments, premiums and taxes determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Finance Vote 124, <i>Appropriation Act No. 6, 1960</i> , Finance Vote 85a, <i>Appropriation Act No. 5, 1963</i> and Finance Vote 20b, <i>Appropriation Act No. 10, 1964</i> and Government's contribution to pension plans, death benefit plans, and social security programs, health and other insurance plans for employees engaged locally outside Canada, and to provide for the return to employees of their share of the premium reduction under subsection 64(4) of the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i>	368,865,000	
	TEMPORARY ASSIGNMENT PROGRAM		
20	Temporary Assignment — Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	446,000	
			978,819,000
	COMPTROLLER GENERAL		
25	Comptroller General — Program expenditures		13,248,000
	VETERANS AFFAIRS		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1	Veterans Affairs — Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein.....	392,769,000	
5	Veterans Affairs — The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of Treasury Board	1,286,693,000	
	CANADIAN PENSION COMMISSION PROGRAM		
10	Canadian Pension Commission — Program expenditures	3,914,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL DU TRÉSOR (Fin)		
	SECRETARIAT (Fin)		
	PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE		
15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	368,865,000	
	PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE		
20	Affectation temporaire — Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	446,000	978,819,000
	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL		
25	Contrôleur général — Dépenses du Programme		13,248,000
	ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Anciens combattants — Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	392,769,000	
5	Anciens combattants — Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,286,693,000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
10	Commission canadienne des pensions — Dépenses du Programme	3,914,000	

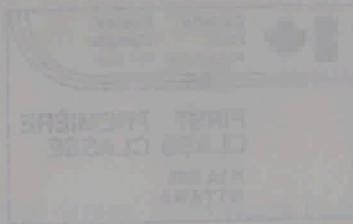
SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
VETERANS AFFAIRS (Concluded)			
BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM			
15	Bureau of Pensions Advocates — Program expenditures.....	5,332,000	
VETERANS APPEAL BOARD PROGRAM			
20	Veterans Appeal Board — Program expenditures.....	2,394,000	1,691,102,000
WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION			
1	Western Economic Diversification — Operating expenditures.....	31,762,000	
5	Western Economic Diversification — The grants listed in the Estimates and contributions.....	238,999,000	270,761,000
			43,109,786,027

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	ANCIENS COMBATTANTS (Fin)		
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
15	Bureau de services juridiques des pensions — Dépenses du Programme.....	5,332,000	
	PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
20	Tribunal d'appel des anciens combattants — Dépenses du Programme.....	2,394,000	1,691,102,000
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien — Dépenses de fonctionnement	31,762,000	
5	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	238,999,000	270,761,000
			43,109,786,027



FIRST CLASS
CLASSÉ PREMIÈRE

8 1/2 IN
215 mm

For all other countries
outside the United States
and possessions, please
order from the
Canadian Government
Printing Plant,
Ottawa, Canada K1A 0S8

CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

Loi concernant l'assurance

Loi concernant l'assurance

Printed in Canada

Imprimé au Canada

1984

1984



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-43

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-43

An Act respecting abortion

First reading, November 3, 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

C-43

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-43

Loi concernant l'avortement

Première lecture le 3 novembre 1989

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

An Act respecting abortion

Loi concernant l'avortement

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st Supp.),
cc. 1, 24, 27,
35 (2nd
Supp.), cc. 10,
19, 30, 34 (3rd
Supp.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Supp.);
1989, c. 2

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2,
11, 27, 31, 47,
51, 52 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
24, 27, 35 (2^e
suppl.), ch. 10,
19, 30, 34 (3^e
suppl.), ch. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4^e suppl.);
1989, ch. 2

1. Sections 287 and 288 of the *Criminal Code* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les articles 287 et 288 du *Code criminel* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Inducing
abortion

“287. (1) Every person who induces an abortion on a female person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years, unless the abortion is induced by or under the direction of a medical practitioner who is of the opinion that, if the abortion were not induced, the health or life of the female person would be likely to be threatened.

«287. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans quiconque provoque l'avortement chez une personne du sexe féminin, sauf quand il est provoqué par un médecin, ou sur ses instructions, qui en est arrivé à la conclusion que, sans l'avortement, la santé ou la vie de la personne serait vraisemblablement menacée.

Avortement

Definitions

(2) For the purposes of this section, “health” includes, for greater certainty, physical, mental and psychological health;

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“health”
«santé»

“medical practitioner”, in respect of an abortion induced in a province, means a person who is entitled to practise medicine under the laws of that province;

«conclusion» Avis formé selon les normes généralement admises dans la profession médicale.

«conclusion»
“opinion”

“medical practitioner”
«médecin»

«médecin» Personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province où elle provoque l'avortement.

«médecin»
“medical practitioner”

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: The substance of the proposed section 287 is new. The proposed amendments to section 288 are consequential on the amendments proposed to section 287.

Sections 287 and 288 at present read as follows:

“287. (1) Every one who, with intent to procure the miscarriage of a female person, whether or not she is pregnant, uses any means for the purpose of carrying out his intention is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(2) Every female person who, being pregnant, with intent to procure her own miscarriage, uses any means or permits any means to be used for the purpose of carrying out her intention is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years.

(3) In this section, “means” includes

- (a) the administration of a drug or other noxious thing;
- (b) the use of an instrument; and
- (c) manipulation of any kind.

(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of the female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of the female person would or would be likely to endanger her life or health, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — L'article 287 est essentiellement nouveau. La modification de l'article 288 découle de l'article 287.

Texte actuel des articles 287 et 288 :

«287. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité quiconque, avec l'intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, qu'elle soit enceinte ou non, emploie quelque moyen pour réaliser son intention.

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans toute personne du sexe féminin qui, étant enceinte, avec l'intention d'obtenir son propre avortement, emploie, ou permet que soit employé quelque moyen pour réaliser son intention.

(3) Au présent article, «moyen» s'entend notamment de :

- a) l'administration d'une drogue ou autre substance délétère;
- b) l'emploi d'un instrument;
- c) toute manipulation.

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux personnes suivantes :

a) un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, tout moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin;

b) une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné :

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie ou la santé de cette dernière;

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.

“opinion”
«conclusion»

“opinion” means an opinion formed using generally accepted standards of the medical profession.

Interpretation

(3) For the purposes of this section and section 288, inducing an abortion does not include using a drug, device or other means on a female person that is likely to prevent implantation of a fertilized ovum.

Supplying
noxious
things

288. Every one who unlawfully supplies or procures a drug or other noxious thing or an instrument or thing, knowing that it is intended to be used or employed to induce an abortion on a female person, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years.”

Coming into
force

2. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

«santé» S’entend notamment de la santé physique, mentale et psychologique.

«santé»
“health”

Interprétation

(3) Il est précisé, pour l’application du présent article et de l’article 288, que l’utilisation d’un médicament, dispositif ou autre moyen susceptible d’empêcher l’implantation de l’œuf fécondé ne constitue pas un acte de nature à provoquer un avortement.

288. Est coupable d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement maximal de deux ans quiconque illégalement fournit ou procure un médicament ou une autre substance délétère, ou un instrument ou une chose, sachant qu’ils sont destinés à être employés ou utilisés pour provoquer un avortement chez une personne du sexe féminin.»

Fourniture de
substances
délétères

2. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur

(5) The Minister of Health of a province may by order

(a) require a therapeutic abortion committee for any hospital in that province, or any member thereof, to furnish him with a copy of any certificate described in paragraph (4)(c) issued by that committee, together with such other information relating to the circumstances surrounding the issue of that certificate as he may require, or

(b) require a medical practitioner who, in that province, has procured the miscarriage of any female person named in a certificate described in paragraph (4)(c), to furnish him with a copy of that certificate, together with such other information relating to the procuring of the miscarriage as he may require.

(6) For the purposes of subsections (4) and (5) and this subsection,

“accredited hospital” means a hospital accredited by the Canadian Council on Hospital Accreditation in which diagnostic services and medical, surgical and obstetrical treatment are provided;

“approved hospital” means a hospital in a province approved for the purposes of this section by the Minister of Health of that province;

“board” means the board of governors, management or directors, or the trustees, commission or other person or group of persons having the control and management of an accredited or approved hospital;

“Minister of Health” means

(a) in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Prince Edward Island, Manitoba and Newfoundland, the Minister of Health,

(b) in the Provinces of Nova Scotia and Saskatchewan, the Minister of Public Health,

(c) in the Province of British Columbia, the Minister of Health Services and Hospital Insurance,

(d) in the Province of Alberta, the Minister of Hospitals and Medical Care,

(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Minister of National Health and Welfare;

“qualified medical practitioner” means a person entitled to engage in the practice of medicine under the laws of the province in which the hospital referred to in subsection (4) is situated;

“therapeutic abortion committee” for any hospital means a committee, comprised of not less than three members each of whom is a qualified medical practitioner, appointed by the board of that hospital for the purpose of considering and determining questions relating to terminations of pregnancy within that hospital.

(7) Nothing in subsection (4) shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent that is or may be required, otherwise than under this Act, before any means are used for the purpose of carrying out an intention to procure the miscarriage of a female person.

288. Every one who unlawfully supplies or procures a drug or other noxious thing or an instrument or thing, knowing that it is intended to be used or employed to procure the miscarriage of a female person, whether or not she is pregnant, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years.”

(5) Le ministre de la Santé d'une province peut, par arrêté :

a) requérir un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, dans cette province, ou un membre de ce comité, de lui fournir une copie de tout certificat mentionné à l'alinéa (4)c émis par ce comité, ainsi que les autres renseignements qu'il peut exiger au sujet des circonstances entourant l'émission de ce certificat;

b) requérir un médecin qui, dans cette province, a procuré l'avortement d'une personne de sexe féminin nommée dans un certificat mentionné à l'alinéa (4)c, de lui fournir une copie de ce certificat, ainsi que les autres renseignements qu'il peut exiger au sujet de l'obtention de l'avortement.

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent paragraphe et aux paragraphes (4) et (5).

«comité de l'avortement thérapeutique» Pour un hôpital, comité formé d'au moins trois membres qui sont tous des médecins qualifiés et nommé par le conseil de cet hôpital pour examiner et décider les questions relatives aux arrêts de grossesse dans cet hôpital.

«conseil» Le conseil des gouverneurs, le conseil de direction ou le conseil d'administration ou les fiduciaires, la commission ou une autre personne ou un autre groupe de personnes ayant le contrôle et la direction d'un hôpital accrédité ou approuvé.

«hôpital accrédité» Hôpital accrédité par le Conseil canadien d'accréditation des hôpitaux, où sont fournis des services de diagnostic et des traitements médicaux, chirurgicaux et obstétricaux.

«hôpital approuvé» Hôpital approuvé pour l'application du présent article par le ministre de la Santé de la province où il se trouve.

«médecin qualifié» Personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province où est situé l'hôpital mentionné au paragraphe (4).

«ministre de la Santé»

a) Dans les provinces d'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba et de Terre-Neuve, le ministre de la Santé;

b) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan, le ministre de la Santé publique;

c) dans la province de la Colombie-Britannique, le ministre des Services de santé et de l'assurance-hospitalisation;

d) dans la province d'Alberta, le ministre de la Santé (hôpitaux et assurance-maladie);

e) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

(7) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de faire disparaître la nécessité d'obtenir une autorisation ou un consentement qui est ou peut être requis, autrement qu'en vertu de la présente loi, avant l'emploi de moyens destinés à réaliser une intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin.

288. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans quiconque illégalement fournit ou procure une drogue ou autre substance délétère, ou un instrument ou une chose, sachant qu'ils sont destinés à être employés ou utilisés pour obtenir l'avortement d'une personne du sexe féminin, que celle-ci soit enceinte ou non.»

C-44

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-44

An Act respecting the Hibernia Development Project and to amend certain Acts in relation thereto

First reading, November 7, 1989

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-44

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-44

Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures Hibernia et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Première lecture le 7 novembre 1989

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act respecting the Hibernia Development Project and to amend certain Acts in relation thereto

Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures Hibernia et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Hibernia Development Project Act*.

1. *Loi sur l'exploitation du champ Hibernia*.

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Board”
«Office»

“Board” means the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board established by the joint operation of section 9 of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* and section 9 of *The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act*, chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986;

«exploitation» L'exploitation visée par le plan de mise en valeur du champ Hibernia autorisé par la décision mentionnée au paragraphe 6(1) et ses modifications éventuelles.

«exploitation»
“Hibernia Development Project” ou
“Project”

“federal laws”
«lois fédérales»

“federal laws” includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the *Interpretation Act* and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, and any provision of those Acts, regulations or rules of law, but does not include ordinances within the meaning of the *Northwest Territories Act* or the *Yukon Act*;

«lois fédérales» Sont compris parmi les lois fédérales tout ou partie des lois du Parlement, des règlements au sens de l'article 2 de la *Loi d'interprétation* et des autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont exclues de la présente définition les ordonnances au sens de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Yukon*.

«lois fédérales»
“federal laws”

“Her Majesty”
«Sa Majesté»

“Her Majesty” means Her Majesty in right of Canada;

«lois terre-neuviennes» Sont compris parmi les lois terre-neuviennes tout ou partie des lois et des règles de droit ou de leurs textes d'application, sauf des lois fédérales, en vigueur dans la province.

«lois terre-neuviennes»
“laws of Newfoundland”

«Le ministre des Ressources Minières et de l'Énergie du Canada — l'Office des Ressources Minières et de l'Énergie du Canada — a approuvé le plan de développement de l'exploitation des hydrocarbures en vertu de la Loi sur l'exploitation des articles 9 de la Loi sur les mines.»

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the Hibernia Development Project and to amend certain Acts in relation thereto".

«La Loi sur l'exploitation des articles 9 de la Loi sur les mines et la Loi sur les mines et de l'Énergie du Canada.»

«L'acte intitulé "Loi sur l'exploitation des articles 9 de la Loi sur les mines et de l'Énergie du Canada" a été approuvé par le ministre des Ressources Minières et de l'Énergie du Canada.»

ACCORDS

1. (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement en conseil, conclure au nom de Sa Majesté des accords relatifs à l'exploitation.

(2) Les accords peuvent prévoir :
 (a) des engagements d'aide de l'État ;
 (b) un montant destiné au financement des immobilisations, jusqu'à concurrence globalement d'un milliard quatre cents millions de dollars ;
 (c) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence globalement d'un milliard six cents soixante millions de dollars, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'autres accords.

"Hibernia Development Project" or "Project" means the project described in the Hibernia Development Plan approved by the board referred to in subsection 6(1), as amended from time to time;

RECOMMENDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures Hibernia et apportant des modifications corrélatives à certaines lois».

"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources;

"offshore area" has the same meaning as in section 2 of the Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act;

"prescribed" means prescribed by regulation.

"security interests" means interests in chattels, fixtures, documents of title, instruments, securities, chattel paper or other personal property that secures payment or performance of an obligation and includes choses in action and interests arising from an assignment of book debts.

AGREEMENTS

1. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into one or more agreements on behalf of Her Majesty in respect of the Hibernia Development Project.

(2) The agreement entered into under this section may include

(a) undertakings for the provision of assistance by Canada, including

(i) the payment of a contribution in respect of the capital costs of the Project, in an amount not exceeding in the aggregate one billion four hundred million dollars;

(ii) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts not exceeding in the aggregate at any time one billion

<p>“Hibernia Development Project” or “Project” «exploitation»</p>	<p>“Hibernia Development Project” or “Project” means the project described in the Hibernia Development Plan approved by the decision referred to in subsection 6(1), as amended from time to time;</p>	<p>«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.</p>	<p>«ministre» “Minister”</p>
<p>“laws of Newfoundland” «lois terre-neuviennes»</p>	<p>“laws of Newfoundland” includes the laws and rules of law from time to time in force in the Province of Newfoundland and instruments having effect under any of those laws, and any provision of those laws, rules of law and instruments, but does not include federal laws;</p>	<p>«Office» L'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers constitué par l'application conjointe des articles 9 de la <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i> et de la loi terre-neuvienne intitulée <i>The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act</i>, S.N. 1986, chapitre 37.</p>	<p>«Office» “Board”</p>
<p>“Minister” «ministre»</p>	<p>“Minister” means the Minister of Energy, Mines and Resources;</p>	<p>«Sa Majesté» Sa Majesté du chef du Canada.</p>	<p>«Sa Majesté» “Her Majesty”</p>
<p>“offshore area” «zone extracôtière»</p>	<p>“offshore area” has the same meaning as in section 2 of the <i>Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act</i>;</p>	<p>«sûretés mobilières» Droit sur des biens meubles même fixés à demeure, des titres, des effets, des actes mobiliers ou des valeurs mobilières qui garantit l'exécution d'une obligation ou d'un paiement; s'entend en outre du droit découlant d'une cession de créance et du droit d'action.</p>	<p>«sûretés mobilières» “security interests”</p>
<p>“prescribed” Version anglaise seulement</p>	<p>“prescribed” means prescribed by regulations;</p>	<p>«zone extracôtière» S'entend au sens de l'article 2 de la <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i>.</p>	<p>«zone extracôtière» “offshore area”</p>
<p>“security interests” «sûretés mobilières»</p>	<p>“security interests” means interests in chattels, fixtures, documents of title, instruments, securities, chattel papers or other personal property that secures payment or performance of an obligation, and includes choses in action and interests arising from an assignment of book debts.</p>		

AGREEMENTS

ACCORDS

<p>Authority to enter into agreements</p>	<p>3. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into one or more agreements on behalf of Her Majesty in respect of the Hibernia Development Project.</p>	<p>3. (1) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure au nom de Sa Majesté des accords relatifs à l'exploitation.</p>	<p>Pouvoir du ministre</p>
<p>Contents of agreements</p>	<p>(2) The agreements entered into under this section may include (a) undertakings for the provision of assistance by Canada, including (i) the payment of a contribution in respect of the capital costs of the Project, in an amount not exceeding in the aggregate one billion forty million dollars, (ii) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not exceeding in the aggregate at any time one billion</p>	<p>(2) Les accords peuvent prévoir : a) des engagements d'aide de l'État, notamment : (i) un montant destiné au financement des immobilisations, jusqu'à concurrence, globalement, d'un milliard quarante millions de dollars, (ii) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence, globalement, d'un milliard six cent soixante millions de dollars, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'enten-</p>	<p>Portée des accords</p>

six hundred and sixty million dollars, payable under or pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements made, given or issued in relation to the financing or refinancing of the whole or a portion of the Project,

(iii) the payment of a repayable contribution in an amount not exceeding in the aggregate three hundred million dollars,

(iv) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not exceeding in the aggregate at any time one hundred and seventy-five million dollars, payable under or pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements made, given or issued in relation to the provision of a temporary financing facility, and

(v) the guaranteeing of the payment of the redemption premiums, if any, payable under the loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements referred to in subparagraph (ii), of the amounts, if any, payable under any interest rate swap contract entered into in respect thereof, and of the interest payable in respect thereof for one interest period of twelve months or less;

(b) provisions for the payment of net profit interest to Her Majesty;

(c) undertakings in relation to industrial and employment benefits; and

(d) such other terms and conditions as the Minister considers desirable.

(3) Subparagraphs (2)(a)(ii) and (v) shall be deemed to authorize the guaranteeing, in whole or in part, of an equivalent amount in the currency of any country other than Canada and, notwithstanding subsection 48(2) of the *Financial Administration Act*, the equivalent amount shall be calculated using

(a) the value thereof and the rate of exchange between the Canadian dollar and

tes, destinés à un financement ou à un refinancement même partiels,

(iii) un montant remboursable d'au plus trois cents millions de dollars,

(iv) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence, globalement, de cent soixante-quinze millions de dollars, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement provisoire,

(v) la garantie d'au plus douze mois d'intérêts des instruments financiers ou des montants visés au sous-alinéa (ii) et, le cas échéant, des primes de remboursement et des contrats d'échange de taux d'intérêt relatifs à ces instruments ou ces montants;

b) des dispositions relatives à la participation de Sa Majesté aux bénéfices nets;

c) des engagements relatifs aux retombées industrielles et aux avantages pour l'emploi;

d) les autres mesures que le ministre juge souhaitables.

Currency of
guarantee

(3) Les fonds prévus aux sous-alinéas (2)a)(ii) et (v) peuvent être garantis, en tout ou en partie, pour un montant équivalent de devises, calculé, malgré le paragraphe 48(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'après le taux de change affiché à l'ouverture de la Banque du Canada la veille de la constitution de la garantie ou, en cas de financement ou de refinancement de tout ou

Emprunts en
devises

la date d'une obligation de garantie d'être
la monnaie fondante des deux pays affectés.

the currency concerned as quoted by the
Bank of Canada at the opening of business
on the day immediately preceding the day
on which the guarantee is issued; or

(b) where the guarantee is in respect of
the payment of an amount that finances or
refinances the whole or a portion of an
obligation that has been previously guar-
anteed, the value thereof and the weighted
average of the rates of exchange deter-
mined under paragraph (a) in respect of
all of the amounts that were previously
guaranteed.

(4) Malgré le paragraphe 48(3) de la Loi
sur la gestion des finances publiques, le
montant des garanties visées aux sous-articles
2 (2)(a)(i) et (v) est converti comme équi-
valant à sa valeur en monnaie canadienne cal-
culée selon le paragraphe (3).

(4) Notwithstanding subsection 48(3) of
the Financial Administration Act, the
amounts guaranteed or authorized to be
guaranteed under subparagraphs (2)(a)(i)
and (v), payable in the currency of a country
other than Canada, shall be deemed to be the
Canadian dollar equivalent of the value
thereof as calculated under subsection (3).

(5) Pour l'application du présent article,
est assimilée aux intérêts la différence entre
la valeur nominale et le montant reçu par
l'émetteur des instruments financiers selon
leur valeur après amortissement.

(5) In this section, "interest" includes, in
respect of a financial instrument, the differ-
ence between the face amount of the finan-
cial instrument and the sum received by the
issuer, measured over the term of the finan-
cial instrument to its maturity.

4 (1) Le ministre peut employer les
moyens nécessaires à la mise en œuvre des
accords conclus en vertu de l'article 3 et à la
protection des intérêts ou au respect des
droits de Sa Majesté dans le cadre de ces
accords.

4 (1) The Minister may do such things as
are necessary to carry out any agreement
entered into under section 3 or to protect the
interests or enforce the rights of Her Majesty
under the agreement.

(2) Le ministre peut notamment, à cet égard
a) fournir au nom de Sa Majesté des
garanties pour les engagements pris au
titre des accords;
b) détenir, au nom de Sa Majesté, les
titres consentis ou échangés à celui-ci
au titre des accords;
c) céder ou racheter les titres visés à
l'alinéa b);
d) acquiescer des actions nées d'une par-
ticipation au nom de Sa Majesté ou en
fiducie pour elle;
e) acquiescer au nom de Sa Majesté tout ou
partie des intérêts détenus dans l'exploita-
tion par les occupants

(2) Without limiting the generality of sub-
section (1), the Minister may, with respect to
an agreement entered into under section 3,
(a) issue a guarantee on behalf of Her
Majesty pursuant to and in accordance
with any undertaking that is given in the
agreement;
(b) accept and hold on behalf of Her
Majesty any security granted to Her
Majesty under or pursuant to the agree-
ment, including any security granted in
substitution thereof;
(c) release or realize on any security
related to in paragraph (b);
(d) acquire shares of a corporation on
behalf of or in trust for Her Majesty; and

Expenses

Expenses

Power to use

Calculation of
Currency
Conversion

Definition of
"Interest"

Authority to
carry out
Agreements

Item

the currency concerned as quoted by the Bank of Canada at the opening of business on the day immediately preceding the day on which the guarantee is issued; or

(b) where the guarantee is in respect of the payment of an amount that finances or refinances the whole or a portion of an obligation that has been previously guaranteed, the value thereof and the weighted average of the rates of exchange determined under paragraph (a) in respect of all of the amounts that were previously guaranteed.

Calculation in Canadian dollars

(4) Notwithstanding subsection 48(3) of the *Financial Administration Act*, the amounts guaranteed or authorized to be guaranteed under subparagraphs (2)(a)(ii) and (v), payable in the currency of a country other than Canada, shall be deemed to be the Canadian dollar equivalent of the value thereof as calculated under subsection (3).

Definition of "interest"

(5) In this section, "interest" includes, in respect of a financial instrument, the difference between the face amount of the financial instrument and the sum received by the issuer, amortized over the term of the financial instrument to its maturity.

Authority to carry out agreements

4. (1) The Minister may do such things as are necessary to carry out any agreement entered into under section 3 or to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under the agreement.

Idem

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Minister may, with respect to an agreement entered into under section 3,

(a) issue a guarantee on behalf of Her Majesty pursuant to and in accordance with any undertaking that is given in the agreement;

(b) accept and hold on behalf of Her Majesty any security granted to Her Majesty under or pursuant to the agreement, including any security granted in substitution therefor;

(c) release, or realize on, any security referred to in paragraph (b);

(d) acquire shares of a corporation on behalf of or in trust for Her Majesty; and

partie d'une obligation déjà garantie, d'après la moyenne pondérée des taux ainsi affichés.

(4) Malgré le paragraphe 48(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le montant des garanties visées aux sous-alinéas (2)a)(ii) et (v) est considéré comme équivalent à sa valeur en monnaie canadienne calculée selon le paragraphe (3).

Équivalence

(5) Pour l'application du présent article, est assimilée aux intérêts la différence entre la valeur nominale et le montant reçu par l'émetteur des instruments financiers selon leur valeur après amortissement.

Définition d'intérêts

4. (1) Le ministre peut employer les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des accords conclus en vertu de l'article 3 et à la protection des intérêts ou au respect des droits de Sa Majesté dans le cadre de ces accords.

Pouvoir de mise en oeuvre

(2) Le ministre peut notamment, à cet égard :

a) fournir au nom de Sa Majesté des garanties pour les engagements pris au titre des accords;

b) détenir, au nom de Sa Majesté, les sûretés consenties ou échangées à celle-ci au titre des accords;

c) céder ou réaliser les sûretés visées à l'alinéa b);

d) acquérir des actions auprès d'une personne morale au nom de Sa Majesté ou en fiducie pour elle;

e) acquérir au nom de Sa Majesté tout ou partie des intérêts détenus dans l'exploitation par les cocontractants.

35

(e) acquire on behalf of Her Majesty the whole or any portion of the interest held in the Project by any party to the agreement.

8. The Minister shall cause a summary of each agreement made under this Act to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

Summary to be laid before Parliament

8. Dans les meilleurs délais possible après avoir leur conclusion, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un résumé de chacun des accords conclus en vertu de la présente loi.

Ordonnance en vertu de la présente loi

VALIDATION

VALIDATION

4. (1) For the purposes of the Canada-Newfoundland Atlantic Accord Interpretation Act, the decision of the Board concerning the application for approval of the Hibernia Canada-Newfoundland Joint Plan and the Hibernia Development Plan, which decision was published as Decision 88-01 and submitted to the Minister on June 18, 1988, shall be deemed to have been validly made by the Board pursuant to sections 42 and 139 of that Act and the conditions referred to in subsection 33(1) of that Act shall be deemed to have been satisfied in respect of that decision.

Validation of Board decision

4. (1) Pour l'application de la loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve, la décision 88-01 de l'Office relative à la demande d'autorisation du plan de développement conjoint et du plan de mise en valeur du champ Hibernia et soumis au ministre le 18 juin 1988, est réputée valable-ment prise par l'Office tant en vertu des articles 42 et 139 de cette loi qu'en regard des conditions prévues au paragraphe 33(1) de la même loi.

Interprétation de la loi

(2) Anything done by the Board or the Minister pursuant to or in furtherance of the decision referred to in subsection (1) shall be deemed to have been validly done.

Validation of other matters

(2) L'Office et le ministre sont réputés avoir agi valablement concernant la décision visée au paragraphe (1).

Interprétation

APPLICATION OF FEDERAL AND PROVINCIAL LAWS

APPLICATION DES LOIS FÉDÉRALES ET PROVINCIALES

Application

Application

7. (1) Subject to this section, prescribed federal laws in relation to banking, bills of exchange, promissory notes, interest, bankruptcy, insolvency or the regulation of trade and commerce apply in the offshore area, with such modifications, if any, as are prescribed.

Application of federal laws

7. (1) Sous réserve des autres dispositions de présent article, les lois fédérales énumérées par règlement, relatives au commerce de banque, aux lettres de change et aux billets à ordre aux intérêts, à la faillite et l'insolvabilité, et à la réglementation des échanges et du commerce, s'appliquent à la zone extracôtière avec les modifications ainsi spécifiées.

Application des lois fédérales

(2) The federal laws referred to in subsection (1) shall be applied (a) as if the offshore area formed part of the territory of Canada, (b) notwithstanding that by their terms the application of those federal laws is limited to Canada, and

Interprétation

(2) Les lois fédérales visées au paragraphe (1) s'appliquent comme si la zone extracôtière faisait partie du territoire du Canada, même si leur libellé précise que leur application est limitée au Canada, et d'une façon compatible avec les droits et libertés que le droit international reconnaît aux autres États.

Interprétation

(e) acquire on behalf of Her Majesty the whole or any portion of the interest held in the Project by any party to the agreement.

Summary to be laid before Parliament

5. The Minister shall cause a summary of each agreement made under this Act to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

5. Dans les meilleurs délais possible suivant leur conclusion, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un résumé de chacun des accords conclus en vertu de la présente loi.

Dépôt de résumé des accords au Parlement

5

VALIDATION

HOMOLOGATION

Validation of project approval

6. (1) For the purposes of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*, the decision of the Board concerning the application for approval of the Hibernia Canada-Newfoundland Benefits Plan and the Hibernia Development Plan, which decision was published as Decision 86.01 and submitted to the Minister on June 18, 1986, shall be deemed to have been validly made by the Board pursuant to sections 45 and 139 of that Act and the conditions referred to in subsection 32(1) of that Act shall be deemed to have been satisfied in respect of that decision.

6. (1) Pour l'application de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*, la décision 86.01 de l'Office, relative à la demande d'autorisation du plan de retombées économiques et du plan de mise en valeur du champ Hibernia et soumise au ministre le 18 juin 1986, est réputée valablement prise par l'Office tant en vertu des articles 45 et 139 de cette loi qu'au regard des conditions prévues au paragraphe 32(1) de la même loi.

Homologation de plans

Validation of other matters

(2) Anything done by the Board or the Minister pursuant to or in furtherance of the decision referred to in subsection (1) shall be deemed to have been validly done.

(2) L'Office et le ministre sont réputés avoir agi valablement concernant la décision visée au paragraphe (1).

Présomption

APPLICATION OF FEDERAL AND PROVINCIAL LAWS

APPLICATION DES LOIS FÉDÉRALES ET PROVINCIALES

Application

Application

Application of federal laws

7. (1) Subject to this section, prescribed federal laws in relation to banking, bills of exchange, promissory notes, interest, bankruptcy, insolvency or the regulation of trade and commerce apply in the offshore area, with such modifications, if any, as are prescribed.

7. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les lois fédérales spécifiées par règlement, relatives au commerce de banque, aux lettres de changes et aux billets à ordre, aux intérêts, à la faillite et l'insolvabilité, et à la réglementation des échanges et du commerce, s'appliquent à la zone extracôtière avec les modifications ainsi spécifiées.

Application des lois fédérales

Interpretation

(2) The federal laws referred to in subsection (1) shall be applied
(a) as if the offshore area formed part of the territory of Canada;
(b) notwithstanding that by their terms the application of those federal laws is limited to Canada; and

(2) Les lois fédérales visées au paragraphe (1) s'appliquent comme si la zone extracôtière faisait partie du territoire du Canada, même si leur libellé précise que leur application est limitée au Canada, et d'une façon compatible avec les droits et libertés que le droit international reconnaît aux autres États.

Interprétation

(c) in a manner that is consistent with the rights and freedoms of other states under international law.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing federal laws for the purposes of subsection (1);

(b) prescribing such modifications in the federal laws that apply in the offshore area pursuant to this section as the Governor in Council considers the circumstances of that application may require; and

(c) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

(3) Le gouverneur en conseil peut prendre 5 des règlements d'application du présent article et, notamment, spécifier l'applicabilité des lois visées au paragraphe (1) et prévoir les modifications qu'il estime nécessaire d'y 5 apporter en raison des circonstances.

Règlements

Application of provincial laws

8. (1) Subject to this section, the laws of Newfoundland in relation to the validity and perfection of security interests, including laws in relation to the enforcement of any rights or obligations arising thereunder, apply in the offshore area, with such modifications, if any, as are prescribed.

8. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les lois terre-neuviennes relatives à la validité et à l'exécution des droits applicables aux sûretés mobilières 10 s'appliquent, avec leurs modifications spécifiées par règlement, à la zone extracôtière.

Application des lois provinciales

Interpretation

(2) The laws of Newfoundland referred to in subsection (1) shall be applied

(a) as if the offshore area formed part of the territory of the Province of Newfoundland;

(b) notwithstanding that by their terms the application of those laws is limited to the Province of Newfoundland or a particular area of that Province; and

(c) in a manner that is consistent with the rights and freedoms of other states under international law.

(2) Les lois terre-neuviennes visées au paragraphe (1) s'appliquent comme si la zone extracôtière faisait partie du territoire 15 de Terre-Neuve, même si leur libellé précise que leur application est limitée à Terre-Neuve ou à l'une de ses régions, et d'une façon compatible avec les droits et libertés que le droit international reconnaît aux 20 autres États.

Interprétation

Sums due to province

(3) Any sum due under a law of Newfoundland that applies in the offshore area pursuant to this section belongs to Her Majesty in right of the Province of Newfoundland.

(3) Les sommes payables au titre d'une loi terre-neuvienne applicable à la zone extracôtière en vertu du présent article appartiennent à Sa Majesté du chef de la province de 25 Terre-Neuve.

Créances de la province

Regulations

(4) The Governor in Council may make regulations

(a) restricting the application of subsection (1) to such laws of Newfoundland as are specified in the regulations;

(b) excluding any law of Newfoundland from the application of subsection (1);

(c) prescribing such modifications in the laws of Newfoundland that apply in the offshore area pursuant to this section as

(4) Le gouverneur en conseil peut, par 40 règlement :

a) restreindre l'application du paragraphe (1) à des lois terre-neuviennes déterminées;

b) exclure de l'application du paragraphe (1) des lois terre-neuviennes;

c) prévoir les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter aux lois terre-neuviennes en raison des circonstances;

Règlements

4) prendre toute mesure d'urgence
non du présent article.

The Government in Council consists the
commencement of that application may
resort and

(4) generally for carrying out the pur-
poses and provisions of this section.

10. L'article 8 a a pas pour effet de porter
sur le présent article, on a permis que son
nom, de prétendre à des droits ou à une
compétence législative sur la zone extra-
territoriale ou sur les territoires indiens ou
non, ni de limiter l'application d'une loi
fédérale.

8. For greater certainty, the provisions of
section 8 shall not be interpreted as providing
a basis for any claim, by or on behalf of a
province, in respect of any interest in or
legislative jurisdiction over the offshore area
or the living or non-living resources of the
offshore area or as limiting the application of
any federal law.

Compétence des tribunaux

Jurisdiction of Courts

10. Compétence
des tribunaux

10. (1) Les tribunaux extra-territoriaux sont
compétents, à l'égard de toute question qui
survient, même en partie, dans la zone extra-
territoriale et à laquelle une loi fédérale est
venue de la présente loi, de la même manière
qu'ils le seraient si elle survenait dans leur
territoire.

10. (1) A court has jurisdiction in respect
of any matter that arises in whole or in part
in the offshore area and to which a law
applies pursuant to this Act if the court
would have had jurisdiction had the matter
arisen in the Province of Newfoundland.

10. Compétence
des tribunaux

(2) Les tribunaux mentionnés au paragraphe
10 (1) ont toute faculté pour exercer leurs
pouvoirs à l'égard des questions qui y sont
visées.

(2) A court referred to in subsection (1) may
make any order or exercise any power it
considers necessary in respect of any matter
referred to that subsection.

10. Compétence
des tribunaux

(3) Dans toute loi fédérale,
les tribunaux du ressort de St. John's exer-
cent leurs pouvoirs à l'égard des questions
visées au paragraphe (1).

(3) Subject to any other Act of Parlia-
ment, proceedings in respect of any matter
referred to in subsection (1) shall be con-
ducted and conducted in the judicial centre
of St. John's.

10. Compétence
des tribunaux

(4) Le présent article n'a pas pour effet de
limiter la compétence que les tribunaux por-
tent indépendamment de la présente loi.

(4) Nothing in this section limits the juris-
diction that a court may exercise apart from
this Act.

10. Compétence
des tribunaux

(5) Pour l'application du présent article,
sont assimilés aux tribunaux les juges qui y
siègent ainsi que les juges de paix.

(5) In this section, "court" includes a
judge thereof and any justice.

Dispositions générales

Saving

11. Dispositions
générales

11. Les articles 7 à 10 n'ont pas pour effet
de limiter l'application des lois des
provinces de droit ou des textes d'application
qui peuvent avoir indépendamment de la pré-
sente loi.

11. Nothing in sections 7 to 10 limits the
operation that any Act, law, rule of law or
instrument may have apart from this Act.

the Governor in Council considers the circumstances of that application may require; and

(d) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

d) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

5

Limitation

9. For greater certainty, the provisions of section 8 shall not be interpreted as providing a basis for any claim, by or on behalf of a province, in respect of any interest in or legislative jurisdiction over the offshore area or the living or non-living resources of the offshore area or as limiting the application of any federal law.

9. L'article 8 n'a pas pour effet de permettre à une province, ou à quiconque en son nom, de prétendre à des droits ou à une compétence législative sur la zone extracôtière ou sur ses ressources biologiques ou non, ni de limiter l'application d'une loi fédérale.

Restriction

Jurisdiction of Courts

Compétence des tribunaux

Jurisdiction of courts

10. (1) A court has jurisdiction in respect of any matter that arises in whole or in part in the offshore area and to which a law applies pursuant to this Act if the court would have had jurisdiction had the matter arisen in the Province of Newfoundland.

10. (1) Les tribunaux terre-neuviens sont compétents, à l'égard de toute question qui survient, même en partie, dans la zone extracôtière et à laquelle une loi s'applique en vertu de la présente loi, de la même manière qu'ils le seraient si elle survenait dans leur ressort.

Compétence des tribunaux

Orders and powers

(2) A court referred to in subsection (1) may make any order or exercise any power it considers necessary in respect of any matter referred to that subsection.

(2) Les tribunaux mentionnés au paragraphe (1) ont toute faculté pour exercer leurs pouvoirs à l'égard des questions qui y sont visées.

Exercice des pouvoirs

Where proceedings commenced

(3) Subject to any other Act of Parliament, proceedings in respect of any matter referred to in subsection (1) shall be commenced and conducted in the judicial centre of St. John's.

(3) Sous réserve des autres lois fédérales, les tribunaux du ressort de St. John's exercent leurs pouvoirs à l'égard des questions visées au paragraphe (1).

Présomption

Saving

(4) Nothing in this section limits the jurisdiction that a court may exercise apart from this Act.

(4) Le présent article n'a pas pour effet de limiter la compétence que les tribunaux possèdent indépendamment de la présente loi.

Réserve

Definition of "court"

(5) In this section, "court" includes a judge thereof and any justice.

(5) Pour l'application du présent article, sont assimilés aux tribunaux les juges qui y siègent ainsi que les juges de paix.

Définition de «tribunaux»

Saving

Dispositions générales

Saving

11. Nothing in sections 7 to 10 limits the operation that any Act, law, rule of law or instrument may have apart from this Act.

11. Les articles 7 à 10 n'ont pas pour effet de limiter l'applicabilité que des lois, des règles de droit ou des textes d'application peuvent avoir indépendamment de la présente loi.

Réserve

35

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1987, c. 3

*Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act**Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*

1987, ch. 3

12. Section 104 of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

12. L'article 104 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

“(5) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982.”

5 «(5) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs 10 à 5 mars 1982.»

5 Exception

13. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 104 thereof, the following section:

13. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 104, de ce qui suit :

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

“104.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Federal Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met.”

15 «104.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre fédéral est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés.»

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

1988, c. 28

*Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act**Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*

1988, ch. 28

14. Section 107 of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

14. L'article 107 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

“(5) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982.”

35 «(5) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs à 5 mars 1982.»

Exception

15. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 107 thereof, the following section:

15. La même loi est modifiée par l'ajout, après l'article 107, de ce qui suit:

Dispositions de production de pétrole et de gaz

107.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 2, 1982, or any 10
date therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Federal Minister is satisfied that the requirements set out in paragraph 24(2)(i), (ii) or (iii) of the Canada Oil and Gas Land Regulations have been met.

107.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une licence d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a été mis en évidence la 10
découverte sont antérieurs au 2 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre fédéral est convaincu que les sous-articles 24(2)(i), (ii) ou (iii) du Règlement sur les terres pétrolières et gazières du Canada sont respectés.

Dispositions de production de pétrole et de gaz

E. S. C. 20 (1989)

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

16. Section 86 of the Canada Petroleum Resources Act is amended by adding therein the following subsection:

16. L'article 86 de la Loi fédérale sur les hydrocarbures est modifié par adjonction de 20
ce qui suit:

Exploitation

"(4) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before 25
March 2, 1982."

"(4) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a été mis 25
en évidence la découverte sont antérieurs au 2 mars 1982."

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 86 thereof, the following section:

17. La même loi est modifiée par l'ajout, après l'article 86, de ce qui suit:

Dispositions de production de pétrole et de gaz

86.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 2, 1982, or any 35
date therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Minister is satisfied that the requirements set out in paragraph 24(2)(i), (ii) or (iii) of the Canada Oil and Gas Land Regulations have been met.

86.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une licence d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a été mis en évidence la 35
découverte sont antérieurs au 2 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre est convaincu que les sous-articles 24(2)(i), (ii) ou (iii) du Règlement sur les terres pétrolières et gazières du Canada sont respectés.

Dispositions de production de pétrole et de gaz

15. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 107 thereof, the following section:

15. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 107, de ce qui suit :

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

“107.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Federal Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met.”

«107.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre fédéral est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés.»

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

R.S., c. 36 (2nd Supp.)

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

L.R., ch. 36 (2^e suppl.)

16. Section 86 of the *Canada Petroleum Resources Act* is amended by adding thereto the following subsection:

16. L'article 86 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

“(4) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982.”

«(4) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982.»

Exception

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 86 thereof, the following section:

17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 86, de ce qui suit :

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

“86.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met.”

«86.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés.»

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

18. Et au cours de la deuxième session de la trente-deuxième législature, le projet de loi C-39 intitulé Loi pour l'application aux zones extracôtières de la loi sur les provinces et territoires, sera examiné et adopté par le Parlement.

TRANSITIONAL

18. It during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-39 entitled the Act to apply federal laws and provincial laws in certain offshore areas shall be examined and passed by the Parliament.

ADAPTATION OF PROVISIONS TO ENGLISH

11.1 Les dispositions de la présente loi et de ses règlements s'appliquent aux dispositions incompatibles de la loi sur l'application extracôtière des lois provinciales et de ses règlements.

ADAPTATION OF PROVISIONS TO ENGLISH

11.1 In the event of any inconsistency between this Act or the regulations made under this Act and the Canadian laws...

19. La présente loi et ses règlements ont effet à la date de leur adoption par le conseil d'administration de la compagnie.

19. This Act and its regulations shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 13, 1980, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 13, 1980, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

Published under authority of the Speaker of the House of Commons... 1980-11-11

Published under authority of the Speaker of the House of Commons... 1980-11-11

TRANSITIONAL

18. If, during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-39 entitled *An Act to apply federal laws and provincial laws to offshore areas and to amend certain Acts in consequence thereof* is assented to, this Act is amended by adding thereto, immediately after section 11 thereof, the following heading and section:

“Inconsistent Laws

11.1 In the event of any inconsistency between this Act or the regulations made under this Act and the *Canadian Laws Offshore Application Act* or the regulations made under that Act, this Act or the regulations made under this Act, as the case may be, prevail to the extent of the inconsistency.”

Inconsistent laws

COMING INTO FORCE

19. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into force

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

18. Si, au cours de la deuxième session de la trente-quatrième législature, le projet de loi C-39 intitulé *Loi concernant l'application aux zones extracôtières des lois fédérales et provinciales et modifiant certaines lois en conséquence* reçoit la sanction royale, la présente loi est modifiée par insertion, après l'article 11, de ce qui suit :

«Incompatibilité

11.1 Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes* et de ses règlements.»

Incompatibilité

ENTRÉE EN VIGUEUR

19. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

C-44

C-44

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act respecting the Hibernia Development Project and
to amend certain Acts in relation thereto

Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures
Hibernia et apportant des modifications corrélatives à
certaines lois

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 13, 1990,
BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 13 JUIN
1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act respecting the Hibernia Development Project and to amend certain Acts in relation thereto

Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures Hibernia et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Hibernia Development Project Act*.

1. *Loi sur l'exploitation du champ Hibernia*.

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Act,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Board”
«Office»

“Board” means the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board established by the joint operation of section 9 of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* and section 9 of *The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act*, chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986;

«exploitation» L'exploitation visée par le plan de mise en valeur du champ Hibernia autorisé par la décision mentionnée au paragraphe 6(1) et ses modifications éventuelles et approuvées par l'Office.

«exploitation»
“Hibernia Development Project” ou
“Project”

“continental shelf”
«plateau...»

“continental shelf” means the seabed and subsoil of those submarine areas
(a) that extend beyond the territorial sea throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the inner limits of the territorial sea, whichever is the greater,

«lois fédérales» Sont compris parmi les lois fédérales tout ou partie des lois du Parlement, des règlements au sens de l'article 215 de la *Loi d'interprétation* et des autres règles de droit qui relèvent de la compétence du Parlement. Sont exclues de la présente définition les ordonnances au sens de la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* ou de la *Loi sur le Yukon*.

«lois fédérales»
“federal laws”

«lois terre-neuviennes» Sont compris parmi les lois terre-neuviennes tout ou partie des lois et des règles de droit, sauf des lois fédérales, en vigueur dans la province.

«lois terre-neuviennes»
“laws of Newfoundland”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the Hibernia Development Project and to amend certain Acts in relation thereto".

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

RECOMMENDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'exploitation du champ d'hydrocarbures Hibernia et apportant des modifications corrélatives à certaines lois».

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des traits verticaux. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

	(b) that extend to such outer limits as are prescribed pursuant to paragraph (2)(a), or	«mer territoriale» S'entend au sens de la <i>Loi sur la mer territoriale et la zone de pêche.</i>	«mer territoriale» "territorial sea"
	(c) that are designated as being part of the continental shelf pursuant to that paragraph;	5 «ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.	«ministre» "Minister"
"federal laws" «lois fédérales»	"federal laws" includes Acts of Parliament, regulations as defined in section 2 of the <i>Interpretation Act</i> and any other rules of law within the jurisdiction of Parliament, and any provision of those Acts, regulations or rules of law, but does not include ordinances within the meaning of the <i>Northwest Territories Act</i> or the <i>Yukon Act</i> ;	5 «Office» L'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers constitué par l'application conjointe des articles 9 de la <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i> et de la loi terre-neuvienne intitulée <i>The 10 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act</i> , S.N. 1986, chapitre 37.	5 «Office» "Board"
"Her Majesty" «Sa Majesté»	"Her Majesty" means Her Majesty in right of Canada;	15 «plateau continental» Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines qui s'étendent au-delà de la mer territoriale sur tout le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des limites intérieures de la mer continentale là où ce rebord se trouve à une distance inférieure, ou jusqu'aux limites fixées ou à l'intérieur d'une partie délimitée en application de l'alinéa (2)a).	15 «plateau continental» "continental shelf"
"Hibernia Development Project" or "Project" «exploitation»	"Hibernia Development Project" or "Project" means the project described in the Hibernia Development Plan approved by the decision referred to in subsection 6(1), as amended and approved by the Board from time to time;	20	20
"laws of Newfoundland" «lois terre-neuviennes»	"laws of Newfoundland" includes the laws and rules of law from time to time in force in the Province of Newfoundland, and any provision of those laws or rules of law, but does not include federal laws;	25	25
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources;	30	30
"offshore area" «zone extracôtière»	"offshore area", with respect to the Province of Newfoundland, means (a) any area of the sea that is not within the Province, that is on the landward side of the outer limits of the continental shelf and that is nearer to the coast of the Province than to the coast of any other province, or (b) such other area of the sea as is designated pursuant to paragraph (2)(b), and includes the seabed and subsoil thereof and the airspace above that area;	35	35
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations;	45	45
"security interests" «sûretés mobilières»	"security interests" means interests in chattels, fixtures, documents of title, instru-	45	45
		«sûretés mobilières» Droit sur des biens meubles même fixés à demeure, des titres, des effets, des actes mobiliers ou des valeurs mobilières qui garantit l'exécution d'une obligation ou d'un paiement; s'entend en outre du droit découlant d'une cession de créance et du droit d'action.	«sûretés mobilières» "security interests"
		«Sa Majesté» Sa Majesté du chef du Canada.	«Sa Majesté» "Her Majesty"
		«zone extracôtière» À l'égard de Terre-Neuve : a) soit toute zone de mer qui est située à l'extérieur de la province du côté de la limite externe du plateau continental qui fait face à la terre et qui est plus proche de la côte de Terre-Neuve que de celle d'une autre province; b) soit toute autre zone de mer délimitée en vertu de l'alinéa (2)b).	35 «zone extracôtière» "offshore area"
		Une zone extracôtière comprend aussi le fond et le sous-sol de la mer, ainsi que l'espace aérien, correspondants.	45

...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(2) The Government...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

ARTICLE 10

(1) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(2) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(3) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

ARTICLE 11

(1) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(2) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(3) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

ARTICLE 12

(1) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

(2) The... of the...
...the... of the... and...
...the... of the... and...
...the... of the... and...

ments, securities, chattel papers or other personal property that secure payment or performance of an obligation, and includes choses in action and interests arising from an assignment of book debts;

5

“territorial sea”
«mer territoriale»

“territorial sea” means the territorial sea of Canada as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*.

Regulations

(2) The Governor in Council may make 10 regulations

(a) prescribing outer limits of the continental shelf or any portion thereof for the purpose of the definition “continental shelf” in subsection (1), or designating, for 15 greater certainty, the seabed and subsoil of a particular submarine area as being part of the continental shelf;

(b) designating an area of the sea for the purpose of the definition “offshore area” 20 in subsection (1); and

(c) prescribing, in respect of any area of the sea and for the purpose of the definition “offshore area” in subsection (1), the manner of determining the province that 25 has the coast nearest to that area.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

a) fixer les limites externes de tout ou partie du plateau continental pour l'application de la définition de «plateau continental» ou englober, pour plus de sûreté, le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines déterminés dans les limites du plateau continental;

5

b) délimiter les zones extracôtières pour l'application de la définition de «zone extracôtière»;

c) prévoir, pour l'application de la définition de «zone extracôtière», la façon de déterminer la province dont la côte est la 15 plus proche d'une zone de mer donnée.

AGREEMENTS

Authority to enter into agreements

3. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into one or more agreements on behalf of Her Majesty in respect of the Hibernia Development 30 Project.

3. (1) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure au nom de Sa Majesté des accords relatifs à l'exploitation.

Pouvoir du ministre

20

Contents of agreements

(2) The agreements entered into under this section may include

(a) undertakings for the provision of assistance by Canada, including 35

(i) the payment of a contribution in respect of the capital costs of the Project, in an amount not exceeding in the aggregate one billion forty million dollars, 40

(ii) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not exceeding in the aggregate at any time one billion 45 six hundred and sixty million dollars in respect of principal, payable under or

ACCORDS

(2) Les accords peuvent prévoir :

Portée des accords

a) des engagements d'aide de l'État, notamment :

(i) un montant destiné au financement des immobilisations, jusqu'à concurrence, globalement, d'un milliard quarante millions de dollars, 25

(ii) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence, globalement, d'un milliard six cent soixante millions de dollars en capital, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement ou 35 à un refinancement même partiels,

(iii) un montant supplémentaire ren-
 possible d'un plus trois cents millions
 de dollars.

(v) les garanties selon les conditions
 énoncées par le ministre des Finances,
 jusqu'à concurrence globale de
 cent soixante-dix millions de dollars,
 sur des prêts, titres de créance ou autres
 instruments financiers ou sur des res-
 sources payables en vertu d'actes, dans
 des à un financement provisoire.

(vi) la garantie d'un plus deux cents
 millions des instruments financiers ou
 des montants en sous-actes (ii) et
 le cas échéant, des primes de réassurance.
 ment et des contrats d'assurance et
 d'indemnité relatifs à ces instruments en
 ces montants.

(vi) les garanties selon les conditions
 autorisées par le ministre des Finances
 d'intérêts des instruments financiers ou
 des montants en sous-actes (ii)
 ou (v) pour une période d'un plus dix
 jours de leur échéance.

(vi) des dispositions relatives à la nomi-
 nation de fiduciaires qui peuvent agir, selon
 les exigences du ministre et sous réserve
 des montants prévus, à titre de garanties,
 pour le compte de Sa Majesté, des confi-
 dants relatifs à son ayant droit.
 aux dépenses relatives aux garanties éga-
 les par le ministre en vertu des sous-
 articles (iii), (v) ou (vi) lors de la
 ou pour la même valeur que celle du
 ministre.

(v) des engagements relatifs aux retombées
 industrielles et aux avantages pour l'emp-
 loie.

(v) les autres montants que le ministre juge
 appropriés.

(v) tout autre de leur compétence aux fins
 (b) à toute autre d'application et
 notamment, à la loi sur l'OTC, au moment
 de l'adoption de la loi de mise en œuvre
 de l'Accord ministériel, l'année - l'avis -
 Warrant ainsi que du prix du marché de
 tout des engagements relatifs à l'année -
 d'être des marchés industriels et autres
 peut en être fait par le ministre.

payment to loan, other bills of
 exchange or other financial instruments
 or arrangements given or issued
 in relation to the financing or financ-
 ing of the whole or a portion of the
 Fund.

(vi) the guarantee of other assistance in
 an amount not exceeding in the aggre-
 gate three hundred million dollars.

(vi) the guaranteeing from time to time,
 in accordance with terms and conditions
 approved by the Minister of Finance, of
 the payment of amounts not exceeding
 in the aggregate at any time one hun-
 dred and seventy-five million dollars,
 payable under or pursuant to loans,
 notes, bills of exchange or other finan-
 cial instruments or arrangements made,
 given or issued in relation to the provi-
 sion of a temporary financing facility.

(v) the guaranteeing of the payment of
 the technical premium if any pay-
 able under the loans, notes, bills of
 exchange or other financial instruments
 or arrangements referred to in subpara-
 graph (ii) of the articles, if any pay-
 able under any interest rate swap con-
 tract entered into in respect of any such
 instrument or arrangement, and of the
 interest payable in respect of any such
 instrument or arrangement for one in-
 terest period of twelve months or less,
 and

(vi) the guaranteeing from time to time,
 in accordance with terms and conditions
 approved by the Minister of Finance, of
 the payment of interest payable in
 respect of amounts that become payable
 pursuant to guarantees of loans, notes,
 bills of exchange or other financial
 instruments or arrangements referred to
 in subparagraph (ii) or guarantees of
 interest premium amounts or inter-
 est referred to in subparagraph (v) for
 periods not exceeding fifteen days from
 the date that technical premium
 payable, or interest premium amount
 or interest payable due with respect to

pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements made, given or issued in relation to the financing or refinancing of the whole or a portion of the Project, 5

(iii) the provision of other assistance in an amount not exceeding in the aggregate three hundred million dollars,

(iv) the guaranteeing from time to time, 10 in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not exceeding in the aggregate at any time one hundred and seventy-five million dollars, 15 payable under or pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements made, given or issued in relation to the provision of a temporary financing facility, 20

(v) the guaranteeing of the payment of the redemption premiums, if any, payable under the loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements referred to in subparagraph (ii), of the amounts, if any, payable under any interest rate swap contract entered into in respect of any such instrument or arrangement, and of the interest payable in respect of any such instrument or arrangement for one interest period of twelve months or less, and 30

(vi) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions 35 approved by the Minister of Finance, of the payment of interest payable in respect of amounts that become payable pursuant to guarantees of loans, notes, bills of exchange or other financial 40 instruments or arrangements referred to in subparagraph (ii), or guarantees of redemption premiums, amounts or interest referred to in subparagraph (v), for periods not exceeding fifteen days from 45 the dates those instruments, arrangements, redemption premiums, amounts or interest become due until they are paid;

(iii) un montant supplémentaire remboursable d'au plus trois cents millions de dollars,

(iv) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances, 5 jusqu'à concurrence, globalement, de cent soixante-quinze millions de dollars, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement provisoire, 10

(v) la garantie d'au plus douze mois d'intérêts des instruments financiers ou des montants visés au sous-alinéa (ii) et, le cas échéant, des primes de remboursement et des contrats d'échange de taux d'intérêt relatifs à ces instruments ou ces montants, 15

(vi) des garanties selon les conditions autorisées par le ministre des Finances 20 d'intérêts des instruments financiers ou des montants visés aux sous-alinéas (ii) ou (v) pour une période d'au plus quinze jours de leur échéance;

b) des dispositions relatives à la nomination de fiduciaires qui peuvent agir, selon les exigences du ministre et sous réserve des montants prévus, à titre de signataires, pour le compte de Sa Majesté, des certificats attestant le droit de son ayant droit 30 aux bénéfices relatifs aux garanties engagées par le ministre en vertu des sous-alinéas a)(ii), (iv), (v) ou (vi), leurs signatures ayant la même valeur que celle du ministre; 35

c) des engagements relatifs aux retombées industrielles et aux avantages pour l'emploi;

d) les autres mesures que le ministre juge souhaitables; 40

e) sous réserve de leur conformité aux lois fédérales, à leurs textes d'application et, notamment, à la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et à la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*, ainsi que du prix du marché extérieur, des engagements relatifs à l'accessibilité des marchés intérieur et extérieur pour le pétrole brut provenant de l'exploitation. 50

(b) provisions for the appointment of one or more trustees or other persons to perform such duties as may be required by the Minister, including the signing, as agent of Her Majesty, of certificates that payment the right of the project holder of the certificate to participate in, and to have the benefit of a guarantee entered into by the Minister under subparagraph (5)(a)(i), (iv), (v) or (vi), provided that the maximum amounts referred to therein are not exceeded, which signatures shall have the same effect as that of the Minister;

(f) provisions for the payment of a net profit interest to Her Majesty;

(g) undertakings in relation to industrial and employment benefits;

(h) undertakings in relation to access to domestic and international markets for oil produced from the Project, subject to compliance with any other Act of Parliament including the National Energy Board Act and the Canada-United States Atlantic Accord Implementation Act and with any regulations, amendments, and orders to international market prices for oil produced from the Project; and

(i) such other terms and conditions as the Minister considers desirable.

(3) Subparagraphs (2)(a)(ii), (v) and (vi) shall be deemed to authorize the guaranteeing, in whole or in part, of an equivalent amount in the currency of any country other than Canada and notwithstanding subsection 48(2) of the Financial Administration Act, the equivalent amount shall be calculated using

(a) where the guarantee is in respect of an amount that together with all guaranteed principal amounts outstanding at the time is in excess of the maximum aggregate principal amount guaranteed at any prior time, the rate of exchange between the Canadian dollar and the currency concerned as quoted by the Bank of Canada at the opening of business on the day immediately preceding the day on which the benefit of the guarantee is extended by

(3) Les fonds prévus aux sous-articles (2)(a)(ii), (v) et (vi) peuvent être utilisés, en tout ou en partie, pour un montant équivalent de devises calculé, malgré le paragraphe 48(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, d'après le taux de change affiché à l'ouverture de la Banque du Canada la veille de la majorité de la garantie en cas d'augmentation globale du montant autorisé en vertu de l'article (2)(b) ou en cas de financement ou refinancement de tout ou partie d'une obligation déjà garantie, d'après le moyen pondéré des taux ainsi affichés pour chacune de devises.

(b) provisions for the appointment of one or more trustees or other persons to perform such duties as may be required by the Minister, including the signing, as agent of Her Majesty, of certificates that represent the right of the proper holders of the certificates to participate in, and to have the benefit of a guarantee entered into by the Minister under subparagraph (2)(a)(ii), (iv), (v) or (vi), provided that the maximum amounts referred to therein are not exceeded, which signatures shall have the same effect as that of the Minister;

(c) provisions for the payment of a net profit interest to Her Majesty;

(d) undertakings in relation to industrial and employment benefits;

(e) undertakings in relation to access to domestic and international markets for oil produced from the Project, subject to compliance with any other Act of Parliament including the *National Energy Board Act* and the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* and with any regulations thereunder, and access to international market prices for oil produced from the Project; and

(f) such other terms and conditions as the Minister considers desirable.

Currency of guarantee

(3) Subparagraphs (2)(a)(ii), (v) and (vi) shall be deemed to authorize the guaranteeing, in whole or in part, of an equivalent amount in the currency of any country other than Canada and, notwithstanding subsection 48(2) of the *Financial Administration Act*, the equivalent amount shall be calculated using

(a) where the guarantee is in respect of an amount that together with all guaranteed principal amounts outstanding at the time is in excess of the maximum aggregate principal amount guaranteed at any prior time, the rate of exchange between the Canadian dollar and the currency concerned as quoted by the Bank of Canada at the opening of business on the day immediately preceding the day on which the benefit of the guarantee is extended by

(b) les provisions relatives à la nomination de trustees ou d'autres personnes pour accomplir de telles fonctions que le ministre pourra exiger, y compris la signature, en tant qu'agent de Sa Majesté, de certificats qui représentent le droit des titulaires appropriés des certificats de participer à, et de bénéficier d'une garantie conclue par le ministre en vertu du sous-alinéa (2)a)(ii), (iv), (v) ou (vi), pourvu que les montants maximaux mentionnés dans ces dispositions ne soient pas dépassés, les signatures ayant le même effet que celles du ministre;

(c) les dispositions relatives au paiement d'un intérêt net sur les bénéfices à Sa Majesté;

(d) des engagements en matière de avantages industriels et d'emploi;

(e) des engagements en matière d'accès aux marchés domestiques et internationaux pour le pétrole produit par le projet, sous réserve de la conformité avec toute autre loi du Parlement, y compris la *Loi sur le conseil national de l'énergie* et la *Loi sur l'application de l'accord entre le Canada et le Newfoundland*, et avec toute réglementation en vertu de ces lois, et d'accès aux prix du marché international du pétrole produit par le projet; et

(f) de telles autres conditions que le ministre juge souhaitables.

(3) Les fonds prévus aux sous-alinéas (2)a)(ii), (v) et (vi) peuvent être garantis, en tout ou en partie, pour un montant équivalent de devises, calculé, malgré le paragraphe 48(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'après le taux de change affiché à l'ouverture de la Banque du Canada la veille de la majoration de la garantie en cas d'augmentation globale du montant attestée en vertu de l'alinéa (2)b) ou, en cas de financement ou refinancement de tout ou partie d'une obligation déjà garantie, d'après la moyenne pondérée des taux ainsi affichés pour chacune des devises.

Emprunts en devises

30

35

40

45

5

10

...the ...

certificate pursuant to paragraph (2)(b) to the amount in excess; or

(b) where the guarantee is in respect of the payment of an amount that finances or refinances the whole or a portion of an obligation in the currency of a country other than Canada that has been previously guaranteed under either of those subparagraphs, the weighted average of the rates of exchange determined under paragraph (a) in respect of all of the amounts that were previously guaranteed in the currency concerned.

Definition of "interest"

(4) In this section, "interest" includes, in respect of a financial instrument, the difference between the face amount of the financial instrument and the sum received by the issuer, amortized over the term of the financial instrument to its maturity.

(4) Pour l'application du présent article, est assimilée aux intérêts la différence entre la valeur nominale et le montant reçu par l'émetteur des instruments financiers selon leur valeur après amortissement.

Définition d'intérêts

Authority to carry out agreements

4. (1) The Minister may do such things as are necessary to carry out any agreement entered into under section 3 or to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under the agreement.

4. (1) Le ministre peut employer les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des accords conclus en vertu de l'article 3 et à la protection des intérêts ou au respect des droits de Sa Majesté dans le cadre de ces accords.

Pouvoir de mise en oeuvre

Idem

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Minister may, with respect to an agreement entered into under section 3,

(a) issue guarantees on behalf of Her Majesty pursuant to and in accordance with any undertaking that is given in the agreement;

(b) accept and hold on behalf of Her Majesty any security granted to Her Majesty under or pursuant to the agreement, including any security granted in substitution therefor;

(c) release, or realize on, any security referred to in paragraph (b);

(d) acquire shares of a corporation on behalf of or in trust for Her Majesty; and

(e) acquire on behalf of Her Majesty the whole or any portion of the interest held in the Project by any party to the agreement, and for that purpose enter into such agreements or arrangements as the Minister considers appropriate.

(2) Le ministre peut notamment, à cet égard :

a) fournir au nom de Sa Majesté des garanties pour les engagements pris au titre des accords;

b) détenir, au nom de Sa Majesté, les sûretés consenties ou échangées à celle-ci au titre des accords;

c) céder ou réaliser les sûretés visées à 20 l'alinéa b);

d) acquérir des actions auprès d'une personne morale au nom de Sa Majesté ou en fiducie pour elle;

e) acquérir au nom de Sa Majesté tout ou partie des intérêts détenus dans l'exploitation par les cocontractants et conclure les accords et ententes qu'il juge utiles.

Idem

Summary to be laid before Parliament

5. The Minister shall cause a summary of each agreement made under this Act to be

5. Dans les meilleurs délais possible suivant leur conclusion, le ministre fait déposer

Dépôt de résumé des accords au Parlement

laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

devant chaque chambre du Parlement un résumé de chacun des accords conclus en vertu de la présente loi.

VALIDATION

HOMOLOGATION

Validation of project approval

6. (1) For the purposes of the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act*, the decision of the Board concerning the application for approval of the Hibernia Canada-Newfoundland Benefits Plan and the Hibernia Development Plan, which decision was published as Decision 86.01 and submitted to the Minister on June 18, 1986, shall be deemed to have been validly made by the Board pursuant to sections 45 and 139 of that Act and the conditions referred to in subsection 32(1) of that Act shall be deemed to have been satisfied in respect of that decision.

6. (1) Pour l'application de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve*, la décision 86.01 de l'Office, relative à la demande d'autorisation du plan de retombées économiques et du plan de mise en valeur du champ Hibernia et soumise au ministre le 18 juin 1986, est réputée valablement prise par l'Office tant en vertu des articles 45 et 139 de cette loi qu'au regard des conditions prévues au paragraphe 32(1) de la même loi.

Homologation de plans

Presumption

(2) Nothing done by the Board or the Minister pursuant to or in furtherance of the decision referred to in subsection (1) shall be found to be invalid by reason only that the Board was not properly constituted at the time the decision was made or that any of the provisions of the Act referred to in subsection (1) were not in force at that time.

(2) La non-conformité de la constitution de l'Office et l'absence d'entrée en vigueur d'une des dispositions de la loi visée au présent article n'ont pas pour effet d'invalider les actes accomplis par lui ou le ministre concernant la décision.

Présomption

APPLICATION OF FEDERAL AND PROVINCIAL LAWS

APPLICATION DES LOIS FÉDÉRALES ET PROVINCIALES

Application

Application

Application of federal laws

7. (1) Subject to this section, prescribed federal laws in relation to banking, bills of exchange, promissory notes, interest, bankruptcy, insolvency or the regulation of trade and commerce apply in the offshore area, with such modifications, if any, as are prescribed.

7. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les lois fédérales spécifiées par règlement, relatives au commerce de banque, aux lettres de changes et aux billets à ordre, aux intérêts, à la faillite et l'insolvabilité, et à la réglementation des échanges et du commerce, s'appliquent à la zone extracôtière avec les adaptations ainsi spécifiées.

Application des lois fédérales

Interpretation

(2) The federal laws referred to in subsection (1) shall be applied
(a) as if the offshore area formed part of the territory of Canada; and
(b) notwithstanding that by their terms the application of those federal laws is limited to Canada.

(2) Les lois fédérales visées au paragraphe (1) s'appliquent comme si la zone extracôtière faisait partie du territoire du Canada, même si leur libellé précise que leur application est limitée au Canada.

Interprétation

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations

(3) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application du présent arti-

Règlements

de et notamment modifier l'arrêté de
des lois édictés en vertu de (1) et prévues
les adaptations qu'il juge nécessaires à y
apporter en raison des circonstances.

(c) prescribing federal laws for the pur-
poses of subsection (1);

(b) prescribing such modifications to the
federal law that apply in the offshore area
pursuant to this section as the Governor in
Council considers the circumstances of
that application may require; and

(c) generally for carrying out the purposes
and provisions of this section.

8. (1) Sous réserve des autres dispositions
du présent article les lois territoriales
relatives à la validité et à l'exercice des
droits applicables aux terres nouvelles
s'appliquent avec leurs modifications et
à leur portée réglementaire à la zone

8. (1) Subject to this section and to such
modification or addition, if any, as may
be prescribed by the laws of Newfoundland in
relation to security interests including laws
in relation to the enforcement of any rights
or obligations arising thereunder, apply in
the offshore area:

(1) The laws of Newfoundland related to
subsection (1) shall apply

(a) as if the offshore area formed part of
the territory of the Province of Newfound-
land and

(b) notwithstanding that by their terms
the application of those laws is limited to
the Province of Newfoundland or a par-
ticular area of that Province.

(2) Les lois territoriales visées au
paragraphe (1) s'appliquent comme si la
zone extracôtière faisait partie du territoire
de Terre-Neuve, même si leur portée
est limitée à Terre-
Neuve ou à l'une de ses régions.

(2) Any laws that for Matters in reg-
ulation of the Province of Newfoundland under a
law of Newfoundland that applies in the
offshore area pursuant to this section be
subject to this section in right of the Province of
Newfoundland.

(3) Les sommes payées à la Majorité du
Conseil de la province de Terre-Neuve au titre
de l'une de ses lois applicables à la zone
extracôtière appartiennent à celle-ci.

(4) The Governor in Council may make
regulations

(a) restricting the application of subsec-
tion (1) to such laws of Newfoundland as
the Governor in Council considers necessary;

(b) excluding any laws of Newfoundland
from the application of subsection (1);

(c) prescribing such modifications or
additions to the laws of Newfoundland
that apply in the offshore area pursuant to
this section as the Governor in Council
considers necessary; and

(d) generally for carrying out the pur-
poses and provisions of this section.

(4) Le gouvernement en conseil peut, par
règlement:

(a) restreindre l'application du para-
graphe (1) à des lois territoriales déter-
minées;

(b) exclure de l'application du para-
graphe (1) des lois territoriales;

(c) prévoir les modifications qu'il estime
nécessaires d'apporter aux lois terri-
toriales;

(d) prendre toute autre mesure d'appli-
cation du présent article.

9. L'article 8 n'a pas pour effet de porter
ou à modifier ou à interpréter en son
sens de préséance à ses droits ou à son

9. For greater certainty, the provisions of
section 8 shall not be interpreted as providing
a basis for any claim by or on behalf of a

Section 8
Section 9

Section 8

Section 8

Section 3

Section 4

Section 5

Section 6

Section 7

Section 8

Section 8

Section 3

Section 4

Section 5

Section 6

Section 7

- (a) prescribing federal laws for the purposes of subsection (1);
- (b) prescribing such modifications in the federal laws that apply in the offshore area pursuant to this section as the Governor in Council considers the circumstances of that application may require; and
- (c) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

cle et, notamment, spécifier l'applicabilité des lois visées au paragraphe (1) et prévoir les adaptations qu'il estime nécessaire d'y apporter en raison des circonstances.

Application of provincial laws

8. (1) Subject to this section and to such modifications or additions, if any, as are prescribed, the laws of Newfoundland in relation to security interests, including laws in relation to the enforcement of any rights or obligations arising thereunder, apply in the offshore area.

8. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les lois terre-neuviennes relatives à la validité et à l'exécution des droits applicables aux sûretés mobilières s'appliquent, avec leurs modifications spécifiées par règlement, à la zone extracôtière.

5 Application des lois provinciales

Interpretation

- (2) The laws of Newfoundland referred to in subsection (1) shall be applied
 - (a) as if the offshore area formed part of the territory of the Province of Newfoundland; and
 - (b) notwithstanding that by their terms the application of those laws is limited to the Province of Newfoundland or a particular area of that Province.

(2) Les lois terre-neuviennes visées au paragraphe (1) s'appliquent comme si la zone extracôtière faisait partie du territoire de Terre-Neuve, même si leur libellé précise que leur application est limitée à Terre-Neuve ou à l'une de ses régions.

Interprétation

Sums due to province

(3) Any sum due to Her Majesty in right of the Province of Newfoundland under a law of Newfoundland that applies in the offshore area pursuant to this section belongs to Her Majesty in right of the Province of Newfoundland.

(3) Les sommes payables à Sa Majesté du chef de la province de Terre-Neuve au titre de l'une de ses lois applicable à la zone extracôtière appartiennent à celle-ci.

Créances de la province

Regulations

- (4) The Governor in Council may make regulations
 - (a) restricting the application of subsection (1) to such laws of Newfoundland as are specified in the regulations;
 - (b) excluding any laws of Newfoundland from the application of subsection (1);
 - (c) prescribing such modifications or additions to the laws of Newfoundland that apply in the offshore area pursuant to this section as the Governor in Council considers necessary; and
 - (d) generally for carrying out the purposes and provisions of this section.

- (4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) restreindre l'application du paragraphe (1) à des lois terre-neuviennes déterminées;
 - b) exclure de l'application du paragraphe (1) des lois terre-neuviennes;
 - c) prévoir les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter aux lois terre-neuviennes;
 - d) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

Règlements

Limitation

9. For greater certainty, the provisions of section 8 shall not be interpreted as providing a basis for any claim, by or on behalf of a

9. L'article 8 n'a pas pour effet de permettre à une province, ou à quiconque en son nom, de prétendre à des droits ou à une

Restriction

comptes législatifs sur la zone euro-
dollar ou sur les réserves financières au
nom de la Banque d'application à son loi
1980-1981.

provision in respect of any interest in or
regarding jurisdiction over the offshore area
or the fixing or maintaining of the
offshore area or as limiting the application of
any relevant law.

Compétence des tribunaux

Jurisdiction of Courts

200-205

10. (1) Les tribunaux territoriaux sont
compétent, à l'égard de toute question qui
survient, même en partie, dans la zone euro-
dollar et à laquelle une loi s'applique en
vertu de la présente loi, de la même manière
qu'ils le seraient si elle s'appliquait dans leur
territoire.

10. (1) A court has jurisdiction in respect
of any matter that arises in whole or in part
in the offshore area and to which a law
applies pursuant to this Act if the court
would have had jurisdiction had the matter
arisen in the Province of Newfoundland.

200-205

200-205

(2) Les tribunaux mentionnés au paragraphe
(1) ont toute faculté pour exercer leurs
pouvoirs à l'égard des questions qui y sont
12 visées.

(2) A court referred to in subsection (1)
may make any order or exercise any power it
considers necessary in respect of any matter
referred to that subsection.

200-205

200-205

(3) Le présent article n'a pas pour effet de
limiter la compétence que les tribunaux exer-
cent indépendamment de la présente loi.

(3) Nothing in this section limits the jurisdic-
tion that a court may exercise apart from
this Act.

200-205

200-205

(4) Pour l'application du présent article,
20 sont assimilés aux tribunaux les juges qui y
siègent ainsi que les juges de paix.

(4) In this section "court" includes a
judge, and any justice.

200-205

Dispositions générales

General

200-205

11. Les articles 7 à 10 n'ont pas pour effet
de limiter l'application des lois ou des
règles de droit prévues avant indépendan-
ment de la présente loi.

11. Nothing in sections 7 to 10 limits the
operation that any Act, law or rule of law
may have apart from this Act.

200-205

MODIFICATIONS CORRELATIVES

RELATED AMENDMENTS

200-205

Loi de mise en œuvre de l'accord atlantique
Canada - Terre-Neuve

Canada- Newfoundland Atlantic Accord
Implementation Bill

200-205

200-205

12. La définition de «sûreté» au paragraphe
10(1) de la loi de mise en œuvre de
l'accord atlantique Canada - Terre-
Neuve est abrogée et remplacée par ce qui
suit.

12. The definition "security interest" in
subsection 10(1) of the Canada- Newfoundland
Atlantic Accord Implementation Bill is
repealed and the following substituted
therefor:

200-205

200-205

«sûreté: obligation, à l'exclusion du vil-
lage de l'exploitant, relative à un titre
ou à une fraction de son capital, consistant
ou à un accord écrit, ou autrement
ou une création, notamment:
a) le paiement d'une dette assu-
rant d'un prêt existant ou futur ou
d'avance de fonds.

"security interest" means any charge on
or right in relation to an interest or a
share in an interest that pursuant to a
written agreement, written or payment
or performance of an obligation, includ-
ing
(a) the payment of an indebtedness
arising from an existing or future loan
or advance of funds.

200-205

200-205

province, in respect of any interest in or legislative jurisdiction over the offshore area or the living or non-living resources of the offshore area or as limiting the application of any federal law.

compétence législative sur la zone extracôtière ou sur ses ressources biologiques ou non, ni de limiter l'application d'une loi fédérale.

5

Jurisdiction of Courts

Compétence des tribunaux

Jurisdiction of courts

10. (1) A court has jurisdiction in respect of any matter that arises in whole or in part in the offshore area and to which a law applies pursuant to this Act if the court would have had jurisdiction had the matter arisen in the Province of Newfoundland.

10. (1) Les tribunaux terre-neuviens sont compétents, à l'égard de toute question qui survient, même en partie, dans la zone extracôtière et à laquelle une loi s'applique en vertu de la présente loi, de la même manière qu'ils le seraient si elle survenait dans leur ressort.

5 Compétence des tribunaux

Orders and powers

(2) A court referred to in subsection (1) may make any order or exercise any power it considers necessary in respect of any matter referred to that subsection.

(2) Les tribunaux mentionnés au paragraphe (1) ont toute faculté pour exercer leurs pouvoirs à l'égard des questions qui y sont visées.

Exercice des pouvoirs

15

15

Saving

(3) Nothing in this section limits the jurisdiction that a court may exercise apart from this Act.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de limiter la compétence que les tribunaux possèdent indépendamment de la présente loi.

Réserve

Definition of "court"

(4) In this section, "court" includes a judge thereof and any justice.

(4) Pour l'application du présent article, sont assimilés aux tribunaux les juges qui siègent ainsi que les juges de paix.

Définition de "tribunaux"

20

Saving

Dispositions générales

Saving

11. Nothing in sections 7 to 10 limits the operation that any Act, law or rule of law may have apart from this Act.

11. Les articles 7 à 10 n'ont pas pour effet de limiter l'applicabilité que des lois ou des règles de droit peuvent avoir indépendamment de la présente loi.

Réserve

25

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1987, c. 3

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act

Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve

1987, ch. 3

12. The definition "security interest" in subsection 102(1) of the Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act is repealed and the following substituted therefor:

12. La définition de «sûreté», au paragraphe 102(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

30

"security interest" «sûreté»

“security interest” means any charge on or right in relation to an interest or a share in an interest that, pursuant to a written agreement, secures any payment or performance of an obligation, including (a) the payment of an indebtedness arising from an existing or future loan or advance of money,

«sûreté» Obligation, à l'exclusion du privilège de l'exploitant, relative à un titre ou à une fraction et qui garantit, conformément à un accord écrit, un paiement ou une exécution, notamment : a) le paiement d'une créance résultant d'un prêt existant ou éventuel ou d'avances de fonds;

«sûreté» "security interest"

35

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

100-100000

(b) a bond, debenture or other security of a corporation, or
 (c) the performance of the obligations of a guarantor under a guarantee given in respect of all or any part of an indebtedness referred to in paragraph (a) or all or any part of a bond, debenture or other security of a corporation,
 and includes a security given under section 177 of the *Bank Act*, but does not include an operator's lien."

b) des titres — obligations, débetures ou autres — émis par une personne morale;
 c) l'exécution des obligations d'une caution contractées à l'égard de tout ou partie de la créance, ou de tout ou partie des titres visés à l'alinéa b).
 S'entend en outre de toute garantie visée à l'article 177 de la *Loi sur les banques.*»

13. Section 104 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

13. L'article 104 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

"(5) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982."

«(5) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982.»

Exception

14. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 104 thereof, the following section:

14. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 104, de ce qui suit :

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

"104.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition to a corporation of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Federal Minister, by written notice to the interest holder, indicates that the Federal Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met in respect of the corporation."

"104.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation à une personne morale d'un titre ou d'une fraction d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre fédéral donne avis au titulaire, par écrit, qu'il est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés.»

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

15. Section 107 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15. L'article 107 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prohibition against registration

"107. No transfer of a production licence or share in a production licence may be registered under this Division unless the agreement or arrangement

"107. Il est interdit d'enregistrer le transfert d'une licence de production ou d'une fraction sans l'approbation prévue au paragraphe 104(3) ou à moins que

Interdiction d'enregistrement

L'accord ne sera pas ratifié par le Parlement (1981) et, si tel n'est pas le cas, le Gouvernement continuera de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

accordant à l'industrie de la pêche... (1981) et, si tel n'est pas le cas, le Gouvernement continuera de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Le 21 mars 1982, le ministre de la Pêche a annoncé que le Gouvernement continuait de négocier avec le Canada.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

resulting in the transfer of the production licence or share in the production licence has been approved pursuant to subparagraph 104(3)(a)(ii) or paragraph 104(3)(b) or has been exempted from section 104 by virtue of subsection 104(4) or, where the agreement or arrangement is of the kind referred to in section 104.1, unless the Federal Minister has given the written notice referred to in that section.”

l'accord ne soit visé au paragraphe 104(4) ou, s'il est mentionné à l'article 104.1, à moins que le ministre fédéral n'ait donné l'avis qui y est prévu.»

1988, c. 28

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act

Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers

1988, ch. 28

16. Section 107 of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

16. L'article 107 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

“(5) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982.”

“(5) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982.»

Exception

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 107 thereof, the following section:

17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 107, de ce qui suit :

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

“107.1 No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition to a corporation of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Federal Minister, by written notice to the interest holder, indicates that the Federal Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met in respect of the corporation.”

“107.1 Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction à une personne morale d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre fédéral est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés et qu'il en informe, par écrit, le titulaire.»

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

Prohibition against registration

18. Section 110 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. L'article 110 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“110. No transfer of a production licence or share in a production licence

“110. Il est interdit d'enregistrer le transfert d'une licence de production ou

Interdiction d'enregistrement

4. une licence de production pétrolière
 ou gazière (107.1) ou à moins que
 l'acte en vertu duquel la licence (107.1)
 ou le règlement à l'article 107.1 a
 été mis en vigueur n'ait été abrogé.

may be registered under this Division
 under the agreement or arrangement
 existing in the transfer of the production
 licence or share in the production licence
 has been approved pursuant to subpara-
 graph 107.1(1)(ii) or paragraph
 107.1(8) or has been exempted from sec-
 tion 107 by virtue of subsection 107.1(1)
 where the agreement or arrangement is of
 the kind referred to in section 107.1, unless
 the Minister has given the written notice
 referred to in that section.

19. L'article 86 de la Loi d'origine des hydrocarbures est modifié par adjonction de la section 19.

19. Section 86 of the Canada Petroleum Resources Act is amended by adding thereto the following subsection:

19.1. L'article 86 de la Loi d'origine des hydrocarbures est modifié par adjonction de la section 19.

(14) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on or after the date of the first well that indicates the discovery commencing before March 2, 1982.

19.1. L'article 86 de la Loi d'origine des hydrocarbures est modifié par adjonction de la section 19.

20. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 86 thereof, the following subsection:

20. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 86, de ce qui suit:

(15) No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition to a corporation of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicates discovery commencing before March 2, 1982 or any other transfer, assignment or other disposition unless the Minister, by written notice to the interested parties, indicates that the Minister is satisfied that the requirements set out in sub-paragraph 84(2)(b), (ii) or (iii) of the Canada Oil and Gas Regulations have been met in respect of the proposed

20. Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert à une corporation ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une licence à une personne morale d'une licence de production octroyée à l'égard d'un gisement de pétrole découvert au premier puis qui a été découvert, la découverte est antérieure au 2 mars 1982.

21. L'article 89 de la Loi est modifié par adjonction de ce qui suit:

21. L'article 89 de la même loi est abrogé.

22. The transfer of a production licence or share in a production licence that is registered under this Part unless the agree-

22. Il est interdit d'assigner, de transférer ou d'aliéner une licence de production ou d'une fraction sans l'approbation écrite du ministre.

23. Section 89 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

may be registered under this Division unless the agreement or arrangement resulting in the transfer of the production licence or share in the production licence has been approved pursuant to subparagraph 107(3)(a)(ii) or paragraph 107(3)(b) or has been exempted from section 107 by virtue of subsection 107(4) or, where the agreement or arrangement is of the kind referred to in section 107.1, unless the Minister has given the written notice referred to in that section.”

d'une fraction sans l'approbation prévue au paragraphe 107(3) ou à moins que l'accord ne soit visé au paragraphe 107(4) ou, s'il est mentionné à l'article 107.1, à moins que le ministre n'ait donné l'avis qui y est prévu.»

R.S., c. 36 (2nd Supp.)

Canada Petroleum Resources Act

19. Section 86 of the *Canada Petroleum Resources Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Exception

“(4) This section does not apply in respect of any production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982.”

20. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 86 thereof, the following section:

Disposition of production licences for pre-1982 discoveries

“**86.1** No agreement or arrangement that is or may result in a transfer, assignment or other disposition to a corporation of a production licence issued in relation to a commercial discovery area on which the drilling of the first well that indicated the discovery commenced before March 5, 1982, or any share therein, is of any force or effect with respect to the transfer, assignment or other disposition unless the Minister, by written notice to the interest holder, indicates that the Minister is satisfied that the requirements set out in subparagraph 54(2)(c)(i), (ii) or (iii) of the *Canada Oil and Gas Land Regulations* have been met in respect of the corporation.”

21. Section 89 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prohibition against registration

“**89.** No transfer of a production licence or share in a production licence may be registered under this Part unless the agree-

Loi fédérale sur les hydrocarbures

L.R., ch. 36 (2^e suppl.)

19. L'article 86 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(4) Le présent article ne s'applique pas à la licence de production qui peut être octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982.”

20. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 86, de ce qui suit :

“**86.1** Les accords ou ententes donnant lieu ou susceptibles de donner lieu à un transfert, à une cession ou à toute autre forme d'aliénation d'un titre ou d'une fraction à une personne morale d'une licence de production octroyée à l'égard d'un périmètre de découverte exploitable sur lequel les travaux de forage du premier puits qui a mis en évidence la découverte sont antérieurs au 5 mars 1982 ne sont valables, relativement à une telle aliénation, que si le ministre est convaincu que les sous-alinéas 54(2)c)(i), (ii) ou (iii) du *Règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada* sont respectés et qu'il en informe, par écrit, le titulaire.”

Cession de licence de production de découvertes antérieures à 1982

21. L'article 89 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**89.** Il est interdit d'enregistrer le transfert d'une licence de production ou d'une fraction sans l'approbation prévue au para-

Interdiction d'enregistrement

ment or arrangement resulting in the transfer of the production licence or share in the production licence has been approved pursuant to subparagraph 86(2)(a)(ii) or paragraph 86(2)(b) or has been exempted from section 86 by virtue of subsection 86(3) or, where the agreement or arrangement is of the kind referred to in section 86.1, unless the Minister has given the written notice referred to in that section.”

graphe 86(2) ou à moins que l'accord ne soit visé au paragraphe 86(3) ou, s'il est mentionné à l'article 86.1, à moins que le ministre n'ait donné l'avis qui y est prévu.»

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

22. If, during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-39 entitled *An Act to apply federal laws and provincial laws to offshore areas and to amend certain Acts in consequence thereof* is assented to, this Act is amended by adding thereto, immediately after section 11 thereof, the following heading and section:

22. Si, au cours de la deuxième session de la trente-quatrième législature, le projet de loi C-39 intitulé *Loi concernant l'application aux zones extracôtières des lois fédérales et provinciales et modifiant certaines lois en conséquence* reçoit la sanction royale, la présente loi est modifiée par insertion, après l'article 11, de ce qui suit :

“Inconsistent Laws

«Incompatibilité

Inconsistent laws

11.1 In the event of any inconsistency between this Act or the regulations made under this Act and the *Canadian Laws Offshore Application Act* or the regulations made under that Act, this Act or the regulations made under this Act, as the case may be, prevail to the extent of the inconsistency.”

11.1 Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'application extracôtière des lois canadiennes* et de ses règlements.»

Incompatibilité

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

23. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

23. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

C-45

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-45

An Act respecting the OSLO Oil Sands Project

First reading, November 7, 1989

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-45

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-45

Loi concernant l'exploitation de sables pétrolifères par le
groupe OSLO

Première lecture le 7 novembre 1989

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-45

PROJET DE LOI C-45

An Act respecting the OSLO Oil Sands Project

Loi concernant l'exploitation de sables pétroli-
fères par le groupe OSLO

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *OSLO Oil Sands Project Act*.

1. *Loi sur l'exploitation de sables pétroli-
fères par le groupe OSLO.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act,

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Her Majesty”
«Sa Majesté»

“Her Majesty” means Her Majesty in right of Canada;

«exploitation» L'exploitation par le groupe OSLO des sables pétroli-
fères d'une partie de la concession 7280100T31 située près de Fort McMurray (Alberta).

«exploitation»
“OSLO Oil Sands Project”
ou “Project”

“Minister”
«ministre»

“Minister” means the Minister of Energy, Mines and Resources;

10

«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

«ministre»
“Minister”

“OSLO Oil Sands Project” or “Project”
«exploitation»

“OSLO Oil Sands Project” or “Project” means a project for the construction and operation of an integrated oil sands facility on a portion of Alberta Oil Sands Lease No. 7280100T31 near Fort McMurray, Alberta.

«Sa Majesté» Sa Majesté du chef du Canada.

«Sa Majesté»
“Her Majesty”

AGREEMENTS

ACCORDS

Authority to enter into agreements

3. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into one or more agreements on behalf of Her Majesty in respect of the OSLO Oil Sands Project.

3. (1) Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure au nom de Sa Majesté des accords relatifs à l'exploitation.

Pouvoir du ministre

Contents of agreements

(2) The agreements entered into under this section may include

(2) Les accords peuvent prévoir :

Portée des accords

(a) undertakings for the provision of assistance by Canada including

a) des engagements d'aide de l'État, notamment :

(i) un montant destiné au financement des immobilisations, jusqu'à concu-

... (b) un montant temporel d'un plus de deux cent cinquante millions de dollars.

... (c) des engagements relatifs aux retombées

... (d) des dispositions relatives à la participa-

... (e) les autres mesures que le ministre juge souhaitables.

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the OSLO Oil Sands Projects".

... (b) the payment of a repurchase option in respect of the capital costs of the Project in an amount not exceeding in the aggregate four hundred and twenty-five million dollars.

... (c) under terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

... (d) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

... (e) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

RECOMMENDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'exploitation de sables pétrolifères par le groupe OSLO».

... (iv) un montant temporel d'un plus de deux cent cinquante millions de dollars.

... (v) des garanties aux conditions autorisées par le ministre des Finances, d'un montant temporel d'un plus de deux cent cinquante millions de dollars sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement privé, et des garanties d'un plus de deux cents d'intérêt sur ces instruments ou sur des montants temporels d'un plus de deux cent cinquante millions de dollars.

... (vi) le paiement d'une option d'achat en respect de la somme des coûts de capital du projet, en un montant qui ne dépasse pas, en l'ensemble, quatre cent vingt-cinq millions de dollars.

... (vii) les conditions, les modalités et les autres dispositions relatives à la participation de Sa Majesté aux bénéfices nets.

... (viii) les autres mesures que le ministre juge souhaitables.

... (iv) an amount temporary in excess of two hundred and fifty million dollars.

... (v) financial guarantees authorized by the Minister of Finance, in an amount temporary in excess of two hundred and fifty million dollars on loans, securities or other financial instruments or on amounts payable in accordance with arrangements made, or on the payment of interest on such instruments or on amounts payable in accordance with arrangements made, for the purpose of financing private enterprise, and financial guarantees of more than two hundred million dollars on such instruments or on amounts payable in accordance with arrangements made, or on the payment of interest on such instruments or on amounts payable in accordance with arrangements made, for the purpose of financing private enterprise.

... (vi) the payment of a repurchase option in respect of the capital costs of the Project in an amount not exceeding in the aggregate four hundred and twenty-five million dollars.

... (vii) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

... (viii) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

... (ix) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

... (x) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable.

(i) the payment of a contribution in respect of the capital costs of the Project, in an amount not exceeding in the aggregate four hundred and twenty-five million dollars, 5

(ii) the payment of a further contribution in respect of the capital costs of the Project, to be adjusted on the basis of the price of oil, in an amount not exceeding in the aggregate forty-eight 10 million dollars,

(iii) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not 15 exceeding in the aggregate at any time six hundred and forty-two million five hundred thousand dollars, payable under or pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instru- 20 ments or arrangements made, given or issued in respect of the financing or refinancing of all or a portion of the Project and of the payment of the interest payable in respect thereof for one 25 interest period of twelve months or less,

(iv) the payment of a repayable contribution in an amount not exceeding in the aggregate two hundred and fifty million dollars, and 30

(v) the guaranteeing from time to time, in accordance with terms and conditions approved by the Minister of Finance, of the payment of amounts, not exceeding 35 in the aggregate at any time sixty-two million five hundred thousand dollars, payable under or pursuant to loans, notes, bills of exchange or other financial instruments or arrangements made, given or issued in relation to the provi- 40 sion of a temporary financing facility and of the payment of the interest payable in respect thereof for one interest period of twelve months or less;

(b) provisions for the payment of net 45 profit interest to Her Majesty;

(c) undertakings in relation to industrial and employment benefits; and

(d) such other terms and conditions as the Minister considers necessary or desirable. 50

rence, globalement, de quatre cent vingt-cinq millions de dollars,

(ii) un montant complémentaire destiné au financement des immobilisations modulé selon le prix du pétrole, jusqu'à 5 concurrence, globalement, de quarante-huit millions de dollars,

(iii) des garanties aux conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence, globalement, de six 10 cent quarante-deux millions cinq cent mille dollars, sur des prêts, titres de créance ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement ou 15 à un refinancement même partiels, et des garanties d'au plus douze mois d'intérêts sur ces instruments ou montants,

(iv) un montant remboursable d'au plus deux cent cinquante millions de dollars, 20

(v) des garanties aux conditions autorisées par le ministre des Finances, jusqu'à concurrence, globalement, de 25 soixante-deux millions cinq cent mille dollars, sur des prêts, titres de créance 25 ou autres instruments financiers ou sur des montants payables en vertu d'ententes, destinés à un financement provisoire, et des garanties d'au plus douze mois d'intérêts sur ces instruments ou 30 montants;

b) des dispositions relatives à la participation de Sa Majesté aux bénéfices nets;

c) des engagements relatifs aux retombées industrielles et aux avantages pour l'em- 35 ploi;

d) les autres mesures que le ministre juge souhaitables.

Currency of
guarantee

(3) Subparagraph (2)(a)(iii) shall be deemed to authorize the guaranteeing, in whole or in part, of an equivalent amount in the currency of any country other than Canada and, notwithstanding subsection 48(2) of the *Financial Administration Act*, the equivalent amount shall be calculated

(a) using the value thereof and the rate of exchange between the Canadian dollar and the currency concerned as quoted by the Bank of Canada at the opening of business on the day immediately preceding the day on which the guarantee is issued; or

(b) where the guarantee is in respect of the payment of an amount that finances or refinances the whole or a portion of an obligation that has been previously guaranteed, the value thereof and the weighted average of the rates of exchange determined under paragraph (a) in respect of all of the amounts that were previously guaranteed.

Calculation in
Canadian
dollars

(4) Notwithstanding subsection 48(3) of the *Financial Administration Act*, the amounts guaranteed or authorized to be guaranteed under subparagraph (2)(a)(iii), payable in the currency of a country other than Canada, shall be deemed to be the Canadian dollar equivalent of the value thereof as calculated under subsection (3).

Definition of
"interest"

(5) In this section, "interest" includes, in respect of a financial instrument, the difference between the face amount of the financial instrument and the sum received by the issuer thereof, amortized over the term of the financial instrument to its maturity.

Authority to
carry out
agreements

4. (1) The Minister may do such things as are necessary to carry out any agreement entered into under section 3 or to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under the agreement.

Idem

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Minister may, with respect to an agreement entered into under section 3,
(a) issue a guarantee on behalf of Her Majesty pursuant to and in accordance with any undertaking that has been given in the agreement;

Emprunts en
devises

(3) Les fonds visés au sous-alinéa (2)a)(iii) peuvent être garantis, en tout ou en partie, pour un montant équivalent de devises, calculé, malgré le paragraphe 48(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'après le taux de change affiché à l'ouverture de la Banque du Canada la veille de la constitution de la garantie ou, en cas de financement ou de refinancement de tout ou partie d'une obligation déjà garantie, d'après la moyenne pondérée des taux ainsi affichés.

Équivalence

(4) Malgré le paragraphe 48(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le montant des garanties visées au sous-alinéa (2)a)(iii) est considéré comme équivalant à sa valeur en monnaie canadienne calculée selon le paragraphe (3).

Définition
d'«intérêts»

(5) Pour l'application du présent article, est assimilée aux intérêts la différence entre la valeur nominale et le montant reçu par l'émetteur des instruments financiers selon leur valeur après amortissement.

Pouvoir de mise
en oeuvre

4. (1) Le ministre peut employer les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des accords conclus en vertu de l'article 3 et à la protection des intérêts ou au respect des droits de Sa Majesté dans le cadre de ces accords.

(2) Le ministre peut notamment, à cet égard :

a) fournir au nom de Sa Majesté des garanties pour les engagements pris au titre des accords;

(b) detruire, au sein du 34-7/1961, les stocks existants ou échangés à condition au titre des accords.

(c) éliminer les stocks existants à l'alinéa (b).

(d) racheter des stocks existants d'une part, sous réserve de leur être restitués ou en fiduciaire pour eux.

(e) racheter au titre de la présente loi au profit des intérêts - détenus par le 10 - non par les coordonnateurs.

RÉSUMÉ DES ACCORDS

4. Dans les meilleurs délais, les parties vont leur conclusion, le ministre des Finances devant chaque chambre du Parlement en résumé de chacun des accords conclus en vertu de la présente loi.

4. In the best possible time, the parties to the present law shall conclude their agreement, the Minister of Finance presenting a summary of each of the agreements concluded under the present law to each House of Parliament.

(6) except, 34-7/1961, on behalf of Her Majesty, any security granted to Her Majesty under or pursuant to the agreement, including any security granted in substitution thereof;

(7) release or realize on any security referred to in paragraph (6);

(8) acquire shares of a corporation on behalf of or in trust for Her Majesty; and

(9) acquire on behalf of Her Majesty the whole or any portion of the interest held in the Project by any party to the agreement.

SUMMARY OF AGREEMENTS

4. The Minister shall cause a summary of each agreement made under the Act to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

4. In the best possible time, the Minister shall cause a summary of each agreement made under the Act to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

First reading, November 1961

First reading, November 1961

4. This summary is published in the Official Gazette of the Government of Canada.

4. Ce résumé est publié dans le Journal officiel du Canada.

4. This summary is published in the Official Gazette of the Government of Canada.

4. Ce résumé est publié dans le Journal officiel du Canada.

(b) accept and hold, on behalf of Her Majesty, any security granted to Her Majesty under or pursuant to the agreement, including any security granted in substitution therefor;

(c) release, or realize on, any security referred to in paragraph (b);

(d) acquire shares of a corporation on behalf of or in trust for Her Majesty; and

(e) acquire on behalf of Her Majesty the whole or any portion of the interest held in the Project by any party to the agreement.

b) détenir, au nom de Sa Majesté, les sûretés consenties ou échangées à celle-ci au titre des accords;

c) céder ou réaliser les sûretés visées à l'alinéa b);

d) acquérir des actions auprès d'une personne morale au nom de Sa Majesté ou en fiducie pour elle;

e) acquérir au nom de Sa Majesté tout ou partie des intérêts détenus dans l'exploitation par les cocontractants.

SUMMARY OF AGREEMENTS

RÉSUMÉ DES ACCORDS

Summary to be laid before Parliament

5. The Minister shall cause a summary of each agreement made under this Act to be laid before each House of Parliament as soon as practicable after the making of the agreement.

5. Dans les meilleurs délais possible suivant leur conclusion, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un résumé de chacun des accords conclus en vertu de la présente loi.

Dépôt au Parlement

Continuation of the Act

(4) Whereby the Minister may, in respect of any financial instrument, the amount guaranteed or authorized to be guaranteed under paragraph (1)(a)(ii) payable to the currency of a corporation other than Canada, shall be deemed to be the Canadian dollar equivalent of the value thereof as calculated under subsection (3).

(4) Malin le paragraphe (1) de la loi sur le montant des garanties autorisées ou autorisées à être versées en monnaie d'un autre pays que le Canada, on aura égard à la valeur canadienne équivalente de ce montant.

Continuation of the Act

(5) In this section, "interest" includes, in respect of a financial instrument, the difference between the face amount of the financial instrument and the sum received by the issuer thereof, amortized over the term of the financial instrument to its maturity.

(5) Pour l'application du présent article, par rapport à un instrument financier, le terme "intérêt" comprend le montant nominal et le montant reçu par l'émissionneur des instruments financiers, amortisés sur leur valeur après amortissement.

Continuation of the Act

4. (1) The Minister may do such things as are necessary to carry out any agreement entered into under section 1 or 15 or to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under the agreement.

4. (1) Le ministre peut employer les moyens nécessaires à la mise en œuvre des accords conclus en vertu de l'article 1 ou 15 pour protéger des intérêts ou au respect des droits de Sa Majesté dans le cadre de ces accords.

Continuation of the Act

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Minister may, with respect to an agreement entered into under section 1,

(2) Le ministre peut notamment, à cet égard,

C-46

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-46

An Act to provide for greater certainty in the reconciliation of the personal interests and duties of office of Members of the Senate and of the House of Commons, to establish a Conflict of Interests Commission and to make consequential amendments to other Acts

First reading, November 9, 1989

THE PRIME MINISTER

C-46

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-46

Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, constituant la Commission des conflits d'intérêts et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Première lecture le 9 novembre 1989

LE PREMIER MINISTRE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act to provide for greater certainty in the reconciliation of the personal interests and duties of office of Members of the Senate and of the House of Commons, to establish a Conflict of Interests Commission and to make consequential amendments to other Acts

Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, constituant la Commission des conflits d'intérêts et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Members of the Senate and House of Commons Conflict of Interests Act*.

1. *Loi sur les conflits d'intérêts chez les 5 parlementaires.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

Définitions

“Chief Commissioner”
«président»

2. (1) In this Act, “Chief Commissioner” means the Chief Commissioner of the Commission;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“Commission”
«Commission»

“Commission” means the Conflict of Interests Commission established by subsection 9(1);

«Commission» La Commission des conflits d'intérêts constituée par le paragraphe 9(1). 10

“dependant”
«personne à charge»

“dependant”, in relation to a member, means a person other than

«conjoint» Personne avec qui le parlementaire vit dans une union extra-conjugale ou avec qui il est marié sauf, dans ce dernier cas, s'ils ont conclu un accord de séparation ou si leurs obligations alimentaires et leurs biens familiaux ont fait l'objet d'une ordonnance judiciaire. 15

«Commission»
“Commission”

«conjoint»
“spouse”

(a) the member's spouse, or
(b) a person to whom the member is married if the member and that person have made a separation agreement or if their support obligations and family property have been dealt with by a court order, 20

«ministre» Toute personne recevant un traitement sous le régime des articles 4 ou 5 de la *Loi sur les traitements*, ainsi que tout ministre d'État ou sans portefeuille. 20

«ministre»
“Minister”

«parlementaire» Sénateur ou député. Y est assésimilé le ministre qui n'est ni Sénateur ni député.

«personne à charge» Personne qui est à la charge, même parlementaire, d'un autre membre ou de son conjoint, à l'exception

who is dependent in whole or in part on the member or the member's spouse for support;

«member» means a member of the Senate or of the House of Commons and includes a Minister and a member of either

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide for greater certainty in the reconciliation of the personal interests and duties of office of Members of the Senate and of the House of Commons, to establish a Conflict of Interests Commission and to make consequential amendments to other Acts".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, constituant la Commission des conflits d'intérêts et apportant des modifications corrélatives à certaines lois».

«secrétaire» Le secrétaire nommé par la Commission aux termes du paragraphe 19(1).

«secrétaire parlementaire» Toute personne recevant un traitement sous le régime de l'article 61 de la Loi sur le Paiement du Canada.

«proposed», except where the context otherwise requires, means prescribed by regulation made under section 41;

«Registrar» means the Registrar of Interests appointed under subsection 19(1);

«spouse», in relation to a member, means a person to whom the member is married or with whom the member is living in a common-law relationship outside marriage, but does not include a person to whom the member is married if the member and that person have made a separation agreement or if their support obligations and family property have been dealt with by a court order.

«conflict of interests» Le conflit d'intérêts qui existe entre un membre et son conjoint, un autre membre ou un autre fonctionnaire, lorsque le membre a des fonctions, directes ou indirectes, qui sont susceptibles de lui procurer un avantage, direct ou indirect.

(2) For the purposes of this Act, a member has a conflict of interests when the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member has significant private interests other than permitted private interests that afford the opportunity for the member to benefit, whether directly or indirectly, as a result of the execution of or the failure to execute, any office of the member.

(3) Il n'y a fonctionnaire par conflit d'intérêts pour le seul fait que, par suite de ses fonctions, le parlementaire

(a) a droit à une rémunération, des indemnités et des avantages qui pourraient être ou sont payés;

(b) reçoit une gratification raisonnable;

(c) lui-même, son conjoint ou les personnes à leur charge pourraient obtenir un avantage ou des avantages en tant que simple

(3) Notwithstanding subsection (2), a member does not have a conflict of interests by reason only that

(a) the member is entitled to remuneration, allowances or benefits as such that might be or are granted as a result of the execution of or the failure to execute an office of the member;

(b) the member receives normal and reasonable percentages of an office of the member or

(4) Pour l'application de la présente loi, il y a conflit d'intérêts lorsque le parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge détiennent des intérêts privés importants non autorisés en vertu de la présente loi, qui ont pour effet de procurer à ce parlementaire, directement ou indirectement, un avantage, direct ou indirect.

(4) the member is entitled to remuneration, allowances or benefits as such that might be or are granted as a result of the execution of or the failure to execute an office of the member;

(b) the member receives normal and reasonable percentages of an office of the member or

	who is dependent in whole or in part on the member or the member's spouse for support;	«parlementaire» Sénateur ou député; y est assimilé le ministre qui n'est ni sénateur ni député.	«parlementaire» "member"
«member» «parlementaire»	«member» means a member of the Senate or of the House of Commons and includes a Minister who is not a member of either such House;	«personne à charge» Personne qui est à la charge, même partiellement, d'un parlementaire ou de son conjoint, à l'exclusion de celui-ci ou de la personne avec qui le parlementaire est marié s'ils ont conclu un accord de séparation ou si leurs obligations alimentaires et leurs biens familiaux ont fait l'objet d'une ordonnance judiciaire.	«personne à charge» "dependant"
«Minister» «ministre»	«Minister» means a person in receipt of a salary under section 4 or 5 of the <i>Salaries Act</i> , a minister without portfolio or a minister of State;	«président» Le président de la Commission.	«président» "Chief Commissioner"
«Parliamentary Secretary» «secrétaire parlementaire»	«Parliamentary Secretary» means a person in receipt of a salary under section 61 of the <i>Parliament of Canada Act</i> ;	«secrétaire» Le secrétaire nommé par la Commission aux termes du paragraphe 19(1).	«secrétaire» "Registrar"
«prescribed» Version anglaise seulement	«prescribed», except where the context otherwise requires, means prescribed by regulation made under section 41;	«secrétaire parlementaire» Toute personne recevant un traitement sous le régime de l'article 61 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> .	«secrétaire parlementaire» "Parliamentary Secretary"
«Registrar» «secrétaire»	«Registrar» means the Registrar of Interests appointed under subsection 19(1);		
«spouse» «conjoint»	«spouse», in relation to a member, means a person to whom the member is married or with whom the member is living in a conjugal relationship outside marriage, but does not include a person to whom the member is married if the member and that person have made a separation agreement or if their support obligations and family property have been dealt with by a court order.		
Conflict of interests	(2) For the purposes of this Act, a member has a conflict of interests when the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member has significant private interests, other than permitted private interests, that afford the opportunity for the member to benefit, whether directly or indirectly, as a result of the execution of, or the failure to execute, any office of the member.	(2) Pour l'application de la présente loi, il y a conflit d'intérêts lorsque le parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge détiennent des intérêts privés appréciables non autorisés grâce auxquels le parlementaire, du fait même de ses fonctions, pourrait se trouver en mesure d'obtenir des avantages, directs ou indirects.	Conflit d'intérêts
Exception	(3) Notwithstanding subsection (2), a member does not have a conflict of interests by reason only that (a) the member is entitled to remuneration, allowances or benefits as such that might be or are enhanced as a result of the execution of, or the failure to execute, an office of the member; (b) the member receives normal and reasonable perquisites of an office of the member; or	(3) Il n'y a toutefois pas conflit d'intérêts pour la seule raison que, par suite de ses fonctions, le parlementaire : a) a droit à une rémunération, des indemnités et des avantages qui pourraient être ou sont majorés; b) reçoit une gratification raisonnable; c) lui-même, son conjoint ou les personnes à leur charge pourraient obtenir ou obtiennent des avantages en tant que simple	Exception

10(3)¹
 42
 (X) ...
 (Y) ...
 (A) ...
 (B) ...
 (C) ...
 (D) ...
 (E) ...
 (F) ...
 (G) ...
 (H) ...
 (I) ...
 (J) ...
 (K) ...
 (L) ...
 (M) ...
 (N) ...
 (O) ...
 (P) ...
 (Q) ...
 (R) ...
 (S) ...
 (T) ...
 (U) ...
 (V) ...
 (W) ...
 (X) ...
 (Y) ...
 (Z) ...

40
 (A) ...
 (B) ...
 (C) ...
 (D) ...
 (E) ...
 (F) ...
 (G) ...
 (H) ...
 (I) ...
 (J) ...
 (K) ...
 (L) ...
 (M) ...
 (N) ...
 (O) ...
 (P) ...
 (Q) ...
 (R) ...
 (S) ...
 (T) ...
 (U) ...
 (V) ...
 (W) ...
 (X) ...
 (Y) ...
 (Z) ...

the ...
 of ...
 2
 the ...

the ...
 of ...
 2
 the ...

(c) the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member might benefit or benefits as a member of the general public or as a member of a broad class of persons as a result of the execution of, or the failure to execute, an office of the member. 5

citoyen ou au titre de leur appartenance à une vaste catégorie sociale au sens large.

Permitted interests

(4) For the purposes of this Act, the following are permitted private interests in relation to a member:

- (a) assets, liabilities and financial interests having a value of less than one thousand dollars;
- (b) a source of income where the income paid from the source has a value of less than one thousand dollars in any twelve-month period;
- (c) real property that is primarily for the residential or recreational use of the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member;
- (d) personal property used for transportation or for household, educational, recreational, social or aesthetic purposes;
- (e) cash on hand or on deposit with a chartered bank, trust company or other financial institution in Canada that is lawfully entitled to accept deposits;
- (f) Canada Savings Bonds and other investments or securities of fixed value issued or guaranteed by any government in Canada or an agency of any such government;
- (g) registered retirement savings plans, retirement or pension plans or employee benefit plans that are not self-administered;
- (h) an investment in open-ended mutual funds;
- (i) guaranteed investment certificates or other similar financial instruments;
- (j) annuities and life insurance policies;
- (k) pension rights; and
- (l) any other interest of a prescribed class or that is designated in a certificate as provided in subsection 10(3).

(4) Pour l'application de la présente loi, les intérêts privés que le parlementaire est autorisé à conserver sont les suivants :

- a) les biens et les dettes ainsi que les intérêts financiers dont la valeur est inférieure à mille dollars;
- b) toute source de revenu, si ce revenu est inférieur à mille dollars au cours d'une période de douze mois;
- c) les biens immeubles à usage essentiellement d'habitation ou de loisir pour lui, son conjoint ou les personnes à leur charge;
- d) les biens meubles à usage domestique, éducatif, social, décoratif, récréatif ou de transport;
- e) l'avoir en argent comptant ou en dépôt dans une banque, société de fiducie ou autre institution financière au Canada légalement habilitée à recevoir des dépôts;
- f) les obligations d'épargne du Canada et autres placements ou titres à valeur fixe émis ou garantis par tout gouvernement au Canada ou l'un de ses organismes;
- g) les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les régimes de pension ou de retraite ou les régimes de prestations aux employés, à condition qu'ils ne soient pas autogérés;
- h) les placements dans des sociétés d'investissement à capital variable ou fonds mutuels;
- i) les certificats de placement garantis ou autres effets financiers semblables;
- j) les rentes et les polices d'assurance-vie;
- k) les droits à pension;
- l) tout autre intérêt d'une catégorie réglementaire ou désigné dans le certificat prévu au paragraphe 10(3).

Intérêts privés autorisés

5

25

30

35

40

ORIGINATION DER PARLEMENTARIER

OBLIGATIONS OF MEMBERS

3. Les obligations suivantes incombent au parlementaire:

(a) s'acquiescer des devoirs de sa charge et régler ses affaires privées de manière à assurer la confiance du public en son intégrité, son objectivité et son impartialité;

(b) ne pas accepter d'avantage économique d'ordre de caractère de public en son intégrité, son objectivité et son impartialité, et agir d'une manière qui entretienne la confiance du public en son intégrité, son objectivité et son impartialité;

(c) gérer ses affaires privées conformément aux dispositions de la présente loi et agir en général, de façon à éviter les conflits d'intérêt;

(d) s'efforcer le plus possible de résoudre en faveur de l'intérêt public, tout conflit d'intérêt pouvant survenir.

3. Each member shall

(a) perform the duties of office of the member and arrange the member's private affairs in such a manner as to maintain public confidence and trust in the integrity, objectivity and impartiality of the member;

(b) refrain from accepting any benefits the acceptance of which might erode public confidence and trust in the integrity, objectivity or impartiality of the member and in all other respects act in a manner that will bear the closest public scrutiny;

(c) arrange the member's private affairs in conformity with the provisions of this Act and act generally to prevent conflicts of interest from arising; and

(d) make all reasonable efforts to resolve any conflict of interests that may arise in favour of the public interest.

INTERDICTIONS

PROHIBITIONS

4. Le parlementaire ne peut se servir des renseignements qu'il obtient dans l'exercice de sa charge et qui ne sont pas accessibles au grand public pour favoriser ou chercher à favoriser, même indirectement, ses intérêts privés.

5. Le parlementaire ne peut se servir de sa charge pour chercher à influencer, en faveur de ses intérêts privés, une décision prise par une autre personne.

4. A member shall not use or share information that is gained in the execution of an office of the member and that is not available to the general public to further or seek to further, directly or indirectly, the member's private interests.

5. A member shall not use an office of the member to seek to influence a decision made by another person to further the member's private interests.

6. (1) Le parlementaire ne peut accepter d'autre rétribution que celle qui est autorisée par la loi à son égard.

6. (1) A member shall not accept a fee that is other than compensation authorized by law in respect of a member.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque la source de rétribution n'est pas la Majesté du chef du Canada ou l'un de ses organismes, ses parlementaires autres que les ministres;

(a) les ministres;

(b) les secrétaires parlementaires;

(c) les sénateurs occupant les postes de leader ou leader adjoint du gouvernement et de chef ou chef adjoint de l'Opposition;

(d) le député occupant le poste de chef de l'Opposition.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a fee accepted by a member from a source other than Her Majesty in right of Canada or an agency of Her Majesty in such right where the member is not

(a) a Minister;

(b) a Parliamentary Secretary;

(c) the member occupying the position of Leader or Deputy Leader of the Government or Leader or Deputy Leader of the Opposition in the Senate;

Requis de l'ordre

Information

Requis de l'ordre

Information

Requis de l'ordre

Information

Information

Requis de l'ordre

Information

OBLIGATIONS OF MEMBERS

OBLIGATIONS DES PARLEMENTAIRES

Obligations of members

3. Each member shall
- (a) perform the duties of office of the member and arrange the member's private affairs in such a manner as to maintain public confidence and trust in the integrity, objectivity and impartiality of the member;
- (b) refrain from accepting any benefit the acceptance of which might erode public confidence and trust in the integrity, objectivity or impartiality of the member and in all other respects act in a manner that will bear the closest public scrutiny;
- (c) arrange the member's private affairs in conformity with the provisions of this Act and act generally to prevent conflicts of interests from arising; and
- (d) make all reasonable efforts to resolve any conflict of interests that may arise in favour of the public interest.

3. Les obligations suivantes incombent au parlementaire : Liste

- a) s'acquitter des devoirs de sa charge et régler ses affaires privées de manière à assurer la confiance du public en son intégrité, son objectivité et son impartialité;
- b) ne pas accepter d'avantage susceptible d'éroder la confiance du public en son intégrité, son objectivité et son impartialité, et agir d'une manière qui soutienne l'examen public le plus minutieux;
- c) gérer ses affaires privées conformément aux dispositions de la présente loi et agir, en général, de façon à éviter les conflits d'intérêts;
- d) s'efforcer le plus possible de résoudre, en faveur de l'intérêt public, tout conflit d'intérêts pouvant survenir.

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

Insider information

4. A member shall not use or share information that is gained in the execution of an office of the member and that is not available to the general public to further or seek to further, directly or indirectly, the member's private interests.

4. Le parlementaire ne peut se servir des renseignements qu'il obtient dans l'exercice de sa charge et qui ne sont pas accessibles au grand public pour favoriser ou chercher à favoriser, même indirectement, ses intérêts privés. Renseignements d'initiés

Influence

5. A member shall not use an office of the member to seek to influence a decision made by another person to further the member's private interests.

5. Le parlementaire ne peut se servir de sa charge pour chercher à influencer, en faveur de ses intérêts privés, une décision prise par une autre personne. Influence

Accepting fees

6. (1) A member shall not accept a fee that is other than compensation authorized by law in respect of a member.

6. (1) Le parlementaire ne peut accepter d'autre rétribution que celle qui est autorisée par la loi à son égard. Rétribution

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply in respect of a fee accepted by a member from a source other than Her Majesty in right of Canada or an agency of Her Majesty in such right where the member is not
- (a) a Minister;
- (b) a Parliamentary Secretary;
- (c) the member occupying the position of Leader or Deputy Leader of the Government or Leader or Deputy Leader of the Opposition in the Senate;

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, lorsque la source de rétribution n'est pas Sa Majesté du chef du Canada ou l'un de ses organismes, aux parlementaires autres que :
- a) les ministres;
- b) les secrétaires parlementaires;
- c) les sénateurs occupant les postes de leader ou leader adjoint du gouvernement et de chef ou chef adjoint de l'Opposition;
- d) le député occupant le poste de chef de l'Opposition;

(f) les chefs des partis composant officiellement ou non un certain nombre de députés.

(f) the member occupying the position of Leader of the Opposition in the House of Commons; or

(g) a member who is the leader of a party that has a recognized membership of twelve or more persons in the House of Commons.

(3) Le présent article s'applique dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire, ou dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire, ou dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire.

(3) Where a fee is not prohibited by this section from being accepted and exceeds two hundred dollars or where the total of fees accepted directly or indirectly from one source in any twelve-month period exceeds two hundred dollars, the member shall file with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and containing the prescribed information.

(4) Le présent article s'applique dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire, ou dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire, ou dans le cas où le député a déclaré son intérêt au moment de l'acceptation de son mandat parlementaire.

(4) This section applies with respect to the acceptance of fees by the spouse of a member or a dependent in relation to a member or the spouse or dependent where a member other than a member referred to in paragraphs (3)(a) to (c), and in any such case, where subsection (1) applies, the member shall file the appropriate personal information statement.

(5) Sur recommandation de la Commission, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier le présent article au paragraphe (3).

(5) On the recommendation of the Commission, the Governor in Council may, by order, vary the amount referred to in paragraph (3).

7. (1) Sont dérogation ou modification prévues à l'article 13, les ministres et les fonctionnaires ou agents des ministères ou organismes de Sa Majesté du chef du Canada ne peuvent, en connaissance de cause, ni accorder ni approuver un contrat, ni accorder un avantage en faveur d'un particulier ministre ou secrétaire parlementaire ou d'une personne morale ou d'un organisme contrôlé par lui ou dont il est contrôlé, administrateur ou directeur, dans des circonstances où l'acceptation du contrat ou de l'avantage constituerait une violation de l'article 43.

7. (1) Except in accordance with a waiver or variance under section 13, a Minister or an officer or employee of a department or government or an agent of Her Majesty in right of Canada shall not knowingly, directly or indirectly, enter into or approve a contract with, or grant a benefit to a person who was a Minister or Parliamentary Secretary, or to a corporation or other entity controlled by such a person or of which such a person is an employee, director or partner, in circumstances where acceptance of the contract or benefit would constitute a contravention of section 43.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la connaissance d'un ministre ou secrétaire parlementaire ou d'un organisme contrôlé par lui ou dont il est contrôlé, administrateur ou directeur, dans des circonstances où l'acceptation du contrat ou de l'avantage constituerait une violation de l'article 43.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the appointment of a former Minister or Parliamentary Secretary to an office or position in the Government of Canada.

(d) the member occupying the position of Leader of the Opposition in the House of Commons; or

(e) a member who is the leader of a party that has a recognized membership of twelve or more persons in the House of Commons.

e) les chefs des partis comptant officiellement au moins douze députés.

Disclosure

(3) Where a fee is not prohibited by this section from being accepted and exceeds two hundred dollars, or where the total of fees accepted directly or indirectly from one source in any twelve-month period exceeds two hundred dollars, the member shall forthwith file with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and containing the prescribed information.

(3) Le parlementaire ayant reçu une rétribution que le présent article ne lui interdit pas d'accepter la déclare sans tarder au secrétaire dans un état des renseignements personnels, en la forme réglementaire et comportant les renseignements qu'exigent les règlements, si elle excède deux cents dollars ou si sa valeur totale, provenant même indirectement de la même source, excède, au cours d'une période de douze mois, deux cents dollars.

Déclaration de rétribution

Application to spouses and dependants

(4) This section applies with respect to the acceptance of fees by the spouse of a member or a dependant in relation to a member as if the spouse or dependant were a member, other than a member referred to in paragraphs (2)(a) to (e), and in any such case, where subsection (3) applies, the member shall file the appropriate personal information statement.

(4) Le présent article s'appliquant dans le cas de son conjoint et des personnes à leur charge comme s'ils étaient des parlementaires autres que ceux qui sont mentionnés aux alinéas (2)a) à e), le parlementaire procède, s'il y a lieu, à la déclaration prévue au paragraphe (3).

Application au conjoint et aux personnes à charge

Variation of limit

(5) On the recommendation of the Commission, the Governor in Council may, by order, vary the amount referred to in subsection (3).

(5) Sur recommandation de la Commission, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier le plafond mentionné au paragraphe (3).

Variation du plafond

Former Ministers' contracts and benefits

7. (1) Except in accordance with a waiver or variance under section 13, a Minister or an officer or employee of a department of government or an agency of Her Majesty in right of Canada shall not knowingly award to or approve a contract with, or grant a benefit to, a person who was a Minister or Parliamentary Secretary, or to a corporation or other entity controlled by such a person or of which such a person is an employee, director or partner, in circumstances where acceptance of the contract or benefit would constitute a contravention of section 47.

7. (1) Sauf dérogation ou modification prévue à l'article 13, les ministres et les fonctionnaires ou agents des ministères ou organismes de Sa Majesté du chef du Canada ne peuvent, en connaissance de cause, ni accorder ou approuver un contrat, ni accorder un avantage en faveur d'un ancien ministre ou secrétaire parlementaire ou d'une personne morale ou d'un organisme contrôlés par lui ou dont il est employé, administrateur ou associé, dans des circonstances où l'acceptation du contrat ou de l'avantage constitue une infraction à l'article 47.

Avantages et contrats offerts à d'anciens ministres ou secrétaires parlementaires

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the appointment of a former Minister or Parliamentary Secretary to an office

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la nomination d'anciens ministres ou secrétaires parlementaires à des charges au service de Sa Majesté du chef du Canada.

Exception

...the Senate or the House of Commons in right of

A person who becomes a member who holds an office or position related to any of paragraphs 6(1)(a) to 6(1)(j) shall comply with subsection (1) within sixty days after appointment to that office or position.

(a) engage in employment or in the practice of a profession;

(b) carry on a business, including the management of personal financial interests or other than personal investments;

(c) hold an office or directorship other than in a charitable organization, social club, religious organization or political party;

(2) A person who becomes a member who holds an office or position related to any of paragraphs 6(1)(a) to 6(1)(j) shall comply with subsection (1) within sixty days after appointment to that office or position.

COMPLET OF INTERESTS OMISSION

L'omission des intérêts

6.11. A member who is hereby established in the Senate or the House of Commons, member of a Chief Justice, member and two other members.

(2) The Chief Commissioner shall be appointed by the Governor in Council after consultation by the Prime Minister with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader of each party having a recognized membership of at least two persons in the House of Commons.

(3) One member of the Commission other than the Chief Commissioner shall be appointed by the Governor in Council from among persons approved by the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader of each party having a recognized membership of at least two persons in the House of Commons such approval to be given in writing to the Prime Minister within thirty days after notification in writing to those leaders by the Prime Minister that a vacancy in either office will shortly occur.

6.11. Étant donné l'obligation de déclaration des députés de son pays, le titulaire d'une des charges énumérées aux alinéas 6(1)(a) à 6(1)(j) ne peut ni exercer de profession, ni poursuivre des activités commerciales, notamment la gestion d'intérêts financiers personnels, à l'exception des intérêts privés autorisés, ni occuper un poste d'enseignement ou de dirigeant ailleurs que dans un club social, une organisation religieuse ou charitable ou un parti politique.

(2) Une personne qui devient un député qui détient un poste ou une fonction liée à l'un des alinéas 6(1)(a) à 6(1)(j) doit se conformer à la sous-section (1) dans les soixante jours suivant son appointment à ce poste ou fonction.

(a) s'engager dans un emploi ou dans l'exercice d'une profession;

COMMISSION DES DÉPUTÉS D'INTÉRÊTS

Commission des députés

6.11. Est constituée la Commission des députés d'intérêts, composée de trois membres, dont le président.

(2) Le président est nommé par le gouverneur en conseil, après consultation avec le premier ministre, le chef de l'opposition et le chef de chacun des partis y compris officiellement au moins deux députés.

(3) L'un des deux autres commissaires est nommé par le gouverneur en conseil parmi les personnalités agréées par le chef de l'opposition et le chef de chacun des partis y compris officiellement au moins deux députés. L'approbation est donnée par écrit au gouverneur en conseil dans les trente jours après que celui-ci aura écrit au gouverneur en conseil de cette façon.

in the service of Her Majesty in right of Canada.

Carrying on
business

8. (1) Except as required or permitted by the responsibilities of an office or position referred to in any of paragraphs 6(2)(a) to (e), a member who holds any such office or position shall not

(a) engage in employment or in the practice of a profession;

(b) carry on a business, including the management of personal financial interests other than permitted private interests; or

(c) hold an office or directorship other than in a charitable organization, social club, religious organization or political party.

Time for
compliance

(2) A person who becomes a member who holds an office or position referred to in any of paragraphs 6(2)(a) to (e) shall comply with subsection (1) within sixty days after appointment to that office or position.

8. (1) Sauf obligation ou autorisation découlant des attributions de son poste, le titulaire d'une des charges énumérées aux alinéas 6(2)a) à e) ne peut ni exercer de profession, ni poursuivre des activités commerciales, notamment la gestion d'intérêts financiers personnels, à l'exception des intérêts privés autorisés, ni occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant ailleurs que dans un club social, une organisation religieuse ou charitable ou un parti politique.

Activités
commerciales

(2) Tout nouveau titulaire d'une des charges énumérées aux alinéas 6(2)a) à e) dispose d'un délai de soixante jours à compter de sa nomination pour se conformer au paragraphe (1).

Délai

CONFLICT OF INTERESTS COMMISSION

Commission Established

Commission
established

9. (1) A commission is hereby established to be known as the Conflict of Interests Commission, consisting of a Chief Commissioner and two other members.

Appointment of
Chief
Commissioner

(2) The Chief Commissioner shall be appointed by the Governor in Council after consultation by the Prime Minister with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader of each party having a recognized membership of at least twelve persons in the House of Commons.

Appointment of
one other
member

(3) One member of the Commission other than the Chief Commissioner shall be appointed by the Governor in Council from among persons approved by the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader of each party having a recognized membership of at least twelve persons in the House of Commons, such approval to be signified in writing to the Prime Minister within thirty days after notification in writing to those leaders by the Prime Minister that a vacancy in office exists or will shortly exist.

COMMISSION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Constitution

9. (1) Est constituée la Commission des conflits d'intérêts, composée de trois commissaires dont le président.

Constitution de
la Commission

(2) Le président est nommé par le gouverneur en conseil, après consultation entre le premier ministre, le chef de l'Opposition à la Chambre des communes et le chef de chacun des partis y comptant officiellement au moins douze députés.

Nomination du
président

(3) L'un des deux autres commissaires est nommé par le gouverneur en conseil parmi les personnalités agréées par le chef de l'Opposition à la Chambre des communes et le chef de chacun des partis y comptant officiellement au moins douze députés. L'agrément est signifié par écrit au premier ministre dans les trente jours après que celui-ci leur a notifié la vacance, ou l'imminence de celle-ci.

Agrément par
l'Opposition

...the ... of ...
 ...the ... of ...

...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...
 ...the ... of ...

ARTICLE 100

ARTICLE 100

...the ... of ...
 ...the ... of ...

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

Idem	(4) In the event of the failure of the leaders referred to in subsection (3) to signify approval of a candidate as and when provided in that subsection, the Governor in Council may appoint the member of the Commission referred to in that subsection without regard to any approval by those leaders.	(4) Faute par les chefs mentionnés au paragraphe (3) de signifier leur accord sur le choix d'un candidat, le gouverneur en conseil peut nommer le commissaire en question sans égard pour leur agrément.	Nomination par défaut
------	---	--	-----------------------

Other appointment	(5) The member of the Commission not referred to in subsections (2) and (3) shall be appointed by the Governor in Council.	(5) Le gouverneur en conseil nomme le troisième commissaire.	Autre nomination
-------------------	--	--	------------------

Judges qualified	(6) Any member of the Commission may be appointed from among persons in receipt of a salary or annuity under the <i>Judges Act</i> and such a member holds office so long as that member continues to be in receipt of such a salary or annuity.	(6) Les commissaires peuvent être nommés parmi les personnes recevant un traitement ou une pension sous le régime de la <i>Loi sur les juges</i> ; un tel commissaire continue d'exercer ses fonctions tant qu'il reçoit son traitement ou sa pension.	Juges
------------------	--	--	-------

Term and tenure	(7) The Chief Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years and each other member of the Commission holds office during good behaviour for a term not exceeding five years.	(7) Les commissaires occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, à l'exception du président, dont le mandat est de sept ans.	Durée du mandat et occupation du poste
-----------------	---	--	--

Removal	(8) Notwithstanding subsection (7), a member of the Commission may be removed at any time by the Governor in Council on address of the Senate and the House of Commons.	(8) Par dérogation au paragraphe (7), les commissaires peuvent être révoqués par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.	Révocation
---------	---	---	------------

Ineligibility for reappointment	(9) A member of the Commission is not eligible to be reappointed to the Commission, in the same or another capacity, on the expiration of the term for which the member was appointed.	(9) À l'expiration de leur mandat, les commissaires ne peuvent en recevoir un nouveau, aux fonctions identiques ou non.	Nouveau mandat
---------------------------------	--	---	----------------

Powers, Duties and Functions

Pouvoirs et fonctions

Advice based on personal information statements, etc.	10. (1) As soon as is reasonably practicable after receipt by the Registrar of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement required by this Act to be filed, the Commission shall advise the member to whom the statement or report relates or, in the case of a statement or report of the spouse of a member or of a dependant in relation to a member, the person who actually filed the statement or report, of any action that the Commission considers to be required, taking into account all of the circumstances, in order to ensure that the member fulfils the	10. (1) Dès que cela est réalisable après la réception par le secrétaire des états à produire sous le régime de la présente loi concernant les renseignements personnels, les changements importants, les modifications ou la révision des renseignements personnels, la Commission notifie au parlementaire en cause — ou à son conjoint ou aux personnes à leur charge si ce sont eux qui ont produit l'état en question — les mesures à prendre selon elle, compte tenu de toutes les circonstances, pour que le parlementaire s'acquitte des devoirs et obligations que la présente loi lui impose.	Notification des mesures à prendre
---	--	---	------------------------------------

duties and obligations of members under this Act.

(1) Without limiting the generality of subsection (1), the Commission may recommend the establishment of a trust on such terms, and subject to such conditions, as it considers appropriate.

(2) Where the Commission is satisfied on the basis of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement and such other information as is provided to it in relation thereto, whether in response to advice under subsection (1) or otherwise, that the appropriate member fulfils the duties and obligations under this Act related to information contained in the statement or report or otherwise so provided, the Commission shall so certify in writing to the member and the member is entitled to rely on such a certificate for all purposes of this Act.

(4) In a certificate given pursuant to subsection (3), the Commission may, if it is satisfied that to do so is not inconsistent with the objects of this Act and is consistent with the public interest, designate any asset, liability, financial interest or source of income of the member to whom it is given, or of the member's spouse or a dependent in relation to the member, absolutely or when that interest is held or otherwise dealt with in a manner described in the certificate, to be a permitted private interest of or in relation to the member for the purposes of this Act.

(5) A copy of advice or a certificate given pursuant to this section shall be given by the Commission to the Prime Minister, when the advice or certificate relates to a member who is a Minister or Parliamentary Secretary, the spouse of such a member or a dependent in relation to such a member.

(6) On the request of a member, the Commission shall give an opinion with respect to the interpretation or any provision of the Act or the regulations as that provision applies in respect of a specific factual situation.

(2) La Commission peut recommander l'établissement d'une fiducie sur de telles conditions et sous de telles conditions que la Commission le juge approprié.

(3) Lorsque la Commission est satisfaite sur la base des énoncés personnels, de renseignements (1) ou de toute autre information émise par lui-même, par le conjoint ou par un dépendant du membre, et d'autres renseignements qu'il lui est fourni sur lequel, dans le cadre de la présente loi, il peut s'appuyer.

(4) Dans le certificat de certification, la Commission peut, si elle est convaincue que cela n'est pas incompatible avec les objectifs de la présente loi et est compatible avec l'intérêt public, désigner les biens, les dettes, les responsabilités financières ou les sources de revenus d'un membre, de son conjoint ou d'un dépendant de son conjoint, comme étant un intérêt autorisé, en ce qui concerne ce membre, pour l'application de la présente loi. La désignation peut être absolue ou, quand l'intérêt en question est décrit ou précisé de quelque autre manière, précisée dans le certificat.

(5) La Commission transmet au premier ministre copie de tout certificat ou avis émis par elle en vertu de la présente loi, lorsque le certificat ou l'avis concerne un ministre ou un secrétaire parlementaire, son conjoint ou un dépendant de son conjoint.

(6) Sur demande du parlementaire, la Commission donne son avis sur l'interprétation de toute disposition de la présente loi ou des règlements qui s'appliquent à une situation particulière.

Section 11

Section 12

Section 13

Section 14

Section 15

Section 16

Section 11

Section 12

Section 13

Section 14

Section 15

Section 16

duties and obligations of members under this Act.

Trust arrangements

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Commission may recommend the establishment of a trust on such terms, and subject to such conditions, as it considers appropriate.

(2) La Commission peut notamment recommander la constitution d'une fiducie selon les modalités qu'elle juge indiquées.

Entente de fiducie

Certificate of compliance

(3) Where the Commission is satisfied on the basis of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement and such other information as is provided to it in relation thereto, whether in response to advice under subsection (1) or otherwise, that the appropriate member fulfils the duties and obligations under this Act related to information contained in the statement or report or otherwise so provided, the Commission shall so certify in writing to the member and the member is entitled to rely on such a certificate for all purposes of this Act.

(3) Lorsqu'elle est convaincue, sur la base des états mentionnés au paragraphe (1) ou de toute autre information afférente qui lui est fournie, que le parlementaire en cause a bien rempli ses obligations à cet égard, la Commission lui délivre un certificat de conformité sur lequel, dans le cadre de la présente loi, il peut s'appuyer.

Certificat de conformité

Designation of permitted private interests

(4) In a certificate given pursuant to subsection (3), the Commission may, if it is satisfied that to do so is not inconsistent with the objectives of this Act and is consistent with the public interest, designate any asset, liability, financial interest or source of income of the member to whom it is given, or of the member's spouse or a dependant in relation to the member, absolutely or when that interest is held or otherwise dealt with in a manner described in the certificate, to be a permitted private interest of or in relation to the member for the purposes of this Act.

(4) Dans le certificat de conformité, la Commission peut, si elle est convaincue que cela n'est pas incompatible avec les objectifs de la présente loi ni contraire à l'intérêt public, désigner les biens, les dettes, les intérêts financiers ou la source de revenu d'un parlementaire, de son conjoint ou des personnes à leur charge, comme étant un intérêt privé autorisé, en ce qui concerne ce parlementaire, pour l'application de la présente loi. La désignation peut être absolue ou, quand l'intérêt en question est détenu ou conféré de quelque autre manière, précisée dans le certificat.

Désignation à titre d'intérêt privé autorisé

Where copy to be given to Prime Minister

(5) A copy of advice or a certificate given pursuant to this section shall be given by the Commission to the Prime Minister, where the advice or certificate relates to a member who is a Minister or Parliamentary Secretary, the spouse of such a member or a dependant in relation to such a member.

(5) La Commission transmet au premier ministre copie de tout certificat ou notification concernant un ministre ou secrétaire parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge.

Copie au premier ministre

Advice

11. (1) On the request of a member, the Commission shall give an opinion with respect to the interpretation of any provision of this Act or the regulations as that provision applies in respect of a specific factual

11. (1) Sur demande du parlementaire, la Commission donne son avis sur l'interprétation de toute disposition de la présente loi ou des règlements qui s'applique à une situation de fait précise décrite par le parlementaire dans sa demande ou le concernant.

Avis

statement of, or in relation to, the member that is described in the report.

(2) In the consideration of a matter under section 12 in relation to a member, the Commission shall give appropriate weight to any opinion given by a member that is relevant to the matter, but no such opinion is binding on the Commission in relation to its consideration of the matter.

(3) Where an inquiry is referred to a member has been received by the Commission under section 12, the Commission shall not, during the consideration of the matter, give an opinion to the member under this section, whether or not a request for an opinion was received prior to receipt of the inquiry.

(4) For the purpose of giving an opinion under this section, the Commission may cause such inquiries as it considers appropriate to be made.

12. (1) Where the Commission receives an inquiry with respect to a duty or obligation of a member under this Act from

(a) the Prime Minister, in the case of a Minister or Parliamentary Secretary;

(b) any Minister, by way of a resolution of that House, in the case of a member who is a Senator;

(c) the House of Commons, by way of a resolution of that House, in the case of a member who is a Member of the House of Commons;

the Commission shall, subject to subsection (4) and (5), consider the matter.

(2) Subject to subsection (4) and (5), the Commission may, on its own initiative, consider any matter with respect to a duty or obligation of a member under this Act where in its opinion it is in the public interest to do so.

(3) Forwritn on receipt of an inquiry pursuant to subsection (1) or on undertaking to consider any matter under subsection (2), the Commission shall give notice thereof to the member to whom the inquiry or matter relates and at all appropriate stages

(1) Pour les besoins de l'article 12, la Commission peut, en vue de l'enquête, faire procéder à toute enquête qu'elle juge appropriée, mais à cet effet, elle ne peut donner son avis sur les obligations des membres du Parlement.

(2) Durant l'étude de l'enquête dont elle est saisie aux termes de l'article 12, la Commission ne peut plus faire part de son avis sur les obligations des membres du Parlement, à moins qu'elle n'ait été saisie, au préalable, d'une demande d'avis.

(4) La Commission peut, en vue de l'enquête, faire procéder à toute enquête qu'elle juge appropriée.

12. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la Commission étudie toute demande d'enquête — en ce qui touche les devoirs ou obligations des membres du Parlement — qui lui est présentée.

(a) du premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

(b) du Sénat, par voie de résolution, dans le cas d'un sénateur;

(c) de la Chambre des communes, par voie de résolution, dans le cas d'un député.

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la Commission peut, de sa propre initiative, procéder à l'étude de toute affaire relative aux devoirs ou obligations que la présente loi impose au parlementaire, à elle-même ou à elle-même.

(3) Dès qu'elle a reçu une demande d'avis, ou qu'elle s'est initiée d'elle-même, la Commission se fait part au parlementaire concerné et, à tous les stades appropriés, lui fait part de son avis.

Parlementaire

Enquête

Enquête

Parlementaire

Parlementaire

Parlementaire

Parlementaire

Enquête

Enquête

Parlementaire

Parlementaire

Parlementaire

situation of, or in relation to, the member that is described in the request.

Limitation	(2) In the consideration of a matter under section 12 in relation to a member, the Commission shall give appropriate weight to any opinion given by it to the member that is relevant to the matter, but no such opinion is binding on the Commission in relation to its consideration of the matter.	(2) Pour les besoins de l'article 12, la Commission accorde l'importance qui convient à tout avis pertinent qu'elle a donné au parlementaire, mais n'est pas liée pour autant dans son étude de l'affaire en cause.	Restriction 5
Idem	(3) Where an inquiry in relation to a member has been received by the Commission under section 12, the Commission shall not, during the consideration of the matter, give an opinion to the member under this section, whether or not a request for an opinion was received prior to receipt of the inquiry.	(3) Durant l'étude de l'affaire dont elle est saisie aux termes de l'article 12, la Commission ne peut plus faire part de son avis au parlementaire même si la demande en ce sens lui a été adressée, aux termes du présent article, avant la demande d'enquête.	Idem 10 15
Inquiries	(4) For the purpose of giving an opinion under this section, the Commission may cause such inquiries as it considers appropriate to be made.	(4) La Commission peut, en vue de fournir l'avis prévu au présent article, procéder aux enquêtes qu'elle juge indiquées.	Enquête 20
Inquiries	<p>12. (1) Where the Commission receives an inquiry with respect to a duty or obligation of a member under this Act from</p> <p>(a) the Prime Minister, in the case of a Minister or Parliamentary Secretary,</p> <p>(b) the Senate, by way of a resolution of that House, in the case of a member who is a Senator, or</p> <p>(c) the House of Commons, by way of a resolution of that House, in the case of a member who is a Member of the House of Commons,</p> <p>the Commission shall, subject to subsections (4) and (5), consider the matter.</p>	<p>12. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la Commission étudie toute demande d'enquête — en ce qui touche les devoirs ou obligations que la présente loi impose au parlementaire — qu'elle reçoit :</p> <p>a) du premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;</p> <p>b) du Sénat, par voie de résolution, dans le cas d'un sénateur;</p> <p>c) de la Chambre des communes, par voie de résolution, dans le cas d'un député.</p>	Demande d'enquête 15 20 25 30 35
Initiative of Commission	(2) Subject to subsections (4) and (5), the Commission may, on its own initiative, consider any matter with respect to a duty or obligation of a member under this Act where in its opinion it is in the public interest to do so.	(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), la Commission peut, de sa propre initiative, procéder à l'étude de toute affaire relative aux devoirs ou obligations que la présente loi impose au parlementaire si elle le juge dans l'intérêt public.	Initiative de la Commission 30
Notice to member	(3) Forthwith on receipt of an inquiry pursuant to subsection (1) or on undertaking to consider any matter under subsection (2), the Commission shall give notice thereof to the member to whom the inquiry or matter relates and, at all appropriate stages	(3) Dès qu'elle a reçu une demande d'enquête ou pris l'initiative d'étudier une affaire, la Commission en fait part au parlementaire en cause et lui donne l'occasion, aux moments indiqués dans le déroulement de l'étude, d'être présent et de présenter des	Notification au parlementaire 35

throughout its consideration thereof, the Commission shall give the member reasonable opportunity to be present and to make representations to it in writing or in person or by counsel or other representative.

à travers toute sa considération de celle-ci, la Commission donnera au membre une occasion raisonnable de se présenter et de faire des représentations à son égard, soit par écrit, soit en personne ou par un conseil ou autre représentant.

(4) Where the Commission determines that the subject-matter of any inquiry made to a person or subsection (1) or of any matter it is considering under subsection (2) is under investigation by police or is the subject-matter of criminal proceedings, it shall hold its own consideration of the matter in abeyance pending final disposition of that investigation or those proceedings.

(4) Si elle détermine que le cas dont elle s'occupe aux termes des paragraphes (1) ou (2) fait l'objet d'une enquête policière ou de poursuites criminelles, la Commission suspend son étude jusqu'au règlement définitif de l'enquête ou des poursuites.

(5) Where, during the course of considering any matter under this section, the Commission determines that there are reasonable grounds to believe that an offence against the Act of Parliament has been committed, it shall forthwith refer the matter to the appropriate authorities and hold its own consideration of the matter in abeyance pending final disposition of any ensuing investigation and proceedings.

(5) De même, lorsqu'elle établit qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu violation de la Loi, la Commission transmet aussitôt l'affaire à l'autorité compétente et suspend son étude jusqu'à ce qu'elle ait été réglée définitivement par l'enquête ou les poursuites.

(6) The Commission may cause such inquiries as it considers appropriate to be made regarding any matter it is considering under this section.

(6) La Commission peut procéder aux enquêtes qu'elle juge utiles concernant toute affaire qu'elle étudie aux termes du présent article.

(7) Where the Commission is of the opinion that effective consideration of any matter under this section requires the exercise of powers provided for in Part I of the Inquiries Act, it shall, in writing, so advise the member affected and any person or body that interested the inquiry in respect of the matter, and on the expiration of ten days after the giving of that notice, it has, in respect of the matter, all the powers of a commissioner appointed under Part I of the Inquiries Act.

(7) Lorsqu'elle est d'avis que l'étude d'une affaire requiert l'exercice des pouvoirs mentionnés à la partie I de la Loi sur les enquêtes, la Commission en avise par écrit le membre concerné et toute personne ou tout organisme à l'origine de l'enquête concernant cette affaire. À l'expiration d'un délai de dix jours suivant l'avis, la Commission a, relativement à l'affaire, tous les pouvoirs d'un commissaire nommé aux termes de la partie I de la Loi sur les enquêtes.

(8) The report concluding that a member has failed without reasonable justification to fulfil a duty or obligation under this Act shall be made until reasonable notice has been given to the member or the alleged failure and the member has been allowed full opportunity to be heard in person or by counsel or other representative.

(8) Il ne peut être rédigé de rapport concluant qu'un parlementaire a, sans motif raisonnable, manqué aux devoirs ou obligations que lui impose la présente loi sans qu'un avis préalable lui ait été donné dans un délai raisonnable et sans qu'on lui ait donné l'occasion d'être entendu, en personne ou par un conseil ou autre représentant.

throughout its consideration thereof, the Commission shall give the member reasonable opportunity to be present and to make representations to it in writing or in person or by counsel or other representative.

Criminal investigation or proceedings to take precedence

(4) Where the Commission determines that the subject-matter of any inquiry made to it pursuant to subsection (1) or of any matter it is considering under subsection (2) is under investigation by police or is the subject-matter of criminal proceedings, it shall hold its own consideration of the matter in abeyance pending final disposition of that investigation or those proceedings.

Idem

(5) Where, during the course of considering any matter under this section, the Commission determines that there are reasonable grounds to believe that an offence against an Act of Parliament has been committed, it shall forthwith refer the matter to the appropriate authorities and hold its own consideration of the matter in abeyance pending final disposition of any resulting investigation and proceedings.

Inquiries

(6) The Commission may cause such inquiries as it considers appropriate to be made regarding any matter it is considering under this section.

Idem

(7) Where the Commission is of the opinion that effective consideration of any matter under this section requires the exercise of powers provided for in Part I of the *Inquiries Act*, it shall, in writing, so advise the member affected and any person or body that initiated the inquiry in respect of the matter, and on the expiration of ten days after the giving of that notice, it has, in respect of the matter, all the powers of a commissioner appointed under Part I of the *Inquiries Act*.

Notice of proposed adverse report

(8) No report concluding that a member has failed without reasonable justification to fulfil a duty or obligation under this Act shall be made until reasonable notice has been given to the member of the alleged failure and the member has been allowed full opportunity to be heard in person or by counsel or other representative.

observations, par écrit, en personne ou par avocat ou autre représentant.

5

(4) Si elle détermine que le cas dont elle s'occupe aux termes des paragraphes (1) ou (2) fait l'objet d'une enquête policière ou de poursuites criminelles, la Commission suspend son étude jusqu'au règlement définitif de l'enquête ou des poursuites.

Poursuites ou enquêtes criminelles

5

15

(5) De même, lorsqu'elle établit qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu infraction à une loi fédérale, la Commission transmet aussitôt l'affaire à l'autorité compétente et suspend son étude jusqu'au règlement définitif de l'enquête ou des poursuites.

Idem

20

(6) La Commission peut procéder aux enquêtes qu'elle juge utiles concernant toute affaire qu'elle étudie aux termes du présent article.

Enquête

30

(7) Lorsqu'elle est d'avis que l'étude d'une affaire requiert l'exercice des pouvoirs mentionnés à la partie I de la *Loi sur les enquêtes*, la Commission en avise, par écrit, le parlementaire en cause ainsi que, s'il y a lieu, toute personne ou tout organisme à l'origine de l'enquête concernant cette affaire. À l'expiration d'un délai de dix jours suivant l'avis, la Commission a, relativement à l'affaire, tous les pouvoirs d'une commission constituée aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Idem

30

40

(8) Il ne peut être rédigé de rapport concluant qu'un parlementaire a, sans motif raisonnable, manqué aux devoirs ou obligations que lui impose la présente loi sans qu'auparavant un avis l'informant du manquement reproché ne lui ait été donné dans un délai raisonnable et sans qu'on lui ait donné l'occasion d'être entendu, en personne ou par avocat ou autre représentant.

Avis d'un rapport défavorable

45

Report

(9) Where, after considering any matter under this section, the Commission concludes that, having regard to all of the circumstances, a member has not failed, or has failed with reasonable justification, to fulfil a duty or obligation under this Act, it shall so report to the member and

(a) to the Prime Minister, where the member is a Minister or Parliamentary Secretary;

(b) to the Speaker of the House in which the member sits, where the matter was considered by reason of an inquiry from that House or on the initiative of the Commission; and

(c) where the Speaker of the House in which the member sits receives the report under paragraph (b), to the leader in that House of the political party, if any, with which the member is affiliated in that House.

10
12
20

(9) Si après étude de l'affaire, elle conclut que, en regard à toutes les circonstances, le parlementaire a manqué, sans motif raisonnable, aux devoirs ou obligations que lui impose la présente loi, la Commission adresse un rapport en ce sens à ce député et aux personnalités suivantes :

(a) le premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

(b) le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège, lorsque l'affaire est résulte d'une demande d'enquête de celle-ci, ou procède de l'initiative de la Commission;

(c) lorsque le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège reçoit le rapport en conformité avec l'alinéa (b), le leader dans cette chambre du parti politique du parlementaire, s'il y a lieu.

10
12

Committee Report

(10) A report made pursuant to subsection (9) shall contain such information as will enable the person or persons to whom it is made to determine what, if any, further action is warranted.

22

(10) Le rapport contenu les renseignements permettant aux destinataires visés au paragraphe (9) de déterminer les mesures supplémentaires à prendre, le cas échéant.

Table

(11) Si après étude de l'affaire elle conclut que, en regard à toutes les circonstances, il n'y a pas eu manquement — ou il y avait un motif raisonnable dans le cas contraire — la Commission, sans fournir de plus amples renseignements, adresse un certificat en ce sens au parlementaire et en transmet copie aux personnes suivantes :

(a) le premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

(b) le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège, lorsque l'affaire résulte d'une demande d'enquête de celle-ci;

(c) lorsque le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège reçoit le rapport en conformité avec l'alinéa (b), le leader dans cette chambre du parti politique du parlementaire, s'il y a lieu.

32
40
42

(11) Si après étude de l'affaire elle conclut que, en regard à toutes les circonstances, il n'y a pas eu manquement — ou il y avait un motif raisonnable dans le cas contraire — la Commission, sans fournir de plus amples renseignements, adresse un certificat en ce sens au parlementaire et en transmet copie aux personnes suivantes :

(a) le premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

(b) le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège, lorsque l'affaire résulte d'une demande d'enquête de celle-ci;

(c) lorsque le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège reçoit le rapport en conformité avec l'alinéa (b), le leader dans cette chambre du parti politique du parlementaire, s'il y a lieu.

30
32
40

Report

(9) Where, after considering any matter under this section, the Commission concludes that, having regard to all of the circumstances, a member failed without reasonable justification to fulfil a duty or obligation under this Act, it shall so report to the member and

(a) to the Prime Minister, where the member is a Minister or Parliamentary Secretary;

(b) to the Speaker of the House in which the member sits, where the matter was considered by reason of an inquiry from that House or on the initiative of the Commission; and

(c) where the Speaker of the House in which the member sits receives the report under paragraph (b), to the leader in that House of the political party, if any, with which the member is affiliated in that House.

(9) Si après étude de l'affaire, elle conclut que, eu égard à toutes les circonstances, le parlementaire a manqué, sans motif raisonnable, aux devoirs ou obligations que lui impose la présente loi, la Commission adresse un rapport en ce sens à ce dernier et aux personnalités suivantes :

a) le premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

b) le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège, lorsque l'affaire soit résulte d'une demande d'enquête de celle-ci, soit procède de l'initiative de la Commission;

c) lorsque le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège reçoit le rapport en conformité avec l'alinéa b), le leader dans cette chambre du parti politique du parlementaire, s'il y a lieu.

Rapport

Content of report

(10) A report made pursuant to subsection (9) shall contain such information as will enable the person or persons to whom it is made to determine what, if any, further action is warranted.

(10) Le rapport contient les renseignements permettant aux destinataires visés au paragraphe (9) de déterminer les mesures supplémentaires à prendre, le cas échéant.

Contenu du rapport

Idem

(11) Where, after considering any matter under this section, the Commission concludes that, having regard to all of the circumstances, a member has not failed, or has, with reasonable justification, failed, to fulfil a duty or obligation under this Act, it shall, without providing further information, so certify to the member in writing and shall give a copy of the certificate

(a) to the Prime Minister, where the member is a Minister or Parliamentary Secretary;

(b) to the Speaker of the House in which the member sits, where the matter was considered by reason of an inquiry from that House; and

(c) where the Speaker of the House in which the member sits receives a copy under paragraph (b), to the leader in that House of the political party, if any, with which the member is affiliated in that House.

(11) Si après étude de l'affaire elle conclut que, eu égard à toutes les circonstances, il n'y a pas eu manquement — ou il y avait un motif raisonnable dans le cas contraire —, la Commission, sans fournir de plus amples informations, adresse un certificat en ce sens au parlementaire et en transmet copie aux personnalités suivantes :

a) le premier ministre, dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire;

b) le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège, lorsque l'affaire résulte d'une demande d'enquête de celle-ci;

c) lorsque le président de la chambre dans laquelle le parlementaire siège reçoit le rapport en conformité avec l'alinéa b), le leader dans cette chambre du parti politique du parlementaire, s'il y a lieu.

Idem

Interpretation
of the
Commission

(12) Sur demande du parlementaire la Commission lui fournit à l'appui des conclusions qu'elle tire de son enquête, les renseignements et explications qu'elle juge indiqués dans les circonstances le parlementaire peut dès lors en faire usage par lui-même et notamment les publier.

(12) Where the Commission gives a copy of a certificate to a member pursuant to subsection (11), the Commission shall, on the request of the member, provide the member with such information and explanations in support of its conclusion referred to in that subsection as it considers appropriate in the circumstances, and the member may publish or otherwise deal with information and explanations so provided as the member sees fit.

Interpretation
of the
Commission

Interpretation
of the
Commission

(13) La Commission classe dans les cas suivants, toute affaire soumise à son étude au titre du présent article :

a) l'affaire résulte d'une demande d'admission faite aux termes du paragraphe (1) et il s'est écoulé cent vingt jours, ou le délai supérieur accepté par le demandeur, depuis la réception de la demande, sans qu'ait été établi le rapport ou le certificat respectivement visés aux paragraphes (9) ou (11);

b) l'affaire procède de sa propre initiative en application du paragraphe (2) et il s'est écoulé six mois depuis qu'elle s'en est saisie, sans qu'ait été établi un tel rapport ou certificat.

Dès lors, il ne peut plus être établi de rapport ou de certificat de ce genre.

(13) Where no report is made pursuant to subsection (9) and no certificate is given pursuant to subsection (11) in respect of a matter being considered by the Commission under this section,

(a) where the matter is being considered by virtue of an inquiry pursuant to subsection (1), within one hundred and twenty days, or such greater number of days as after the day on which the Commission received the inquiry, or

(b) where the matter is being considered on the initiative of the Commission pursuant to subsection (2), within six months after the day on which it undertook consideration of the matter,

the Commission shall not consider the matter further and no report shall be made by it pursuant to subsection (9) or certificate given by it pursuant to subsection (11) in respect of the matter.

Interpretation
of the
Commission

Interpretation
of the
Commission

13. (1) Sur demande écrite d'un ancien ministre ou secrétaire parlementaire, la Commission peut, par écrit, décaler à toute interdiction des articles 1 et 47 s'appliquant à ce dernier, ou la modifier, lorsqu'elle est d'avis que l'intérêt public serait mieux servi, en l'occurrence, par le fait de lui réserver certaines raisons d'emploi que par la mise en œuvre des interdictions en question.

13. (1) On application in writing by a person who was a Minister or Parliamentary Secretary, the Commission may, in writing, waive or vary any prohibition contained in section 47 in relation to that person, and any related prohibition contained in section 1, where in its opinion the public interest is better served by so doing, and, in all of the circumstances of the application, that public interest outweighs the public interest represented by the prohibition waived.

Interpretation
of the
Commission

Interpretation
of the
Commission

(2) La Commission peut imposer les conditions qu'elle juge indiquées à l'appui de toute dérogation ou modification décidée au titre du présent article.

(2) The Commission may impose such terms and conditions as it considers appropriate in respect of any waiver or variance under this section.

Interpretation
of the
Commission

Further information to member

(12) Where the Commission gives a copy of a certificate to a member pursuant to subsection (11), the Commission shall, on the request of the member, provide the member with such information and explanations in support of its conclusion referred to in that subsection as it considers appropriate in the circumstances, and the member may publish or otherwise deal with information and explanations so provided as the member sees fit.

Time limit on inquiries

(13) Where no report is made pursuant to subsection (9) and no certificate is given pursuant to subsection (11) in respect of a matter being considered by the Commission under this section,

(a) where the matter is being considered by virtue of an inquiry pursuant to subsection (1), within one hundred and twenty days, or such greater number of days as the inquiring person or body agrees to, after the day on which the Commission received the inquiry, or

(b) where the matter is being considered on the initiative of the Commission pursuant to subsection (2), within six months after the day on which it undertook consideration of the matter,

the Commission shall not consider the matter further and no report shall be made by it pursuant to subsection (9) or certificate given by it pursuant to subsection (11) in respect of the matter.

Waiver or variance of post-employment prohibitions

13. (1) On application in writing by a person who was a Minister or Parliamentary Secretary, the Commission may, in writing, waive or vary any prohibition contained in section 47 in relation to that person, and any related prohibition contained in section 7, where in its opinion the public interest in ensuring reasonable employment opportunities for former Ministers and Parliamentary Secretaries would be served by so doing and, in all of the circumstances of the application, that public interest outweighs the public interest represented by the prohibition waived.

Terms and conditions of waiver or variance

(2) The Commission may impose such terms and conditions as it considers appropriate in respect of any waiver or variance under this section.

(12) Sur demande du parlementaire, la Commission lui fournit, à l'appui des conclusions figurant dans le certificat, les renseignements et explications qu'elle juge indiqués dans les circonstances; le parlementaire peut dès lors en faire l'usage qu'il juge bon, et notamment les publier.

Renseignements supplémentaires

(13) La Commission classe, dans les cas suivants, toute affaire soumise à son étude au titre du présent article :

Délaï d'enquête

a) l'affaire résulte d'une demande d'enquête faite aux termes du paragraphe (1) et il s'est écoulé cent vingt jours, ou le délai supérieur accepté par le demandeur, depuis la réception de la demande, sans qu'ait été établi le rapport ou le certificat respectivement visés aux paragraphes (9) ou (11);

b) l'affaire procède de sa propre initiative en application du paragraphe (2) et il s'est écoulé six mois depuis qu'elle s'en est saisie, sans qu'ait été établi un tel rapport ou certificat.

Dès lors, il ne peut plus être établi de rapport ou de certificat de ce genre.

13. (1) Sur demande écrite d'un ancien ministre ou secrétaire parlementaire, la Commission peut, par écrit, déroger à toute interdiction des articles 7 et 47 s'appliquant à ce dernier, ou la modifier, lorsqu'elle est d'avis que l'intérêt public serait mieux servi, en l'occurrence, par le fait de lui assurer des chances raisonnables d'emploi que par la mise en œuvre des interdictions en question.

Dérogation

(2) La Commission peut imposer les conditions qu'elle juge indiquées à l'égard de toute dérogation ou modification décidée au titre du présent article.

Conditions de la dérogation

En conséquence, les amendements proposés en vertu de l'article 47 de la Loi sur l'accès à l'information

(3) Where an application in writing by a person who was a Member or Parliamentary Secretary, the Commission determines that the person is suffering hardship by reason of the application of section 47 and that a waiver or variance under this section would not be appropriate, the Commission may, but only if approved by Parliament for the purposes of this Act, provide that person with a monthly allowance, in a monthly amount determined by the Commission that does not exceed one sixth of any severance allowance payable to the member under section 70 of the Parliament of Canada Act, commencing on the day that is six months after the day on which that person ceased to be a member and continuing for a number of months, not exceeding six, determined by the Commission.

(3) La Commission peut, lorsqu'elle détermine, au demandeur visé d'un ancien député ou secrétaire parlementaire, que l'article 47 de la Loi sur l'accès à l'information lui occasionne une situation particulièrement difficile à laquelle un parlementaire conventionnel ne pourrait remédier, les dérogations ou modifications visées au présent article, lui accorder, sur les crédits alloués par le Parlement pour l'application de la présente loi, une indemnité mensuelle dont elle fixe le montant à compter, à compter du sixième de l'expiration de départ prévu à l'article 70 de la Loi sur le Parlement du Canada. Le cas échéant, le versement débute six mois après la cessation de fonctions de l'intéressé et se poursuit pendant la durée déterminée par la Commission, sous réserve de ne pas dépasser six mois.

Public register

(4) Prescribed information regarding a waiver, variance or allowance under this section shall be maintained by the Registrar in a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

(4) Le secrétaire conserve l'information réglementaire concernant les dérogations, les modifications et les indemnités de départ dans un registre ouvert au public pendant les heures normales fixées par règlement.

En conséquence de la Loi

(1) Where any provision of this Act other than subsection 9(3) requires anything to be done or to be caused to be done by a member forthwith or within a specified time, the Commission may, on request in writing by a member, extend the time so provided as it applies to that member in any particular case by such additional number of days as it considers to be reasonable and not inconsistent with the public interest.

(1) Lorsqu'une disposition de la présente loi, à l'exception du paragraphe 9(3), prévoit ou est réputée prévoir sans délai ou dans un délai précis une action de la part d'un parlementaire, la Commission peut, sur demande écrite de celui-ci, proroger ce délai du nombre de jours supplémentaires qu'elle juge raisonnable et compatible avec l'intérêt public.

Notice

(2) Notice of an extension of time under this section shall be given in writing to the member who requested the extension.

(2) Un avis écrit de la prorogation de délai est transmis au demandeur.

Costs

18. Where, on application of a member, the Commission determines that the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member has reasonably incurred costs

18. La Commission peut, sur les ordres émis par le Parlement pour l'application de la présente loi, rembourser le parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge de tous leurs frais — ou de la portion qu'elle juge raisonnable dans les circonstances — après qu'elle a, sur demande du parlementaire, déterminé qu'ils étaient raisonnablement encourus.

(a) in the preparation of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement reported by this Act to be filed,

(a) les frais à cet égard pour la tenue de la présente loi concernant les renseignements

Information de l'ancien député ou secrétaire parlementaire

Registre public

En conséquence de la Loi

Avis

Frais

Supplementary
severance
allowance in
certain cases

(3) Where, on application in writing by a person who was a Minister or Parliamentary Secretary, the Commission determines that the person is suffering hardship by reason of the application of section 47 and that a waiver or variance under this section would not be appropriate, the Commission may, out of funds appropriated by Parliament for the purposes of this Act, provide that person with a monthly allowance, in a monthly amount determined by the Commission that does not exceed one sixth of any severance allowance payable to the member under section 70 of the *Parliament of Canada Act*, commencing on the day that is six months after the day on which that person ceased to be a member and continuing for a number of months, not exceeding six, determined by the Commission.

Public register

(4) Prescribed information regarding a waiver, variance or allowance under this section shall be maintained by the Registrar on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

Extension of
time

14. (1) Where any provision of this Act other than subsection 9(3) requires anything to be done or to be caused to be done by a member forthwith or within a specified time, the Commission may, on request in writing by a member, extend the time so provided as it applies to that member in any particular case by such additional number of days as it considers to be reasonable and not inconsistent with the public interest.

Notice

(2) Notice of an extension of time under this section shall be given in writing to the member who requested the extension.

Costs

15. Where, on application of a member, the Commission determines that the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member has reasonably incurred costs

(a) in the preparation of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement required by this Act to be filed,

Indemnités de
départ
supplémentaires

(3) La Commission peut, lorsqu'elle détermine, sur demande écrite d'un ancien ministre ou secrétaire parlementaire, que l'article 47 le met dans une situation particulièrement difficile à laquelle ne pourraient convenablement remédier les dérogations ou modifications visées au présent article, lui accorder, sur les crédits affectés par le Parlement pour l'application de la présente loi, une indemnité mensuelle dont elle fixe le montant à concurrence du sixième de l'indemnité de départ prévue à l'article 70 de la *Loi sur le Parlement du Canada*. Le cas échéant, le versement débute six mois après la cessation de fonctions de l'intéressé et se poursuit pendant la durée déterminée par la Commission, sous réserve de ne pas dépasser six mois.

Registre public

(4) Le secrétaire consigne l'information réglementaire concernant les dérogations, les modifications et les indemnités de départ dans un registre ouvert au public pendant les heures normales fixées par règlement.

Prorogation de
délai

14. (1) Lorsqu'une disposition de la présente loi, à l'exception du paragraphe 9(3), prévoit ou est réputée prévoir sans délai ou dans un délai précis une action de la part d'un parlementaire, la Commission peut, sur demande écrite de celui-ci, proroger ce délai du nombre de jours supplémentaires qu'elle juge raisonnable et compatible avec l'intérêt public.

Avis

(2) Un avis écrit de la prorogation de délai est transmis au demandeur.

Frais

15. La Commission peut, sur les crédits affectés par le Parlement pour l'application de la présente loi, rembourser le parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge de tous leurs frais — ou de la portion qu'elle juge raisonnable dans les circonstances — après qu'elle a, sur demande du parlementaire, déterminé qu'ils étaient entraînés par :

a) les états à produire sous le régime de la présente loi concernant les renseignements

personnels, les changements importants, les modifications et la révision des renseignements personnels;

(b) l'admission de la notification donnée par elle sans le régime du paragraphe 10(1) ou l'obtention du certificat de conformité d'un paragraphe 10(2);

(c) la mise d'avis à l'ordre de tout affichage sous le régime de l'article 13.

(b) in complying with advice given by the Commission pursuant to subsection 10(1) or in obtaining a certificate of compliance pursuant to subsection 10(2); or

(c) in responding to the consideration of any matter under section 13.

The Commission may, out of funds appropriated by Parliament for the purpose of this Act, reimburse the member, spouse or dependent for all or such portion of those costs as the Commission determines to be responsible in the circumstances.

Procédure

Legal Proceedings

16. (1) Les commissaires ne peuvent être poursuivis pour les actes exercés dans le cadre de leur compétence sans le régime de la présente loi en ce qui concerne la tenue du certificat de conformité visé à l'article 10, la communication des avis mentionnés à l'article 11 ou l'étude d'une affaire dans le cadre de l'article 13, à moins que la rédaction du rapport prévu au paragraphe 13(4)

16. (1) No action lies against any member of the Commission in respect of a certificate given under section 10, an opinion given under section 11, the consideration of any matter under section 13 or any report made under subsection 13(4), to the extent that the Commission has acted within its authority under this Act.

(2) Ni les commissaires ni le personnel de la Commission ne peuvent être habilités ou contraints à témoigner dans une poursuite liée aux actes visés au paragraphe (1), sauf s'il s'agit de déterminer si la Commission a agi dans le cadre de sa compétence sous le régime de la présente loi.

(2) No member of the Commission or officer or employee of the Commission is a competent or compellable witness in any proceeding arising out of or in relation to a certificate given under section 10, an opinion given under section 11, the consideration of any matter under section 13 or any report made under subsection 13(4), except in relation to a question as to whether the Commission acted within its authority under this Act.

Rémunération et conditions d'exercice

Remuneration and Terms of Employment

17. (1) Seul le juge en chef du Tribunal de la Cour fédérale a le droit de juger le salaire d'un juge de la Cour fédérale, autre que le juge en chef adjoint.

17. (1) Except in the case of a Chief Commissioner who is in receipt of a salary under the Judges Act, the Chief Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court.

(2) À l'exclusion de ceux qui reçoivent un traitement au titre de la Loi sur les juges, les commissaires nommés à temps ou à temps partiel ne sont pas habilités à recevoir une rémunération en tant que fonctionnaires fédéraux.

(2) Except in the case of a member of the Commission who is in receipt of a salary under the Judges Act, any member of the Commission who is appointed as a full-time basis shall be paid a salary to be fixed by

Commissioner
Member of the Commission
Judge of the Federal Court
Judge of the Federal Court
Judge of the Federal Court

Member of the Commission
Judge of the Federal Court
Judge of the Federal Court
Judge of the Federal Court
Judge of the Federal Court

(b) in complying with advice given by the Commission pursuant to subsection 10(1), or in obtaining a certificate of compliance pursuant to subsection 10(3), or

(c) in responding to the consideration of any matter under section 12,

the Commission may, out of funds appropriated by Parliament for the purposes of this Act, reimburse the member, spouse or dependant for all or such portion of those costs as the Commission determines to be reasonable in the circumstances.

Legal Proceedings

No action lies

16. (1) No action lies against any member of the Commission in respect of a certificate given under section 10, an opinion given under section 11, the consideration of any matter under section 12 or any report made under subsection 12(9), to the extent that the Commission has acted within its authority under this Act.

Member of Commission, etc., not competent or compellable

(2) No member of the Commission or officer or employee of the Commission is a competent or compellable witness in any proceeding arising out of or in relation to a certificate given under section 10, an opinion given under section 11, the consideration of any matter under section 12 or any report made under subsection 12(9), except in relation to a question as to whether the Commission acted within its authority under this Act.

Remuneration and Terms of Employment

Remuneration of Chief Commissioner

17. (1) Except in the case of a Chief Commissioner who is in receipt of a salary under the Judges Act, the Chief Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court.

Salary and remuneration of other Commissioners

(2) Except in the case of a member of the Commission who is in receipt of a salary under the Judges Act, any member of the Commission, other than the Chief Commissioner, who is appointed on a full-time basis is entitled to be paid a salary to be fixed by

personnels, les changements importants, les modifications et la révision des renseignements personnels;

b) l'observation de la notification donnée par elle sous le régime du paragraphe 10(1) ou l'obtention du certificat de conformité visé au paragraphe 10(3);

c) la suite donnée à l'étude de toute affaire sous le régime de l'article 12.

Procédures

16. (1) Les commissaires ne peuvent être poursuivis pour les actes accomplis dans le cadre de leur compétence sous le régime de la présente loi en ce qui concerne la remise du certificat de conformité visé à l'article 10, la communication des avis mentionnés à l'article 11 ou l'étude d'une affaire dans le cadre de l'article 12, y compris la rédaction du rapport prévu au paragraphe 12(9).

(2) Ni les commissaires ni le personnel de la Commission ne peuvent être habilités ou contraints à témoigner dans une poursuite liée aux actes visés au paragraphe (1), sauf s'il s'agit de déterminer si la Commission a agi dans le cadre de sa compétence sous le régime de la présente loi.

Immunité

Capacité de témoigner

Rémunération et conditions d'exercice

17. (1) Sauf s'il reçoit un traitement au titre de la Loi sur les juges, le président touche un traitement égal à celui d'un juge de la Cour fédérale, autre que le juge en chef ou le juge en chef adjoint.

Traitement du président

(2) À l'exclusion de ceux qui reçoivent un traitement au titre de la Loi sur les juges, les commissaires nommés à temps plein touchent le traitement que fixe le gouverneur en conseil; les commissaires nommés à temps partiel touchent la rémunération prévue par

Traitements et rémunération des autres commissaires

législation administrative de la Commission pour leur présence aux réunions de celle-ci.

the Governor in Council, and a member of the Commission appointed on a part-time basis may be paid such remuneration for attendance at meetings of the Commission as is prescribed by law of the Commission.

(3) Les commissaires à temps partiel reçoivent la rémunération supplémentaire prévue par règlement administratif de la Commission lorsqu'ils accomplissent une mission extraordinaire pour le compte de celle-ci avec l'autorisation du président.

(3) A part-time member of the Commission may, for any period during which that member, with the approval of the Chief Commissioner, performs any duties and functions additional to that member's normal duties and functions on behalf of the Commission, be paid such additional remuneration as is prescribed by law of the Commission.

(4) Les commissaires sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice des fonctions prévues par la présente loi conformément au règlement administratif de la Commission.

(4) Each member of the Commission is entitled to be paid such travel and living expenses incurred by the member in the performance of duties and functions under this Act as are prescribed by law of the Commission.

(5) Le gouverneur en conseil fixe par décret les autres conditions d'exercice du mandat des commissaires.

(5) All other terms and conditions of appointment of members of the Commission shall be fixed from time to time by order of the Governor in Council.

Dirigeants et personnel

Officers and Staff

18. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il assure la direction, contrôle la gestion de son personnel et préside ses réunions.

18. (1) The Chief Commissioner is the chief executive officer of the Commission and has supervision over and direction of the Commission and its staff and shall preside at meetings of the Commission.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est exercée par le commissaire choisi conformément au règlement administratif de la Commission, qui est alors investi des pouvoirs et fonctions du président.

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chief Commissioner or if that office is vacant, a member of the Commission designated in accordance with the by-laws of the Commission has and may exercise or perform all the powers, duties and functions of the Chief Commissioner.

19. (1) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, la Commission nomme un secrétaire qui est également un des dirigeants.

19. (1) The Commission, with the approval of the Governor in Council, shall appoint a Registrar of Interests who shall be an officer of the Commission.

(2) Le secrétaire occupe son poste à titre provisoire; la Commission ne peut toutefois le révoquer qu'avec l'agrément du gouverneur en conseil.

(2) The Registrar holds office during the pleasure of the Commission but may be removed by the Commission only with the approval of the Governor in Council.

Administrative provisions

Indemnity of members

Other conditions

President

Absence or incapacity

Registrar

Registrar

Administrative provisions

Travel and living expenses

Other conditions

Chief Commissioner

Absence or incapacity

Registrar of Interests

Registrar

the Governor in Council, and a member of the Commission appointed on a part-time basis may be paid such remuneration for attendance at meetings of the Commission as is prescribed by by-law of the Commission.

règlement administratif de la Commission pour leur présence aux réunions de celle-ci.

Additional remuneration

(3) A part-time member of the Commission may, for any period during which that member, with the approval of the Chief Commissioner, performs any duties and functions additional to that member's normal duties and functions on behalf of the Commission, be paid such additional remuneration as is prescribed by by-law of the Commission.

(3) Les commissaires à temps partiel reçoivent la rémunération supplémentaire prévue par règlement administratif de la Commission lorsqu'ils accomplissent une mission extraordinaire pour le compte de celle-ci avec l'autorisation du président.

Rémunération supplémentaire

Travel and living expenses

(4) Each member of the Commission is entitled to be paid such travel and living expenses incurred by the member in the performance of duties and functions under this Act as are prescribed by by-law of the Commission.

(4) Les commissaires sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice des fonctions prévues par la présente loi conformément au règlement administratif de la Commission.

Indemnités de déplacement

Other conditions

(5) All other terms and conditions of appointment of members of the Commission shall be fixed from time to time by order of the Governor in Council.

(5) Le gouverneur en conseil fixe par décret les autres conditions d'exercice du mandat des commissaires.

Autres conditions d'exercice

Officers and Staff

Dirigeants et personnel

Chief Commissioner

18. (1) The Chief Commissioner is the chief executive officer of the Commission and has supervision over and direction of the Commission and its staff and shall preside at meetings of the Commission.

18. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction, contrôle la gestion de son personnel et préside ses réunions.

Président

Absence or incapacity

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chief Commissioner or if that office is vacant, a member of the Commission designated in accordance with the by-laws of the Commission has and may exercise or perform all the powers, duties and functions of the Chief Commissioner.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est exercée par le commissaire choisi conformément au règlement administratif de la Commission, qui est alors investi des pouvoirs et fonctions du président.

Absence ou empêchement

Registrar of Interests

19. (1) The Commission, with the approval of the Governor in Council, shall appoint a Registrar of Interests who shall be an officer of the Commission.

19. (1) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, la Commission nomme un secrétaire, qui en est également un des dirigeants.

Secrétaire

Tenure

(2) The Registrar holds office during pleasure of the Commission but may be removed by the Commission only with the approval of the Governor in Council.

(2) Le secrétaire occupe son poste à titre amovible; la Commission ne peut toutefois le révoquer qu'avec l'agrément du gouverneur en conseil.

Occupation du poste

Tribunal	(3) Le registre tenu le traitement des par régime administratif.	(2) The Register is entitled to be paid a salary prescribed by law of the Commission.	Salary
Autres dispositions	(4) La Commission des autres conditions de son régime de service.	(4) All other terms and conditions of employment of the Registrar shall be fixed by the Commission.	Other provisions
29	20. (1) Un ou deux autres personnes que le personnel adhérent à l'exécution des travaux de la Commission sont nommés conformément à la loi par le conseil dans la fonction publique.	20. (1) Not more than two Deputy Registrars of Registrars and such other officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission shall be appointed in accordance with the Public Service Employment Act.	29
10	(2) La Commission peut exercer, selon les modalités et les conditions prévues par la Commission de la fonction publique, les pouvoirs et fonctions attribués à celui-ci par la loi sur l'emploi dans la fonction publique, tant en ce qui touche les appels visés aux articles 21 et 22 de cette loi et les appels prévus à l'article 34 de la même loi.	(2) The Commission may exercise and perform, in such manner and subject to such terms and conditions as the Public Service Commission director, the powers, duties and functions of the Public Service Commission under the Public Service Employment Act, other than the powers, duties and functions of the Commission in relation to appeals under sections 21 and 22 of that Act and inquiries under section 34 of that Act.	10
20	(3) La Commission peut suspendre de ses fonctions toute personne employée sous le régime de l'article 22.	(3) The Commission may suspend from the performance of duty any person employed as provided in this section.	20
30	(4) La Commission peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts compétents dans les domaines relevant de son champ d'activité et leur verser à cette occasion la rémunération et les indemnités fixées par régime administratif.	(4) The Commission may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commission to advise and assist the Commission in the exercise or performance of its powers, duties and functions under the Act, and those persons may be paid such remuneration and expenses as are prescribed by law of the Commission.	30
30	(5) Dans l'exercice des attributions mentionnées aux paragraphes (2) et (3) et à l'article 21, la Commission fait usage, en tant que de besoin, des installations et services de la Commission de la fonction publique et du secrétaire du Conseil de Trésor.	(5) In the exercise and performance of the powers, duties and functions referred to in subsections (2) and (3) and in section 21, the Commission shall, in all cases where it considers it to be appropriate to do so, make use of the services and facilities of the Public Service Commission and the Secretariat of the Treasury Board.	30
32	(1) À l'égard de son personnel la Commission est habilitée à exercer les pouvoirs et fonctions attribués au Conseil de Trésor par la loi sur la gestion des finances publiques en matière de gestion du personnel.	(1) In respect of persons employed in the office of the Commission, the Commission is authorized to exercise the powers and perform the duties and functions of the Treasury Board under the Financial Administration Act.	32

Salary	(3) The Registrar is entitled to be paid a salary prescribed by by-law of the Commission.	(3) Le secrétaire reçoit le traitement fixé par règlement administratif.	Traitement
Other conditions	(4) All other terms and conditions of employment of the Registrar shall be fixed by the Commission.	(4) La Commission fixe les autres conditions d'emploi du secrétaire.	Autres conditions d'emploi
Staff	20. (1) Not more than two Deputy Registrars of Interests and such other officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	20. (1) Un ou deux sous-secrétaires ainsi que le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission sont nommés conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	5 Personnel
Delegation to Commission	(2) The Commission may exercise and perform, in such manner and subject to such terms and conditions as the Public Service Commission directs, the powers, duties and functions of the Public Service Commission under the <i>Public Service Employment Act</i> , other than the powers, duties and functions of the Commission in relation to appeals under sections 21 and 31 of that Act and inquiries under section 34 of that Act.	(2) La Commission peut exercer, selon les modalités et les conditions prévues par la Commission de la fonction publique, les pouvoirs et fonctions attribués à celle-ci par la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> , sauf en ce qui touche les appels visés aux articles 21 et 31 de cette loi et les enquêtes prévues à l'article 34 de la même loi.	10 Délégation de pouvoirs
Suspension	(3) The Commission may suspend from the performance of duty any person employed as provided in this section.	(3) La Commission peut suspendre de ses fonctions toute personne employée sous le régime du présent article.	Suspension 20
Contractual assistance	(4) The Commission may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commission to advise and assist the Commission in the exercise or performance of its powers, duties and functions under this Act, and those persons may be paid such remuneration and expenses as are prescribed by by-law of the Commission.	(4) La Commission peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts compétents dans les domaines relevant de son champ d'activité et leur verser à cette occasion la rémunération et les indemnités fixées par règlement administratif.	Assistance contractuelle 25
Use of services and facilities	(5) In the exercise and performance of the powers, duties and functions referred to in subsections (2) and (3) and in section 21, the Commission shall, in all cases where it considers it to be appropriate to do so, make use of the services and facilities of the Public Service Commission and the Secretariat of the Treasury Board.	(5) Dans l'exercice des attributions mentionnées aux paragraphes (2) et (3) et à l'article 21, la Commission fait usage, en tant que de besoin, des installations et services de la Commission de la fonction publique et du secrétariat du Conseil du Trésor.	Usage des services 30
Responsibility for personnel management	21. (1) In respect of persons employed in the office of the Commission, the Commission is authorized to exercise the powers and perform the duties and functions of the Treasury Board under the <i>Financial Administra-</i>	21. (1) À l'égard de son personnel, la Commission est habilitée à exercer les pouvoirs et fonctions attribués au Conseil du Trésor par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> en matière de gestion du person-	Gestion du personnel 35

nel, notamment pour la détermination des conditions d'emploi et les relations entre employeurs et employés.

tion that relate to personnel management, including the determination of terms and conditions of employment and the responsibility for employer and employee relations.

(2) Les normes de classification du personnel de la Commission peuvent être établies de manière à être conformes aux classifications des autres services pour les besoins de son service.

(2) Classification standards may be prepared for persons employed in the office of the Commission to conform with the classifications that the Commission recognizes for the purposes of that office.

(3) Les normes de classification visées au paragraphe (2) doivent être dans les cas où la Commission le juge indiqué, conformes aux normes équivariantes en usage dans l'administration publique fédérale.

(3) Classification standards prepared under subsection (2) shall, in all cases where the Commission considers it appropriate, conform to equivalent standards for persons employed in the public service of Canada.

22. Les commissaires et les membres du personnel de la Commission appelés à recevoir ou à obtenir des renseignements concernant les intérêts privés et les biens d'un parlementaire au titre de la présente loi doivent, quant à l'accès à ces renseignements et à leur utilisation, respecter les normes de sécurité applicables et protéger les renseignements à leurs usages habituels.

22. Every member of the Commission and every person employed by the Commission who is required to receive or obtain information relating to the personal interests and property of members under this Act shall, with respect to access to and the use of that information, comply with any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, individuals who normally have access to and use of that information.

23. Sauf dérogation contraire du gouvernement en conseil ou sauf s'ils reçoivent un traitement au titre de la loi sur les juges, les commissaires à temps plein, ainsi que le secrétaire et le personnel nommé conformément au paragraphe 20(1), sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la loi sur la pension de la fonction publique et être des personnes employées dans l'administration publique fédérale pour l'application de la loi sur l'indemnisation des agents de l'État et des règlements d'application de l'article 9 de la loi sur 40 l'arbitrage.

23. Except in the case of a member of the Commission in receipt of a salary under the Judges Act, or in the case of any other member of the Commission where the Government in Council otherwise directs, any full-time member of the Commission, the Registrar and the persons appointed pursuant to subsection 20(1) shall be deemed to be persons employed in the Public Service for the purposes of the Public Service Superannuation Act and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the Government Employees Compensation Act and any regulations made under section 9 of 40 the Arbitration Act.

24. Le siège de la Commission est situé dans la région de la capitale nationale d'après l'annexe de la loi sur la capitale nationale.

24. The office of the Commission shall be in the National Capital Region described in the schedule to the National Capital Act.

tion Act that relate to personnel management, including the determination of terms and conditions of employment and the responsibility for employer and employee relations.

nel, notamment pour la détermination des conditions d'emploi et les relations entre employeur et employés.

Classification standards

(2) Classification standards may be prepared for persons employed in the office of the Commission to conform with the classifications that the Commission recognizes for the purposes of that office.

(2) Les normes de classification du personnel de la Commission peuvent être établies de manière à être conformes aux classifications que celle-ci reconnaît pour les besoins de son service.

Normes de classification

Idem

(3) Classification standards prepared under subsection (2) shall, in all cases where the Commission considers it appropriate, conform to equivalent standards for persons employed in the public service of Canada.

(3) Les normes de classification visées au paragraphe (2) doivent être, dans tous les cas où la Commission le juge indiqué, conformes aux normes équivalentes en usage dans l'administration publique fédérale.

Idem

Compliance with security requirements

22. Every member of the Commission and every person employed by the Commission who is required to receive or obtain information relating to the personal interests and property of members under this Act shall, with respect to access to and the use of that information, comply with any security requirements applicable to, and take any oath of secrecy required to be taken by, individuals who normally have access to and use of that information.

22. Les commissaires et les membres du personnel de la Commission appelés à recevoir ou à obtenir des renseignements concernant les intérêts privés et les biens d'un parlementaire au titre de la présente loi doivent, quant à l'accès à ces renseignements et à leur utilisation, respecter les normes de sécurité applicables et prêter les serments imposés à leurs usagers habituels.

Respect des normes de sécurité

Superannuation, etc.

23. Except in the case of a member of the Commission in receipt of a salary under the *Judges Act*, or in the case of any other member of the Commission where the Governor in Council otherwise directs, any full-time member of the Commission, the Registrar and the persons appointed pursuant to subsection 20(1) shall be deemed to be persons employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

23. Sauf décision contraire du gouverneur en conseil ou sauf s'ils reçoivent un traitement au titre de la *Loi sur les juges*, les commissaires à temps plein, ainsi que le secrétaire et le personnel nommé conformément au paragraphe 20(1), sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et être des personnes employées dans l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements d'application de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Pension

Office

Siège

Office

24. The office of the Commission shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

24. Le siège de la Commission est situé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège

By-law

25. (1) The Commission may make by-laws for the conduct of its affairs and without limiting the generality of the foregoing may make by-laws

(a) respecting the calling of meetings of the Commission;

(b) respecting the conduct of business of the Commission;

(c) prescribing the salary to be paid to the Registrar;

(d) prescribing the rates of remuneration to be paid to any part-time member of the Commission and any person engaged under subsection 20(4); and

(e) prescribing reasonable rates of travel and living expenses to be paid to members of the Commission and any person engaged under subsection 20(4).

(2) No by-law made under paragraph (1)(c), (d) or (e) has effect unless it is approved by the Treasury Board.

Treasury Board approval

Règlement administratif

25. (1) La Commission peut par règlement administratif régler son activité et notamment, prévoir :

(a) les conventions de ses réunions;

(b) le déroulement de ses travaux;

(c) le traitement à verser au secrétaire;

(d) la rétribution des commissaires à temps partiel et des personnes visées au paragraphe 20(4);

(e) le barème de frais de déplacement et de séjour payables aux commissaires et aux personnes visées au paragraphe 20(4).

(2) Les règlements administratifs pris sous le régime des alinéas (1)c), (d) ou (e) par le Conseil du Trésor n'ont pas été approuvés.

Administrative regulation

2 -

Duties of Registrar

26. The Registrar shall

(a) establish and maintain registers required as a consequence of the disclosure requirements set out in this Act and

(b) perform such other duties as are prescribed by this Act or as the Commission may assign to the Registrar.

Duties

Obligations du secrétaire

26. Le secrétaire doit établir et tenir les registres imposés par les exigences énoncées dans la présente loi en matière de communication des renseignements et le secrétaire exerce en outre toutes les autres fonctions prévues par la présente loi ou assignées par la Commission.

Obligations

Disclosure

27. (1) Every member shall, within sixty days after notice of the member's election is given in the Canada Gazette or after the member is summoned or appointed, file with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and setting out in the manner prescribed

(a) the description and value or amount of all of the assets, liabilities and financial interests of the member;

(b) a statement of the member's income and of the source thereof;

(c) a statement setting any positions the member holds or held or activities in

Disclosure by member

Communication de renseignements

27. (1) Dans les soixante jours qui suivent l'annonce de son élection dans la Gazette du Canada ou qui suivent sa nomination, le parlementaire déposera auprès du secrétaire un état des renseignements personnels en la forme réglementaire compétente.

(a) la description et le montant de ses biens, de ses dettes et de ses intérêts financiers;

(b) des renseignements sur l'état et la source de son revenu;

(c) la liste de tous les postes qu'il occupe et de toutes les activités qu'il exerce, ainsi

But des renseignements

2 -

By-laws

By-laws

25. (1) The Commission may make by-laws for the conduct of its affairs and, without limiting the generality of the foregoing, may make by-laws

- (a) respecting the calling of meetings of the Commission; 5
- (b) respecting the conduct of business of the Commission;
- (c) prescribing the salary to be paid to the Registrar; 10
- (d) prescribing the rates of remuneration to be paid to any part-time member of the Commission and any person engaged under subsection 20(4); and
- (e) prescribing reasonable rates of travel 15 and living expenses to be paid to members of the Commission and any person engaged under subsection 20(4).

Treasury Board approval

(2) No by-law made under paragraph (1)(c), (d) or (e) has effect unless it is 20 approved by the Treasury Board.

Duties of Registrar

Duties

26. The Registrar shall

- (a) establish and maintain registers required as a consequence of the disclosure requirements set out in this Act; and 25
- (b) perform such other duties as are prescribed by this Act or as the Commission may assign to the Registrar.

Disclosure

Disclosure by member

27. (1) Every member shall, within sixty 30 days after notice of the member's election is given in the *Canada Gazette* or after the member is summoned or appointed, file with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and setting out in the manner prescribed

- (a) the description and value or amount of all of the assets, liabilities and financial interests of the member; 35
- (b) a statement of the member's income and of the source thereof; 40
- (c) a statement listing any positions the member holds or held, or activities in

Règlements administratifs

Règlements administratifs

25. (1) La Commission peut, par règlement administratif, régir son activité et, notamment, prévoir :

- a) la convocation de ses réunions; 5
- b) le déroulement de ses travaux; 5
- c) le traitement à verser au secrétaire;
- d) la rémunération des commissaires à temps partiel et des personnes visées au paragraphe 20(4);
- e) le barème de frais de déplacement et de 10 séjour payables aux commissaires et aux personnes visées au paragraphe 20(4).

(2) Les règlements administratifs pris sous le régime des alinéas (1)c), d) ou e) sont inopérants tant qu'ils n'ont pas été 15 approuvés par le Conseil du Trésor.

Approbation du Conseil du Trésor

Obligations du secrétaire

Obligations

26. Le secrétaire doit établir et tenir les registres imposés par les exigences énoncées dans la présente loi en matière de communication de renseignements et de déclaration; 20 il exerce en outre toutes les autres fonctions prévues par la présente loi ou assignées par la Commission.

Communication de renseignements

État des renseignements personnels

27. (1) Dans les soixante jours qui suivent 25 l'annonce de son élection dans la *Gazette du Canada* ou qui suivent sa nomination, le parlementaire dépose auprès du secrétaire un état des renseignements personnels en la forme réglementaire comportant :

- a) la description et le montant de ses 30 biens, de ses dettes et de ses intérêts financiers;
- b) des précisions sur l'état et la source de son revenu;
- c) la liste de tous les postes qu'il occupe et 35 de toutes les activités qu'il exerce, ainsi

<p>4) les autres renseignements réglementaires</p> <p>que de ceux en vertu desquels on est inscrit dans les données précédentes;</p>	<p>(4) such other information as may be prescribed</p> <p>which the member is or was engaged in the preceding twelve-month period; and</p>
<p>5) Dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire, le présent article ainsi que les articles 28 à 31 s'appliquent comme si l'annonce de son élection avait été publiée dans la Gazette du Canada le jour de sa nomination à cette charge.</p>	<p>(5) This section and sections 28 to 31 apply to a Minister or Parliamentary Secretary as if notice of that person's election had been given in the Canada Gazette on the day of appointment to that office.</p>
<p>6) Il est précisé, pour plus de sûreté, qu'il n'y a pas conflit d'intérêt, ni obligation de rendre compte aux citoyens de la manière dont on a agi, que des avantages liés à l'exercice de la charge proviennent :</p>	<p>(6) For greater certainty, no conflict of interest arises, and no obligation to report under this or any other section of the Act arises, by reason only that</p>
<p>a) soit d'une association ou d'un organisme formé de membres d'un parti enregistré dans une circonscription électorale, au sens de la Loi électorale du Canada, dans le cas d'un parlementaire représentant cette circonscription;</p> <p>b) soit d'un parti enregistré, au sens de la Loi électorale du Canada, dans le cas du chef de ce parti.</p>	<p>(a) an association or organization of the members of a registered party within an electoral district, within the meaning of these terms for the purposes of the Canada Election Act, provides any benefit to or for the benefit of a member who represents that electoral district, related to the conduct of the member's responsibilities as such or</p> <p>(b) a registered party, within the meaning of that term for the purposes of the Canada Election Act, provides any benefit to or for the benefit of a member who is the leader of that party, related to the conduct of the member's responsibilities as such</p>
<p>28. Le parlementaire notified au registre tout changement important apporté à son état des renseignements personnels déposés en application de l'article 27 dans les trente jours qui suivent la modification.</p>	<p>28. Any material change to information reported by a member in a personal information statement filed pursuant to section 27 shall be reported in writing to the Registrar by the member not more than thirty days after the change occurs.</p>
<p>29. Dans les soixante jours suivant l'annulation de son dépôt de ses renseignements personnels, ou dans le délai qui sera déterminé par règlement à l'égard de la catégorie de parlementaires dont il relève, soit lié dans un rapport ou est adressé par la Commission, le parlementaire déposera auprès du secrétaire en la forme réglementaire, un état des modifications apportées à l'état original ou l'état révisé des renseignements personnels.</p>	<p>29. Each member shall, within sixty days after each anniversary of the filing of the member's personal information statement, or at such other time as is prescribed in respect of any class of members that includes the member or as are fixed in a notice given in writing by the Commission to the member, file with the Registrar a statement of amendments to the member's personal information statement in the form prescribed or where the amendments are extensive, a revised personal information statement.</p>
<p>30. Dans les soixante jours suivant l'annulation de son dépôt de ses renseignements personnels, ou dans le délai qui sera déterminé par règlement à l'égard de la catégorie de parlementaires dont il relève, soit lié dans un rapport ou est adressé par la Commission, le parlementaire déposera auprès du secrétaire en la forme réglementaire, un état des modifications apportées à l'état original ou l'état révisé des renseignements personnels.</p>	<p>30. Any material change to information reported by a member in a personal information statement filed pursuant to section 27 shall be reported in writing to the Registrar by the member not more than thirty days after the change occurs.</p>

which the member is or was engaged, in the preceding twelve-month period; and (d) such other information as may be prescribed.

que de ceux ou celles qu'il a occupés ou exercées dans les douze mois précédents; d) les autres renseignements réglementaires.

Disclosure by Minister, etc.

(2) This section and sections 28 to 31 apply to a Minister or Parliamentary Secretary as if notice of that person's election had been given in the *Canada Gazette* on the day of appointment to that office.

(2) Dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire, le présent article ainsi que les articles 28 à 31 s'appliquent comme si l'annonce de son élection avait été publiée dans la *Gazette du Canada* le jour de sa nomination à cette charge.

5 Application

Provision of benefit by political party

(3) For greater certainty, no conflict of interests arises, and no obligation to report under this or any other section of this Act arises, by reason only that

(3) Il est précisé, pour plus de sûreté, qu'il n'y a pas conflit d'intérêts, ni obligation de rendre compte aux termes de la présente loi, du seul fait que des avantages liés à l'exercice de la charge proviennent :

10 Cas particulier

(a) an association or organization of the members of a registered party within an electoral district, within the meaning of those terms for the purposes of the *Canada Elections Act*, provides any benefit to or for the benefit of a member who represents that electoral district, related to the conduct of the member's responsibilities as such; or

a) soit d'une association ou d'un organisme formé de membres d'un parti enregistré dans une circonscription électorale, au sens de la *Loi électorale du Canada*, dans le cas d'un parlementaire représentant cette circonscription;

15

(b) a registered party, within the meaning of that term for the purposes of the *Canada Elections Act*, provides any benefit to or for the benefit of a member who is the leader of that party, related to the conduct of the member's responsibilities as such.

b) soit d'un parti enregistré, au sens de la *Loi électorale du Canada*, dans le cas du chef de ce parti.

20

Material change

28. Any material change to information reported by a member in a personal information statement filed pursuant to section 27 shall be reported in writing to the Registrar by the member not more than thirty days after the change occurs.

28. Le parlementaire notifie au secrétaire tout changement important apporté à son état des renseignements personnels déposé en application de l'article 27 dans les trente jours qui suivent la modification.

25 Changement important

Periodic review

29. Each member shall, within sixty days after each anniversary of the filing of the member's personal information statement, or at such other times as are prescribed in respect of any class of members that includes the member or as are fixed in a notice given in writing by the Commission to the member, file with the Registrar a statement of amendments to the member's personal information statement, in the form prescribed or, where the amendments are extensive, a revised personal information statement.

29. Dans les soixante jours suivant l'anniversaire du dépôt de son état des renseignements personnels, ou dans le délai soit prévu par règlement à l'égard de la catégorie de parlementaires dont il relève, soit fixé dans un avis qui lui est adressé par la Commission, le parlementaire dépose auprès du secrétaire, en la forme réglementaire, un état des modifications apportées à l'état original ou, lorsque les modifications sont appréciables, un état révisé des renseignements personnels.

30 Révision annuelle

30. Tous les documents mentionnés aux articles 27 à 29 sont conservés par le secrétaire dans un registre confidentiel.

30. Each personal information statement, report of material change, statement of interest information statement or revised personal information statement shall be maintained by the Registrar on a confidential register.

31. (1) Dans les meilleurs délais suivant la réception de l'un quelconque des déclarations mentionnées aux articles 27 à 29, le secrétaire établit, conjointement avec le parlementaire et en tenant compte tant de l'intérêt public que présente la communication des divers renseignements que de leur caractère de nature de préserver sa vie privée à l'égard de ses affaires personnelles, une déclaration publique présentant, en la forme résumée, un résumé des renseignements contenues dans le document et fixé par règlement.

31. (1) The Registrar shall, as soon as is reasonably practicable after receipt of a personal information statement, report of material change, statement of interest information statement or revised personal information statement of a member, in conjunction with the member, and taking into account both the public interest in disclosure and the interest in maintaining reasonable privacy with respect to the affairs of members, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner a summary of such of the information contained in the personal information statement, report of material change, statement of interest information statement or revised personal information statement as is prescribed.

32. En cas de désaccord entre un parlementaire et le secrétaire sur la forme ou le contenu de la déclaration publique, le ministre est soumis à la Commission dans la décision, après consultation du parlementaire, est obligatoire.

32. Where the Registrar and a member fail to agree on the form or content of a public declaration in respect of the member, the issue in dispute shall be referred to the Commission and the decision of the Commission, following consultation by the Registrar with the member, is binding on the Registrar and the member.

33. La déclaration publique est conservée par le secrétaire dans un registre ouvert au public pendant les heures normales d'office par règlement.

33. Each public declaration prepared in accordance with this section shall be maintained by the Registrar on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

34. (1) Dans les soixante jours qui suivent l'annonce de son élection dans la Gazette du Canada ou qui suivent sa nomination au parlementaire déposé après du secrétaire au moins renseignements personnels en la forme résumée mentionnés aux articles 27(1) à (4), en ce qui concerne son conjoint ou les personnes à leur charge et dans la mesure où leurs biens, dettes et intérêts financiers, à une part, et leurs postes et activités, à une part, relèvent d'une catégorie dans laquelle il y a une communication.

34. (1) Every member shall, within sixty days after notice of the member's election is given in the Gazette or after the member is announced as appointed, file or cause to be filed with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and such information mentioned in paragraphs 27(1)(a) to (4) concerning the member's spouse and dependants in relation to the member to the extent that their interests, financial interests, positions and a class prescribed be required to be disclosed.

Confidential register

30. Each personal information statement, report of material change, statement of amendments and revised personal information statement shall be maintained by the Registrar on a confidential register.

30. Tous les documents mentionnés aux articles 27 à 29 sont conservés par le secrétaire dans un registre confidentiel.

Registre confidentiel

Public declaration

31. (1) The Registrar shall, as soon as is reasonably practicable after receipt of a personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement of a member, in conjunction with the member, and taking into account both the public interest in disclosure and the interest in maintaining reasonable privacy with respect to the affairs of members, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner a summary of such of the information contained in the personal information statement, report of material change, statement of amendments or revised personal information statement as is prescribed.

31. (1) Dans les meilleurs délais suivant la réception de l'un quelconque des documents mentionnés aux articles 27 à 29, le secrétaire établit, conjointement avec le parlementaire et en tenant compte tant de l'intérêt public que présente la communication des divers renseignements que du désir du parlementaire de préserver sa vie privée à l'égard de ses affaires personnelles, une déclaration publique présentant, en la forme réglementaire, un résumé des renseignements contenus dans le document et fixés par règlement.

Déclaration publique

Disagreement as to form or content

(2) Where the Registrar and a member fail to agree on the form or content of a public declaration in respect of the member, the issue in dispute shall be referred to the Commission and the decision of the Commission, following consultation by the Commission with the member, is binding on the Registrar and the member.

(2) En cas de désaccord entre un parlementaire et le secrétaire sur la forme ou le contenu de la déclaration publique, le différend est soumis à la Commission dont la décision, après consultation du parlementaire, est obligatoire.

Désaccord

Public register

(3) Each public declaration prepared in accordance with this section shall be maintained by the Registrar on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

(3) La déclaration publique est conservée par le secrétaire dans un registre ouvert au public pendant les heures normales fixées par règlement.

Registre public

Disclosure with respect to spouse and dependants

32. (1) Every member shall, within sixty days after notice of the member's election is given in the *Canada Gazette* or after the member is summoned or appointed, file or cause to be filed with the Registrar a personal information statement in the form prescribed and such information mentioned in paragraphs 27(1)(a) to (d) concerning the member's spouse and dependants in relation to the member to the extent that their assets, liabilities, financial interests, positions and activities are of a class prescribed to be required to be disclosed.

32. (1) Dans les soixante jours qui suivent l'annonce de son élection dans la *Gazette du Canada* ou qui suivent sa nomination, le parlementaire dépose auprès du secrétaire un état des renseignements personnels en la forme réglementaire comportant les renseignements mentionnés aux alinéas 27(1)a) à d) en ce qui concerne son conjoint ou les personnes à leur charge et dans la mesure où leurs biens, dettes et intérêts financiers, d'une part, et leurs postes et activités, d'autre part, relèvent d'une catégorie dont les règlements exigent la communication.

Conjoint et personnes à charge

Disclosure by
Minister, etc.

(2) This section and sections 33 to 35 apply to a Minister or Parliamentary Secretary as if notice of that person's election had been given in the *Canada Gazette* on the day of appointment to that office.

(2) Dans le cas d'un ministre ou d'un secrétaire parlementaire, le présent article ainsi que les articles 33 à 35 s'appliquent comme si l'annonce de son élection avait été 5 publiée dans la *Gazette du Canada* le jour de sa nomination à cette charge.

Application

Material
change

33. Any material change to information reported, or caused to be reported, by a member in a personal information statement filed pursuant to section 32 shall be reported or caused to be reported in writing to the Registrar by the member not more than thirty days after the change occurs.

33. Le parlementaire notifie au secrétaire tout changement important apporté à l'état des renseignements personnels déposé en application de l'article 32 dans les trente 10 jours qui suivent la modification.

Changement
important

Confidential
register

34. Each personal information statement filed pursuant to section 32 and report of material change filed pursuant to section 33 15 shall be maintained by the Registrar on a confidential register.

34. L'état des renseignements personnels et l'avis de changement important mentionnés respectivement aux articles 32 et 33 sont conservés par le secrétaire dans un registre 15 confidentiel.

Registre
confidentiel

Public
declaration

35. Where the Registrar is of the opinion that information contained in a personal information statement filed pursuant to section 32, or report of material change filed pursuant to section 33, is relevant and material to the interpretation or understanding of the public declaration of the member who filed or caused to be filed the personal information statement or statement of material change, the Registrar may, after consulting with the person who actually filed the statement and with the approval of the Commission, file with the member's public declaration such information as would be included in the member's public declaration, taking into account the factors referred to in subsection 31(1), if the relevant and material information related directly to the member. 35

35. S'il est d'avis que les renseignements contenus dans les documents mentionnés à l'article 34 sont essentiels à l'interprétation ou la compréhension de la déclaration publique du parlementaire les ayant déposés, le secrétaire peut, après consultation de la personne ayant effectivement déposé l'état des renseignements personnels et avec l'approbation de la Commission, annexer à la déclaration publique du parlementaire l'information qui y aurait figuré, compte tenu des facteurs mentionnés au paragraphe 31(1), si les renseignements en question le concernaient directement. 30

Déclaration
publique

Disclosure of
gifts and
personal
benefits

36. (1) Where a gift or personal benefit, other than compensation authorized by law or a normal and reasonable perquisite of office, is accepted by a member from other than the member's spouse or a relative of the member or of the member's spouse and the gift exceeds five hundred dollars in value, or where the total value of such gifts and benefits accepted directly or indirectly from one source in any twelve-month period exceeds five hundred dollars, the member shall forthwith file with the Registrar a personal information statement, in the form prescribed, 40

36. (1) Le parlementaire est tenu de divulguer sans tarder tout don ou avantage personnel, à l'exception de la rémunération autorisée par la loi et toute autre gratification raisonnable attachée à l'exercice de ses 35 fonctions, reçu d'une personne autre que son conjoint ou un parent soit de celui-ci soit de lui-même d'une valeur supérieure à cinq cents dollars; à cet effet, il dépose auprès du secrétaire, en la forme réglementaire, un état 40 des renseignements personnels qui en précise la nature, la source et les circonstances, quant à sa remise et son acceptation. Il agit

Communication
de renseignements : dons et
avantages
personnels

de nature et la valeur totale des donations
avantageuses reçues, même indirectement,
d'une seule source au cours d'une période de
deux ans consécutifs cinq cents dollars.

(2) Le règlementaire précède également
26 le paragraphe (1) et le paragraphe (1)
dans le cas de toute personne d'habitation
dépendante ou non, mentionnée par un charge
— ou une personne avec son con-
joint ou un parent soit de celui-ci soit de
10 l'un d'eux, si la valeur totale des mar-
niffe dollars ou si la valeur totale des mar-
ques d'habitation reçues, même indirecte-
ment, d'une seule source au cours d'une
15 période de deux ans consécutifs ne montent

(3) Les obligations imposées au parlemen-
20 taire par les paragraphes (1) et (2) s'appli-
quent aussi dans le cas de dons ou avantages
personnels ou de marques d'habitation reçues
par son conjoint ou les personnes à lui 30
chargés dans des circonstances telles que s'il
les avait acceptés lui-même. Il est tenu de pro-
duire un état des renseignements personnels
à leur égard.

(4) Sur recommandation de la Commis-
35 sion, le gouverneur en conseil peut, par
décret, modifier le plateau mentionné aux
paragraphes (1) et (2).

37. Le règlementaire est réputé avoir
déposé l'état des renseignements personnels 40
ou l'avis de changement important à un tel
état que son conjoint ou les personnes à lui
chargés doivent dans les délais prévus, à
l'égard de leur propre situation personnelle.

38. (1) L'état des renseignements person-
45 nels déposés conformément aux articles 36
ou 37 est conservé par le registraire dans un
registre confidentiel.

indicating the nature of the gift or benefit its
source and the circumstances under which it
was given and accepted.

(2) Where hospitality, other than hospital-
ity that is a normal and reasonable adjunct
of office, is accepted by a member from
other than the member's spouse or a relative
of the member or of the member's spouse
and the hospitality exceeds two thousand
dollars in value, or where the total value of
that hospitality accepted directly or indirect-
ly from one source in any twelve-month
period exceeds two thousand dollars, the
member shall forthwith file with the Regis-
trar a personal information statement, in the 15
form prescribed, indicating the nature of the
hospitality, its source and the circumstances
under which it was given and accepted.

(3) Where a gift, personal benefit or hos-
pitality is accepted by the spouse of a
member or a dependant in relation to a
member in circumstances such that if the
member had been accepted by the member, the member would
have been required to file a personal infor-
mation statement pursuant to subsection (1)
or (2), the member shall forthwith file with
the Registrar a personal infor-
mation statement, in the form prescribed,
indicating the same information as if the gift,
personal benefit or hospitality had been
accepted by the member.

(4) On the recommendation of the Com-
mission, the Governor in Council may, by
order, vary the amounts referred to in sub-
sections (1) and (2).

37. Where a member's spouse or a
dependant in relation to a member files,
within the applicable time limit, a personal
information statement or report of material
change that relates to that person, the
member is deemed to have filed that personal
information statement or report of material
change.

38. (1) Each personal information state-
ment filed pursuant to section 36 or 37 shall
be maintained by the Registrar on a confi-
dential register.

26 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

26 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

38 E.L.R. 11

indicating the nature of the gift or benefit, its source and the circumstances under which it was given and accepted.

de même si la valeur totale des dons ou avantages acceptés, même indirectement, d'une seule source au cours d'une période de douze mois excède cinq cents dollars.

Disclosure of hospitality

(2) Where hospitality, other than hospitality that is a normal and reasonable adjunct of office, is accepted by a member from other than the member's spouse or a relative of the member or of the member's spouse and the hospitality exceeds two thousand dollars in value, or where the total value of that hospitality accepted directly or indirectly from one source in any twelve-month period exceeds two thousand dollars, the member shall forthwith file with the Registrar a personal information statement, in the form prescribed, indicating the nature of the hospitality, its source and the circumstances under which it was given and accepted.

(2) Le parlementaire procède également de la façon mentionnée au paragraphe (1) dans le cas de toute marque d'hospitalité — exceptionnelle ou non justifiée par sa charge — reçue d'une personne autre que son conjoint ou un parent soit de celui-ci soit de lui-même d'une valeur supérieure à deux mille dollars ou si la valeur totale des marques d'hospitalité reçues, même indirectement, d'une seule source au cours d'une période de douze mois excède ce montant.

5 Marques d'hospitalité

Application in case of gifts, etc., to spouses and dependants

(3) Where a gift, personal benefit or hospitality is accepted by the spouse of a member or a dependant in relation to a member in circumstances such that if the gift, personal benefit or hospitality had been accepted by the member, the member would have been required to file a personal information statement pursuant to subsection (1) or (2), the member shall forthwith cause to be filed with the Registrar a personal information statement, in the form prescribed, indicating the same information as if the gift, personal benefit or hospitality had been accepted by the member.

(3) Les obligations imposées au parlementaire par les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aussi dans le cas de dons ou avantages personnels ou de marques d'hospitalité reçus par son conjoint ou les personnes à leur charge dans des circonstances telles que, s'il les avait acceptés lui-même, il aurait dû produire un état des renseignements personnels à leur égard.

Conjoints et personnes à charge

Variation of amounts

(4) On the recommendation of the Commission, the Governor in Council may, by order, vary the amounts referred to in subsections (1) and (2).

(4) Sur recommandation de la Commission, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier le plafond mentionné aux paragraphes (1) et (2).

25 Variation du plafond

Direct disclosure

37. Where a member's spouse or a dependant in relation to a member files, within the applicable time limit, a personal information statement or report of material change that relates to that person, the member is deemed to have filed that personal information statement or report of material change.

37. Le parlementaire est réputé avoir déposé l'état des renseignements personnels ou l'avis de changement important à un tel état que son conjoint ou les personnes à leur charge déposent, dans les délais prévus, à l'égard de leur propre situation personnelle.

30 Communication directe et présomption

Confidential register

38. (1) Each personal information statement filed pursuant to section 6 or 36 shall be maintained by the Registrar on a confidential register.

38. (1) L'état des renseignements personnels déposé conformément aux articles 6 ou 36 est conservé par le secrétaire dans un registre confidentiel.

35 Registre confidentiel

English version

42 (2) Where the Registrar is of the opinion that it is in the public interest that information contained in a personal information statement filed pursuant to section 6 or 30 in respect of a fee, gift, personal benefit or hospitality accepted by a member be available to the public, the Registrar may, after consulting with the member and taking into account the factors referred to in subsection 31(1), and with the approval of the Commission, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner such information in relation to the fee, gift, personal benefit or hospitality disclosed as is prescribed, and shall maintain that statement on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

42 (2) Lorsque le registraire est d'avis que l'information contenue dans un énoncé de renseignements personnels déposé en vertu de la section 6 ou 30 en ce qui concerne un avantage personnel ou une hospitalité acceptée par un membre de l'Assemblée nationale est susceptible d'être divulguée au public, le registraire peut, après consultation de l'intéressé et en tenant compte des facteurs mentionnés au paragraphe 31(1), ainsi qu'avec l'approbation de la Commission, établir une déclaration publique présentant, en la forme réglementaire, sous des renseignements complémentaires qui sont fixés par règlement, les renseignements qui sont divulgués par le registre ouvert au public pendant les heures normales fixées par règlement.

English version

43 (3) Where the Registrar is of the opinion that information contained in a personal information statement filed pursuant to section 6 or 30 in respect of a fee, gift, personal benefit or hospitality accepted by the spouse of a member or a dependent in relation to a member is relevant and material to the determination of the member's compliance with the duties and obligations of the member under this Act, the Registrar may, after consulting with the person who actually filed the statement and taking into account the factors referred to in subsection 31(1), and with the approval of the Commission, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner such information in relation to the fee, gift, personal benefit or hospitality disclosed as is prescribed, and shall maintain that statement on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

43 (3) Le paragraphe (2) s'applique de la même façon dans le cas d'une déclaration de renseignements personnels ou de renseignements personnels déposé par le conjoint du parlementaire ou par les personnes à leur charge, à la seule différence que le registraire ne se décide pas en fonction de l'intérêt public mais dans la mesure où il estime que les renseignements en cause sont essentiels pour apprécier si le parlementaire se conforme bien aux devoirs et obligations que lui impose la présente loi.

English version

44 (1) As soon as it reasonably practicable after a member ceases to be a member, the Registrar shall destroy all documents in which he discloses the value or amount of any asset, liability, financial interest or income in a public declaration, if it will be sufficient disclosure if the value or amount disclosed to be within a particular range of identified items among reasonable ranges of value and amounts prescribed.

44 (1) Dès que cela est raisonnablement possible, la commission des fonctions d'un parlementaire, le secrétaire détruit tous les documents en lesquels des biens, des dettes, des intérêts financiers ou du revenu dans une déclaration publique, il suffit que le chiffre communiqué se situe dans l'une des fourchettes fixées à cet effet par règlement.

English version

45 (1) Dès que cela est raisonnablement possible, la commission des fonctions d'un parlementaire, le secrétaire détruit tous les documents en

45 (1) Dès que cela est raisonnablement possible, la commission des fonctions d'un parlementaire, le secrétaire détruit tous les documents en

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Public register

(2) Where the Registrar is of the opinion that it is in the public interest that information contained in a personal information statement filed pursuant to section 6 or 36 in respect of a fee, gift, personal benefit or hospitality accepted by a member be available to the public, the Registrar may, after consulting with the member and taking into account the factors referred to in subsection 31(1), and with the approval of the Commission, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner such information in relation to the fee, gift, personal benefit or hospitality disclosed as is prescribed, and shall maintain that statement on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

(2) Lorsqu'il estime qu'il est dans l'intérêt public que les renseignements contenus dans l'état déposé conformément aux articles 6 ou 36 à l'égard d'une rétribution extra-parlementaire, de dons ou avantages personnels ou de marques d'hospitalité acceptés par un parlementaire soient accessibles au public, le secrétaire peut, après consultation de l'intéressé et en tenant compte des facteurs mentionnés au paragraphe 31(1), ainsi qu'avec l'approbation de la Commission, établir une déclaration publique présentant, en la forme réglementaire, ceux des renseignements communiqués qui sont fixés par règlement. Le cas échéant, il conserve cet état dans un registre ouvert au public pendant les heures normales fixées par règlement.

Déclaration publique : parlementaire

Idem

(3) Where the Registrar is of the opinion that information contained in a personal information statement filed pursuant to section 6 or 36 in respect of a fee, gift, personal benefit or hospitality accepted by the spouse of a member or a dependant in relation to a member is relevant and material to the determination of the member's compliance with the duties and obligations of the member under this Act, the Registrar may, after consulting with the person who actually filed the statement and taking into account the factors referred to in subsection 31(1), and with the approval of the Commission, prepare a public declaration setting out in the prescribed manner such information in relation to the fee, gift, personal benefit or hospitality disclosed as is prescribed, and shall maintain that statement on a public register which shall be open for examination by the public during such reasonable hours as are prescribed.

(3) Le paragraphe (2) s'applique de la même façon dans le cas d'une rétribution, de dons ou avantages personnels ou de marques d'hospitalité acceptés par le conjoint du parlementaire ou par les personnes à leur charge, à la seule différence que le secrétaire ne se décide pas en fonction de l'intérêt public mais dans la mesure où il estime que les renseignements en cause sont essentiels pour apprécier si le parlementaire se conforme bien aux devoirs et obligations que lui impose la présente loi.

Déclaration publique : conjoint ou personnes à charge

Disclosure by range of value or amount

39. In disclosing the value or amount of any asset, liability, financial interest or income in a public declaration, it shall be sufficient disclosure if the value or amount is disclosed to be within a particular range identified from among reasonable ranges of values and amounts prescribed.

39. Pour la divulgation de la valeur ou du montant des biens, des dettes, des intérêts financiers ou du revenu dans une déclaration publique, il suffit que le chiffre communiqué se situe dans l'une des fourchettes fixées à cet effet par règlement.

Fourchette pour déclaration publique

Destruction of records

40. (1) As soon as is reasonably practicable after a member ceases to be a member, the Registrar shall destroy all documents in

(1) Dès que cela est réalisable suivant la cessation des fonctions d'un parlementaire, le secrétaire détruit tous les documents en sa

Destruction des dossiers

the possession of the Registrar that relate to the member, the member's spouse or a dependant in relation to the member.

possession qui concernent le parlementaire, son conjoint et les personnes à leur charge.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a member who has been a Minister or Parliamentary Secretary.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un parlementaire qui est un ancien ministre ou secrétaire parlementaire.

Exception

5

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Regulations**Pouvoir réglementaire*

Regulations

41. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

41. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut, par règlement :

Règlements

(a) prescribing anything that is, by virtue of any provision of this Act, to be prescribed other than by by-law of the Commission;

a) procéder à toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi, à l'exception de ses règlements administratifs;

(b) prescribing criteria for determining in any case or class of cases what will constitute material change for the purposes of sections 28 and 33; and

b) fixer les critères de détermination, dans toute affaire ou catégorie d'affaires, de ce qui constitue un changement important pour l'application des articles 28 et 33;

(c) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

c) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Consultation

(2) Before making any regulation under this section, the Commission shall submit a draft thereof to such committee of the Senate and such committee of the House of Commons, or such joint committee of both Houses, as is designated by order of the appropriate House or, in the case of a joint committee, by order of both Houses, for the purposes of this section, and shall consult with those committees or that joint committee with regard to the draft.

(2) Avant de prendre l'un des règlements visés au paragraphe (1), la Commission en soumet l'avant-projet aux comités du Sénat et de la Chambre des communes désignés respectivement par ordre de chacune des chambres — ou au comité mixte que désignent par ordre les deux chambres — pour l'application du présent article, et les consulte ensuite à cet égard.

Consultation

30

*Annual Report**Rapport annuel*

Annual report

42. (1) The Commission shall, within three months after the end of each calendar year, report to the Senate and the House of Commons on the administration of this Act for that year.

42. (1) Dans les trois mois suivant la fin de chaque année civile, la Commission rend compte au Sénat et à la Chambre des communes de l'application de la présente loi pour 30 l'année.

Rapport annuel

Submission

(2) The Commission shall submit a copy of each annual report to the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons who shall, forthwith after receipt thereof, lay it before the Senate and the House of Commons, but if the Senate or House of Commons is not then sitting, the report shall be laid before that House on any

(2) La Commission transmet son rapport annuel aux présidents du Sénat et de la Chambre des communes, qui le déposent devant chaque chambre dès sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs.

Présentation du rapport

40

35

of the first five days next thereafter that that House is sitting.

(3) In each annual report made under this section, the Commission shall take every reasonable precaution to avoid revealing any personal information.

Reviews

43 (1) The administration of this Act shall be reviewed on a permanent basis by each committee of the Senate and such committee of the House of Commons, or such joint committee of both Houses, as is designated for the purpose of subsection 41(2).

(2) The committee or joint committee designated for the purpose of subsection 41(2) shall within three years after the coming into force of this Act, undertake a comprehensive review of the provisions and operation of this Act and shall, within a year after the review is undertaken or within such further time as the appropriate House or both Houses may authorize, submit a report to the appropriate House or both Houses thereon including a statement of any changes the committee or joint committee would recommend.

Personal Information

44 For greater certainty, information disclosed or caused to be disclosed by a member, a member's spouse or a dependent in relation to a member to the Commission or an officer or employee of the Commission pursuant to this Act or regulation made under this Act or in the course of the administration of this Act is personal information within the meaning of section 3 of the Privacy Act and shall not be disclosed pursuant to the Access to Information Act or otherwise than in accordance with this Act or the Privacy Act.

Controversies

45 (1) Except as provided in section 47 or by any other Act, failure to comply with any provision of this Act does not constitute an offence punishable on summary conviction or indictment under the Criminal Code.

(3) Dans son rapport annuel, la Commission prend toutes les précautions raisonnables pour éviter de révéler des renseignements personnels.

Examens

43 (1) L'application de la présente loi est suivie en permanence par les comités de Sénat et de la Chambre des communes — ou par le comité mixte — désigné pour l'application du paragraphe 41(2).

(2) Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les comités — ou le comité mixte — procédant à l'examen délimité de celle-ci et des conséquences de son application. Ils déposent d'un an, ou de délai supérieur autorisé par l'une ou l'autre chambre ou les deux à la fois, pour s'en rapporter un rapport, au l'assurances éventuellement des recommandations quant aux modifications qu'ils jugent souhaitables.

44 Il est précisé, pour plus de sûreté, que les renseignements que communiquent ou sont amenés à communiquer un parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge à la Commission ou à l'un de ses dirigeants ou employés conformément à la présente loi ou aux règlements ou dans le cadre de leur application constituent des renseignements personnels au sens de la Loi sur l'accès à l'information. On ne peut dès lors y avoir accès que dans les conditions prévues par cette loi ou la présente loi, mais non au titre de la Loi sur l'accès à l'information.

Infraction

45 (1) Sauf stipulation contraire de l'article 47 ou de toute autre loi, les manquements à la présente loi ne constituent pas des infractions punissables par voie de procès

Personnel Information

Examinations

Examens

Personnel Information

Personnel Information

Controverses

Infraction

of the first five days next thereafter that that House is sitting.

Information not to be disclosed

(3) In each annual report made under this section, the Commission shall take every reasonable precaution to avoid revealing any personal information.

(3) Dans son rapport annuel, la Commission prend toutes les précautions utiles pour éviter de révéler des renseignements personnels.

Non-divulga-tion

Review

Examen

Permanent review of Act by Parliament

43. (1) The administration of this Act shall be reviewed on a permanent basis by such committee of the Senate and such committee of the House of Commons, or such joint committee of both Houses, as is designated for the purposes of subsection 41(2).

43. (1) L'application de la présente loi est suivie en permanence par les comités du Sénat et de la Chambre des communes — ou par le comité mixte — désignés pour l'application du paragraphe 41(2).

5 Suivi par un comité parlementaire

Review and report after three years

(2) The committees or joint committee designated for the purposes of subsection 41(2) shall, within three years after the coming into force of this Act, undertake a comprehensive review of the provisions and operation of this Act and shall, within a year after the review is undertaken or within such further time as the appropriate House or both Houses may authorize, submit a report to the appropriate House or both Houses thereon, including a statement of any changes the committees or joint committee would recommend.

(2) Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les comités — ou le comité mixte — procèdent à l'examen détaillé de celle-ci et des conséquences de son application. Ils disposent d'un an, ou du délai supérieur autorisé par l'une ou l'autre chambre ou les deux à la fois, pour s'en acquitter et présenter à celle-ci ou aux deux chambres un rapport, en l'assortissant éventuellement des recommandations quant aux modifications qu'ils jugent souhaitables.

10 Rapport au Parlement

25

20

Personal Information

Renseignements personnels

Personal information

44. For greater certainty, information disclosed or caused to be disclosed by a member, a member's spouse or a dependant in relation to a member to the Commission or an officer or employee of the Commission pursuant to this Act or regulations made under this Act or in the course of the administration of this Act is personal information within the meaning of section 3 of the *Privacy Act* and shall not be disclosed pursuant to the *Access to Information Act* or otherwise than in accordance with this Act or the *Privacy Act*.

44. Il est précisé, pour plus de sûreté, que les renseignements que communiquent ou sont amenés à communiquer un parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge à la Commission ou à l'un de ses dirigeants ou employés conformément à la présente loi ou aux règlements ou dans le cadre de leur application constituent des renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. On ne peut dès lors y avoir accès que dans les conditions prévues par cette loi ou la présente loi, mais non au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Renseignements personnels

35

30

Contraventions

Infraction

Contraventions

45. (1) Except as provided in section 47 or by any other Act, failure to comply with any provision of this Act does not constitute an offence punishable on summary conviction or on indictment under the *Criminal Code*.

45. (1) Sauf stipulation contraire de l'article 47 ou de toute autre loi, les manquements à la présente loi ne constituent pas des infractions punissables par voie de procédure

35 Infraction

<p>10</p> <p>11</p> <p>12</p> <p>13</p> <p>14</p> <p>15</p> <p>16</p> <p>17</p> <p>18</p> <p>19</p> <p>20</p> <p>21</p> <p>22</p> <p>23</p> <p>24</p> <p>25</p> <p>26</p> <p>27</p> <p>28</p> <p>29</p> <p>30</p> <p>31</p> <p>32</p> <p>33</p> <p>34</p> <p>35</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>39</p> <p>40</p> <p>41</p> <p>42</p> <p>43</p> <p>44</p> <p>45</p> <p>46</p> <p>47</p> <p>48</p> <p>49</p> <p>50</p> <p>51</p> <p>52</p> <p>53</p> <p>54</p> <p>55</p> <p>56</p> <p>57</p> <p>58</p> <p>59</p> <p>60</p> <p>61</p> <p>62</p> <p>63</p> <p>64</p> <p>65</p> <p>66</p> <p>67</p> <p>68</p> <p>69</p> <p>70</p> <p>71</p> <p>72</p> <p>73</p> <p>74</p> <p>75</p> <p>76</p> <p>77</p> <p>78</p> <p>79</p> <p>80</p> <p>81</p> <p>82</p> <p>83</p> <p>84</p> <p>85</p> <p>86</p> <p>87</p> <p>88</p> <p>89</p> <p>90</p> <p>91</p> <p>92</p> <p>93</p> <p>94</p> <p>95</p> <p>96</p> <p>97</p> <p>98</p> <p>99</p> <p>100</p>	<p>10</p> <p>11</p> <p>12</p> <p>13</p> <p>14</p> <p>15</p> <p>16</p> <p>17</p> <p>18</p> <p>19</p> <p>20</p> <p>21</p> <p>22</p> <p>23</p> <p>24</p> <p>25</p> <p>26</p> <p>27</p> <p>28</p> <p>29</p> <p>30</p> <p>31</p> <p>32</p> <p>33</p> <p>34</p> <p>35</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>39</p> <p>40</p> <p>41</p> <p>42</p> <p>43</p> <p>44</p> <p>45</p> <p>46</p> <p>47</p> <p>48</p> <p>49</p> <p>50</p> <p>51</p> <p>52</p> <p>53</p> <p>54</p> <p>55</p> <p>56</p> <p>57</p> <p>58</p> <p>59</p> <p>60</p> <p>61</p> <p>62</p> <p>63</p> <p>64</p> <p>65</p> <p>66</p> <p>67</p> <p>68</p> <p>69</p> <p>70</p> <p>71</p> <p>72</p> <p>73</p> <p>74</p> <p>75</p> <p>76</p> <p>77</p> <p>78</p> <p>79</p> <p>80</p> <p>81</p> <p>82</p> <p>83</p> <p>84</p> <p>85</p> <p>86</p> <p>87</p> <p>88</p> <p>89</p> <p>90</p> <p>91</p> <p>92</p> <p>93</p> <p>94</p> <p>95</p> <p>96</p> <p>97</p> <p>98</p> <p>99</p> <p>100</p>	<p>10</p> <p>11</p> <p>12</p> <p>13</p> <p>14</p> <p>15</p> <p>16</p> <p>17</p> <p>18</p> <p>19</p> <p>20</p> <p>21</p> <p>22</p> <p>23</p> <p>24</p> <p>25</p> <p>26</p> <p>27</p> <p>28</p> <p>29</p> <p>30</p> <p>31</p> <p>32</p> <p>33</p> <p>34</p> <p>35</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>39</p> <p>40</p> <p>41</p> <p>42</p> <p>43</p> <p>44</p> <p>45</p> <p>46</p> <p>47</p> <p>48</p> <p>49</p> <p>50</p> <p>51</p> <p>52</p> <p>53</p> <p>54</p> <p>55</p> <p>56</p> <p>57</p> <p>58</p> <p>59</p> <p>60</p> <p>61</p> <p>62</p> <p>63</p> <p>64</p> <p>65</p> <p>66</p> <p>67</p> <p>68</p> <p>69</p> <p>70</p> <p>71</p> <p>72</p> <p>73</p> <p>74</p> <p>75</p> <p>76</p> <p>77</p> <p>78</p> <p>79</p> <p>80</p> <p>81</p> <p>82</p> <p>83</p> <p>84</p> <p>85</p> <p>86</p> <p>87</p> <p>88</p> <p>89</p> <p>90</p> <p>91</p> <p>92</p> <p>93</p> <p>94</p> <p>95</p> <p>96</p> <p>97</p> <p>98</p> <p>99</p> <p>100</p>	<p>10</p> <p>11</p> <p>12</p> <p>13</p> <p>14</p> <p>15</p> <p>16</p> <p>17</p> <p>18</p> <p>19</p> <p>20</p> <p>21</p> <p>22</p> <p>23</p> <p>24</p> <p>25</p> <p>26</p> <p>27</p> <p>28</p> <p>29</p> <p>30</p> <p>31</p> <p>32</p> <p>33</p> <p>34</p> <p>35</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>39</p> <p>40</p> <p>41</p> <p>42</p> <p>43</p> <p>44</p> <p>45</p> <p>46</p> <p>47</p> <p>48</p> <p>49</p> <p>50</p> <p>51</p> <p>52</p> <p>53</p> <p>54</p> <p>55</p> <p>56</p> <p>57</p> <p>58</p> <p>59</p> <p>60</p> <p>61</p> <p>62</p> <p>63</p> <p>64</p> <p>65</p> <p>66</p> <p>67</p> <p>68</p> <p>69</p> <p>70</p> <p>71</p> <p>72</p> <p>73</p> <p>74</p> <p>75</p> <p>76</p> <p>77</p> <p>78</p> <p>79</p> <p>80</p> <p>81</p> <p>82</p> <p>83</p> <p>84</p> <p>85</p> <p>86</p> <p>87</p> <p>88</p> <p>89</p> <p>90</p> <p>91</p> <p>92</p> <p>93</p> <p>94</p> <p>95</p> <p>96</p> <p>97</p> <p>98</p> <p>99</p> <p>100</p>
--	--	--	--

Idem

(2) For greater certainty, section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of a failure to comply with any provision of this Act.

Where report of Commission tabled

46. (1) Where a report by the Commission pursuant to subsection 12(9) to the Speaker of the Senate or of the House of Commons is tabled in the Senate or House of Commons by the Speaker, the report stands permanently referred to the committee of the House in which it is tabled that is designated by order of that House to receive those reports.

Consideration of Commission report and disposition

(2) Where the committee of the Senate or the House of Commons to which a report by the Commission pursuant to subsection 12(9) stands referred by virtue of subsection (1) takes up and considers the report and, after giving the member to whom the report relates a reasonable opportunity to be heard and to make representations in person or by counsel or other representative, agrees with the conclusion of the Commission, it may recommend in a report to the appropriate House one or more of the following punishments:

- (a) the member be reprimanded;
- (b) the member pay a fine in an amount determined by the Committee but not exceeding twenty thousand dollars;
- (c) the member pay compensation in respect of damage suffered by another person as a result of the member's failure to fulfil a duty or obligation under this Act in an amount determined by the committee;
- (d) in the case of a report to the House of Commons, the member's seat be declared vacant; and
- (e) in the case of a report to the Senate, the member be requested to resign.

Idem

(3) A report to the Senate or the House of Commons pursuant to subsection (2) shall be taken up, considered and disposed of in accordance with the rules of the appropriate House within fifteen sitting days after the day on which it is made or such greater

sommaire ou de mise en accusation sous le régime du *Code criminel*.

(2) Il est précisé, pour plus de sûreté, que l'article 126 du *Code criminel* ne s'applique pas en cas de manquement à une disposition de la présente loi.

Idem

46. (1) Le comité compétent de la chambre devant laquelle est déposé le rapport visé au paragraphe 12(9) en est saisi d'office.

Étude en comité

(2) Si, après avoir donné l'occasion au parlementaire en cause de se faire entendre, en personne ou par avocat ou autre représentant, il est d'accord avec les conclusions de la Commission, le comité saisi peut recommander, dans un rapport à la chambre compétente, une ou plusieurs des sanctions suivantes :

Examen du rapport et recommandations du comité

- a) blâme;
- b) imposition d'une amende dont il fixe le montant, jusqu'à concurrence de vingt mille dollars;
- c) versement d'une compensation, dont il précise le montant, pour le préjudice subi par un tiers du fait du manquement du parlementaire à l'un des devoirs ou obligations que lui impose la présente loi;
- d) déclaration de vacance de siège, si le rapport est adressé à la Chambre des communes;
- e) demande de démission, si le rapport est adressé au Sénat.

(3) Le Sénat ou la Chambre des communes, selon le cas, rend, en conformité avec ses propres règles, sa décision sur le rapport du comité dans les quinze jours de séance qui suivent l'établissement de celui-ci ou dans le délai supérieur fixé sur son ordre.

Examen par la chambre compétente

number of days as is laid by order of that House

(4) If, on the expiration of the fifteen-day period provided in subsection (1) or such longer period as is laid by order of the appropriate House, a report referred to in this subsection has not been disposed of, the speaker of the appropriate House shall forthwith put without further debate or amendment every question necessary for the disposal of the report

(5) Where a report is tabled in the House of Commons pursuant to subsection (2), it is adopted

(6) Any report recommended in the report is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from the member to whom the report relates by Her Majesty in right of Canada in any court of competent civil jurisdiction in Canada and

(7) Any compensation recommended in the report is a debt due to the person identified in the report as having suffered damage and may be recovered as such from the member to whom the report relates by that person in any court of competent civil jurisdiction in Canada

47. (1) Except in accordance with a warrant or otherwise under section 15, no person who was a Minister of Parliament or Secretary shall, within twelve months after ceasing to hold that office

(a) accept employment with a person or enter an agreement to the board of directors or equivalent body of an entity, with which the former Minister or Parliamentary Secretary had significant official dealings during the last year of service in that office

(b) make representation for or on behalf of any person or entity, or accept directly or through any corporation or other entity controlled by that person or of which that person is an employee, director, or partner, any contract or benefit from any department of government or agency of Her Majesty in right of Canada with

(4) Si, à l'expiration du délai mentionné au paragraphe (1) le décret n'a pas encore été rendu, le président de la chambre appropriée doit, sans plus tarder, soumettre au vote toute question nécessaire pour la prise de cette décision

(5) En cas d'adoption du rapport de compte par le Sénat ou la Chambre des communes, celui-ci est adopté

(6) Tout rapport recommandé dans le rapport est une dette due à Sa Majesté en son nom au Canada et peut être recouvrée en tant que telle par Sa Majesté en son nom au Canada dans toute cour civile compétente au Canada et

(7) Toute compensation recommandée dans le rapport est une dette due à la personne désignée dans le rapport comme ayant subi un préjudice et peut être recouvrée en tant que telle par cette personne dans toute cour civile compétente au Canada

47. (1) Sauf dérogation ou modification visée à l'article 15, un ancien ministre ou secrétaire parlementaire ne peut, dans les douze mois après qu'il a cessé d'exercer sa charge

(a) accepter un emploi d'une personne physique ou morale ou une nomination au conseil d'administration ou à l'organe dirigeant d'une personne morale, avec laquelle il a eu, au cours de la dernière année d'exercice, des contacts officiels significatifs

(b) accepter, directement ou par l'entremise d'une société ou d'un organisme non affilié par lui ou dont il est employé, directeur ou associé, quelque contrat ou avantage que ce soit d'un individu ou d'un organisme de Sa Majesté en son nom au Canada avec lequel il a eu, au cours de la dernière année d'exercice, des contacts officiels significatifs

1985

1985

1985

1985

number of days as is fixed by order of that House.

Idem

(4) If, on the expiration of the fifteen-day period provided in subsection (3) or such longer period as is fixed by order of the appropriate House, a report referred to in that subsection has not been disposed of, the Speaker of the appropriate House shall forthwith put, without further debate or amendment, every question necessary for the disposal of the report.

(4) Si, à l'expiration du délai mentionné au paragraphe (3), la décision n'a pas encore été rendue, le président de la chambre compétente doit, sans plus tarder, soumettre au vote toute question nécessaire pour la prise de cette décision.

Vote

How recoverable

(5) Where a report to the Senate or the House of Commons pursuant to subsection (2) is adopted,

(a) any fine recommended in the report is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from the member to whom the report relates by Her Majesty in right of Canada in any court of competent civil jurisdiction in Canada; and

(b) any compensation recommended in the report is a debt due to the person identified in the report as having suffered damage and may be recovered as such from the member to whom the report relates by that person in any court of competent civil jurisdiction in Canada.

(5) En cas d'adoption du rapport du comité par le Sénat ou la Chambre des communes, selon le cas, l'amende ou la compensation qui y sont recommandées constituent des créances qui peuvent être recouvrées auprès du parlementaire en cause devant tout tribunal de juridiction civile compétente au Canada par Sa Majesté du chef du Canada ou, lorsqu'il y a eu préjudice, par la personne lésée.

Recouvrement

Prohibitions in relation to post-employment

47. (1) Except in accordance with a waiver or variance under section 13, no person who was a Minister or Parliamentary Secretary shall, within twelve months after ceasing to hold that office,

(a) accept employment with a person or entity, or appointment to the board of directors or equivalent body of an entity, with which the former Minister or Parliamentary Secretary had significant official dealings during the last year of service in that office;

(b) make representations for or on behalf of any person or entity to, or accept, directly or through any corporation or other entity controlled by that person or of which that person is an employee, director or partner, any contract or benefit from, any department of government or agency of Her Majesty in right of Canada with

47. (1) Sauf dérogation ou modification visée à l'article 13, un ancien ministre ou secrétaire parlementaire ne peut, dans les douze mois après qu'il a cessé d'exercer sa charge :

a) accepter un emploi d'une personne physique ou morale ou une nomination au conseil d'administration ou à l'organe dirigeant d'une personne morale, avec laquelle il a eu, au cours de la dernière année d'exercice, des contacts officiels notables;

b) accepter, directement ou par l'entremise d'une société ou d'un organisme contrôlés par lui ou dont il est employé, administrateur ou associé, quelque contrat ou avantage que ce soit d'un ministère ou d'un organisme de Sa Majesté du chef du Canada avec lequel il a eu des contacts officiels notables au cours de la dernière année d'exercice, ni intervenir auprès

Interdiction

which the former Minister or Parliamentary Secretary had significant official dealings during the last year of service in that office; or

(c) give counsel, for the commercial purposes of the recipient thereof, concerning the programs or policies of any department of government or agency of Her Majesty in right of Canada with which the former Minister or Parliamentary Secretary had a direct and substantial relationship during the last year of service in that office.

d'eux pour le compte ou au nom d'une personne physique ou morale;

c) servir de conseil, à des fins commerciales, en ce qui touche les orientations et programmes des ministères ou des organismes de Sa Majesté du chef du Canada avec lesquels il a eu des rapports directs substantiels au cours de la dernière année d'exercice.

Idem

(2) Except in accordance with a waiver or variance under section 13, no person who was a Minister or Parliamentary Secretary shall act for or on behalf of any person or entity in connection with any proceeding, transaction, negotiation or case to which a department of government or agency of Her Majesty in right of Canada is a party, if the former Minister or Parliamentary Secretary acted for or advised the department or agency in connection therewith while holding either such office and if the matter might result in the conferring on a person of a benefit of a purely commercial or private nature or of any other nature on a person or class of persons that is other than the general public or a broad class.

(2) Sauf dérogation ou modification visée à l'article 13, il est interdit à tout ancien ministre ou secrétaire parlementaire d'agir pour le compte ou au nom d'une personne physique ou morale relativement à toute procédure, opération, négociation ou cause laquelle est partie un ministère ou un organisme de Sa Majesté du chef du Canada qu'il représentait ou conseillait à cet égard alors qu'il exerçait sa charge, s'il peut en découler un avantage de nature commerciale ou privée pour une personne en particulier ou un avantage de toute autre nature pour une personne en particulier ou une catégorie restreinte de personnes.

Exception

(3) Paragraphs (1)(b) and (c) do not apply in respect of anything done by a former Minister or Parliamentary Secretary in the execution of the duties or functions of an office held by that person in the service of Her Majesty in right of Canada.

(3) Les alinéas (1)b) et c) ne s'appliquent pas aux actes accomplis par d'anciens ministres ou secrétaires parlementaires dans l'exercice des fonctions d'une charge qu'ils occupent au service de Sa Majesté du chef du Canada.

Idem

(4) Paragraph (1)(b) does not apply if the conditions on which the contract or benefit is awarded, approved or granted to the former Minister or Parliamentary Secretary or corporation or other entity referred to in that paragraph are the same for all persons similarly entitled or if the award, approval or grant results from an impartially administered process open to a significant class of persons.

(4) L'alinéa (1)b) ne s'applique pas dans le cas d'un contrat ou avantage qui est octroyé à un ancien ministre ou secrétaire parlementaire ou aux sociétés ou organismes mentionnés à cet alinéa, ou approuvé en sa faveur, soit sur la base de conditions qui sont les mêmes pour tous les postulants semblablement qualifiés, soit au terme d'un processus impartial ouvert à une assez vaste catégorie de personnes.

Non-application

Punishment

(5) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty thousand dollars.

(5) Quiconque contrevient aux paragraphes (1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt mille dollars.

Infraction

PROVISIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS GÉNÉRALES

Article 10 (en français)

Article 10 (en français)

48. Schedule 1 to the Access to Information Act is amended by adding therein in alphabetical order under the heading "Other Information" the following:

48. L'annexe 1 de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par l'ajout, en ordre alphabétique, sous l'entête "Autres renseignements" des renseignements suivants :

49. Schedule 1 to the said Act is amended by adding therein in alphabetical order a reference to

49. L'annexe 1 de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par l'ajout, en ordre alphabétique, d'une référence à

"Members of the Senate and House of Commons" of the Access to Information Act.

49. L'annexe 1 de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par l'ajout, en ordre alphabétique, d'une référence à "Membres du Sénat et de la Chambre des communes" de la Loi sur l'accès à l'information.

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 44".

et une référence correspondante en ce qui concerne la Loi sur l'accès à l'information.

PROVISIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS GÉNÉRALES

50. The definition of "parliamentary" in section 3 of the Privacy Act is amended by adding thereto the following paragraph:

50. La définition de "parlementaire" contenue à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifiée par l'ajout de la phrase suivante :

"(1) information disclosed or caused to be disclosed by a member or the spouse of or a dependent in relation to a member within the meaning of those terms for the purposes of the members of the Senate and House of Commons" of the Access to Information Act.

(1) les renseignements divulgués ou causés à être divulgués par un membre du parlement ou par son conjoint ou par une personne à leur charge — au sens de la Loi sur les renseignements personnels — à l'égard des parlementaires — à l'égard de la Commission des conflits d'intérêts ou de ses dirigeants ou employés conformément à cette loi ou aux règlements ou dans le cadre de leur application.

51. The schedule to the said Act is amended by adding therein in alphabetical order under the heading "Other Information" the following:

51. L'annexe de la même loi est modifiée par l'ajout, en ordre alphabétique, sous l'entête "Autres renseignements" des renseignements suivants :

"Conflict of Interest Commission"

"Commission des conflits d'intérêts"

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

48. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Conflict of Interests Commission
Commission des conflits d'intérêts"

49. Schedule II to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, a reference to

"Members of the Senate and House of Commons Conflict of Interests Act
Loi sur les conflits d'intérêts chez les parlementaires"

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 44".

R.S., c. P-21

Privacy Act

50. The definition "personal information" in section 3 of the *Privacy Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

"(f.1) information disclosed or caused to be disclosed by a member or the spouse of or a dependant in relation to a member within the meaning of those terms for the purposes of the *Members of the Senate and House of Commons Conflict of Interests Act*, to the Conflict of Interests Commission or an officer or employee thereof pursuant to that Act or regulations made under that Act or in the course of the administration of that Act,"

51. The schedule to the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*", the following:

"Conflict of Interests Commission
Commission des conflits d'intérêts"

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

L.R., ch. A-1

Loi sur l'accès à l'information

48. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Commission des conflits d'intérêts
Conflict of Interests Commission»

49. L'annexe II de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«Loi sur les conflits d'intérêts chez les parlementaires
Members of the Senate and House of Commons Conflict of Interests Act»

ainsi que de la mention «article 44» placée en regard de ce titre de loi.

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

50. La définition de «renseignements personnels», à l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, est modifiée par insertion, après l'alinéa f), de ce 20 qui suit :

«f.1) les renseignements que communiquent ou sont amenés à communiquer un parlementaire, son conjoint ou les personnes à leur charge — au sens de la *Loi sur les conflits d'intérêts chez les parlementaires* — à la Commission des conflits d'intérêts ou à l'un de ses dirigeants ou employés conformément à cette loi ou aux règlements ou dans le cadre de leur application;»

51. L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

«Commission des conflits d'intérêts
Conflict of Interests Commission»

EXPLANATORY NOTES

Access to Information Act

Clause 48: New. This amendment would include the Conflict of Interests Commission among bodies and offices that are government institutions for the purposes of the Act.

Clause 49: New. This amendment would invoke subsection 24(1) of the Act which reads as follows:

“24. (1) The head of a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which is restricted by or pursuant to any provision set out in Schedule II.”

Privacy Act

Clause 50: New. The opening words of the definition “personal information” read as follows:

““personal information” means information about an identifiable individual that is recorded in any form including, without restricting the generality of the foregoing,

...”

Clause 51: New. This amendment would include the Conflict of Interests Commission among bodies and offices that are government institutions for the purposes of the Act.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'accès à l'information

Article 48. — Nouveau. Adjonction de la Commission des conflits d'intérêts à la liste des institutions fédérales visées par cette loi.

Article 49. — Nouveau. Cette modification invoque le paragraphe 24(1) de la loi.

Texte du paragraphe 24(1) :

«24. (1) Le responsable d'une institution fédérale est tenu de refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la communication est restreinte en vertu d'une disposition figurant à l'annexe II.»

Loi sur la protection des renseignements personnels

Article 50. — Nouveau.

Texte du passage introductif de la définition de «renseignements personnels :

«renseignements personnels» Les renseignements, quels que soient leur forme et leur support, concernant un individu identifiable, notamment :»

Article 51. — Nouveau. Adjonction de la Commission des conflits d'intérêts à la liste des institutions fédérales visées par cette loi.

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

52. Part II of Schedule I to the Public Service Staff Relations Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

52. La partie II de l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Conflict of Interests Commission
Commission des conflits d'intérêts”

5 | «Commission des conflits d'intérêts
Conflict of Interests Commission» 5

R.S., c. P-36

Public Service Superannuation Act

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

53. Part II of Schedule I to the Public Service Superannuation Act is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

53. La partie II de l'annexe I de la Loi sur la pension de la fonction publique est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Conflict of Interests Commission
Commission des conflits d'intérêts”

10 | «Commission des conflits d'intérêts
Conflict of Interests Commission» 10

COMING INTO FORCE AND APPLICATION

ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPLICATION

Coming into force and application

54. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council and thereupon applies to each member then holding office as if notice of the member's election had been given in the Canada Gazette or the member had been summoned or appointed on that day.

54. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil et s'applique dès lors à chaque parlementaire occupant sa charge comme si avis de son élection avait été publié dans la Gazette du Canada ou comme s'il avait été nommé à cette date.

Entrée en vigueur et application

(1) Information disclosed or 20
to be disclosed by a member of
the Senate or a dependent in a
claim to a member within the meaning
of those terms for the purposes of the
Members of the Senate and House of
Commons Conflict of Interests Act,
to the Conflict of Interests Commission
or an officer or employee thereof
pursuant to that Act or in matters
made under that Act or in the course 30
of the application of that Act.

(1) Les renseignements qui sont
disculés ou qui doivent être divulgués
par un parlementaire ou un dépendant
dans une réclamation faite par un
parlementaire au sens de la Loi sur les
conflits d'intérêts des membres du
Sénat et de la Chambre des Communes
à la Commission des conflits d'intérêts
ou à un fonctionnaire ou employé de
celle-ci en vertu de cette Loi ou dans
le cadre de son application.

“Conflict of Interests Commission
Commission des conflits d'intérêts”

“Commission des conflits d'intérêts
Conflict of Interests Commission”

Public Service Staff Relations Act

Clause 52: New. This amendment would include the Conflict of Interests Commission in a listing of portions of the public service of Canada that are separate employers for the purposes of the Act.

Public Service Superannuation Act

Clause 53: New. This amendment would include the Conflict of Interests Commission in a listing of portions of the public service of Canada that are declared for greater certainty to be part of the Public Service for the purposes of the Act.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Article 52. — Nouveau. Adjonction de la Commission des conflits d'intérêts à la liste des secteurs de l'administration publique qui sont des employeurs distincts visés par cette loi.

Loi sur la pension de la fonction publique

Article 53. — Nouveau. Adjonction de la Commission des conflits d'intérêts à la liste des secteurs de l'administration publique déclarés, pour plus de certitude, faire partie de la fonction publique pour l'application de cette loi.

PROHIBITIONS

- 1. Insider information
- 2. Influence
- 3. Acquiring fees
- 4. Former Ministers' contracts and benefits
- 5. Carrying on business

CONFLICT OF INTERESTS COMMISSION
Commission établie

- 6. Contributions established
- 7. Powers, Duties and Functions
- 8. Advice based on personal information
- 9. Advice
- 10. Inquiries
- 11. Waiver of certain employment prohibitions
- 12. Extension of time
- 13. Costs

Legal Proceedings

- 14. No action lies

Remuneration and Terms of Employment

- 15. Remuneration of Chief Commissioner

Officers and Staff

- 16. Civil Service salaries
- 17. Eligibility of interests
- 18. Staff

INTERPRETATION

- 4. Renseignements d'intérieur
- 5. Influence
- 6. Rémunérations
- 7. Avantages et contrats offerts à d'anciens ministres et secrétaires parlementaires
- 8. Actes commerciaux

COMMISSION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS
Commission

- 9. Constitution de la Commission
- 10. Pouvoirs, fonctions et attributions
- 11. Avis
- 12. Demandes d'enquête
- 13. Dérogations
- 14. Prolongation de délai
- 15. Frais

Procédures

- 14. Intégrité

Rémunération et conditions d'emploi

- 15. Traitement du président

Officiers et personnel

- 16. Salaires
- 17. Éligibilité
- 18. Personnel

TABLE OF PROVISIONS

An Act to provide for greater certainty in the reconciliation of the personal interests and duties of office of Members of the Senate and of the House of Commons, to establish a Conflict of Interests Commission and to make consequential amendments to other Acts

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

OBLIGATIONS OF MEMBERS

3. Obligations of members

PROHIBITIONS

4. Insider information
5. Influence
6. Accepting fees
7. Former Ministers' contracts and benefits
8. Carrying on business

CONFLICT OF INTERESTS COMMISSION

Commission Established

9. Commission established

Powers, Duties and Functions

10. Advice based on personal information statements, etc.
11. Advice
12. Inquiries
13. Waiver of variance of post-employment prohibitions
14. Extension of time
15. Costs

Legal Proceedings

16. No action lies

Remuneration and Terms of Employment

17. Remuneration of Chief Commissioner

Officers and Staff

18. Chief Commissioner
19. Registrar of Interests
20. Staff

TABLE ANALYTIQUE

Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, constituant la Commission des conflits d'intérêts et apportant des modifications corrélatives à certaines lois

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

OBLIGATIONS DES PARLEMENTAIRES

3. Liste

INTERDICTIONS

4. Renseignements d'initiés
5. Influence
6. Rétribution
7. Avantages et contrats offerts à d'anciens ministres ou secrétaires parlementaires
8. Activités commerciales

COMMISSION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Constitution

9. Constitution de la Commission

Pouvoirs et fonctions

10. Notification des mesures à prendre
11. Avis
12. Demande d'enquête
13. Dérogation
14. Prorogation de délai
15. Frais

Procédures

16. Immunité

Rémunération et conditions d'exercice

17. Traitement du président

Dirigeants et personnel

18. Président
19. Secrétaire
20. Personnel

21. Responsibility for personnel management
 22. Compliance with security requirements
 23. Superannuation, etc.

Office

24. Office

By-laws

25. By-laws

Duties of Registrar

26. Duties

Disclosure

27. Disclosure by member
 28. Material change
 29. Periodic review
 30. Confidential register
 31. Public declaration
 32. Disclosure with respect to spouse and dependants
 33. Material change
 34. Confidential register
 35. Public declaration
 36. Disclosure of gifts and personal benefits
 37. Direct disclosure
 38. Confidential register
 39. Disclosure by range of value or amount
 40. Destruction of records

GENERAL

Regulations

41. Regulations

Annual Report

42. Annual report

Review

43. Permanent review of Act by Parliament

Personal Information

44. Personal information

Contraventions

45. Contraventions

21. Gestion du personnel
 22. Respect des normes de sécurité
 23. Pension

Siège

24. Siège

Règlements administratifs

25. Règlements administratifs

Obligations du secrétaire

26. Obligations

Communication de renseignements

27. État des renseignements personnels
 28. Changement important
 29. Révision annuelle
 30. Registre confidentiel
 31. Déclaration publique
 32. Conjoint et personnes à charge
 33. Changement important
 34. Registre confidentiel
 35. Déclaration publique
 36. Communication de renseignements : dons et avantages personnels
 37. Communication directe et présomption
 38. Registre confidentiel
 39. Fourchette pour déclaration publique
 40. Destruction des dossiers

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pouvoir réglementaire

41. Règlements

Rapport annuel

42. Rapport annuel

Examen

43. Suivi par un comité parlementaire

Renseignements personnels

44. Renseignements personnels

Infraction

45. Infraction

- 46. Where report of Commission tabled
- 47. Prohibitions in relation to post-employment

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 48. to 53. Consequential amendments

COMING INTO FORCE AND APPLICATION

- 54. Coming into force and application

- 46. Étude en comité
- 47. Interdiction

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 48 à 53. Modifications corrélatives

ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPLICATION

- 54. Entrée en vigueur et application

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-47

PROJET DE LOI C-47

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

First reading, November 24, 1989

Première lecture le 24 novembre 1989

C-47

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-47

An Act to amend the Canada Elections Act

First reading, November 24, 1989

PRESIDENT OF THE QUEEN'S PRIVY COUNCIL FOR
CANADA

C-47

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-47

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Première lecture le 24 novembre 1989

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE
CANADA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-47

PROJET DE LOI C-47

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

R.S., c. E-2;
R.S., c. 27 (2nd
Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) The *Canada Elections Act* is amended by adding thereto, immediately after section 76 thereof, the following heading and section:

Qualifications
of candidates

“QUALIFICATIONS OF CANDIDATES

76.1 Subject to this Act, any person who, at the date on which the person's nomination paper is filed at an election, is qualified as an elector may be a candidate at the election.”

Coming into
force

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 12, 1988.

L.R., ch. E-2;
L.R., ch. 27 (2^e
suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) La *Loi électorale du Canada* est modifiée par insertion, après l'article 76, de ce qui suit :

«ÉLIGIBILITÉ DES CANDIDATS

76.1 Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, tout individu qui, à la date où il dépose son bulletin de présentation à une élection, a qualité d'électeur peut être candidat à cette élection.»

Éligibilité des
candidats

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 12 décembre 1988.

Entrée en
vigueur

C-48

42

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
25 October 1985

Deuxième session, Trente-quatrième législature,
25 octobre 1985

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to amend the *Canada Elections Act*
EXPLANATORY NOTES

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: (1) The proposed section 76.1 would replace former section 20 of the *Canada Elections Act*, chapter 14 of the 1st Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1970, which was omitted from the Revised Statutes of Canada, 1985.

Article 1, (1). — L'article 76.1 reprend l'essentiel de l'article 20 de la *Loi électorale du Canada*, chapitre 14 du 1^{er} supplément des Statuts révisés du Canada de 1970, qui a été omis dans les Lois révisées (1985).

(2) The amendment would be retroactive to the date on which the Revised Statutes of Canada, 1985 came into force.

(2). — La modification est rétroactive à la date d'entrée en vigueur des Lois révisées (1985).

THE MINISTER OF AGRICULTURE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

C-48

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-48

An Act to amend the Crop Insurance Act

First reading, December 6, 1989

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-48

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-48

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte

Première lecture le 6 décembre 1989

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to amend the Crop Insurance Act

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte

R.S., c. C-48;
R.S., c. 29 (1st
Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-48;
L.R., ch. 29 (1^{er}
suppl.)

1. The long title of the *Crop Insurance Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le titre intégral de la *Loi sur l'assurance-récolte* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"An Act to provide for contributions to the provinces in respect of crop insurance"

«Loi prévoyant des contributions au régime d'assurance-récolte des provinces»

2. (1) The definitions "insured crop" and "provincial law" in section 2 of the said Act are repealed.

2. (1) Les définitions de «loi provinciale» et «récolte assurée», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées.

(2) The definitions "crop", "insurance scheme" and "reinsurance agreement" in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les définitions de «accord de réassurance», «récolte» et «régime d'assurance», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

"crop"
«récolte»

"crop" means an agricultural crop that is distinguishable from other agricultural crops on the basis of descriptions or criteria contained in the regulations;

«accord de réassurance» Accord ou partie d'un accord conclu dans le cadre de l'article 3.

«accord de réassurance»
«reinsurance agreement»

"insurance scheme"
«régime d'assurance»

"insurance scheme" means a scheme for the insurance of crops against loss from natural causes that is established by the laws of a province and administered by the government of the province or an agency thereof;

«récolte» Production agricole qui diffère des autres productions par la description et les critères prévus par règlement.

«récolte»
«crop»

"reinsurance agreement"
«accord de réassurance»

"reinsurance agreement" means an agreement or portion of an agreement entered into under paragraph 3(b);

«régime d'assurance» Régime d'assurance contre les dommages d'origine naturelle causés aux récoltes, constitué par une province et géré par celle-ci ou un organisme désigné.

«régime d'assurance»
«insurance scheme»

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Crop Insurance Act".

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: The long title at present reads as follows:

"An Act to provide for contributions and loans to the provinces in respect of crop insurance"

Clause 2: (1) The definitions "insured crop" and "provincial law" read as follows:

"insured crop" means a crop insured under provincial law;

"provincial law" means a law of a province that

(a) establishes a scheme for the insurance of one or more crops, under the terms and conditions specified in this Act, the regulations and an agreement made with the province, against loss to crops resulting from natural causes,

(b) provides for the administration of such a scheme of insurance by the province or an agency of the province, and

(c) authorizes the province to enter into an agreement;"

(2) The definitions "crop", "insurance scheme" and "reinsurance agreement" at present read as follows:

"crop" means an agricultural crop declared to be a crop for the purposes of this Act;

"insurance scheme" means a scheme of crop insurance established by provincial law;

"reinsurance agreement" means an agreement for reinsurance between the Minister and a province pursuant to subparagraph 3(b)(ii)."

(3) New.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte».

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Texte actuel du titre intégral :

«Loi prévoyant des contributions et prêts aux provinces en matière d'assurance-récolte»

Article 2, (1). — Texte des définitions de «loi provinciale» et «récolte assurée» :

«loi provinciale» Loi d'une province :

a) instituant un régime d'assurance visant, aux conditions prévues par la présente loi, ses règlements et l'accord conclu avec la province, la protection d'une ou plusieurs récoltes contre les pertes attribuables à des causes naturelles;

b) prévoyant l'administration d'un tel régime par la province ou un organisme provincial;

c) habilitant la province à conclure un accord.

«récolte assurée» Récolte assurée sous le régime d'une loi provinciale.»

(2). — Texte actuel des définitions de «accord de réassurance», «récolte» et «régime d'assurance» :

«accord de réassurance» Accord de réassurance conclu entre le ministre et une province dans le cadre du sous-alinéa 3b)(ii).

«récolte» Production agricole déclarée comme telle par les règlements d'application de la présente loi.

«régime d'assurance» Régime d'assurance-récolte institué par une loi provinciale.»

(3). — Nouveau.

“insurance contract”
«contrat d'assurance»

“waterfowl crop damage compensation program”
«plan sauvagine»

“year”
«année»

“insurance contract” means a policy of insurance issued under an insurance scheme;
“waterfowl crop damage compensation program” means a program that is administered by the government of a province or an agency thereof to compensate producers for damage to crops caused by waterfowl;
“year” means a period of twelve months beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the following year.”

«année» La période commençant le 1^{er} avril d'une année et se terminant le 31 mars suivant.
«contrat d'assurance» Police d'assurance souscrite au titre d'un régime d'assurance.
«plan sauvagine» Plan destiné à indemniser les producteurs des dommages causés aux récoltes par la sauvagine et géré par une province ou un organisme désigné.»

«année»
“year”

«contrat d'assurance»
“insurance contract”

«plan sauvagine»
“waterfowl crop damage compensation program”

3. Sections 3 to 5 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

3. Les articles 3 à 5 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Agreements with provinces

“3. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with any province

«3. Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil et dans le cadre d'un régime d'assurance ou d'un plan sauvagine conformes à la présente loi et à ses règlements, conclure avec une province un accord prévoyant une contribution aux coûts du régime et du plan et à la réassurance partielle des obligations relatives au paiement des indemnités du régime.»

Accord avec les provinces

- (a) to provide for the payment of contributions by the Government of Canada to the government of the province in respect of the costs incurred by the province in the operation of an insurance scheme or a waterfowl crop damage compensation program that is consistent with the requirements of this Act and the regulations; and
- (b) for the reinsurance of a portion of the liability of the province for the payment of indemnities under the insurance scheme.

CONTRIBUTIONS

Crop insurance

4. The contribution payable to the government of a province in respect of a year, in relation to an insurance scheme, shall be an amount equal to the aggregate of

- (a) fifty per cent of the expenses incurred by the province in that year in the administration of the insurance scheme; and
- (b) an amount equal to the share of the premiums paid by the province under the insurance scheme in that year, up to a maximum of twenty-five per cent of all premiums paid under the insurance scheme in that year.

CONTRIBUTIONS

4. La contribution annuelle à un régime d'assurance se compose des éléments suivants :

Régime d'assurance

- a) cinquante pour cent des frais administratifs ainsi exposés dans l'année;
- b) la fraction des primes acquittées par la province, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent des primes globales, dans l'année.

Clause 3: Sections 3 to 5 at present read as follows:

“3. Subject to this Act, the Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with any province

(a) to provide for the payment by the Government of Canada to the province of contributions in respect of the costs incurred by the province in the operation of an insurance scheme; and

(b) for either

(i) the making of loans to the province in respect of the costs incurred by the province in the operation of an insurance scheme, or

(ii) the reinsurance of a portion of the liability of the province for the payment of indemnities under an insurance scheme.

CONTRIBUTIONS AND LOANS

4. (1) The contribution payable to a province under an agreement shall be paid in respect of each year and shall be the amount specified in subsection (2) or (3).

(2) Where an agreement provides that contribution will be payable toward the expenses incurred by the province in the administration of the insurance scheme, the contribution payable to the province in respect of a year shall be an amount equal to the aggregate of

(a) fifty per cent of the expenses incurred by the province in that year in the administration of the insurance scheme, and

(b) if the province has by the agreement undertaken to pay a share of the premiums, the lesser of

(i) the amount required to reimburse the province for the share of the premiums paid by it in that year, and

(ii) twenty-five per cent of the premiums paid in respect of policies of insurance in that year.

(3) Where an agreement does not provide for a contribution toward the expenses incurred by the province in the administration of the insurance scheme but the province has, by the agreement, undertaken to pay a share of the premiums, the contribution payable to the province in respect of a year shall be an amount equal to the lesser of

(a) the amount required to reimburse the province for the share of the premiums paid by it in that year, and

(b) fifty per cent of the premiums paid in respect of policies of insurance in that year.

(4) Where an agreement entered into by a province provides for the contribution described in subsection (2) and subsequently the Minister and the province amend the agreement to provide for contribution in accordance with subsection (3), the amended agreement shall specify

Article 3. — Texte actuel des articles 3 à 5 :

«3. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec toute province un accord :

a) prévoyant le paiement, par le gouvernement fédéral à la province, de contributions pour les frais occasionnés à celle-ci par la mise en oeuvre d'un régime d'assurance;

b) prévoyant :

(i) soit l'octroi de prêts à la province pour les frais occasionnés à celle-ci par la mise en oeuvre d'un régime d'assurance,

(ii) soit la réassurance d'une partie des engagements de la province pour le paiement d'indemnités dans le cadre d'un régime d'assurance.

CONTRIBUTIONS ET PRÊTS

4. (1) La contribution payable à une province aux termes d'un accord lui est versée pour chaque année; le montant en est spécifié aux paragraphes (2) ou (3).

(2) Dans les cas où l'accord prévoit le paiement d'une contribution à une province pour les frais occasionnés à celle-ci par l'administration du régime d'assurance, le montant de la contribution pour une année est égal à la somme des éléments suivants :

a) cinquante pour cent des frais ainsi exposés dans l'année;

b) en cas d'engagement de la province, aux termes de l'accord, de payer une partie des primes, le moindre des montants suivants :

(i) le total des primes qu'elle a acquittées dans l'année,

(ii) vingt-cinq pour cent de toutes les primes acquittées dans l'année pour des polices d'assurance.

(3) Dans les cas où l'accord ne prévoit pas le paiement à une province de la contribution visée au paragraphe (2) mais stipule que celle-ci s'est engagée à payer une partie des primes, le montant de la contribution qui lui est payable pour une année est égal au moindre des montants suivants :

a) le total des primes qu'elle a acquittées dans l'année;

b) cinquante pour cent de toutes les primes acquittées dans l'année pour des polices d'assurance.

(4) En cas de modification de l'accord, par le ministre et la province, en vue de substituer à la contribution visée au paragraphe (2) celle qui est prévue au paragraphe (3), l'accord doit préciser l'année d'entrée en vigueur de la modification.

5. Le total des prêts consentis à une province au titre d'un accord ne peut dépasser, au cours d'une année donnée, soixante-quinze pour cent

Waterfowl crop
damage
compensation

5. The contribution payable to the government of a province in respect of a year, in relation to a waterfowl crop damage compensation program, shall be an amount equal to the aggregate of

(a) fifty per cent of the expenses incurred by the province in that year in the administration of the waterfowl crop damage compensation program; and

(b) fifty per cent of the compensation paid by the province in that year under the program."

4. (1) Paragraphs 8(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) set out the elements that are to form part of an insurance scheme established in the province in order for the scheme to qualify for contributions, including

(i) the crops to which the insurance scheme extends,

(ii) the nature of the losses that may be insured against and the manner of determining losses,

(iii) the areas to which the insurance scheme extends in relation to a crop,

(iv) the categories of producers who are eligible for insurance in respect of a crop,

(v) the manner of determining the per unit value of a crop,

(vi) the manner of determining the probable yield of a crop in any risk area or in respect of any farm enterprise,

(vii) the manner of determining the percentage, not to exceed ninety per cent, of the probable yield of a crop in any risk area or in respect of any farm enterprise that may be insured,

(viii) the period during which the insurance in respect of a crop is effective,

(ix) the manner of determining the premiums to be paid under an insurance contract and the share of those premiums to be paid by the province,

(x) particulars of insurance contracts, and

5. La contribution annuelle à un plan sauvagine se compose des éléments suivants :

- a) cinquante pour cent des frais administratifs ainsi exposés dans l'année;
- b) cinquante pour cent du montant indemnitaire versé par la province dans l'année.»

4. (1) Les alinéas 8(1)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 10

«a) préciser les éléments constitutifs d'un régime d'assurance ouvrant droit à une contribution, notamment :

- (i) les récoltes visées,
- (ii) la nature et le mode de détermination des pertes assurées,
- (iii) les zones de récolte visées,
- (iv) les catégories de producteurs admis à souscrire une assurance-récolte,
- (v) le mode d'appréciation de la valeur unitaire d'une récolte,
- (vi) le mode d'évaluation du rendement probable d'une récolte dans une zone à risque ou pour une exploitation agricole donnée,
- (vii) le mode de fixation, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent, de la part assurable du rendement probable d'une récolte dans une zone à risque ou pour une exploitation agricole donnée,
- (viii) la durée d'une assurance-récolte,
- (ix) le mode de tarification des primes d'assurance et la quotité d'une province à celles-ci,
- (x) les détails des contrats d'assurance,
- (xi) les autres mesures requises par règlement;

b) préciser les éléments constitutifs d'un plan sauvagine ouvrant droit à une contribution;»

the year in and from which the amended agreement will operate in respect of insured crops in the province.

5. The loans that may be made to a province under an agreement shall not exceed in any year seventy-five per cent of the amount by which the indemnities required to be paid under policies of insurance exceed the aggregate of

- (a) the premium receipts for that year,
- (b) the reserve for the payment of indemnities, and
- (c) two hundred thousand dollars."

Clause 4: (1) The relevant portion of subsection 8(1) at present reads as follows:

"8. (1) An agreement shall

(a) specify the terms and conditions of the insurance scheme, including

- (i) the crops and the area or areas in the province to which the insurance scheme extends,
- (ii) the nature of the losses insured against and the manner of ascertaining and determining losses,
- (iii) the producers who are eligible for crop insurance,
- (iv) the amount of the insurance to be effected on any crop in any area or on any farm in any area, which shall not exceed eighty per cent of the average yield of the crop in the area or on the farm, whichever is the greater,
- (v) the period or season during which the insurance in respect of any crop shall be effective,
- (vi) the premiums to be paid in respect of any policy of crop insurance, which premiums shall be such as in the opinion of the Governor in Council will make the insurance scheme self-sustaining, and the share of those premiums to be paid by the province, and
- (vii) particulars of the policies of insurance to be issued;

(b) contain provisions for establishing the value of crops for the purposes of the insurance scheme;"

de l'excédant des indemnités à payer aux termes de polices d'assurance par rapport à la somme des éléments suivants :

- a) l'ensemble des primes encaissées pour l'année;
- b) le montant de la réserve pour le paiement des indemnités;
- c) deux cent mille dollars.»

Article 4, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 8(1) :

«8. (1) Tout accord doit :

a) énoncer les modalités du régime d'assurance, notamment en ce qui concerne :

- (i) les récoltes et les secteurs géographiques visés,
- (ii) la nature des pertes assurées ainsi que leur mode de constatation et de détermination,
- (iii) les producteurs admissibles,
- (iv) le montant de l'assurance visant une récolte donnée dans un secteur ou une exploitation agricole donnés, à concurrence de quatre-vingts pour cent du rendement moyen le plus élevé enregistré dans le secteur ou l'exploitation,
- (v) la période de validité de l'assurance de la récolte,
- (vi) les primes à payer pour une police d'assurance-récolte — étant entendu qu'elles devront être fixées à un niveau qui, selon le gouverneur en conseil, permettra au régime de s'autofinancer — et la part de celles-ci qui devra être assumée par la province,
- (vii) les détails des polices d'assurance à émettre;

b) prévoir le mode d'établissement de la valeur des récoltes pour les besoins du régime d'assurance;»

(xi) such further provisions as are required by the regulations;

(b) set out the elements that are to form part of a waterfowl crop damage compensation program established in the province in order for the program to qualify for contributions;”

(2) Paragraph 8(1)(c) of the said Act is repealed.

(3) Paragraph 8(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) stipulate the minimum number of insurance contracts, or the minimum amount of insurance, required in respect of any risk area or any crop in order to entitle the province to contributions in respect thereof;”

(4) Clauses 8(1)(f)(ii)(A) and (B) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(A) the payment of indemnities under insurance contracts,
(B) the repayment to the province of any amounts paid by the province, out of funds not derived from premium receipts, in payment of indemnities under insurance contracts, and”

(5) Subparagraph 8(1)(f)(ii) of the said Act is further amended by repealing clause (D) thereof.

(6) Paragraphs 8(1)(g) and (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(g) specify the manner in which the government of the province will inform producers to whom insurance contracts are issued of the participation of the Government of Canada in the insurance scheme;

(h) contain a covenant by the Government of Canada that it will make the contributions authorized to be made under this Act, subject to the withholding of payment thereof in specified cir-

(2) L'alinéa 8(1)c) de la même loi est abrogé.

(3) L'alinéa 8(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) fixer le nombre minimal de contrats d'assurance ou le montant minimal d'assurance pour une récolte ou une zone à risque données en deçà desquels la province n'est pas admissible aux contributions prévues;»

(4) Les divisions 8(1)f)(ii)(A) et (B) de la même loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«(A) le paiement des indemnités prévues par les contrats d'assurance,
(B) le remboursement, sur des fonds ne provenant pas de primes, des montants payés par elle sous forme de paiement d'indemnités prévues par des contrats d'assurance.»

(5) La division 8(1)f)(ii)(D) est abrogée.

(6) Les alinéas 8(1)g) et h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«g) préciser la façon dont la province informera les producteurs ayant souscrit des contrats d'assurance de la participation fédérale;

h) stipuler que le gouvernement fédéral effectuera les contributions autorisées par la présente loi, sauf cas de retenue pour cause prévue de manquement de la part de la province;

h.1) prévoir le règlement des comptes en souffrance à son extinction;»

(2) Paragraph 8(1)(c) reads as follows:

"(c) set out those expenses incurred by the province in the administration of the insurance scheme in respect of which contributions will be made by the Government of Canada under this Act, and the manner and method of calculating and determining those expenses;"

(3) Paragraph 8(1)(d) at present reads as follows:

"(d) stipulate the minimum number of policies of insurance, or the minimum amount of insurance, in respect of any area or any crop required to entitle the province to contributions in respect thereof under this Act;"

(4) The relevant portions of paragraph 8(1)(f) at present read as follows:

"(f) contain a covenant by the province

...
(ii) that all premium receipts will be used only for

(A) the payment of indemnities under policies of insurance,

(B) the repayment to the province of any amounts paid by the province, out of funds not derived from premium receipts, by way of payment of indemnities under policies of insurance."

(5) Clause 8(1)(f)(ii)(D) reads as follows:

"(D) the repayment of any loans made to the province pursuant to an agreement under subparagraph 3(b)(i), and"

(6) Paragraphs 8(1)(g) and (h) at present read as follows:

"(g) specify the manner in which the province will inform each person to whom a policy of crop insurance is issued of the participation of the Government of Canada in the insurance scheme under which the policy is issued;

(h) contain a covenant by the Government of Canada to make the contributions and loans that are authorized to be made under this Act; and"

(2). — Texte de l'alinéa c) :

«c) préciser les frais à la charge de la province pour l'administration du régime d'assurance à l'égard desquels le gouvernement fédéral versera des contributions au titre de la présente loi, ainsi que leur mode de calcul et de détermination;»

(3). — Texte actuel de l'alinéa d) :

«d) fixer le nombre minimum de polices d'assurance, ou le montant minimal d'assurance, pour une récolte ou un secteur donnés en deçà desquels la province n'est pas admissible aux contributions prévues en l'espèce par la présente loi;»

(4). — Texte actuel des divisions 8(1)(f)(ii)(A) et (B) :

«(A) le paiement des indemnités prévues par les polices d'assurance,

(B) le remboursement, sur des fonds ne provenant pas de primes, des montants payés par elle sous forme de paiement d'indemnités prévues par des polices d'assurance.»

(5). — Texte de la division 8(1)(f)(ii)(D) :

«(D) le remboursement des prêts qui lui ont été consentis aux termes de l'accord visé au sous-alinéa 3b(i),»

(6). — Texte actuel des alinéas 8(1)(g) et (h) :

«g) spécifier l'obligation pour la province d'informer les titulaires de police d'assurance-récolte de la participation du gouvernement fédéral au régime d'assurance en cause, et la manière de s'en acquitter;

h) comporter l'engagement du gouvernement fédéral d'effectuer les contributions et prêts autorisés par la présente loi;»

cumstances of breach of the agreement by the province;

(h.1) make provision for the settlement of any account that remains outstanding under the agreement at the time of its termination or expiration; and”

(7) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) An agreement shall require that the premiums levied under an insurance scheme be sufficient, in the opinion of the Governor in Council, to meet the cost of indemnities under the scheme.”

5. Sections 9 and 10 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“9. An agreement may include provision for insurance against

- (a) loss arising from the destruction in whole or in part of stands of fruit trees or perennial plants other than trees; or
- (b) loss arising when the seeding or planting of a crop is prevented by excess ground moisture, weather or other agricultural hazards.

REGULATIONS

10. (1) The Governor in Council may, for the purposes of agreements, make regulations

- (a) respecting any of the elements of insurance schemes referred to in subparagraphs 8(1)(a)(i) to (x), and requiring the inclusion in agreements of further provisions relative to insurance schemes;
- (b) setting out descriptions of agricultural crops, or prescribing criteria for distinguishing agricultural crops, for the purposes of the definition “crop” in section 2;
- (c) respecting the determination of risk areas;

(7) L'article 8 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) L'accord doit prévoir que les primes suffiront pendant la durée de validité, selon le gouverneur en conseil, pour couvrir les montants des indemnités.»

5. Les articles 9 et 10 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“9. Un accord peut contenir des dispositions relatives à l'assurance contre toute perte occasionnée :

- a) soit par la destruction totale ou partielle de plantations d'arbres fruitiers ou de plantes vivaces autres que des arbres;
- b) soit par l'impossibilité de procéder aux travaux d'ensemencement ou de plantation par suite de l'excès d'humidité du sol, des intempéries ou d'autres facteurs liés à l'agriculture.

RÈGLEMENTS

10. (1) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application des accords, prendre des règlements :

- a) concernant tout élément visé aux sous-alinéas 8(1)a)(i) à (x) et la nécessité d'inclure des dispositions complémentaires;
- b) précisant, pour l'application de la définition de «récolte», à l'article 2, la description et les critères des productions agricoles;
- c) concernant la délimitation des zones à risque;
- d) spécifiant les clauses susceptibles d'être incorporées à un contrat d'assurance, notamment contre les pertes

Scheme to be self-sustaining

Extended coverage

Regulations

Autofinancement

Garantie supplémentaire

Règlements

(7) New.

Clause 5: Sections 9 and 10 at present read as follows:

«9. (1) In this section, "extended coverage" means insurance against

- (a) loss arising from the destruction in whole or in part of stands of fruit trees or perennial plants other than trees; or
- (b) loss arising when the seeding or planting of a crop is prevented by excess ground moisture, weather or other agricultural hazards.

(2) Where the Minister enters or has entered into an agreement under section 3 with any province operating an insurance scheme that includes extended coverage, the Minister may, subject to any regulations made by the Governor in Council, agree to the payment by the Government of Canada to that province of contributions in respect of that extended coverage on the same basis as contributions are payable under subsection 4(1) in respect of an insurance scheme.

(3) An agreement entered into under subsection (2) shall

(a) specify the area or areas in the province to which the extended coverage applies, the nature of the losses insured against by the extended coverage, the fruit trees or perennial plants to which the agreement relates and the manner of ascertaining and determining the losses insured against by the extended coverage to which the agreement relates;

(b) specify the amount of insurance to be effected under the extended coverage to which the agreement relates, which amount shall not exceed,

(i) in the case of a loss described in paragraph (1)(a), eighty per cent of the average cost of replacement of the fruit trees or perennial plants destroyed, and

(ii) in the case of a loss described in paragraph (1)(b), eighty per cent of the average cost of such of the following operations as have been carried out:

(A) summer-fallowing of the land,

(B) cultivating the land,

(C) fertilizing the land,

(D) purchasing plants for transplanting, and

(E) other preparation for seeding or planting a crop; and

(c) contain such other terms, conditions and provisions with respect to matters referred to in subsection 8(1) or otherwise as the Minister considers appropriate.

(7). — Nouveau.

Article 5. — Texte actuel des articles 9 et 10 :

«9. (1) Pour l'application du présent article, on entend par «garantie supplémentaire» l'assurance contre toute perte occasionnée :

a) soit par la destruction totale ou partielle de plantations d'arbres fruitiers ou de plantes vivaces autres que des arbres;

b) soit lorsque l'humidité excessive du sol, les intempéries ou d'autres risques agricoles empêchent l'ensemencement ou la plantation d'une récolte.

(2) Lorsque l'accord prévu à l'article 3 met en oeuvre un régime d'assurance avec garantie supplémentaire, le ministre peut, sous réserve des règlements du gouverneur en conseil, consentir au paiement, par le gouvernement fédéral à la province, de contributions supplémentaires calculées selon le barème applicable aux contributions payables aux termes du paragraphe 4(1) pour un régime d'assurance simple.

(3) En cas de garantie supplémentaire, l'accord doit :

a) préciser les secteurs géographiques de la province où s'applique la garantie supplémentaire, la nature des pertes couvertes par celle-ci ainsi que leur mode de constatation et de détermination, enfin les arbres fruitiers ou les plantes vivaces que vise l'accord;

b) fixer le montant de l'assurance attribuable au titre de la garantie supplémentaire, jusqu'à concurrence :

(i) dans le cas des pertes décrites à l'alinéa (1)a), de quatre-vingts pour cent du coût moyen de remplacement des arbres fruitiers ou plantes vivaces détruits,

(ii) dans le cas des pertes visées à l'alinéa (1)b), de quatre-vingts pour cent du coût moyen des opérations suivantes :

(A) mise en jachère,

(B) mise en culture,

(C) fertilisation,

(D) achat de nouveaux plants et semences,

(E) autres préparatifs pour l'ensemencement ou la plantation d'une récolte;

c) comporter les autres dispositions que le ministre juge opportunes, notamment en ce qui a trait aux questions visées par le paragraphe 8(1).

(d) specifying special features that may be included in insurance contracts in respect of losses described in section 9 or losses sustained on new or minor crops as defined in the regulations;

(e) specifying the circumstances in which two or more producers shall be deemed to have a common insurable interest for the purposes of insurance on a crop;

(f) establishing criteria under which insurance may be withheld or restricted for the purpose of protecting the environment;

(g) respecting terms and conditions of reinsurance agreements;

(h) respecting the determination of the value of damage to crops caused by waterfowl;

(i) specifying the categories of expenses incurred by provinces, in the administration of an insurance scheme or a waterfowl crop damage compensation program, that qualify for contributions and prescribing the manner of determining those expenses;

(j) respecting the manner of payment and timing of contributions, and the withholding of payment in specified circumstances of breach of the agreement by the province;

(k) specifying the records to be kept and the information to be furnished to the Government of Canada in relation to the administration of an insurance scheme or a waterfowl crop damage compensation program; and

(l) respecting the evaluation and audit of insurance schemes and waterfowl crop damage compensation programs.

(2) No amendment of the regulations shall be made until after the Minister has consulted with the government of each province."

6. Subsection 11(2) of the said Act is repealed.

7. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

visées à l'article 9 ou occasionnées aux cultures nouvelles ou d'ordre secondaire et définissant ces dernières;

e) spécifiant les cas où au moins deux producteurs sont réputés avoir un intérêt assurable commun pour une assurance-récolte;

f) établissant, pour la protection de l'environnement, les critères de refus ou de limitation d'une assurance;

g) concernant les conditions d'un accord de réassurance;

h) concernant l'évaluation des dommages causés aux récoltes par la sauvagine;

i) spécifiant les catégories de frais administratifs d'un régime d'assurance et d'un plan sauvagine ouvrant droit à une contribution et prévoyant la manière de les déterminer;

j) concernant les modalités, de temps ou autres, de versement de la contribution, ainsi que les cas de retenue de celui-ci pour cause prévue de manquement de la part de la province;

k) spécifiant les registres à tenir et les renseignements à fournir au gouvernement fédéral sur la gestion du régime d'assurance et du plan sauvagine;

l) concernant l'évaluation et la vérification d'un régime d'assurance et d'un plan sauvagine.

(2) Toute modification des règlements est subordonnée à la consultation des provinces par le ministre.»

6. Le paragraphe 11(2) de la même loi est abrogé.

7. L'article 12 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

REGULATIONS

10. (1) The Governor in Council may make regulations for the administration of this Act and all agreements and for carrying their purposes and provisions into effect, and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

- (a) defining the expression "producer" for the purposes of this Act;
- (b) for calculating and determining the average yield of any insured crops in any area or on any farm in an area;
- (c) for calculating and determining the average cost of
 - (i) replacement of fruit trees and perennial plants,
 - (ii) summer-fallowing,
 - (iii) cultivating,
 - (iv) fertilizing,
 - (v) purchasing plants for transplanting, and
 - (vi) other preparation for seeding or planting a crop,
 to which an agreement under section 9 applies;
- (d) prescribing the matters that, in addition to those set out in an agreement, shall be included in any insurance scheme;
- (e) specifying the time and manner of payment of contributions by the Government of Canada under this Act; and
- (f) prescribing the records to be kept by a province and the information to be furnished to the Government of Canada.

(2) No regulation by reference to which an agreement with a province has been made shall be altered except with the consent of the province or in accordance with the regulations to which it has agreed."

RÈGLEMENTS

10. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et des accords conclus sous son régime, et notamment :

- a) définir l'expression «producteur»;
- b) prévoir la calcul et la détermination du rendement moyen des récoltes assurées, dans un secteur ou une exploitation agricole donnés;
- c) prévoir, pour les besoins d'un accord conclu sous le régime de l'article 9, le calcul et la détermination du coût moyen :
 - (i) du remplacement des arbres fruitiers et des plantes vivaces,
 - (ii) de la mise en jachère,
 - (iii) de la mise en culture,
 - (iv) de la fertilisation,
 - (v) de l'achat de plants pour transplantation,
 - (vi) d'autres préparatifs pour l'ensemencement ou la plantation d'une récolte;
- d) préciser quels éléments supplémentaires, par rapport à ceux de l'accord, doivent être inclus dans un régime d'assurance;
- e) déterminer les date et mode de paiement des contributions fédérales prévues par la présente loi;
- f) indiquer à la province les registres à tenir et les renseignements à fournir au gouvernement fédéral.

(2) La modification de tout règlement concernant un accord conclu avec une province est subordonnée au consentement de celle-ci ou doit être conforme aux règlements qu'elle a agréés.»

Clause 6: Subsection 11(2) reads as follows:

"(2) All amounts required for the purpose of making any loan to a province under the terms of an agreement shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund on the certificate of the Minister and shall be repayable on such terms and conditions, including interest, as are prescribed by the Governor in Council."

Clause 7: Section 12 at present reads as follows:

Article 6. — Texte du paragraphe 11(2) :

"(2) Le montant des prêts consentis à une province aux termes d'un accord et certifié par le ministre est prélevé sur le Trésor; il est remboursable aux conditions fixées par le gouverneur en conseil, notamment quant à l'intérêt.»

Article 7. — Texte actuel de l'article 12 :

Term of agreements	<p>“12. (1) <u>An agreement shall be applicable in respect of the number of years specified in the agreement, not exceeding five.</u></p>	<p>«12. (1) <u>La durée de validité fixée par l'accord ne peut dépasser cinq ans.</u></p>	Durée des accords
Termination of agreement	<p>(2) An agreement may be terminated (a) by the Minister, with the approval of the Governor in Council, giving at least two years notice of intention to terminate the agreement to the government of the province; or (b) by mutual consent of the Minister, with the approval of the Governor in Council, and the government of the province.</p>	<p>(2) Il peut être mis fin aux accords : a) soit sur préavis d'au moins deux ans donné par le ministre, avec l'agrément du gouverneur en conseil, à la province; b) soit par le consentement du ministre et de la province avec l'agrément du gouverneur en conseil.</p>	Avis d'extinction
Outstanding accounts	<p>(3) The expiration or termination of an agreement does not extinguish any account then outstanding under the agreement between the parties thereto and, in any agreement between those parties for a period immediately following the expiration or termination, provision shall be made for the continuation of those accounts thereunder.”</p>	<p>(3) L'extinction d'un accord n'a pas pour effet d'annuler les dettes restées à la charge d'une partie, tout accord ultérieur devant les incorporer aux comptes ouverts sous son régime.»</p>	Comptes en souffrance
Review of Act	<p>8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately before section 14 thereof, the following section:</p>	<p>8. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 14, de ce qui suit :</p>	
Termination of existing agreements	<p>“13. Within one year after January 1, 1995, a review of the operation of this Act shall be commenced and completed by the Minister and the Minister shall cause a report of the results of the review to be laid before each House of Parliament.”</p> <p>9. Every agreement entered into under the <i>Crop Insurance Act</i> before the day this Act comes into force and not terminated prior to that day shall be deemed to be terminated under that Act on that day.</p>	<p>«13. Dans l'année suivant le 1^{er} janvier 1995, le ministre procède à l'examen de l'application de la présente loi et fait déposer un rapport devant chaque chambre du Parlement.»</p> <p>9. Tout accord, au sens de la <i>Loi sur l'assurance-récolte</i>, conclu et non échu avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi prend fin à cette date.</p>	Examen de l'application
Coming into force and applicaton	<p>10. This Act shall come into force, or shall be deemed to have come into force, on April 1, 1990 and the <i>Crop Insurance Act</i>, as amended by this Act, applies in respect of agreements entered into under that Act for periods beginning on or after that day.</p>	<p>10. La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} avril 1990 et s'applique aux accords, au sens de la <i>Loi sur l'assurance-récolte</i>, en vigueur à compter de cette date.</p>	Entrée en vigueur

"12. (1) Subject to subsection (2), every agreement shall continue in force so long as the provincial law remains in operation and the province continues to give full effect to the agreement or until the expiration of the period of five years following the day on which notice of intention to terminate the agreement is given by the Minister with the approval of the Governor in Council to the province with which the agreement was made, but notice of intention to terminate an agreement shall not be given until after the expiration of the period of five years following the day on which the agreement came into force.

(2) An agreement may, with the approval of the Governor in Council, be terminated at any time by mutual consent of the parties thereto."

«12. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un accord demeure en vigueur tant que la province continue de lui donner plein effet et que la loi provinciale reste applicable, ou jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du jour où le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, avise la province en cause de son intention d'y mettre fin, étant entendu toutefois qu'une telle décision ne peut intervenir dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'accord.

(2) Les parties à un accord peuvent, avec l'approbation du gouverneur en conseil, décider d'y mettre fin.»

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to amend the Crop Insurance Act

Loi modifiant la Loi sur l'assurance agricole

Clause 8: New.

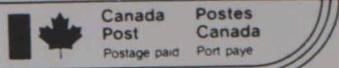
Article 8. — Nouveau.

PRINTED AND BOUND AND REPORTED FEBRUARY 22, 1970, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

IMPRIMÉ ET RELIÉ, DÉPOSÉ LE 22 FÉVRIER 1970 PAR LE COMITÉ PARLEMENTAIRE

THE MINISTER OF AGRICULTURE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE



FIRST PREMIÈRE CLASS CLASSE

**K1A 0S9
OTTAWA**

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

...the Minister shall have the power to make any agreement...
...the Minister shall have the power to make any agreement...
...the Minister shall have the power to make any agreement...

(2) by mutual consent of the Minister,
with the approval of the Governor in
Council, and the government of the
province;

(3) by mutual consent of the Minister,
with the approval of the Governor in
Council, and the government of the
province;

(3) This regulation or termination of an
agreement shall not extinguish any amount
owed...
...the Minister shall have the power to make any agreement...

8. This part of the Act is repealed, subject to
adding therein, amendments before section
14 thereof, the following words:

"13. Within one year after January 1,
1990, a review of the operation of this Act
shall be commenced and completed by the
Minister and the Minister shall cause a
report of the results of the review to be
laid before each House of Parliament."

9. Every agreement entered into under the
Crop Insurance Act before the day this Act
comes into force and not terminated prior to
that day shall be deemed to be terminated
under that Act on that day.

10. This Act shall come into force, or shall
be deemed to come into force, on April
1, 1990 and the Crop Insurance Act, as
amended by this Act, applies in respect of
agreements entered into under that Act in
periods beginning on or after that day.

General notes
Notes générales

Repealed Act
Loi abrogée

Termination of
agreements
Abrogation des
ententes

Coming into
force and
application
Entrée en vigueur
et application

Printed under authority of the Minister of the Treasury of Canada
by the Queen's Printer at Ottawa

Available from Canadian Government Publishing, 1000 Centre Street,
Ottawa, Canada K1A 0S9

...the Minister shall have the power to make any agreement...
...the Minister shall have the power to make any agreement...
...the Minister shall have the power to make any agreement...

(2) by mutual consent of the Minister,
with the approval of the Governor in
Council, and the government of the
province;

(3) by mutual consent of the Minister,
with the approval of the Governor in
Council, and the government of the
province;

(3) This regulation or termination of an
agreement shall not extinguish any amount
owed...
...the Minister shall have the power to make any agreement...

8. This part of the Act is repealed, subject to
adding therein, amendments before section
14 thereof, the following words:

"13. Dans l'année qui suit le 1^{er} janvier
1990, le ministre procède à l'examen de
l'application de la Loi sur l'assurance
des récoltes devant le Parlement."

9. Toute entente conclue en vertu de la Loi sur
l'assurance des récoltes, conclue et non terminée
avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi,
est réputée terminée à cette date.

10. La présente loi entre en vigueur ou est
réputée entrer en vigueur le 1^{er} avril 1990 et
s'applique aux ententes conclues en vertu de la Loi sur
l'assurance des récoltes conclues à compter de
cette date.

Printed under authority of the Minister of the Treasury of Canada
by the Queen's Printer at Ottawa

Available from Canadian Government Publishing, 1000 Centre Street,
Ottawa, Canada K1A 0S9

C-48

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-48

An Act to amend the Crop Insurance Act

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED FEBRUARY 22,
1990, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-48

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-48

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE
22 FÉVRIER 1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act to amend the Crop Insurance Act

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte

R.S., c. C-48;
R.S., c. 29 (1st
Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-48;
L.R., ch. 29 (1^{er}
suppl.)

1. The long title of the *Crop Insurance Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le titre intégral de la *Loi sur l'assurance-récolte* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“An Act to provide for contributions to the provinces in respect of crop insurance”

«Loi prévoyant des contributions au régime d'assurance-récolte des provinces»

2. (1) The definitions “insured crop” and “provincial law” in section 2 of the said Act are repealed.

2. (1) Les définitions de «loi provinciale» et «récolte assurée», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées.

(2) The definitions “crop”, “insurance scheme” and “reinsurance agreement” in section 2 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les définitions de «accord de réassurance», «récolte» et «régime d'assurance», à l'article 2 de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

“crop”
«récolte»

““crop” means an agricultural crop designated by the regulations or that is distinguishable from other agricultural crops on the basis of descriptions or criteria contained in the regulations; 20

«accord de réassurance» Accord ou partie d'un accord conclu dans le cadre de l'article 3.

«accord de réassurance»
“reinsurance agreement”

“insurance scheme”
«régime d'assurance»

“insurance scheme” means a scheme for the insurance of crops against loss from natural causes that is established by the laws of a province and administered by the government of the province or an agency thereof; 25

«récolte» Production agricole qui soit est désignée par règlement, soit diffère des autres productions par la description et les critères prévus par règlement.

«récolte»
“crop”

“reinsurance agreement”
«accord de réassurance»

“reinsurance agreement” means an agreement or portion of an agreement entered into under paragraph 3(b);”

«régime d'assurance» Régime d'assurance contre les dommages d'origine naturelle causés aux récoltes, constitué par une province et géré par celle-ci ou un organisme désigné.» 25

«régime d'assurance»
“insurance scheme”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Crop Insurance Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte».

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des traits verticaux. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"insurance contract"
«contrat d'assurance»

"insurance contract" means a policy of insurance issued under an insurance scheme;

«année» La période commençant le 1^{er} avril d'une année et se terminant le 31 mars suivant.

«année»
"year"

"waterfowl"
«sauvagine»

"waterfowl" means ducks, geese or cranes in respect of which a program for the prevention of damage to crops, approved by the Minister of the Environment, is in place in a province;

«contrat d'assurance» Police d'assurance souscrite au titre d'un régime d'assurance.

«contrat d'assurance»
"insurance contract"

"waterfowl crop damage compensation program"
«plan sauvagine»

"waterfowl crop damage compensation program" means a program that is administered by the government of a province or an agency thereof to compensate producers for damage to crops caused by waterfowl;

«plan sauvagine» Plan destiné à indemniser les producteurs des dommages causés aux récoltes par la sauvagine et géré par une province ou un organisme désigné.

«plan sauvagine»
"waterfowl crop damage compensation program"

"year"
«année»

"year" means a period of twelve months beginning on April 1 in one year and ending on March 31 in the following year."

«sauvagine» Canards, oies et grues visés par un programme de protection des récoltes approuvé par le ministre de l'Environnement et appliqué dans une province.»

«sauvagine»
"waterfowl"

3. Sections 3 to 5 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

3. Les articles 3 à 5 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

20

Agreements with provinces

"3. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with any province

"3. Le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil et dans le cadre d'un régime d'assurance ou d'un plan sauvagine conformes à la présente loi et à ses règlements, conclure avec une province un accord prévoyant une contribution aux coûts du régime et du plan et la réassurance partielle des obligations relatives au paiement des indemnités du régime.

Accord avec les provinces

(a) to provide for the payment of contributions by the Government of Canada to the government of the province in respect of the costs incurred by the province in the operation of an insurance scheme or a waterfowl crop damage compensation program that is consistent with the requirements of this Act and the regulations; and

(b) for the reinsurance of a portion of the liability of the province for the payment of indemnities under the insurance scheme.

25

CONTRIBUTIONS

CONTRIBUTIONS

Crop insurance

4. The contribution payable to the government of a province in respect of a year, in relation to an insurance scheme, shall be an amount equal to the aggregate of

4. La contribution annuelle à un régime d'assurance se compose des éléments suivants :

Régime d'assurance

(a) fifty per cent of the expenses incurred by the province in that year in

a) cinquante pour cent des frais administratifs ainsi exposés dans l'année;

the administration of the insurance scheme; and

(b) an amount equal to the share of the premiums paid by the province under the insurance scheme in that year, up to a maximum of twenty-five per cent of all premiums paid under the insurance scheme in that year. 5

Waterfowl crop damage compensation

5. The contribution payable to the government of a province in respect of a year, in relation to a waterfowl crop damage compensation program, shall be an amount equal to the aggregate of

(a) fifty per cent of the expenses incurred by the province in that year in the administration of the waterfowl crop damage compensation program; and 15

(b) fifty per cent of the compensation paid by the province in that year under the program.” 20

4. (1) Paragraphs 8(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) set out the elements that are to form part of an insurance scheme established in the province in order for the scheme to qualify for contributions, including

(i) the crops to which the insurance scheme extends, 30

(ii) the nature of the losses that may be insured against and the manner of determining losses,

(iii) the areas to which the insurance scheme extends in relation to a crop, 35

(iv) the categories of producers who are eligible for insurance in respect of a crop,

(v) the manner of determining the per unit value of a crop, 40

(vi) the manner of determining the probable yield of a crop in any risk area or in respect of any farm enterprise,

(vii) the manner of determining the percentage, not to exceed ninety per cent, of the probable yield of a crop in any risk area or in respect of any farm enterprise that may be insured, 45

b) la fraction des primes acquittées par la province, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent des primes globales, dans l'année.

5. La contribution annuelle à un plan sauvagine se compose des éléments suivants : 5 Plan sauvagine

a) cinquante pour cent des frais administratifs ainsi exposés dans l'année;

b) cinquante pour cent du montant indemnitaire versé par la province dans l'année.» 10

4. (1) Les alinéas 8(1)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) préciser les éléments constitutifs d'un régime d'assurance ouvrant droit à une contribution, notamment : 15

(i) les récoltes visées,

(ii) la nature et le mode de détermination des pertes assurées, 20

(iii) les zones de récolte visées,

(iv) les catégories de producteurs admis à souscrire une assurance-récolte,

(v) le mode d'appréciation de la valeur unitaire d'une récolte, 25

(vi) le mode d'évaluation du rendement probable d'une récolte dans une zone à risque ou pour une exploitation agricole donnée, 30

(vii) le mode de fixation, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent, de la part assurable du rendement probable d'une récolte d'une zone à risque ou pour une exploitation agricole donnée, 35

(viii) la durée d'une assurance-récolte,

- (viii) the period during which the insurance in respect of a crop is effective,
- (ix) the manner of determining the premiums to be paid under an insurance contract and the share of those premiums to be paid by the province,
- (x) particulars of insurance contracts, and
- (xi) such further provisions as are required by the regulations;
- (b) set out the elements that are to form part of a waterfowl crop damage compensation program established in the province in order for the program to qualify for contributions;”
- (2) Paragraph 8(1)(c) of the said Act is repealed.
- (3) Paragraph 8(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:
- “(d) stipulate the minimum number of insurance contracts, or the minimum amount of insurance, required in respect of any risk area or any crop in order to entitle the province to contributions in respect thereof;”
- (4) Clauses 8(1)(f)(ii)(A) and (B) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:
- “(A) the payment of indemnities under insurance contracts,
(B) the repayment to the province of any amounts paid by the province, out of funds not derived from premium receipts, in payment of indemnities under insurance contracts, and”
- (5) Subparagraph 8(1)(f)(ii) of the said Act is further amended by repealing clause (D) thereof.
- (6) Paragraphs 8(1)(g) and (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:
- “(g) specify the manner in which the government of the province will inform
- (ix) le mode de tarification des primes d'assurance et la quotité d'une province à celles-ci,
- (x) les détails des contrats d'assurance,
- (xi) les autres mesures requises par règlement;
- b) préciser les éléments constitutifs d'un plan sauvagine ouvrant droit à une contribution;»
- (2) L'alinéa 8(1)c) de la même loi est abrogé.
- (3) L'alinéa 8(1)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- «d) fixer le nombre minimal de contrats d'assurance ou le montant minimal d'assurance pour une récolte ou une zone à risque données en deçà desquels la province n'est pas admissible aux contributions prévues;»
- (4) Les divisions 8(1)f)(ii)(A) et (B) de la même loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
- «(A) le paiement des indemnités prévues par les contrats d'assurance,
(B) le remboursement, sur des fonds ne provenant pas de primes, des montants payés par elle sous forme de paiement d'indemnités prévues par des contrats d'assurance.»
- (5) La division 8(1)f)(ii)(D) est abrogée.
- (6) Les alinéas 8(1)g) et h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- «g) préciser la façon dont la province informera les producteurs ayant souscrit

producers to whom insurance contracts are issued of the participation of the Government of Canada in the insurance scheme;

(h) contain a covenant by the Government of Canada that it will make the contributions authorized to be made under this Act, subject to the withholding of payment thereof in specified circumstances of breach of the agreement by the province;

(h.1) make provision for the settlement of any account that remains outstanding under the agreement at the time of its termination or expiration; and”

(7) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) An agreement shall require that the premiums levied under an insurance scheme be sufficient, in the opinion of the Governor in Council, to meet the cost of indemnities under the scheme.”

5. Sections 9 and 10 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“9. An agreement may include provision for insurance against

- (a) loss arising from the destruction in whole or in part of stands of fruit trees or perennial plants other than trees; or
- (b) loss arising when the seeding or planting of a crop is prevented by excess ground moisture, weather or other agricultural hazards.

des contrats d'assurance de la participation fédérale;

h) stipuler que le gouvernement fédéral effectuera les contributions autorisées par la présente loi, sauf cas de retenue pour cause prévue de manquement de la part de la province;

h.1) prévoir le règlement des comptes en souffrance à son extinction;»

(7) L'article 8 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) L'accord doit prévoir que les primes suffiront pendant la durée de validité, selon le gouverneur en conseil, pour couvrir les montants des indemnités.»

5. Les articles 9 et 10 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«9. Un accord peut contenir des dispositions relatives à l'assurance contre toute perte occasionnée :

- a) soit par la destruction totale ou partielle de plantations d'arbres fruitiers ou de plantes vivaces autres que des arbres;
- b) soit par l'impossibilité de procéder aux travaux d'ensemencement ou de plantation par suite de l'excès d'humidité du sol, des intempéries ou d'autres facteurs liés à l'agriculture.

Scheme to be self-sustaining

Autofinancement

Extended coverage

Garantie supplémentaire

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

10. (1) The Governor in Council may, for the purposes of agreements, make regulations

- (a) respecting any of the elements of insurance schemes referred to in subparagraphs 8(1)(a)(i) to (x), and requiring the inclusion in agreements of fur-

10. (1) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application des accords, prendre des règlements :

- a) concernant tout élément visé aux sous-alinéas 8(1)a)(i) à (x) et la nécessité d'inclure des dispositions complémentaires;

ther provisions relative to insurance schemes;

(b) for purposes of the definition "crop" in section 2 designating agricultural crops or setting out descriptions or criteria for distinguishing agricultural crops from one another; 5

(c) respecting the determination of risk areas;

(d) specifying special features that may 10 be included in insurance contracts in respect of losses described in section 9 or losses sustained on new or minor crops as defined in the regulations;

(e) specifying the circumstances in 15 which two or more producers shall be deemed to have a common insurable interest for the purposes of insurance on a crop;

(f) establishing criteria under which in- 20 surance may be withheld or restricted for the purpose of protecting the environment;

(g) respecting terms and conditions of reinsurance agreements; 25

(h) respecting the determination of the value of damage to crops caused by waterfowl;

(i) specifying the categories of expenses incurred by provinces, in the administra- 30 tion of an insurance scheme or a waterfowl crop damage compensation program, that qualify for contributions and prescribing the manner of determining those expenses; 35

(j) respecting the manner of payment and timing of contributions, and the withholding of payment in specified circumstances of breach of the agreement by the province; 40

(k) specifying the records to be kept and the information to be furnished to the Government of Canada in relation to the administration of an insurance scheme or a waterfowl crop damage 45 compensation program;

(l) respecting the evaluation and audit of insurance schemes and waterfowl

b) pour l'application de la définition de ce terme à l'article 2, désignant comme récolte une production agricole ou préci- sant la description ou les critères des différentes récoltes; 5

c) concernant la délimitation des zones à risque;

d) spécifiant les clauses susceptibles d'être incorporées à un contrat d'assurance contre les pertes visées à l'article 9 10 ou occasionnées aux cultures nouvelles ou d'ordre secondaire et définissant ces dernières;

e) spécifiant les cas où au moins deux producteurs sont réputés avoir un intérêt 15 assurable commun pour une assurance-récolte;

f) établissant, pour la protection de l'environnement, les critères de refus ou de limitation d'une assurance; 20

g) concernant les conditions d'un accord de réassurance;

h) concernant l'évaluation des dommages causés aux récoltes par la sauvagine;

i) spécifiant les catégories de frais 25 administratifs d'un régime d'assurance et d'un plan sauvagine ouvrant droit à une contribution et prévoyant la manière de les déterminer;

j) concernant les modalités, de temps 30 ou autres, de versement de la contribution, ainsi que les cas de retenue de celui-ci pour cause prévue de manquement de la part de la province;

k) spécifiant les registres à tenir et les 35 renseignements à fournir au gouvernement fédéral sur la gestion du régime d'assurance et du plan sauvagine;

l) concernant l'évaluation et la vérification d'un régime d'assurance et d'un 40 plan sauvagine.

m) concernant la prise de toute mesure nécessaire à l'application de la présente loi.

crop damage compensation programs;
and
(m) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Amendment of regulations

(2) No amendment of the regulations shall be made until after the Minister has consulted with the government of each province.”

(2) Toute modification des règlements est subordonnée à la consultation des provinces par le ministre.»

Modification des règlements

6. Subsection 11(2) of the said Act is repealed.

6. Le paragraphe 11(2) de la même loi est abrogé.

5

7. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. L'article 12 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Term of agreements

“12. (1) An agreement shall be applicable in respect of the number of years specified in the agreement, not exceeding five.

«12. (1) La durée de validité fixée par l'accord ne peut dépasser cinq ans.

Durée des accords

Termination of agreement

(2) An agreement may be terminated (a) by the Minister, with the approval of the Governor in Council, giving at least two years notice of intention to terminate the agreement to the government of the province; or (b) by mutual consent of the Minister, with the approval of the Governor in Council, and the government of the province.

(2) Il peut être mis fin aux accords : a) soit sur préavis d'au moins deux ans donné par le ministre, avec l'agrément du gouverneur en conseil, à la province; b) soit par le consentement du ministre et de la province avec l'agrément du gouverneur en conseil.

10 Avis d'extinction

Outstanding accounts

(3) The expiration or termination of an agreement does not extinguish any account then outstanding under the agreement between the parties thereto and, in any agreement between those parties for a period immediately following the expiration or termination, provision shall be made for the continuation of those accounts thereunder.”

(3) L'extinction d'un accord n'a pas pour effet d'annuler les dettes restées à la charge d'une partie, tout accord ultérieur devant les incorporer aux comptes ouverts sous son régime.»

Comptes en souffrance

8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately before section 14 thereof, the following section:

8. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 14, de ce qui suit :

Review of Act

“13. Within one year after January 1, 1995, a review of the operation of this Act shall be commenced and completed by the Minister and the Minister shall cause a report of the results of the review to be laid before each House of Parliament.”

«13. Dans l'année suivant le 1^{er} janvier 1995, le ministre procède à l'examen de l'application de la présente loi et fait déposer un rapport devant chaque chambre du Parlement.»

Examen de l'application

Termination of existing agreements

9. Every agreement entered into under the *Crop Insurance Act* before the day this Act

9. Tout accord, au sens de la *Loi sur l'assurance-récolte*, conclu et non échu avant

Expiration des accords existants

comes into force and not terminated prior to that day shall be deemed to be terminated under that Act on that day.

la date d'entrée en vigueur de la présente loi prend fin à cette date.

Coming into force and application

10. This Act shall come into force, or shall be deemed to have come into force, on April 1, 1990 and the *Crop Insurance Act*, as amended by this Act, applies in respect of agreements entered into under that Act for periods beginning on or after that day.

10. La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} avril 1990 et s'applique aux accords, au sens de la *Loi sur l'assurance-récolte*, en vigueur à compter de cette date.

Entrée en vigueur

Term of agreement

11. (1) An agreement shall be applicable for a period of the number of years specified in the agreement, not exceeding 15 years.

11. (1) L'article 10 de la présente loi ne s'applique qu'à un accord en vertu duquel...

Termination of agreement

(2) An agreement may be terminated by the holder thereof, with the approval of the Governor in Council, giving at least 90 days notice of intention to terminate the agreement to the government of the province:

(2) Il peut être mis fin aux accords: a) par son titulaire, dans un délai de 90 jours consécutifs...

Expiration of agreement

(3) The expiration or termination of an agreement does not extinguish any accounts then outstanding under the agreement between the parties thereto and, in any agreement between those parties for a period immediately following the expiration or termination, provision shall be made for the continuation of those accounts thereafter.

(3) L'expiration d'un accord n'a pas pour effet d'annuler les comptes rendus à la charge d'une partie...

Review of Act

12. The said Act is further amended by adding thereto immediately before section 14 thereof, the following section:

12. La présente loi est modifiée en vertu de l'ajout...

13. Within one year after January 1, 1995, a review of the operation of this Act shall be conducted and completed by the Minister and the Minister shall cause a report of the results of the review to be laid before each House of Parliament.

13. Dans l'année suivant le 1^{er} janvier 1995, le ministre procédera à l'examen de la mise en œuvre de la présente loi et déposera un rapport devant chaque chambre du Parlement.

Transitional provisions

14. Every agreement entered into under the *Crop Insurance Act* before the day this Act

14. Tout accord, au sens de la Loi sur l'assurance-récolte, conclu avant le...

C-49

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-49

An Act to provide for the resumption of certain govern-
ment services

First reading, December 6, 1989

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

C-49

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-49

Loi prévoyant la reprise de certains services gouvernemen-
taux

Première lecture le 6 décembre 1989

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-49

PROJET DE LOI C-49

An Act to provide for the resumption of
certain government services

Loi prévoyant la reprise de certains services
gouvernementaux

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Govern-
ment Services Resumption Act*.

1. *Loi sur la reprise des services gouver-
nementaux.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

Définitions

2. (1) In this Act,
"bargaining agent" means the Public Service
Alliance of Canada;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente loi.

"bargaining
agent"
«agent
négociateur»

«agent négociateur» L'Alliance de la Fon-
ction publique du Canada.

«agent
négociateur»
"bargaining ..."

"conciliation
board"
«bureau de
conciliation»

"conciliation board" means a board estab-
lished pursuant to section 8;

10 «bureau de conciliation» Bureau de concilia-
tion établi en vertu de l'article 8.

10 «bureau de
conciliation»
"conciliation
board"

"employee"
«fonctionnaire»

"employee" means a person employed in the
Public Service who is bound by a group
specific agreement;

«convention cadre» Convention collective
cadre intervenue entre l'employeur et
l'agent négociateur et expirée depuis le 30
juin 1988.

«convention
cadre»
"master
agreement"

"employer"
«employeur»

"employer" means Her Majesty in right of
Canada as represented by the Treasury
Board;

15 «convention particulière» Convention collec-
tive mentionnée à l'annexe.

15 «convention
particulière»
"group ..."

"government
services"
«services
gouvernement-
aux»

"government services" means the services
provided by that part of the Public Service
in which the employees are employed;

«employeur» Sa Majesté du chef du Canada
représentée par le Conseil du Trésor.

«employeur»
"employer"

"group specific
agreement"
«convention
particulière»

"group specific agreement" means a collec-
tive agreement specified in the schedule;

20 «fonctionnaire» Membre de la fonction publi-
que lié par une convention particulière.

20 «fonctionnaire»
"employee"

«services gouvernementaux» Services que
fournit le secteur de la fonction publique
auquel appartiennent les fonctionnaires.

«services
gouvernement-
aux»
"government
services"

... agreement between the employer and the bargaining agent that expired on June 30, 1988.

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the Public Service Staff Relations Act.

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

GOVERNMENT SERVICES

- 3. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, l'employeur est tenu de veiller à ce que les fonctionnaires de la prestation de services gouvernementaux :
- 10 a) les fonctionnaires sont tenus de respecter immédiatement leur travail jusqu'à la leur demande.
- 4 (1) L'agent négociateur et chacun de ses dirigeants et de ses représentants sont tenus :
- a) d'informer, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les fonctionnaires qu'en raison de cette entrée en vigueur :
- 20 (i) les déclarations, autorisations ou autres de grève qui leur ont été communiquées sont entrées en vigueur sans aucun préjudice ;
- 25 (ii) la prestation des services gouvernementaux doit reprendre immédiatement et les fonctionnaires doivent reprendre immédiatement leur travail lorsqu'on le leur demande ;
- 30 b) de prendre, en plus, toutes les mesures raisonnables pour garantir le respect de l'article 36) par les fonctionnaires ;
- 35 c) de s'abstenir de toute conduite pouvant encourager les fonctionnaires à déroger à l'article 36).
- 40 (2) Il est interdit aux dirigeants et aux représentants de l'employeur :
- 45 a) de manière impédie any employees from complying with paragraph 3(6); or
- b) to discourage or in any other manner discipline, or authorize or direct the discipline or discipline of any employee by
- 50 (i) The bargaining agent and each officer or representative of the bargaining agent :
- a) shall, forthwith on the coming into force of this Act, give notice to every employee that, by reason of that coming into force :
- 55 (i) any declaration, authorization or direction to go on strike given to them before that coming into force has become null and void ; and
- 60 (ii) government services are forthwith to be resumed and every employee, when so required, is forthwith to resume the duties of that employee's employment ;
- 65 b) shall, in addition to giving notice as required by paragraph (a), take all reasonable steps to ensure that every employee complies with paragraph 3(6); and
- 70 c) shall refrain from any conduct that may encourage any employee not to comply with paragraph 3(6).
- 75 (3) No officer or representative of the employer shall :
- 80 (a) in any manner impede any employees from complying with paragraph 3(6); or
- 85 (b) discipline or in any other manner discipline, or authorize or direct the discipline or discipline of any employee by

“master agreement”
“convention cadre”

“master agreement” means the collective agreement between the employer and the bargaining agent that expired on June 30, 1988.

Words and expressions

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Public Service Staff Relations Act*.

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

Terminologie

GOVERNMENT SERVICES

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Resumption of government services

3. On the coming into force of this Act,
(a) the employer shall forthwith ensure that government services are resumed; and
(b) every employee shall, when so required, forthwith resume the duties of that employee's employment.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi :
a) l'employeur est tenu de veiller immédiatement à la reprise de la prestation des services gouvernementaux;
b) les fonctionnaires sont tenus de reprendre immédiatement leur travail lorsqu'on le leur demande.

5 Reprise des services gouvernementaux

Obligations of bargaining agent

4. (1) The bargaining agent and each officer and representative of the bargaining agent

(a) shall, forthwith on the coming into force of this Act, give notice to every employee that, by reason of that coming into force,

(i) any declaration, authorization or direction to go on strike given to them before that coming into force has become invalid, and

(ii) government services are forthwith to be resumed and every employee, when so required, is forthwith to resume the duties of that employee's employment;

(b) shall, in addition to giving notice as required by paragraph (a), take all reasonable steps to ensure that every employee complies with paragraph 3(b); and

(c) shall refrain from any conduct that may encourage any employee not to comply with paragraph 3(b).

4. (1) L'agent négociateur et chacun de ses dirigeants et de ses représentants sont tenus :

a) d'informer, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les fonctionnaires qu'en raison de cette entrée en vigueur :

(i) les déclarations, autorisations ou ordres de grève qui leur ont été communiqués avant cette entrée en vigueur sont maintenant invalides,

(ii) la prestation des services gouvernementaux doit reprendre immédiatement et les fonctionnaires doivent reprendre immédiatement leur travail lorsqu'on le leur demande;

b) de prendre, en plus, toutes les mesures raisonnables pour garantir le respect de l'alinéa 3b) par les fonctionnaires;

c) de s'abstenir de toute conduite pouvant encourager les fonctionnaires à désobéir à l'alinéa 3b).

15 Obligations de l'agent négociateur

Obligations of employer

(2) No officer or representative of the employer shall

(a) in any manner impede any employee from complying with paragraph 3(b); or

(b) discharge or in any other manner discipline, or authorize or direct the discharge or discipline of, any employee by

(2) Il est interdit aux dirigeants et aux représentants de l'employeur :

a) d'empêcher un fonctionnaire de se conformer à l'alinéa 3b);

b) de congédier un fonctionnaire, de prendre des sanctions disciplinaires à son égard ou d'ordonner ou de permettre de le ren-

35 Obligations de l'employeur

voies ou de prendre de telles décisions de fait que ce particulier a participé à une grève légale avant l'adoption de la présente loi.

member of that employer's bargaining unit before the date of the coming into force of this Act.

CONVENTIONS COLLECTIVES

COLLECTIVE AGREEMENTS

2. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, chaque convention particulière et la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et cessent d'être en vigueur à la date fixée par le bureau de conciliation à l'égard de cette unité de négociation.

2. (1) Subject to this Act, each group specific agreement and the master agreement in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, shall have effect on and after the coming into force of this Act and shall cease on the date fixed by the conciliation board established in respect of that bargaining unit.

(2) Lorsque l'employeur et l'agent négociateur, ou le bureau de conciliation établi à l'égard de l'unité de négociation représentée par cet agent, ont prévu par écrit qu'une disposition d'une convention particulière ou de la convention cadre cesse en vigueur à une date antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, cette disposition est réputée cesser en vigueur à la date ainsi prévue.

(2) Where the employer and the bargaining agent have, or the conciliation board established in respect of the bargaining unit represented by that agent has, stipulated in writing that a provision of a group specific agreement or of the master agreement is effective on a day before the coming into force of this Act, that provision shall be deemed to have effect on and after that day.

3. Chaque convention particulière et la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, modifiée sous le régime de la présente loi, sont en vigueur et lient les parties en conformité avec l'article 2, par dérogation à la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique ou aux autres dispositions de la convention; cependant :

3. Each group specific agreement and the master agreement, in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, as amended by or pursuant to this Act, is effective and binding on the parties thereto as provided for in section 2, notwithstanding anything in the Public Service Staff Relations Act or in that agreement and

4. Cette loi s'applique à la convention ainsi modifiée comme si la durée mentionnée au paragraphe 2(1) était celle de la convention.

(a) that Act applies in respect of the agreement, as so amended, as if the term provided for in subsection 2(1) were the term of the agreement; and

5. La convention ainsi modifiée est, pour l'application de toute autre loi fédérale, réputée constituer une entente entre l'employeur et chacun de ses employés dans cette unité de négociation sur toutes les questions qui concernent leur emploi.

(b) the agreement, as so amended, shall, for the purpose of any Act of Parliament, be deemed to be an agreement between the employer and each of its employees in that bargaining unit on all matters relating to their employment.

7. Pendant la durée d'une convention particulière émise au paragraphe 2(1) :

(a) il est interdit aux dirigeants et aux représentants de l'agent négociateur de

7. For the term of a group specific agreement as provided for in subsection 2(1),

(a) no officer or representative of the bargaining agent shall declare, authorize or

3. Convention
collective

1. Agent
négociateur
2. Bureau de
conciliation

Particular
Convention

7. Collective
Agreement

3. Collective
Agreement

1. Bargaining
Agent
2. Conciliation
Board

Particular
Convention

7. Collective
Agreement

reason of that employee's having been legally on strike before the coming into force of this Act.

voyer ou de prendre de telles sanctions du fait que ce fonctionnaire a participé à une grève légale avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

COLLECTIVE AGREEMENTS

CONVENTIONS COLLECTIVES

Collective agreements

5. (1) Subject to this Act, each group specific agreement and the master agreement, in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, shall have effect on and after the coming into force of this Act and shall expire on the date fixed by the conciliation board established in respect of that bargaining unit.

5. (1) Sous réserve des autres dispositions 5 de la présente loi, chaque convention particulière et la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur 10 de la présente loi et cesse d'être en vigueur à la date fixée par le bureau de conciliation à l'égard de cette unité de négociation.

5 Conventions collectives

Coming into effect where express stipulation

(2) Where the employer and the bargaining agent have, or the conciliation board established in respect of the bargaining unit represented by that agent has, stipulated in writing that a provision of a group specific agreement or of the master agreement is effective on a day before the coming into force of this Act, that provision shall be deemed to have effect on and after that day.

(2) Lorsque l'employeur et l'agent négociateur, ou le bureau de conciliation établi à l'égard de l'unité de négociation représentée par cet agent, ont prévu par écrit qu'une disposition d'une convention particulière ou de la convention cadre entre en vigueur à une date antérieure à la date d'entrée en vigueur 20 de la présente loi, cette disposition est réputée entrée en vigueur à la date ainsi prévue.

Dates différentes d'entrée en vigueur

Collective agreement binding

6. Each group specific agreement and the master agreement, in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, as amended by or pursuant to this Act, is effective and binding on the parties thereto as provided for in section 5, notwithstanding anything in the *Public Service Staff Relations Act* or in that agreement and

6. Chaque convention particulière et la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, modifiées sous le régime de la présente loi, sont en vigueur et lient les parties en conformité avec l'article 5, par dérogation à la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* ou aux autres dispositions de la convention; cependant :

Présomption

(a) that Act applies in respect of the agreement, as so amended, as if the term provided for in subsection 5(1) were the term of the agreement; and

a) cette loi s'applique à la convention ainsi modifiée comme si la durée mentionnée au paragraphe 5(1) était celle de la convention;

(b) the agreement, as so amended, shall, for the purposes of any Act of Parliament, be deemed to be an agreement between the employer and each of its employees in that bargaining unit on all matters relating to their employment.

b) la convention ainsi modifiée est, pour l'application de toute autre loi fédérale, réputée constituer une entente entre l'employeur et chacun de ses employés dans cette unité de négociation sur toutes les questions qui concernent leur emploi.

Action prohibited

7. For the term of a group specific agreement as provided for in subsection 5(1),

7. Pendant la durée d'une convention particulière visée au paragraphe 5(1) :

Grèves interdites

(a) no officer or representative of the bargaining agent shall declare, authorize or

a) il est interdit aux dirigeants et aux représentants de l'agent négociateur de

2. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le président est tenu :

(a) de constituer deux bureaux de conciliation, l'un à l'égard de l'État de négociation, l'autre à l'égard de la convention perdue; et

(b) de nommer Michael Bandal, d'Ottawa, à titre de président du premier bureau de conciliation et Vincent Remy, de Vancouver, à titre de président du second bureau.

(2) D'ici à l'année 2000, le président est tenu de constituer deux bureaux de conciliation, l'un à l'égard de l'État de négociation, l'autre à l'égard de la convention perdue; et de nommer Michael Bandal, d'Ottawa, à titre de président du premier bureau de conciliation et Vincent Remy, de Vancouver, à titre de président du second bureau.

CONCILIATION BOARD

2. (1) From the coming into force of this Act, the Chairman shall:

(a) establish two conciliation boards, one in respect of the bargaining unit bound by the group specific agreement specified in item 1 of the schedule and the other in respect of the bargaining units bound by the group specific agreements specified in items 2 and 3 of the schedule;

(b) appoint Michael Bandal, of the City of Ottawa, as the chairman of the first board referred to in paragraph (a), and Vincent Remy, of the City of Vancouver, as the chairman of the second board therein referred to; and

(c) by notice require each of the parties to nominate, within two days after receipt of the notice, two persons, one to be a member of the first board referred to in paragraph (a) and the other to be a member of the second board therein referred to.

(3) Si l'une des parties omet de proposer un candidat dans le délai prévu à l'article 30(1)c), le président nomme une personne pour occuper cette charge.

(4) S'il se produit une vacance parmi les membres d'un bureau de conciliation avant que celui-ci lui ait rendu son rapport, le président y pourvoit en procédant à la nomination d'une personne qui, à moins qu'elle n'occupe cette charge,

3. Les membres des bureaux de conciliation ont droit, pour l'exercice de leurs fonctions, à l'assistance de l'État.

(5) No employee bound by that agreement shall participate in a strike against the employer.

2. (1) From the coming into force of this Act, the Chairman shall:

(a) establish two conciliation boards, one in respect of the bargaining unit bound by the group specific agreement specified in item 1 of the schedule and the other in respect of the bargaining units bound by the group specific agreements specified in items 2 and 3 of the schedule;

(b) appoint Michael Bandal, of the City of Ottawa, as the chairman of the first board referred to in paragraph (a), and Vincent Remy, of the City of Vancouver, as the chairman of the second board therein referred to; and

(c) by notice require each of the parties to nominate, within two days after receipt of the notice, two persons, one to be a member of the first board referred to in paragraph (a) and the other to be a member of the second board therein referred to.

CONCILIATION BOARD

3. The members of a conciliation board are entitled to be paid, each allowance for 45 days out of the public account, for the performance of their duties.

4. If any vacancy occurs in the membership of a conciliation board before it reports to the Chairman, the Chairman shall appoint as a member of that board a person the Chairman deems fit for the purpose.

5. The members of a conciliation board are entitled to be paid, each allowance for 45 days out of the public account, for the performance of their duties.

(3) If either party fails to nominate a person for a conciliation board within the period referred to in paragraph (1)(c), the Chairman shall appoint the nominee as a member of the conciliation board for which the person was nominated.

(4) If any vacancy occurs in the membership of a conciliation board before it reports to the Chairman, the Chairman shall appoint as a member of that board a person the Chairman deems fit for the purpose.

(5) The members of a conciliation board are entitled to be paid, each allowance for 45 days out of the public account, for the performance of their duties.

(6) If any vacancy occurs in the membership of a conciliation board before it reports to the Chairman, the Chairman shall appoint as a member of that board a person the Chairman deems fit for the purpose.

3. The members of a conciliation board are entitled to be paid, each allowance for 45 days out of the public account, for the performance of their duties.

direct a strike by any employees bound by that agreement; and

(b) no employee bound by that agreement shall participate in a strike against the employer.

déclarer, de causer ou d'ordonner une grève des fonctionnaires liés par cette convention;

b) il est interdit à ces fonctionnaires de participer à une grève contre l'employeur. 5

CONCILIATION BOARDS

BUREAUX DE CONCILIATION

Establishment of conciliation boards

8. (1) Forthwith on the coming into force of this Act, the Chairman shall

(a) establish two conciliation boards, one in respect of the bargaining unit bound by the group specific agreement specified in item 1 of the schedule and the other in respect of the bargaining units bound by the group specific agreements specified in items 2 and 3 of the schedule;

(b) appoint Michael Bendel, of the City of Ottawa, as the chairman of the first board referred to in paragraph (a) and Vincent Ready, of the City of Vancouver, as the chairman of the second board therein referred to; and

(c) by notice require each of the parties to nominate, within two days after receipt of the notice, two persons, one to be a member of the first board referred to in paragraph (a) and the other to be a member of the second board therein referred to.

8. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le président est tenu :

a) de constituer deux bureaux de conciliation, l'un à l'égard de l'unité de négociation liée par la convention particulière mentionnée à l'article 1 de l'annexe et l'autre à l'égard des unités de négociation liées par les conventions particulières mentionnées aux articles 2 et 3 de l'annexe;

b) de nommer Michael Bendel, d'Ottawa, à titre de président du premier bureau de conciliation visé à l'alinéa a) et Vincent Ready, de Vancouver, à titre de président de l'autre bureau;

c) d'adresser à chacune des parties un avis lui demandant, dans les deux jours suivant la réception, de proposer un candidat pour chacun des deux bureaux de conciliation visés à l'alinéa a).

Établissement des bureaux de conciliation

Appointment of members

(2) On receipt of a nomination within the period referred to in paragraph (1)(c), the Chairman shall appoint the nominee as a member of the conciliation board for which the person was nominated.

(2) Dès qu'il reçoit les propositions des parties, le président nomme les personnes ainsi proposées.

Idem

(3) If either party fails to nominate a person for a conciliation board within the period referred to in paragraph (1)(c), the Chairman shall appoint as a member of that board a person the Chairman deems fit for the purpose.

(3) Si l'une des parties omet de proposer un candidat dans le délai prévu à l'alinéa (1)c), le président nomme une personne qu'il estime apte à occuper cette charge.

Idem

Vacancy

(4) If any vacancy occurs in the membership of a conciliation board before it reports to the Chairman, the Chairman shall appoint as a member of that board a person the Chairman deems fit for the purpose.

(4) S'il se produit une vacance parmi les membres d'un bureau de conciliation avant que celui-ci lui ait remis son rapport, le président y pourvoit en procédant à la nomination d'une personne qu'il estime apte à occuper cette charge.

Vacance

Allowances

9. The members of a conciliation board are entitled to be paid such allowances for

9. Les membres des bureaux de conciliation ont droit, pour l'accomplissement des

Allocation

fonctions qui leur sont confiées en vertu de la présente loi, aux allonges que fixe le gouvernement en conseil.

10. (1) Le président soumet au bureau de conciliation mentionné à l'article 8(1)(a) :

- (a) toutes les questions relatives à la modification ou à la révision de la convention particulière mentionnée à l'article 1 de l'annexe et de la convention cadre dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, qui ont été soumise à un bureau de conciliation établi par le président le 22 septembre 1989 en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique et qui, au moment de son établissement en vertu de la présente loi, font toujours l'objet d'un différend entre les parties;
- (b) toute autre question que le président estime indiquée;
- (c) la détermination de la date d'expiration des conventions collectives visées à l'article 2.

(2) Le président soumet au second bureau de conciliation mentionné à l'article 8(1)(a) :

- (a) toutes les questions relatives à la modification ou à la révision des conventions particulières mentionnées aux articles 2 et 3 de l'annexe et de la convention cadre dans la mesure où elle s'applique aux unités de négociation visées par ces conventions particulières, qui ont été soumise à un bureau de conciliation établi par le président le 20 septembre 1989 en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique et qui, au moment de son établissement en vertu de la présente loi, font toujours l'objet d'un différend entre les parties;
- (b) toute autre question que le président estime indiquée;
- (c) la détermination de la date d'expiration des conventions visées à l'article 2.

11. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la nomination du dernier de ses membres, ou dans le délai supérieur que le

the performance of their duties under this Act as the Governor in Council may fix.

10. (1) The Chairman shall refer to the first conciliation board referred to in paragraph 8(1)(a) :

- (a) all matters relating to the amendment or revision of the group specific agreement specified in item 1 of the schedule and of the master agreement, in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, that were referred to a conciliation board established under the Public Service Staff Relations Act by the Chairman on September 22, 1989 and that remain in dispute between the parties at the time the board was established under this Act;
- (b) such other matters as the Chairman deems necessary or advisable; and
- (c) the fixing of a date for the expiry of the agreements referred to in paragraph (a).

(2) The Chairman shall refer to the second conciliation board mentioned in paragraph 8(1)(a) :

- (a) all matters relating to the amendment or revision of the group specific agreements specified in items 2 and 3 of the schedule, and of the master agreement, in its application to the bargaining units bound by those group specific agreements, that were referred to a conciliation board established under the Public Service Staff Relations Act by the Chairman on September 20, 1989 and that remain in dispute between the parties at the time the board was established under this Act;
- (b) such other matters as the Chairman deems necessary or advisable; and
- (c) the fixing of a date for the expiry of the agreements referred to in paragraph (a).

11. (1) Each conciliation board shall, within ninety days after all its members have been appointed or such longer period as the

Membre du bureau de conciliation

Membre du second bureau de conciliation

Président

Président du bureau de conciliation

Membre du second bureau de conciliation

Président

the performance of their duties under this Act as the Governor in Council may fix.

fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi, aux allocations que fixe le gouverneur en conseil.

Terms of reference for Hospital Services conciliation board

10. (1) The Chairman shall refer to the first conciliation board referred to in paragraph 8(1)(a)

(a) all matters relating to the amendment or revision of the group specific agreement specified in item 1 of the schedule, and of the master agreement, in its application to the bargaining unit bound by that group specific agreement, that were referred to a conciliation board established under the *Public Service Staff Relations Act* by the Chairman on September 22, 1989 and that remain in dispute between the parties at the time the board was established under this Act;

(b) such other matters as the Chairman deems necessary or advisable; and

(c) the fixing of a date for the expiry of the agreements referred to in paragraph (a).

10. (1) Le président soumet au premier bureau de conciliation mentionné à l'alinéa 5 8(1)a) :

a) toutes les questions relatives à la modification ou à la révision de la convention particulière mentionnée à l'article 1 de l'annexe et de la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique à l'unité de négociation visée par cette convention particulière, qui ont été soumises à un bureau de conciliation établi par le président le 22 septembre 1989 en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui, au moment de son établissement en vertu de la présente loi, font toujours l'objet d'un différend entre les parties;

b) toute autre question que le président estime indiquée;

c) la détermination de la date d'expiration des conventions collectives visées à l'alinéa a).

Mandat du premier bureau de conciliation

Terms of reference for Ships' Crews conciliation board

(2) The Chairman shall refer to the second conciliation board mentioned in paragraph 8(1)(a)

(a) all matters relating to the amendment or revision of the group specific agreements specified in items 2 and 3 of the schedule, and of the master agreement, in its application to the bargaining units bound by those group specific agreements, that were referred to a conciliation board established under the *Public Service Staff Relations Act* by the Chairman on September 20, 1989 and that remain in dispute between the parties at the time the board was established under this Act;

(b) such other matters as the Chairman deems necessary or advisable; and

(c) the fixing of a date for the expiry of the agreements referred to in paragraph (a).

(2) Le président soumet au second bureau de conciliation mentionné à l'alinéa 8(1)a) :

a) toutes les questions relatives à la modification ou à la révision des conventions particulières mentionnées aux articles 2 et 3 de l'annexe et de la convention cadre, dans la mesure où elle s'applique aux unités de négociation visées par ces conventions particulières, qui ont été soumises à un bureau de conciliation établi par le président le 20 septembre 1989 en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et qui, au moment de son établissement en vertu de la présente loi, font toujours l'objet d'un différend entre les parties;

b) toute autre question que le président estime indiquée;

c) la détermination de la date d'expiration des conventions visées à l'alinéa a).

Mandat du second bureau de conciliation

Duties

11. (1) Each conciliation board shall, within ninety days after all its members have been appointed or such longer period as the

11. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la nomination du dernier de ses membres — ou dans le délai supérieur que le

Fonctions

10. The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

11. A report to the Chairman on the fulfilment of all such matters and on the date fixed by the board.

12. (1) A decision of a conciliation board referred to in paragraph 11(1)(b) shall be set out in a form that will enable the decision to be incorporated in the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b), as the case may be.

(2) When a conciliation board reports to the Chairman pursuant to subsection 11(1), the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b), as the case may be, shall be deemed to be amended by the amendments stipulated therein of any amendments therein agreed to in writing by the parties in the course of the resolution, any decision of the board referred to in paragraph 11(1)(b) and the date fixed by the board for the expiry of the agreement, and each agreement, as so amended, constitutes a new group specific agreement or master agreement, as the case may be.

13. (1) A conciliation board has all the powers conferred by the Public Service Staff Relations Act on a conciliation board established under that Act.

(2) The bureau of conciliation, a tour les pouvoirs que la Loi sur les relations de travail dans le secteur public accorde à un bureau de conciliation établi sous son régime.

14. (1) Les décisions des bureaux de conciliation visés à l'article 11(1)(b) doivent être rédigées de façon à permettre leur incorporation aux conventions visées aux articles 10(1)(a) ou (1)(b), selon le cas.

(2) Lorsque le bureau de conciliation fait rapport au président du conseil, avec le paragraphe 11(1), les conventions visées aux articles 10(1)(a) ou (1)(b), selon le cas, sont réputées modifiées par l'incorporation des modifications qui résultent des parties convenues par écrit à la suite de l'intervention du bureau de conciliation desdites parties et de la date d'expiration déterminée par la Loi, les conventions, les modifications et chaque accord qui constitue une nouvelle convention particulière ou convention maître, selon le cas.

15. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

16. A report to the Chairman on the fulfilment of all such matters and on the date fixed by the board.

17. (1) A decision of a conciliation board referred to in paragraph 11(1)(b) shall be set out in a form that will enable the decision to be incorporated in the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b), as the case may be.

(2) When a conciliation board reports to the Chairman pursuant to subsection 11(1), the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b), as the case may be, shall be deemed to be amended by the amendments stipulated therein of any amendments therein agreed to in writing by the parties in the course of the resolution, any decision of the board referred to in paragraph 11(1)(b) and the date fixed by the board for the expiry of the agreement, and each agreement, as so amended, constitutes a new group specific agreement or master agreement, as the case may be.

18. (1) The board is unable to bring about an agreement in respect of any such matter from the parties on the matter and render a decision in respect thereof.

(2) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

19. A report to the Chairman on the fulfilment of all such matters and on the date fixed by the board.

20. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

21. A report to the Chairman on the fulfilment of all such matters and on the date fixed by the board.

22. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

23. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

24. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

25. (1) The date for the expiry of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) or 10(1)(b) shall not be earlier than June 31, 1991, in the case of the agreement referred to in paragraph 10(1)(a) and on the date 30 determined by the board.

Power

Power is

Investigation
or
enforcement

Chairman, after consultation with the parties, may allow,

(a) endeavour to mediate all matters referred to it pursuant to section 10 and to bring about agreement between the parties on those matters;

(b) if the board is unable to bring about agreement in respect of any such matter, hear the parties on the matter and render a decision in respect thereof;

(c) fix the date for the expiry of the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or (2)(a), as the case may be, which date shall not be earlier than June 21, 1991, in the case of the agreements referred to in paragraph 10(1)(a), or June 30, 1991, in the case of the agreements referred to in paragraph 10(2)(a); and

(d) report to the Chairman on the resolution of all such matters and on the date fixed by the board.

président peut, après avoir consulté les parties, accorder —, chaque bureau de conciliation est tenu de :

a) s'efforcer d'intervenir dans les questions qui lui sont soumises en application de l'article 10 et de trouver un terrain d'entente entre les parties;

b) s'il ne peut trouver un terrain d'entente à l'égard d'une question, entendre les parties sur celle-ci et rendre une décision sur cette question;

c) déterminer la date d'expiration des conventions visées aux alinéas 10(1)a) ou (2)a), selon le cas, cette date ne pouvant être antérieure au 21 juin 1991 dans le premier cas et au 30 juin 1991, dans le second;

d) faire rapport au président du règlement de chacune de ces questions et de la date déterminée.

Powers

(2) A conciliation board has all the powers conferred by the *Public Service Staff Relations Act* on a conciliation board established under that Act.

(2) Un bureau de conciliation a tous les pouvoirs que la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* accorde à un bureau de conciliation établi sous son régime.

Pouvoirs

Form of decision

12. (1) A decision of a conciliation board referred to in paragraph 11(1)(b) shall be set out in a form that will enable the decision to be incorporated in the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or (2)(a), as the case may be.

12. (1) Les décisions des bureaux de conciliation visées à l'alinéa 11(1)b) doivent être rédigées de façon à permettre leur incorporation aux conventions visées aux alinéas 10(1)a) ou (2)a), selon le cas.

Forme des décisions

Incorporation in collective agreements

(2) When a conciliation board reports to the Chairman pursuant to subsection 11(1), the agreements referred to in paragraph 10(1)(a) or (2)(a), as the case may be, shall be deemed to be amended by the incorporation therein of any amendments thereto agreed to in writing by the parties in the course of the mediation, any decision of the board referred to in paragraph 11(1)(b) and the date fixed by the board for the expiry of the agreements, and each agreement, as so amended, constitutes a new group specific agreement or master agreement, as the case may be.

(2) Lorsque le bureau de conciliation fait rapport au président en conformité avec le paragraphe 11(1), les conventions visées aux alinéas 10(1)a) ou (2)a), selon le cas, sont réputées modifiées par l'incorporation des modifications sur lesquelles les parties se sont entendues par écrit à la suite de l'intervention du bureau, des décisions que celui-ci a rendues sur les questions visées à l'alinéa 11(1)b) et de la date d'expiration déterminée par le bureau; les conventions ainsi modifiées constituent une nouvelle convention particulière ou convention cadre, selon le cas.

Incorporation

AMENDMENT OF COLLECTIVE AGREEMENTS

13. Nothing in this Act shall be construed so as to limit or restrict the rights of the parties to the master agreement or a group specific agreement to enter into amended or revised provisions of the agreement as amended by or pursuant to this Act other than the date fixed for the expiry of the agreement, and to the effect that...

ENFORCEMENT

14. (1) An individual who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable for each day or part thereof during which the offence continues to a fine of not less than \$10,000 nor more than \$50,000, where the individual was acting in the capacity of an officer or representative of the employer or the bargaining agent when the offence was committed, or (2) if not less than \$500 nor more than \$1,000 in any other case.

15. Where the bargaining agent contravenes any provision of this Act, it is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable for each day or part thereof during which the offence continues to a fine of not less than \$50,000 nor more than \$100,000.

16. For the purposes of enforcement proceedings under this Act, the bargaining agent is deemed to be a person.

COMING INTO FORCE

17. This Act shall come into force on the day immediately after the day on which this Act is assented to, but not before the seventh hour after the time at which it is assented to.

MODIFICATION DES ACCORDS COLLECTIFS

13. La présente loi n'a pas pour effet de limiter ou de restreindre les droits des parties à l'accord principal ou à une convention particulière de négociation pour en modifier toute disposition ou de conclure des dispositions amendées ou révisées de l'accord principal autre que la date fixée pour l'expiration de l'accord, et à l'effet que...

INFRACTIONS

14. (1) L'individu qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt pour chaque jour ou partie de jour au cours duquel se poursuit l'infraction une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'un délinquant ou d'un représentant de l'employeur ou de l'agent négociateur qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la contravention, ou (2) une amende de 500 \$ à 1 000 \$ dans les autres cas.

15. L'agent négociateur qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt pour chaque jour ou partie de jour au cours duquel se poursuit l'infraction une amende de 50 000 \$ à 100 000 \$.

16. Dans le cadre des procédures d'application de la présente loi, l'agent négociateur est réputé être une personne.

ENTRÉE EN VIGUEUR

17. La présente loi entre en vigueur le 10^e jour de septembre de l'année où elle est assentée, mais pas plus tôt deux heures après l'heure à laquelle elle est assentée.

AMENDMENT OF COLLECTIVE AGREEMENTS

Amendment of
collective
agreement

13. Nothing in this Act shall be construed so as to limit or restrict the rights of the parties to the master agreement or a group specific agreement to agree to amend any provision of the agreement as amended by or pursuant to this Act, other than the date fixed for the expiry of the agreement, and to give effect thereto.

ENFORCEMENT

Offence by
individuals

14. (1) An individual who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part thereof during which the offence continues, to a fine

- (a) of not less than \$10,000 nor more than \$50,000, where the individual was acting in the capacity of an officer or representative of the employer or the bargaining agent when the offence was committed; or
(b) of not less than \$500 nor more than \$1,000, in any other case.

Offence by
bargaining
agent

(2) Where the bargaining agent contravenes any provision of this Act, it is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part thereof during which the offence continues, to a fine of not less than \$50,000 nor more than \$100,000.

Presumption

15. For the purposes of enforcement proceedings under this Act, the bargaining agent is deemed to be a person.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

16. This Act shall come into force on the day immediately after the day on which this Act is assented to, but not before the twelfth hour after the time at which it is assented to.

MODIFICATION DES CONVENTIONS
COLLECTIVESModification
par les parties

13. La présente loi n'a pas pour effet de restreindre le droit des parties à la convention cadre ou à une convention particulière de s'entendre pour en modifier toute disposition déjà modifiée par cette loi — ou en vertu de celle-ci —, à l'exception de la date d'expiration de la convention, et de donner effet à la modification.

INFRACTIONS

Individus

14. (1) L'individu qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction :

- a) une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant de l'employeur ou de l'agent négociateur qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration;
b) une amende de 500 \$ à 1 000 \$, dans les autres cas.

Agent
négociateur

(2) L'agent négociateur, s'il contrevient à la présente loi, est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction, une amende de 50 000 \$ à 100 000 \$.

15. Dans le cadre des procédures d'exécution de la présente loi, l'agent négociateur est réputé être une personne.

Présomption

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

16. La présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci.

- (Paragraphs 2(1) and 2(2))
1. Convention particulière du groupe « autres professions non-aliénables et non-organisées » intervenant entre l'employeur et le personnel de la région de la capitale fédérale le 31 décembre 1987.
 2. Convention particulière du groupe « autres professions de services » intervenant entre l'employeur et l'agent négociateur le 31 décembre 1987.
 3. Convention particulière du groupe « autres professions de services » intervenant entre l'employeur et l'agent négociateur le 31 décembre 1987.

BILL C-50

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1988

1987
1987

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 8, 1987

Printed and published at the Government of Canada Press, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

SCHEDULE

- (Paragraphs 2(1) and 2(2))
1. Group specific collective agreement for the Hospital Services (nursing and non-nursing) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 31, 1987.
 2. Group specific collective agreement for the Ship's Crew (nursing) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 31, 1987.
 3. Group specific collective agreement for the Ship's Crew (non-nursing) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 31, 1987.

PROJET DE LOI C-50

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1988

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 DÉCEMBRE 1987

Printed and published at the Government of Canada Press, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

SCHEDULE

(Subsections 2(1) and 8(1) and section 10)

1. Group specific collective agreement for the Hospital Services (supervisory and non-supervisory) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 21, 1987
2. Group specific collective agreement for the Ships' Crews (supervisory) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 31, 1987
3. Group specific collective agreement for the Ships' Crews (non-supervisory) Group between the employer and the bargaining agent that expired on December 31, 1987

ANNEXE

(paragraphes 2(1) et 8(1) et article 10)

1. Convention particulière du groupe «services hospitaliers (surveillants et non-surveillants)» intervenue entre l'employeur et l'agent négociateur et expirée depuis le 21 décembre 1987
2. Convention particulière du groupe «équipages de navires (surveillants)» intervenue entre l'employeur et l'agent négociateur et expirée depuis le 31 décembre 1987
3. Convention particulière du groupe «équipages de navires (non-surveillants)» intervenue entre l'employeur et l'agent négociateur et expirée depuis le 31 décembre 1987

C-50

C-50

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-50

PROJET DE LOI C-50

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 6, 1989**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 DÉCEMBRE 1989**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-50

PROJET DE LOI C-50

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1990

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1990

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Public Service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1990, and for other purposes connected with Public Service of Canada; May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada; Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 4, 1989-90*.

1. *Loi de crédits n° 4 de 1989-1990.*

Titre abrégé

\$810,958,-
001.00 granted
for 1989-90

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole eight hundred and ten million, nine hundred and fifty eight thousand, and one dollar towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1989 to the 31st day of March, 1990 not otherwise provided

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout huit cent dix millions, neuf cent cinquante-huit mille un dollars, pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1989 jusqu'au 31 mars 1990, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total des montants des postes énoncés au Budget des

\$810,958,-
001.00 accordés
pour 1989-1990

10 10 (1) Les dépenses de chaque poste de dépenses mentionnées à l'article 2 impu-
12 12 gées par la loi sur le budget de 1989
15 15 (2) Les dépenses de chaque poste de
18 18 dépenses mentionnées à l'article 2 im-
21 21 puguées par la loi sur le budget de 1989
24 24 (3) Les dépenses de chaque poste de
27 27 dépenses mentionnées à l'article 2 im-
30 30 puguées par la loi sur le budget de 1989

28-30 (1) The provisions of each item in the
Schedule shall be deemed to have been
enacted by Parliament on the 1st day of
April 1989.

(2) The provisions of each item in the
Schedule shall be deemed to have been
enacted by Parliament on the 1st day of
April 1989.

(3) The provisions of each item in the
Schedule shall be deemed to have been
enacted by Parliament on the 1st day of
April 1989.

35 35 (1) Lorsque le poste du Budget des
38 38 dépenses mentionné à l'article 2 impu-
41 41 gué par la loi sur le budget de 1989
44 44 est affecté à un autre poste du Budget
47 47 des dépenses mentionnées à l'article 2
50 50 impu- gué par la loi sur le budget de
53 53 1989, l'engagement pour cet article
56 56 sera calculé en soustrayant du total
59 59 des engagements pour cet article
62 62 l'engagement pour cet article dans la
65 65 loi sur le budget de 1989.

4 (1) Where an item in the Estimates
referred to in section 2 purports to confer
authority to enter into commitments up to an
amount stated therein or increases the
amount up to which commitments may be
entered into under any other Act or where a
commitment is to be entered into under sub-
section (2), the commitment may be entered
into in accordance with the terms of such
item or in accordance with subsection (3) if
the amount of the commitment proposed to
be entered into together with all previous
commitments entered into in accordance
with this section or under any other Act,
does not exceed the total amount of the
commitment authority stated in such item or
calculated in accordance with subsection (2).

68 68 (2) Lorsque le poste du Budget des dépenses
71 71 mentionné à l'article 2 ou une disposition
74 74 d'une loi impu- gué par la loi sur le budget
77 77 de 1989 est affecté à un autre poste du
80 80 Budget des dépenses mentionnées à l'article
83 83 2 impu- gué par la loi sur le budget de
86 86 1989, le montant total des engagements
89 89 pour ce poste ou cette disposition sera
92 92 calculé en soustrayant du total des
95 95 engagements pour ce poste ou cette dispo-
98 98 sition le montant des engagements pour ce
101 101 poste ou cette disposition dans la loi sur le
104 104 budget de 1989.

(2) Where an item in the Estimates
referred to in section 2 or a provision of any
Act purports to confer authority to spend
revenue, the amount may be entered into
in accordance with the terms of such item or
provision up to an amount equal to the
aggregate of

(a) the amount, if any, appropriated in
respect of that item or provision in the
Estimates; and

(b) the amount of revenue available
in respect of the item or provision in the
Estimates, the estimated revenue and
out on the date relevant to such item,
whichever is the greater.

items set forth in the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1990 as contained in the Schedule to this Act.....\$810,958,001.00

terminant le 31 mars 1990, que contient l'annexe de la présente loi.....\$810,958,001.00

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

5 3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués. 10

Objet et effet de chaque poste

Idem

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1989.

(2) Les dispositions de chaque poste de l'annexe sont censées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1989.

Idem

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2). 30

Engagement

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition 40

Idem

(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition; et 40

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such item, whichever is the greater.

b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste. 45

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

11 11

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...
...de la ...

11 11

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'exercice pour lequel il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour l'exercice en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Trésor.

Imputation de crédit

Accounts to be rendered R.S., c. F-11

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

6. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Compte à rendre S.R., c. F-11

SCHEDULE

Based on the Supplementary Estimates (B) 1989-90. The amount hereby granted is \$810,958,001.00 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1990 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	DEPARTMENT		
	AGRI-FOOD PROGRAM		
5b	Agri-Food — Operating expenditures	1,213,000	
15b	Agri-Food — The grants listed in the Estimates and contributions.....	55,916,000	
	GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM		
20b	Grains and Oilseeds — Operating expenditures	1,100,000	
30b	Grains and Oilseeds — The grants listed in the Estimates	1	
			58,229,001
	FARM CREDIT CORPORATION		
50b	Pursuant to Section 12(1) of the Farm Credit Act to increase from \$625,000,000 to \$825,000,000 the aggregate amount that may be paid to the Corporation under this section		1
	COMMUNICATIONS		
	DEPARTMENT		
1b	Communications — Operating expenditures	1,043,000	
10b	Communications — The grant listed in the Estimates.....	2,750,000	
			3,793,000
	CANADA COUNCIL		
25b	Payments to the Canada Council within the meaning of Section 18 of the Canada Council Act, to be used for the general purposes set out in Section 8 of the Act		10,031,000
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30b	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service.....		16,337,000

ANNEXE

D'après le Budget des dépenses supplémentaire (B) de 1989-1990. Le montant accordé par les présentes est de \$810,958,001.00, soit le total des postes dudit Budget que contient la présente annexe.
SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
5b	Agro-alimentaire — Dépenses de fonctionnement	1,213,000	
15b	Agro-alimentaire — Subventions inscrites au Budget et contributions	55,916,000	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
20b	Céréales et oléagineux — Dépenses de fonctionnement	1,100,000	
30b	Céréales et oléagineux — Subventions inscrites au Budget	1	
			58,229,001
	SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE		
50b	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de \$625,000,000 à \$825,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société aux termes de ce paragraphe		1
	COMMUNICATIONS		
	MINISTÈRE		
1b	Communications — Dépenses de fonctionnement	1,043,000	
10b	Communications — Subvention inscrite au Budget	2,750,000	
			3,793,000
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
25b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		10,031,000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		16,337,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS			
DEPARTMENT			
1b	Consumer and Corporate Affairs — Operating expenditures	3,078,000	
5b	Consumer and Corporate Affairs — Capital expenditures	627,000	
			3,705,000
PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD			
25b	Patented Medicine Prices Review Board — Program expenditures		176,000
PROCUREMENT REVIEW BOARD			
27b	Procurement Review Board — Program expenditures		1,304,000
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION			
DEPARTMENT / COMMISSION			
CORPORATE AND SPECIAL SERVICES PROGRAM			
1b	Corporate and Special Services — Program expenditures — To authorize the transfer of \$5,476,999 from Employment and Immigration Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	
EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM			
10b	Employment and Insurance — The grants listed in the Estimates	1	
IMMIGRATION PROGRAM			
15b	Immigration — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$5,257,999 from Employment and Immigration Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	
16b	Immigration — Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada 839 debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting in the aggregate of \$295,181.01 in regards to transportation loans issued pursuant to Section 121 of the Immigration Act	295,182	
20b	Immigration — Contributions — To authorize the transfer of \$3,500,000 from Employment and Immigration Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	11,400,000	
			11,695,185

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS			
MINISTÈRE			
1b	Consommateurs et Sociétés — Dépenses de fonctionnement	3,078,000	
5b	Consommateurs et Sociétés — Dépenses en capital	627,000	
			3,705,000
CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS			
25b	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés — Dépenses du Programme		176,000
COMMISSION DE RÉVISION DES MARCHÉS PUBLICS			
27b	Commission de révision des marchés publics — Dépenses du Programme		1,304,000
EMPLOI ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE/COMMISSION			
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX			
1b	Services généraux et spéciaux — Dépenses du Programme — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$5,476,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE			
10b	Emploi et Assurance — Subventions inscrites au Budget	1	
PROGRAMME D'IMMIGRATION			
15b	Immigration — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$5,257,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
16b	Immigration — Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada 839 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement \$295,181.01 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration	295,182	
20b	Immigration — Contributions — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$3,500,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de	11,400,000	
			11,695,185

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION (Concluded)		
	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD OF CANADA		
30b	Immigration and Refugee Board of Canada — Program expenditures.....		10,643,000
	ENERGY, MINES AND RESOURCES		
	DEPARTMENT		
	MINERALS AND EARTH SCIENCES PROGRAM		
30b	Minerals and Earth Sciences — Capital expenditures — To authorize the transfer of \$1,395,000 from Energy, Mines and Resources Vote 25, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of ...		4,873,000
	ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
40b	Atomic Energy Control Board — Program expenditures and contributions.....		2,950,000
	ENVIRONMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1b	Administration — Program expenditures.....	3,417,000	
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
5b	Environmental Services — Operating expenditures	2,297,000	
15b	Environmental Services — Contributions — To authorize the transfer of \$340,000 from Environment Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	3,463,000	
			9,177,000
	EXTERNAL AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1b	Canadian Interests Abroad — Operating expenditures	19,787,000	
5b	Canadian Interests Abroad — Capital expenditures.....	3,635,000	
10b	Canadian Interests Abroad — The grants listed in the Estimates and contributions	1,103,000	
			24,525,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	EMPLOI ET IMMIGRATION (Fin)		
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
30b	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada — Dépenses du Programme		10,643,000
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
30b	Minéraux et sciences de la Terre — Dépenses en capital — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,395,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de		4,873,000
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
40b	Commission de contrôle de l'énergie atomique — Dépenses du Programme et contributions.....		2,950,000
	ENVIRONNEMENT		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1b	Administration — Dépenses du Programme.....	3,417,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
5b	Services de l'environnement — Dépenses de fonctionnement.....	2,297,000	
15b	Services de l'environnement — Contributions — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$340,000 du crédit 10 (Environnement) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3,463,000	9,177,000
	AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1b	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses de fonctionnement.....	19,787,000	
5b	Intérêts du Canada à l'étranger — Dépenses en capital	3,635,000	
10b	Intérêts du Canada à l'étranger — Subventions inscrites au Budget et contributions	1,103,000	24,525,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded)		
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
30b	Canadian International Development Agency — The contributions listed in the Estimates — To authorize the transfer of \$2,199,999 from External Affairs Vote 25, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote		1
	CANADIAN SECRETARIAT		
42b	Canadian Secretariat — Program expenditures		1,487,000
	FINANCE		
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL		
30b	Canadian International Trade Tribunal — Program expenditures		2,615,000
	FORESTRY		
	MINISTRY OF STATE		
1b	Forestry — Operating expenditures	4,665,000	
10b	Forestry — The grants listed in the Estimates and contributions	504,000	
			5,169,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT		
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
6b	Indian and Inuit Affairs — To reduce from \$70,000,000 to \$64,000,000 the amount that may be outstanding at any time under the Indian Economic Development Account established by Indian Affairs and Northern Development Vote L53b, Appropriation Act No. 1, 1970		1
7b	Indian and Inuit Affairs — Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada, certain debts and obligations due to Her Majesty in Right of Canada amounting to: a) \$8,592,795 representing the principal of 689 accounts owed by 522 debtors arising from direct loans made from the Indian Economic Development Account established by Indian Affairs and Northern Development Vote L53b, Appropriation Act No. 1, 1970; and		

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin)		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30b	Agence canadienne de développement international — Contributions inscrites au Budget — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,199,999 du crédit 25 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.....		1
	SECRETARIAT CANADIEN		
42b	Secrétariat canadien — Dépenses du Programme.....		1,487,000
	FINANCES		
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
30b	Tribunal canadien du commerce extérieur — Dépenses du Programme.....		2,615,000
	FORÊTS		
	MINISTÈRE D'ÉTAT		
1b	Forêts — Dépenses de fonctionnement.....	4,665,000	
10b	Forêts — Subventions inscrites au Budget et contributions.....	504,000	
			5,169,000
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
6b	Affaires indiennes et inuit — Pour réduire de \$70,000,000 à \$64,000,000 le solde du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits (Affaires indiennes et Nord canadien).....		1
7b	Affaires indiennes et inuit — Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des compte du Canada, certains créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de: a) \$8,592,795, soit le capital de 689 comptes dûs par 522 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte d'expansion économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et Nord Canadien) de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits; et		

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)			
DEPARTMENT (Concluded)			
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM (Concluded)			
	b) \$235,985 representing the principal of 48 accounts owed by 48 debtors arising from direct loans made from the Indian Housing Assistance Fund, established by Indian Affairs and Northern Development Vote L51a, Appropriation Act No. 9, 1966.....	8,828,780	
15b	Indian and Inuit Affairs — The grants listed in the Estimates	4,690,000	
L20b	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	2,700,000	
NORTHERN AFFAIRS PROGRAM			
31b	Northern Affairs — Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act to write-off from the Accounts of Canada, certain debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting to:		
	(a) \$220,864 representing the principal of 14 accounts owed by 9 debtors arising from direct loans made from the Yukon Territory Small Business Loans Account, established under the authority of Indian Affairs and Northern Development Vote L81a, Appropriation Act No. 4 1969; and		
	(b) \$28,396 representing the principal of 12 accounts owed by 12 debtors arising from direct loans made from the Eskimo Loan Fund, established under the authority of Resources and Development Vote 546, Appropriation Act No. 3, 1953	249,260	
40b	Northern Affairs — The grants listed in the Estimates	1,000,000	
TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM			
45b	Transfer Payments to the Territorial Governments — Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates — To authorize the transfer of \$353,951 from Indian Affairs and Northern Development Vote 30 and \$47,400 from Indian Affairs and Northern Development Vote 35, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	1,953,800	
			19,421,841
INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY			
REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION			
INDUSTRY AND TECHNOLOGY PROGRAM			
1b	Industry and Technology — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$14,997,899 from Industry, Science and Technology Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote.....	1	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)			
MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)			
	b) \$235,985, soit le capital de 48 comptes dûs par 48 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi des subsides n° 9 de 1966.....	8,828,780	
15b	Affaires indiennes et inuit — Subventions inscrites au Budget.....	4,690,000	
L20b	Prêts à des requérants autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil afin de défrayer les coûts liés à la documentation, l'élaboration et la négociation de revendications.....	2,700,000	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
31b	Affaires du Nord — Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada, certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de:		
	(a) \$220,864 soit les soldes en capital de 14 comptes dûs par 9 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon établi par le crédit L81a (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits; et		
	(b) \$28,396 soit les soldes en capital de 12 comptes dûs par 12 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds de prêts aux esquimaux établi par le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la Loi des subsides n° 3 de 1953.....	249,260	
40b	Affaires du Nord — Subventions inscrites au Budget.....	1,000,000	
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX			
45b	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux — Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$353,951 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de \$47,400 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1,953,800	
			19,421,841
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE			
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE			
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE			
1b	Industrie et technologie — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$14,997,899 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie)) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.....		1

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Continued)			
REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION (Concluded)			
INDUSTRY AND TECHNOLOGY PROGRAM (Concluded)			
10b	Industry and Technology — The grants listed in the Estimates.....	1	
REGIONAL AND NATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT PROGRAM			
25b	Regional and Native Economic Development — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$2,377,999 from Industry, Science and Technology Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote.....	1	
30b	Regional and Native Economic Development — The grant listed in the Estimates and contributions — To authorize the transfer of \$2,052,499 from Industry, Science and Technology Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote.....	1	4
CANADIAN SPACE AGENCY			
32b	Canadian Space Agency — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$4,000,000 from Communications Vote 1, \$400,000 from Communications Vote 5, \$4,278,000 from Energy, Mines and Resources Vote 25, and \$1,805,000 from Industry, Science and Technology Vote 55, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	6,584,000	
33b	Canadian Space Agency — Contributions — To authorize the transfer of \$6,000,000 from Communications Vote 10, \$10,006,000 from Energy, Mines and Resources Vote 35, and \$7,500,999 from Industry, Science and Technology Vote 60, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote.....	1	6,584,001
CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION			
36b	Payment to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation against losses incurred during fiscal year 1988-89 and forecast losses of 1989-90 in the operation and maintenance of the coal mining and related works and undertakings acquired by the Corporation under Section 9 of the Cape Breton Development Corporation Act, including administrative expenses chargeable to the Coal Division — To authorize the transfer of \$17,095,000 from Industry, Science and Technology Vote 35, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....		29,693,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Suite)		
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE (Fin)		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE (Fin)		
10b	Industrie et technologie — Subventions inscrites au Budget	1	
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ET DES AUTOCHTONES		
25b	Programme de développement économique des régions et des autochtones — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,377,999 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
30b	Programme de développement économique des régions et des autochtones — Subventions inscrites au Budget et contributions — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,052,499 du crédit 10 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
			4
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
32b	Agence spatiale canadienne — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,000,000 du crédit 1 ^{er} (Communications), \$400,000 du crédit 5 (Communications), \$4,278,000 du crédit 25 (Énergie, Mines et Ressources) et \$1,805,000 du crédit 55 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de	6,584,000	
33b	Agence spatiale canadienne — Contributions — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$6,000,000 du crédit 10 (Communications), \$10,006,000 du crédit 35 (Énergie, Mines et Ressources) et \$7,500,999 du crédit 60 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
			6,584,001
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
36b	La Société d'expansion du Cap-Breton se servira des sommes qui lui sont allouées pour compenser les pertes subies durant l'exercice 1988-1989 et les pertes prévues de 1989-1990 dans l'exploitation et l'entretien d'une mine de charbon, des travaux connexes et des entreprises acquises par la Société en vertu de l'article 9 de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton, y compris les frais administratifs imputables à la Division des mines — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$17,095,000 du crédit 35 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de		29,693,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDUSTRY, SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded)		
	MINISTRY OF STATE (SCIENCE AND TECHNOLOGY)		
55b	Science and Technology — Operating expenditures	2,340,000	
60b	Science and Technology — The grants listed in the Estimates	10,000,000	
			12,340,000
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
65b	National Research Council of Canada — Operating expenditures		15,300,000
	STATISTICS CANADA		
95b	Statistics Canada — Program expenditures		1,418,000
	JUSTICE		
	DEPARTMENT		
1b	Justice — Operating expenditures		5,029,500
	SUPREME COURT OF CANADA		
40b	Supreme Court of Canada — Program expenditures		1,844,000
	TAX COURT OF CANADA		
45b	Tax Court of Canada — Program expenditures		3,426,000
	NATIONAL DEFENCE		
	DEPARTMENT		
5b	National Defence — Capital expenditures	7,204,000	
10b	National Defence — The grants listed in the Estimates	1	
			7,204,001
	EMERGENCY PREPAREDNESS CANADA		
20b	Emergency Preparedness Canada — Contributions		3,180,456

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin)			
MINISTÈRE D'ÉTAT (SCIENCES ET TECHNOLOGIE)			
55b	Sciences et Technologie — Dépenses de fonctionnement.....	2,340,000	
60b	Sciences et Technologie — Subventions inscrites au Budget.....	10,000,000	
			12,340,000
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA			
65b	Conseil national de recherches du Canada — Dépenses de fonctionnement		15,300,000
STATISTIQUE CANADA			
95b	Statistique Canada — Dépenses du Programme		1,418,000
JUSTICE			
MINISTÈRE			
1b	Justice — Dépenses de fonctionnement		5,029,500
COUR SUPRÊME DU CANADA			
40b	Cour suprême du Canada — Dépenses du Programme		1,844,000
COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT			
45b	Cour canadienne de l'impôt — Dépenses du Programme		3,426,000
DÉFENSE NATIONALE			
MINISTÈRE			
5b	Défense nationale — Dépenses en capital	7,204,000	
10b	Défense nationale — Subventions inscrites au Budget.....	1	
			7,204,001
PROTECTION CIVILE CANADA			
20b	Protection civile Canada — Contributions		3,180,456

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
65b	Medical Research Council — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$199,999 from National Health and Welfare Vote 70, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote		1
	NATIONAL REVENUE		
	TAXATION		
10b	Taxation — Operating expenditures	27,871,000	
15b	Taxation — Capital expenditures	2,437,000	
			30,308,000
	PRIVY COUNCIL		
	CANADIAN TRANSPORTATION ACCIDENT INVESTIGATION AND SAFETY BOARD		
6b	Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board — Program expenditures		12,177,000
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	CROWN CORPORATIONS PROGRAM		
22b	Payments to Harbourfront Corporation for capital expenditures — To authorize the transfer of \$3,146,999 from Public Works Vote 20, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote		1
	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
26b	Canada Mortgage and Housing Corporation — For the purposes of Section 101(b) of the Financial Administration Act, the Canada Mortgage and Housing Corporation is authorized to borrow money otherwise than from the Crown		1

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL			
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
65b	Conseil de recherches médicales — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$199,999 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990		1
REVENU NATIONAL			
IMPÔT			
10b	Impôt — Dépenses de fonctionnement.....	27,871,000	
15b	Impôt — Dépenses en capital	2,437,000	
			30,308,000
CONSEIL PRIVÉ			
BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS			
6b	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports — Dépenses du Programme		12,177,000
TRAVAUX PUBLICS			
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT			
22b	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses en capital — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$3,146,999 du crédit 20 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.....		1
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT			
26b	Société canadienne d'hypothèques et de logement — Aux fins de l'alinéa 101(b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société canadienne d'hypothèques et de logement est autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de l'État.....		1

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Total	Total
		\$	\$
	SECRETARY OF STATE		
	MINISTRY OF STATE (MULTICULTURALISM AND CITIZENSHIP)		
15b	Multiculturalism and Citizenship — Operating expenditures.....	84,000,000	
20b	Multiculturalism and Citizenship — The grants listed in the Estimates.....	1	84,000,001
	SOLICITOR GENERAL		
	CORRECTIONAL SERVICE		
10b	Correctional Service — Penitentiary Service and National Parole Service — Operating expenditures — To authorize the transfer of \$4,000,000 from Solicitor General Vote 15, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		5,200,000
	NATIONAL PAROLE BOARD		
20b	National Parole Board — Program expenditures		1,396,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
25b	Law Enforcement — Operating expenditures.....	4,775,000	
30b	Law Enforcement — Capital expenditures	553,000	5,328,000
	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PUBLIC COMPLAINTS COMMISSION		
40b	Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission — Program expenditures.....		490,000
	SUPPLY AND SERVICES		
	DEPARTMENT		
1b	Supply and Services — Operating expenditures including expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals.....	7,007,000	
3b	Payment on behalf of Minister of State (Housing) to persons hired pursuant to Section 39 of the Public Service Employment Act	200,000	
5b	Supply and Services — Capital expenditures.....	675,000	7,882,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SECRETARIAT D'ÉTAT			
MINISTÈRE D'ÉTAT (MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ)			
15b	Multiculturalisme et Citoyenneté — Dépenses de fonctionnement	84,000,000	
20b	Multiculturalisme et Citoyenneté — Subventions inscrites au Budget.....	1	
			84,000,001
SOLLICITEUR GÉNÉRAL			
SERVICE CORRECTIONNEL			
10b	Service correctionnel — Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles — Dépenses de fonctionnement — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,000,000 du crédit 15 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 et pour prévoir un montant supplémentaire de		5,200,000
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES			
20b	Commission nationale des libérations conditionnelles — Dépenses du Programme.....		1,396,000
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA			
25b	Application de la loi — Dépenses de fonctionnement.....	4,775,000	
30b	Application de la loi — Dépenses en capital	553,000	
			5,328,000
COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA			
40b	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada — Dépenses du Programme		490,000
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES			
MINISTÈRE			
1b	Approvisionnement et Services — Dépenses de fonctionnement y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées	7,007,000	
3b	Paiement fait au nom du ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.....	200,000	
5b	Approvisionnement et Services — Dépenses en capital	675,000	
			7,882,000

SCHEDULE—Continued

Vote No.	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT DEPARTMENT		
10b	Transport — The grants listed in the Estimates	1	
17b	Payment to the Canada Ports Corporation for: (a) improvements to port facilities at the Port of Churchill, Manitoba; and, (b) expansion of port facilities at the Port of St. John's, Newfoundland — To authorize the transfer of \$4,543,999 from Transport Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	
20b	Payment to the Canarctic Shipping Company Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1989 — To authorize the transfer of \$2,724,999 from Transport Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	
30b	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities	12,000,000	
46b	Canadian National Railways — Pursuant to Section 25(4) of the Financial Administration Act, to forgive an amount of \$47,644,192.20 due to Her Majesty in Right of Canada by the Canadian National Railway Company, Ltd. representing dividends for calendar years 1985 and 1987	1	
			12,000,004
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65b	Grain Transportation Agency Administrator — Program expenditures and contributions		1,000,000
	TREASURY BOARD SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1b	Central Administration of the Public Service — Program expenditures	2,820,000	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5b	Government Contingencies — Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the Public Servants Inventions Act and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations	375,000,000	
			377,820,000
	COMPTROLLER GENERAL		
25b	Comptroller General — Program expenditures		1,207,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
10b	Transports — Subventions inscrites au Budget.....	1	
17b	Paiements à la Société canadienne des ports pour: (a) l'amélioration des installations du port de Churchill (Manitoba), et (b) l'expansion des installations du port de St. John's (Terre-Neuve) — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,543,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.....	1	
20b	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1989 — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,724,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990.....	1	
30b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. pour des activités de transport	12,000,000	
46b	Chemins de fer nationaux du Canada — Conformément à l'article 25(4) de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour renoncer aux dividendes d'un montant de \$47,644,192.20 payables par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Ltée à Sa Majesté du Chef du Canada à l'égard de 1985 et 1987	1	
			12,000,004
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65b	Administrateur de l'Office du transport du grain — Dépenses du Programme et contributions.....		1,000,000
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1b	Administration centrale de la fonction publique — Dépenses du Programme.....	2,820,000	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
5b	Éventualités du gouvernement — Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions de fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	375,000,000	
			377,820,000
	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL		
25b	Contrôleur général — Dépenses du Programme.....		1,207,000

SCHEDULE—Concluded

Vote No.	Service	Total	Total
		\$	\$
	VETERANS AFFAIRS		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
2b	Veterans Affairs — Pursuant to Section 25(2) of the Financial Administration Act, to write-off from the Accounts of Canada certain debts due to Her Majesty in Right of Canada amounting in the aggregate of \$12,030.92; consisting of a loss on the sale of property, and the balance of a loan made under the Veterans Land Act, Part I, II and III as amended by Vote L55, Appropriation Act No. 3, 1970 — To authorize the transfer of \$12,030 from Veterans Affairs Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
15b	Bureau of Pensions Advocates — Program expenditures — To authorize the transfer of \$1,062,999 from Veterans Affairs Vote 1, Appropriation Act No. 3, 1989-90 for the purposes of this Vote	1	2
			810,958,001

ANNEXE—Fin

N° du crédit	Service	Total	Total
		\$	\$
	ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
2b	Anciens combattants — Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines dettes de sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement \$12,030.92; consistant en une perte sur la vente de la propriété et la balance d'un emprunt effectué en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, conformément aux parties I, II et III de cette loi modifiée par le crédit L55, Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits; et pour autoriser le virement au présent crédit de \$12,030 du crédit 5 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
15b	Bureau de services juridiques des pensions — Dépenses du Programme — Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,062,999 du crédit 1 ^{er} (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990	1	2
			810,958,001

C-51

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

PROJET DE LOI C-51

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

BILL C-51

An Act to amend the Income Tax Act

First reading, December 13, 1989

THE MINISTER OF FINANCE

C-51

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

BILL C-51

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

An Act to amend the Income Tax Act

PROJET DE LOI C-51

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

Première lecture le 13 décembre 1989

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-51

PROJET DE LOI C-51

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

R.S.C. 1952, c. 148; 1970-71-72, c. 63; 1972, c. 9; 1973-74, cc. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, cc. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, cc. 4, 10, 54; 1977-78, cc. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, c. 5; 1979, c. 5; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, cc. 1, 19, 31, 45; 1985, c. 45; 1986, cc. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, cc. 45, 46; 1988, cc. 28, 51, 55, 61, 65

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

S.R.C. 1952, ch. 148; 1970-71-72, ch. 63; 1972, ch. 9; 1973-74, ch. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, ch. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, ch. 4, 10, 54; 1977-78, ch. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, ch. 5; 1979, ch. 5; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, ch. 1, 19, 31, 45; 1985, ch. 45; 1986, ch. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, ch. 45, 46; 1988, ch. 28, 51, 55, 61, 65

1. (1) Subsection 224(1) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Le paragraphe 224(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé 5 par ce qui suit :

Garnishment

“224. (1) Where the Minister has knowledge or suspects that a person is or will be, within 90 days, liable to make a payment to another person who is liable to make a payment under this Act (in this subsection and subsections (1.1) and (3) referred to as the “tax debtor”), the Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require that person to pay forthwith, where the moneys are immediately payable, and in any other case, as and when the moneys become

«224. (1) Dans le cas où le ministre sait ou soupçonne qu'une personne est ou sera, dans les 90 jours, tenue de faire un paiement à une autre personne qui, elle-même, est tenue de faire un paiement en vertu de la présente loi (appelée «débiteur fiscal» au présent paragraphe et aux paragraphes (1.1) et (3)), il peut, par lettre recommandée ou par lettre signifiée à personne, exiger de cette personne que les deniers autrement payables au débiteur fiscal soient en totalité ou en partie versés,

Saisie-arrêt

immediately in the amount of the tax payable on the whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act.

the tax debtor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act.

(2) The amount of the tax payable on the whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act shall be deemed to be the amount of the tax payable on the whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act.

(2) Paragraph 224(1.1) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) The amount of the tax payable on the whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act shall be deemed to be the amount of the tax payable on the whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act.

(3) All that portion of subsection 224(1) of the Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

The Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require the particular person to pay forthwith the money so immediately payable, and in any other case, as and when the money becomes payable to the tax debtor or otherwise payable to the tax debtor or the secured creditor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(1) or a similar provision, and on receipt of that letter by the particular person the amount of those moneys that is required by that letter to be paid to the Receiver General shall, notwithstanding any security interest in those moneys, become the property of the Minister and shall be paid to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(1) or a similar provision.

The Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require the particular person to pay forthwith the money so immediately payable, and in any other case, as and when the money becomes payable to the tax debtor or otherwise payable to the tax debtor or the secured creditor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(1) or a similar provision, and on receipt of that letter by the particular person the amount of those moneys that is required by that letter to be paid to the Receiver General shall, notwithstanding any security interest in those moneys, become the property of the Minister and shall be paid to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(1) or a similar provision.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

These amendments would implement the Ways and Means Motion to amend the Income Tax Act, notice of which was tabled in the House of Commons on November 6, 1989.

Ce projet de loi met en œuvre la résolution des voies et moyens déposée à la Chambre des communes le 6 novembre 1989 et visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu.

Clause 1: (1) This amendment would substitute "subsection and subsections (1.1) and (3)" for "section" and "the Minister" for "he".

Article 1, (1). — Remplacement de «Lorsque» par «Dans le cas où» et de «au présent article» par «au présent paragraphe et aux paragraphes (1.1) et (3)».

(2) The paragraph (4) of subsection 224(1) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Subsection (4) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

payable, the moneys otherwise payable to the tax debtor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act."

(2) Paragraph 224(1.2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) to another person (in this subsection referred to as the "tax debtor") who is liable to pay an amount assessed under subsection 227(10.1) or a similar provision, or"

(3) All that portion of subsection 224(1.2) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"the Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require the particular person to pay forthwith, where the moneys are immediately payable, and in any other case, as and when the moneys become payable, the moneys otherwise payable to the tax debtor or the secured creditor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(10.1) or a similar provision, and on receipt of that letter by the particular person, the amount of those moneys that is required by that letter to be paid to the Receiver General shall, notwithstanding any security interest in those moneys, become the property of Her Majesty and shall be paid to the Receiver General in priority to any such security interest."

(4) Any moneys received by the Receiver General pursuant to a letter issued after December 17, 1987 by the Minister of National Revenue under subsection 224(1.2) of the said Act shall be deemed to have been paid to the Receiver General as required under that subsection as if subsection (3) were applicable at the time the letter was issued.

(5) Subsection (4) does not apply in respect of moneys received by the Receiver General where legal proceedings have been

immédiatement si les deniers sont alors payables ou, dans les autres cas, au fur et à mesure qu'ils deviennent payables, au receveur général au titre de l'obligation du débiteur fiscal en vertu de la présente loi.»

(2) L'alinéa 224(1.2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) soit à un débiteur fiscal, à savoir une personne redevable d'un montant cotisé en application du paragraphe 227(10.1) ou d'une disposition semblable.»

(3) Le passage du paragraphe 224(1.2) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«le ministre peut, par lettre recommandée ou signifiée à personne, obliger la personne donnée à payer au receveur général tout ou partie de cette somme, sans délai si la somme est payable immédiatement, sinon dès qu'elle devient payable, au titre du montant cotisé en application du paragraphe 227(10.1) ou d'une disposition semblable dont le débiteur fiscal est redevable. Sur réception de la lettre par la personne donnée, la somme qui y est indiquée comme devant être payée devient, nonobstant toute autre garantie au titre de cette somme, la propriété de Sa Majesté et doit être payée au receveur général par priorité sur toute autre garantie au titre de cette somme.»

(4) L'argent reçu par le receveur général aux termes d'une lettre que le ministre du Revenu national a délivrée après le 17 décembre 1987 en application du paragraphe 224(1.2) de la même loi est réputé lui avoir été versé conformément à ce paragraphe comme si le paragraphe (3) de la présente loi s'appliquait au moment de la délivrance de la lettre.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas si une procédure judiciaire en vue du recouvrement de l'argent reçu par le rece-

(2) Paragraph 224(1.2)(a) at present reads as follows:

“(a) to another person who is liable to pay an amount assessed under subsection 227(10.1) or a similar provision, or to a legal representative of that other person (each of whom is in this subsection referred to as the “tax debtor”), or”

(3) This amendment adds the sidelined words.

(2). — Suppression des mots «ou un représentant légal de cette personne».

(3). — Adjonction du passage marqué d'un trait vertical.

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not for the purpose of collecting the amount in dispute...

commenced on or before November 6, 1989 with respect to the recovery of those moneys.

2. (1) Subsections 225.1(1) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“225.1 (1) Where a taxpayer is liable for the payment of an amount assessed under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount,

(a) commence legal proceedings in a court,

(b) certify the amount under section 223,

(c) require a person to make a payment 15 under subsection 224(1),

(d) require an institution or a person to make a payment under subsection 224(1.1),

(e) require the retention of the amount 20 by way of deduction or set-off under section 224.1,

(f) require a person to turn over moneys under subsection 224.3(1), or

(g) give a notice, issue a certificate or 25 make a direction under subsection 225(1)

before the day that is 90 days after the day of mailing of the notice of assessment.

(2) Where a taxpayer has served a 30 notice of objection under this Act to an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in 35 paragraphs (1)(a) to (g) before the day that is 90 days after the day on which notice is mailed to the taxpayer that the Minister has confirmed or varied the assessment. 40

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not, for the

veur général a été engagée au plus tard le 6 novembre 1989.

2. (1) Les paragraphes 225.1(1) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«225.1 (1) Dans le cas où un contribuable est redevable du montant d'une cotisation établie en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer le montant impayé, ne peut, avant le 90^e jour suivant 10 la date de mise à la poste de l'avis de cotisation :

a) entamer une poursuite devant un tribunal;

b) attester le montant, conformément à 15 l'article 223;

c) obliger une personne à faire un paiement, conformément au paragraphe 224(1);

d) obliger une institution ou une per- 20 sonne visée au paragraphe 224(1.1) à faire un paiement, conformément à ce paragraphe;

e) exiger la retenue du montant par 25 déduction ou compensation, conformément à l'article 224.1;

f) obliger une personne à remettre des deniers, conformément au paragraphe 224.3(1);

g) donner un avis, délivrer un certificat 30 ou donner un ordre, conformément au paragraphe 225(1).

(2) Dans le cas où un contribuable signifie en vertu de la présente loi un avis d'opposition à une cotisation pour un mon- 35 tant payable en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant le 90^e jour suivant la date de mise à la poste 40 d'un avis au contribuable où il confirme ou modifie la cotisation.

(3) Dans le cas où un contribuable en appelle d'une cotisation pour un montant payable en vertu de la présente loi, auprès 45 de la Cour canadienne de l'impôt, le minis-

Collection restrictions

Restrictions au recouvrement

Idem

Idem

Idem

Idem

Clause 2: (1) Subsections 225.1(1) to (4) at present read as follows:

“**225.1** (1) Where a taxpayer is liable for the payment of an amount assessed under this Act (in this subsection referred to as the “unpaid amount”), other than an amount payable under Part VIII or subsection 227(9), the Minister shall not, for the purpose of collecting the unpaid amount,

- (a) commence legal proceedings in a court,
- (b) certify the unpaid amount under section 223,
- (c) require a person to make a payment under subsection 224(1),
- (d) require an institution or person to make a payment under subsection 224(1.1),
- (e) require the retention of the unpaid amount by way of deduction or set-off under section 224.1,
- (f) require a person to turn over moneys under subsection 224.3(1), or
- (g) give a notice, issue a certificate or make a direction under subsection 225(1)

before the day that is 90 days after the day of mailing of the notice of assessment.

(2) Where a taxpayer has served a notice of objection under this Act to an assessment of an amount payable under this Act, other than an amount payable under Part VIII or subsection 227(9), the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) before the day that is 90 days after the day on which notice is mailed to the taxpayer that the Minister has confirmed or varied the assessment.

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act, other than an amount payable under Part VIII or subsection 227(9), to the Tax Court of Canada, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) before the day of mailing of a copy of the decision of the Court to the taxpayer or the day on which the taxpayer discontinues the appeal, whichever is the earlier.

(4) Where a taxpayer has agreed under subsection 173(1) that a question should be determined by the Tax Court of Canada or where a taxpayer is served with a copy of an application made under subsection 174(1) to that Court for the determination of a question, the Minister shall not take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) for the purpose of collecting that part of an amount assessed, other than an amount payable under Part VIII or subsection 227(9), the liability for payment of which will be affected by the determination of the question, before the day on which the question is determined by the Court.”

Article 2, (1). — Texte actuel des paragraphes 225.1(1) à (4) :

«**225.1** (1) Lorsqu'un contribuable est redevable du montant d'une cotisation établie en vertu de la présente loi (appelé «montant impayé» au présent paragraphe), à l'exception d'un montant payable en vertu de la partie VIII ou du paragraphe 227(9), le ministre, pour recouvrer le montant impayé, ne peut, avant le 90^e jour suivant la date de mise à la poste de l'avis de cotisation,

- a) entamer une poursuite devant un tribunal,
- b) attester le montant impayé, conformément à l'article 223,
- c) exiger qu'une personne fasse un paiement, conformément au paragraphe 224(1),
- d) exiger qu'une institution ou personne visée au paragraphe 224(1.1) fasse un paiement, conformément à ce paragraphe,
- e) exiger la retenue du montant impayé par déduction ou compensation, conformément à l'article 224.1,
- f) exiger qu'une personne remette des deniers, conformément au paragraphe 224.3(1),
- g) donner un avis, délivrer un certificat ou donner un ordre, conformément au paragraphe 225(1).

(2) Lorsqu'un contribuable signifie en vertu de la présente loi un avis d'opposition à une cotisation pour un montant payable en vertu de la présente loi, à l'exception d'un montant payable en vertu de la partie VIII ou du paragraphe 227(9), le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant le 90^e jour suivant la date de mise à la poste d'un avis au contribuable où le ministre confirme ou modifie la cotisation.

(3) Lorsqu'un contribuable en appelle d'une cotisation pour un montant payable en vertu de la présente loi, à l'exception d'un montant payable en vertu de la partie VIII ou du paragraphe 227(9), auprès de la Cour canadienne de l'impôt, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g), avant la date de mise à la poste au contribuable d'une copie de la décision de la Cour ou la date où le contribuable se désiste de l'appel si celle-ci est antérieure.

(4) Lorsqu'un contribuable accepte conformément au paragraphe 173(1) que la Cour canadienne de l'impôt statue sur une question ou qu'il est signifié au contribuable copie d'une demande présentée conformément au paragraphe 174(1) devant la Cour canadienne de l'impôt pour qu'elle statue sur une question, le ministre, pour recouvrer la partie du montant d'une cotisation, à l'exception d'un montant payable en vertu de la partie VIII ou du paragraphe 227(9), dont le contribuable pourrait être redevable selon ce que la Cour statuera, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant la date où la Cour statue sur la question.»

purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) before the day of mailing of a copy of the decision of the Court to the taxpayer or the day on which the taxpayer discontinues the appeal, whichever is the earlier.

Idem

(4) Where a taxpayer has agreed under subsection 173(1) that a question should be determined by the Tax Court of Canada, or where a taxpayer is served with a copy of an application made under subsection 174(1) to that Court for the determination of a question, the Minister shall not take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) for the purpose of collecting that part of an amount assessed, the liability for payment of which will be affected by the determination of the question, before the day on which the question is determined by the court.

(2) Section 225.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Limitation on collection restrictions

“(6) Subsections (1) to (4) do not apply with respect to

- (a) an amount payable under Part VIII;
- (b) an amount deducted or withheld, and required to be remitted or paid, under this Act or a regulation made under this Act;
- (c) an amount of tax required to be paid under section 116 or a regulation made under subsection 215(4) but not so paid;
- (d) the amount of any penalty payable for failure to remit or pay an amount referred to in paragraph (b) or (c) as and when required by this Act or a regulation made under this Act; and
- (e) any interest payable under a provision of this Act on an amount referred to in any of paragraphs (a) to (d) or this paragraph.”

tre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g), avant la date de mise à la poste au contribuable d'une copie de la décision de la Cour ou la date où le contribuable se désiste de l'appel si celle-ci est antérieure.

Idem

(4) Dans le cas où un contribuable accepte conformément au paragraphe 173(1) que la Cour canadienne de l'impôt statue sur une question ou qu'il est signifié au contribuable copie d'une demande présentée conformément au paragraphe 174(1) devant la Cour canadienne de l'impôt pour qu'elle statue sur une question, le ministre, pour recouvrer la partie du montant d'une cotisation, dont le contribuable pourrait être redevable selon ce que la Cour statuera, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant la date où la Cour statue sur la question.”

(2) L'article 225.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(6) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas :

Non-applicabilité

- a) aux montants payables en application de la partie VIII;
- b) aux montants déduits ou retenus, et à remettre ou payer, en application de cette loi ou de son règlement d'application;
- c) à la taxe à payer en application de l'article 116 ou d'un règlement d'application du paragraphe 215(4) et qui n'a pas encore été payée;
- d) aux pénalités payables pour défaut de remettre ou de payer un montant visé à l'alinéa b) ou c) de la manière et dans le délai requis par la présente loi ou son règlement d'application;
- e) aux intérêts payables en application de la présente loi sur l'un des montants visés au présent alinéa ou aux alinéas a) à d).»

C-52

C-52

Supplément, Tables et Procédure
1985-1986

Document parlementaire, Procédure
1985-1986

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-52

PROJET DE LOI C-52

An Act to amend the Income Tax Act and related Acts

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et autres lois

(2) New.

(2). — Nouveau.

First reading, December 11, 1985

Première lecture, 11 décembre 1985

The Minister of Finance

The Minister of Finance

C-52

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-52

An Act to amend the Income Tax Act and related Acts

First reading, December 13, 1989

THE MINISTER OF FINANCE

C-52

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-52

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines
lois connexes

Première lecture le 13 décembre 1989

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-52

PROJET DE LOI C-52

An Act to amend the Income Tax Act and
related Acts

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
et certaines lois connexes

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

PART I

PARTIE I

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S.C. 1952, c.
148; 1970-71-
72, c. 63; 1972,
c. 9; 1973-74,
cc. 14, 29, 30,
44, 45, 49, 51;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc. 1,
4, 32, 41, 42;
1978-79, c. 5;
1979, c. 5;
1980-81-82-83,
cc. 40, 47, 48,
68, 102, 104,
109, 140; 1984,
cc. 1, 19, 31,
45; 1985, c. 45;
1986, cc. 6, 24,
40, 44, 55, 58;
1987, cc. 45,
46; 1988, cc.
28, 51, 55,
61, 65

S.R.C. 1952,
ch. 148;
1970-71-72, ch.
63; 1972, ch. 9;
1973-74, ch. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51;
1974-75-76, ch.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, ch. 4,
10, 54;
1977-78, ch. 1,
4, 32, 41, 42;
1978-79, ch. 5;
1979, ch. 5;
1980-81-82-83,
ch. 40, 47, 48,
68, 102, 104,
109, 140; 1984,
ch. 1, 19, 31,
45; 1985, ch.
45; 1986, ch. 6,
24, 40, 44, 55,
58; 1987, ch.
45, 46; 1988,
ch. 28, 51, 55,
61, 65

1. (1) Subparagraph 6(1)(g)(iii) of the
Income Tax Act is repealed and the follow-
ing substituted therefor:

“(iii) a superannuation or pension
benefit attributable to services ren-
dered by a person in a period through-

1. (1) Le sous-alinéa 6(1)(g)(iii) de la *Loi*
de l'impôt sur le revenu est abrogé et rem-
5 placé par ce qui suit :

«(iii) une prestation de retraite ou
5 d'autres pensions imputable aux servi-
ces rendus par une personne au cours

EXPLANATORY NOTES

These amendments would implement the Ways and Means Motion to amend the Income Tax Act and related Acts, notice of which was tabled in the House of Commons by the Minister of Finance on December 11, 1989.

PART I

Income Tax Act

Clause 1: (1) This amendment would substitute the word "throughout" for the word "during".

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi met en oeuvre la motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines loi connexes dont avis a été déposé par le ministre des Finances à la Chambre des communes le 11 décembre 1989.

PARTIE I

Loi de l'impôt sur le revenu

Article 1, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 6(1)g(iii) : «(iii) une prestation de retraite ou une autre pension imputable aux services rendus par une personne pendant une période où elle ne résidait pas au Canada;»

out which the person was not resident in Canada;”

d'une période tout au long de laquelle elle ne résidait pas au Canada;»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

2. (1) Paragraph 8(1)(m) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) L'alinéa 8(1)m) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Employee's registered pension plan contributions

“(m) the amount in respect of contributions to registered pension plans that, by reason of subsection 147.2(4), is deductible in computing the taxpayer's income for the year;”

«m) le montant que le contribuable peut déduire en application du paragraphe 147.2(4) dans le calcul de son revenu pour l'année au titre des cotisations versées à des régimes de pension agréés;»

Cotisations salariales à un régime de pension agréé

(2) Paragraph 8(1)(m.1) of the said Act is repealed.

(2) L'alinéa 8(1)m.1) de la même loi est abrogé.

(3) Subsection 8(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (m.1) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 8(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa m.1), de ce qui suit :

Employee RCA contributions

“(m.2) an amount contributed by the taxpayer in the year to a pension plan in respect of services rendered by the taxpayer where

«m.2) les cotisations que le contribuable verse au cours de l'année à un régime de pension au titre de services qu'il rend, si les conditions suivantes sont réunies :

Cotisations salariales à une convention de retraite

(i) the plan is a retirement compensation arrangement,

(i) le régime est une convention de retraite,

(ii) the amount was paid to a custodian (within the meaning assigned by the definition “retirement compensation arrangement” in subsection 248(1)) of the arrangement who is resident in Canada, and

(ii) les cotisations ont été versées à un dépositaire (au sens de la définition de «convention de retraite» au paragraphe 248(1)) de la convention qui réside au Canada,

(iii) either

(iii) selon le cas :

(A) the taxpayer was required, by the terms of the taxpayer's office or employment, to contribute the amount, and the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by the taxpayer does not exceed the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by any other person in respect of the taxpayer, or

(A) le contribuable est tenu, par les conditions de son emploi ou de sa charge, de verser les cotisations, et le total des cotisations qu'il verse au régime au cours de l'année ne dépasse pas le total des cotisations qu'une autre personne a ainsi versées pour le compte du contribuable,

(B) the plan is a pension plan the registration of which under this Act was revoked (other than a plan the registration of which was revoked as of the effective date of its registration) and the amount was contributed in accordance with the

(B) il s'agit d'un régime de pension dont l'agrément dans le cadre de la présente loi a été retiré (sauf un régime dont l'agrément a été retiré rétroactivement à la date de sa prise d'effet), et les cotisations ont été versées conformément aux modalités du régime en vigueur avant le retrait de l'agrément;»

Clause 2: (1) Paragraph 8(1)(m) at present reads as follows:

“(m) amounts contributed by the taxpayer in the year to or under a registered pension fund or plan,

(i) not exceeding in the aggregate his contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the fund or plan, if retained by his employer from his remuneration for or under the fund or plan in respect of services rendered in the year or paid into or under the fund or plan by the taxpayer as part of his dues for the year as a member of a trade union,

(ii) not exceeding in the aggregate, the lesser of

(A) his contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the fund or plan, paid by him in the year into or under the fund or plan in respect of services rendered by him previous to the year while he was not a contributor, and

(B) that part of an amount paid by him in the year into or under the fund or plan in respect of services rendered by him previous to the year while he was not a contributor that is not in excess of the product obtained by multiplying the number of years previous to the year in which he rendered services while he was not a contributor by his contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the fund or plan, and subtracting from the product so obtained the aggregate of all amounts deducted under this subparagraph in previous years,

to the extent not deductible in the immediately preceding year under paragraph 60(j), and

(iii) not exceeding in the aggregate \$3,500 minus any amount deducted under subparagraph (i) or (ii) in computing his income for the year, paid by him in the year whether into or under the fund or plan or into or under any other such fund or plan in respect of services rendered by him previous to the year while he was a contributor, to the extent not deductible in the immediately preceding year under paragraph 60(j);”

(2) Paragraph 8(1)(m.1) reads as follows:

“(m.1) the portion, in excess of \$3,500, of the aggregate of the amounts (other than voluntary contributions) that the taxpayer contributes in the year to or under a registered pension fund or plan in respect of services rendered by him in the year where his pension entitlement under the fund or plan is determined without reference to the amount accumulated or contributed thereunder;”

(3) New.

Article 2, (1). — Texte actuel de l’alinéa 8(1)m) :

«m) les sommes que le contribuable a versées dans l’année à une caisse ou à un régime enregistré de pensions, ou en vertu d’une caisse ou d’un régime enregistré de pensions,

(i) sans dépasser, au total, le plafond de sa cotisation afférente, pour l’année, en vertu du présent sous-alinéa à la caisse ou au régime, si son employeur les a retenues sur sa rémunération pour la caisse ou le régime, ou en vertu de la caisse ou du régime, en raison de services rendus dans l’année, ou si elles ont été payées à la caisse ou au régime, ou en vertu de la caisse ou du régime, par le contribuable comme partie de ses cotisations pour l’année, à titre de membre d’un syndicat ouvrier,

(ii) sans dépasser, au total, le moins élevé des montants suivants :

(A) le plafond de la cotisation afférente, pour l’année, en vertu du présent sous-alinéa, à la caisse ou au régime, qu’il a payée dans l’année à la caisse ou au régime, ou en vertu de la caisse ou du régime, en raison de services qu’il a rendus antérieurement à l’année, alors qu’il n’y cotisait pas, ou

(B) la partie d’une somme qu’il a payée dans l’année à la caisse ou au régime, ou en vertu de la caisse ou du régime, en raison de services qu’il a rendus antérieurement à l’année, alors qu’il n’y cotisait pas, qui n’excède pas le produit obtenu en multipliant le nombre d’années antérieures à celle où il a rendu les services, alors qu’il n’y cotisait pas, par le plafond de sa cotisation afférente, pour l’année, en vertu du présent sous-alinéa à la caisse ou au régime, et en soustrayant du produit ainsi obtenu le total des sommes déduites selon le présent sous-alinéa durant les années antérieures,

jusqu’à concurrence de la partie non déductible dans l’année précédente selon l’alinéa 60j), et

(iii) sans dépasser, au total, 3 500 \$, moins toute somme déduite selon le sous-alinéa (i) ou (ii) lors du calcul de son revenu pour l’année, et qu’il a versée pendant l’année soit à la caisse ou au régime, soit en vertu de la caisse ou du régime, ou à une autre caisse ou régime ou en vertu d’une autre caisse ou régime semblable, en raison de services qu’il a rendus antérieurement à l’année où il cotisait, jusqu’à concurrence de la partie non déductible dans l’année précédente selon l’alinéa 60j);»

(2).— Texte de l’alinéa 8(1)m.1) :

«m.1) l’excédent sur 3 500 \$, du total des cotisations (à l’exclusion des cotisations volontaires) que le contribuable verse dans l’année dans le cadre de quelque caisse ou régime enregistré de pensions, correspondant à des services qu’il rend dans l’année, lorsque les prestations prévues par la caisse ou le régime sont déterminées sans tenir compte des fonds qui y sont accumulés;»

(3). — Nouveau.

terms of the plan as last registered;"

(4) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Election re additional voluntary contributions

“(1.1) For the purposes of paragraph (1)(m), such part as a taxpayer designates in the taxpayer’s return of income for the 1986 taxation year of the aggregate of all amounts contributed by the taxpayer after 1985 and before October 9, 1986 as additional voluntary contributions shall be deemed to have been contributed in respect of services rendered by the taxpayer before 1986.”

(5) Subsections 8(6) and (7) of the said Act are repealed.

(6) Subsection 8(8) of the said Act is repealed.

(7) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1986 to 1990 taxation years, paragraph 8(1)(m) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(m) amounts contributed by the taxpayer in the year to or under a registered pension plan,

- (i) not exceeding in the aggregate the taxpayer’s contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, if retained by the taxpayer’s employer from the taxpayer’s remuneration for or under the plan in respect of services rendered in the year or paid into or under the plan by the taxpayer as part of the taxpayer’s dues for the year as a member of a trade union,

(ii) not exceeding in the aggregate, the lesser of

- (A) the taxpayer’s contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, paid by the taxpayer in the year and, in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, into or under the

(4) L’article 8 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Pour l’application de l’alinéa (1)m), la partie — qu’un contribuable indique dans sa déclaration de revenu pour l’année d’imposition 1986 — des cotisations facultatives qu’il a versées après 1985 et avant le 9 octobre 1986 est réputée avoir été versée au titre de services qu’il a rendus avant 1986.»

Choix concernant les cotisations facultatives

(5) Les paragraphes 8(6) et (7) de la même loi sont abrogés.

(6) Le paragraphe 8(8) de la même loi est abrogé.

(7) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1986 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d’imposition 1986 à 1990, l’alinéa 8(1)m) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«(m) les sommes que le contribuable a versées au cours de l’année dans le cadre d’un régime de pension agréé :

- (i) sans dépasser, au total, le plafond de sa cotisation pour l’année en vertu du présent sous-alinéa afférente au régime, si son employeur les a retenues sur sa rémunération dans le cadre du régime au titre de services rendus au cours de l’année, ou si elles ont été payées dans le cadre du régime par le contribuable comme partie de ses cotisations pour l’année à titre de membre d’un syndicat ouvrier,
- (ii) sans dépasser, au total, le moins élevé des montants suivants, à concurrence de la partie non déductible dans l’année d’imposition précédente selon l’alinéa 60j) :

- (A) le plafond de sa cotisation pour l’année en vertu du présent sous-alinéa afférente au régime, qu’il a

(4) New.

(4). — Nouveau.

(5) Subsections 8(6) and (7) read as follows:

(5). — Texte des paragraphes 8(6) et (7) :

“(6) For the purposes of paragraph (1)(m), a taxpayer’s “contribution limit” for a taxation year under subparagraph (1)(m)(i) or (ii) in respect of a registered pension fund or plan means such amount as is designated by the taxpayer in his return of income for the year to be his contribution limit for the year under subparagraph (1)(m)(i) or (ii), as the case may be, in respect of that fund or plan, not exceeding however the amount, if any, by which \$3,500 exceeds the aggregate of amounts each of which is his contribution limit for the year under subparagraph (1)(m)(i) or (ii), as the case may be, in respect of any other such fund or plan.

«(6) Aux fins de l’alinéa (1)m), le «plafond de la cotisation» d’un contribuable, pour une année d’imposition, en vertu du sous-alinéa (1)m)(i) ou (ii) à une caisse ou régime enregistré de pensions signifie la somme que le contribuable a indiquée dans la déclaration de ses revenus pour l’année, en vertu du sous-alinéa (1)m)(i) ou (ii), selon le cas, comme étant le plafond de sa cotisation pour l’année à cette caisse ou à ce régime, sans excéder toutefois le montant, si montant il y a, obtenu en soustrayant de 3 500 \$ le total des sommes dont chacune constitue le plafond de sa cotisation pour l’année, en vertu du sous-alinéa (1)m)(i) ou (ii), selon le cas, à une autre caisse ou à un autre régime semblable.

(7) For the purpose of determining whether a teacher may deduct amounts contributed by him to or under a registered pension fund or plan in computing his income for a taxation year during which he was employed by Her Majesty or a person exempt from tax for the year under section 149, subparagraph (1)(m)(ii) shall be read as though the words “while he was not a contributor” were deleted.”

(7) Pour déterminer si un enseignant peut déduire les sommes qu’il a versées à titre de cotisation à quelque caisse ou régime enregistré de pensions ou en vertu de cette caisse ou de ce régime, dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition pendant laquelle il était employé par Sa Majesté ou par une personne exonérée d’impôt pour l’année en vertu de l’article 149, il n’est pas tenu compte des mots «alors qu’il n’y cotisait pas» au sous-alinéa (1)m)(ii).»

(6) Subsection 8(8) reads as follows:

(6). — Texte du paragraphe 8(8) :

“(8) Where an amount has been contributed by a taxpayer to or under a registered pension fund or plan

«(8) Un contribuable qui a versé une somme à titre de cotisation à quelque caisse ou régime enregistré de pensions, ou en vertu de cette caisse ou de ce régime,

- (a) after 1945, in respect of services rendered by him in a year while he was not a contributor, or
- (b) after 1962, in respect of services rendered by him in a year while he was a contributor,

- a) après 1945, relativement aux services qu’il a rendus dans une année où il ne cotisait pas à cette caisse ou à ce régime,
- b) après 1962, relativement aux services qu’il a rendus dans une année où il cotisait à cette caisse ou à ce régime,

it may be included in computing a deduction under

peut inclure cette somme dans le calcul d’une déduction en vertu

- (c) subparagraph (1)(m)(ii), in the case of an amount described in paragraph (a), or
- (d) subparagraph (1)(m)(iii), in the case of an amount described in paragraph (b),

- c) du sous-alinéa (1)m)(ii), dans le cas d’un montant mentionné à l’alinéa a),
- d) du sous-alinéa (1)m)(iii), dans le cas d’un montant mentionné à l’alinéa b),

for taxation years subsequent to the year in which it was contributed to the extent that it exceeds the aggregate of amounts deductible in respect thereof under this subsection, subparagraph (1)(m)(ii) or (iii) or paragraph 60(j) in computing incomes for years preceding the taxation year.”

pour les années d’imposition postérieures à l’année dans laquelle la somme a été versée, jusqu’à concurrence de l’excédent de cette somme sur le total des montants déductibles à cet égard en vertu du présent paragraphe, du sous-alinéa (1)m)(ii) ou (iii) ou de l’alinéa 60j) dans le calcul du revenu pour les années précédant l’année d’imposition.»

plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was not a contributor, and

(B) that part of an amount paid by the taxpayer in the year and, in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, into or under the plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was not a contributor that is not in excess of the amount obtained by multiplying the number of preceding years in which the taxpayer rendered services while the taxpayer was not a contributor by the taxpayer's contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, and subtracting from the product so obtained the aggregate of all amounts deducted under this subparagraph for preceding taxation years,

to the extent not deductible in the immediately preceding taxation year under paragraph 60(j), and

(iii) not exceeding in the aggregate \$3,500 minus any amount deducted under subparagraph (i) or (ii) in computing the taxpayer's income for the year, paid by the taxpayer in the year, and in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, whether into or under the plan or into or under any other such plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was a contributor, to the extent not deductible in the immediately preceding taxation year under paragraph 60(j);"

(8) Subsections (2) and (5) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(9) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

(10) Subsection (4) is applicable to the 1986 taxation year.

(11) Subsection (6) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years, and

payée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, dans le cadre du régime au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il ne cotisait pas au régime, (B) la partie d'une somme qu'il a payée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, dans le cadre du régime au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il ne cotisait pas au régime, qui n'excède pas le produit obtenu en multipliant le nombre d'années antérieures où il a rendu les services, alors qu'il ne cotisait pas au régime, par le plafond de la cotisation y afférente pour l'année en vertu du présent sous-alinéa, diminué du total des sommes déduites en application du présent sous-alinéa durant les années d'imposition antérieures,

(iii) sans dépasser, au total, 3 500 \$ moins toute somme déduite selon le sous-alinéa (i) ou (ii) dans le calcul de son revenu pour l'année, qu'il a versée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, soit dans le cadre du régime, soit dans le cadre d'un autre régime semblable, au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il cotisait à l'un de ces régimes, à concurrence de la partie non déductible dans l'année d'imposition précédente selon l'alinéa 60j);»

(8) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

(10) Le paragraphe (4) s'applique à l'année d'imposition 1986.

(11) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes. Tou-

subsection 8(8) of the said Act, as it applies to the 1987 to 1990 taxation years, shall be read as follows:

“(8) Where an amount, other than an additional voluntary contribution, has been contributed by a taxpayer to or under a registered pension plan

(a) after 1945, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was not a contributor, or

(b) after 1962, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was a contributor,

it may be included in computing a deduction under

(c) subparagraph (1)(m)(ii), in the case of an amount described in paragraph (a), or

(d) subparagraph (1)(m)(iii), in the case of an amount described in paragraph (b),

for a particular taxation year subsequent to the year in which it was contributed to the extent that it exceeds the aggregate of all amounts each of which was deductible in respect thereof under this subsection, subparagraph (1)(m)(ii) or (iii) or paragraph 60(j) in computing the taxpayer's income for taxation years preceding the particular taxation year.”

3. (1) Subparagraph 18(11)(c)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) a contribution described in subparagraph 8(1)(m)(ii) or (iii) (as they read in their application to the 1990 taxation year) that was required to be made pursuant to an obligation entered into before November 13, 1981, or”

(2) Subparagraph 18(11)(c)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) a contribution deductible under paragraph 20(1)(q) or (y) in computing the taxpayer's income;”

tefois, pour son application aux années d'imposition 1987 à 1990, le paragraphe 8(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«(8) Le contribuable qui a versé une somme — à l'exception d'une cotisation facultative — dans le cadre d'un régime de pension agréé :

a) après 1945, au titre de services qu'il a rendus au cours d'une année où il ne cotisait pas à ce régime,

b) après 1962, au titre de services qu'il a rendus au cours d'une année où il y cotisait,

peut inclure cette somme dans le calcul de la déduction prévue :

c) au sous-alinéa (1)m(ii), s'il s'agit d'une somme visée à l'alinéa a),

d) au sous-alinéa (1)m(iii), s'il s'agit d'une somme visée à l'alinéa b),

pour une année d'imposition donnée suivant l'année où la somme a été versée, à concurrence de l'excédent de cette somme sur le total des montants déductibles à son titre selon le présent paragraphe, le sous-alinéa (1)m(ii) ou (iii) ou l'alinéa 60j) dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition précédant l'année d'imposition donnée.»

3. (1) Le sous-alinéa 18(11)c(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) d'une cotisation visée au sous-alinéa 8(1)m(ii) ou (iii) — dans sa version applicable à l'année d'imposition 1990 — qui devait être versée conformément à une obligation contractée avant le 13 novembre 1981,»

(2) Le sous-alinéa 18(11)c(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) d'une cotisation déductible en application de l'alinéa 20(1)q) ou y) dans le calcul du revenu du contribuable;»

(3) Subsection 18(11) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(e) making a contribution to a retirement compensation arrangement where the contribution was deductible under paragraph 8(1)(m.2) in computing the taxpayer's income."

(4) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(5) Subsection (2) is applicable to the 1992 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

4. (1) Paragraph 20(1)(q) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(q) such amount in respect of employer contributions to registered pension plans as is permitted by subsection 147.2(1);"

(2) Paragraph 20(1)(s) of the said Act is repealed.

(3) Subsections 20(22) and (23) of the said Act are repealed.

(4) Subsections (1), (2) and (3) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years with respect to contributions made to registered pension plans after 1990.

5. (1) Paragraph 60(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is

(i) a superannuation or pension benefit (other than any amount in respect of the benefit that is deducted in computing the taxable income of the taxpayer for a taxation year by reason of subparagraph 110(1)(f)(i) or a benefit that is part of a series of periodic payments) payable out of or under a pension plan that is not a registered pension plan, attributable to services

(3) Le paragraphe 18(11) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«e) de verser à une convention de retraite une cotisation déductible en application de l'alinéa 8(1)m.2) dans le calcul du revenu du contribuable.»

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux 15 années d'imposition 1992 et suivantes.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

4. (1) L'alinéa 20(1)(q) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«q) le montant que permet le paragraphe 147.2(1) au titre des cotisations versées par un employeur à un régime de pension agréé;»

(2) L'alinéa 20(1)(s) de la même loi est abrogé.

(3) Les paragraphes 20(22) et (23) de la même loi sont abrogés.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent, pour les années d'imposition 1991 et suivantes, aux cotisations versées à des régimes de pension agréés après 1990.

5. (1) L'alinéa 60(j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) ou (27.1) ou de l'alinéa 147(10.2)d) pour le contribuable pour l'année, soit une prestation de retraite ou d'autres pensions (à l'exception d'un montant au titre d'une prestation déduite en application du sous-alinéa 110(1)(f)(i) dans le calcul du

Employer's contributions to registered pension plan

Transfer of superannuation benefits

Cotisations patronales à un régime de pension agréé

Transfert de prestation de retraite

(3) New.

Clause 4: (1) Paragraph 20(1)(q) at present reads as follows:

“(q) an amount paid by the taxpayer in the year or within 120 days from the end of the year to or under a registered pension fund or plan in respect of services rendered by employees of the taxpayer in the year, subject, however, as follows:

(i) in any case where the amount so paid is the aggregate of amounts each of which is identifiable as a specified amount in respect of an individual employee of the taxpayer, the amount deductible under this paragraph in respect of any one such individual employee is the lesser of the amount so specified in respect of that employee and \$3,500, and

(ii) in any other case, the amount deductible under this paragraph is the lesser of the amount so paid and an amount determined in prescribed manner, not exceeding however \$3,500 multiplied by the number of employees of the taxpayer in respect of whom the amount so paid by the taxpayer was paid by him,

less the amount, or portion thereof, that is deductible under paragraph (s);”

(2) Paragraph 20(1)(s) reads as follows:

“(s) where the taxpayer is an employer, the aggregate of all amounts each of which is the amount of a payment made by the employer in the year under a registered pension fund or plan in respect of current or past services of the employer's employees or former employees pursuant to a recommendation by a qualified actuary in whose opinion the resources of the fund or plan are required to be augmented by an amount not less than the aggregate of those payments to ensure that the obligation of the employer to the fund or plan and all the obligations of the fund or plan to the employees and former employees may be discharged in full, if the recommendation of the actuary was made in the year or in one of the three immediately preceding years on the basis of assumptions that remain valid in the year of payment and if the payment was made so that it is irrevocably vested in or for the fund or plan and has been approved by the Minister on the advice of the Superintendent of Financial Institutions, and, for greater certainty and without restricting the generality of this paragraph, it is hereby declared that this paragraph is applicable where the resources of a fund or plan are required to be

(3). — Nouveau.

Article 4, (1). — Texte actuel de l'alinéa 20(1)q) :

«q) une somme versée par le contribuable, pendant l'année ou dans les 120 jours de la fin de l'année, à une caisse ou à un régime enregistré de pensions, ou en vertu d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions, en raison de services rendus par les employés du contribuable dans l'année, sous réserve des dispositions suivantes :

(i) dans tous les cas où la somme ainsi versée est le total des montants dont chacun est identifiable comme un montant déterminé se rapportant à un des employés du contribuable, le montant déductible selon le présent alinéa, à l'égard de l'un quelconque de ces employés, est le moins élevé des deux montants suivants : le montant ainsi déterminé à l'égard de cet employé, ou 3 500 \$, et

(ii) dans tous les autres cas, le montant déductible en vertu du présent alinéa est le moins élevé des montants suivants : le montant ainsi versé ou un montant fixé de la manière prescrite, n'excédant pas toutefois 3 500 \$, multiplié par le nombre d'employés du contribuable à l'égard desquels le montant versé par le contribuable a été payé par ce dernier,

moins le montant, ou la fraction de celui-ci, qui est déductible selon l'alinéa s);»

(2). — Texte de l'alinéa 20(1)s) :

«s) lorsque le contribuable est un employeur, le total de tous les montants dont chacun représente le montant du paiement qu'il a effectué dans l'année en vertu d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions au titre de services courants ou antérieurs rendus par ses employés ou ses anciens employés, conformément à l'avis d'un actuaire reconnu d'après lequel les ressources de la caisse ou du régime doivent être augmentées d'un montant non inférieur au total de ces paiements afin de faire en sorte que l'obligation de l'employeur envers la caisse ou le régime et que toutes les obligations de la caisse ou du régime envers les employés et les anciens employés puissent être acquittées, si la recommandation de l'actuaire a été faite dans l'année ou au cours d'une des trois années antérieures suivant des hypothèses qui demeurent valides pour l'année du paiement et si le paiement a été effectué de manière qu'il soit irrévocablement transmis à la caisse ou au régime, et que le paiement a été approuvé par le ministre, sur avis du surintendant des institutions financières; pour plus de précision et sans restreindre la portée générale du présent alinéa, il est disposé que le présent alinéa s'applique dans les cas où il

rendered by a person in a period throughout which the person was not resident in Canada, and included in computing the income of the taxpayer for the year by reason of subparagraph 56(1)(a)(i), or
 (ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year pursuant to subsection 104(27) or (27.1) or paragraph 147(10.2)(d),

as

(iii) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(iv) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof designated for a taxation year for the purposes of paragraph (l),

to the extent that the amount was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

(2) Section 60 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j) thereof, the following paragraph:

"(j.01) such part of the aggregate of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer before March 28, 1988 that can reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered

revenu imposable du contribuable pour une année d'imposition et d'une prestation qui fait partie d'une série de paiements périodiques) payable dans le cadre d'un régime de pension qui n'est pas un régime de pension agréé, attribuable à des services qu'une personne a rendus au cours d'une période tout au long de laquelle elle ne résidait pas au Canada et inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i), laquelle partie :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la fraction de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la fraction de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition aux fins de l'alinéa l);»

(2) L'article 60 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j), de ce qui suit :

«j.01) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a reçu avant le 28 mars 1988, qu'il est raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actua-

Transfer of surplus

Transfert de surplus

augmented by reason of an increase in the superannuation or pension benefits payable out of or under the fund or plan;"

(3) Subsections 20(22) and (23) read as follows:

"(22) Notwithstanding any other provision of this section, where one or more members of a related group of employers have contributed to one or more registered pension funds or plans with respect to a particular individual or deceased individual, the amount deductible with respect to that individual in computing the income of a member for taxation years ending in a calendar year shall not exceed,

(a) in the case of an amount deductible under paragraph (1)(q), the lesser of

(i) the amount paid by the member with respect to the individual that would be deductible under that paragraph if this Act were read without reference to this subsection, and

(ii) \$3,500 less the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted in any such taxation year under that paragraph with respect to the individual by any other member of the group; and

(b) in the case of an amount deductible under paragraph (1)(s), the lesser of

(i) the amount paid by the member with respect to the individual that would be deductible under that paragraph if this Act were read without reference to this subsection, and

(ii) the member's portion of the amount by which

(A) such amount that would be approved by the Minister with respect to the individual for the purposes of paragraph (1)(s) if the individual were a member of a registered pension plan that provides the maximum benefits available under a registered pension fund or plan and

(I) the individual's eligible service in respect of the registered pension funds or plans of all members were eligible service in respect of such a plan,

(II) all the remuneration received by the individual in respect of eligible service under the registered pension funds or plans of all members were his remuneration in respect of eligible service under such a plan, and

(III) the benefits under such a plan in respect of the individual were funded or insured to the same extent that the aggregate of the individual's benefits under the registered pension funds or plans of all members are funded or insured,

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted with respect to the individual by a member of the group under paragraph (1)(q) in computing the member's income for a taxation year ending in the calendar year.

(23) For the purposes of subparagraph (22)(b)(ii), a "member's portion" of an amount shall be deemed to be such portion of the amount as may reasonably be determined to be the member's portion thereof having regard to the remuneration received by the individual from, and his eligible service with, the member."

Clause 5: (1) Paragraph 60(j) at present reads as follows:

est nécessaire d'augmenter les ressources d'une caisse ou d'un régime en raison de l'accroissement des prestations de retraite ou d'autres pensions dues par cette caisse ou en vertu de ce régime;"

(3). — Texte des paragraphes 20(22) et (23) :

"(22) Nonobstant toute autre disposition du présent article, lorsqu'un ou plusieurs membres d'un groupe lié d'employeurs ont contribué à une ou plusieurs caisses ou à un ou plusieurs régimes enregistrés de pensions à l'égard d'un particulier donné ou d'un particulier décédé, le montant déductible à l'égard de ce particulier dans le calcul du revenu d'un membre pour des années d'imposition se terminant dans une année civile ne doit pas dépasser,

a) dans le cas d'un montant déductible en vertu de l'alinéa (1)q), le moindre des montants suivants :

(i) le montant que le membre a versé à l'égard du particulier et qui serait déductible en vertu de cet alinéa si la présente loi était interprétée sans égard au présent paragraphe, et

(ii) 3 500 \$ moins le total de tous les montants dont chacun représente un montant qu'un autre membre du groupe a déduit pour une année d'imposition conformément à cet alinéa à l'égard du particulier; et

b) dans le cas d'un montant déductible en vertu de l'alinéa (1)s), le moindre des montants suivants :

(i) le montant que le membre a versé relativement au particulier et qui serait déductible en vertu de cet alinéa si la présente loi était interprétée sans égard au présent paragraphe, et

(ii) la fraction attribuable au membre de l'excédent

(A) du montant qui serait approuvé par le Ministre à l'égard du particulier aux fins de l'alinéa (1)s), si le particulier était un membre d'un régime enregistré de pensions offrant les prestations maxima disponibles en vertu d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions et

(I) les états de service admissibles du particulier à l'égard des caisses ou régimes enregistrés de pensions de tous les membres étaient des états de service admissibles en vertu du régime,

(II) la totalité de la rémunération que le particulier a reçue pour ses états de service admissibles en vertu des caisses ou régimes enregistrés de pensions de tous les membres lui était versée pour ses états de service admissibles en vertu du régime, et

(III) les prestations en vertu du régime à l'égard du particulier étaient financées ou assurées dans la même mesure que le total des prestations reçues par le particulier en vertu des caisses ou régimes enregistrés de pensions de tous les membres,

sur

(B) le total de tous les montants dont chacun représente un montant qu'un membre du groupe a déduit à l'égard du particulier en vertu de l'alinéa (1)q) dans le calcul du revenu du membre pour une année d'imposition se terminant dans l'année civile.

(23) Pour l'application du sous-alinéa (22)b)(ii), la «fraction attribuable au membre» d'un montant est réputée être la fraction du montant qui peut raisonnablement être déterminée comme étant celle du membre, compte tenu de la rémunération reçue du membre par le particulier et de ses états de service admissibles auprès du membre.»

Article 5, (1). — Texte actuel de l'alinéa 60j) :

pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year) as

(i) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(ii) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) or 60(j) or (j.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (j), (j.1) or (l),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

(3) Clause 60(j.1)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(B) \$1,500 times the number by which the number of years before 1989 described in clause (A) exceeds the number that can reasonably be regarded as the equivalent number of years before 1989 in respect of which employer contributions under either a pension plan or a deferred profit sharing plan of the employer or a person related to the employer had vested in the retiree at the time of the payment"

riel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), d'un régime de pension agréé, et qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a)(i) (sauf toute partie de ce montant qu'il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année), laquelle partie :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé à son profit, à l'exclusion de la fraction de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) ou 60j) ou j.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la fraction de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa j), j.1) ou l);»

(3) La division 60j.1)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) du produit de 1 500 \$ par l'excédent du nombre d'années, antérieures à 1989, visé à la division (A) sur le nombre qu'il est raisonnable de considérer comme le nombre équivalent d'années, antérieures à 1989, pour lesquelles les cotisations de l'employeur versées aux termes d'un régime de pension ou d'un régime de participation différée aux bénéfices de l'employeur ou d'une personne liée à celui-ci

“(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension fund or plan or is an amount described in subparagraph 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)), or subsection 147(10) as

(i) is designated by the taxpayer in his return of income under this Part for the year, and

(ii) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by him in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension fund or plan, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) in computing his income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning of section 146) under a registered retirement savings plan under which he is the annuitant (within the meaning of section 146), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (l).

to the extent that it was not deducted in computing his income for a previous year;”

(2) New.

(3) This amendment would add the underlined words.

«j) la partie du total de toutes les sommes dont chacune représente un montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, en vertu du sous-alinéa 56(1)a(i), (lorsque le montant provient d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions ou qu'il s'agit d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g(iii) ou à la disposition 56(1)a(i)(A) ou (B)) ou du paragraphe 147(10) qui

(i) est désignée par le contribuable dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour l'année, et

(ii) ne dépasse pas le total de toutes les sommes dont chacune est une somme qu'il a versée dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année

(A) à titre de cotisation à une caisse ou à un régime enregistré de pensions ou en vertu d'une telle caisse ou d'un tel régime, sauf la partie de cette cotisation qui est déductible en vertu de l'alinéa 8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l'année, ou

(B) à titre de prime (au sens de l'article 146) d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est le rentier (au sens de l'article 146), sauf la partie de cette prime qui a été désignée aux fins de l'alinéa l),

pourvu que cette partie n'ait pas été déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure;»

(2). — Nouveau.

(3). — Adjonction des mots soulignés.

(4) Section 60 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j.1) thereof, the following paragraph:

“(j.2) for taxation years ending after 1988 and before 1995, such part of the aggregate of all amounts (other than amounts paid out of or under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund that by reason of section 254 are considered to be amounts paid out of or under a registered pension plan) paid on a periodic basis out of or under a registered pension plan or a deferred profit sharing plan and included, by reason of subsection 56(1), in computing the taxpayer's income for the year as

(i) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(ii) does not exceed the least of

(A) \$6,000,

(B) the amount, if any, by which that aggregate exceeds the part of that aggregate designated for the year for the purposes of paragraph (j) or deducted under paragraph (k) in computing the taxpayer's income for the year, and

(C) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), to the extent that the amount was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;”

étaient acquises au retraité au moment du versement.»

(4) L'article 60 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j.1), de ce qui suit :

«j.2) pour les années d'imposition se terminant après 1988 et avant 1995, la partie du total des paiements périodiques (à l'exception de montants prévus par un régime enregistré d'épargne-retraite ou par un fonds enregistré de revenu de retraite, ou en provenant, qui par l'effet de l'article 254 sont considérés comme prévus par un régime de pension agréé ou en provenant) prévus par un régime de pension agréé ou un régime de participation différée aux bénéfices, ou en provenant, et inclus en application du paragraphe 56(1) dans le calcul de son revenu pour l'année, qui :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le 25 moins élevé des montants suivants :

(A) 6 000 \$,

(B) l'excédent éventuel de ce total sur la partie de ce total qu'il indique dans sa déclaration de revenu pour l'année aux fins de l'alinéa j) ou qu'il déduit selon l'alinéa k) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(C) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a versé au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier, au sens de ce paragraphe, dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure;»

Transfer to
spousal RRSP

Transfert au
REER du
conjoint

(5) Paragraph 60(k) of the said Act is repealed.

(5) L'alinéa 60k) de la même loi est abrogé.

(4) New.

(4). — Nouveau.

(A) date de contribution au compte

(B) dont est tenu le contribuable ou le fiduciaire dans lequel il est tenu

(C) le paiement unique d'impôt par le contribuable ou par son conjoint

(D) le sous-ajout (60(k)) de la somme...

(E) de la somme...

(F) de la somme...

(G) de la somme...

(H) de la somme...

(I) de la somme...

(J) de la somme...

(K) de la somme...

(L) de la somme...

(M) de la somme...

(N) de la somme...

(O) de la somme...

(P) de la somme...

(Q) de la somme...

(R) de la somme...

(S) de la somme...

(T) de la somme...

(U) de la somme...

(V) de la somme...

(W) de la somme...

(X) de la somme...

(Y) de la somme...

(Z) de la somme...

(A) date when the taxpayer is the...

(B) under which the taxpayer is...

(C) the single payment by or on behalf of the taxpayer.

(D) Supplement (60(k)) of the said Act...

(E) of the sum...

(F) of the sum...

(G) of the sum...

(H) of the sum...

(I) of the sum...

(J) of the sum...

(K) of the sum...

(L) of the sum...

(M) of the sum...

(N) of the sum...

(O) of the sum...

(P) of the sum...

(Q) of the sum...

(R) of the sum...

(S) of the sum...

(T) of the sum...

(U) of the sum...

(V) of the sum...

(W) of the sum...

(X) of the sum...

(Y) of the sum...

(Z) of the sum...

(5) Paragraph 60(k) reads as follows: "(k) the least of

(5). — Texte de l'alinéa 60(k) : «k) la moins élevée des sommes suivantes :

(6) All that portion of subparagraph 60(I)(ii) of the said Act preceding clause (D) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) to acquire, from a person licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada an annuities business, an annuity

(A) under which the taxpayer is the annuitant

(I) for the taxpayer's life, or for the lives jointly of the taxpayer and the taxpayer's spouse (in this paragraph having the meaning assigned by subsection 146(1.1)),

either with a guaranteed period that is not greater than 90 years minus the age of the taxpayer or the age of the taxpayer's spouse, at the time of its acquisition or without a guaranteed period, or

(II) for a term of years equal to 90 minus the age of the taxpayer or the age of the taxpayer's spouse, at the time of its acquisition, or

(B) under which the taxpayer, or a trust under which the taxpayer is the sole person beneficially interested in all amounts payable under the annuity, is the annuitant for a term of years not exceeding 18 minus the age of the taxpayer at the time of its acquisition

that does not provide for any payment thereunder except

(C) the single payment by or on behalf of the taxpayer,”

(7) Subparagraph 60(I)(v) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of the clause (A) thereof, by adding the word “and” at the end of clause (B) thereof and by adding thereto, immediately after clause (B) thereof, the following clause:

“(B.1) the lesser of

(I) the amount paid by or on behalf of the taxpayer to acquire an annuity that would be described in subparagraph (ii) if that subparagraph were read

(6) Le passage du sous-alinéa 60(I)(ii) de la même loi qui précède la division (D) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) afin d'acheter, d'une personne titulaire d'une licence ou par ailleurs autorisée par la législation fédérale ou provinciale à exploiter un commerce de rentes au Canada, une rente :

(A) dont le contribuable est rentier et qui est :

(I) soit une rente viagère simple ou réversible au conjoint survivant, sans durée garantie ou pour une durée garantie égale ou inférieure à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente — «conjoint» s'entendant au présent alinéa au sens du paragraphe 146(1.1) —,

(II) soit une rente à terme, pour un nombre d'années égal à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente, ou

(B) dont est rentier le contribuable ou la fiducie dans laquelle il est le seul à avoir un droit de jouissance sur les montants payables aux termes de la rente, pour un nombre d'années ne dépassant pas la différence entre 18 et l'âge du contribuable à la date d'achat de la rente, cette rente ne devant pas prévoir d'autres versements, sauf les suivants :

(C) le paiement unique à effectuer par le contribuable ou pour son compte,”

(7) Le sous-alinéa 60(I)(v) de la même loi est modifié par insertion, après la division (B), de ce qui suit :

«(B.1) le moins élevé :

(I) de la somme versée par le contribuable ou pour son compte afin d'acheter une rente visée au sous-alinéa (ii), abstraction faite de la division (A),

(II) de la somme, sauf la partie de celle-ci qui est comprise dans la somme visée à la division (B),

(i) any amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year to a trustee under a deferred profit sharing plan that had at least 5 beneficiaries at all times throughout the year, to the extent that it was not deductible in computing his income for the immediately preceding year.

(ii) any amount included in computing his income for the year by virtue of subsection 147(10), and

(iii) the amount by which

(A) the aggregate of amounts included in computing his income for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) and subsection 147(10)

exceeds

(B) the amount, if any, deductible under paragraph (j) in computing his income for the year;"

(6) The relevant portion of subparagraph 60(l)(ii) at present reads as follows:

"(ii) to acquire, from a person licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada an annuities business, an annuity under which he is the annuitant

(A) for his life, or for the lives jointly of the taxpayer and his spouse, either with a guaranteed period that is not greater than 90 years minus his age, or the age of his spouse, at the time of its acquisition or without a guaranteed period, or

(B) for a term of years equal to 90 minus his age, or the age of his spouse, at the time of its acquisition

that does not provide for any payment thereunder except

(C) the single payment by the taxpayer,"

(7) New.

(i) toute somme payée par le contribuable, dans l'année ou dans les 60 jours de la fin de l'année, à un fiduciaire en vertu d'un régime de participation différée aux bénéfices qui comprenait au moins 5 bénéficiaires à tout moment de l'année, dans la mesure où elle n'était pas déductible lors du calcul de son revenu pour l'année précédente,

(ii) toute somme incluse dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe 147(10), ou

(iii) la fraction du

(A) total des sommes incluses dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du sous-alinéa 56(1)a(i) et du paragraphe 147(10)

qui est en sus de

(B) la somme, si somme il y a, qui est déductible, en vertu de l'alinéa j), lors du calcul de son revenu pour l'année;"

(6). — Texte actuel du passage visé du sous-alinéa 60l(ii) :

«(ii) afin d'acheter, d'une personne titulaire d'une licence ou par ailleurs autorisée par la législation fédérale ou provinciale à exploiter un commerce de rentes au Canada,

(A) une rente viagère simple ou réversible au conjoint survivant, dont le contribuable devient rentier, sans durée garantie ou pour une durée garantie égale ou inférieure à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente, ou

(B) une rente à terme dont le contribuable devient rentier, pour un nombre d'années égal à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente,

cette rente ne devant pas prévoir d'autres versements que les suivants :

(C) le paiement unique à effectuer par le contribuable,»

(7). — Nouveau.

without reference to clause (A) thereof, and
 (II) the amount (other than any portion thereof included in the amount determined under clause (B)) included in computing the taxpayer's income for the year as a payment (other than a payment that is part of a series of periodic payments or that relates to an actuarial surplus) received by the taxpayer out of or under a registered pension plan, or as a refund of premiums out of or under a registered retirement savings plan, as a consequence of the death of an individual, where the taxpayer is a child or grandchild of the individual,"

ajoutée dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de paiement (sauf un paiement afférent au surplus actuariel ou faisant partie d'une série de paiements périodiques) qu'il reçoit dans le cadre d'un régime de pension agréé, ou à titre de remboursement de primes prévu par un régime enregistré d'épargne-retraite ou en provenant, par suite du décès d'un particulier, dans le cas où le contribuable est l'enfant ou le petit-enfant du particulier.»

(8) Clause 60(t)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: (8) La division 60t(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(A) all amounts, other than amounts deductible under paragraph 8(1)(m.2), contributed under the arrangement by the taxpayer while it was a retirement compensation arrangement and before the end of the year,”

«(A) des cotisations, à l'exception de celles qui sont déductibles en application de l'alinéa 8(1)m.2), qu'il a versées dans le cadre de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite.»

(9) Clause 60(u)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: (9) La division 60u(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“(A) all amounts, other than amounts deductible under paragraph 8(1)(m.2), contributed under the arrangement by the taxpayer while it was a retirement compensation arrangement and before the end of the year, and”

«(A) des cotisations, à l'exception de celles qui sont déductibles en application de l'alinéa 8(1)m.2), qu'il a versées dans le cadre de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite.»

(10) Subparagraph 60(v)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: (10) Le sous-alinéa 60v(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(iii) the amount by which the taxpayer's RRSP deduction limit for the year exceeds the aggregate of the amounts deducted under subsections 146(5) and (5.1) in computing the taxpayer's income for the year.”

«(iii) de l'excédent du maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l'année sur le total des montants déduits en application des paragraphes 146(5) et (5.1) dans le calcul de son revenu pour l'année.»

(8) This amendment would add the underlined words.

(9) This amendment would add the underlined words.

(10) Subparagraph 60(v)(iii) at present reads as follows:

“(iii) the amount by which the amount determined in respect of the taxpayer for the year under paragraph 146(5)(a) or (b) (whichever is applicable in respect of the taxpayer) exceeds the aggregate of the amounts deducted under subsections 146(5) and (5.1) in computing his income for the year.”

(8). — Adjonction du passage souligné.

(9). — Adjonction du passage souligné.

(10). — Texte actuel du sous-alinéa 60v)(iii) :

«(iii) de l'excédent du montant calculé pour le contribuable pour l'année en application de l'alinéa 146(5)a) ou b), selon le cas, sur le total des montants déduits en application des paragraphes 146(5) et (5.1) dans le calcul de son revenu pour l'année.»

(11) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1986 and 1987 taxation years, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing the income of the taxpayer for the year (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer’s income for the year) by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan or is an amount described in subparagraph 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)), or subsection 147(10) as

(i) is designated by the taxpayer in the taxpayer’s return of income under this Part for the year, and

(ii) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer’s benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in computing the taxpayer’s income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (I),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer’s income for a preceding taxation year;”;

(b) in its application to the 1988 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(11) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1986 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application aux années d’imposition 1986 et 1987, l’alinéa 60j) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l’année (sauf toute partie de ce montant qu’il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l’année) en application du sous-alinéa 56(1)a)(i), s’il s’agit d’un montant reçu dans le cadre d’un régime de pension agréé ou encore d’un montant visé au sous-alinéa 6(1)g)(iii) ou à la division 56(1)a)(i)(A) ou (B), ou bien en application du paragraphe 147(10), laquelle partie :

(i) d’une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l’année selon la présente partie,

(ii) d’autre part, ne dépasse pas le total des montants qu’il a versés au cours de l’année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d’un régime de pension agréé, à son profit, à l’exclusion de la fraction de cette cotisation qu’il peut déduire en application de l’alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l’année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d’épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l’exclusion de la fraction de cette prime qu’il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l’alinéa I);»;

b) pour son application à l’année d’imposition 1988, l’alinéa 60j) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

“(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is

- (i) an amount received by the taxpayer (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year) that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan or is an amount described in subparagraph 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)) or subsection 147(10), or
- (ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year pursuant to subsection 104(27)

as

- (iii) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and
- (iv) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (I),

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente :

- (i) soit un montant qu'il reçoit (sauf toute partie de ce montant qu'il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année) qu'il n'est pas raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actuariel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), d'un régime de pension agréé et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i), s'il s'agit d'un montant reçu dans le cadre d'un régime de pension agréé ou d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g(iii) ou à la division 56(1)a(i)(A) ou (B), ou bien en application du paragraphe 147(10),
- (ii) soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) pour le contribuable pour l'année,

laquelle partie :

(iii) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(iv) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la partie de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens du même paragraphe, à l'exclusion de la partie de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa I);»;

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

(c) in its application to the 1989 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is

(i) an amount received by the taxpayer (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year)

(A) that is part of a series of periodic payments, that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan, and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan) or subsection 147(10), or

(B) that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is described in subparagraph 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)),

(ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year, pursuant to subsection 104(27) or (27.1) or paragraph 147(10.2)(d), or

(iii) a prescribed amount

as

(iv) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(v) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the tax-

c) pour son application à l'année d'imposition 1989, l'alinéa 60j) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente :

(i) soit un montant qu'il reçoit (sauf toute partie de ce montant qu'il déduit selon le paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année) et, selon le cas :

(A) qui fait partie d'une série de paiements périodiques, qu'il n'est pas raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actuariel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), d'un régime de pension agréé et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a)(i), s'il s'agit d'un montant reçu dans le cadre d'un régime de pension agréé, ou bien en application du paragraphe 147(10),

(B) qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a)(i), s'il s'agit d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g)(iii) ou à la division 56(1)a)(i)(A) ou (B),

(ii) soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) ou (27.1) ou de l'alinéa 147(10.2)d) pour le contribuable pour l'année,

(iii) soit un montant prescrit,

laquelle partie :

(iv) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(v) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au

10. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

11. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

12. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

13. (1) ...

14. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

15. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

16. (1) ...
 (2) ...
 (3) ...
 (4) ...
 (5) ...

17. (1) ...

payer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (l),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"; and

(d) in its application to the 1990 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read though the reference therein to "paragraph 8(1)(m)" were a reference to "paragraph 8(1)(m) or (m.1)".

(12) Subsection (2) is applicable to the 1988 taxation year.

(13) Subsections (3), (4), (6), (7), (8) and (9) are applicable to the 1989 and subsequent taxation years, and clause 60(l)(ii)(A) of the said Act, as it applies to the 1988 taxation year, shall be read as follows:

"(A) for the taxpayer's life, or for the lives jointly of the taxpayer and the taxpayer's spouse (in this paragraph having the meaning assigned by subsection 146(1.1)), either with a guaranteed period that is not greater than 90 years minus the age of the taxpayer, or the age of the taxpayer's spouse, at the time of its acquisition or without a guaranteed period, or"

(14) Subsection (5) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years, and paragraph 60(k) of the said Act, as it applies to the 1989 taxation year, shall be read as follows:

"(k) the least of

cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la partie de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la partie de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa l);";

d) pour l'application de l'alinéa 60j), édicté par le paragraphe (1), à l'année d'imposition 1990, la mention «alinéa 8(1)m)», à cet alinéa, est remplacée par la mention «alinéa 8(1)m) ou m.1)».

(12) Le paragraphe (2) s'applique à l'année d'imposition 1988.

(13) Les paragraphes (3), (4), (6), (7), (8) et (9) s'appliquent aux années d'imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 1988, la division 60l)(ii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

«(A) une rente viagère simple ou réversible au conjoint survivant, dont le contribuable est rentier, sans durée garantie ou pour une durée garantie égale ou inférieure à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente — «conjoint» s'entendant au présent alinéa au sens du paragraphe 146(1.1) —, 40 ou»

(14) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1990 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 1989, l'alinéa 60k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«k) le moins élevé des montants suivants :

101. ...
 102. ...
 103. ...
 104. ...
 105. ...
 106. ...
 107. ...
 108. ...
 109. ...
 110. ...

111. ...
 112. ...
 113. ...
 114. ...
 115. ...
 116. ...
 117. ...
 118. ...
 119. ...
 120. ...

121. ...
 122. ...
 123. ...
 124. ...
 125. ...
 126. ...
 127. ...
 128. ...
 129. ...
 130. ...

131. ...
 132. ...
 133. ...
 134. ...
 135. ...
 136. ...
 137. ...
 138. ...
 139. ...
 140. ...

141. ...
 142. ...
 143. ...
 144. ...
 145. ...
 146. ...
 147. ...
 148. ...
 149. ...
 150. ...

151. ...
 152. ...
 153. ...
 154. ...
 155. ...
 156. ...
 157. ...
 158. ...
 159. ...
 160. ...

161. ...
 162. ...
 163. ...
 164. ...
 165. ...
 166. ...
 167. ...
 168. ...
 169. ...
 170. ...

171. ...
 172. ...
 173. ...
 174. ...
 175. ...
 176. ...
 177. ...
 178. ...
 179. ...
 180. ...

...
 ...
 ...

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year to a trustee under a deferred profit sharing plan that had at least 5 beneficiaries at all times throughout the year, to the extent that the amount was not deducted in computing the taxpayer's income for the immediately preceding taxation year,

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount that is included in computing the taxpayer's income for the year by reason of subsection 147(10) and is either part of a series of periodic payments or a prescribed amount, and

(iii) the amount by which the aggregate of

(A) the aggregate that is determined under paragraph (j) in respect of the taxpayer for the year by adding the amounts referred to in subparagraphs (i) to (iii) thereof, and

(B) the aggregate of all amounts each of which is such portion of a prescribed amount as is not included in the aggregate referred to in clause (A)

exceeds the amount, if any, deductible under paragraph (j) in computing the taxpayer's income for the year;"

(15) Subsection (10) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

6. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 60.1 thereof, the following section:

"60.2 (1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year an amount equal to the aggregate of

(a) where the taxation year ends before 1991, the aggregate of all amounts each of which is that portion of an amount paid to the taxpayer before 1991 and included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) or paragraph 56(1)(h) or (t) in computing the taxpayer's income for

(i) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un fiduciaire aux termes d'un régime de participation différée aux bénéfices qui compte au moins cinq bénéficiaires tout au long de l'année, dans la mesure où ce montant n'est pas déduit dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente,

(ii) le total des montants dont chacun représente un montant qui est inclus en application du paragraphe 147(10) dans le calcul de son revenu pour l'année et qui soit fait partie d'une série de paiements périodiques, soit est un montant prescrit,

(iii) l'excédent du total des montants suivants sur le montant éventuellement déductible selon l'alinéa j) dans le calcul de son revenu pour l'année :

(A) le total formé des montants visés aux sous-alinéas j)(i) à (iii), déterminé quant au contribuable pour l'année,

(B) le total des montants dont chacun représente la fraction du montant prescrit qui n'est pas incluse dans le total visé à la division (A);»

(15) Le paragraphe (10) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

6. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 60.1, de ce qui suit :

«60.2 (1) Le total des montants suivants est déductible dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition :

a) si l'année d'imposition se termine avant 1991, l'ensemble des montants dont chacun représente la partie d'un montant versé au contribuable avant 1991 et inclus, en application du sous-alinéa 56(1)a)(i) ou de l'alinéa 56(1)h) ou t), dans le calcul de son revenu pour

l'année au point des versements d'imposition
 additionnels qu'il est responsable de son
 adreé comme un remboursement de
 contributions volontaires payés à l'échéance
 son profit pour le 31 octobre 1986 et au
 régime de l'échéance après le 31 octobre 1986
 pour un régime volontaire de la
 contribution au régime de l'échéance
 régime (f) ou (g) de la contribution
 déduits dans le calcul de son revenu
 pour une année d'imposition.

A) le moins élevé des montants suivants:
 (i) 3 500 \$
 (ii) le total des versements dont chacun
 représente un montant inclus après
 1986 en application du sous-paragraph
 50(1)(b)(i) ou de l'alinéa 50(1)(b)(ii) A)
 ou (c) dans le calcul de son revenu
 pour l'année;
 (iii) le solde de son compte au début
 l'année à la fin de l'année qui ont servi
 à assurer une retraite.

(2) Pour l'application du paragraphe
 (1), le solde des contributions volontaires
 d'un contribuable à la fin d'une année
 d'imposition qui ont servi à assurer une
 retraite correspond à l'échéance éventuel du
 montant versé à l'alinéa (a) sur le montant
 versé à l'alinéa (b).

et le partie le total des montants dont
 chacun représente une cotisation local-
 lative que le contribuable a versée à un
 régime de pension agréé avant le 31 octo-
 bre 1986 au titre de services qu'il a
 rendus avant l'année où la cotisation a
 été versée, qu'il est responsable de son
 adreé comme ayant servi avant cette
 date à acquiescer ou à fournir une retraite
 son profit dans le cadre d'un régime de
 pension agréé ou d'un régime volontaire
 d'assurance-retraite en vertu d'un régime
 transféré avant cette date à un fonds
 cotisé de revenu de retraite dont il
 est cotisant, au sens du paragraphe 43
 (43.1), au moment du transfert, dans
 la mesure où la cotisation n'a pas été
 déduite dans le calcul de son revenu
 pour une année d'imposition.

Clause 6: (1) New.

the year of a preceding taxation year
 that was previously be considered to be
 a refund of additional voluntary contribu-
 tions made by the taxpayer before
 October 9, 1986 to a registered pension
 plan for the taxpayer's benefit in respect
 of services rendered by the taxpayer
 before the year in which the contribu-
 tions were made, to the extent that the
 contributions were not deducted in com-
 puting the taxpayer's income for any
 taxation year, and

(b) the least of
 (i) \$3,500,
 (ii) the aggregate of all amounts each
 of which is an amount included after
 1986 by reason of subparagraph
 50(1)(b)(i) or paragraph 50(1)(b)(ii),
 (A) or (C) in computing the taxpayer's
 income for the year, and
 (iii) the balance on the statement
 voluntary contributions of the taxpay-
 er at the end of the year.

(2) For the purposes of subsection (1),
 "balance of the accumulated voluntary con-
 tributions" of a taxpayer at the end of a
 taxation year means the amount, if any, by
 which

(a) such part of the aggregate of all
 amounts each of which is an additional
 voluntary contribution made by the tax-
 payer to a registered pension plan before
 October 9, 1986 in respect of services
 rendered by the taxpayer before the
 year in which the contribution was
 made to the extent that the contribution
 was not deducted in any taxation year in
 which it was made, as having
 been

Article 6, (1). — Nouveau.

(1) used before October 9, 1986 to
 acquire or provide an annuity for the
 taxpayer's benefit under a registered
 pension plan or registered retirement
 savings plan;
 (2) transferred before October 9,
 1986 to a registered retirement
 savings fund under which the taxpay-
 er was the annuitant within the
 meaning assigned by subsection 50
 (43.1) at the time of the transfer.

To amend the
 Constitution
 of Canada
 in relation to
 the taxation
 of income
 from
 voluntary
 contributions
 to pension
 plans

the year or a preceding taxation year that can reasonably be considered to be a refund of additional voluntary contributions made by the taxpayer before October 9, 1986 to a registered pension plan for the taxpayer's benefit in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contributions were made, to the extent that the contributions were not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year; and

- (b) the least of
 - (i) \$3,500,
 - (ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount included after 1986 by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) or paragraph 56(1)(d.2), (h) or (t) in computing the taxpayer's income for the year, and
 - (iii) the balance of the annuitized voluntary contributions of the taxpayer at the end of the year.

(2) For the purposes of subsection (1), "balance of the annuitized voluntary contributions" of a taxpayer at the end of a taxation year means the amount, if any, by which

- (a) such part of the aggregate of all amounts each of which is an additional voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1986 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made, to the extent that the contribution was not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year, as may reasonably be considered as having been
 - (i) used before October 9, 1986 to acquire or provide an annuity for the taxpayer's benefit under a registered pension plan or registered retirement savings plan, or
 - (ii) transferred before October 9, 1986 to a registered retirement income fund under which the taxpayer was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146.3(1)) at the time of the transfer

l'année ou pour une année d'imposition antérieure, qu'il est raisonnable de considérer comme un remboursement de cotisations facultatives qu'il a versées à son profit avant le 9 octobre 1986 à un régime de pension agréé au titre de services qu'il a rendus avant l'année où les cotisations ont été versées, dans la mesure où ces cotisations n'ont pas été déduites dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

- b) le moins élevé des montants suivants :
 - (i) 3 500 \$,
 - (ii) le total des montants dont chacun représente un montant inclus après 1986, en application du sous-alinéa 56(1)a(i) ou de l'alinéa 56(1)d.2, h) ou t), dans le calcul de son revenu pour l'année,
 - (iii) le solde de ses cotisations facultatives à la fin de l'année qui ont servi à assurer une rente.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le solde des cotisations facultatives d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition qui ont servi à assurer une rente correspond à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

- a) la partie du total des montants dont chacun représente une cotisation facultative que le contribuable a versée à un régime de pension agréé avant le 9 octobre 1986 au titre de services qu'il a rendus avant l'année où la cotisation a été versée, qu'il est raisonnable de considérer comme ayant servi avant cette date à acquérir ou à fournir une rente à son profit dans le cadre d'un régime de pension agréé ou d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou comme ayant été transférée avant cette date à un fonds enregistré de revenu de retraite dont il est rentier, au sens du paragraphe 146.3(1), au moment du transfert, dans la mesure où la cotisation n'a pas été déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

Solde des cotisations facultatives ayant servi à assurer une rente

Definition of "balance of the annuitized voluntary contributions"

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is

(i) an amount deducted under paragraph (1)(b) in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year, or

(ii) an amount deducted under paragraph (1)(a) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year, to the extent that the amount can reasonably be considered to be in respect of a refund of additional voluntary contributions included in determining the aggregate under paragraph (a)."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

7. (1) All that portion of subsection 70(10) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(10) For the purposes of sections 40 and 44, this section, section 73 and subsections 146(5.3) and (5.4),"

(2) Subsection (1) is applicable after 1988.

8. (1) Subsection 87(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (p) thereof, the following paragraph:

"(q) for the purposes of sections 147.1 and 147.2 and any regulations made under subsection 147.1(18), the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;"

(2) Subsection (1) is applicable after 1988.

9. (1) Subsection 104(27) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(27) Where a testamentary trust has received a superannuation or pension benefit in a taxation year throughout which it was resident in Canada and has desig-

b) le total des montants dont chacun représente :

(i) soit un montant déduit en application de l'alinéa (1)b) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,

(ii) soit un montant déduit en application de l'alinéa (1)a) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un remboursement de cotisations facultatives inclus dans le calcul du total visé à l'alinéa a).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes.

7. (1) Le passage du paragraphe 70(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(10) Pour l'application des articles 40, 44, du présent article, de l'article 73 et des paragraphes 146(5.3) et (5.4) :»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988.

8. (1) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa p), de ce qui suit :

«q) pour l'application des articles 147.1 et 147.2 et des règlements pris en application du paragraphe 147.1(18), la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988.

9. (1) Le paragraphe 104(27) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(27) Dans le cas où une fiducie testamentaire reçoit une prestation de retraite ou d'autres pensions au cours d'une année d'imposition tout au long de laquelle elle a

Definitions

Définitions

Registered pension plans

Régimes de pension agréés

Pension benefits

Prestations de retraite

Clause 7: (1) This amendment would replace the reference to "section 146" with a reference to "subsections 146(5.3) and (5.4)".

Clause 8: (1) New.

Clause 9: (1) Subsection 104(27) at present reads as follows:

"(27) Such portion of any amount that would otherwise be included under subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of a testamentary trust for a taxation year throughout which it was resident in Canada

(a) as may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that by virtue of subsection

Article 7, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 70(10) :

«(10) Aux fins du présent article et des articles 40, 44, 73 et 146,»

Article 8, (1). — Nouveau.

Article 9, (1). — Texte actuel du paragraphe 104(27) :

«(27) La fraction de tout montant qui serait par ailleurs inclus en application du sous-alinéa 56(1)a(i) dans le calcul du revenu d'une fiducie testamentaire pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, qui

a) peut raisonnablement être considérée (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les modalités de l'accord de fiducie) comme faisant partie du montant qui, en vertu du paragraphe (13), a été

nated, in the return of its income for the year under this Part, an amount in respect of a beneficiary under the trust equal to such portion (in this subsection referred to as the "beneficiary's share") of the benefit as

(a) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection (13), was included in computing the income for a particular taxation year of the beneficiary, and

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary under the trust,

the following rules apply:

(c) where

(i) the benefit is an amount described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7), and

(ii) the beneficiary was a spouse (in this subsection having the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the settlor of the trust,

the beneficiary's share of the benefit shall be deemed, for the purposes of subsections 118(3) and (7), to be a payment described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7) that is included in computing the beneficiary's income for the particular year,

(d) where the benefit

(i) is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)), other than an amount that relates to an actuarial surplus, paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust who was, at the time of the settlor's death, a spouse of the beneficiary, or

(ii) would be an amount included in the aggregate determined under paragraph 60(j) in respect of the beneficiary for the taxation year of the beneficiary in which the benefit was

résidé au Canada et indique, dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie, un montant pour un de ses bénéficiaires, égal à la fraction de la prestation — appelée «part du bénéficiaire» au présent paragraphe — qu'elle n'a attribuée à aucun autre de ses bénéficiaires et qu'il est raisonnable de considérer (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie) comme faisant partie du montant qui, par application du paragraphe (13), a été inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour une année d'imposition donnée, les règles suivantes s'appliquent :

a) la part du bénéficiaire sur la prestation est réputée, pour l'application des paragraphes 118(3) et (7), être un versement visé au sous-alinéa a)(i) de la définition de «revenu de pension» au paragraphe 118(7) qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée si :

(i) d'une part, la prestation est un montant visé à ce sous-alinéa,

(ii) d'autre part, le bénéficiaire est le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), de l'auteur de la fiducie;

b) la part du bénéficiaire sur la prestation est, pour l'application de l'alinéa 60j), un montant admissible pour le bénéficiaire pour l'année donnée si la prestation, selon le cas :

(i) est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), (à l'exception d'un montant afférent à un surplus actuariel) qu'un régime de pension agréé a versé à la fiducie par suite du décès de l'auteur de la fiducie qui était, au moment de son décès, le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), du bénéficiaire,

(ii) est un montant inclus dans le total calculé selon l'alinéa 60j) au titre du bénéficiaire pour son année d'imposition au cours de laquelle la fiducie a reçu la prestation, à la condition que le bénéficiaire ait reçu celle-ci au même moment que la fiducie;

c) lorsque la prestation est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1),

(13) was included in computing the income for the taxation year of a particular beneficiary under the trust, and

(b) as was not designated by the trust in respect of any other beneficiary under the trust

shall, if so designated by the trust in respect of the particular beneficiary in the return of its income for the year under this Part, be deemed, for the purposes of subsections 118(3) and (7) (where the particular beneficiary was the spouse of the individual upon and in consequence of whose death the trust arose), this subsection and paragraph 60(j), to be included in computing the income for the year of the particular beneficiary by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) and not to be included in computing the income of the trust for the year."

inclus dans le calcul du revenu pour l'année d'imposition d'un bénéficiaire donné de la fiducie, et

b) n'a pas été attribuée par la fiducie à l'égard d'aucun autre bénéficiaire de la fiducie

est, si la fiducie l'attribue ainsi au bénéficiaire donné dans sa déclaration de revenu en vertu de la présente partie pour l'année, réputée, pour l'application de l'alinéa 60(j) et du présent paragraphe ainsi que pour l'application des paragraphes 118(3) et (7) lorsque la fiducie a débuté au décès du particulier dont le bénéficiaire donné était le conjoint ou par suite de ce décès, être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire donné pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a)(i) et non dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année.»

la subordonnée 56(1)(a)(i) et non dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année.

plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust and the beneficiary was at the time of the settlor's death, under 18 years of age and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion thereof that relates to an actuarial surplus) shall be deemed, for the purposes of paragraph 60(j), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in subparagraph 60(7)(c)(B.1)(i).

(27.1) Dans le cas où une fiducie teste une année report, au cours d'une année d'imposition — appelée «année de la fiducie» — au présent paragraphe — tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, un montant par suite du décès de l'auteur de la fiducie lequel montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques et provient d'un régime de participation différée aux bénéfices auquel a participé

(27.1) Where a testamentary trust has received in a taxation year (in this subsection referred to as the "trust year") through one which it was resident in Canada an amount from a deferred profit sharing plan as a consequence of the death of the settlor of the trust, (a) the settlor was an employee of an employer who participated in the plan on behalf of the settlor, and (b) the amount is not part of a series of periodic payments.

en vertu de la fraction du montant qui répond aux conditions suivantes est, pour l'application de l'alinéa 60(j), un montant admissible pour le bénéficiaire pour une année d'imposition donnée :

(a) is included under subsection 167(1) in computing the income of the trust for the trust year; (b) may, notwithstanding the circumstances bearing upon all the circumstances including the terms and conditions of the trust agreement, in the plan of the settlor, be deemed to be a payment described in paragraph 60(7)(c)(B.1)(i) if the beneficiary under the trust who was

elle est incluse selon le paragraphe 167(1) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année de la fiducie;

elle est réputée être un montant admissible pour le bénéficiaire pour une année d'imposition donnée :

elle est incluse dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année de la fiducie;

received by the trust if the benefit had been received by the beneficiary at the time it was received by the trust,

the beneficiary's share of the benefit is, for the purposes of paragraph 60(j), an eligible amount in respect of the beneficiary for the particular year, and (e) where the benefit is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust and the beneficiary was, at the time of the settlor's death, under 18 years of age and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion thereof that relates to an actuarial surplus) shall be deemed, for the purposes of paragraph 60(l), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in subclause 60(l)(v)(B.1)(II).

DPSP benefits

(27.1) Where

(a) a testamentary trust has received in a taxation year (in this subsection referred to as the "trust year") throughout which it was resident in Canada an amount from a deferred profit sharing plan as a consequence of the death of the settlor of the trust,

(b) the settlor was an employee of an employer who participated in the plan on behalf of the settlor, and

(c) the amount is not part of a series of periodic payments,

such portion of the amount as

(d) is included under subsection 147(10) in computing the income of the trust for the trust year,

(e) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection (13), was included in computing the income for a particular taxation year of a beneficiary under the trust who was,

qu'un régime de pension agréé verse à la fiducie par suite du décès de l'auteur de celle-ci et que le bénéficiaire — enfant ou petit-enfant de l'auteur — avait moins de 18 ans au décès de l'auteur, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60(l), être un montant provenant d'un régime de pension agréé et inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la subdivision 60(l)(v)(B.1)(II).

(27.1) Dans le cas où une fiducie testamentaire reçoit, au cours d'une année d'imposition — appelée «année de la fiducie» au présent paragraphe — tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, un montant par suite du décès de l'auteur de la fiducie, lequel montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques et provient d'un régime de participation différée aux bénéfices auquel a participé, au profit de l'auteur, l'employeur de celui-ci, la fraction du montant qui répond aux conditions suivantes est, pour l'application de l'alinéa 60(j), un montant admissible pour le bénéficiaire pour une année d'imposition donnée :

a) elle est incluse selon le paragraphe 147(10) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année de la fiducie;

b) il est raisonnable de considérer (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie) qu'elle fait partie du montant qui, par application du paragraphe (13), a été inclus dans le calcul du revenu pour l'année donnée d'un bénéficiaire de

15 Prestations d'un régime de participation différée aux bénéfices

la date du décès de la personne, au sens du paragraphe 146(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne au décès de la personne;

(v) la date indiquée pour le décès de la personne dans sa déclaration de revenus pour l'année de la date selon la présente loi.

at the time of the person's death as spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1) of the Act) and

(v) is designated by the trust in respect of the person as the trust's return of income under the Act for the first year in which the person is eligible for the benefit under paragraph 60(a), or

(3) Le paragraphe 104(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes 10

Toutefois :

(a) pour les années d'imposition 1988 et 1989, la mention «(1)» au sous-alinéa 104(2)(a) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) est remplacée par la mention «alinéa 60(a) de la Loi»;

(b) pour l'année d'imposition 1988, si l'année pour laquelle le paragraphe 104(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) est

(3) Subsection 104(2) of the Act as amended by subsection (1), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) for the 1988 and 1989 taxation years the reference to "paragraph 60(a)" in subsection 104(2)(a) of the Act shall be read as a reference to "paragraph 60(a) or (a.01)" and

(b) for the 1988 taxation year, subsection 104(2) of the Act, as amended by subsection (1), shall be read without reference to paragraph (a) thereof.

(3) Le paragraphe 104(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) s'applique aux montants reçus après 1988

(3) Subsection 104(2) of the Act, as amended by subsection (1), is applicable with respect to amounts received after 1988.

(4) L'alinéa 118(7) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) est remplacé par ce qui suit :

(a) les montants visés aux sous-alinéas a)(ii) à (v) et à l'alinéa b) de la définition de «revenu de pension» reçus par le particulier par suite de décès de son conjoint, au sens du paragraphe 146(1).

(4) Paragraph (7) of subsection 118(7) of the Act is replaced by the following substituted therefor :

"(b) any of subparagraphs (ii) to (v) or paragraph (b) of the definition "pension income" received by the individual as a consequence of the death of the spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1) of the Act),

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes

(5) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(6) Le paragraphe 117(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) est remplacé par ce qui suit :

(a) le total des montants déduits en vertu de l'alinéa 60(a) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition 1988 est de 100 000 \$;

(b) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition 1989, le montant déduit en vertu de l'alinéa 60(a) de la Loi de l'impôt sur le revenu de la personne (1) est de 100 000 \$;

(6) Paragraph 117(1) of the Act is replaced by the following substituted therefor :

(a) the aggregate of the amounts deductible under any of paragraphs 60(a) and (a.01) of the Act in computing the individual's income for the year 1988 shall be 100,000 dollars,

(b) the amount deductible under paragraph 60(a) of the Act in computing the individual's income for the year 1989 shall be 100,000 dollars,

at the time of the settlor's death, a spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the settlor, and (f) is designated by the trust in respect of the beneficiary in the trust's return of income under this Part for the trust year is, for the purposes of paragraph 60(j), an eligible amount in respect of the beneficiary for the particular year."

(2) Subsection 104(27) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) for the 1988 and 1989 taxation years, the reference to "paragraph 60(j)" in subparagraph 104(27)(d)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "paragraph 60(j) or (j.01)"; and

(b) for the 1988 taxation year, subsection 104(27) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraph (e) thereof.

(3) Subsection 104(27.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to amounts received after 1988.

10. (1) Paragraph (b) of the definition "qualified pension income" in subsection 118(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) any of subparagraphs (a)(ii) to (vi) or paragraph (b) of the definition "pension income" received by the individual as a consequence of the death of the spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the individual."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

11. (1) Paragraph 127.52(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and 60(i) to (j.2) in computing the individual's income for the year were the lesser of

la fiducie qui était le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), de l'auteur de la fiducie au décès de ce dernier;

c) la fiducie l'indique, pour le bénéficiaire, dans sa déclaration de revenu pour l'année de la fiducie selon la présente partie.»

(2) Le paragraphe 104(27) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

a) pour les années d'imposition 1988 et 1989, la mention «l'alinéa 60j)» au sous-alinéa 104(27)b)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacée par la mention «l'alinéa 60j) ou j.01)»;

b) pour l'année d'imposition 1988, il n'est pas tenu compte de l'alinéa 104(27)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

(3) Le paragraphe 104(27.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants reçus après 1988.

10. (1) L'alinéa b) de la définition de «revenu de pension admissible», au paragraphe 118(7) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) les montants visés aux sous-alinéas a)(ii) à (vi) et à l'alinéa b) de la définition de «revenu de pension», reçus par le particulier par suite du décès de son conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

11. (1) L'alinéa 127.52(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le total des montants déductibles en application des alinéas 8(1)m) et 60i) à j.2) dans le calcul de son revenu pour l'année est le moins élevé :

(i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,

(1) du total des montants déductibles en vertu des alinéas 8(1)(m) et (m.1) et 60(i) à (k) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année est le moindre :

(i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,

(ii) du total des paiements uniques inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéfices, dans les cas suivants :

(1) par suite du décès d'une personne, de son retrait du régime ou de la caisse ou de la fin de son emploi,

(ii) à la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse 30 ou en vertu du régime ou de la caisse,

(iii) par suite d'une modification au régime ou à la caisse d'accord au particulier droit à un paiement mensuel.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux

(A) the amount, determined in accordance with paragraph 80(1), of the aggregate of all amounts that were included in computing the individual's income for the year and which is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan

(B) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual's income for the year and which is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan

(i) as a consequence of the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,

(ii) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan or

(iii) to which the individual is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;

(3) Subsection (1) is applicable to the

Clause 10: (1) This amendment would add the underlined words.

Article 10, (1). — Adjonction du passage souligné.

Clause 11: (1) Paragraph 127.52(1)(a) at present reads as follows:

Article 11, (1). — Texte actuel de l'alinéa 127.52(1)a :

"(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and (m.1) and 60(i) to (k) in computing his income for the year were the lesser of

«a) le total des montants déductibles en vertu des alinéas 8(1)m) et m.1) et 60(i) à k) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année est le moindre

- (i) the aggregate of the amounts otherwise so deductible by him, and
- (ii) the aggregate of all amounts each of which was included in computing his income for the year and which is a single payment out of or pursuant to a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan

- (i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,
- (ii) du total des paiements uniques inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéfices, dans les cas suivants :

- (i) the aggregate of the amounts otherwise so deductible, and
- (ii) the aggregate of
- (A) the amount otherwise so deductible under paragraph 60(i) by reason of subsection 146(6.1), and
- (B) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual's income for the year and which is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan
- (I) as a consequence of the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,
- (II) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan, or
- (III) to which the individual is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1990 taxation year, paragraph 127.52(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

- "(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and (m.1) and 60(i) to (j.2) in computing the individual's income for the year were the lesser of
- (i) the aggregate of the amounts otherwise so deductible, and
- (ii) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual's income for the year and that is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan
- (A) as a consequence of the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,

- (ii) du total :
- (A) du montant ainsi déductible par ailleurs en application de l'alinéa 60*i*) par l'effet du paragraphe 146(6.1),
- (B) du total des paiements uniques inclus dans le calcul de son revenu pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéficiaires :
- (I) par suite du décès d'une personne, de son retrait du régime ou de la caisse ou de la fin de son emploi,
- (II) à la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse,
- (III) par suite d'une modification au régime ou à la caisse donnant au particulier droit à un paiement unique;"

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1990 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 1990, l'alinéa 127.52(1)*a*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

- "a) le total des montants déductibles en vertu des alinéas 8(1)*m*) et *m.1*) et 60*i*) à *j.2*) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année est le moindre :
- (i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,
- (ii) du total des paiements uniques inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéficiaires :
- (A) par suite du décès d'une personne, de son retrait du régime ou de la caisse ou de la fin de son emploi,
- (B) à la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de

- (A) upon the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,
- (B) upon the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan, or
- (C) to which he is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;"

- (A) le décès d'une personne, son retrait du régime ou de la caisse ou la fin de son emploi,
- (B) la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse,
- (C) une modification au régime ou à la caisse donnant un particulier droit à un paiement unique;

33. (d) pour l'application du paragraphe 146(1) et de la partie X.I, une année d'imposition du particulier sera réputée avoir commencé le jour de l'année civile où il est mis en liquidation, ou année d'imposition qui, par ailleurs, sera terminée le dernier jour de cette année civile qui est réputée avoir été la veille du jour où il a été mis en liquidation.

(d.1) dans le cas où, par l'effet de l'article 4), l'année d'imposition du particulier n'est pas une année civile, les règles suivantes s'appliquent :

(i) pour l'application du paragraphe 146(2) à cette année d'imposition, l'année 146(2)(b) est remplacé par ce qui suit :

33. (b) l'incident énoncé au maximum visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (b) :

(i) le maximum déductible au titre des REER de contribution pour l'année civile d'après le cours de laquelle l'année d'imposition prend fin.

(ii) le total des maxima déductibles en application du présent sous-paragraphe et du paragraphe (2.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition déterminée qui prend fin au cours de l'année civile donnée.

(7) pour l'application du paragraphe 146(2.1) à cette année d'imposition, l'alinéa 146(2.1)(b) est remplacé par ce qui suit :

30. "(d) except for the purposes of subsection 146(1) and Part X.I, a taxation year of the individual shall be deemed to have commenced on the day in the calendar year on which the individual's became a bankrupt and the individual's taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day on which the individual became a bankrupt.

(d.1) where, by reason of paragraph (d), a taxation year of the individual is not a calendar year,

(i) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(2) to the taxation year, be read as follows:

30. "(b) the amount, if any, by which (i) the taxpayer's RRSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

32. exceeds

(ii) the aggregate of the amounts deducted under this subsection and subsection (2.1) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year."

and

(ii) paragraph 146(2.1)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(2.1) to the taxation year, be read as follows:

(B) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan, or
 (C) to which the individual is entitled by reason of an amendment to the fund or plan;”

12. (1) Paragraph 128(2)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) except for the purposes of subsection 146(1) and Part X.1, a taxation year of the individual shall be deemed to have commenced on the day in the calendar year on which the individual became a bankrupt and the individual’s taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day on which the individual became a bankrupt;

(d.1) where, by reason of paragraph (d), a taxation year of the individual is not a calendar year,

(i) paragraph 146(5)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(5) to the taxation year, be read as follows:

“(b) the amount, if any, by which
 (i) the taxpayer’s RRSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

exceeds

(ii) the aggregate of the amounts deducted under this subsection and subsection (5.1) in computing the taxpayer’s income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year.”, and

(ii) paragraph 146(5.1)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(5.1) to the taxation year, be read as follows:

tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse,
 (C) par suite d’une modification au régime ou à la caisse donnant au particulier droit à un paiement unique;»

12. (1) L’alinéa 128(2)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) sauf pour l’application du paragraphe 146(1) et de la partie X.1, une année d’imposition du particulier est réputée avoir commencé le jour de l’année civile où il est mis en faillite, et son année d’imposition qui, par ailleurs, se serait terminée le dernier jour de cette année civile est réputée avoir pris fin la veille du jour où il a été mis en faillite;

d.1) dans le cas où, par l’effet de l’alinéa d), l’année d’imposition du particulier n’est pas une année civile, les règles suivantes s’appliquent :

(i) pour l’application du paragraphe 146(5) à cette année d’imposition, l’alinéa 146(5)b) est remplacé par ce qui suit :

«b) l’excédent éventuel du maximum visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l’année civile donnée au cours de laquelle l’année d’imposition prend fin,

(ii) le total des montants déduits en application du présent paragraphe et du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition antérieure qui prend fin au cours de l’année civile donnée,»

(ii) pour l’application du paragraphe 146(5.1) à cette année d’imposition, l’alinéa 146(5.1)b) est remplacé par ce qui suit :

Clause 12: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

Article 12, (1). — Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical.

(1) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(8) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(9) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(10) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(11) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(12) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(13) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(14) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(15) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(16) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(17) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(18) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(19) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(20) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(21) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(22) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(23) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(24) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(25) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(26) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(27) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(28) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(29) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(30) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition 1991 et suivantes.

(1) The amount of the amount...

(2) The amount of the amount...

(3) The amount of the amount...

(4) The amount of the amount...

(5) The amount of the amount...

(6) The amount of the amount...

(7) The amount of the amount...

(8) The amount of the amount...

(9) The amount of the amount...

(10) The amount of the amount...

(11) The amount of the amount...

(12) The amount of the amount...

(13) The amount of the amount...

(14) The amount of the amount...

(15) The amount of the amount...

(16) The amount of the amount...

(17) The amount of the amount...

(18) The amount of the amount...

(19) The amount of the amount...

(20) The amount of the amount...

(21) The amount of the amount...

(22) The amount of the amount...

(23) The amount of the amount...

(24) The amount of the amount...

(25) The amount of the amount...

(26) The amount of the amount...

(27) The amount of the amount...

(28) The amount of the amount...

(29) The amount of the amount...

(30) The amount of the amount...

“(b) the amount, if any, by which
 (i) the taxpayer’s RRSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends
 exceeds
 (ii) the aggregate of the amount deducted under subsection (5) in computing the taxpayer’s income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (5) in computing the taxpayer’s income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year.”;

(d.2) where, by reason of paragraph (d), the individual has two taxation years ending in a calendar year, each amount deducted in computing the individual’s income for either of the taxation years shall be deemed, for the purposes of paragraph 146(1)(l) and Part X.1, to have been deducted in computing the individual’s income for the calendar year;”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

13. (1) Paragraph 146(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) “earned income” of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(i) the taxpayer’s income for the period or periods (in this paragraph referred to as the taxpayer’s “periods of residence”) in the year throughout which the taxpayer was resident in Canada from

(A) an office or employment, determined without reference to paragraphs 8(1)(c), (m) and (m.2),

(B) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

«b) l’excédent éventuel du maximum visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l’année civile donnée au cours de laquelle l’année d’imposition prend fin,

(ii) le total du montant déduit en application du paragraphe (5) dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année et des montants déduits en application du présent paragraphe et du paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition antérieure qui prend fin au cours de l’année civile donnée.»;

d.2) dans le cas où, par l’effet de l’alinéa d), deux années d’imposition du particulier se terminent au cours d’une année civile, chaque montant déduit dans le calcul de son revenu pour l’une ou l’autre des années d’imposition est réputé, pour l’application de l’alinéa 146(1)l) et de la partie X.1, avoir été déduit dans le calcul de son revenu pour l’année civile;»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1991 et suivantes.

13. (1) L’alinéa 146(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «revenu gagné» d’un contribuable pour une année d’imposition s’entend de l’excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(i) soit son revenu pour la ou les périodes (appelées «périodes de résidence» au présent alinéa) de l’année tout au long desquelles il a résidé au Canada tiré, selon le cas :

(A) d’une charge ou d’un emploi, calculé sans tenir compte des alinéas 8(1)c), m) et m.2),

(B) d’une entreprise qu’il exploite activement, seul ou comme associé,

(C) d’un bien, s’il s’agit d’un revenu tiré de la location de biens

“earned income”
 «revenu gagné»

«revenu gagné»
 “earned income”

Clause 13: (1) Paragraph 146(1)(c) at present reads as follows:

“(c) “earned income” means the aggregate of

- (i) salary or wages, superannuation or pension benefits, retiring allowances, death benefits, royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of paragraph 56(1)(b) or (c), amounts received by the taxpayer from a trustee under a supplementary unemployment benefit plan, amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of this section and amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of subsections 146.2(6) and 147(10) and (15),
- (ii) income from the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business,
- (iii) rental income from real property, and
- (iv) amounts deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer,

minus

- (v) losses from the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business,
- (vi) losses from the rental of real property, and

Article 13, (1). — Texte actuel de l’alinéa 146(1)c) :

«c) «revenu gagné» signifie le total

- (i) du traitement ou salaire, des prestations de retraite ou d’autres pensions, des allocations de retraite, des prestations consécutives au décès, des redevances afférentes à un ouvrage ou à une invention dont le contribuable est l’auteur ou l’inventeur, des sommes incluses dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des alinéas 56(1)b) ou c), des sommes qu’a reçues le contribuable, d’un fiduciaire, en vertu d’un régime de prestations supplémentaires de chômage, des sommes incluses dans le calcul du revenu du contribuable en vertu du présent article et des sommes incluses dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des paragraphes 146.2(6), 147(10) et (15),
- (ii) du revenu qu’une personne tire d’une entreprise qu’elle exploite seule ou à titre d’associé, qui se livre activement à l’exploitation de l’entreprise,
- (iii) du revenu des loyers provenant de biens immeubles, et
- (iv) des sommes déductibles en vertu de l’alinéa 8(1)m) dans le calcul du revenu du contribuable,

moins

- (v) les pertes provenant d’une entreprise qu’une personne exploite seule ou à titre d’associé, qui se livre activement à l’exploitation de l’entreprise,

(C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, or

(ii) an amount included under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o) in computing the taxpayer's income for the taxpayer's periods of residence exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(iii) the taxpayer's loss for the taxpayer's periods of residence from

(A) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, or

(iv) an amount deductible under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in computing the taxpayer's income for the taxpayer's periods of residence,

and, for the purposes of this paragraph, the income or loss of a taxpayer for one or more periods in a taxation year is the taxpayer's income or loss computed as though the period or periods were the whole taxation year;"

immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,

(ii) soit un montant inclus en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o) dans le calcul de son revenu pour ses périodes de résidence,

sur le total des montants dont chacun représente :

(iii) soit sa perte pour ses périodes de résidence provenant, selon le cas :

(A) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles,

(iv) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c) ou c.1) dans le calcul de son revenu pour ses périodes de résidence,

pour l'application du présent alinéa, le revenu ou la perte d'un contribuable pour une ou plusieurs périodes d'une année d'imposition est calculé comme si la ou les périodes correspondaient à l'année d'imposition entière;»

(2) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraph:

(2) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa d), de ce qui suit :

"net past service pension adjustment"
«facteur d'équivalence pour services passés net»

“(d.1) “net past service pension adjustment” of a taxpayer for a taxation year means the amount determined by the formula

$$P - (F + G)$$

where

P is the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's past service pension adjustment for the year in respect of an employer,

F is the amount of the taxpayer's PSPA transfers for the year, determined as of the end of the year in accordance with prescribed rules, and

«d.1) «facteur d'équivalence pour services passés net» s'entend du montant applicable à un contribuable pour une année d'imposition qui est calculé selon la formule suivante :

$$P - (F + G)$$

où :

P représente le total des montants dont chacun correspond au facteur d'équivalence pour services passés du contribuable pour l'année quant à un employeur,

F le montant des transferts pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour

(vii) amounts deductible under paragraph 60(j), (j.1), (l) or (m) or under subsection (6) or (7) in computing the income of the taxpayer;"

(vi) les pertes résultant de la location de biens immeubles, et
(vii) les sommes déductibles en vertu de l'alinéa 60j), j.1), l) ou m), ou en vertu du paragraphe (6) ou (7) dans le calcul du revenu du contribuable;»

(2) New.

(2). — Nouveau.

4-1) maximum déductible au titre des REER s'entend du maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable pour une année d'imposition, calculé selon la formule suivante:

$$A + B + C - D$$

où :

A représente les déductions admissibles au titre des REER du contribuable à la fin de l'année d'imposition précédente;

B l'excédent éventuel du montant fixé au plan de REER pour l'année ou de 18% du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du contribuable pour l'année d'imposition précédente, dont :

C le total des montants dont chacun représente le facteur global de réajustement du contribuable pour l'année précédente, en un montant égal à un employeur ou un montant précédent;

D le facteur d'équivalence pour services précédents.

4-2) «plan REER correspond pour une année civile au plan de cotisation déterminé pour l'année civile précédente».

(4) Le paragraphe 146(1) de la même loi 10 est modifié par insertion, après l'alinéa 4), de ce qui suit :

(3) Subsection 146(1) of the same Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (4) thereof, the following paragraph:

(4) "RRSP deduction limit" of a taxpayer for a taxation year means the amount determined by the formula:

$$A + B + C - D$$

where:

A is the taxpayer's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year;

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer;

C is the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's total pension adjustment reversal for the year in respect of an employer, or a prescribed amount; and

D is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year;

(5) "RRSP dollar limit" for a calendar year means the money purchase limit for the immediately preceding calendar year.

(6) Subsection 146(1) of the same Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (5) thereof, the following paragraph:

(4) Le paragraphe 146(1) de la même loi 10 est modifié par insertion, après l'alinéa 4), de ce qui suit :

(6) Subsection 146(1) of the same Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (5) thereof, the following paragraph:

G is the amount of the taxpayer's PSPA withdrawals for the year, determined as of the end of the year in accordance with prescribed rules;"

services passés du contribuable — calculé à la fin de l'année conformément aux dispositions réglementaires,

G le montant des retraits pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du contribuable — calculé à la fin de l'année conformément aux dispositions réglementaires;»

(3) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraphs:

(3) Le paragraphe 146(1) de la même loi 10 est modifié par insertion, après l'alinéa g), de ce qui suit :

"RRSP deduction limit"
«maximum déductible au titre des REER»

"(g.1) "RRSP deduction limit" of a taxpayer for a taxation year means the amount determined by the formula

$$A + B + C - D$$

where

A is the taxpayer's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer,

C is the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's total pension adjustment reversal for the year in respect of an employer, or a prescribed amount, and

D is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year;

(g.2) "RRSP dollar limit" for a calendar year means the money purchase limit for the immediately preceding calendar year;"

"RRSP dollar limit"
«plafond REER»

«g.1) «maximum déductible au titre des REER» s'entend du maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable pour une année d'imposition, calculé selon la formule suivante :

«maximum déductible au titre des REER»
"RRSP deduction limit"

$$A + B + C - D$$

où :

A représente les déductions inutilisées au titre des REER du contribuable à la fin de l'année d'imposition précédente,

B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du contribuable pour l'année d'imposition précédente quant à un employeur,

C le total des montants dont chacun représente le facteur global de rectification du contribuable pour l'année quant à un employeur ou un montant prescrit,

D le facteur d'équivalence pour services passés net du contribuable pour l'année;

g.2) «plafond REER» correspond, pour une année civile, au plafond des cotisations déterminées pour l'année civile précédente;»

«plafond REER»
"RRSP dollar limit"

(4) Subparagraph 146(1)(h)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le sous-alinéa 146(1)h(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 40 suit :

(3) New.

(2) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par suppression du mot « et » à la fin de l'alinéa (i) et par adjonction de ce qui suit :

(i) «(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, la fraction du total des sommes versées sur tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite du rentier ou en vertu de tels régimes-retraite au profit du conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.»

(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, la fraction du total des sommes versées sur tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite du rentier ou en vertu de tels régimes-retraite au profit du conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(iii) pour les sommes d'épargne-retraite versées au titre des RERER avant l'année d'imposition 1990, au total des montants des sommes versées au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(iv) pour les sommes d'épargne-retraite versées au titre des RERER après l'année d'imposition 1990, au total des montants des sommes versées au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(4) Subparagraph 146(1)(h)(ii) at present reads as follows:

“(ii) if the annuitant had no spouse at the time of his death, such portion of the aggregate of amounts paid out of or under all

(i) a registered retirement savings plan in which the taxpayer has at a time when the taxpayer's spouse was the annuitant under the plan, paid a premium or

(ii) that has received a payment out of or a transfer from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund that was a spousal plan in relation to the taxpayer, or

(iii) a registered retirement income fund that has received a payment out of or a transfer from a spousal plan in relation to the taxpayer, and

(iv) unpaid RESP deduction room of a taxpayer at the end of a taxation year.

(i) for taxation years ending before 1990, all

(ii) for the 1990 taxation year, the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's total pension adjustment received for 1990 in respect of an employer, and

(iii) for taxation years ending after 1990, the lesser of

(A) the amount, which can be positive or negative, determined by the

(3). — Nouveau.

(2) Subsection 146(1) of the Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (A), thereof and by adding thereto the following paragraph:

(i) “(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, la fraction du total des sommes versées sur tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite du rentier ou en vertu de tels régimes-retraite au profit du conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.”

(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, la fraction du total des sommes versées sur tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite du rentier ou en vertu de tels régimes-retraite au profit du conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(iii) pour les sommes d'épargne-retraite versées au titre des RERER avant l'année d'imposition 1990, au total des montants des sommes versées au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(iv) pour les sommes d'épargne-retraite versées au titre des RERER après l'année d'imposition 1990, au total des montants des sommes versées au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un conjoint au moment de son décès, quant à sa contribution à la contribution à l'impôt sur le revenu, est déterminée en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu.

(4). — Texte actuel du sous-alinéa 146(1)(h)(ii) :

«(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, la fraction du total des sommes versées sur tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite du rentier ou en vertu de tels régi-

“(ii) if the annuitant had no spouse at the time of the annuitant’s death, any amount paid out of or under a registered retirement savings plan of the annuitant to a child or grandchild (in this paragraph referred to as a “dependant”) of the annuitant, who was, at the time the annuitant died, financially dependent on the annuitant for support,”

«(ii) si, au moment de son décès, le rentier n’avait pas de conjoint, toute somme versée dans le cadre d’un de ses régimes enregistrés d’épargne-retraite, à son enfant ou petit-enfant — appelé «personne à charge» au présent alinéa — qui est financièrement à sa charge au moment de son décès,»

(5) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (i.1) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

(5) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa i.1) et par adjonction de ce qui suit :

“spousal plan”
«régime au profit du conjoint»

“(k) “spousal plan”, in relation to a taxpayer, means

(i) a registered retirement savings plan

(A) to which the taxpayer has, at a time when the taxpayer’s spouse was the annuitant under the plan, paid a premium, or

(B) that has received a payment out of or a transfer from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund that was a spousal plan in relation to the taxpayer, or

(ii) a registered retirement income fund that has received a payment out of or a transfer from a spousal plan in relation to the taxpayer; and

(l) “unused RRSP deduction room” of a taxpayer at the end of a taxation year means,

(i) for taxation years ending before 1990, nil,

(ii) for the 1990 taxation year, the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer’s total pension adjustment reversal for 1990 in respect of an employer, and

(iii) for taxation years ending after 1990, the lesser of

(A) the amount, which can be positive or negative, determined by the formula

$$A + B + C - (D + E)$$

where

«k) «régime au profit du conjoint» s’entend, quant à un contribuable :

(i) soit du régime enregistré d’épargne-retraite auquel le contribuable a versé une prime alors que son conjoint en était le rentier ou auquel un montant est versé ou transféré d’un régime enregistré d’épargne-retraite ou d’un fonds enregistré de revenu de retraite qui était un régime au profit du conjoint quant au contribuable,

(ii) soit du fonds enregistré de revenu de retraite auquel un montant est versé ou transféré d’un régime au profit du conjoint quant au contribuable;

l) «déductions inutilisées au titre des REER» s’entend des déductions inutilisées au titre des régimes enregistrés d’épargne-retraite d’un contribuable à la fin d’une année d’imposition, égales :

(i) pour les années d’imposition se terminant avant 1990, à zéro,

(ii) pour l’année d’imposition 1990, au total des montants dont chacun représente le facteur global de rectification du contribuable pour 1990 quant à un employeur,

(iii) pour les années d’imposition se terminant après 1990, au moins élevé des montants suivants :

(A) le résultat, positif ou négatif, du calcul suivant :

$$A + B + C - (D + E)$$

où :

«régime au profit du conjoint»
“spousal plan”

«déductions inutilisées au titre des REER»
“unused RRSP deduction room”

“unused RRSP deduction room”
«déductions inutilisées au titre des REER»

registered retirement savings plans of the annuitant to his child or grandchild (in this paragraph referred to as his "dependant"), who was at the time the annuitant died financially dependent on him for support, as does not exceed (except in the case of a dependant who was dependent on the annuitant by reason of physical or mental infirmity) the amount obtained when \$5,000 is multiplied by the amount by which 26 exceeds the number that is the age in whole years of that dependant at the time the annuitant died"

(5) New.

mes, à son enfant ou petit-enfant (appelé dans le présent alinéa sa «personne à charge») financièrement à la charge du rentier au moment du décès de ce dernier, qui ne dépasse pas (sauf dans le cas d'une personne à charge qui était à la charge du rentier en raison d'une infirmité mentale ou physique) le produit obtenu en multipliant 5 000 \$ par l'excédent du nombre 26 sur l'âge de cette personne à charge exprimé en années révolues au moment du décès du rentier»

(5). — Nouveau.

10 le total des montants dont 10
12 le total des montants dont 12
14 le total des montants dont 14
16 le total des montants dont 16
18 le total des montants dont 18
20 le total des montants dont 20
22 le total des montants dont 22
24 le total des montants dont 24
26 le total des montants dont 26
28 le total des montants dont 28
30 le total des montants dont 30
32 le total des montants dont 32
34 le total des montants dont 34
36 le total des montants dont 36
38 le total des montants dont 38
40 le total des montants dont 40
42 le total des montants dont 42
44 le total des montants dont 44
46 le total des montants dont 46
48 le total des montants dont 48
50 le total des montants dont 50
52 le total des montants dont 52
54 le total des montants dont 54
56 le total des montants dont 56
58 le total des montants dont 58
60 le total des montants dont 60
62 le total des montants dont 62
64 le total des montants dont 64
66 le total des montants dont 66
68 le total des montants dont 68
70 le total des montants dont 70
72 le total des montants dont 72
74 le total des montants dont 74
76 le total des montants dont 76
78 le total des montants dont 78
80 le total des montants dont 80
82 le total des montants dont 82
84 le total des montants dont 84
86 le total des montants dont 86
88 le total des montants dont 88
90 le total des montants dont 90
92 le total des montants dont 92
94 le total des montants dont 94
96 le total des montants dont 96
98 le total des montants dont 98
100 le total des montants dont 100

10 the aggregate of all amounts
12 the aggregate of all amounts
14 the aggregate of all amounts
16 the aggregate of all amounts
18 the aggregate of all amounts
20 the aggregate of all amounts
22 the aggregate of all amounts
24 the aggregate of all amounts
26 the aggregate of all amounts
28 the aggregate of all amounts
30 the aggregate of all amounts
32 the aggregate of all amounts
34 the aggregate of all amounts
36 the aggregate of all amounts
38 the aggregate of all amounts
40 the aggregate of all amounts
42 the aggregate of all amounts
44 the aggregate of all amounts
46 the aggregate of all amounts
48 the aggregate of all amounts
50 the aggregate of all amounts
52 the aggregate of all amounts
54 the aggregate of all amounts
56 the aggregate of all amounts
58 the aggregate of all amounts
60 the aggregate of all amounts
62 the aggregate of all amounts
64 the aggregate of all amounts
66 the aggregate of all amounts
68 the aggregate of all amounts
70 the aggregate of all amounts
72 the aggregate of all amounts
74 the aggregate of all amounts
76 the aggregate of all amounts
78 the aggregate of all amounts
80 the aggregate of all amounts
82 the aggregate of all amounts
84 the aggregate of all amounts
86 the aggregate of all amounts
88 the aggregate of all amounts
90 the aggregate of all amounts
92 the aggregate of all amounts
94 the aggregate of all amounts
96 the aggregate of all amounts
98 the aggregate of all amounts
100 the aggregate of all amounts

(6) L'article 146 de la Loi sur le régime des rentes est modifié par l'ajout, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(6) Section 146 of the Act is amended by inserting, after paragraph (1), the following subsection:

- A is the taxpayer's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,
- B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer,
- C is the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's total pension adjustment reversal for the year in respect of an employer,
- D is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year, and
- E is the aggregate of the amounts deducted by the taxpayer under subsections (5) and (5.1) and paragraph 60(v) in computing the taxpayer's income for the year, and
- (B) the greater of
- (I) the aggregate of all amounts each of which is the amount, determined in respect of a particular taxation year that is the year or such of the six years immediately preceding the year as end after 1990, that is the lesser of 18% of the taxpayer's earned income for the taxation year immediately preceding the particular taxation year and the RRSP dollar limit for the particular taxation year, and
- (II) 7/2 of the RRSP dollar limit for the year."

- A représente les déductions inutilisées au titre des REER du contribuable à la fin de l'année d'imposition précédente,
- B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du contribuable pour l'année d'imposition précédente quant à un employeur,
- C le total des montants dont chacun représente le facteur global de rectification du contribuable pour l'année quant à un employeur,
- D le facteur d'équivalence pour services passés net du contribuable pour l'année,
- E le total des montants déduits par le contribuable en application des paragraphes (5) et (5.1) et de l'alinéa 60v) dans le calcul de son revenu pour l'année,
- (B) le plus élevé des montants suivants :
- (I) le total des montants dont chacun représente le moins élevé des montants suivants, calculés pour une année d'imposition donnée qui correspond à l'année en cause ou à celles des six années d'imposition précédentes qui se terminent après 1990 : 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédant l'année d'imposition donnée, ou le plafond REER pour l'année donnée,
- (II) 7/2 du plafond REER pour l'année.»

(6) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(6) L'article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1)(i) Pour l'application des articles (1)(a), (b) et (c) et (2)(b) ainsi que des paragraphes 88.1 (8.91) et (8.92) de la Loi, « conjointement » signifie un conjoint de droit.

(2) est une personne particulière par les liens du mariage.

(3) est une personne particulière.

(4) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(5) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(6) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(7) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(8) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(9) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(10) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(11) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(12) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(13) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(14) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(15) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(16) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(17) est une personne qui est mariée à une autre personne au moment de la date de la détermination.

(6) New.

(1)(i) For the purposes of paragraphs (1)(a), (b) and (c) and sub-paragraphs 88.1 (8.91) and (8.92) of the Act, "jointly" means a person of the opposite sex.

(2) who is married to the individual, or

(3) who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship and

(4) has so cohabited for a period of at least one year, or

(5) is a parent of a child of whom the individual is a parent.

(6) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(7) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(8) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(9) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(10) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(11) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(12) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(13) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(14) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(15) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(16) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(17) is a person who is married to another person at the time of the determination.

(6) — Nouveau.

Definition of "spouse"

"(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(a), (h) and (i.1) and (3)(b) and subsections (8.8), (8.91) and (16), "spouse" of an individual means a person of the opposite sex

- (a) who is married to the individual, or
- (b) who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship and
 - (i) has so cohabited for a period of at least one year, or
 - (ii) is a parent of a child of whom the individual is a parent."

(7) Paragraph 146(2)(c.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c.1) notwithstanding paragraph (a), the plan permits the payment of an amount to a taxpayer where the amount is paid to reduce the amount of tax otherwise payable under Part X.1 by the taxpayer;"

(8) Subsections 146(5) and (5.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(5) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year such amount as the taxpayer claims not exceeding the lesser of

- (a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer after 1990 and on or before the day that is 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer was the annuitant at the time the premium was paid, other than the portion, if any, of the premium
 - (i) that was deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year,
 - (ii) that was designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.1) or (l),
 - (iii) in respect of which the taxpayer has received a payment that has been deducted under subsection (8.2) in

Amount of RRSP premiums deductible

«(1.1) Pour l'application des alinéas (1)a), h) et i.1) et (3)b) ainsi que des paragraphes (8.8), (8.91) et (16), «conjoint» s'entend d'une personne de sexe opposé qui, selon le cas :

- a) est unie au particulier par les liens du mariage;
- b) vit avec le particulier :
 - (i) soit dans une situation assimilable à une union conjugale depuis au moins un an,
 - (ii) soit dans une telle situation et est le père ou la mère d'un enfant dont le particulier est le père ou la mère.»

(7) L'alinéa 146(2)c.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c.1) par dérogation à l'alinéa a), il permet de verser un montant à un contribuable en vue de réduire l'impôt payable par ailleurs par celui-ci en vertu de la partie X.1;»

(8) Les paragraphes 146(5) et (5.1) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(5) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant qu'il demande, à concurrence du moins élevé des montants suivants :

- a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée après 1990 et au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il était rentier au moment du versement de la prime, à l'exception :
 - (i) de la fraction éventuelle de la prime déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,
 - (ii) de la fraction éventuelle de la prime indiquée dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition donnée aux fins de l'alinéa 60j), j.1) ou l),
 - (iii) de la fraction éventuelle de la prime au titre de laquelle le contri-

Définition de «conjoint»

Déduction des primes versées au REER

(7) Paragraph 146(2)(c.1) at present reads as follows:

- “(c.1) the plan provides for the payment of all or part of
- (i) an excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans, within the meaning assigned by subsection 204.2(1), or
 - (ii) the excess referred to in subsection (8.2);”

(8) Subsections 146(5) and (5.1) at present read as follows:

“(5) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who is an annuitant under a registered retirement savings plan or becomes an annuitant thereunder within 60 days after the end of the year, the aggregate of all amounts each of which is the amount of any premium paid by the taxpayer under the plan during the year or within 60 days after the end of the year (to the extent that it was neither deducted in computing his income for a previous year nor designated for the purposes of paragraph 60(j), (j.1) or (l)), not exceeding the amount, if any, by which

- (a) where the taxpayer was employed in the year and
 - (i) as a consequence thereof was a person who is or may become entitled to benefits under a pension fund or plan that provides for payment of a pension to him payable in whole or in part out of contributions made or to be made to the fund or plan or out of or in respect of amounts credited or to be credited in lieu of such contributions by a person other than the taxpayer in respect of the taxpayer's employment in the year,
 - (ii) contributed an amount in the year to a deferred profit sharing plan of which he was a beneficiary, or
 - (iii) as a consequence thereof was a person in respect of whom a contribution was made by an employer to a deferred profit sharing plan in the year,

an amount that, when added to the amount, if any, deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer for the year, does not exceed the lesser of \$3,500 and 20% of his earned income for the year, or

- (b) in any other case, the lesser of \$7,500 and 20% of his earned income for that taxation year

(7). — Texte actuel de l'alinéa 146(2)c.1) :

- «c.1) il prévoit le versement de tout ou partie
- (i) de l'excédent pour une année relativement à des régimes enregistrés d'épargne-retraite visé au paragraphe 204.2(1), ou
 - (ii) de l'excédent visé au paragraphe (8.2);»

(8). — Texte actuel des paragraphes 146(5) et (5.1) :

«(5) Il peut être déduit dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui est le rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année, le total de toutes les sommes dont chacune représente le montant de toute prime versée par le contribuable en vertu du régime au cours de l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année (dans la mesure où il n'a été ni déduit dans le calcul de son revenu pour une année précédente, ni désigné aux fins de l'alinéa 60j), (j.1) ou l)), ce total ne devant pas dépasser la fraction, si fraction il y a,

- a) lorsque le contribuable a été employé dans l'année et
 - (i) qu'en raison de cet emploi, il était une personne ayant droit ou pouvant éventuellement avoir droit de toucher des prestations en vertu d'une caisse ou d'un régime de pensions qui prévoit le versement d'une pension à ce contribuable, payable en tout ou en partie sur les cotisations qui ont été ou qui seront versées à la caisse ou au régime ou à même ou au titre des montants qui ont été ou qui seront portés au crédit de cette caisse ou de ce régime pour tenir lieu de ces cotisations par une personne (autre que le contribuable) relativement à l'emploi du contribuable dans l'année,
 - (ii) qu'il a contribué dans l'année à un régime de participation différée aux bénéfices dont il était un bénéficiaire, ou
 - (iii) qu'en raison de cet emploi, il était une personne à l'égard de laquelle son employeur avait versé dans l'année une contribution à un régime de participation différée aux bénéfices,

d'un montant qui, ajouté au montant déductible, si montant il y a, en vertu de l'alinéa 8(1)m), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants : 3 500 \$ et 20 % de son revenu gagné pour l'année, ou

- b) dans les autres cas, du moindre de 7 500 \$ ou de 20 % de son revenu gagné pour cette année d'imposition,

computing the taxpayer's income for a preceding taxation year, or (iv) that was deductible under subsection (6.1) in computing the taxpayer's income for any taxation year; and 5

(b) the taxpayer's RRSP deduction limit for the year.

Amount of spousal RRSP premiums deductible

(5.1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year such amount as the taxpayer claims not exceeding the lesser of 10

(a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer after 1990 and on or before the day that is 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant at the time the premium was paid, other than the portion, if any, of the premium 20

(i) that was deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year, 25

(ii) that was designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j.2), or

(iii) in respect of which the taxpayer or the taxpayer's spouse has received a payment that has been deducted under subsection (8.2) in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year; and 30

(b) the amount, if any, by which the taxpayer's RRSP deduction limit for the year exceeds the amount deducted under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year." 35

(9) Subsection 146(5.2) of the said Act is repealed.

(10) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5.2) thereof, the following subsection: 40

buable a reçu un paiement qu'il a déduit en application du paragraphe (8.2) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, 5

(iv) de la fraction éventuelle de la prime déductible en application du paragraphe (6.1) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition; 5

b) son maximum déductible au titre des REER pour l'année. 10

(5.1) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant qu'il demande, à concurrence du moins élevé des montants suivants : 15

a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée après 1990 et au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint était rentier au moment du versement de la prime, à l'exception : 20

(i) de la fraction éventuelle de la prime déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, 25

(ii) de la fraction éventuelle de la prime indiquée dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition donnée aux fins de l'alinéa 60j.2), 30

(iii) de la fraction éventuelle de la prime au titre de laquelle le contribuable ou son conjoint a reçu un paiement que le contribuable a déduit en application du paragraphe (8.2) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure; 35

b) l'excédent éventuel de son maximum déductible au titre des REER pour l'année sur le montant déduit en application du paragraphe (5) pour l'année dans le calcul de son revenu.» 40

(9) Le paragraphe 146(5.2) de la même loi est abrogé. 45

(10) L'article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5.2), de ce qui suit :

Déduction des primes versées au REER du conjoint

exceeds the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing his income for that taxation year.

(5.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is an annuitant under a registered retirement savings plan or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant thereunder, the amount paid by the taxpayer to or under the plan during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year (to the extent that it was not deducted in computing his income for a previous taxation year), not exceeding however the amount, if any, by which the amount determined in respect of the taxpayer under whichever of paragraphs (5)(a) and (b) is applicable to him exceeds the aggregate of

(a) the aggregate of amounts paid by the taxpayer in the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year under a registered retirement savings plan under which he is the annuitant, as a premium the amount of which is deducted by him in the year under subsection (5); and

(b) the amount, if any, deductible by him under subsection (6) in computing his income for that taxation year."

qui est en sus de la somme déductible, si somme il y a, en vertu du paragraphe (6), lors du calcul de son revenu pour cette année d'imposition.

(5.1) Il peut être déduit lors du calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou le devient, dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition, le montant de toute prime qu'a payée le contribuable en vertu de ce régime pendant l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition (dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure), jusqu'à concurrence toutefois de la fraction, si fraction il y a, du montant déterminé à l'égard du contribuable en vertu de celui des alinéas (5)a) ou b) qui lui est applicable, qui est en sus du total formé

a) du total des sommes payées par le contribuable au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel il est rentier, à titre de prime dont il déduit le montant dans l'année en vertu du paragraphe (5); et

b) de la somme qu'il peut déduire, si somme il y a, en vertu du paragraphe (6) lors du calcul de son revenu pour cette année d'imposition.»

(9) Subsection 146(5.2) reads as follows:

"(5.2) For the purposes of paragraph (5)(a), "pension fund or plan" does not include

- (a) the *Canada Pension Plan*;
- (b) a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*; or
- (c) any similar plan of a country other than Canada."

(10) New.

(9). — Texte du paragraphe 146(5.2) :

«(5.2) Aux fins de l'alinéa (5)a), «caisse ou régime de pension» ne comprend pas

- a) le *Régime de pensions du Canada*;
- b) un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 du *Régime de pensions du Canada*; ou
- c) tout régime semblable d'un pays étranger.»

(10). — Nouveau.

Anti-avoidance

“(5.21) Notwithstanding any other provision of this section, where

(a) a registered pension plan is amended or administered in such a manner as to terminate, suspend or delay

(i) the membership of an individual in the plan for the individual’s 1990 taxation year,

(ii) contributions under the plan by or for the benefit of the individual in 10 respect of the year, or

(iii) the accrual of retirement benefits under the plan for the individual in respect of the year, or

(b) a deferred profit sharing plan is 15 amended or administered in such a manner as to terminate, suspend or delay contributions under the plan for the year in respect of an individual,

and one of the main reasons for the termi- 20 nation, suspension or delay may reasonably be considered to be to reduce the pension adjustment of the individual for the year in respect of an employer, the only amount that may be deducted in com- 25 puting the income for the year of the individual, in respect of premiums paid to registered retirement savings plans, is the amount that would have been deductible had that termination, suspension or delay 30 not occurred.”

(11) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (6) thereof, the following subsection: 35

Recontribution of certain withdrawals

“(6.1) There may be deducted in computing a taxpayer’s income for a particular taxation year the aggregate of all amounts each of which is such portion of a prescribed premium for the particular year as 40 was not designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.1) or (l).”

(12) Subsection 146(8.2) of the said Act is repealed and the following substituted 45 therefor:

Amount deductible

“(8.2) Where

«(5.21) Nonobstant les autres dispositions du présent article, si, selon le cas : Anti-évitement

a) un régime de pension agréé est modifié ou géré de façon à faire cesser, suspendre ou retarder : 5

(i) soit la participation d’un particulier au régime pour son année d’imposition 1990,

(ii) soit les cotisations versées aux termes du régime par le particulier ou 10 à son profit pour l’année,

(iii) soit l’accumulation des prestations de retraite pour le compte du particulier aux termes du régime pour l’année, 15

b) un régime de participation différée aux bénéficiaires est modifié ou géré après le 8 octobre 1986 de façon à faire cesser, suspendre ou retarder les cotisations versées au titre d’un particulier pour l’an- 20 née aux termes du régime,

et s’il est raisonnable de considérer que l’un des principaux motifs de la cessation, de la suspension ou du retard consiste à réduire le facteur d’équivalence du parti- 25 culier pour l’année quant à un employeur, seules les primes versées aux régimes enregistrés d’épargne-retraite pour l’année — qui auraient été déductibles sans la cessation, la suspension ou le retard — sont 30 déductibles dans le calcul du revenu du particulier pour l’année.»

(11) L’article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6), de ce qui suit : 35

Déduction de certains retraits

«(6.1) Est déductible dans le calcul du revenu d’un contribuable pour une année d’imposition donnée le total des montants dont chacun représente la fraction d’une prime prescrite pour cette année qui n’a 40 pas été indiquée par le contribuable, en application de l’alinéa 60j), j.1) ou l), dans sa déclaration de revenu pour une année d’imposition.»

(12) Le paragraphe 146(8.2) de la même 45 loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Montant déductible

«(8.2) Dans le cas où, à la fois :

(11) New.

(12) Subsection 146(8.2) at present reads as follows:

«(8.2) Where the aggregate of all premiums paid in a taxation year by a taxpayer to one or more registered retirement savings plans under which he or his spouse is the annuitant is not deductible by the taxpayer in computing his income for the year or the immediately preceding taxation year, and the taxpayer or his spouse can reasonably be

(11). — Nouveau.

(12). — Texte actuel du paragraphe 146(8.2) :

«(8.2) Dans le cas où le total des primes versées au cours d'une année d'imposition par un contribuable à un ou plusieurs régimes enregistrés d'épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint sont rentiers n'est pas déductible par le contribuable dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour l'année d'imposition précédente et où il est raisonnable

(11) New.

(12) Subsection 146(8.2) at present reads as follows:

«(8.2) Where the aggregate of all premiums paid in a taxation year by a taxpayer to one or more registered retirement savings plans under which he or his spouse is the annuitant is not deductible by the taxpayer in computing his income for the year or the immediately preceding taxation year, and the taxpayer or his spouse can reasonably be

(11). — Nouveau.

(12). — Texte actuel du paragraphe 146(8.2) :

«(8.2) Dans le cas où le total des primes versées au cours d'une année d'imposition par un contribuable à un ou plusieurs régimes enregistrés d'épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint sont rentiers n'est pas déductible par le contribuable dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour l'année d'imposition précédente et où il est raisonnable

French
English

(a) all or any portion of the premiums paid in a taxation year by a taxpayer to one or more registered retirement savings plans under which the taxpayer or the taxpayer's spouse was the annuitant was not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year, 5

(b) the taxpayer or the taxpayer's spouse can reasonably be regarded as having received a payment from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund in respect of such undeducted premiums, 10

(c) the payment is received by the taxpayer or the taxpayer's spouse in a particular taxation year that is 15

- (i) the year in which the premiums were paid by the taxpayer,
- (ii) the year in which a notice of assessment for the taxation year referred to in subparagraph (i) was sent to the taxpayer, or 20
- (iii) the year immediately following the year referred to in subparagraph (i) or (ii), and 25

(d) the payment is included in computing the taxpayer's income for the particular year,

the payment (except to the extent that it is a prescribed withdrawal) may be deducted in computing the taxpayer's income for the particular year unless it is reasonable to consider that 30

(e) the taxpayer did not reasonably expect that the full amount of the premiums would be deductible in the taxation year in which the premiums were paid or in the immediately preceding taxation year, and 35

(f) the taxpayer paid all or any portion of the premiums with the intent of receiving a payment that, but for this paragraph and paragraph (e), would be deductible under this subsection. 40

(8.21) Where a taxpayer or the taxpayer's spouse has, at any time in a taxation year, received a payment from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund in respect of all or any portion of a premium paid by the 45 50

a) un contribuable n'a pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tout ou partie des primes qu'il a versées au cours d'une année enregistrés d'épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint sont rentiers, 5

b) il est raisonnable de considérer que le contribuable ou son conjoint ont reçu au titre de ces primes non déduites un paiement d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite, 10

c) le contribuable ou son conjoint reçoit le paiement au cours d'une année d'imposition donnée qui correspond : 15

- (i) soit à l'année où le contribuable a versé les primes,
- (ii) soit à l'année où un avis de cotisation est envoyé au contribuable pour l'année d'imposition visée au sous-alinéa (i), 20
- (iii) soit à l'année suivant celle visée au sous-alinéa (i) ou (ii), 25

d) le paiement est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année donnée, 25

le contribuable peut déduire ce paiement — qui n'est pas un retrait visé par règlement — dans le calcul de son revenu pour l'année donnée, sauf s'il est raisonnable de considérer que : 30

e) d'une part, le contribuable ne s'attendait vraisemblablement pas à ce que le plein montant des primes soit déductible au cours de l'année d'imposition de leur versement ou de l'année d'imposition précédente; 35

f) d'autre part, le contribuable a versé tout ou partie des primes dans l'intention de recevoir un paiement qui, en l'absence du présent alinéa et de l'alinéa e), serait déductible en application du présent paragraphe. 40

(8.21) Lorsqu'un contribuable ou son conjoint reçoit, à un moment donné d'une année d'imposition, un paiement d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite au titre de tout ou partie d'une prime que 45 50 Prime réputée non versée

regarded as having received, in the year in which a notice of assessment for the year was sent or in the following year, a payment in respect of the part that was not deductible from one or more such registered retirement savings plans, or from one or more registered retirement income funds to which any such plan was transferred, the payment may be deducted in computing the taxpayer's income for the taxation year in which the payment is received and included in his income."

de considérer que le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.»

Le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(a) for the purpose of determining the amount that may be deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year and

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(b) for the purpose of subsection (2.3) and (2.4), after that time in the case of a payment received by the taxpayer, if the payment was not deemed not to have been a premium paid by the taxpayer to a registered retirement savings plan.

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(c) if the taxpayer is not a resident of Canada at the time the payment is received, the amount that may be deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year and

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(d) if the taxpayer is not a resident of Canada at the time the payment is received, the amount that may be deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year and

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(e) if the taxpayer is not a resident of Canada at the time the payment is received, the amount that may be deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year and

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(f) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or in any of the two preceding taxation years to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was a member at the time the payment was made and

le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question, le contribuable ou son conjoint ont reçu sur cette partie non déductible un paiement — au cours de l'année où un avis de cotisation est envoyé pour l'année ou au cours de l'année suivante — d'un ou de plusieurs de ces régimes ou de fonds enregistrés de revenu de retraite auxquels ces régimes ont été transférés, ce paiement est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est reçu et ajouté dans le calcul de son revenu.

(g) the taxpayer's spouse's income for the year or a preceding taxation year in which the payment was made and

taxpayer to a registered retirement savings plan and the payment has been deducted under subsection (8.2) in computing the taxpayer's income for the year, the premium or portion thereof, as the case may be, shall,

(a) for the purposes of determining, after that time, the amount that may be deducted under subsection (5) or (5.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year, and

(b) for the purposes of subsections (8.3) and 146.3(5.1) after that time, in the case of a payment received by the taxpayer,

be deemed not to have been a premium paid by the taxpayer to a registered retirement savings plan."

(13) Subsection 146(8.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(8.3) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement savings plan that is a spousal plan in relation to a taxpayer is required by reason of subsection (8) or paragraph (12)(b) to be included in computing the income of the taxpayer's spouse before the plan matures or as a payment in full or partial commutation of a retirement income under the plan and the taxpayer is not living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, there shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year an amount equal to the lesser of

(a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant at the time the premium was paid, and

(b) the particular amount."

(14) Subsection 146(8.4) of the said Act is repealed.

le contribuable a versée à un régime enregistré d'épargne-retraite et que le contribuable déduit le paiement en application du paragraphe (8.2) dans le calcul de son revenu pour l'année, cette prime ou partie de prime, selon le cas, est réputée — pour le calcul après ce moment du montant déductible en application du paragraphe (5) ou (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure et pour l'application des paragraphes (8.3) et 146.3(5.1) après ce moment s'il s'agit d'un paiement reçu par le contribuable — ne pas être une prime versée par le contribuable à un tel régime.»

(13) Le paragraphe 146(8.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8.3) Lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition, une somme donnée provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite qui est un régime au profit du conjoint quant à un contribuable doit être incluse en application du paragraphe (8) ou de l'alinéa (12)b) dans le calcul du revenu du conjoint avant échéance du régime ou comme versement découlant de la conversion totale ou partielle d'un revenu de retraite prévu au régime et que le contribuable et son conjoint ne vivaient pas séparément à ce moment pour cause d'échec du mariage, le contribuable doit inclure à ce moment dans le calcul de son revenu pour l'année le moins élevé des montants suivants :

a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier au moment du versement de la prime;

b) la somme donnée.»

(14) Le paragraphe 146(8.4) de la même loi est abrogé.

Montants à inclure dans le revenu du rentier

Spousal RRSP payments

(13) Subsection 146(8.3) at present reads as follows:

“(8.3) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement savings plans to which a premium deductible under subsection (5.1) has been paid is required under subsection (8) or paragraph (12)(b) to be included in computing the income of the taxpayer's spouse before the plan matures or as a payment in full or partial commutation of a retirement income under the plan, except where the taxpayer is living separate and apart from his spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all or any part of each premium paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years that is deductible under subsection (5.1) in computing his income for a year shall be included at that time in computing his income for the year, except to the extent that the aggregate of those premiums or parts thereof exceeds the particular amount.”

(14) Subsection 146(8.4) reads as follows:

“(8.4) Where a registered retirement savings plan receives a payment out of or a transfer from

(13). — Texte actuel du paragraphe 146(8.3) :

«(8.3) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, une somme donnée — retirée d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu du paragraphe (5.1) a été versée — doit être ajoutée en vertu du paragraphe (8) ou de l'alinéa (12)b) dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable avant échéance du régime ou comme versement découlant de la conversion totale ou partielle d'un revenu de retraite prévu au régime, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu de celui-ci pour l'année, jusqu'à concurrence de la somme donnée, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparément à cette date pour cause d'échec du mariage.»

(14). — Texte du paragraphe 146(8.4) :

«(8.4) Un régime enregistré d'épargne-retraite auquel un montant est versé ou transféré d'un régime visé au paragraphe (8.3) ou d'un fonds

(15) All that portion of subsection 146(8.6) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(15) Le passage du paragraphe 146(8.6) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Spouse's income

“(8.6) Where, in respect of an amount required at any time in a taxation year to be included in computing the income of a taxpayer's spouse, all or part of a premium has by reason of subsection (8.3) been included in computing the taxpayer's income for the year, the following rules apply:

“(8.6) Dans le cas où, à cause d'une somme à inclure dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable à un moment donné d'une année d'imposition, tout ou partie d'une prime est incluse en application du paragraphe (8.3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

Déduction dans le revenu du conjoint

(a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsections (8.3) and 146.3(5.1) after that time, be deemed not to have been a premium paid to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant; and”

a) est réputée, pour l'application des paragraphes (8.3) et 146.3(5.1) après ce moment, ne pas être versée à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint du contribuable est rentier; et»

(16) Subsection 146(8.7) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(16) Le paragraphe 146(8.7) de la même loi est abrogé par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

“(e) in respect of an amount that is deemed by subsection (8.8) to have been received by an annuitant under a registered retirement savings plan immediately before the annuitant's death.”

«e) à un montant réputé par le paragraphe (8.8) avoir été reçu par un rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite immédiatement avant son décès.»

(17) All that portion of subsection 146(16) of the said Act preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(17) Le passage du paragraphe 146(16) de la même loi qui précède l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfer of funds

“(16) Notwithstanding any other provision in this section, a registered retirement savings plan may at any time be revised or amended to provide for the payment or transfer before the maturity of the plan, on behalf of the annuitant under the plan (in this subsection referred to as the “transferor”), of any property thereunder by the issuer thereof

“(16) Nonobstant les autres dispositions du présent article, un régime enregistré d'épargne-retraite peut, à un moment donné, être révisé ou modifié de façon à prévoir le versement ou le transfert, avant son échéance, de biens accumulés dans ce régime, par l'émetteur pour le compte du rentier :

Transfert de biens

(a) to a registered pension plan for the benefit of the transferor or to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the transferor is the annuitant, or

a) soit à un régime de pension agréé, au profit du rentier, ou à un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite dont le rentier est rentier; b) soit à un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de

- (a) a plan described in subsection (8.3), or
- (b) a registered retirement income fund which was a fund described in subsection 146.3(5.1)

the plan shall be deemed to be a registered retirement savings plan to which a premium deductible under subsection (5.1) has been paid.”

(15) The relevant portion of subsection 146(8.6) at present reads as follows:

“(8.6) Where, in respect of an amount received by a taxpayer’s spouse, all or part of a premium has by virtue of subsection (8.3) or 146.3(5.1) been included at any time in computing the taxpayer’s income for a taxation year,

- (a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsections (8.3) and 146.3(5.1) after that time, be deemed not to have been a premium deductible under subsection (5.1); and”

(16) New.

(17) The relevant portion of subsection 146(16) at present reads as follows:

“(16) Notwithstanding anything in this section, a registered retirement savings plan may at any time be revised or amended to provide for the payment or transfer, on behalf of the annuitant under the plan (in this subsection referred to as the “transferor”), of any property thereunder by the issuer thereof

(a) to any issuer of another registered retirement savings plan or carrier of a registered retirement income fund under which

- (i) the transferor is the annuitant, or
- (ii) the spouse or former spouse of the transferor, from whom he is living apart, is the annuitant and the payment or transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the transferor and his spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage, on or after the breakdown of the marriage, or

(b) as a contribution to or under a registered pension fund or plan,

and upon the payment or transfer of such property before the year in which the transferor attains 72 years of age”

enregistré de revenu de retraite visé au paragraphe 146.3(5.1) est réputé être un régime enregistré d’épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu du paragraphe (5.1) a été versée.»

(15). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 146(8.6) :

«(8.6) Dans le cas où, à cause d’une somme que reçoit le conjoint d’un contribuable, tout ou partie d’une prime est ajoutée à une date donnée en vertu du paragraphe (8.3) ou 146(5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

- a) est réputée, pour l’application du paragraphe (8.3) ou 146.3(5.1) après cette date, ne pas être déductible en vertu du paragraphe (5.1); et»

(16). — Nouveau.

(17). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 146(16) :

«(16) Nonobstant les autres dispositions du présent article, un régime enregistré d’épargne-retraite peut, à une date quelconque, être révisé ou modifié de façon à prévoir le versement ou le transfert de biens accumulés dans ce régime, par l’émetteur pour le compte du rentier,

a) à tout émetteur d’un autre régime enregistré d’épargne-retraite ou d’un fonds enregistré de revenu de retraite,

(i) dont le rentier est rentier, ou

(ii) dont le conjoint ou ancien conjoint du rentier, dont il vit séparé, est rentier, si le versement ou le transfert est effectué conformément à quelque arrêt, ordonnance ou jugement d’un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage, des droits découlant de celui-ci,

b) à titre de cotisation à quelque caisse ou régime enregistré de pensions ou en vertu d’une telle caisse ou d’un tel régime;

et sur versement ou transfert des biens avant l’année au cours de laquelle le rentier atteint 72 ans.»

(b) to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the spouse or former spouse of the transferor is the annuitant, where the transferor and the transferor's spouse or former spouse are living separate and apart and the payment or transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the transferor and the transferor's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of the marriage or other relationship,

and on the payment or transfer of such property before the maturity of the plan"

revenu de retraite dont le conjoint ou ancien conjoint du rentier est rentier, si le rentier et son conjoint ou ancien conjoint vivent séparément et si le versement ou le transfert est effectué conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation;

et sur le versement ou le transfert des biens avant l'échéance du régime,

(18) Subsection 146(17) of the said Act is repealed.

(18) Le paragraphe 146(17) de la même loi est abrogé.

(19) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(19) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

(a) in its application to the 1988 taxation year, paragraph 146(1)(c) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

a) pour son application à l'année d'imposition 1988, l'alinéa 146(1)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

"(c) "earned income" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

«c) «revenu gagné» d'un contribuable pour une année d'imposition s'entend de l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(i) the taxpayer's income for the year from

(i) soit son revenu pour l'année tiré, selon le cas :

(A) an office or employment, determined without reference to paragraph 8(1)(m),

(A) d'une charge ou d'un emploi, calculé sans tenir compte de l'alinéa 8(1)m),

(B) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(B) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, or

(C) d'un bien, s'il s'agit d'un revenu tiré de la location de biens immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,

(ii) an amount included in computing the taxpayer's income for the year

(ii) soit un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o), du présent article ou du 45

(18) Subsection 146(17) reads as follows:

"(17) For the purposes of this section, where before a particular time a taxpayer has received a payment described in paragraph (2)(c.1), the amounts paid by him to registered retirement savings plans under which he or his spouse is the annuitant in the year in respect of which that payment is made to him are deemed to be the amounts so paid by him to such plans in that year less the aggregate of all such payments received by him in respect of that year before the particular time."

(18). — Texte du paragraphe 146(17) :

"(17) Pour l'application du présent article, lorsque, avant une date donnée, un contribuable a reçu un versement visé à l'alinéa (2)c.1), le total des montants qu'il a versés à des régimes enregistrés d'épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint est rentier dans l'année pour laquelle le versement lui a été fait est réputé être diminué du total des versements visés à cet alinéa que le contribuable a reçus pour l'année avant la date donnée."

(A) under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o), this section or subsection 147(10) or (15), or
 (B) as a superannuation or pension benefit, retiring allowance or death benefit

exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(iii) the taxpayer's loss for the year from

(A) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, or

(iv) an amount deductible in computing the taxpayer's income for the year under paragraph 60(b), (c), (c.1), (j), (j.01), (j.1), (k), (l) or (m) or subsection (6) or (7);" and

(b) in its application to the 1989 taxation year, paragraph 146(1)(c) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(c) "earned income" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(i) the taxpayer's income for the year from

(A) an office or employment, determined without reference to paragraphs 8(1)(c), (m) and (m.2),

(B) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, or

(ii) an amount included in computing the taxpayer's income for the year

(A) under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o), this section or subsection 146.3(5) or 147(10) or (15),

paragraphe 147(10) ou (15), ou bien à titre de prestation de retraite ou d'autres pensions, d'allocation de retraite ou de prestation consécutive au décès,

sur le total des montants dont chacun représente :

(iii) soit sa perte pour l'année provenant, selon le cas :

(A) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles,

(iv) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c), c.1), j), j.01), j.1), k), l) ou m) ou du paragraphe (6) ou (7) dans le calcul de son revenu pour l'année;»;

b) pour son application à l'année d'imposition 1989, l'alinéa 146(1)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«c) «revenu gagné» d'un contribuable pour une année d'imposition s'entend de 25 l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(i) soit son revenu pour l'année tiré, selon le cas :

(A) d'une charge ou d'un emploi, 30 calculé sans tenir compte des alinéas 8(1)c), m) et m.2),

(B) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(C) d'un bien, s'il s'agit d'un 35 revenu tiré de la location de biens immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,

(ii) soit un montant inclus dans le 40 calcul de son revenu pour l'année, en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o), du présent article, du paragraphe 146.3(5) ou 147(10) ou (15) ou bien à titre de prestation de 45 retraite ou d'autres pensions, d'allocation de retraite ou de prestation consécutive au décès,

(B) as a superannuation or pension benefit, retiring allowance or death benefit

exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(iii) the taxpayer's loss for the year from

(A) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, or

(iv) an amount deductible under paragraph 60(b), (c), (c.1), (j), (j.1), (j.2), (k), (l) or (m) or subsection (6) or (7) in computing the taxpayer's income for the year;"

(20) Subsections (2), (3) and (5) are applicable after 1988.

(21) Subsections (4) and (13) are applicable to the 1989 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146(8.3) of the said Act, as enacted by subsection (13), shall be read as follows:

"(8.3) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement savings plan to which a premium deductible under paragraph 60(j.2) or subsection (5.1) has been paid is required under subsection (8) or paragraph (12)(b) to be included in computing the income of the taxpayer's spouse before the plan matures or as a payment in full or partial commutation of a retirement income under the plan, except where the taxpayer is living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all or any part of each premium paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years that is deductible under paragraph 60(j.2) or subsection (5.1) in computing the taxpayer's income for a year shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year, except to the extent that the aggregate of those premiums or

sur le total des montants dont chacun représente :

(iii) soit sa perte pour l'année provenant, selon le cas :

(A) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles,

(iv) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c), c.1), j), j.1), j.2), k), l) ou m) ou du paragraphe (6) ou (7) dans le calcul de son revenu pour l'année;».

(20) Les paragraphes (2), (3) et (5) s'appliquent après 1988.

(21) Les paragraphes (4) et (13) s'appliquent aux années d'imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146(8.3) de la même loi, édicté par le paragraphe (13), est remplacé par ce qui suit :

«(8.3) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, une somme donnée — retirée d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe (5.1) a été versée — doit être ajoutée en vertu du paragraphe (8) ou de l'alinéa (12)b) dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable avant échéance du régime ou comme versement découlant de la conversion totale ou partielle d'un revenu de retraite prévu au régime, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année, doit être ajouté à cette date dans le calcul du revenu de celui-ci pour l'année, jusqu'à concurrence de la somme donnée, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparé-

<p>montant à cette date pour cause d'absence de contribution.</p>	<p>gross amount - amount due - contribution</p>
<p>(52) Le paragraphe (6) s'applique après 1987.</p>	<p>(52) Subsection (6) is applicable after 1987.</p>
<p>(53) Le paragraphe (7) s'applique après 1990.</p>	<p>(53) Subsection (7) is applicable after 1990.</p>
<p>(54) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition 1987 et suivantes. Voir notes.</p>	<p>(54) Subsection (8) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years, except notes.</p>
<p>(5) pour son application aux années d'imposition 1987 à 1990, le paragraphe 146(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>(5) in its application to the 1987 to 1990 taxation years, subsection 146(5) of the said Act, as amended by subsection (8), shall be read as follows:</p>
<p>(2) Un contribuable qui est rentier ou verse d'un régime enregistré d'épargne-certaine ou qui le devient dans les 60 jours suivants la fin d'une année d'imposition peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime ou un versement de l'année ou dans les 60 jours suivants la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivants la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente ni n'a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition en application de l'article 60(1), (01), (1), ou de l'article 60(1) de l'actuel règlement de l'un ou l'autre des montants suivants sur le montant éventuel que le contribuable peut déduire en application du paragraphe (a) dans le calcul de son revenu pour l'année :</p>	<p>(2) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes the annuitant thereunder within 60 days after the end of the year, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year or when a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant or becomes the annuitant within 60 days after the end of the year (to the extent that it was earlier deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year was deducted for any taxation year or the taxpayer of paragraph 60(1), (01), (1), or (1)) and so long as the taxpayer was employed in the year.</p>
<p>(3) Le montant qui, une fois ajoutés au montant éventuel que le contribuable peut déduire en application de l'article 60(1) dans le calcul de son revenu pour l'année, ne dépasse pas 50 000 de son revenu éligible pour l'année et au cours de l'année, 0 est un montant :</p>	<p>(3) where a taxpayer's amount was a premium which a taxpayer could not deduct under a pension fund or plan as defined in the taxpayer's office regulations for the year.</p>
<p>(4) qui en raison de son emploi a droit ou peut avoir droit à des prestations dans le cadre de quelque régime de retraite de pension à l'égard duquel un régime de pension en cours de versement ou de sa charge en cours de versement</p>	<p>(4) who is a contributor thereunder who is entitled to a pension or other benefit under a pension fund or plan as defined in the taxpayer's office regulations for the year.</p>
<p>(5) qui en raison de son emploi a droit ou peut avoir droit à des prestations dans le cadre de quelque régime de retraite de pension à l'égard duquel un régime de pension en cours de versement ou de sa charge en cours de versement</p>	<p>(5) who is a contributor thereunder who is entitled to a pension or other benefit under a pension fund or plan as defined in the taxpayer's office regulations for the year.</p>

parts thereof exceeds the particular amount.”.

(22) Subsection (6) is applicable after 1987.

(23) Subsection (7) is applicable after 1990.

(24) Subsection (8) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1987 to 1990 taxation years, subsection 146(5) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

“(5) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes the annuitant thereunder within 60 days after the end of the year, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant or becomes the annuitant within 60 days after the end of the year (to the extent that it was neither deducted in computing the taxpayer’s income for the preceding taxation year nor designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.01), (j.1) or (l)), not exceeding the amount, if any, by which

(a) where the taxpayer was employed in the year and

(i) as a consequence thereof was a person who is or may become entitled to benefits under a pension fund or plan in respect of the taxpayer’s office or employment in the year,

(ii) contributed an amount in the year to a deferred profit sharing plan of which the taxpayer was a beneficiary, or

(iii) as a consequence thereof was a person in respect of whom a contribution was made by an employer to a deferred profit sharing plan in the year,

ment à cette date pour cause d’échec du mariage.»

(22) Le paragraphe (6) s’applique après 1987.

(23) Le paragraphe (7) s’applique après 1990.

(24) Le paragraphe (8) s’applique aux années d’imposition 1987 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application aux années d’imposition 1987 à 1990, le paragraphe 146(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5) Un contribuable qui est rentier en vertu d’un régime enregistré d’épargne-retraite ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d’une année d’imposition peut déduire dans le calcul de son revenu pour l’année le total des montants dont chacun représente une prime qu’il verse au cours de l’année ou dans les 60 jours suivant la fin de l’année à un régime enregistré d’épargne-retraite dont il est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l’année, dans la mesure où il ne l’a pas fait pour l’année d’imposition précédente ni n’a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année d’imposition en application de l’alinéa 60j), j.01), j.1) ou l), jusqu’à concurrence de l’excédent éventuel de l’un ou l’autre des montants suivants sur le montant éventuel que le contribuable peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l’année :

a) le montant qui, une fois ajouté au montant éventuel que le contribuable peut déduire en application de l’alinéa 8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l’année, ne dépasse pas le moins élevé de 3 500 \$ ou de 20 % de son revenu gagné pour l’année si, au cours de l’année, il est un employé :

(i) qui, en raison de cet emploi, a droit ou peut avoir droit à des prestations dans le cadre de quelque caisse ou régime de pension à l’égard de son emploi ou de sa charge au cours de l’année,

(c) pour une année au cours de laquelle l'impôt a été payé, et les règles de l'article 140 (b) s'appliquent aux années de l'année de l'impôt.

(d) pour le couple, l'impôt est payé par l'un des époux, en raison de cet emploi, au lieu de l'autre, en raison de l'application de l'article 140 (b).

(e) le montant de 7 500 \$ ou de 30 000 \$ du revenu gagné est remboursable pour l'année dans les autres cas.

(f) pour une application aux années d'imposition 1987 et 1988, le paragraphe 140(2.1) de la Loi est modifié par le 12 (12) du paragraphe (1) au paragraphe (1) de la Loi.

(2.1) Un contribuable dont le conjoint est rentier au sens d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année et dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de l'exédent éventuel du montant calculé au titre de contributions selon celui des articles (2) et (3) qui lui est applicable sur le total :

- (a) de l'exédent des montants que le contribuable a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier à titre de prime qu'il a déduite en application du paragraphe (3) dans le calcul de son revenu pour l'année;
- (b) du montant éventuel qu'il peut déduire en application du paragraphe (3) dans le calcul de son revenu pour l'année;
- (c) pour une application aux années d'imposition 1987 et 1988, le paragraphe

de l'article 140, when added to the amount of any deductible under paragraph 140(1) in computing the income of the taxpayer for the year, does not exceed the lower of 7,500 and 30,000 of the taxpayer's earned income for the year, or

(b) in any other case, the lesser of 7,500 and 30,000 of the taxpayer's earned income for the year.

(c) exceeds the amount, if any, deductible under subsection (b) in computing the taxpayer's income for the year.

(d) in its application to the 1987 and 1988 taxation years, subsection 140(2.1) of the Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

"(2.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, the annuitant thereunder, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer or in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the spouse is the annuitant or becomes, within 60 days after the end of the year, the annuitant (to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year), not exceeding the amount, if any, by which the amount determined in respect of the taxpayer under which of paragraphs (2)(a) and (b) is applicable to the taxpayer exceeds the aggregate of

- (a) the aggregate of amounts paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant, as a premium the amount of which is deductible in computing the taxpayer's income for the year; and
- (b) the amount, if any, deductible by the taxpayer under subsection (b) in

an amount that, when added to the amount, if any, deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer for the year, does not exceed the lesser of \$3,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year, or

(b) in any other case, the lesser of \$7,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year

exceeds the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing the taxpayer's income for the year.”;

(b) in its application to the 1987 and 1988 taxation years, subsection 146(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

“(5.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, the annuitant thereunder, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the spouse is the annuitant or becomes, within 60 days after the end of the year, the annuitant (to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year), not exceeding the amount, if any, by which the amount determined in respect of the taxpayer under whichever of paragraphs (5)(a) and (b) is applicable to the taxpayer exceeds the aggregate of

(a) the aggregate of amounts paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant, as a premium the amount of which is deducted by the taxpayer under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year, and

(b) the amount, if any, deductible by the taxpayer under subsection (6) in

(ii) qui a versé au cours de l'année des cotisations à un régime de participation différée aux bénéfices dont il est bénéficiaire, ou

(iii) pour le compte duquel un employeur a versé au cours de l'année, en raison de cet emploi, une cotisation à un régime de participation différée aux bénéfices;

b) le moins élevé de 7 500 \$ ou de 20 % du revenu gagné du contribuable pour l'année, dans les autres cas.»;

b) pour son application aux années d'imposition 1987 et 1988, le paragraphe 146(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5.1) Un contribuable dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel du montant calculé au titre du contribuable, selon celui des alinéas (5)a) ou b) qui lui est applicable, sur le total :

a) de l'ensemble des montants que le contribuable a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier à titre de prime qu'il a déduite en application du paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour l'année;

b) du montant éventuel qu'il peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l'année.»;

c) pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe

computing the taxpayer's income for the year."; and

(c) in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (8), 5 shall be read as follows:

"(5.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is the annuitant under a registered retirement savings plan 10 or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, the annuitant thereunder, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the 15 end of the year under a registered retirement savings plan under which the spouse is the annuitant or becomes, within 60 days after the end of the year, the annuitant (to the extent that is was neither 20 deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year nor designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j.2)), not exceeding the amount, if any, by which the 25 amount determined in respect of the taxpayer under whichever of paragraphs (5)(a) and (b) is applicable to the taxpayer exceeds the aggregate of

(a) the aggregate of amounts paid by 30 the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant, as a premium the amount of which is deduct- 35 ed by the taxpayer under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year, and

(b) the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing the 40 taxpayer's income for the year."

(25) Subsections (9), (11), (14) and (15) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(26) Subsection (10) is applicable to the 45 1990 taxation year.

(27) Subsections (12) and (18) are applicable with respect to premiums paid after 1990 to registered retirement savings plans,

146(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5.1) Un contribuable dont le conjoint 5 est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une 10 prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la 15 fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, n'en a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année 20 d'imposition en application de l'alinéa 60j.2), jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel du montant calculé au titre du contribuable, selon celui des alinéas (5)a) et b) qui lui est applicable, sur le total :

a) de l'ensemble des montants que le 25 contribuable a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier à titre de prime qu'il a déduite en application du 30 paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour l'année;

b) du montant éventuel qu'il peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour 35 l'année.».

(25) Les paragraphes (9), (11), (14) et (15) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(26) Le paragraphe (10) s'applique à l'an- 40 née d'imposition 1990.

(27) Les paragraphes (12) et (18) s'appliquent aux primes versées après 1990 à des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Tou-

1. The first part of the document is a letter from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

7. The seventh part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

8. The eighth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

9. The ninth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

10. The tenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

11. The eleventh part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

12. The twelfth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

13. The thirteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

14. The fourteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

15. The fifteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

16. The sixteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

17. The seventeenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

18. The eighteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

19. The nineteenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

20. The twentieth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 1st day of January, 1861.

and subsection 146(17) of the said Act, as it applies with respect to premiums paid before 1991 to registered retirement savings plans, shall be read as follows:

“(17) For the purposes of this section, where before a particular time a taxpayer has received a payment described in paragraph (2)(c.1) (as it read in 1990), the amounts paid by the taxpayer to registered retirement savings plans under which the taxpayer or the taxpayer’s spouse is the annuitant in the year in respect of which that payment is made to the taxpayer are deemed to be the amounts so paid by the taxpayer to such plans in that year less the aggregate of all such payments received by the taxpayer in respect of that year before the particular time.”

(28) Subsection (16) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(29) Subsection (17) is applicable with respect to

(a) revisions or amendments made to registered retirement savings plans after 1989, and

(b) a payment or transfer of property made after 1989 on behalf of the annuitant (in this paragraph referred to as the “transferor”) under a registered retirement savings plan, other than a payment or transfer pursuant to a revision or amendment made to the plan before 1990 where the payment or transfer is to a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund under which the transferor’s spouse or former spouse (within the meaning assigned by subsections 146(1.1) and 252(3) of the said Act, as enacted by subsections 13(6) and 28(1), for the purposes of subsection 146(16) of the said Act) is the annuitant, and paragraph 146(16)(a) of the said Act, as it applies with respect to revisions or amendments made to registered retirement savings plans in 1988 and 1989, shall be read as follows:

“(a) to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which

tefois, pour son application aux primes versées avant 1991 à des régimes enregistrés d’épargne-retraite, le paragraphe 146(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“(17) Pour l’application du présent article, lorsque, avant un moment donné, un contribuable a reçu un versement visé à l’alinéa (2)c.1 — dans sa version applicable à 1990 —, le total des montants qu’il a versés à des régimes enregistrés d’épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint est rentier dans l’année pour laquelle le versement lui a été fait est réputé être diminué du total des versements visés à cet alinéa que le contribuable a reçus pour l’année avant le moment donné.»

(28) Le paragraphe (16) s’applique aux 20 années d’imposition 1988 et suivantes.

(29) Le paragraphe (17) s’applique :

a) aux révisions et aux modifications apportées à des régimes enregistrés d’épargne-retraite après 1989;

b) au versement ou au transfert d’un bien, effectué après 1989 pour le compte du rentier du régime (appelé «cédant» au présent alinéa), dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-retraite sauf si le versement ou le transfert est effectué conformément à une révision ou à une modification apportée au régime avant 1990 et vise un régime enregistré d’épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite dont le conjoint ou ancien conjoint (au sens des paragraphes 146(1.1) et 252(3) de la même loi, édictés par les paragraphes 13(6) et 28(1), pour l’application du paragraphe 146(16) de celle-ci) du cédant est rentier.

Toutefois, pour son application aux révisions et aux modifications apportées à des régimes enregistrés d’épargne-retraite en 1988 et 1989, l’alinéa 146(16)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«a) à un régime enregistré d’épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite,

1. The first part of the document is a letter from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

7. The seventh part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

8. The eighth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

9. The ninth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

10. The tenth part of the document is a report from the Secretary of the State to the Governor, dated the 10th of January, 1862. It contains a report on the state of the treasury and the public debt, and proposes a plan for the management of the public funds.

(i) the transferor is the annuitant, or
 (ii) the spouse or former spouse of the transferor, from whom the transferor is living separate and apart, is the annuitant and the payment or transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the transferor and the transferor's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of the marriage or other relationship, 15 or"

14. (1) Section 146.3 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection: 20

Definition of "spouse"

"(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(b.1) and (f) and (2)(d), subparagraph (2)(f)(iv), subsection (6) and paragraph (14)(b), "spouse" has the meaning assigned by subsection 146(1.1)." 25

(2) Subparagraph 146.3(2)(f)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(iv) a registered retirement income fund or registered retirement savings plan of the individual's spouse or former spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written separation agreement, relating to a division of property between the individual and the individual's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of their marriage or other relationship;" 30 35 40

(3) Subsection 146.3(5.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(5.1) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement income fund that is a spousal plan (within the meaning assigned

Amount included in income

(i) dont le rentier est rentier, ou
 (ii) dont le conjoint ou ancien conjoint du rentier, dont il vit séparé, est rentier, si le versement ou le transfert est effectué conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation.» 5 10

14. (1) L'article 146.3 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit : 15 20

"(1.1) Pour l'application des alinéas (1)b.1) et f), (2)d), du sous-alinéa (2)f)(iv), du paragraphe (6) et de l'alinéa (14)b), «conjoint» s'entend au sens du paragraphe 146(1.1)." 20 25

Définition de «conjoint»

(2) Le sous-alinéa 146.3(2)f)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

«(iv) d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite dont le conjoint ou ancien conjoint du particulier est rentier, conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation;» 30 35 40

(3) Le paragraphe 146.3(5.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

«(5.1) Dans le cas où, à un moment quelconque d'une année d'imposition, un montant donné provenant d'un fonds enregistré de revenu de retraite qui est un

Montant ajouté au revenu

Clause 14: (1) New.

(2) This amendment would add the underlined words.

(3) Subsection 146.3(5.1) at present reads as follows:

“(5.1) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement income fund, that received property from a registered retirement savings plan to which a premium deductible under subsection 146(5.1) has been paid, is required to be included in the income of the taxpayer’s spouse, except where the taxpayer is living separate and apart from his spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all premiums paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to the

Article 14, (1). — Nouveau.

(2). — Adjonction des passages soulignés.

(3). — Texte actuel du paragraphe 146.3(5.1) :

«(5.1) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, un montant donné — retiré d'un fonds enregistré de revenu de retraite qui a reçu des biens d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu du paragraphe 146(5.1) a été versée — doit être ajouté au revenu du conjoint d'un contribuable, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu du paragraphe 146(5.1) dans le calcul du

by subsection 146(1)) in relation to a taxpayer is required to be included in the income of the taxpayer's spouse and the taxpayer is not living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, there shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year an amount equal to the least of

(a) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)) at the time the premium was paid,

(b) the particular amount, and

(c) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of the fund that is required, in the year and at or before that time, to be included in the income of the taxpayer's spouse

exceeds

(ii) the minimum amount under the fund for the year."

(4) Subsection 146.3(5.2) of the said Act is repealed.

(5) All that portion of subsection 146.3(5.4) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(5.4) Where, in respect of an amount required at any time in a taxation year to be included in computing the income of a taxpayer's spouse, all or part of a premium has, by reason of subsection (5.1), been included in computing the taxpayer's income for the year, the following rules apply:

(a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsections (5.1) and 146(8.3) after that time, be deemed not to have been a premium paid to a registered retirement

régime au profit du conjoint, au sens du paragraphe 146(1), quant à un contribuable doit être inclus dans le calcul du revenu du conjoint et où le contribuable et son conjoint ne vivaient pas séparément à ce moment pour cause d'échec du mariage, le moins élevé des montants suivants doit être inclus à ce moment dans le revenu du contribuable pour l'année :

a) le total des montants dont chacun représente une prime, au sens du paragraphe 146(1), que le contribuable a versée au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier, au sens de ce paragraphe, au moment du versement de la prime;

b) le montant donné;

c) l'excédent éventuel du total des montants se rapportant au fonds qui, au cours de l'année et au plus tard à ce moment, sont à inclure dans le revenu du conjoint du contribuable, sur le minimum à retirer du fonds pour l'année.»

(4) Le paragraphe 146.3(5.2) de la même loi est abrogé.

(5) Le passage du paragraphe 146.3(5.4) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5.4) Dans le cas où, à cause d'un montant à inclure dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable à un moment donné d'une année d'imposition, tout ou partie d'une prime est incluse en application du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

a) est réputée, pour l'application des paragraphes (5.1) et 146(8.3) après ce moment, ne pas être versée à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le

Déduction dans le revenu du conjoint

extent that they were deductible under subsection 146(5.1) in computing his income for a year shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year to the extent that the aggregate of the particular amounts paid in the year exceeds the minimum amount under the fund for the year."

revenu du contribuable pour une année, doit être ajouté à cette date dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, jusqu'à concurrence de l'excédent du total des montants donnés retirés dans l'année sur le minimum à retirer du fonds pour l'année, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparément à cette date pour cause d'échec du mariage.»

(4) Subsection 146.3(5.2) reads as follows:

"(5.2) A registered retirement income fund to which a payment or transfer has been made from a registered retirement income fund described in subsection (5.1) shall be deemed to be a fund described in subsection (5.1)."

(4). — Texte du paragraphe 146.3(5.2) :

«(5.2) Un fonds enregistré de revenu de retraite auquel un versement ou un transfert est fait d'un fonds enregistré de revenu de retraite visé au paragraphe (5.1) est réputé être lui-même un fonds visé à ce paragraphe.»

(5) The relevant portion of subsection 146.3(5.4) at present reads as follows:

"(5.4) Where, in respect of an amount received by a taxpayer's spouse, all or part of a premium has, by virtue of subsection (5.1) or 146(8.3), been included at any time in computing the taxpayer's income for a taxation year,

(5). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 146.3(5.4) :

«(5.4) Dans le cas où, à cause d'un montant que reçoit le conjoint d'un contribuable, tout ou partie d'une prime est ajoutée à une date quelconque en vertu du paragraphe (5.1) ou 146(8.3) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

(a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsection (5.1) or 146(8.3) after that time, be deemed not to have been a premium deductible by him under subsection 146(5.1), and"

a) est réputée, pour l'application du paragraphe (5.1) ou 146(8.3) après cette date, ne pas être déductible par le contribuable en vertu du paragraphe 146(5.1); et»

savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)); and"

(6) Subsection 146.3(5.5) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(d) in respect of an amount that is deemed by subsection (6) to have been received by an annuitant under a registered retirement income fund immediately before the annuitant's death."

(7) Paragraph 146.3(14)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) transferred from a registered retirement income fund of an annuitant to a registered retirement income fund or a registered retirement savings plan of the annuitant's spouse or former spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written separation agreement, relating to a division of property between the annuitant and the annuitant's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of their marriage or other relationship."

(8) Subsections (1), (2) and (7) are applicable after 1987.

(9) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146.3(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as follows:

"(5.1) Where at any time in a taxation year a particular amount, in respect of a registered retirement income fund that received property from a registered retirement savings plan to which a premium deductible under paragraph 60(j.2) or subsection 146(5.1) has been paid, is required to be included in the income of the taxpay-

conjoint du contribuable est rentier, au sens du paragraphe 146(1); et»

(6) Le paragraphe 146.3(5.5) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«d) à une somme réputée par le paragraphe (6) avoir été reçue par un rentier en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite immédiatement avant son décès.»

(7) L'alinéa 146.3(14)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) transféré d'un fonds enregistré de revenu de retraite du rentier à un fonds enregistré de revenu de retraite ou un régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint ou ancien conjoint du rentier, conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation.»

(8) Les paragraphes (1), (2) et (7) s'appliquent après 1987.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146.3(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

«(5.1) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, un montant donné — retiré d'un fonds enregistré de revenu de retraite qui a reçu des biens d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe 146(5.1) a été versée — doit être ajouté au revenu

(6) New.

the company of the...
particular amount under
year exceeds the amount under
the year for the year.

(7) This amendment would add the underlined words.

the company of the...
particular amount under
year exceeds the amount under
the year for the year.

(6). — Nouveau.

the company of the...
particular amount under
year exceeds the amount under
the year for the year.

(7). — Adjonction des passages soulignés.

the company of the...
particular amount under
year exceeds the amount under
the year for the year.

er's spouse, except where the taxpayer is living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all premiums paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to the extent that they were deductible under paragraph 60(j.2) or subsection 146(5.1) in computing the taxpayer's income for a year shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year to the extent that the aggregate of the particular amounts paid in the year exceeds the minimum amount under the fund for the year."

(10) Subsections (4) and (5) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(11) Subsection (6) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

15. (1) Subsection 147(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

"deferred profit sharing plan"
«régime de participation différée aux bénéfices»

"forfeited amount"
«montant perdu»

"profit sharing plan"
«régime de participation aux bénéfices»

"147. (1) In this section, "deferred profit sharing plan" means a profit sharing plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act, on application therefor in prescribed manner by a trustee under the plan and an employer of employees who are beneficiaries under the plan, as complying with the requirements of this section;

"forfeited amount", under a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (14) or (14.1), means an amount to which a beneficiary under the plan has ceased to have any rights, other than the portion thereof, if any, that is payable as a consequence of the death of the beneficiary to a person who is entitled thereto by virtue of the participation of the beneficiary in the plan;

"profit sharing plan" means an arrangement under which payments computed by reference to an employer's profits from the employer's business, or by ref-

du conjoint d'un contribuable, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe 146(5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année, doit être ajouté à cette date dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, jusqu'à concurrence du total des montants donnés retirés dans l'année sur le minimum à retirer du fonds pour l'année, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparément à cette date pour cause d'échec du mariage.»

(10) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(11) Le paragraphe (6) s'applique aux 20 années d'imposition 1988 et suivantes.

15. (1) Le paragraphe 147(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

"147. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«montant perdu» Montant auquel le bénéficiaire d'un régime de participation différée aux bénéfices ou d'un régime dont l'agrément a été retiré conformément au paragraphe (14) ou (14.1) cesse d'avoir droit, sauf s'il s'agit de la partie éventuelle d'un tel montant qui est payable par suite du décès du bénéficiaire à une personne qui y a droit à cause de la participation du bénéficiaire au régime.

«régime de participation aux bénéfices» Mécanisme dans le cadre duquel un employeur fait ou a fait à un fiduciaire, au profit de ses employés actuels ou anciens, des versements calculés en fonction des bénéfices de son entreprise ou à la fois de ceux de son entreprise et de ceux de l'entreprise d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance.

«régime de participation différée aux bénéfices» Régime de participation aux bénéfices que le ministre a accepté d'agréer pour l'application de la présente loi, sur

«montant perdu»
"forfeited amount"

«régime de participation aux bénéfices»
"profit sharing plan"

«régime de participation différée aux bénéfices»
"deferred profit sharing plan"

Clause 15: (1) Subsection 147(1) at present reads as follows:

"147. (1) In this Act,

(a) "deferred profit sharing plan" means a profit sharing plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act, upon application therefor in prescribed manner by a trustee under the plan and an employer of employees who are beneficiaries under the plan, as complying with the requirements of this section; and

(b) "profit sharing plan" means an arrangement under which payments computed by reference to his profits from his business or by reference to his profits from his business and the profits, if any, from the business of a corporation with whom he does not deal at arm's length are or have been made by an employer to a trustee in trust for the benefit of employees of that employer or employees of any other employer, whether or not payments are or have been also made to the trustee by the employees."

Article 15, (1). — Texte actuel du paragraphe 147(1) :

«147. (1) Dans la présente loi,

a) «régime de participation différée aux bénéfices» signifie un régime de participation aux bénéfices accepté par le Ministre aux fins d'enregistrement pour l'application de la présente loi, sur demande présentée en la manière prescrite par un fiduciaire en vertu du régime et par un employeur dont les employés bénéficient du régime, comme répondant aux exigences du présent article; et

b) «régime de participation aux bénéfices» signifie un arrangement en vertu duquel un employeur fait ou a fait des versements, calculés en fonction des bénéfices provenant de son entreprise ou en fonction à la fois des bénéfices de son entreprise et des bénéfices, si bénéfices il y a, provenant de l'entreprise d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance, à un fiduciaire au profit des employés de cet employeur ou des employés de tout autre employeur, que des versements soient ou aient été également faits ou non au fiduciaire par les employés.»

erence to those profits and the profits, if any, from the business of a corporation with whom the employer does not deal at arm's length, are or have been made by the employer to a trustee in trust for the benefit of employees or former employees of that employer.” 5

demande faite conformément aux modalités réglementaires par un fiduciaire du régime et par un employeur d'employés bénéficiaires du régime, comme répondant aux conditions du présent article.» 5

(2) Subsection 147(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: 10

(2) Le paragraphe 147(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) the plan includes a stipulation that no contribution may be made to the plan other than

«a.1) le régime stipule que seules les cotisations suivantes peuvent être versées au régime :

- (i) a contribution made in accordance with the terms of the plan by an employer for the benefit of the employer's employees who are beneficiaries under the plan, or
- (ii) an amount transferred to the plan in accordance with subsection (19);” 15 20

- (i) les cotisations qu'un employeur verse, conformément aux modalités du régime, au profit de ses employés bénéficiaires du régime, 15
- (ii) les montants transférés au régime selon le paragraphe (19);»

(3) Paragraph 147(2)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 147(2)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(i) the plan provides that each amount allocated or reallocated by a trustee under the plan to a beneficiary under the plan vest irrevocably in that beneficiary, 25

«i) le régime prévoit que chaque montant qu'un fiduciaire attribue ou attribue de nouveau à un bénéficiaire du régime est acquis irrévocablement à ce dernier aux moments suivants :

- (i) in the case of an amount allocated or reallocated before 1991, at a time that is not later than 5 years after the end of the year in which it was allocated or reallocated, unless the beneficiary becomes, before that time, an individual who is not an employee of any employer who participates in the plan, and
- (ii) in the case of any other amount, not later than the later of the time of allocation or reallocation and the day on which the beneficiary completes a period of 24 consecutive months as a beneficiary under the plan or under any other deferred profit sharing plan for which the plan can reasonably be considered to have been substituted; 30 35 40 45

- (i) dans le cas où le montant est attribué ou attribué de nouveau avant 1991, au plus tard cinq ans suivant la fin de l'année où il est ainsi attribué ou attribué de nouveau, sauf si le bénéficiaire n'est plus, à ce moment, l'employé d'aucun employeur qui participe au régime, 25 30 35
- (ii) dans les autres cas, au plus tard au dernier en date du jour où il est attribué ou attribué de nouveau ou du jour où le bénéficiaire complète une période de 24 mois consécutifs à titre de bénéficiaire du régime ou d'un autre régime de participation différée aux bénéfices qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été remplacé par le régime; 40

(i.1) the plan requires that each forfeited amount under the plan and all earnings of the plan reasonably attributable 50

i.1) le régime exige que chaque montant perdu dans le cadre du régime ainsi que tous les revenus du régime qu'il est 45

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Paragraph 147(2)(i) at present reads as follows:

(3). — Texte actuel de l'alinéa 147(2)i :

"(i) the plan provides that all amounts allocated or reallocated by a trustee under the plan to a beneficiary under the plan vest irrevocably in that beneficiary not later than 5 years after the end of the year in which the amounts are so allocated or reallocated unless that beneficiary becomes, before that time, a person who is not an employee of any employer who makes or has made payments under the plan;"

"(i) le régime prévoit que toutes les sommes allouées ou allouées de nouveau par un fiduciaire du régime à un bénéficiaire du régime sont dévolues irrévocablement à ce bénéficiaire au plus tard 5 ans après la fin de l'année où les sommes sont ainsi allouées ou allouées de nouveau, à moins que le bénéficiaire ne devienne, avant cette date, une personne qui n'est pas un employé d'un employeur qui effectue ou a effectué des paiements en vertu du régime;"

thereto be paid to employers who participate in the plan, or be reallocated to beneficiaries under the plan, on or before the later of December 31, 1991 and December 31 of the year immediately following the calendar year in which the amount is forfeited, or such later time as is permitted in writing by the Minister under subsection (2.2);”

raisonnable d’y attribuer soient versés aux employeurs qui participent au régime ou bien attribués de nouveau aux bénéficiaires du régime, au plus tard au dernier en date du 31 décembre 1991 ou du 31 décembre de l’année suivant l’année civile au cours de laquelle le montant est perdu ou bien dans le délai ultérieur que le ministre accorde par écrit en application du paragraphe 10 (2.2);»

(4) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

(4) L’article 147 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Terms limiting contributions

“(2.1) The Minister shall not accept for registration for the purposes of this Act a profit sharing plan unless it includes terms that are adequate to ensure that the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan will be satisfied for each calendar year.

«(2.1) Le ministre ne peut accepter d’agréer un régime de participation aux bénéficiaires dans le cadre de la présente loi que s’il prévoit des modalités de nature à veiller à ce que les exigences du paragraphe (5.1) soient remplies pour chaque année civile.

Modalités limitant les cotisations

Reallocation of forfeitures

(2.2) The Minister may, on written application, extend the time for satisfying the requirements of paragraph (2)(i.1) where

(2.2) Le ministre peut, sur demande écrite, prolonger le délai prévu à l’alinéa (2)i.1 si les conditions suivantes sont réunies :

Prolongation du délai d’attribution

(a) the aggregate of the forfeited amounts arising in a calendar year is greater than normal because of unusual circumstances; and

a) le total des montants perdus au cours d’une année civile est plus élevé que la normale en raison de circonstances inhabituelles;

(b) the forfeited amounts are to be reallocated on a reasonable basis to a majority of beneficiaries under the plan.”

b) ces montants sont attribués de nouveau, de manière équitable, à la majorité des bénéficiaires du régime.»

(5) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5) thereof, the following subsection:

(5) L’article 147 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Contribution limits

“(5.1) For the purposes of subsections (2.1) and (9) and paragraph (14)(c.4), the requirements of this subsection in respect of a deferred profit sharing plan are satisfied for a calendar year if, in the case of each beneficiary under the plan and each employer in respect of whom the beneficiary’s pension credit (as prescribed by regulation) for the year under the plan is greater than nil,

«(5.1) Pour l’application des paragraphes (2.1) et (9) et de l’alinéa (14)c.4, un régime de participation différée aux bénéficiaires remplit les exigences du présent paragraphe pour une année civile si, pour chaque bénéficiaire du régime et pour chaque employeur quant auquel le crédit de pension réglementaire du bénéficiaire pour l’année dans le cadre du régime est supérieur à zéro, les conditions suivantes sont réunies :

Plafond de cotisation

(a) le total des crédits de pension versés...

(b) l'ensemble de ces montants...

(4) New.

(a) le total des crédits de pension versés...

(b) l'ensemble de ces montants...

(c) le total du facteur d'équivalence...

(5) New.

(i) du plafond des cotisations...

(ii) de 18% du total des montants...

(a) the aggregate of all amounts each...

(b) the aggregate of all amounts each...

(4). — Nouveau.

(a) the aggregate of all amounts each...

(b) the aggregate of all amounts each...

(c) the aggregate of all amounts each...

(5). — Nouveau.

(i) the money purchase limit for the...

(ii) 18% of the aggregate of all...

Additional amendments...

Additional amendments...

(a) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of the employer under a deferred profit sharing plan does not exceed the lesser of

- (i) 1/2 of the money purchase limit for the year, and
- (ii) 18% of the amount that would be the beneficiary's compensation (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) from the employer for the year if the definition "compensation" in subsection 147.1(1) were read without reference to paragraph (b) thereof;

(b) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension credit (as prescribed by regulation) for the year under a deferred profit sharing plan in respect of

- (i) the employer, or
- (ii) any other employer who, at any time in the year, does not deal at arm's length with the employer

does not exceed 1/2 of the money purchase limit for the year; and

(c) the aggregate of

- (i) the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of the employer, and

- (ii) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of any other employer who, at any time in the year, does not deal at arm's length with the employer

does not exceed the lesser of

- (iii) the money purchase limit for the year, and
- (iv) 18% of the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's compensation (within the meaning assigned by section 147.1(1)) for the year from the employer or any other employer referred to in subparagraph (ii)."

(6) Subsections 147(8) and (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

a) le total des crédits de pension réglementaires du bénéficiaire pour l'année quant à l'employeur dans le cadre d'un tel régime ne dépasse pas le moins élevé :

- (i) de la moitié du plafond des cotisations déterminées pour l'année,
- (ii) de 18 % du montant qui correspondrait à la rétribution, au sens du paragraphe 147.1(1), que le bénéficiaire reçoit de l'employeur pour l'année s'il n'était pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de «rétribution» à ce paragraphe;

b) le total des crédits de pension réglementaires du bénéficiaire pour l'année dans le cadre d'un tel régime quant à l'employeur ou quant à un autre employeur qui, à un moment donné de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur ne dépasse pas la moitié du plafond des cotisations déterminées pour l'année;

c) le total du facteur d'équivalence du bénéficiaire pour l'année quant à l'employeur et du total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du bénéficiaire pour l'année quant à tout autre employeur qui, à un moment donné de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur ne dépasse pas le moins élevé :

- (i) du plafond des cotisations déterminées pour l'année,
- (ii) de 18 % du total des montants dont chacun représente la rétribution, au sens du paragraphe 147.1(1), que le bénéficiaire reçoit pour l'année de l'employeur ou de tout autre employeur qui, à un moment donné de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur.»

(6) Les paragraphes 147(8) et (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Amount of employer's contribution deductible

“(8) Subject to subsection (9), there may be deducted in computing the income of an employer for a taxation year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the employer in the year or within 120 days after the end of the year to a trustee under a deferred profit sharing plan for the benefit of the employer's employees who are beneficiaries under the plan, to the extent that the amount was paid in accordance with the terms of the plan and was not deducted in computing the employer's income for a preceding taxation year.

«(8) Sous réserve du paragraphe (9), un employeur peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le total des montants dont chacun représente un montant qu'il verse, au cours de l'année ou dans les 120 jours suivant la fin de l'année, au fiduciaire d'un régime de participation différée aux bénéficiaires, au profit de ses employés bénéficiaires du régime, dans la mesure où ce montant est versé conformément aux modalités du régime et n'est pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

Déduction des cotisations patronales

Limitation on deduction

(9) Where the requirements of subsection (5.1) in respect of a deferred profit sharing plan are not satisfied for a calendar year by reason that the pension credits of a beneficiary under the plan in respect of a particular employer do not comply with paragraph (5.1)(a) or the beneficiary's pension credits or pension adjustments in respect of particular employer and other employers who do not deal at arm's length with the particular employer do not comply with paragraph (5.1)(b) or (c), the particular employer is not entitled to a deduction under subsection (8) in computing the particular employer's income for any taxation year in respect of an amount paid to a trustee under the plan in the calendar year except to the extent expressly permitted in writing by the Minister, and, for the purposes of this subsection, an amount paid to a trustee of a deferred profit sharing plan in the first two months of a calendar year shall be deemed to have been paid in the immediately preceding year and not to have been paid in the year to the extent that the amount can reasonably be considered to be in respect of the immediately preceding year.”

(9) Dans le cas où les exigences du paragraphe (5.1) visant un régime de participation différée aux bénéficiaires ne sont pas remplies pour une année civile du fait que les crédits de pension d'un bénéficiaire dans le cadre du régime quant à un employeur donné ne sont pas conformes à l'alinéa (5.1)a) ou que les crédits de pension ou les facteurs d'équivalence du bénéficiaire quant à un employeur donné et d'autres employeurs qui ont un lien de dépendance avec celui-ci ne sont pas conformes à l'alinéa (5.1)b) ou c), l'employeur donné n'a droit à la déduction prévue au paragraphe (8) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition au titre d'un montant versé au fiduciaire du régime au cours de l'année civile que dans la mesure que le ministre permet expressément par écrit. Pour l'application du présent paragraphe, le montant versé au fiduciaire d'un régime de participation différée aux bénéficiaires au cours des deux premiers mois d'une année civile est réputé versé au cours de l'année précédente, dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'il se rapporte à cette année.»

Limite de la déduction

(7) Subsection 147(10.2) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(7) Le paragraphe 147(10.2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa b), par adjonction de ce mot à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

(8) The amount of the aggregate of such amounts paid by the employer...

employer in the year or within 120 days after the end of the year, to a trustee under a deferred profit sharing plan for the benefit of employees of the employer who are beneficiaries under the plan, not exceeding, however, in respect of each individual employee in respect of whom the amounts so paid by the employer were paid by him, an amount equal to the least of

- (a) the aggregate of each amount so paid by the employer in respect of that employee,
- (b) \$3,500 minus the aggregate of all amounts, each of which is the amount, if any, required to be paid to or under a registered pension fund or plan of the employer or of a person related to the employer in order to provide benefits thereunder to that employee in respect of services rendered by him in the year that, if paid in the year, would be deductible in computing the income of the payer for the year, under
 - (i) paragraph 20(1)(q), or
 - (ii) paragraph 20(1)(s), if the employer had sought the approval required for purposes of that paragraph, and
- (c) 20% of the salary or wages paid in the year to the employee by the employer,

to the extent that such amount was not deductible in computing the income of the employer for a previous taxation year.

(9) Where each of two or more taxpayers not dealing at arm's length would, but for this subsection, be entitled to a deduction under subsection (8) in computing his income for a taxation year in respect of amounts paid by him to a trustee under one or more deferred profit sharing plans in respect of the same person, not more than one of the taxpayers is entitled, in computing his income for that year, to a deduction under that subsection in respect of that person, and in the event of failure on the part of the taxpayers otherwise entitled to a deduction under that subsection to agree as to the taxpayer by whom the deduction may be made, no deduction thereunder may be made by either or any of them in computing his income for that year."

(7) New.

régime de participation différée aux bénéficiaires, au profit des employés de l'employeur qui sont bénéficiaires en vertu de ce régime, peut être déduit; cependant chaque somme déductible versée par l'employeur à l'égard d'un employé ne doit pas excéder la moins élevée des sommes suivantes :

- a) le total des sommes ainsi versées par l'employeur à l'égard de cet employé,
- b) 3 500 \$ moins le total de tous les montants, dont chacun représente la somme, si somme il y a, qui doit être versée à une caisse ou à un régime enregistré de pensions, ou en vertu d'une telle caisse ou d'un tel régime, de l'employeur ou d'une personne qui lui est liée, afin de fournir des prestations en vertu de cette caisse ou de ce régime à cet employé à l'égard des services qu'il a rendus dans l'année et qui, s'ils étaient payés dans l'année, seraient déductibles dans le calcul du revenu du payeur pour l'année, en vertu
 - (i) de l'alinéa 20(1)q), ou
 - (ii) de l'alinéa 20(1)s) si l'employeur avait cherché à obtenir l'approbation nécessaire aux fins de cet alinéa, et
- c) 20 % du traitement ou salaire payé dans l'année à l'employé par l'employeur,

dans la mesure où cette somme n'était pas déductible lors du calcul du revenu de l'employeur, pour une année d'imposition antérieure.

(9) Lorsque chacun des contribuables qui ont tous un lien de dépendance entre eux aurait, sans le présent paragraphe, droit à une déduction en vertu du paragraphe (8) lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition relativement aux sommes versées par lui à un fiduciaire en vertu d'un ou plusieurs régimes de participation différée aux bénéficiaires concernant la même personne, un contribuable au plus a droit, lors du calcul de son revenu pour l'année, à une déduction en vertu de ce paragraphe à l'égard de cette personne, et si les contribuables par ailleurs admis à une déduction en vertu de ce paragraphe ne s'entendent pas quant au contribuable devant effectuer la déduction, aucune déduction ne peut dans ce cas être faite par aucun d'eux lors du calcul de son revenu pour cette année.»

(7). — Nouveau.

“(d) for the purposes of paragraph 60(j), the cost to the beneficiary of those shares is an eligible amount in respect of the beneficiary for the year.”

«d) pour l'application de l'alinéa 60j), le coût de ces actions pour le bénéficiaire est un montant admissible pour lui pour l'année.»

(8) Subsection 147(10.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 5 (8) Le paragraphe 147(10.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

Amount
contributed to
or forfeited
under a plan

“(10.3) There shall be included in computing the income for a taxation year of a beneficiary described in paragraph 2)(k.2) the aggregate of amounts allocated or reallocated to the beneficiary in the year in respect of

«(10.3) Le bénéficiaire visé à l'alinéa 2)k.2) doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le total des montants qui lui sont attribués ou 10 attribués de nouveau au cours de l'année soit au titre de cotisations qu'un employeur a versées après le 1^{er} décembre 1982 à un régime de participation différée aux bénéfices ou à un régime dont l'agrément a été révoqué conformément au paragraphe (14) ou (14.1), soit au titre de montants perdus dans le cadre de tels régimes.»

Inclusion des
cotisations ou
montants
perdus

(a) any amount contributed after December 1, 1982 by an employer to, or 15

(b) any forfeited amount under a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (14) or (14.1).”

(9) Le sous-alinéa 147(14)c)(i) de la 20 même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(9) Subparagraph 147(14)(c)(i) of the 20 said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) comply with the requirements of paragraphs 2)(a), (b) to (h), (i) (as it read on January 1, 1972), (j) and 25 (k), and”

«(i) ne répond pas aux conditions énoncées aux alinéas 2)a), b) à h), i) (dans sa version applicable le 1^{er} jan- 25 vier 1972), j), et k), et»

(10) Subsection 147(14) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraphs: 30 (10) Le paragraphe 147(14) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa b) et par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit : 30

“(c.1) the plan becomes a revocable plan pursuant to subsection (21),

«c.1) l'agrément du régime peut être retiré en application du paragraphe (21),

(c.2) the plan does not comply with the requirements of paragraphs 2)(a) to 35 (k) and (l),

c.2) le régime ne répond pas aux conditions énoncées aux alinéas 2)a) à k) et 35 l),

(c.3) in the case of a plan that became registered after March 1983, the plan does not comply with the requirements of paragraphs 2)(k.1) and (k.2), 40

c.3) le régime ne répond pas aux conditions énoncées à l'alinéa 2)k.1) ou k.2), dans le cas où il a été agréé après mars 1983, 40

(c.4) the requirements of subsection 5.1 in respect of the plan are not satisfied for a calendar year, or

c.4) les exigences du paragraphe (5.1) visant le régime ne sont pas remplies pour une année civile, ou

(c.5) an employer who participates in the plan fails to file an information 45 return reporting a pension adjustment of

c.5) un employeur qui participe au régime ne produit pas de déclaration de 45

(8) Subsection 147(10.3) at present reads as follows:

“(10.3) There shall be included in computing the income for a taxation year of a beneficiary described in paragraph (2)(k.2) the aggregate of amounts allocated or reallocated to him in the year in respect of any amount

(a) contributed after December 1, 1982 by an employer to, or

(b) forfeited (within the meaning assigned by subsection 201(3)) in

a trust governed by a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (14) or (14.1).”

(9) Subparagraph 147(14)(c)(i) at present reads as follows:

“(i) comply with the conditions described in paragraphs (2)(a) to (k), and”

(10) New.

(8). — Texte actuel du paragraphe 147(10.3) :

«(10.3) Il est inclus dans le calcul du revenu pour une année d'imposition d'un bénéficiaire visé à l'alinéa (2)k.2) le total des sommes qui lui sont attribuées ou attribuées de nouveau dans l'année à l'égard de tout montant

a) contribué après le 1^{er} décembre 1982 par un employeur à ou

b) abandonné (au sens du paragraphe 201(3)) dans

une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou par un régime dont l'enregistrement a été annulé conformément au paragraphe (14) ou (14.1).»

(9). — Texte actuel du sous-alinéa 147(14)c(i) :

«(i) ne répond pas aux conditions prévues aux alinéas (2)a) à k), et»

(10). — Nouveau.

a beneficiary under the plan as and when required by regulation,”

renseignements indiquant le facteur d'équivalence d'un bénéficiaire du régime selon les modalités réglementaires de temps ou autres,»

(11) Subsection 147(14) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraphs:

(11) Le paragraphe 147(14) de la même loi est abrogé par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par insertion, après l'alinéa f), de ce qui suit :

“(g) where paragraph (c.1) applies, as of the date on which the plan became a 10
revocable plan, or any subsequent date,

«g) lorsque s'applique l'alinéa c.1), à compter de la date à laquelle l'agrément 10
du régime peut être retiré ou à compter d'une date ultérieure,

(h) where paragraph (c.2) or (c.3) applies, as of the date on which the plan did not so comply, or any subsequent date, but not before January 1, 1991, 15

h) lorsque s'applique l'alinéa c.2) ou c.3), à compter de la date à laquelle le régime ne répond pas aux conditions ou 15
à compter d'une date ultérieure, mais pas avant le 1^{er} janvier 1991,

(i) where paragraph (c.4) applies, as of the end of the year for which the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied, or any subsequent date, and 20

i) lorsque s'applique l'alinéa c.4), à compter de la fin de l'année pour laquelle les exigences du paragraphe 20
(5.1) visant le régime ne sont pas remplies ou à compter d'une date ultérieure, et

(j) where paragraph (c.5) applies, as of any date after the date by which the information return was required to be filed,”

j) lorsque s'applique l'alinéa c.5), à compter de la date postérieure à celle où 25
la déclaration de renseignements doit être produite,»

(12) Paragraph 147(15)(e) of the said Act 25
is repealed and the following substituted therefor:

(12) L'alinéa 147(15)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) the revoked plan shall be deemed, for the purposes of this Act, not to be an employees profit sharing plan or a 30
retirement compensation arrangement.”

«e) pour l'application de la présente loi, 30
le régime dont l'agrément est retiré est réputé n'être ni un régime de participation des employés aux bénéfices ni une convention de retraite.»

(13) All that portion of subsection 147(18) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor: 35

(13) Le passage du paragraphe 147(18) de 35
la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“the difference between such fair market value and the consideration, if any,

«la différence entre cette juste valeur marchande et la contrepartie est, à la fois :

(c) shall, for the purposes of subsections (10) and (15), be deemed to be an amount received by the taxpayer at the 40
time of the disposal or acquisition, as the case may be, from a trustee under

c) réputée être, pour l'application des 40
paragrapes (10) et (15), un montant que le contribuable a reçu d'un fiduciaire du régime au moment de la cession ou de l'acquisition comme si le

(11) New.

(11). — Nouveau.

(12) This amendment would add the underlined words.

(12). — Texte actuel de l'alinéa 147(15)e :

«e) le régime dont l'enregistrement est annulé est réputé, aux fins de la présente loi, ne pas être un régime de participation d'employés aux bénéfices.»

(13) The relevant portion of subsection 147(18) at present reads as follows:

"the difference between such fair market value and the consideration, if any, shall be deemed to be,

(13). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 147(18) :

«la différence entre cette juste valeur marchande et la contrepartie est réputée être,

(c) for the purposes of subsections (10) and (15), an amount received by the taxpayer from a trustee under the plan as if the taxpayer were a beneficiary under the plan, and

(d) for the purposes of section 201, an amount forfeited in the trust and reallocated to the taxpayer, as if the taxpayer were an employee who was a beneficiary under the plan,

at the time of the disposal or acquisition, as the case may be."

c) aux fins des paragraphes (10) et (15), une somme que le contribuable a reçue d'un fiduciaire du régime comme si le contribuable était un bénéficiaire du régime, et

d) aux fins de l'article 201, une somme devenue disponible dans la fiducie et allouée de nouveau au contribuable, comme si le contribuable était un employé qui était un bénéficiaire en vertu du régime,

à la date de la disposition ou de l'acquisition, selon le cas.»

the plan as if the taxpayer were a beneficiary under the plan, and

(d) is an amount taxable under section 201 for the calendar year in which the trust disposes of or acquires the property, as the case may be.” 5

(14) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“*(19)* An amount is transferred from a 10 deferred profit sharing plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is not part of a series of periodic payments;

(b) is transferred on behalf of an 15 individual

(i) who is an employee or former employee of an employer who participated in the plan on the employee's behalf, or 20

(ii) who is entitled to the amount as a consequence of the death of an employee or former employee referred to in subparagraph *(i)* and who was, at the date of the employee's death, a 25 spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the employee,

in full or partial satisfaction of the individual's entitlement to benefits 30 under the plan;

(c) would, if it were paid directly to the individual, be included under subsection (10) in computing the individual's income for a taxation year; and 35

(d) is transferred for the benefit of the individual directly to

(i) a registered pension plan,

(ii) a registered retirement savings plan under which the individual is the 40 annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), or

(iii) a deferred profit sharing plan that can reasonably be expected to have at least 5 beneficiaries at all 45 times throughout the calendar year in which the transfer is made.

contribuable était un bénéficiaire du régime;

d) un montant imposable selon l'article 201 pour l'année civile de la cession ou de l'acquisition du bien par la fiducie.» 5

(14) L'article 147 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«*(19)* Un montant est transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices conformément au présent paragraphe 10 si les conditions suivantes sont réunies :

a) le montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques;

b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier en règlement 15 total ou partiel de son droit aux prestations prévues par le régime, lequel particulier, selon le cas :

(i) est l'employé actuel ou ancien d'un employeur qui participait au 20 régime pour son compte,

(ii) a droit au montant par suite du décès de l'employé visé au sous-alinéa *(i)* alors qu'il était son conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1); 25

c) le montant serait, s'il était versé directement au particulier, inclus en application du paragraphe (10) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition; 30

d) le montant est transféré directement à l'un des régimes suivants au profit du particulier :

(i) un régime de pension agréé,

(ii) un régime enregistré d'épargne- 35 retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1),

(iii) un régime de participation différée aux bénéfices dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il compte au 40 moins cinq bénéficiaires tout au long de l'année civile du transfert.

Transfer to
RPP, RRSP or
DPSP

Transferts aux
RPA, aux
REER ou aux
RPDB

Taxation of
amount
transferred

(20) Where an amount is transferred on behalf of an individual in accordance with subsection (19),

(a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by virtue of this section in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

Restriction re
transfers

(21) A deferred profit sharing plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to a registered pension plan, a registered retirement savings plan or another deferred profit sharing plan unless

(a) the transfer is in accordance with subsection (19); or

(b) the amount is deductible under paragraph 60(j), (j.2) or (k) by the individual on whose behalf the transfer is made.

Excess transfer

(22) Where

(a) the transfer of an amount from a deferred profit sharing plan in a calendar year on behalf of a beneficiary under the plan would, but for this subsection, be in accordance with subsection (19), and

(b) the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied for the year by reason that the beneficiary's pension credits or pension adjustments do not comply with any of paragraphs (5.1)(a) to (c),

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or reallocated to the beneficiary in the year or from earnings reasonably attributable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressly provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that was not transferred in accordance with subsection (19)."

(15) Subsections (1) to (5), (8), (9) and (13), paragraphs 147(14)(c.2) to (c.5) of the

(20) Les montants transférés en application du paragraphe (19) pour le compte d'un particulier ne peuvent :

a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du présent article;

b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable.

Imposition des
montants
transférés

(21) L'agrément d'un régime de participation différée aux bénéfices peut être retiré dès qu'un montant est transféré du régime à un régime de pension agréé, un régime enregistré d'épargne-retraite ou un autre régime de participation différée aux bénéfices, sauf si :

a) le transfert est conforme au paragraphe (19);

b) le montant est déductible en application de l'alinéa 60j), j.2) ou k) par le particulier pour le compte duquel le transfert est fait.

Restriction
applicable aux
transferts

(22) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices au cours d'une année civile pour le compte d'un bénéficiaire du régime serait, en l'absence du présent paragraphe, conforme au paragraphe (19) et que les exigences du paragraphe (5.1) visant le régime ne sont pas remplies pour l'année du fait que les crédits de pension ou les facteurs d'équivalence du bénéficiaire ne sont pas conformes à l'un des alinéas (5.1)a) à c), la fraction du montant transféré qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de montants attribués ou attribués de nouveau au bénéficiaire au cours de l'année ou de revenus imputables à juste titre à ces montants est réputée être un montant qui n'a pas été transféré conformément au paragraphe (19), sauf dans la mesure que le ministre prévoit expressément par écrit.»

Excédent de
transfert

(15) Les paragraphes (1) à (5), (8), (9) et (13) ainsi que les alinéas 147(14)c.2) à c.5) 45

21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200

201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300

301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400

1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200

said Act as enacted by subsection (10), and paragraphs 147(14)(h) to (j) of the said Act as enacted by subsection (11), are applicable after 1990.

de la même loi, édictés par le paragraphe (10), et les alinéas 147(14)h) à j) de la même loi, édictés par le paragraphe (11), s'appliquent après 1990.

(16) Subsection (6) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years with respect to amounts paid to deferred profit sharing plans after 1990.

5 (16) Le paragraphe (6) s'applique, pour les années d'imposition 1991 et suivantes, aux montants versés à des régimes de participation différée aux bénéfices après 1990.

(17) Subsection (7), paragraph 147(14)(c.1) of the said Act as enacted by subsection (10) and paragraph 147(14)(g) of the said Act as enacted by subsection (11) are applicable after 1988.

10 (17) Le paragraphe (7) ainsi que l'alinéa 147(14)c.1) de la même loi, édictés par le 10 paragraphe (10), et l'alinéa 147(14)g) de la même loi, édicté par le paragraphe (11), s'appliquent après 1988.

(18) Subsection (12) is applicable after October 8, 1986.

15 (18) Le paragraphe (12) s'applique après le 8 octobre 1986.

(19) Subsections 147(19) to (21) of the said Act as enacted by subsection (14) are applicable in respect of amounts transferred after 1988.

15 (19) Les paragraphes 147(19) à (21) de la même loi, édictés par le paragraphe (14), s'appliquent aux montants transférés après 1988.

(20) Subsection 147(22) of the said Act as enacted by subsection (14) is applicable in respect of amounts transferred after 1990.

20 (20) Le paragraphe 147(22) de la même loi, édicté par le paragraphe (14), s'applique aux montants transférés après 1990.

16. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 147 thereof, the following:

25 16. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

“Registered Pension Plans

«Régimes de pension agréés

Definitions

147.1 (1) In this section and sections 147.2 and 147.3,

25 147.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 147.2 et 147.3.

“actuary”
«actuaire»

“actuary” means a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries;

«actuaire» Fellow de l'Institut canadien des actuaires.

“administrator”
«administrateur»

30 “administrator” of a pension plan means the person or body of persons that has ultimate responsibility for the administration of the plan;

30 «administrateur» Personne ou organisme qui, en définitive, est chargé de la gestion d'un régime de pension.

“average wage”
«salaire moyen»

35 “average wage” for a calendar year means the amount that is obtained by dividing by 12 the aggregate of all amounts each of which is the wage measure for a month in the 12 month period ending on June 30 of the immediately preceding calendar year;

«conjoint» S'entend au sens du paragraphe 146(1.1).

“compensation”
«rétribution»

40 “compensation” of an individual from an employer for a calendar year means the aggregate of all amounts each of which is

35 «disposition à cotisations déterminées» Modalité d'un régime de pension qui :
a) d'une part, prévoit la tenue pour chaque participant d'un compte distinct, crédité des cotisations versées par ou pour lui au régime, ainsi que des autres montants qui lui sont attribués, et débité des paiements faits pour lui;

(A) d'autre part, les prestations du participant en fonction seulement du montant de son compte

disposition à prestations déterminées. Mécanisme d'un régime de pension qui fixe les prestations de chaque participant autrement que selon la déduction de «disposition à cotisations déterminées».

employeur participant. Employeur qui cotise ou est tenu de cotiser à un régime de pension pour ses employés actuels ou anciens, au-delà de leur verse ou est tenu de leur verser des sommes provenant du régime, y compris les employeurs visés par règlement.

fait le vers service passé. S'entend au sens du règlement.

«mesure des gains». Correspond, pour un mois :

(a) aux traitements et salaires hebdomadaires moyens de l'ensemble des industries au Canada au cours de ce mois, tels que les publiés Statistique Canada en vertu de la Loi sur les statistiques;

(b) si les données relatives à l'ensemble des industries concernent d'être publiées, à telle autre mesure publiée par règlement pris en application du Régime de pension du Canada pour l'application de l'article 18(2)(b) de cette loi, des traitements et salaires hebdomadaires moyens pour ce mois.

montant unique. Montant qui ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques.

«participant». Particulier qui a le droit immédiat ou futur, absolu ou conditionnel, de recevoir les prestations prévues par un régime de pension, sauf si ce droit découle uniquement de la participation au régime d'un autre particulier.

«plan de cotisations déterminées». Correspond, pour les années civiles ci-après, aux montants suivants :

(a) années précédant 1990 : zéro;
 (b) 1990 : 1 500 \$;
 (c) 1991 : 2 500 \$.

Clause 16: (1) New.

(1) an amount in respect of (i) the individual's employment with the employer, or (ii) an amount in respect of which the individual is remunerated by the employer.

that is required for that would be required but for paragraph 81(1)(a) as it applies with respect to the Indian Act) by section 2 or 6 to be included in computing the individual's income for the year, to the extent that the amount can reasonably be considered to relate to a period or periods throughout which the individual was resident in Canada.

(b) a prescribed amount, or (c) an amount acceptable to the Minister in respect of remuneration received by the individual from any employer for a period in the year throughout which the individual was not resident in Canada;

“defined benefit provision” of a pension plan means terms of the plan under which benefits in respect of each member are other than that described in the definition “money purchase provision”;

“member” of a pension plan means an individual who has a right, either immediate or in the future and either absolute or contingent, to receive benefits under the plan other than an individual who has such a right only by reason of the participation of another individual in the plan;

“money purchase limit” for a calendar year means

- (1) for years preceding 1990, nil;
- (2) for 1990, \$11,500;
- (3) for 1991, \$12,500;
- (4) for 1992, \$13,500;
- (5) for 1993, \$14,500;
- (6) for 1994, \$15,500; and
- (7) for each year thereafter, the greater of
 - (A) the product of
 - (i) \$12,500; and
 - (ii) the quotient obtained when the average wage for the year is

(1) the product of (A) \$12,500; and (ii) the quotient obtained when the average wage for the year is

“defined benefit provision” of a pension plan means terms of the plan under which benefits in respect of each member are other than that described in the definition “money purchase provision”;

“member” of a pension plan means an individual who has a right, either immediate or in the future and either absolute or contingent, to receive benefits under the plan other than an individual who has such a right only by reason of the participation of another individual in the plan;

“money purchase limit” for a calendar year means

- (1) for years preceding 1990, nil;
- (2) for 1990, \$11,500;
- (3) for 1991, \$12,500;
- (4) for 1992, \$13,500;
- (5) for 1993, \$14,500;
- (6) for 1994, \$15,500; and
- (7) for each year thereafter, the greater of
 - (A) the product of
 - (i) \$12,500; and
 - (ii) the quotient obtained when the average wage for the year is

(1) the product of (A) \$12,500; and (ii) the quotient obtained when the average wage for the year is

<p>(a) an amount in respect of (i) the individual's employment with the employer, or (ii) an office in respect of which the individual is remunerated by the employer that is required (or that would be required but for paragraph 81(1)(a) as it applies with respect to the <i>Indian Act</i>) by section 5 or 6 to be included in computing the individual's income for the year, to the extent that the amount can reasonably be considered to relate to a period or periods throughout which the individual was resident in Canada, (b) a prescribed amount, or (c) an amount acceptable to the Minister in respect of remuneration received by the individual from any employer for a period in the year throughout which the individual was not resident in Canada;</p>	<p>b) d'autre part, fixe les prestations du participant en fonction seulement du montant de son compte. «disposition à prestations déterminées» Modalité d'un régime de pension qui fixe les prestations de chaque participant autrement que selon la définition de «disposition à cotisations déterminées». «employeur participant» Employeur qui cotise ou est tenu de cotiser à un régime de pension pour ses employés actuels ou anciens, ou qui leur verse ou est tenu de leur verser des sommes provenant du régime, y compris les employeurs visés par règlement. «fait lié aux services passés» S'entend au sens du règlement. «mesure des gains» Correspond, pour un mois :</p>	<p>«disposition à prestations déterminées» «defined benefit provision» «employeur participant» «participating employer» «fait lié aux services passés» «past service event» «mesure des gains» «wage measure»</p>
<p>“defined benefit provision” «disposition à prestations déterminées»</p> <p>“member” «participant»</p> <p>“money purchase limit” «plafond des cotisations déterminées»</p> <p>“defined benefit provision” of a pension plan means terms of the plan under which benefits in respect of each member are determined in any way other than that described in the definition “money purchase provision”;</p>	<p>a) aux traitement et salaire hebdomadaires moyens de l'ensemble des industries au Canada au cours de ce mois, tels que les publie Statistique Canada en vertu de la <i>Loi sur la statistique</i>; b) si les données relatives à l'ensemble des industries cessent d'être publiées, à telle autre mesure, prescrite par règlement pris en application du <i>Régime de pensions du Canada</i> pour l'application de l'alinéa 18(5)b) de cette loi, des traitement et salaire hebdomadaires moyens pour ce mois.</p>	<p>«mesure des gains» «wage measure»</p>
<p>“member” of a pension plan means an individual who has a right, either immediate or in the future and either absolute or contingent, to receive benefits under the plan, other than an individual who has such a right only by reason of the participation of another individual in the plan;</p>	<p>«montant unique» Montant qui ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques.</p>	<p>«montant unique» «single amount»</p>
<p>“money purchase limit” for a calendar year means (a) for years preceding 1990, nil, (b) for 1990, \$11,500, (c) for 1991, \$12,500, (d) for 1992, \$13,500, (e) for 1993, \$14,500, (f) for 1994, \$15,500, and (g) for each year thereafter, the greater of (i) the product of (A) \$15,500, and (B) the quotient obtained when the average wage for the year is</p>	<p>«participant» Particulier qui a le droit immédiat ou futur, absolu ou conditionnel, de recevoir les prestations prévues par un régime de pension, sauf si ce droit découle uniquement de la participation au régime d'un autre particulier. «plafond des cotisations déterminées» Correspond, pour les années civiles ci-après, aux montants suivants : a) années précédant 1990 : zéro; b) 1990 : 11 500 \$; c) 1991 : 12 500 \$;</p>	<p>«participant» «member» «plafond des cotisations déterminées» «money purchase limit»</p>

divided by the average wage for 1994,

rounded to the nearest multiple of ten dollars, or, if that product is equidistant from two such consecutive multiples, to the higher thereof, and

(ii) the money purchase limit for the immediately preceding calendar year;

“money purchase provision” of a pension plan means terms of the plan

(a) which provide for a separate account to be maintained in respect of each member, to which are credited contributions made to the plan by, or in respect of, the member and any other amounts allocated to the member, and to which are charged payments made in respect of the member, and

(b) under which the only benefits in respect of a member are benefits determined solely with reference to, and provided by, the amount in the member’s account;

“multi-employer plan” in a calendar year has the meaning assigned by regulation;

“participating employer”, in relation to a pension plan, means an employer who has made, or is required to make, contributions to the plan in respect of the employer’s employees or former employees, or payments under the plan to the employer’s employees or former employees, and includes a prescribed employer;

“past service event” has the meaning assigned by regulation;

“single amount” means an amount that is not part of a series of periodic payments;

“specified multi-employer plan” in a calendar year has the meaning assigned by regulation;

d) 1992 : 13 500 \$;

e) 1993 : 14 500 \$;

f) 1994 : 15 500 \$;

g) 1995 et années ultérieures, le plus élevé des montants suivants :

(i) le produit — arrêté à la dizaine, celui qui a au moins cinq à l’unité étant arrondi à la dizaine supérieure — de 15 500 \$ par le quotient obtenu en divisant le salaire moyen pour l’année par le salaire

moyen pour 1994, (ii) le plafond des cotisations déterminées pour l’année civile précédente.

«régime interentreprises» Pour une année civile, s’entend au sens du règlement:

«régime interentreprises déterminé» Pour une année civile, s’entend au sens du règlement.

«rétribution» S’entend, relativement à un particulier au service d’un employeur pour une année civile, du total des montants dont chacun représente :

a) soit un montant en contrepartie duquel il exécute un travail ou occupe une charge pour l’employeur et qui est — ou serait en l’absence de l’alinéa 81(1)a pour son application à la Loi sur les Indiens — à inclure conformément à l’article 5 ou 6 dans le calcul de son revenu pour l’année, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que le montant se rapporte à une ou à des périodes tout au long desquelles il résidait au Canada;

b) soit un montant prescrit;

c) soit un montant, jugé acceptable par le ministre, qu’il a reçu d’un autre employeur à titre de rémunération pour une période de l’année tout au long de laquelle il ne résidait pas au Canada.

«salaire moyen» Quotient obtenu, pour une année civile, en divisant par 12 le total des montants dont chacun représente la mesure des gains pour un mois compris

“money purchase provision”
«disposition à cotisations déterminées»

“multi-employer plan”
«régime interentreprises»

“participating employer”
«employeur participant»

“past service event”
«fait lié aux services passés»

“single amount”
«montant unique»

“specified multi-employer plan”
«régime interentreprises déterminés»

«régime interentreprises»
“multi-employer plan”

«régime interentreprises déterminé»
20 “specified multi-employer plan”

«rétribution»
“compensation”

«salaire moyen»
“average wage”

“spouse”
«conjoint»

“wage
measure”
«mesure des
gains»

Registration of
plan

Deemed
registration

“spouse” of an individual has the meaning assigned by subsection 146(1.1);

“wage measure” for a month means the average weekly wages and salaries of

(a) the Industrial Aggregate in Canada for the month as published by Statistics Canada under the *Statistics Act*, or

(b) in the event that the Industrial Aggregate ceases to be published, such other measure for the month as is prescribed by regulation under the *Canada Pension Plan* for the purposes of paragraph 18(5)(b) of that Act.

(2) The following rules apply with respect to the registration of pension plans:

(a) the Minister shall not register a pension plan unless

(i) application for registration is made in prescribed manner by the plan administrator,

(ii) the plan complies with prescribed conditions for registration, and

(iii) where the plan is required to be registered under the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province, application for such registration has been made;

(b) where a pension plan that is submitted for registration before 1991 is registered by the Minister, the registration is effective from such day as is specified in writing by the Minister; and

(c) where a pension plan that is submitted for registration after 1990 is registered by the Minister, the registration is effective from the later of

(i) January 1 of the calendar year in which application for registration is made in prescribed manner by the plan administrator, and

(ii) the day of commencement of the plan.

(3) Where application is made to the Minister for registration of a pension plan for the purposes of this Act and, where the manner for making the application has been prescribed, the application is made in that manner by the administrator,

dans la période de douze mois se terminant le 30 juin de l'année civile précédente.

(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'agrément des régimes de pension :

a) le ministre ne peut agréer un régime de pension que si les conditions suivantes sont réunies :

(i) l'administrateur du régime présente une demande d'agrément selon les modalités réglementaires,

(ii) le régime est conforme aux conditions d'agrément réglementaires,

(iii) une demande d'agrément a été présentée en application de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable, dans le cas où ces textes imposent un tel agrément;

b) l'agrément que le ministre donne à un régime présenté pour agrément avant 1991 est en vigueur à compter du jour que le ministre précise par écrit;

c) l'agrément que le ministre donne à un régime présenté pour agrément après 1990 est en vigueur à compter du dernier en date des jours suivants :

(i) le 1^{er} janvier de l'année civile où l'administrateur du régime présente la demande d'agrément selon les modalités réglementaires,

(ii) le jour de l'entrée en vigueur du régime.

(3) Dans le cas où une demande d'agrément d'un régime de pension est présentée dans le cadre de la présente loi au ministre — selon les modalités réglementaires, le cas échéant, par l'administrateur du

5 Agrément du régime

35 Présomption d'agrément

régime — les règles suivantes s'appliquent :

(1) sous réserve de l'article 61, le régime est réputé pour l'application de la présente loi à l'exception des articles 60(1) et 62(1) et de l'article 147.3, être un régime de pension agréé pendant la période commençant au dernier en date des jours suivants et se terminant le jour de la prise de la décision définitive concernant la demande :

(i) le 1^{er} janvier de l'année civile ou la demande est présentée,

(ii) le jour de l'entrée en vigueur du régime,

(iii) le 1^{er} janvier 1989.

(2) dans le cas où la décision définitive concernant la demande consiste en un refus d'agréer le régime, la présente loi s'applique, après le jour de cette décision, comme si la présumtion de l'alinéa (1) n'existait pas, sauf dans les cas suivants :

(i) le délai de prescription de la décision de renseignements qui, selon le paragraphe 207(1.3), doit être produite avant le jour donné par l'article 90 jours après le jour de la décision définitive, est prorogé jusqu'au jour donné,

(ii) les paragraphes 227(8) et (8.2) ne s'appliquent pas aux cotisations versées au régime au plus tard le jour de la décision définitive.

(3) Le ministre peut statuer sur les régimes de pension agréés à des dates conditionnelles, sous réserve que :

(a) l'administrateur du régime en fait la demande selon les modalités réglementaires,

(b) le régime, une fois agréé, est conforme aux conditions d'agrément réglementaires,

(c) la modification est conforme aux conditions réglementaires.

(4) Le ministre ne peut accepter la modification d'un régime de pension agréé que si les conditions suivantes sont réunies :

(a) l'administrateur du régime en fait la demande selon les modalités réglementaires,

(b) le régime, une fois agréé, est conforme aux conditions d'agrément réglementaires,

(c) la modification est conforme aux conditions réglementaires.

(5) Le ministre peut statuer sur les régimes de pension agréés à des dates conditionnelles, sous réserve que :

(a) l'administrateur du régime en fait la demande selon les modalités réglementaires,

(b) le régime, une fois agréé, est conforme aux conditions d'agrément réglementaires,

(c) la modification est conforme aux conditions réglementaires.

(b) subject to paragraph (3), the plan shall, for the purposes of this Act other than paragraphs 60(1) and (2) and section 147.3, be deemed to be a registered pension plan throughout the period commencing on the last of

(i) January 1 of the calendar year in which the application is made,

(ii) the day of commencement of the plan, and

(iii) January 1, 1989

and ending on the day on which a final determination is made with respect to the application; and

(4) where the final determination made with respect to the application is a refusal to register the plan, this Act shall, after the day of the final determination, apply as if the plan had never been deemed, under paragraph (3), to be a registered pension plan, except that

(i) any information return otherwise required to be filed under subsection 207(1.3) before the particular day that is 90 days after the day of the final determination is not required to be filed until the particular day, and

(ii) subsections 227(8) and (8.2) are not applicable with respect to contributions made to the plan on or before the day of the final determination.

(5) The Minister shall not accept an amendment to a registered pension plan unless

(a) application for the acceptance is made in prescribed manner by the plan administrator;

(b) the plan as amended complies with prescribed conditions for registration; and

(c) the amendment complies with prescribed conditions.

(6) The Minister may, at any time, impose reasonable conditions applicable with respect to registered pension plans,

Amendement des modalités

Amendement des modalités

Conditions conditionnelles

Conditions conditionnelles

(a) subject to paragraph (b), the plan shall, for the purposes of this Act other than paragraphs 60(j) and (j.2) and section 147.3, be deemed to be a registered pension plan throughout the period commencing on the latest of

- (i) January 1 of the calendar year in which the application is made,
- (ii) the day of commencement of the plan, and
- (iii) January 1, 1989

and ending on the day on which a final determination is made with respect to the application; and

(b) where the final determination made with respect to the application is a refusal to register the plan, this Act shall, after the day of the final determination, apply as if the plan had never been deemed, under paragraph (a), to be a registered pension plan, except that

- (i) any information return otherwise required to be filed under subsection 207.7(3) before the particular day that is 90 days after the day of the final determination is not required to be filed until the particular day, and
- (ii) subsections 227(8) and (8.2) are not applicable with respect to contributions made to the plan on or before the day of the final determination.

(4) The Minister shall not accept an amendment to a registered pension plan unless

- (a) application for the acceptance is made in prescribed manner by the plan administrator;
- (b) the plan as amended complies with prescribed conditions for registration; and
- (c) the amendment complies with prescribed conditions.

(5) The Minister may, at any time, impose reasonable conditions applicable with respect to registered pension plans, a

régime —, les règles suivantes s'appliquent :

a) sous réserve de l'alinéa b), le régime est réputé, pour l'application de la présente loi à l'exception des alinéas 60j) et (j.2) et de l'article 147.3, être un régime de pension agréé pendant la période commençant au dernier en date des jours suivants et se terminant le jour de la prise de la décision définitive concernant la demande :

- (i) le 1^{er} janvier de l'année civile où la demande est présentée,
- (ii) le jour de l'entrée en vigueur du régime,
- (iii) le 1^{er} janvier 1989;

b) dans le cas où la décision définitive concernant la demande consiste en un refus d'agréer le régime, la présente loi s'applique, après le jour de cette décision, comme si la présomption de l'alinéa a) n'existait pas, sauf dans les cas suivants :

- (i) le délai de production de la déclaration de renseignements qui, selon le paragraphe 207.7(3), doit être produite avant le jour donné qui tombe 90 jours après le jour de la décision définitive, est prorogé jusqu'au jour donné,
- (ii) les paragraphes 227(8) et (8.2) ne s'appliquent pas aux cotisations versées au régime au plus tard le jour de la décision définitive.

(4) Le ministre ne peut accepter la modification d'un régime de pension agréé que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur du régime en fait la demande selon les modalités réglementaires;
- b) le régime, une fois modifié, est conforme aux conditions d'agrément réglementaires;
- c) la modification est conforme aux conditions réglementaires.

(5) Le ministre peut assujettir les régimes de pension agréés à de justes conditions supplémentaires, qu'il s'agisse de ces

Acceptance of amendments

Additional conditions

Acceptation des modifications

Conditions supplémentaires

régimes en général, à une catégorie de régimes ou à un régime en particulier.

(6) L'administrateur, pour chaque régime de pension agréé, un administrateur — personne résidant au Canada ou organisme dont la majorité des membres y réside, — doit, en collaboration avec les ministres, établir des modalités de gestion du régime.

10

(7) L'administrateur d'un régime de pension agréé

a) agit en régime tel qu'il est agréé; toutefois, si le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires ou aux autres exigences de la présente loi ou de ses règlements d'application, il peut le gérer comme si le régime avait été modifié de façon à y être conforme;

b) avant juillet 1990, si sa désignation est effective le 1^{er} janvier 1989 ou le devient antérieurement à juin 1990, ou dans les trente jours suivant sa désignation dans les autres cas, informe par écrit le ministre de son nom et adresse ou le cas échéant, de ceux de ses membres;

c) dans le cas où un changement intervient dans les renseignements visés à l'alinéa b) ou au présent alinéa, en informe le ministre par écrit dans les trente jours suivant le changement.

(8) Seul dépositaire contraire du régime, l'agrément d'un régime de pension agréé à l'exception d'un régime à revenu fixe, peut être retiré à la fin d'une année civile postérieure à 1990 dans les cas suivants :

a) le facteur d'ajustement d'un participant pour l'année donnée à un employeur participant dépasse le montant des montants suivants :

class of such plans or a particular category of pension plan.

(6) There shall, for each registered pension plan, be a person or a body of persons that has ultimate responsibility for the administration of the plan and, except as otherwise provided in writing by the Minister, the person or a majority of the persons who constitute the body shall be a person or person resident in Canada.

(7) The administrator of a registered pension plan shall

(a) administer the plan in accordance with the terms of the plan as registered except that, where the plan fails to comply with the prescribed conditions for registration or any other requirement of this Act or the regulations, the administrator may administer the plan as if it were amended to so comply;

(b) before July 1990, in the case of a person or body that is the administrator on January 1, 1989 or becomes the administrator before June 1990, and in any other case, within 30 days after becoming the administrator, inform the Minister in writing

(i) of the name and address of the person who is the administrator, or

(ii) of the names and addresses of the persons who constitute the body that is the administrator; and

(c) where there is any change in the information provided to the Minister in accordance with paragraph (b) or this paragraph, inform the Minister in writing, within 30 days after the change of the new information.

(8) Except as otherwise provided by regulation, a registered pension plan (other than a multi-employer plan) becomes, at the end of a calendar year after 1990, a revocable plan when

(a) the pension adjustment for the year of a member of the plan in respect of a participating employer exceeds the lesser of

Administrateur

Administrateur

Pension

class of such plans or a particular registered pension plan.

régimes en général, d'une catégorie de régimes ou d'un régime en particulier.

Administrator

Administrateur

(6) There shall, for each registered pension plan, be a person or a body of persons that has ultimate responsibility for the administration of the plan and, except as otherwise permitted in writing by the Minister, the person or a majority of the persons who constitute the body shall be a person or persons resident in Canada.

(6) Est désigné, pour chaque régime de pension agréé, un administrateur — personne résidant au Canada ou organisme dont la majorité des membres y résident, sauf permission contraire écrite du ministre — qui, en définitive, est chargé de la gestion du régime.

Obligations of administrator

Obligations de l'administrateur

(7) The administrator of a registered pension plan shall

(7) L'administrateur d'un régime de pension agréé :

(a) administer the plan in accordance with the terms of the plan as registered except that, where the plan fails to comply with the prescribed conditions for registration or any other requirement of this Act or the regulations, the administrator may administer the plan as if it were amended to so comply;

a) gère le régime tel qu'il est agréé; toutefois, si le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires ou aux autres exigences de la présente loi ou de ses règlements d'application, il peut le gérer comme si le régime avait été modifié de façon à y être conforme;

(b) before July 1990, in the case of a person or body that is the administrator on January 1, 1989 or becomes the administrator before June 1990, and, in any other case, within 30 days after becoming the administrator, inform the Minister in writing

b) avant juillet 1990, si sa désignation est effective le 1^{er} janvier 1989 ou le devient antérieurement à juin 1990, ou dans les trente jours suivant sa désignation dans les autres cas, informe par écrit le ministre de ses nom et adresse ou, le cas échéant, de ceux de ses membres;

(i) of the name and address of the person who is the administrator, or
(ii) of the names and addresses of the persons who constitute the body that is the administrator; and

c) dans le cas où un changement intervient dans les renseignements visés à l'alinéa b) ou au présent alinéa, en 30 jours informe le ministre par écrit dans les soixante jours suivant le changement.

(c) where there is any change in the information provided to the Minister in accordance with paragraph (b) or this paragraph, inform the Minister in writing, within 60 days after the change, of the new information.

(c) où il y a tout changement de l'information fournie au ministre en vertu du paragraphe (b) ou de ce paragraphe, informer le ministre par écrit, dans les 60 jours suivant le changement, de l'information nouvelle.

Pension adjustment limits

Limites applicables au facteur d'équivalence

(8) Except as otherwise provided by regulation, a registered pension plan (other than a multi-employer plan) becomes, at the end of a calendar year after 1990, a revocable plan where

(8) Sauf disposition contraire du règlement, l'agrément d'un régime de pension agréé, à l'exception d'un régime interentreprises, peut être retiré à la fin d'une année civile postérieure à 1990 dans les cas suivants :

(a) the pension adjustment for the year of a member of the plan in respect of a participating employer exceeds the lesser of

a) le facteur d'équivalence d'un participant pour l'année quant à un employeur participant dépasse le moins élevé des montants suivants :

(i) the money purchase limit for the year, and

(i) la limite d'achat d'années de cotisation pour l'année, et

- (ii) 18% of the member's compensation from the employer for the year; or
- (b) the aggregate of
- (i) the pension adjustment for the year of a member of the plan in respect of a participating employer, and
- (ii) the aggregate of all amounts each of which is the member's pension adjustment for the year in respect of an employer who, at any time in the year, does not deal at arm's length with the employer referred to in subparagraph (i)
- exceeds the money purchase limit for the year.
- (9) Except as otherwise provided by regulation, a registered pension plan that is a multi-employer plan (other than a specified multi-employer plan) in a calendar year after 1990 becomes, at the end of the year, a revocable plan where
- (a) for a member and an employer, the aggregate of all amounts each of which is the member's pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of the employer under a defined benefit or money purchase provision of the plan exceeds the lesser of
- (i) the money purchase limit for the year, and
- (ii) 18% of the member's compensation from the employer for the year; or
- (b) for a member, the aggregate of all amounts each of which is the member's pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of an employer under a defined benefit or money purchase provision of the plan exceeds the money purchase limit for the year.
- (10) With respect to each past service event that is relevant to the determination of benefits in respect of a member under a defined benefit provision of a registered pension plan, such benefits as are in

Idem —
multi-employer
plans

Past service
benefits

- (i) le plafond des cotisations déterminées pour l'année,
- (ii) 18 % de la rétribution reçue de l'employeur par le participant pendant l'année;
- b) le total des montants suivants dépasse le plafond des cotisations déterminées pour l'année :
- (i) le facteur d'équivalence du participant pour l'année quant à un employeur participant,
- (ii) le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du participant pour l'année quant à un employeur qui, à un moment de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur visé au sous-alinéa (i).
- (9) Sauf disposition contraire du règlement, l'agrément d'un régime de pension agréé qui est un régime interentreprises, mais non un régime interentreprises déterminé, au cours d'une année civile postérieure à 1990 peut être retiré à la fin de l'année si :
- a) quant à un participant et un employeur, le total des montants dont chacun représente le crédit de pension réglementaire du participant pour l'année quant à l'employeur dans le cadre d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisations déterminées du régime dépasse le moins élevé :
- (i) du plafond des cotisations déterminées pour l'année,
- (ii) de 18 % de la rétribution reçue de l'employeur par le participant pendant l'année;
- b) quant à un participant, le total des montants dont chacun représente son crédit de pension réglementaire pour l'année quant à un employeur dans le cadre d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisations déterminées du régime dépasse le plafond des cotisations déterminées pour l'année.
- (10) Chaque fait lié aux services passés — utile au calcul des prestations prévues pour un participant par la disposition à prestations déterminées d'un régime de pension agréé, relativement à des périodes

Idem : régimes
interentreprises

Prestations
pour services
passés

respect of periods after 1989 and before the calendar year in which the event occurred shall be determined, for the purpose of a payment to be made from the plan or a contribution to be made to the plan at a particular time, with regard to the event only if

(a) where the member is alive at the particular time and except as otherwise provided by regulation, the Minister has certified in writing, before the particular time, that prescribed conditions are satisfied,

(b) where the member died before the particular time and the event occurred before the death of the member,

(i) this subsection did not require that the event be disregarded in determining benefits that were payable to the member immediately before the member's death (or that would have been so payable had the member been entitled to receive benefits under the provision immediately before the member's death), or

(ii) the event, as it affects the benefits provided to each individual who is entitled to benefits as a consequence of the death of the member, is acceptable to the Minister,

(c) where the member died before the particular time and the event occurred after the death of the member, the event, as it affects the benefits provided to each individual who is entitled to benefits as a consequence of the death of the member, is acceptable to the Minister, and

(d) no past service event that occurred before the event is required by reason of the application of this subsection to be disregarded at the particular time in determining benefits in respect of the member,

and, for the purposes of this subsection as it applies with respect to contributions that may be made to a registered pension plan, where application has been made for a certification referred to in paragraph (a) and the Minister has not refused to issue

postérieures à 1989 et antérieures à l'année civile où le fait se réalise — n'est pris en compte dans ce calcul, en vue d'un paiement à faire sur le régime ou d'une cotisation à y verser à un moment donné, que si les conditions suivantes sont réunies :

a) dans le cas où le participant est vivant à ce moment et sauf disposition contraire du règlement, le ministre atteste au préalable par écrit que les conditions réglementaires sont remplies;

b) dans le cas où le participant est décédé avant ce moment et où le fait s'est réalisé avant son décès :

(i) le présent paragraphe n'interdit pas la prise en compte du fait dans le calcul des prestations qui étaient payables au participant immédiatement avant son décès (ou qui auraient été ainsi payables si le participant avait eu le droit de recevoir des prestations dans le cadre de la disposition immédiatement avant son décès), ou

(ii) le ministre juge le fait acceptable dans la mesure où il influe sur les prestations prévues pour chaque particulier qui y a droit par suite du décès du participant;

c) dans le cas où le participant est décédé avant le moment donné et où le fait s'est réalisé après son décès, le ministre juge le fait acceptable dans la mesure où il influe sur les prestations prévues pour chaque particulier qui y a droit par suite du décès du participant;

d) l'application du présent paragraphe n'a pas pour effet d'interdire la prise en compte, à ce moment, d'un fait lié aux services passés antérieur au fait en question dans le calcul des prestations du participant.

Pour l'application du présent paragraphe aux cotisations qui peuvent être versées à un régime de pension agréé, le fait par le ministre de ne pas avoir refusé de délivrer l'attestation demandée vaut délivrance.

Revocation of registration — notice of intention

the certification, the Minister shall be deemed to have issued the certification.

(11) Where, at any time after a pension plan has been registered by the Minister,

(a) the plan does not comply with the prescribed conditions for registration, 5

(b) the plan is not administered in accordance with the terms of the plan as registered,

(c) the plan becomes a revocable plan, 10

(d) a condition imposed by the Minister in writing and applicable with respect to the plan (including a condition applicable generally to registered pension plans or a class of such plans and a condition first imposed before 1989) is not complied with, 15

(e) a requirement under subsection (6) or (7) is not complied with,

(f) a benefit is paid by the plan, or a contribution is made to the plan, contrary to subsection (10), 20

(g) the administrator of the plan fails to file an information return or actuarial report relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation, 25

(h) a participating employer fails to file an information return relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation, or 30

(i) registration of the plan under the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province is refused or revoked, 35

the Minister may give notice (in this subsection and subsection (12) referred to as a "notice of intent") by registered mail to the plan administrator that the Minister proposes to revoke the registration of the plan as of a date specified in the notice of intent, which date shall not be earlier than the date as of which, 40

(j) where paragraph (a) applies, the plan failed to so comply, 45

(k) where paragraph (b) applies, the plan was not administered in accordance with its terms as registered,

(11) Lorsque l'une des situations suivantes se produit après que le ministre a agréé un régime de pension :

a) le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires, 5

b) le régime n'est pas géré tel qu'il est agréé,

c) l'agrément du régime peut être retiré,

d) une condition (y compris une condition applicable de façon générale aux régimes de pension agréés en général ou à une catégorie de régimes et une condition imposée pour la première fois avant 1989) que le ministre a imposée au régime par écrit n'est pas respectée, 10 15

e) une des exigences énoncées aux paragraphes (6) ou (7) n'est pas respectée,

f) des prestations sont payées par le régime ou des cotisations y sont versées contrairement au paragraphe (10), 20

g) l'administrateur ne produit pas de déclaration de renseignements ou de rapport actuariel concernant le régime ou un participant à celui-ci selon les modalités réglementaires de temps ou autres, 25

h) un employeur participant ne produit pas de déclaration de renseignements concernant le régime ou un participant à celui-ci selon les modalités réglementaires de temps ou autres, 30

i) l'agrément du régime aux termes de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable est refusé ou retiré, 35

le ministre peut informer l'administrateur du régime par avis — appelé «avis d'intention» au présent paragraphe et au paragraphe (12) —, envoyé en recommandé, qu'il entend retirer l'agrément du régime à la date précisée dans l'avis d'intention, qui ne peut être antérieure aux dates suivantes : 40

j) si l'alinéa a) s'applique, la date où le régime cesse d'être conforme; 45

Avis d'intention de retirer l'agrément

(1) si l'annexe (c) s'applique, la plan prévue a revocable plan.
 (2) si l'annexe (a) ou (b) s'applique, the condition or requirement was not complied with.
 (3) si l'annexe (v) s'applique, the benefit was paid or the contribution was made.
 (4) si l'annexe (g) ou (h) s'applique, the information return or actuarial report was required to be filed, and
 (5) si l'annexe (i) s'applique, the registration referred to in that paragraph was refused or revoked.

(1) where paragraph (c) applies, the plan became a revocable plan.
 (2) where paragraph (a) or (b) applies, the condition or requirement was not complied with.
 (3) where paragraph (v) applies, the benefit was paid or the contribution was made.
 (4) where paragraph (g) or (h) applies, the information return or actuarial report was required to be filed, and
 (5) where paragraph (i) applies, the registration referred to in that paragraph was refused or revoked.

(15) Le ministre peut, s'il envoie un avis d'intention à l'administrateur d'un régime de pension agréé ou si celui-ci lui demande par écrit de retirer l'agrément, informer l'administrateur par avis — après avoir du retirer au premier paragraphe et au paragraphe (13) — envoyé au requérant, le traitement de l'agrément du régime à compter de la date précisée dans l'avis de retrait, qui ne peut être antérieure à celle précisée dans l'avis d'intention ou dans la demande de l'administrateur. L'avis de retrait est envoyé aux dates suivantes :

(a) si l'administrateur demande au ministre par écrit de retirer l'agrément du régime, une date donnée postérieurement à la réception de la demande de l'administrateur,
 (b) dans les autres cas, 30 jours après la mise à la poste de l'avis d'intention.

(15) Where the Minister gives a notice of intent to the administrator of a registered pension plan, or the plan administrator applies to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, the Minister may, after the Minister may, (13) — send the person administering the plan a notice of intent to the administrator of the plan's registration, the date specified in the notice of intent or the administrator's application, as the case may be.

(13) L'agrément d'un régime de pension agréé est retiré à la date de l'avis de retrait, sauf ordonnance contraire du Cour d'appel fédérale ou de la Cour de juges ou demande formée après qu'il ne soit statué sur tout appel interjeté selon le paragraphe (23.3).

(13) Where the Minister gives a notice of revocation to the administrator of a registered pension plan, the registration of the plan is revoked as of the date specified in the notice of revocation, unless the Federal Court of Appeal or a judge thereof, on application made at any time before the determination of an appeal pursuant to subsection (23.3), orders otherwise.

(14) Dans le cas où le ministre agit par écrit, les administrateurs de plusieurs

(14) Where at any time the Minister gives written notice to the administrator

12

35

147

12

35

147

(l) where paragraph (c) applies, the plan became a revocable plan,

(m) where paragraph (d) or (e) applies, the condition or requirement was not complied with,

(n) where paragraph (f) applies, the benefit was paid or the contribution was made,

(o) where paragraph (g) or (h) applies, the information return or actuarial report was required to be filed, and

(p) where paragraph (i) applies, the registration referred to in that paragraph was refused or revoked.

Notice of revocation

(12) Where the Minister gives a notice of intent to the administrator of a registered pension plan, or the plan administrator applies to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, the Minister may,

(a) where the plan administrator has applied to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, at any time after receiving the administrator's application, and

(b) in any other case, after 30 days after the day of mailing of the notice of intent,

give notice (in this subsection and in subsection (13) referred to as a "notice of revocation") by registered mail to the plan administrator that the registration of the plan is revoked as of the date specified in the notice of revocation, which date may not be earlier than the date specified in the notice of intent or the administrator's application, as the case may be.

Revocation of registration

(13) Where the Minister gives a notice of revocation to the administrator of a registered pension plan, the registration of the plan is revoked as of the date specified in the notice of revocation, unless the Federal Court of Appeal or a judge thereof, on application made at any time before the determination of an appeal pursuant to subsection 172(3), orders otherwise.

Anti-avoidance — multi-employer plans

(14) Where at any time the Minister gives written notice to the administrators

k) si l'alinéa b) s'applique, la date où le régime n'est plus géré tel qu'il est agréé;

l) si l'alinéa c) s'applique, la date où l'agrément du régime peut être retiré;

m) si l'alinéa d) ou e) s'applique, la date où la condition ou l'exigence n'est plus respectée;

n) si l'alinéa f) s'applique, la date où les paiements ou versements ont été effectués;

o) si l'alinéa g) ou h) s'applique, la date fixée pour la production;

p) si l'alinéa i) s'applique, la date du refus ou du retrait.

(12) Le ministre peut, s'il envoie un avis d'intention à l'administrateur d'un régime de pension agréé ou si celui-ci lui demande par écrit de retirer l'agrément, informer l'administrateur par avis — appelé «avis de retrait» au présent paragraphe et au para-

graphe (13) —, envoyé en recommandé, du retrait de l'agrément du régime à compter de la date précisée dans l'avis de retrait, qui ne peut être antérieure à celle précisée dans l'avis d'intention ou dans la demande de l'administrateur. L'avis de retrait est envoyé aux dates suivantes :

a) si l'administrateur demande au ministre par écrit de retirer l'agrément du régime, une date donnée postérieure à la réception de la demande de l'administrateur;

b) dans les autres cas, 30 jours après la mise à la poste de l'avis d'intention.

(13) L'agrément d'un régime de pension agréé est retiré à la date de l'avis de retrait, sauf ordonnance contraire de la Cour d'appel fédérale ou de l'un de ses juges sur demande formulée avant qu'il ne soit statué sur tout appel interjeté selon le paragraphe 172(3).

(14) Dans le cas où le ministre avise, par écrit, les administrateurs de plusieurs

Anti-évitement : régimes interentreprises

of two or more registered pension plans, each of which is a multi-employer plan, that this subsection is applicable in relation to those plans with respect to a calendar year,

5

(a) each of those plans that is a specified multi-employer plan in the year shall, for the purposes of subsection (9) (other than for the purpose of determining the pension credits referred to in paragraphs (a) and (b) thereof), be deemed to be a multi-employer plan that is not a specified multi-employer plan; and

10

(b) the aggregates determined for the year under paragraphs (9)(a) and (b) shall be the amounts that would be determined if all the plans were a single plan.

15

Plan as registered

(15) Any reference in this Act and the regulations to a pension plan as registered means the terms of the plan on the basis of which the Minister has registered the plan for the purposes of this Act and as amended by

20

(a) each amendment that has been accepted by the Minister, and

(b) each amendment that has been submitted to the Minister for acceptance and which the Minister has neither accepted nor refused to accept, if it is reasonable to expect the Minister to accept the amendment,

25

and includes all terms that are not contained in the documents constituting the plan but that are terms of the plan by reason of the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province.

30

Separate liability for obligations

(16) Every person who is a member of a body that is the administrator of a registered pension plan is subject to all obligations imposed on administrators by this Act or a regulation as if the person were the administrator of the plan.

35

Superintendent of Financial Institutions

(17) The Minister may, for the purposes of this Act, obtain the advice of the Superintendent of Financial Institutions with

40

régimes de pension agréés qui sont des régimes interentreprises que le présent paragraphe s'applique à ces régimes pour une année civile, les règles suivantes sont à suivre :

5

a) chaque régime qui est un régime interentreprises déterminé au cours de l'année est réputé, pour l'application du paragraphe (9) — sauf aux fins du calcul du crédit de pension visé à ses alinéas a) et b) —, être un régime interentreprises mais non un régime interentreprises déterminé;

10

b) les totaux déterminés pour l'année selon les alinéas (9)a) et b) sont calculés comme s'il s'agissait d'un régime unique.

15

Régime tel qu'il est agréé

(15) Dans la présente loi et dans ses règlements d'application, toute mention d'un régime de pension tel qu'il est agréé vaut mention des modalités du régime sur lesquelles le ministre s'est fondé afin d'agréer le régime pour l'application de la présente loi, ainsi que des modifications suivantes apportées à ces modalités :

20

a) celles qu'il accepte par la suite;

b) celles sur lesquelles il ne s'est pas prononcé mais qu'il aurait pu valablement accepter.

25

Sont comprises parmi ces modalités celles qui ne sont pas énoncées dans les documents instituant le régime, mais qui constituent des modalités de celui-ci par l'effet de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable.

30

Responsabilité distincte

(16) Toute personne membre de l'organisme administrateur d'un régime de pension agréé est assujettie aux obligations imposées aux administrateurs par la présente loi ou par ses règlements d'application au même titre que si elle était l'administrateur du régime.

35

Surintendant des institutions financières

(17) Le ministre peut, pour l'application de la présente loi, demander l'avis du surintendant des institutions financières

40

Regulations

respect to any matter relating to pension plans.

- (18) The Governor in Council may make regulations
- (a) prescribing conditions for the registration of pension plans and enabling the Minister to impose additional conditions or waive any conditions that are prescribed; 5
 - (b) prescribing circumstances under which a registered pension plan becomes a revocable plan; 10
 - (c) specifying the manner of determining, or enabling the Minister to determine, the portion of a member's benefits under a registered pension plan that is in respect of any period; 15
 - (d) requiring administrators of registered pension plans to make determinations in connection with the computation of pension adjustments, past service pension adjustments, total pension adjustment reversals or any other related amounts (all such amounts referred to in this subsection as "specified amounts"); 20 25
 - (e) requiring that the method used to determine a specified amount be acceptable to the Minister, where more than one method would otherwise comply with the regulations; 30
 - (f) enabling the Minister to permit or require a specified amount to be determined in a manner different from that set out in the regulations; 35
 - (g) requiring that any person who has information required by another person in order to determine a specified amount provide the other person with that information; 40
 - (h) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relating to the method used to determine a specified amount;
 - (i) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relevant to a claim that paragraph (10)(a) is not applicable by 45

sur toute question relative aux régimes de pension.

(18) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prévoir les conditions d'agrément des régimes de pension et autoriser le ministre à imposer des conditions supplémentaires ou à renoncer à appliquer une condition réglementaire; 5
- b) prévoir dans quelles circonstances l'agrément d'un régime de pension agréé peut être retiré; 10
- c) indiquer la façon de déterminer, ou autoriser le ministre à déterminer, la fraction des prestations du participant à un régime de pension agréé qui se rapporte à une période donnée; 15
- d) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés déterminent les montants qui entrent dans le calcul des facteur d'équivalence, facteur d'équivalence pour services passés, facteur global de rectification ou autres montants liés — appelés «montants indiqués» au présent paragraphe —; 20 25
- e) exiger que la méthode de calcul des montants indiqués soit jugée acceptable par le ministre, dans le cas où plus d'une méthode est conforme au règlement;
- f) autoriser le ministre à accepter ou exiger que les montants indiqués soient calculés d'une manière différente de celle prévue au règlement; 30
- g) exiger que la personne qui dispose de renseignements dont une autre personne a besoin pour calculer les montants indiqués les lui fournisse; 35
- h) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements concernant la méthode de calcul des montants indiqués; 40
- i) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements servant à établir si l'alinéa (10)a) est inapplicable en raison d'une disposition réglementaire; 45
- j) régir les demandes d'attestation visées au paragraphe (10);

Règlements

reason of an exemption provided by regulation;

(j) respecting applications for certifications for the purposes of subsection (10);

(k) enabling the Minister to waive the requirement for a certification for the purposes of subsection (10);

(l) prescribing rules for the purposes of subsection (10), so that subsection (10) applies or does not apply with respect to benefits provided as a consequence of particular transactions, events or circumstances;

(m) requiring any person to provide the Minister or the administrator of a registered pension plan with information in connection with an application for certification for the purposes of subsection (10);

(n) requiring any person who obtains a certification for the purposes of subsection (10) to provide the individual in respect of whom the certification was obtained with an information return;

(o) requiring administrators of registered pension plans to file information with respect to amendments to such plans and to the arrangements for funding benefits thereunder;

(p) requiring administrators of registered pension plans to file information returns respecting such plans;

(q) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information for the purpose of determining whether the registration of a pension plan may be revoked;

(r) requiring administrators of registered pension plans to submit reports to the Minister, prescribing the class of persons by whom the reports shall be prepared and prescribing information to be contained in those reports;

(s) enabling the Minister to impose any requirement that may be imposed by regulation made under paragraph (r);

(t) defining the expressions "multi-employer plan", "past service event",

k) autoriser le ministre à lever l'obligation d'attestation visée au paragraphe (10);

l) établir des règles pour que le paragraphe (10) puisse s'appliquer ou ne pas s'appliquer aux prestations découlant d'opérations, d'événements ou de circonstances donnés;

m) exiger de quiconque qu'il fournisse au ministre ou à l'administrateur d'un régime de pension agréé des renseignements relatifs à la demande d'attestation visée au paragraphe (10);

n) exiger que toute personne qui obtient l'attestation visée au paragraphe (10) fournisse une déclaration de renseignements au particulier concerné par l'attestation;

o) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des renseignements concernant les modifications apportées à ces régimes et les mécanismes de financement des prestations qu'ils prévoient;

p) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des déclarations de renseignements concernant les régimes;

q) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements en vue du retrait éventuel de l'agrément d'un régime de pension;

r) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés déposent des rapports auprès du ministre, déterminer la catégorie de personnes chargées d'établir ces rapports et prévoir les renseignements à y porter;

s) permettre au ministre d'imposer toute exigence pouvant être imposée par règlement pris en application de l'alinéa r);

t) définir les expressions «facteur d'équivalence», «facteur d'équivalence pour services passés», «facteur global de rectification», «fait lié aux services passés», «régime interentreprises» et «régime interentreprises déterminé»;

de prendre tout autre moyen d'épurer
celui de la période les concernant en
régime de pension agréé, ainsi que la
monte et le déduction des montants

147.2 (1) Le contribuable qui est un

employeur peut, pour une année d'imposi-
tion se terminant après 1980, déduire dans
le calcul de son revenu les cotisations qu'il
verse à un régime de pension agréé après 1980, au cours de l'année ou dans les 120
jours suivants la fin de celle-ci, pour ses
employés actuels ou anciens, dans la
monte de

(a) les cotisations versées aux termes de 12
la disposition à cotisations déduites
du régime tel qu'il est agréé et pour des
périodes antérieures à la fin de l'année;

(b) les cotisations versées aux termes des 20
dispositions à prestations déterminées du
régime (à l'exception d'un régime inté-
rieur déterminé), à la fin

(c) sont des cotisations admissibles
(ii) servant à financer les prestations 22
à verser aux employés actuels ou
anciens de l'employeur pour des pério-
des antérieures à la fin de l'année;

(iii) sont conformes au paragraphe
147.1(10);

(d) les cotisations versées aux termes
d'un régime interprofessionnel déterminé
le sont conformément au régime tel qu'il
est agréé et pour des périodes anté-
rieures à la fin de l'année;

(e) les cotisations à cet égard déduites
dans le calcul du revenu de l'employeur
pour une année d'imposition antérieure.

(3) Pour l'application du paragraphe
(1), la cotisation de l'employeur versée à 40

"post service pension adjustment",
"pension adjustment", "qualified mul-
ti-employer plan" and "total pension
adjustment contract"; and

(a) generally to carry out the purpose
and provisions of this Act relating to
registered pension plans and the deter-
mination and reporting of specified
amounts.

147.2 (1) For a taxation year ending 10
after 1980, there may be deducted in com-
puting the income of a taxpayer who is an
employer the aggregate of all amounts
each of which is a contribution made by
the taxpayer after 1980 and either in the 12
taxation year or within 120 days after the
end of the taxation year to a registered
pension plan in respect of the employer's
employees or former employees, to the
extent that

(a) in the case of a contribution in
respect of a pension purchase provision of
a plan, the contribution was made in
accordance with the plan as registered
and in respect of periods before the end 22
of the taxation year;

(b) in the case of a contribution in
respect of the defined benefit provisions
of a plan (other than a specified multi-
employer plan), the contribution 30
is an eligible contribution;

(c) was made to fund benefits pro-
vided to employees and former
employees of the employer in respect
of periods before the end of the taxa-
tion year; and
(d) complies with subsection
147.1(10);

(e) in the case of a contribution made to
a plan that is a specified multi-employer 40
plan, the contribution was made in
accordance with the plan as registered
and in respect of periods before the end
of the taxation year; and

(f) the contribution was not deducted 42
in computing the income of the employ-
er for a preceding taxation year.

(3) For the purpose of subsection (1), a
contribution made by an employer to a

Contribution
de l'employeur
à une pension
dépensée

Employer
contribution
to a pension
expense

Contribution
de l'employeur
à une pension
dépensée

Employer
contribution
to a pension
expense

“past service pension adjustment”, “pension adjustment”, “specified multi-employer plan” and “total pension adjustment reversal”; and

(u) generally to carry out the purposes and provisions of this Act relating to registered pension plans and the determination and reporting of specified amounts.

Pension contributions deductible — employer contributions

147.2 (1) For a taxation year ending 10 after 1990, there may be deducted in computing the income of a taxpayer who is an employer the aggregate of all amounts each of which is a contribution made by the employer after 1990 and either in the 15 taxation year or within 120 days after the end of the taxation year to a registered pension plan in respect of the employer’s employees or former employees, to the extent that 20

(a) in the case of a contribution in respect of a money purchase provision of a plan, the contribution was made in accordance with the plan as registered and in respect of periods before the end 25 of the taxation year;

(b) in the case of a contribution in respect of the defined benefit provisions of a plan (other than a specified multi-employer plan), the contribution 30

- (i) is an eligible contribution,
- (ii) was made to fund benefits provided to employees and former employees of the employer in respect of periods before the end of the tax- 35 tion year, and
- (iii) complies with subsection 147.1(10);

(c) in the case of a contribution made to a plan that is a specified multi-employer 40 plan, the contribution was made in accordance with the plan as registered and in respect of periods before the end of the taxation year; and

(d) the contribution was not deducted 45 in computing the income of the employer for a preceding taxation year.

Employer contributions — defined benefit provisions

(2) For the purposes of subsection (1), a contribution made by an employer to a

u) prendre toute autre mesure d’application de la présente loi concernant les régimes de pension agréés, ainsi que le calcul et la déclaration des montants indiqués. 5

147.2 (1) Le contribuable qui est un employeur peut, pour une année d’imposition se terminant après 1990, déduire dans le calcul de son revenu les cotisations qu’il verse à un régime de pension agréé après 10 1990, au cours de l’année ou dans les 120 jours suivant la fin de celle-ci, pour ses employés actuels ou anciens, dans la mesure où :

Cotisations patronales déductibles

a) les cotisations versées aux termes de 15 la disposition à cotisations déterminées du régime le sont conformément au régime tel qu’il est agréé et pour des périodes antérieures à la fin de l’année;

b) les cotisations versées aux termes des 20 dispositions à prestations déterminées du régime (à l’exception d’un régime interentreprises déterminé), à la fois :

- (i) sont des cotisations admissibles,
- (ii) servent à financer les prestations 25 à assurer aux employés actuels ou anciens de l’employeur pour des périodes antérieures à la fin de l’année,
- (iii) sont conformes au paragraphe 147.1(10); 30

c) les cotisations versées aux termes d’un régime interentreprises déterminé le sont conformément au régime tel qu’il est agréé et pour des périodes antérieures à la fin de l’année; 35

d) les cotisations n’ont pas été déduites dans le calcul du revenu de l’employeur pour une année d’imposition antérieure.

(2) Pour l’application du paragraphe (1), la cotisation qu’un employeur verse à 40

Cotisations patronales : dispositions à prestations déterminées

en régime de pension agréé, les dispositions de l'article 46 de la Loi sur le régime de pension agréé, qui sont visés par le règlement, sont respectés. Le cas échéant, un régime de pension agréé doit être institué par le régime avant le début de la période de paiement des prestations prévues par le règlement. Les dispositions de l'article 46 de la Loi sur le régime de pension agréé s'appliquent aux conditions suivantes :

(a) si les fonds sur une déduction agréée n'ont pas été versés au régime au moment de la mise en œuvre de la Loi, l'évaluation est établie en tenant compte de la date de la contribution ;

(b) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(c) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(d) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(e) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(f) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(g) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(h) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(i) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(j) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(k) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(l) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(m) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(n) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(o) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(p) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(q) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(r) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(s) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(t) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(u) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(v) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(w) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(x) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(y) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

(z) la date de la mise en œuvre de la Loi est la date de la contribution ;

registered pension plan in respect of the 5 least benefit provisions of the plan is an eligible contribution. It is a prescribed contribution if it is a prescribed contribution for an activity in which the employer is engaged. It is required to be made to that plan will have sufficient assets to pay benefits under the defined benefit provisions of the plan as required in respect of the employee and former employees of the employer, where :

(a) the recommendation is based on an actuarial valuation that complies with the following conditions, except the conditions in subparagraphs (ii) and (iv) to the extent that they are inconsistent with the conditions applicable by reason of subparagraph (v) :

(i) the effective date of the valuation is not more than 4 years before the day on which the contribution is made ;

(ii) actuarial liabilities and current assets are determined in accordance with an actuarial funding method that produces a reasonable matching of contributions with accrued benefits ;

(iii) all anticipated needs for the purposes of the valuation are taken into account at the time the contribution is made ;

(iv) the valuation is prepared in accordance with generally accepted actuarial practices ;

(v) the valuation complies with prescribed conditions which conditions may include conditions relating to the benefits that may be taken into account for the purpose of the valuation and :

(vi) where more than one eligible participant in the plan, assets and actuarial liabilities are apportioned in a reasonable manner among the participating employees in respect of their employees and former employees ; and

(7) the recommendation is approved in writing by the Minister on the advice of

registered pension plan in respect of the defined benefit provisions of the plan is an eligible contribution if it is a prescribed contribution or if it is made pursuant to a recommendation by an actuary in whose opinion the contribution is required to be made so that the plan will have sufficient assets to pay benefits under the defined benefit provisions of the plan, as registered, in respect of the employees and former employees of the employer, where

(a) the recommendation is based on an actuarial valuation that complies with the following conditions, except the conditions in subparagraphs (iii) and (iv) to the extent that they are inconsistent with the conditions applicable by reason of subparagraph (v):

(i) the effective date of the valuation is not more than 4 years before the day on which the contribution is made,

(ii) actuarial liabilities and current service costs are determined in accordance with an actuarial funding method that produces a reasonable matching of contributions with accruing benefits,

(iii) all assumptions made for the purposes of the valuation are reasonable at the time the valuation is prepared and at the time the contribution is made,

(iv) the valuation is prepared in accordance with generally accepted actuarial principles,

(v) the valuation complies with prescribed conditions, which conditions may include conditions regarding the benefits that may be taken into account for the purposes of the valuation, and

(vi) where more than one employer participates in the plan, assets and actuarial liabilities are apportioned in a reasonable manner among participating employers in respect of their employees and former employees, and

(b) the recommendation is approved in writing by the Minister on the advice of

un régime de pension agréé aux termes des dispositions à prestations déterminées du régime est une cotisation admissible si elle est soit visée par règlement, soit versée sur le conseil d'un actuaire qui estime le versement nécessaire pour que l'actif du régime suffise à assurer le paiement des prestations prévues pour les employés actuels et anciens de l'employeur par ces dispositions du régime, tel qu'il est agréé, à la condition que le conseil remplisse les conditions suivantes :

a) il est fondé sur une évaluation actuarielle qui remplit les conditions suivantes, exception faite de celles énoncées aux sous-alinéas (iii) et (iv) dans la mesure où elles sont incompatibles avec les conditions applicables par l'effet du sous-alinéa (v) :

(i) la date de la prise d'effet de l'évaluation tombe dans les quatre ans précédant le jour du versement de la cotisation,

(ii) la dette actuarielle et le coût des services courants sont déterminés conformément à une méthode actuarielle de financement qui établit un juste rapport entre les cotisations et les prestations acquises,

(iii) toutes les hypothèses formulées en vue de l'évaluation sont raisonnables au moment où celle-ci est établie ainsi qu'au moment où la cotisation est versée,

(iv) l'évaluation est établie en conformité avec les principes actuariels généralement reconnus,

(v) l'évaluation est conforme aux conditions réglementaires, lesquelles peuvent porter sur les prestations pouvant être prises en compte en vue de l'évaluation,

(vi) dans le cas où plus d'un employeur participe au régime, l'actif et la dette actuarielle de celui-ci sont répartis de façon raisonnable entre les employeurs participants, pour leurs employés actuels et anciens;

b) le ministre l'approuve par écrit sur avis du surintendant des institutions financières.

Pour l'application du présent paragraphe et sans disposition législative contraire

2 (c) les prestations prises en compte au vue du conseil pendant le titre précédent ont fait l'objet de traitements de coté de vie et d'autres traitements sociaux liés, lorsque les modalités d'un régime de pension n'ont pas été modifiées par un tel conseil

10 (d) un conseil pourra sur les conditions de son application, en tout de sorte que toutes les dispositions à prestations déterminées d'un régime de pension pour être établis sans qu'il soit tenu compte de la fonction de l'actif du régime au moment où le conseil a été établi à l'initiative de l'employeur et de l'ancien employé

15 (i) le surplus actuariel d'un employé (ii) le montant correspondant à 20% de la dette actuarielle attribuée à l'employeur pour ses employés actuels et anciens (iii) le plus élevé des montants sus-

20 (A) le double du montant minimum de cotisation pour services complémentaires de l'employeur et les employés désignent verser, s'il n'y avait pas de surplus actuariel pour les 12 mois suivant la date de la prise d'effet de l'évaluation actuarielle sur laquelle le conseil est fondé

30 (B) le montant qui serait obtenu selon le sous-élément (i) si le pourcentage de 20% était remplacé par un pourcentage de 10%

40 La personne qui pour l'application de la présente loi, s'adresse au ministre de l'Emploi et du Développement économique ou à son représentant autorisé par le ministre de l'Emploi et du Développement économique en vertu de la présente loi, est réputée avoir agi de bonne foi et en toute bonne foi

the recommendation is provided for the purpose of the subsection and shall apply as otherwise provided by regulation

2 (c) the benefits taken into account for the purpose of a recommendation may include unstructured cost-of-living and similar adjustments where the terms of a pension plan do not require that those adjustments be made but it is reasonable to expect that they will be made, and

10 (d) a recommendation with respect to the conditions referred to be made by an employer in respect of the defined benefit provisions of a pension plan may be prepared without regard to such portion of the assets of the plan apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees as does not exceed the level

15 (i) the amount of actuarial surplus in respect of the employer (ii) 20% of the amount of actuarial liabilities apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees, and (iii) the greater of

20 (A) 2 times the estimated amount of current service contributions that would, if there were no actuarial surplus, be required to be made by the employer and the employer's employees for the 12 months following the effective date of the actuarial valuation on which the recommendation is based and

30 (B) the amount that would be determined under subparagraph (i) if the reference therein to "20%" were read as a reference to "10%"

40 (1) Where for the purpose of subsection (2), a person seeks the Minister's approval of a recommendation made by an employer in connection with the restructuring of a pension plan in respect of the defined benefit provisions of the plan, the

the Superintendent of Financial Institutions,

and, for the purposes of this subsection and except as otherwise provided by regulation,

(c) the benefits taken into account for the purposes of a recommendation may include anticipated cost-of-living and similar adjustments where the terms of a pension plan do not require that those adjustments be made but it is reasonable to expect that they will be made, and

(d) a recommendation with respect to the contributions required to be made by an employer in respect of the defined benefit provisions of a pension plan may be prepared without regard to such portion of the assets of the plan apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees as does not exceed the least of

- (i) the amount of actuarial surplus in respect of the employer,
- (ii) 20% of the amount of actuarial liabilities apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees, and
- (iii) the greater of

(A) 2 times the estimated amount of current service contributions that would, if there were no actuarial surplus, be required to be made by the employer and the employer's employees for the 12 months immediately following the effective date of the actuarial valuation on which the recommendation is based, and

(B) the amount that would be determined under subparagraph (ii) if the reference therein to "20%" were read as a reference to "10%".

(3) Where, for the purposes of subsection (2), a person seeks the Minister's approval of a recommendation made by an actuary in connection with the contributions to be made by an employer to a registered pension plan in respect of the defined benefit provisions of the plan, the

Pour l'application du présent paragraphe et sauf disposition réglementaire contraire :

c) les prestations prises en compte en vue du conseil peuvent, à titre prévisionnel, faire l'objet de rajustements de coût de vie et d'autres rajustements semblables, lorsque les modalités d'un régime de pension n'en prévoient pas mais qu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils soient apportés,

d) un conseil portant sur les cotisations qu'un employeur est tenu de verser aux termes des dispositions à prestations déterminées d'un régime de pension peut être établi sans qu'il soit tenu compte de la fraction de l'actif du régime, ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants, qui est attribuée à l'employeur pour ses employés actuels et anciens :

- (i) le surplus actuariel quant à l'employeur,
- (ii) le montant correspondant à 20 % de la dette actuarielle attribuée à l'employeur pour ses employés actuels et anciens,
- (iii) le plus élevé des montants suivants :

(A) le double du montant estimatif de cotisations pour services courants que l'employeur et ses employés devraient verser, s'il n'y avait pas de surplus actuariel, pour les 12 mois suivant la date de la prise d'effet de l'évaluation actuarielle sur laquelle le conseil est fondé,

(B) le montant qui serait calculé selon le sous-alinéa (ii) si le pourcentage de 20 % était remplacé par un pourcentage de 10 %.

(3) La personne qui, pour l'application du paragraphe (2), demande au ministre d'approuver le conseil d'un actuaire concernant les cotisations qu'un employeur doit verser à un régime de pension agréé aux termes des dispositions à prestations déterminées du régime doit remettre au

ministère de l'économie. Ce fait par l'actuelle...
du fait qu'il a été tenu compte de ces autres renseignements...
fournis par le ministre.

person, and the wife or eligible dependant...
of the person, the spouse, the dependent...
and any other person...
included in the aggregate.

2

(4) Un particulier peut déduire dans le...
calcul de son revenu pour une année d'im-
position le montant de son revenu total...
des montants suivants:

2

(4) An individual for a tax...
year may deduct from the...
amount of his aggregate...
the following amounts:

10

et les cotisations (sans déduire dans le...
calcul) qu'il verse au cours de l'an-
née à un régime de pension agréé pour...
une période postérieure à 1987, dans le...
cas où il les verse conformément au...
régime tel qu'il est agréé.

10

(a) the aggregate of all amounts...
of which a contribution (other than a...
prescribed contribution) made by the...
individual in the year to a registered...
pension plan in respect of a period after...
1987, to the extent that the contribution...
was made in accordance with the plan...
as registered.

12

(1) L'excédent (éventuel) du montant...
visé à la division (A) sur le montant...
visé à la division (B):

12

(b) the least of...
(1) the amount, if any, by which...
(a) the aggregate of all amounts...
of which a contribution...
other than an additional voluntary...
contribution or a prescribed contri-
bution, made by the individual in...
the year or a preceding taxation...
year, to a registered...
pension plan in respect of a period...
after 1987, to a registered...
pension plan in respect of a period...
after 1987, if all or any...
part of the prescribed year is includ-
ed in the individual's eligible ser-
vice under the plan and if...
(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

20

(A) les cotisations, sans les coti-
sations facultatives ou les cotisations...
visées par règlement, qu'il a ver-
sées au cours de l'année ou d'une...
année d'imposition antérieure mais...
après 1945, à un régime de pension...
agréé pour une année donnée anté-
rieure à 1987, si l'année donnée est...
comprise en tout ou en partie dans...
les années admissibles que le parti-
culier a accomplies dans le cadre du...
régime et si:

20

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

22

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

22

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

30

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

30

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

32

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

32

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

40

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

40

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

42

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

42

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

44

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

44

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

46

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

46

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

48

(1) dans le cas de cotisations que...
le particulier a versées avant le...
28 mars 1988 ou au cours de...
l'année ou d'une année d'imposition...
antérieure mais après 1945, à un...
régime de pension agréé pour une...
année donnée antérieure à 1987, si...
l'année donnée est comprise en tout...
ou en partie dans les années admissi-
bles que le particulier a accomplies...
dans le cadre du régime et si:

48

(1) in the case of a contribution...
that the individual made before...
March 28, 1988, he was obliged...
to make under the terms of an...
agreement in writing entered into...
before March 28, 1988, the...
individual was not a contributor...
to the plan in the previous year...
or...
(1) in any other case, the...
individual was not a contributor...
to any registered pension plan in...
the previous year.

person shall file with the Minister a report prepared by the actuary that contains the recommendation and any other information required by the Minister.

ministre un rapport, établi par l'actuaire, qui contient le conseil et tous autres renseignements exigés par le ministre.

Amount of employee's pension contributions deductible

Service after 1989

Service before 1990 while not a contributor

(4) There may be deducted in computing the income of an individual for a taxation year ending after 1990 an amount equal to the aggregate of

(a) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than a prescribed contribution) made by the individual in the year to a registered pension plan in respect of a period after 1989, to the extent that the contribution was made in accordance with the plan as registered,

(b) the least of

(i) the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than an additional voluntary contribution or a prescribed contribution) made by the individual in the year or a preceding taxation year and after 1945 to a registered pension plan in respect of a particular year before 1990, if all or any part of the particular year is included in the individual's eligible service under the plan and if

(I) in the case of a contribution that the individual made before March 28, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 28, 1988, the individual was not a contributor to the plan in the particular year, or

(II) in any other case, the individual was not a contributor to any registered pension plan in the particular year

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted, in computing the individual's income for a preceding taxation year, in respect of contributions included in the aggregate deter-

(4) Un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1990 le total des montants suivants :

a) les cotisations (sauf celles visées par règlement) qu'il verse au cours de l'année à un régime de pension agréé pour une période postérieure à 1989, dans la mesure où il les verse conformément au régime tel qu'il est agréé;

b) le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) les cotisations, sauf les cotisations facultatives ou les cotisations visées par règlement, qu'il a versées, au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure mais après 1945, à un régime de pension agréé pour une année donnée antérieure à 1990, si l'année donnée est comprise, en tout ou en partie, dans les services admissibles que le particulier a accomplis dans le cadre du régime et si :

(I) dans le cas de cotisations que le particulier a versées avant le 28 mars 1988 ou est tenu de verser en conformité avec une convention écrite conclue avant cette date, il ne cotisait pas au régime au cours de l'année donnée,

(II) dans les autres cas, il ne cotisait à aucun régime de pension agréé au cours de l'année donnée,

(B) les montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition antérieure au titre des cotisations incluses dans le montant calculé à la division (A),

(ii) 3 500 \$,

Cotisations salariales déductibles

Services postérieurs à 1989

Services antérieurs à 1990 d'un non-cotisant

(10) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

(11) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

Y est le nombre de calendriers de retraite avant 1990 dans lesquels l'individu a fait une contribution de retraite avant 1990.

(A) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution that is included in the aggregate described in clause (1)(A) and in which the individual was not a contributor to any registered pension plan or

(B) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution

(C) that is included in the aggregate described under clause (1)(A) and

(D) that the individual made before January 31, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 31, 1988 and in which the individual was not a contributor to the plan and

X is the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted in computing the individual's income for a preceding taxation year.

(A) in respect of contributions included in the aggregate described in clause (1)(A) for the year under clause (1)(A) or

(B) under paragraph 204(1)(b) for the 1990 taxation year (in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that begins the year after the calendar year 1990)

(12) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

(13) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

Y est le nombre de calendriers de retraite avant 1990 dans lesquels l'individu a fait une contribution de retraite avant 1990.

(A) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution that is included in the aggregate described in clause (1)(A) and in which the individual was not a contributor to any registered pension plan or

(B) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution

(C) that is included in the aggregate described under clause (1)(A) and

(D) that the individual made before January 31, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 31, 1988 and in which the individual was not a contributor to the plan and

X is the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted in computing the individual's income for a preceding taxation year.

(A) in respect of contributions included in the aggregate described in clause (1)(A) for the year under clause (1)(A) or

(B) under paragraph 204(1)(b) for the 1990 taxation year (in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that begins the year after the calendar year 1990)

(10) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

(11) le montant de la contribution de l'individu pour l'année 1990 est de \$ 2000 et

Y est le nombre de calendriers de retraite avant 1990 dans lesquels l'individu a fait une contribution de retraite avant 1990.

(A) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution that is included in the aggregate described in clause (1)(A) and in which the individual was not a contributor to any registered pension plan or

(B) all or any part of which is included in the individual's eligible income under a registered pension plan in which the individual has made a contribution

(C) that is included in the aggregate described under clause (1)(A) and

(D) that the individual made before January 31, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 31, 1988 and in which the individual was not a contributor to the plan and

X is the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted in computing the individual's income for a preceding taxation year.

(A) in respect of contributions included in the aggregate described in clause (1)(A) for the year under clause (1)(A) or

(B) under paragraph 204(1)(b) for the 1990 taxation year (in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that begins the year after the calendar year 1990)

(c) the lesser of

204(1)(c) the lesser of

mined in respect of the individual for the year under clause (A),
 (ii) \$3,500, and
 (iii) the amount determined by the formula

$$(\$3,500 \times Y) - Z$$

where

Y is the number of calendar years before 1990 each of which is a year (A) all or any part of which is included in the individual's eligible service under a registered pension plan to which the individual has made a contribution that is included in the aggregate determined under clause (i)(A) and in which the individual was not a contributor to any registered pension plan, or (B) all or any part of which is included in the individual's eligible service under a registered pension plan to which the individual has made a contribution

(I) that is included in the aggregate determined under clause (i)(A), and

(II) that the individual made before March 28, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 28, 1988, and in which the individual was not a contributor to the plan, and

Z is the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted, in computing the individual's income for a preceding taxation year,

(A) in respect of contributions included in the aggregate determined in respect of the individual for the year under clause (i)(A), or (B) under subparagraph 8(1)(m)(ii) (as it read in its application to the 1990 taxation year) in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that satisfies the conditions in the description of Y, and

(c) the lesser of

(iii) le montant calculé selon la formule suivante :

$$(3\ 500 \$ \times Y) - Z$$

où :

Y représente le nombre d'années civiles antérieures à 1990 dont chacune correspond :

(A) soit à une année — au cours de laquelle le particulier ne cotisait à aucun régime de pension agréé — comprise, en tout ou en partie, dans les services admissibles qu'il a accomplis dans le cadre d'un régime de pension agréé auquel il a versé une cotisation incluse dans le montant calculé à la division (i)(A),

(B) soit à une année — au cours de laquelle il ne cotisait pas à un régime de pension agréé — comprise, en tout ou en partie, dans les services admissibles qu'il a accomplis dans le cadre du régime auquel il a versé avant le 28 mars 1988, ou est tenu de verser en conformité avec une convention écrite conclue avant cette date, une cotisation incluse dans le montant calculé à la division (i)(A),

Z les montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition antérieure :

(A) soit au titre des cotisations incluses dans le montant calculé à la division (i)(A),

(B) soit au titre des cotisations facultatives versées pour une année visée à l'élément Y, en application du sous-alinéa 8(1)m(ii) dans sa version applicable à l'année d'imposition 1990;

c) le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) les cotisations — sauf les cotisations facultatives, les cotisations visées par règlement ou les cotisations incluses dans le total calculé à la division b)(i)(A) — que le parti-

Services antérieurs à 1990 d'un cotisant

Service before 1990 while a contributor

(i) the amount, if any, by which
 (A) the aggregate of all amounts
 each of which is a contribution
 (other than an additional voluntary
 contribution, a prescribed contribu- 5
 tion or a contribution included in
 the aggregate determined in respect
 of the individual for the year under
 clause (b)(i)(A)) made by the
 individual in the year or a preced- 10
 ing taxation year and after 1962 to
 a registered pension plan in respect
 of a particular year before 1990
 that is included, in whole or in part,
 in the individual's eligible service 15
 under the plan

exceeds

(B) the aggregate of all amounts
 each of which is an amount deduct- 20
 ed, in computing the individual's
 income for a preceding taxation
 year, in respect of contributions
 included in the aggregate deter-
 mined in respect of the individual
 for the year under clause (A), and 25

(ii) the amount, if any, by which
 \$3,500 exceeds the aggregate of the
 amounts deducted by reason of para-
 graphs (a) and (b) in computing the
 individual's income for the year. 30

Teachers

(5) For the purpose of determining
 whether a teacher may deduct an amount
 contributed by the teacher to a registered
 pension plan in computing the teacher's
 income for a taxation year ending after 35
 1990 and before 1995 during which the
 teacher was employed by Her Majesty or a
 person exempt from tax for the year under
 section 149,

(a) clause (4)(b)(i)(A) shall be read 40
 without reference to subclauses (I) and
 (II) thereof; and

(b) the description of Y in subpara-
 graph (4)(b)(iii) shall be read as 45
 follows:

“is the number of calendar years
 before 1990 each of which is a year
 all or any part of which is included in
 the individual's eligible service under
 a registered pension plan to which the 50

culier a versées, au cours de l'année
 ou d'une année d'imposition anté-
 rieur mais après 1962, à un régime
 de pension agréé pour une année 5
 donnée antérieure à 1990 qui est
 comprise, en tout ou en partie, dans
 les services admissibles qu'il a
 accomplis dans le cadre du régime,
 (B) les montants déduits dans le
 calcul du revenu du particulier pour 10
 une année d'imposition antérieure
 au titre des cotisations incluses
 dans le montant calculé à la divi-
 sion (A),

(ii) l'excédent éventuel de 3 500 \$ sur 15
 le total des montants déduits en appli-
 cation des alinéas a) et b) dans le
 calcul du revenu du particulier pour
 l'année.

(5) Pour déterminer si les cotisations 20 Enseignants
 qu'un enseignant verse à un régime de
 pension agréé sont déductibles dans le
 calcul de son revenu pour une année d'im-
 position se terminant après 1990 et avant
 1995 et au cours de laquelle il était au 25
 service de Sa Majesté ou d'une personne
 exonérée d'impôt pour l'année en vertu de
 l'article 149 :

a) il n'est pas tenu compte des subdivi-
 sions (4)b)(i)(A)(I) et (II); 30

b) l'élément Y au sous-alinéa (4)b)(iii)
 est remplacé par ce qui suit :

«représente le nombre d'années civiles
 se terminant avant 1990 comprises, en
 tout ou en partie, dans les services 35
 admissibles qu'il a accomplis dans le
 cadre d'un régime de pension agréé

individual has made a contribution that is included in the aggregate determined under clause (i)(A), and”

Transfer — money purchase to money purchase or RRSP

147.3 (1) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member's entitlement to benefits under a money purchase provision of the plan as registered; and
- (c) is transferred directly to another registered pension plan to provide benefits in respect of the member under a money purchase provision of that plan or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

Transfer — money purchase to defined benefit

(2) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member's entitlement to benefits under a money purchase provision of the plan as registered; and
- (c) is transferred directly to another registered pension plan to fund benefits provided in respect of the member under a defined benefit provision of that plan.

Transfer — defined benefit to defined benefit

(3) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the “transferor plan”) in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) consists of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;

auquel il a versé des cotisations incluses dans le total calculé à la division (i)(A),»

147.3 (1) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

Transfert entre cotisations déterminées ou à un REER

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à cotisations déterminées du régime tel qu'il est agréé;
- c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé pour assurer au participant des prestations aux termes d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

(2) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

Transfert de cotisations déterminées à prestations déterminées

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à cotisations déterminées du régime tel qu'il est agréé;
- c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour financer les prestations assurées au participant aux termes d'une disposition à prestations déterminées de ce régime.

(3) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

Transfert entre prestations déterminées

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;

1) le montant est transféré directement au régime de pension agréé conformément au paragraphe 146(1) de la Loi sur le régime de pension agréé pour les régimes de pension agréés, à une date déterminée, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

2) le montant est transféré de fait par le régime de pension agréé au régime de pension agréé désigné de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

3) le montant est transféré au régime de pension agréé désigné de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

4) le montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au paragraphe 146(1) de la Loi sur le régime de pension agréé, à une date déterminée, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

5) le montant est transféré pour le compte d'un participant au régime de pension agréé de son droit aux prestations prévues par une disposition à titre déterminé du régime tel qu'il est agréé.

6) le montant est transféré pour le compte d'un participant au régime de pension agréé de son droit aux prestations prévues par une disposition à titre déterminé du régime tel qu'il est agréé.

7) le montant ne dépasse pas le montant prescrit.

8) le montant est transféré directement au régime de pension agréé conformément au paragraphe 146(1) de la Loi sur le régime de pension agréé pour assurer au participant des prestations aux termes d'une disposition à titre déterminé de ce régime, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

9) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au paragraphe 146(1) de la Loi sur le régime de pension agréé, à une date déterminée, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

10) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint ou l'ancien conjoint d'un participant au régime de pension agréé de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

11) le montant est transféré au régime de pension agréé désigné de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

12) le montant est transféré au régime de pension agréé désigné de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

13) le montant est transféré au régime de pension agréé désigné de son plein gré, à moins qu'il n'y ait eu un autre transfert de ce montant.

1) the amount is transferred directly to another registered pension plan in accordance with the provisions of section 146(1) of the Income Tax Act, at a specified date, unless there has been another transfer of that amount.

2) the amount is transferred in fact by the registered pension plan to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

3) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

4) the amount is transferred from a registered pension plan in accordance with the provisions of section 146(1) of the Income Tax Act, at a specified date, unless there has been another transfer of that amount.

5) the amount is transferred for the account of a member of the registered pension plan of his own volition, unless there has been another transfer of that amount.

6) the amount is transferred for the account of a member of the registered pension plan of his own volition, unless there has been another transfer of that amount.

7) the amount does not exceed the prescribed amount.

8) the amount is transferred directly to another registered pension plan in accordance with the provisions of section 146(1) of the Income Tax Act to ensure that the member has the benefits provided for in a specified provision of that plan, unless there has been another transfer of that amount.

9) the amount is transferred from a registered pension plan in accordance with the provisions of section 146(1) of the Income Tax Act, at a specified date, unless there has been another transfer of that amount.

10) the amount is transferred for the account of a member of the registered pension plan of his own volition, unless there has been another transfer of that amount.

11) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

12) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

13) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

14) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

15) the amount is transferred to the designated registered pension plan of its own volition, unless there has been another transfer of that amount.

Transféré de
régime de pension agréé
à un autre régime de pension agréé

Transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé

Transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé

Transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé

(c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of the other plan; and

(d) is transferred as a consequence of benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(4) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is a single amount no portion of which relates to an actuarial surplus;

(b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member's entitlement to benefits under a defined benefit provision of the plan as registered;

(c) does not exceed a prescribed amount; and

(d) is transferred directly to another registered pension plan to provide benefits in respect of the member under a money purchase provision of that plan or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(5) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is a single amount;

(b) is transferred on behalf of an individual who is a spouse or former spouse of a member of the plan and who is entitled to the amount pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written agreement, relating to a division of property between the member and the individual in settlement of rights arising out of or on a breakdown of their marriage or other conjugal relationship; and

c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à prestations déterminées de ce régime;

d) le montant est transféré du fait que des prestations sont prévues par la disposition à prestations déterminées de l'autre régime pour un ou plusieurs particuliers qui participent au régime donné.

(4) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est afférente à un surplus actuariel;

b) le montant est transféré pour le compte d'un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à prestations déterminées du régime tel qu'il est agréé;

c) le montant ne dépasse pas le montant prescrit;

d) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé pour assurer au participant des prestations aux termes d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

(5) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s'agit d'un montant unique;

b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint ou l'ancien conjoint d'un participant au régime et qui a le droit de recevoir ce montant conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le participant et le particulier, en règlement, après échec du

Transfer —
defined benefit
to money
purchase or
RRSP

Transfer to
RPP or RRSP
for spouse on
marriage
breakdown

Transfert de
prestations
déterminées à
cotisations
déterminées ou
à un REER

Transfert à un
RPA ou à un
REER pour le
conjoint après
échec du
mariage

1461) Le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé au profit du participant, soit à un régime enregistré d'épargne-épargne dont le particulier est tenuer au sens du paragraphe 1461(1).

1462) Le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé conformément au présent paragraphe et les conditions auxquelles sont régies :

1463) Le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé conformément au présent paragraphe et les conditions auxquelles sont régies :

1464) Le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé conformément au présent paragraphe et les conditions auxquelles sont régies :

(c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the member or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(d) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount:

(i) is a single amount;

(ii) is transferred on behalf of a member who is entitled to the amount as a result of contributions made by the member under a defined benefit provision of the plan before 1991, or as interest (computed at a rate not exceeding a reasonable rate) in respect of those contributions; and

(e) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the member or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(f) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount:

(i) is a single amount or portion of which relates to an accidental death;

(ii) is transferred on behalf of an individual who is entitled to the amount as a consequence of the death of a member of the plan and who was a spouse of the member at the date of the member's death; and

(e) is transferred to another registered pension plan for the benefit of the individual or to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

1465) Le montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe et les conditions auxquelles sont régies :

(a) il s'agit d'un montant unique;

(b) le montant est transféré pour le compte d'un participant qui a le droit de recevoir ce montant à titre de remboursement des cotisations qu'il a versées aux termes d'une disposition à prestations déterminées du régime avant 1991 ou à titre d'intérêt calculé à un taux raisonnable sur ces cotisations; et

(c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé au profit du participant, soit à un régime enregistré d'épargne-épargne dont il est tenuer au sens du paragraphe 1461(1).

1466) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe et les conditions auxquelles sont régies :

(a) il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est allouée au surplús accumulé;

(b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint d'un participant au régime au décès de celui-ci et qui a le droit de recevoir ce montant par suite de ce décès;

(c) le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé au profit du particulier, soit à un régime enregistré d'épargne-épargne dont le particulier est tenuer au sens du paragraphe 1461(1).

Transfert
1991
concordance

Transfert
1991
concordance

Transfert
1991
concordance

Transfert
1991
concordance

(c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the individual or to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(6) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) is transferred on behalf of a member who is entitled to the amount as a return of contributions made by the member under a defined benefit provision of the plan before 1991, or as interest (computed at a rate not exceeding a reasonable rate) in respect of those contributions; and

(c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the member or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(7) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount no portion of which relates to an actuarial surplus;
- (b) is transferred on behalf of an individual who is entitled to the amount as a consequence of the death of a member of the plan and who was a spouse of the member at the date of the member's death; and
- (c) is transferred to another registered pension plan for the benefit of the individual or to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits du mariage ou d'une telle situation;

c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé au profit du particulier, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1).

(6) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un participant qui a le droit de recevoir ce montant à titre de remboursement des cotisations qu'il a versées aux termes d'une disposition à prestations déterminées du régime avant 1991 ou à titre d'intérêts calculés à un taux raisonnable sur ces cotisations;

c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé au profit du participant, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

(7) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est afférente à un surplus actuariel;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint d'un participant au régime au décès de celui-ci et qui a le droit de recevoir ce montant par suite de ce décès;
- c) le montant est transféré soit à un autre régime de pension agréé au profit du particulier, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1).

Transfer —
pre-1991
contributions

Transfer —
lump sum
benefits on
death

Transfert :
remboursement
de cotisations
antérieures à
1991

Transfert :
prestations
forfaitaires au
décès

Transferee who
transfers property
to transferee
shall be deemed
to be the transferor

Transferee of
property shall
be deemed to be
the transferor

1000

(8) Where an amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection

(a) the amount is a single amount;

(b) the amount consists of all or any portion of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;

(c) the amount is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a money purchase provision of the other plan and used to satisfy employer obligations under the money purchase provision;

(d) the amount is transferred in connection with the transfer of amounts from the defined benefit provision to the money purchase provision on behalf of all or a significant number of members of the transferor plan whose benefits under the defined benefit provision are reduced by benefits under the money purchase provision; and

(e) the transfer is acceptable in the eyes of the Minister and the Minister has so determined the acceptability of the transfer plan in writing.

(9) Where an amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8)

(a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be treated by reason of subparagraph 56(1)(a) in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

(10) Where an amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan (in this subsection referred to as the "transferee plan") on behalf of an

(14) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un autre régime de pension agréé de son même ou d'un autre régime de pension agréé, les montants sont réputés :

(a) être un montant unique;

(b) se composer de tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;

(c) être transféré directement à un autre régime de pension agréé pour être détenu relativement à une disposition à prestations déterminées de ce régime et utilisé pour remplir les obligations d'un employeur de verser des cotisations aux termes de cette disposition;

(d) être transféré en même temps que d'autres montants qui sont transférés de la disposition à prestations déterminées à la disposition à cotisations déterminées pour le compte d'un nombre important de participants au régime donné, sinon tous, et les prestations qui leur sont assurées aux termes de la disposition à prestations déterminées sont remplacées par des prestations prévues par la disposition à cotisations déterminées;

(e) le ministre, jugeant le transfert acceptable en vertu de l'administrateur du régime donné par écrit,

(9) Les montants transférés conformément à l'un des paragraphes (1) à (8) ne peuvent :

(a) de ce seul fait être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du sous-alinéa 56(1)(a);

(b) faire l'objet d'une déduction selon le principe qui, dans le calcul du revenu d'un contribuable,

(10) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite pour le compte d'un participant ou que le transfert a lieu, une cotisation à l'un des paragraphes (1) à (7) les régimes concernés s'appliquent :

Transferee who
transfers property
to transferee
shall be deemed
to be the transferor

Transferee of
property shall
be deemed to be
the transferor

Transfer where money purchase plan replaces defined benefit plan

(8) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection if

- (a) the amount is a single amount; 5
- (b) the amount consists of all or any portion of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;
- (c) the amount is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a money purchase provision of the other plan and used to satisfy employer obligations to make contributions under the money purchase provision; 15
- (d) the amount is transferred in conjunction with the transfer of amounts from the defined benefit provision to the money purchase provision on behalf of all or a significant number of members of the transferor plan whose benefits under the defined benefit provision are replaced by benefits under the money purchase provision; and 25
- (e) the transfer is acceptable to the Minister and the Minister has so notified the administrator of the transferor plan in writing. 25

(9) Where an amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8),

- (a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of any taxpayer; and 35
- (b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer. 40

(10) Where an amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan (in this subsection referred to as the "transferee plan") on behalf of an

(8) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique; 5
- b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;
- c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à cotisations déterminées de ce régime et utilisé pour remplir les obligations d'un employeur de verser des cotisations aux termes de cette disposition; 10
- d) le montant est transféré en même temps que d'autres montants qui sont transférés de la disposition à prestations déterminées à la disposition à cotisations déterminées pour le compte d'un nombre important de participants au régime donné, sinon tous, et les prestations qui leur sont assurées aux termes de la disposition à prestations déterminées sont remplacées par des prestations prévues par la disposition à cotisations déterminées; 25
- e) le ministre, jugeant le transfert acceptable, en a avisé l'administrateur du régime donné par écrit. 30

(9) Les montants transférés conformément à l'un des paragraphes (1) à (8) ne peuvent :

- a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du sous-alinéa 56(1)a(i); 35
- b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable. 40

(10) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite pour le compte d'un particulier et que le transfert n'est pas conforme à l'un des paragraphes (1) à (7), les règles suivantes s'appliquent :

Transfert : remplacement d'un régime à prestations déterminées

Imposition des transferts

Idem

Taxation of amount transferred

Idem

et par référence à l'article 204, le montant est réputé avoir été versé au particulier par le régime de retraite au transféré.

2) le particulier est réputé avoir versé le montant à titre de cotisation à l'assurance de retraite au régime d'épargne-retraite d'après les modalités d'application.

11) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime d'épargne-retraite et qu'une fraction substantielle de ce montant est transférée conformément à l'un des paragraphes (1) à (8), les règles suivantes s'appliquent :

a) le paragraphe (9) s'applique à cette fraction du montant ;
b) le paragraphe (10) s'applique au 30 pour cent du montant ;

12) L'agencement d'un régime de pension agréé peut être retiré dès qu'un montant est transféré de celui-ci à un autre régime de pension agréé ou à un régime d'épargne-retraite, sauf dans les cas suivants :

a) le transfert est conforme à l'un des paragraphes (1) à (8) ;
b) il s'agit d'un transfert pour le compte d'un particulier ;
c) ou bien celui-ci peut le déduire en application de l'article 69) ou (7) ;
d) ou bien la Loi de 1987 sur les revenus de la pension de retraite ou l'une ou l'autre des lois provinciales applicables mentionne le versement d'un montant à un régime de pension agréé ou à un régime d'épargne-retraite.

13) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de pension agréé ou d'un régime d'épargne-retraite est versé à un particulier, le particulier est réputé avoir versé le montant à titre de cotisation à l'assurance de retraite au régime d'épargne-retraite d'après les modalités d'application de l'article 204, le montant est réputé avoir été versé au particulier par le régime de retraite au transféré.

individual and the transfer is not an agreement with any of subsections (1) to (8).

2) The individual shall be deemed to have been paid from the transferor plan to the transferee plan.

(8) The individual shall be deemed to have paid the amount as a contribution to the transferee plan.

(11) Where an amount is transferred from a registered pension plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan and a portion, but not all, of the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8), the following rules apply:

(a) subsection (9) applies with respect to the portion of the amount that is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8); and
(b) subsection (10) applies with respect to the remainder of the amount.

(12) A registered pension plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan unless:

(a) the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8);
(b) where the amount is transferred on behalf of an individual,
(i) the amount is deductible by the individual under paragraph 69(1) or (7),
(ii) or
(iii) the Pension Benefits Guarantees Act, 1985 or a similar law of a province prohibits the payment of the amount to the individual.

(13) Where an amount transferred from a registered pension plan or a registered retirement savings plan to an individual is not for the purposes of subsection (1) or (2),

1989

1989

1989

individual and the transfer is not in accordance with any of subsections (1) to (7),

(a) notwithstanding section 254, the amount shall be deemed to have been paid from the transferor plan to the individual; and

(b) the individual shall be deemed to have paid the amount as a contribution or premium to the transferee plan.

(11) Where an amount is transferred from a registered pension plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan and a portion, but not all, of the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8),

(a) subsection (9) applies with respect to the portion of the amount that is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8); and

(b) subsection (10) applies with respect to the remainder of the amount.

(12) A registered pension plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan unless

(a) the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8); or

(b) where the amount is transferred on behalf of an individual,

(i) the amount is deductible by the individual under paragraph 60(j) or

(ii) the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province prohibits the payment of the amount to the individual.

(13) Where

(a) the transfer in a calendar year of an amount from a registered pension plan on behalf of a member of the plan would, but for this subsection, be in accordance with subsection (1) or (2), and

a) par dérogation à l'article 254, le montant est réputé avoir été versé au particulier par le régime qui le verse ou le transfère;

b) le particulier est réputé avoir payé le montant à titre de cotisation à l'autre régime de pension agréé ou à titre de prime au régime enregistré d'épargne-retraite.

(11) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite et qu'une fraction seulement de ce montant est transférée conformément à l'un des paragraphes (1) à (8), les règles suivantes s'appliquent :

a) le paragraphe (9) s'applique à cette fraction du montant;

b) le paragraphe (10) s'applique au reste du montant.

(12) L'agrément d'un régime de pension agréé peut être retiré dès qu'un montant est transféré de celui-ci à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, sauf dans les cas suivants :

a) le transfert est conforme à l'un des paragraphes (1) à (8);

b) s'il s'agit d'un transfert pour le compte d'un particulier :

(i) ou bien celui-ci peut le déduire en application de l'alinéa 60j) ou j.2),

(ii) ou bien la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou une loi provinciale semblable interdit de verser ce montant au particulier.

(13) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de pension agréé, au cours d'une année civile, pour le compte d'un participant au régime serait, en l'absence du présent paragraphe, conforme au paragraphe (1) ou (2) et que l'agrément du régime peut être retiré à la fin de l'année à cause d'un excédent déterminé en application de

Division of transferred amount

Restriction re transfers

Excess transfer

Versement ou transfert partiel

Restriction concernant les transferts

Excédent de transfert

(a) the plan becomes, at the end of the year, a taxable plan as a consequence of an excess determined under any of paragraphs 147.1(2)(a) and (b) and (3)(a) and (b) with respect to the member (whether or not such an excess is also determined with respect to any other member);

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or reallocated to the member in the year or from savings transferable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressed, provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that was not transferred in accordance with subsection (1) or (2), as the case may be.

(14) For the purpose of this section and the regulations, where property held in connection with a particular pension plan is made available to pay benefits under another pension plan, the property shall be deemed to have been transferred from the particular plan to the other plan.

(2) Subsections 147.1(1) to (12) and section 147.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1988 except:

(a) the definition "money purchase provision" in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1982 and

(b) the definition "deferred benefit provision" and "single amount" in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1987.

(3) Section 147.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable in respect of amounts transferred after 1987 except that in its application in respect of amounts transferred before 1989, section 147.3 shall be read as follows:

"147.3 (1) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection if the amount

(14) Pour l'application du présent article et de ses règlements d'application, les biens d'un régime relativement à un régime de pension donné qui servent à verser des prestations prévues par un autre régime de pension sont réputés avoir été transférés du régime donné à l'autre régime.

(2) Les paragraphes 147.1(1) à (12) et l'article 147.2 de la même loi, tels que modifiés par le présent article, s'appliquent après 1988, à l'exception :

(a) la définition de « provision d'achat d'argent » dans le paragraphe 147.1(1) de la même loi, telle que modifiée par le présent article, s'applique après 1982 et

(b) les définitions de « prestation différée » et de « montant unique » dans le paragraphe 147.1(1) de la même loi, telles que modifiées par le présent article, s'appliquent après 1987.

(3) L'article 147.3 de la même loi, tel que modifié par le présent article, s'applique en ce qui concerne les montants transférés après 1987, à l'exception que dans son application en ce qui concerne les montants transférés avant 1989, l'article est remplacé par ce qui suit :

"147.3 (1) Un montant est transféré d'un régime de pension enregistré donné (dans ce présent article désigné par le terme « régime de transfert ») en vertu de ce régime de pension enregistré si le montant

(a) la définition "money purchase provision" in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1982 and

(b) the definition "deferred benefit provision" and "single amount" in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1987.

(3) Section 147.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable in respect of amounts transferred after 1987 except that in its application in respect of amounts transferred before 1989, section 147.3 shall be read as follows:

"147.3 (1) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection if the amount

12

22

40

44

18

(b) the plan becomes, at the end of the year, a revocable plan as a consequence of an excess determined under any of paragraphs 147.1(8)(a) and (b) and (9)(a) and (b) with respect to the member (whether or not such an excess is also determined with respect to any other member),

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or reallocated to the member in the year or from earnings reasonably attributable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressly provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that was not transferred in accordance with subsection (1) or (2), as the case may be.

Deemed transfer

(14) For the purposes of this section and the regulations, where property held in connection with a particular pension plan is made available to pay benefits under another pension plan, the property shall be deemed to have been transferred from the particular plan to the other plan.”

(2) Subsections 147.1(1) to (15) and section 147.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1988 except that

(a) the definition “money purchase provision” in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1985; and

(b) the definitions “defined benefit provision” and “single amount” in subsection 147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1987.

(3) Section 147.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable in respect of amounts transferred after 1987 except that, in its application in respect of amounts transferred before 1989, section 147.3 shall be read as follows:

“147.3 (1) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the “transferor plan”) in accordance with this subsection if the amount

l'un des alinéas 147.1(8)a) et b) et (9)a) et b) pour le participant — indépendamment du fait qu'un tel excédent soit aussi déterminé pour un autre participant —, la fraction du montant transféré qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de montants attribués ou attribués de nouveau au participant au cours de l'année ou de revenus imputables à juste titre à ces montants est réputée être un montant qui n'a pas été transféré conformément au paragraphe (1) ou (2), selon le cas, sauf dans la mesure que le ministre prévoit expressément par écrit.

(14) Pour l'application du présent article et de ses règlements d'application, les biens détenus relativement à un régime de pension donné qui servent à verser les prestations prévues par un autre régime de pension sont réputés avoir été transférés du régime donné à l'autre régime.»

Présomption de transfert

(2) Les paragraphes 147.1(1) à (15) et l'article 147.2 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent après 1988. Toutefois :

a) la définition de «disposition à cotisations déterminées», au paragraphe 147.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique après 1985;

b) les définitions de «disposition à prestations déterminées» et de «montant unique», au paragraphe 147.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'appliquent après 1987.

(3) L'article 147.3 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants transférés après 1987. Toutefois, pour son application aux montants transférés avant 1989, cet article est remplacé par ce qui suit :

«147.3 (1) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s'agit d'un montant unique;

(b) le montant transféré tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné.

(c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné.

(d) le montant est transféré du plan aux autres dispositions de pension à prestations déterminées de l'autre régime pour ou au profit de personnes qui participent au régime donné.

(2) Les montants transférés conformément au paragraphe (1) ne peuvent :

(a) de ce seul fait être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application de l'article 56(1);

(b) faire l'objet d'une déduction quelconque présente ou dans le calcul du revenu d'un contribuable.

17. (1) Le paragraphe 123(6) de la partie I de la Loi est modifié par insertion, après l'alinéa 17.22 de ce qui suit :

17.22 (1) déduction en application de l'alinéa 60(1), relativement à une prime au sens du paragraphe 146(1), versée au cours d'une année d'imposition en vertu d'une déduction dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite et déductible en application du paragraphe 146(1).

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

17.23 (1) Le paragraphe 146(1) est modifié par insertion, après l'alinéa 146(1) de ce qui suit :

146(1) relative d'être au régime de pension pour l'application de la présente loi, en vertu de l'administrateur d'un régime de pension agréé l'avis d'inscription

(b) amount of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan.

(c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of that other plan and

(d) is transferred as a consequence of benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(2) Where an amount is transferred in accordance with subsection (1),

(a) the amount shall not be reason only of that transfer, be included by reason of paragraph 56(1)(a) in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of the Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

17.22 (1) Subsection 123(6) of the Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

17.22 (1) a deduction under paragraph 60(1) in respect of a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid in a subsequent taxation year under a registered retirement savings plan when the premium is deductible by reason of subsection 146(1).

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

17.23 (1) Paragraph 146(1) of the Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph and subsection:

146(1) refers to register for the purposes of this Act any pension plan or other benefit plan which is a registered pension plan under subsection 143(11) in the

- (a) is a single amount;
- (b) consists of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;
- (c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of that other plan; and
- (d) is transferred as a consequence of 10 benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(2) Where an amount is transferred in 15 accordance with subsection (1),

- (a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of any taxpayer; and 20
- (b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer."

17. (1) Subsection 152(6) of the said Act 25 is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

"(b.1) a deduction under paragraph 60(i) in respect of a premium (within 30 the meaning assigned by subsection 146(1)) paid in a subsequent taxation year under a registered retirement savings plan where the premium is deductible by reason of subsection 146(6.1)," 35

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

18. (1) Subsection 172(3) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by 40 repealing all that portion of the subsection following that paragraph and substituting the following therefor:

"(f) refuses to register for the purposes of this Act any pension plan or gives 45 notice under subsection 147.1(11) to the administrator of a registered pension

b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;

5 c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à prestations déterminées de ce régime;

d) le montant est transféré du fait que 10 des prestations sont prévues par la disposition à prestations déterminées de l'autre régime pour un ou plusieurs particuliers qui participent au régime donné. 15

(2) Les montants transférés conformément au paragraphe (1) ne peuvent :

- a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du sous-alinéa 56(1)a)(i); 20
- b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable.»

17. (1) Le paragraphe 152(6) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), 25 de ce qui suit :

«b.1) déduction, en application de l'alinéa 60i), relativement à une prime, au sens du paragraphe 146(1), versée au cours d'une année d'imposition subséquente dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite et déductible en application du paragraphe 146(6.1),»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 35 années d'imposition 1991 et suivantes.

18. (1) Le passage du paragraphe 172(3) de la même loi qui suit l'alinéa e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) refuse d'agréer un régime de pension, pour l'application de la présente 40 loi, ou envoie à l'administrateur d'un régime de pension agréé l'avis d'inten-

plan that the Minister proposes to revoke its registration,

(f.1) refuses to accept an amendment to a registered pension plan, or

(g) refuses to accept for registration for the purposes of this Act any retirement income fund,

the applicant or the organization, foundation, association or registered charity, as the case may be, in a case described in paragraph (a) or (a.1), the applicant in a case described in paragraph (b), (d), (e) or (g), a trustee under the plan or an employer of employees who are beneficiaries under the plan, in a case described in paragraph (c), or the administrator of the plan or an employer who participates in the plan, in a case described in paragraph (f) or (f.1), may appeal from such decision or from the giving of such notice to the Federal Court of Appeal.”

tion prévu au paragraphe 147.1(11), selon lequel il entend retirer l'agrément du régime,

f.1) refuse d'accepter une modification à un régime de pension agréé,

g) refuse de procéder à l'enregistrement d'un fonds de revenu de retraite, pour l'application de la présente loi,

le demandeur ou l'oeuvre, la fondation, l'association ou l'organisme enregistré, selon le cas, dans une situation visée à l'alinéa a) ou a.1), le demandeur, dans une situation visée à l'alinéa b), d), e) ou g), le fiduciaire du régime ou l'employeur dont les employés sont bénéficiaires du régime, dans une situation visée à l'alinéa c), ou l'administrateur du régime ou l'employeur qui participe au régime, dans une situation visée à l'alinéa f) ou f.1), peuvent interjeter appel à la Cour d'appel fédérale de cette décision ou de la signification de cet avis.»

(2) Section 172 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 172 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

“(5) For the purposes of subsection (3), the Minister shall be deemed to have refused

(a) to register for the purposes of this Act any pension plan, or

(b) to accept an amendment to a registered pension plan

where the Minister has not notified the applicant of the Minister's disposition of the application within 1 year after the filing of the application with the Minister, and, in any such case, an appeal from such refusal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection (3) may, notwithstanding anything in subsection 180(1), be instituted under section 180 at any time by filing a notice of appeal in the Court.”

«(5) Pour l'application du paragraphe (3), le ministre est réputé avoir refusé d'agréer un régime de pension dans le cadre de la présente loi ou d'accepter une modification à un régime de pension agréé s'il n'a pas avisé le demandeur de sa décision concernant la demande dans l'année suivant son dépôt. Dans ce cas, il peut être interjeté appel du refus à la Cour d'appel fédérale, conformément à l'article 180, par le dépôt à cette Cour d'un avis d'appel, en tout temps, en application du paragraphe (3) et par dérogation au paragraphe 180(1).»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable after 1988.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après 1988.

19. (1) Subsection 180(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. (1) Le paragraphe 180(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 19: (1) Subsection 180(1) at present reads as follows:

“180. (1) An appeal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection 172(3) may be instituted by filing a notice of appeal in the Court within 30 days from

Article 19, (1). — Texte actuel du paragraphe 180(1) :

«180. (1) Un appel auprès de la Cour d'appel fédérale prévu par le paragraphe 172(3), peut être introduit en déposant un avis d'appel à la Cour dans les 30 jours de

Appeals to
Federal Court
of Appeal

“180. (1) An appeal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection 172(3) may be instituted by filing a notice of appeal in the Court within 30 days from

(a) the time the decision of the Minister to refuse the application for registration or for a certificate of exemption, to revoke the registration, to designate or to refuse to designate was mailed, or otherwise communicated in writing, by the Minister to the party instituting the appeal,

(b) the mailing of notice to the registered charity or registered Canadian amateur athletic association under subsection 168(1),

(c) the mailing of notice to the administrator of the registered pension plan under subsection 147.1(11), or

(d) the time the decision of the Minister to refuse the application for acceptance of the amendment to the registered pension plan was mailed, or otherwise communicated in writing, by the Minister to any person,

as the case may be, or within such further time as the Court of Appeal or a judge thereof may, either before or after the expiry of those 30 days, fix or allow.”

(2) Subsection (1) is applicable after 1988.

20. (1) Section 201 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“201. Every trust governed by a deferred profit sharing plan or a revoked plan shall, for each calendar year after 1990, pay a tax equal to 50% of the aggregate of all amounts each of which is, by reason of subsection 147(18), an amount taxable under this section for the year.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to tax payable for the 1991 and subsequent years.

«180. (1) Un appel à la Cour d'appel fédérale prévu au paragraphe 172(3) est introduit en déposant un avis d'appel à la Cour dans les 30 jours suivant, selon le cas :

a) la date de réception par la partie appelante de la décision écrite du ministre de refuser la demande d'agrément ou de certification d'exemption, de retirer l'agrément ou de faire ou de refuser de faire une désignation,

b) la date de mise à la poste de l'avis à l'organisme de charité enregistré ou à l'association canadienne enregistrée de sport amateur, en application du paragraphe 168(1),

c) la date de mise à la poste de l'avis à l'administrateur du régime de pension agréé, en application du paragraphe 147.1(11),

d) la date de réception par une personne de la décision écrite du ministre de refuser la demande d'acceptation de la modification au régime de pension agréé,

ou dans un autre délai que peut fixer ou accorder la Cour d'appel ou l'un de ses juges, avant ou après l'expiration des 30 jours susmentionnés.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988.

20. (1) L'article 201 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«201. La fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou un régime dont l'agrément est retiré doit payer, pour chaque année civile postérieure à 1990, un impôt égal à 50 % du total des montants dont chacun représente, par application du paragraphe 147(18), un montant imposable selon le présent article pour l'année.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'impôt payable pour les années 1991 et suivantes.

Appels à la
Cour d'appel
fédérale

Tax where
inadequate
consideration
on purchase or
sale

Impôt en cas de
contrepartie
insuffisante
pour l'achat ou
la vente

(a) the time the decision of the Minister to refuse the application for registration or for a certificate of exemption, to revoke the registration, to designate or to refuse to designate was served by the Minister by registered mail on the party instituting the appeal, or

(b) from the mailing of notice to the registered charity or registered Canadian amateur athletic association under subsection 168(1),

as the case may be, or within such further time as the Court of Appeal or a judge thereof may, either before or after the expiry of those 30 days, fix or allow."

a) la date de réception par l'appelant de la décision du Ministre, postée en recommandé, de rejeter une demande d'enregistrement ou de certificat d'exonération, d'annuler un enregistrement ou de faire ou refuser de faire une désignation, ou

b) la date d'expédition par la poste de l'avis à l'organisme de charité enregistré ou à l'association canadienne enregistrée de sport amateur, en vertu du paragraphe 168(1),

selon le cas, ou dans un délai supplémentaire que peut fixer ou accorder la Cour d'appel ou l'un de ses juges, avant ou après l'expiration des 30 jours susmentionnés.»

Clause 20: (1) Section 201 at present reads as follows:

"201. (1) Every trust governed by a deferred profit sharing plan or revoked plan shall, for each year after 1965, pay a tax equal to 50% of the amount, if any, by which

(a) the amount forfeited in the trust in the year, exceeds the aggregate of

(b) the amount or value of funds or property of the trust appropriated to or for the benefit of the employer in the year and included in his income by virtue of subsection 147(13), and

(c) the aggregate of amounts determined under subsection (2) for the year in respect of each employee who was a beneficiary under the plan.

(2) The amount determined for the purposes of paragraph (1)(c) for a year in respect of an employee who was a beneficiary under a deferred profit sharing plan or revoked plan is the lesser of

(a) such portion of the amount forfeited in the trust in the year as was reallocated in the year or within 90 days after the end of the year to that employee, and

(b) the amount, if any, by which

(i) the product obtained when

Article 20, (1). — Texte actuel de l'article 201 :

«201. (1) Toute fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou un régime dont l'enregistrement est annulé doit, pour chaque année après 1965, payer un impôt égal à 50 % de la fraction, si fraction il y a, du

a) montant abandonné dans la fiducie dans l'année, qui est en sus du total

b) du montant ou de la valeur des fonds ou des biens de la fiducie attribués à l'employeur ou à son bénéficiaire dans l'année et inclus dans son revenu en vertu du paragraphe 147(13), et

c) du total des montants déterminés en vertu du paragraphe (2) pour l'année à l'égard de chaque employé qui était un bénéficiaire en vertu du régime.

(2) Le montant déterminé aux fins de l'alinéa (1)c) pour une année à l'égard d'un employé qui était un bénéficiaire en vertu d'un régime de participation différée aux bénéfices ou d'un régime dont l'enregistrement est annulé est le moins élevé des montants suivants :

a) la fraction du montant abandonné dans la fiducie dans l'année qui a été allouée de nouveau dans l'année ou dans les 90 jours après la fin de l'année à cet employé, ou

21. (1) Section 204.1 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

“(2.1) Where, at the end of any month after December 1990, an individual has a cumulative excess amount in respect of registered retirement savings plans, the individual shall, in respect of that month, pay a tax under this Part equal to 1% of that cumulative excess amount.”

(2) Section 204.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(4) Where an individual would, but for this subsection, be required to pay a tax under subsection (1) or (2.1) in respect of a month and the individual establishes to the satisfaction of the Minister that

(a) the excess amount or cumulative excess amount on which the tax is based arose as a consequence of reasonable error, and

(b) reasonable steps are being taken to eliminate the excess,

the Minister may waive the tax.”

(3) Subsection (1) is applicable after 1990.

22. (1) Subsection 204.2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**204.2** (1) “Excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans” of an individual at a particular time means,

(a) where the excess amount is for a year after 1990, nil; and

(b) where the excess amount is for a year before 1991, the amount, if any, by which the aggregate of

(i) all amounts paid by the individual to such plans under which the individual or the individual's spouse is the annuitant, other than amounts

(A) to which paragraph 60(j), (j.01), (j.1), (j.2) or (l) applies or would, if the individual were resi-

21. (1) L'article 204.1 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Le particulier qui, à la fin d'un mois donné postérieur au mois de décembre 1990, a un excédent cumulatif au titre de régimes enregistrés d'épargne-retraite doit, pour ce mois, payer un impôt selon la présente partie égal à 1% de cet excédent.»

(2) L'article 204.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(4) Le ministre peut renoncer à l'impôt dont un particulier serait, en l'absence du présent paragraphe, redevable pour un 15 mois selon le paragraphe (1) ou (2.1), si celui-ci établit à la satisfaction du ministre que l'excédent ou l'excédent cumulatif qui est frappé de l'impôt fait suite à une erreur acceptable et que les mesures indiquées 20 pour éliminer l'excédent ont été prises.»

(3) Le paragraphe (1) s'applique après 1990.

22. (1) Le paragraphe 204.2(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**204.2** (1) L'excédent d'un particulier pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite à un moment donné correspond, pour les années ci-30 après, au montant suivant :

a) années postérieures à 1990, zéro;

b) années antérieures à 1991, l'excédent éventuel du total :

(i) des montants qu'il verse au cours de l'année et avant le moment donné à de tels régimes dont il est rentier ou dont son conjoint est rentier, à l'exclusion :

(A) des montants auxquels l'alinéa 40 60(j), (j.01), (j.1), (j.2) ou (l) s'applique ou s'appliquerait si le particu-

Tax payable by individuals — contributions after 1990

Waiver of tax

Definition of “excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans”

Impôt payable par les particuliers — cotisations postérieures à 1990

Renonciation

Excédent au titre des REER

(A) \$2,000 is multiplied by the number of years before 1972, and

(B) \$3,000 is multiplied by the number of years after 1971 and before 1976, and

(C) \$4,000 is multiplied by the number of years after 1975

in which the employee was a beneficiary under the plan or under any antecedent deferred profit sharing plan that governed a trust to which payments were made under the antecedent plan for the benefit of beneficiaries thereunder by the employee's employer,

exceeds the aggregate of

(ii) amounts deducted under subsection 147(8) in respect of the employee in computing the income of the employee's employer for the taxation year ending in or coincidentally with the year or for a previous taxation year,

(iii) amounts determined in respect of the employee for the purposes of paragraph (1)(c) for years preceding the year, and

(iv) amounts forfeited in the trust before December 21, 1966 to the extent that they have been reallocated to the employee on or before the last day of the year for which the determination is made.

(3) In this section, "amount forfeited" in a trust governed by a deferred profit sharing plan or revoked plan in any period means the aggregate of each amount in respect of a person who ceased in the period to be a beneficiary under the plan,

(a) that at any time before the end of the period was allocated or reallocated, contingently or otherwise, by the trust to that person, and

(b) that did not vest irrevocably in that person at or before the time at which he ceased to be a beneficiary under the plan.

(4) For the purposes of subsection (3), an amount paid whether before, on or after December 21, 1966, under a deferred profit sharing plan by an employer to a trustee under the plan in respect of an employee shall be deemed to have been allocated by the trustee to that employee at the time it was so paid."

Clause 21: (1) New.

(2) New.

Clause 22: (1) Subsection 204.2(1) at present reads as follows:

"204.2 (1) "Excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans" of an individual at a particular time means the amount by which the aggregate of

(a) all amounts paid by him to such plans under which he or his spouse is the annuitant, other than amounts to which paragraph 60(j), (j.1), (l) or subsection 146(16) applies or would, if the individual were resident in Canada throughout the year, apply, and

(b) all gifts made to such a plan under which he is the annuitant, other than gifts made thereto by his spouse,

b) la fraction, si fraction il y a,

(i) du produit obtenu

(A) en multipliant 2 000 \$ par le nombre d'années qui précèdent 1972, et

(B) en multipliant 3 000 \$ par le nombre d'années qui suivent 1971 et précèdent 1976, et

(C) en multipliant 4 000 \$ par le nombre d'années qui suivent 1975

durant lesquelles l'employé était un bénéficiaire en vertu du régime ou en vertu de tout régime antérieur de participation différée aux bénéfices qui régissait une fiducie à laquelle les paiements étaient faits en vertu du régime antérieur dans l'intérêt des bénéficiaires de ce dernier par l'employeur de cet employé,

qui est en sus du total

(ii) des montants déduits en vertu du paragraphe 147(8) à l'égard de l'employé lors du calcul du revenu de son employeur pour l'année d'imposition se terminant dans l'année ou coïncidant avec elle ou pour une année d'imposition antérieure,

(iii) des montants déterminés à l'égard de l'employé aux fins de l'alinéa (1)c) pour les années précédant l'année, et

(iv) des montants abandonnés dans la fiducie avant le 21 décembre 1966, dans la mesure où ils ont été alloués de nouveau à l'employé au plus tard le dernier jour de l'année pour laquelle la détermination est faite.

(3) Dans le présent article, «montant abandonné» dans une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou un régime dont l'enregistrement est annulé, dans une période quelconque, signifie le total de chacun des montants relatifs à une personne qui a cessé dans cette période d'être bénéficiaire en vertu du régime,

a) qui à une date quelconque avant la fin de la période ont été alloués ou alloués de nouveau, sous réserve ou autrement, par la fiducie à cette personne, et

b) qui n'étaient pas irrévocablement attribués à cette personne au plus tard à la date où elle a cessé d'être bénéficiaire du régime.

(4) Aux fins du paragraphe (3), une somme versée le 21 décembre 1966 ou versée avant ou après le 21 décembre 1966, en vertu d'un régime de participation aux bénéfices par un employeur à un fiduciaire en vertu du régime relativement à un employé, est réputée avoir été allouée par le fiduciaire à cet employé à la date où elle a été ainsi versée.»

Article 21, (1). — Nouveau.

(2). — Nouveau.

Article 22, (1). — Texte actuel du paragraphe 204.2(1) :

«204.2 (1) «Excédent pour une année relativement aux régimes enregistrés d'épargne-retraite» d'un individu à une date donnée désigne l'excédent de l'ensemble

a) de tous les montants versés par lui à de tels régimes en vertu desquels lui, ou son conjoint, est le rentier, à l'exclusion des montants auxquels l'alinéa 60j), j.1) ou l) ou le paragraphe 146(16) s'applique ou s'appliquerait si le particulier était résident du Canada tout au long de l'année, et

dent in Canada throughout the year, apply, or

(B) transferred to the plan in accordance with any of subsections 146(16), 147(19) and 147.3(1) and (4) to (7), and

(ii) all gifts made to such a plan under which the individual is the annuitant, other than gifts made thereto by the individual's spouse,

in the year and before the particular time, exceeds the aggregate of

(iii) all amounts that may be deducted in computing the individual's income for the immediately preceding year in respect of those payments, and

(iv) the greater of \$5,500 and the amount that may be deducted in computing the individual's income for the year in respect of those payments."

(2) Section 204.2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

“(1.1) The cumulative excess amount of an individual in respect of registered retirement savings plans at any time in a taxation year is the amount, if any, by which

(a) the amount of the individual's undeducted RRSP premiums at that time

(b) the amount determined by the formula

$$A + B + C - D + M$$

where

A is the individual's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the individual's earned income (within the meaning assigned by subsection 146(1)) for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the

lier résidait au Canada tout au long de l'année,

(B) des montants transférés au régime conformément à l'un des paragraphes 146(16), 147(19) et 147.3(1) et (4) à (7),

(ii) des dons faits au cours de l'année et avant le moment donné à de tels régimes dont il est rentier, à l'exclusion des dons faits par son conjoint,

sur le total :

(iii) des montants que le particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année précédente relativement à ces versements,

(iv) du plus élevé de 5 500 \$ ou du montant que le particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à ces versements.»

(2) Le paragraphe 204.2 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) L'excédent cumulatif d'un particulier au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite à un moment donné d'une année d'imposition correspond à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) les primes non déduites, à ce moment, qu'il a versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite;

b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A + B + C - D + M$$

où :

A représente les déductions inutilisées au titre des REER du particulier à la fin de l'année d'imposition précédente;

B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du particulier, au sens du paragraphe 146(1), pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du par-

Cumulative excess amount in respect of RRSPs

Excédent cumulatif au titre des REER

in the year and before the particular time, exceeds the aggregate of

(c) all amounts that the taxpayer is entitled to deduct in computing his income for the immediately preceding year in respect of those payments, and

(d) the greater of \$5,500 and the amount the taxpayer is entitled to deduct in computing his income for the year in respect of those payments."

b) de tous les dons faits à un tel régime en vertu duquel il est rentier, à l'exclusion des dons faits par le conjoint du rentier, dans l'année et avant la date donnée, sur le total

c) de tous les montants que le contribuable a droit de déduire dans le calcul de son revenu pour l'année précédente relativement à ces versements, et

d) du plus élevé de 5 500 \$ ou du montant que le contribuable a droit de déduire dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à ces versements.»

(2) New.

(2). — Nouveau.

D le facteur d'ajustement pour services
 D le montant net du particulier à ce
 moment pour l'année
 M si le particulier a atteint 18 ans au
 cours d'une année d'imposition anti-
 future 8 000 \$, sinon, 5 500 \$

(1.2) Pour l'application du paragraphe
 (1.1), les primes non déduites, à un
 moment donné d'une année d'imposition,
 de'un particulier à versées à des régimes
 cotisés d'épargne-retraite sont calculées
 les selon la formule suivante :

$$H + I - J$$

H représente zéro pour les années d'impo-
 sition se terminant avant 1992 et pour
 les années d'imposition postérieures à
 1991. L'excédent éventuel du montant
 visé à l'alinéa a) sur le montant visé à
 l'alinéa b) :

a) les primes non déduites à la fin de
 l'année d'imposition précédente, par le
 particulier à une versement ;

b) le total des montants payés à déduire
 en application des paragraphes 146(7) et
 146(8.1) dans le calcul de son revenu
 pour l'année d'imposition précédente
 dans la mesure où chaque montant en
 déduit au titre des primes versées à des
 régimes cotisés d'épargne-retraite
 au cours de cette année ou avant
 celle-ci.

I le total des montants dont écarte l'ap-
 plication :

a) soit une prime au titre de l'ap-
 plication de l'alinéa (1) qui a été versée
 au cours de l'année et avant le moment
 donné aux termes d'un régime cotisé
 d'épargne-retraite dont il est rentier ou
 dont son conjoint est rentier, au sein du

D is the individual's net past service
 pension adjustment, at that time, for 10
 the year, and
 M is, where the individual attained 18
 years of age in a preceding taxation
 year, \$8,000 and otherwise, nil.

(1.2) For the purpose of subsection 15
 (1.1), the amount of undeducted RSP
 premiums of an individual at any time in a
 taxation year is the amount determined by
 the formula

$$H + I - J$$

where

H is for taxation years ending before
 1992, nil, and for taxation years ending
 after 1991, the amount, if any, by
 which

(a) the amount of the individual's
 undeducted RSP premiums in the end
 of the immediately preceding taxation
 year exceeds

(b) the aggregate of the amounts
 deducted under subsections 146(7) and
 (8.1) in computing the individual's
 income for the immediately preceding
 taxation year, to the extent that each
 amount was deducted in respect of pre-
 vious paid under a registered retirement
 savings plan in or before that preceding
 year.

I is the aggregate of all amounts each of
 which

(a) a premium (within the meaning
 assigned by subsection 146(1)) paid by
 the individual in the year and before
 that time under a registered retirement
 savings plan under which the individual
 or the individual's spouse was the annuitant
 (within the meaning assigned by

individual's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer,

C is the aggregate of all amounts each of which is the individual's total pension adjustment reversal for the year in respect of an employer or a prescribed amount, 5

D is the individual's net past service pension adjustment, at that time, for 10 the year, and

M is, where the individual attained 18 years of age in a preceding taxation year, \$8,000, and otherwise, nil.

(1.2) For the purposes of subsection 15 (1.1), the amount of undeducted RRSP premiums of an individual at any time in a taxation year is the amount determined by the formula

$$H + I - J \quad 20$$

where

H is, for taxation years ending before 1992, nil, and for taxation years ending after 1991, the amount, if any, by which 25

(a) the amount of the individual's undeducted RRSP premiums at the end of the immediately preceding taxation year

exceeds 30

(b) the aggregate of the amounts deducted under subsections 146(5) and (5.1) in computing the individual's income for the immediately preceding taxation year, to the extent that each 35 amount was deducted in respect of premiums paid under registered retirement savings plans in or before that preceding year,

I is the aggregate of all amounts each of 40 which is

(a) a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid by the individual in the year and before that time under a registered retirement 45 savings plan under which the individual or the individual's spouse was the annuitant (within the meaning assigned by

particulier pour l'année d'imposition précédente quant à un employeur;

C le total des montants dont chacun représente le facteur global de rectification du particulier pour l'année 5 quant à un employeur ou le montant prescrit;

D le facteur d'équivalence pour services passés net du particulier à ce moment, pour l'année; 10

M si le particulier a atteint 18 ans au cours d'une année d'imposition antérieure, 8 000 \$; sinon, zéro.

(1.2) Pour l'application du paragraphe 15 (1.1), les primes non déduites, à un moment donné d'une année d'imposition, qu'un particulier a versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite sont calculées selon la formule suivante :

$$H + I - J \quad 20$$

où :

H représente zéro pour les années d'imposition se terminant avant 1992 et, pour les années d'imposition postérieures à 1991, l'excédent éventuel du montant 25 visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) les primes non déduites, à la fin de l'année d'imposition précédente, que le particulier a ainsi versées; 30

b) le total des montants qu'il a déduits en application des paragraphes 146(5) et (5.1) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente, dans la mesure où chaque montant est 35 déduit au titre des primes versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite au cours de cette année ou avant celle-ci;

I le total des montants dont chacun représente : 40

a) soit une prime, au sens du paragraphe 146(1), que le particulier a versée au cours de l'année et avant le moment donné aux termes d'un régime enregistré 45 d'épargne-retraite dont il est rentier ou dont son conjoint est rentier, au sens du

Undeducted
RRSP
premiums

Primes non
déduites versées
à des REER

20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100

subsection 146(1)) at the time the premium was paid, other than

(i) an amount paid to the plan in the first 60 days of the year and deducted in computing the individual's income for the immediately preceding taxation year,

(ii) an amount paid to the plan in the year and deducted under paragraph 60(j), (j.1), (j.2) or (l) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxation year,

(iii) an amount transferred to the plan on behalf of the individual in accordance with any of subsections 146(16), 147(19) and 147.3(1) and (4) to (7),

(iv) an amount deductible under subsection 146(6.1) in computing the individual's income for the year or a preceding taxation year, or

(v) where the individual is a non-resident person, an amount that would, if the individual were resident in Canada throughout the year and the immediately preceding taxation year, be deductible under paragraph 60(j), (j.1), (j.2) or (l) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxation year, or

(b) a gift made in the year and before that time to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than a gift made thereto by the individual's spouse, and

J is the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than the portion thereof that reduces the amount on which tax is payable by the individual under subsection 204.1(1)) received by the individual in the year and before that time out of or under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund and included in computing the individual's income for the year

même paragraphe, au moment du versement, à l'exception :

(i) d'un montant versé au régime au cours des 60 premiers jours de l'année et déduit par le particulier dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente,

(ii) d'un montant versé au régime au cours de l'année et déduit par le particulier en application de l'alinéa 60j), j.1), j.2) ou l) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente,

(iii) d'un montant transféré au régime pour le compte du particulier selon les paragraphes 146(16), 147(19) et 147.3(1) et (4) à (7),

(iv) d'un montant déductible par le particulier en application du paragraphe 146(6.1) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(v) si le particulier est un non-résident, du montant qui serait déductible en application des alinéas 60j), j.1), j.2) ou l) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente s'il résidait au Canada tout au long de ces deux années;

b) soit un don fait au cours de l'année et avant le moment donné à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens du paragraphe 146(1), à l'exception d'un don fait à ce régime par son conjoint;

J l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) le total des montants dont chacun représente un montant — sauf la partie de celui-ci qui réduit le montant sur lequel l'impôt est payable par le particulier selon le paragraphe 204.1(1) — que le particulier a reçu au cours de l'année et avant ce moment d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite et a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année;

6) le montant déduit en application de l'article 609 (ou le total du revenu de particulier pour l'année.

7) Pour l'application du paragraphe (1.1), le facteur d'équivalence pour un cas précis est, dans particulier, à un moment donné, pour une année d'imposition, est égal à la somme des montants suivants:

$$F - (F + G)$$

10) F représente le total des montants dont chacun correspond au facteur d'équivalence pour services particuliers, assésés de la même façon pour l'année en cours à un particulier pour l'année en cours à un employeur, calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires.

F le montant des transferts pour l'année — les services particuliers — calculé 20 services particuliers du particulier — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires.

G le montant des transferts pour l'année — les services particuliers — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires.

(1.4) Pour l'application du paragraphe (1.2):

a) d'une part, le montant qui est inclus en application de l'article 146(2.1) dans le calcul du revenu d'un particulier au titre d'un régime enregistré d'épargne-retraite est réputé provenir du régime et avoir été reçu par le particulier à ce moment mentionné à cet article.

b) d'autre part, le montant qui est inclus en application de l'article 146(11.1) dans le calcul du revenu d'un particulier au titre d'un fonds en croissance de revenu de retraite est réputé provenir du fonds et avoir été reçu par le particulier au moment mentionné à cet article.

(3) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

(A) the amount deducted under paragraph (6) in computing the individual's income for the year.

(1.1) For the purposes of subsection (1), the factor for a particular case is, in particular, at any time for a particular year is the amount determined by the formula

$$F - (F + G)$$

where F is the aggregate of all amounts each of which is the accumulated RSPA of the individual for the year in respect of an employer, determined as of that time in accordance with prescribed rules.

F is the amount of the individual's RSPA for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules, and

G is the amount of the individual's RSPA for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules.

(1.4) For the purposes of subsection (1.2):

(a) where an amount in respect of a registered retirement savings plan has been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146(2.1)(a), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the plan at the time referred to in that paragraph, and

(b) where an amount in respect of a registered retirement income fund has been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146(11.1)(a), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the fund at the time referred to in that paragraph.

(3) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

11) : "montant déduit" de la même loi 93

Net past service pension adjustment

exceeds

(b) the amount deducted under paragraph 60(l) in computing the individual's income for the year.

(1.3) For the purposes of subsection (1.1), the net past service pension adjustment of an individual, at any time, for a taxation year is the amount determined by the formula

$$P - (F + G)$$

where

P is the aggregate of all amounts each of which is the accumulated PSPA of the individual for the year in respect of an employer, determined as of that time in accordance with prescribed rules,

F is the amount of the individual's PSPA transfers for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules, and

G is the amount of the individual's PSPA withdrawals for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules.

(1.4) For the purposes of subsection (1.2),

(a) where an amount in respect of a registered retirement savings plan has been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146(12)(b), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the plan at the time referred to in that paragraph; and

(b) where an amount in respect of a registered retirement income fund has been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146.3(11)(b), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the fund at the time referred to in that paragraph."

(3) Subsection 204.2(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) le montant déduit en application de l'alinéa 60l) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année.

(1.3) Pour l'application du paragraphe (1.1), le facteur d'équivalence pour services passés net d'un particulier, à un moment donné, pour une année d'imposition, est calculé selon la formule suivante :

$$P - (F + G)$$

où :

P représente le total des montants dont chacun correspond au facteur d'équivalence pour services passés accumulé du particulier pour l'année quant à un employeur, calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires;

F le montant des transferts pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du particulier — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires;

G le montant des retraits pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du particulier — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires.

(1.4) Pour l'application du paragraphe (1.2) :

a) d'une part, le montant qui est inclus en application de l'alinéa 146(12)b) dans le calcul du revenu d'un particulier au titre d'un régime enregistré d'épargne-retraite est réputé provenir du régime et avoir été reçu par le particulier au moment mentionné à cet alinéa;

b) d'autre part, le montant qui est inclus en application de l'alinéa 146.3(11)b) dans le calcul du revenu d'un particulier au titre d'un fonds enregistré de revenu de retraite est réputé provenir du fonds et avoir été reçu par le particulier au moment mentionné à cet alinéa.»

(3) Le paragraphe 204.2(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Facteur d'équivalence pour services passés net

Montant réputé reçu

Deemed receipt where RRSP or RRIF amended

17. (3) Where a retirement savings plan under which an individual or his spouse is the annuitant is accepted by the Minister for registration, for the purpose of determining the excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans of the individual at any time, the amount of the plan shall be deemed to have become a registered retirement savings plan on the day of the last day on which the plan came into existence and on which the plan was first registered.

(3) Lorsque le ministre accepte d'enregistrer un régime d'épargne-retraite dont l'individu ou son conjoint est le rentier, pour le calcul de l'excédent pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite dont l'individu ou son conjoint est le rentier, le montant du régime d'épargne-retraite sera réputé avoir été un régime enregistré d'épargne-retraite au jour de la dernière date à laquelle le régime d'épargne-retraite est entré en vigueur et au jour de la première date à laquelle le régime d'épargne-retraite a été enregistré.

(4) Where a retirement savings plan under which an individual or his spouse is the annuitant is accepted by the Minister for registration, for the purpose of determining the excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans of the individual at any time, the amount of the plan shall be deemed to have become a registered retirement savings plan on the day of the last day on which the plan came into existence and on which the plan was first registered.

(4) Lorsque le ministre accepte d'enregistrer un régime d'épargne-retraite dont l'individu ou son conjoint est le rentier, pour le calcul de l'excédent pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite dont l'individu ou son conjoint est le rentier, le montant du régime d'épargne-retraite sera réputé avoir été un régime enregistré d'épargne-retraite au jour de la dernière date à laquelle le régime d'épargne-retraite est entré en vigueur et au jour de la première date à laquelle le régime d'épargne-retraite a été enregistré.

(3) Subsection 204.2(3) at present reads as follows:
 "(3) Where a retirement savings plan under which an individual or his spouse is the annuitant is accepted by the Minister for registration, for the purpose of determining the excess amount for a year in respect

(3). — Texte actuel du paragraphe 204.2(3) :
 «(3) Lorsque le Ministre accepte d'enregistrer un régime d'épargne-retraite dont l'individu ou son conjoint est le rentier, pour le calcul de l'excédent pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-

When retirement savings plan deemed to be a registered plan

“(3) Where a retirement savings plan under which an individual or the individual's spouse is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)) is accepted by the Minister for registration, 5 for the purpose of determining

(a) the amount of undeducted RRSP premiums of the individual at any time, and

(b) the excess amount for a year in 10 respect of registered retirement savings plans of the individual at any time,

the retirement savings plan shall be deemed to have become a registered retirement savings plan on the later of the day 15 on which the plan came into existence and May 25, 1976.”

(4) Subsection 204.2(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 20

“(4) “Excess amount” at any time for a trust governed by a deferred profit sharing plan means the aggregate of all amounts each of which is

(a) such portion of the aggregate of all 25 contributions made to the trust before that time and after May 25, 1976 by a beneficiary under the plan, other than

(i) contributions that have been deducted by the beneficiary under 30 paragraph 60(k),

(ii) amounts transferred to the plan on behalf of the beneficiary in accordance with subsection 147(19), or

(iii) the portion of the contributions 35 (other than contributions referred to in subparagraphs (i) and (ii)) made by the beneficiary in each calendar year before 1991 not in excess of \$5,500, 40

as has not been returned to the beneficiary before that time; or

(b) a gift received by the trust before that time and after May 25, 1976.”

(5) Subsection (1) is applicable with 45 respect to payments made to registered

«(3) Lorsque le ministre accepte d'enregistrer un régime d'épargne-retraite dont un particulier ou son conjoint est rentier, au sens du paragraphe 146(1), le régime est réputé être un régime enregistré 5 d'épargne-retraite depuis le dernier en date du jour de son entrée en vigueur ou du 25 mai 1976 aux fins du calcul, d'une part, des primes non déduites que le particulier a versées à des régimes enregistrés 10 d'épargne-retraite à un moment donné, et, d'autre part, de l'excédent pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite du particulier à un moment donné.» 15

(4) Le paragraphe 204.2(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) L'excédent, à un moment donné, pour une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices corres- 20 pond au total des montants dont chacun représente :

a) soit la partie des cotisations que le bénéficiaire du régime a versées à la fiducie avant ce moment et après le 25 25 mai 1976, dans la mesure où elles ne sont pas remboursées au bénéficiaire avant ce moment, à l'exception :

(i) des cotisations que ce dernier a déduites en application de l'alinéa 30 60k),

(ii) des montants transférés au régime pour le compte du bénéficiaire conformément au paragraphe 147(19), 35

(iii) de la partie des cotisations, sauf celles visées aux sous-alinéas (i) et (ii), que le bénéficiaire a versées au cours de chaque année civile antérieure à 1991, ne dépassant pas 40 5 500 \$;

b) soit un don que la fiducie a reçu avant ce moment et après le 25 mai 1976.»

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux ver- 45 sements effectués à des régimes enregistrés

Régime d'épargne-retraite réputé être enregistré

Excédent au titre d'un régime de participation différée aux bénéfices

Definition of "excess amount" for a DPSP

of registered retirement savings plans of the individual, that retirement savings plan shall be deemed to have been a registered retirement savings plan since the later of May 25, 1976 and the day the plan came into existence."

retraite de l'individu, ce régime enregistré d'épargne-retraite est réputé avoir été un régime enregistré d'épargne-retraite depuis la date de l'entrée en vigueur du régime, si elle est postérieure au 25 mai 1976 ou dans le cas contraire, depuis cette dernière date.»

(4) Subsection 204.2(4) at present reads as follows:

"(4) "Excess amount" at a particular time for a trust governed by a deferred profit sharing plan or a revoked plan means the aggregate of

(a) the aggregate of contributions made to the trust before that time and after May 25, 1976 (other than contributions to which paragraph 60(k) applies) by an employee who is or is about to become a member of the plan, to the extent that such contributions exceed \$5,500 in a year, less any such contributions that have been returned to the employee before that particular time, and

(b) the amounts of any gifts received by the trust after May 25, 1976."

(4). — Texte actuel du paragraphe 204.2(4) :

«(4) «Excédent», à une date donnée, pour une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfécies ou un régime dont l'enregistrement est annulé désigne le total

a) du total des contributions faites à la fiducie avant cette date et après le 25 mai 1976 (à l'exception des contributions auxquelles l'alinéa 60k s'applique), par un employé qui a adhéré au régime ou qui est sur le point de le faire, dans la mesure où de telles contributions dépassent 5 500 \$ dans une année, moins la partie de ces contributions qui a été restituée à l'employé avant cette date donnée, et

b) des montants de tous dons reçus par la fiducie après le 25 mai 1976.»

retirement savings plans after 1987, except that, in its application with respect to payments made to registered retirement savings plans in 1988,

(a) clause 204.2(1)(b)(i)(A) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to "(j.2)"; and

(b) clause 204.2(1)(b)(i)(B) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(B) transferred to the plan in accordance with subsection 146(16), and"

(6) Subsections (2) to (4) are applicable after 1988.

23. (1) Subparagraph 212(1)(h)(iii.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(iii.1) that portion thereof that is transferred by the payer on behalf of 20 the non-resident person, pursuant to an authorization in prescribed form, to a registered pension plan or registered retirement savings plan and that (A) by reason of subsection 25 147.3(9) would not, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment was made, be included in computing the 30 non-resident person's income, or (B) by reason of paragraph 60(j) or (j.2) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible 35 in computing the non-resident person's income for the year,"

(2) Subparagraph 212(1)(l)(i) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of clause (A) thereof and the word "and" at the end of clause (B) thereof, by adding the word "or" at the end of clause (B) thereof and by adding thereto the following clause:

"(C) to a carrier as consideration 45 for a registered retirement income fund under which the non-resident person is the annuitant (within the

d'épargne-retraite après 1987. Toutefois, pour son application aux versements effectués à des régimes enregistrés d'épargne-retraite en 1988 :

a) il n'est pas tenu compte de la mention 5 j.2) à la division 204.2(1)b)(i)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (1);

b) la division 204.2(1)b)(i)(B) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), est rem- 10 placée par ce qui suit :

«(B) des montants transférés au régime conformément au para- 10 graphe 146(16),»

(6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent 15 après 1988.

23. (1) Le sous-alinéa 212(1)h)(iii.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii.1) que la partie de ce paiement que le payeur transfère pour le 20 compte de la personne non résidente, aux termes d'une autorisation sur formulaire prescrit, à un régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite et qui, si la per- 25 sonne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l'année d'imposition du paiement, selon le cas :

(A) ne serait pas incluse dans le calcul de son revenu en application 30 du paragraphe 147.3(9),

(B) serait déductible dans le calcul de son revenu pour l'année en application de l'alinéa 60j) ou j.2),»

(2) Le sous-alinéa 212(1)l)(i) de la même 35 loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de la division (A), par remplacement du mot «et» par le mot «ou» à la fin de la division (B) et par adjonction de ce qui suit :

«(C) à un émetteur en contrepartie 40 d'un fonds enregistré de revenu de retraite dont la personne non résidente est le rentier, au sens de l'article 146.3, et»

Clause 23: (1) Subparagraph 212(1)(h)(iii.1) at present reads as follows:

“(iii.1) the portion thereof is transferred by the payer on behalf of the non-resident pursuant to an authorization in prescribed form to a registered pension fund or plan or to a registered retirement savings plan under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146),”

(2) New.

Article 23, (1). — Texte actuel du sous-alinéa 212(1)(h)(iii.1) :

«(iii.1) que la partie de ce paiement que le payeur transfère, pour le compte de la personne non résidente, en vertu d'une autorisation selon le formulaire prescrit, à une caisse ou à un régime enregistré de pensions ou à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel la personne non résidente est le rentier (au sens de l'article 146),»

(2). — Nouveau.

meaning assigned by section 146.3), and”

(3) Paragraph 212(1)(m) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Deferred profit sharing plan payments

“(m) a payment under a deferred profit sharing plan or a plan referred to in subsection 147(15) as a “revoked plan” that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment was made, be required by section 147, if it were read without reference to subsections (10.1) and (20) thereof, to be included in computing the non-resident person’s income for the year, other than the portion thereof that is transferred by the payer on behalf of the non-resident person, pursuant to an authorization in prescribed form, to a registered pension plan or registered retirement savings plan and that

- (i) by reason of subsection 147(20) would not, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be included in computing the non-resident person’s income, or
- (ii) by reason of paragraph 60(j.2) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible in computing the non-resident person’s income for the year;”

(4) Paragraph 212(1)(q) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Registered retirement income fund payments

“(q) a payment out of or under a registered retirement income fund that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment was made, be required by section 146.3 to be included in computing the non-resident person’s income for the year, other than the portion thereof that

- (i) has been transferred by the payer on behalf of the non-resident person pursuant to an authorization in prescribed form

(3) L’alinéa 212(1)m) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

«m) d’un paiement effectué aux termes d’un régime de participation différée aux bénéfécies ou d’un régime dont l’agrément est retiré, visé au paragraphe 147(15), qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l’année d’imposition où le paiement a été effectué, serait inclus, en application de l’article 147, abstraction faite des paragraphes (10.1) et (20), dans le calcul de son revenu pour l’année, à l’exception de la partie de ce paiement que le payeur transfère pour le compte de cette personne aux termes d’une autorisation sur formulaire prescrit à un régime de pension agréé ou à un régime enregistré d’épargne-retraite et qui, si cette personne avait résidé au Canada tout au long de l’année, selon le cas :

- (i) ne serait pas incluse dans le calcul de son revenu en application du paragraphe 147(20),
- (ii) serait déductible dans le calcul de son revenu pour l’année en application de l’alinéa 60j.2);»

Régime de participation différée aux bénéfécies

5

(4) L’alinéa 212(1)q) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

«q) d’un paiement provenant ou fait en vertu d’un fonds enregistré de revenu de retraite qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l’année d’imposition où le paiement a été effectué, serait inclus en application de l’article 146.3 dans le calcul de son revenu pour l’année, à l’exception de la partie de ce paiement qui, à la fois :

- (i) est transférée par le payeur pour le compte de cette personne aux termes d’une autorisation sur formulaire prescrit :

Fonds enregistré de revenu de retraite

30

(3) Paragraph 212(1)(m) at present reads as follows:

“(m) a payment under a deferred profit sharing plan or a plan referred to in subsection 147(15) as a “revoked plan” that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment was made, be required by section 147, if it were read without reference to subsection (10.1) thereof, to be included in computing his income for the year (excluding the portion thereof that has been transferred by the payer on behalf of the non-resident person pursuant to an authorization in prescribed form to a registered pension fund or plan or to a registered retirement savings plan under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146) and that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible in computing his income for the year by virtue of paragraph 60(j));”

(3). — Texte actuel de l’alinéa 212(1)m) :

«m) d’un paiement effectué en vertu d’un régime de participation différée aux bénéfices ou d’un régime appelé au paragraphe 147(15) «régime dont l’enregistrement est annulé» qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l’année d’imposition dans laquelle le paiement a été effectué, devrait être inclus, en vertu de l’article 147, (interprété sans égard au paragraphe (10.1)) dans le calcul de son revenu pour l’année (sauf la fraction du paiement qui a été transférée, par le payeur pour le compte de la personne non résidente, en vertu d’une autorisation selon le formulaire prescrit dans une caisse ou un régime enregistré de pensions ou dans un régime enregistré d’épargne-retraite en vertu duquel la personne non résidente est le rentier (au sens de l’article 146) et qui serait déductible dans le calcul de son revenu pour l’année en vertu de l’alinéa 60(j) si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l’année;»

(4) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4). — Texte actuel de l’alinéa 212(1)q) :

«q) d’un paiement provenant ou fait en vertu d’un fonds enregistré de revenu de retraite qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada pendant toute l’année d’imposition dans laquelle le paiement a été fait, devrait être inclus, selon l’article 146.3, dans le calcul de son revenu pour l’année;»

(A) to a registered retirement savings plan under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146),
 (B) to acquire an annuity described in subparagraph 60(l)(ii) under which the non-resident person is the annuitant, or
 (C) to a carrier as consideration for a registered retirement income fund under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146.3), and
 (ii) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible in computing the non-resident person's income for the year by virtue of paragraph 60(l);"

(5) Subsections (1), (2) and (4) are applicable with respect to payments made after the day on which this Act is assented to.

(6) Subsection (3) is applicable with respect to payments made after 1988, except that the reference to "paragraph 60(j.2)" in subparagraph 212(1)(m)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall

- (a) with respect to payments made on or before the day on which this Act is assented to, be read as a reference to "paragraph 60(j)"; and
 (b) with respect to payments made during the period, if any, that is after the day on which this Act is assented to and before 1990, be read as a reference to "paragraph 60(j) or (j.2)".

24. (1) Paragraph 214(3)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) where, by reason of subsection 146.3(4), (6), (7) or (11), an amount would, if Part I were applicable, be required to be included in computing a taxpayer's income, that amount shall be deemed to have been paid to the taxpayer as a payment under a registered retirement income fund; and"

(A) soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont cette personne est le rentier, au sens de l'article 146,

(B) soit pour acquérir une rente visée au sous-alinéa 60l)(ii) dont cette personne est le rentier,

(C) soit à un émetteur en contrepartie d'un fonds enregistré de revenu de retraite dont cette personne est le rentier, au sens de l'article 146.3,

(ii) serait, si cette personne avait résidé au Canada tout au long de l'année, déductible en application de l'alinéa 60l) dans le calcul de son revenu pour l'année;»

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) s'appliquent aux paiements faits après la date de sanction de la présente loi.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux paiements faits après 1988. Toutefois, la mention de «l'alinéa 60j.2)» au sous-alinéa 212(1)m)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacée par ce qui suit :

- a) s'il s'agit de paiements faits au plus tard à la date de sanction de la présente loi, la mention de «l'alinéa 60j)»;
 b) s'il s'agit de paiements faits durant la période éventuelle qui suit la date de sanction de la présente loi et précède 1990, la mention de «l'alinéa 60j) ou j.2)».

24. (1) L'alinéa 214(3)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«i) lorsque, en application du paragraphe 146.3(4), (6), (7) ou (11), il faudrait, si la partie I s'appliquait, inclure une somme dans le calcul du revenu d'un contribuable, cette somme est réputée lui avoir été versée à titre de paiement en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite; et»

(2) Les paragraphes (1) s'appliquent aux permis
émis avant le 1er janvier 1988.

(2) Subsections (1) in applicable with
permits issued prior to 1988.

25. Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par ce qui suit :

25. The word portion of subsection 241(4)
of the said Act preceding the word "or"
is repealed and the following sub-
section is added therefor:

438. (1) La personne qui ne peut pas ou se refuse à faire une déclaration de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application qui conviendrait au paragraphe 146.3(1) ou à 147.3(1) ou (2), 147.1(2), 147.1(3) ou à un règlement pris en application du paragraphe 147.1(4) ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute peine prévue par ailleurs :

438. (1) Every person who has failed to file or make a return as and when required by or under this Act or a regulation or who has failed to comply with 146.3(1), 147.3(1) or (2), 147.1(2) or (3), any of sections 230 to 232 or a regulation made under subsection 147.1(4) or with an order made under subsection (2) is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided is liable on summary conviction to:

26. (1) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

26. (1) Subsection 241(4) of the said Act is amended by adding there to, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

a) communiquer ou permettre qu'on communique, aux fins de la gestion d'un régime de pension agréé, l'attestation visée à l'alinéa 147.1(10a) ou le relevé de la liste à la personne qui la demande;

(a) communicate or allow to be communicated to the person who seeks a certification referred to in paragraph 147.1(10)(a) the certification or a return to make the certification, for the purpose of administering a registered pension plan;

(2) L'alinéa 241(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Paragraph 241(4)(b) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (iv) thereof, by adding the word "and" at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

27. Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

27. Subsection 241(4) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (v) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (vi) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(3) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(3) Subsection 241(4) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (vi) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (vii) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

Clause 24: (1) This amendment would replace a reference to subsection 146.3(12) with a reference to subsection 146.3(11).

Article 24, (1). — Remplacement du renvoi au paragraphe 146.3(12) par un renvoi au paragraphe 146.3(11).

(2) Subsection (1) is applicable with respect to payments made after 1988.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements effectués après 1988.

25. All that portion of subsection 238(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

25. Le passage du paragraphe 238(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

Offences

“238. (1) Every person who has failed to file or make a return as and when required by or under this Act or a regulation or who has failed to comply with subsection 116(3), 127(3.1) or (3.2), 147.1(7) or 153(1), any of sections 230 to 232 or a regulation made under subsection 147.1(18) or with an order made under subsection (2) is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to”

«238. (1) La personne qui ne produit pas ou ne remplit pas une déclaration de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application ou qui contrevient au paragraphe 116(3), 127(3.1) ou (3.2), 147.1(7), 153(1) ou à l'un des articles 230 à 232 ou à un règlement pris en application du paragraphe 147.1(18) ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs :»

Défaut de déclaration ou de respect de la loi

26. (1) Subsection 241(4) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

26. (1) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

“(e.1) communicate or allow to be communicated to the person who seeks a certification referred to in paragraph 147.1(10)(a) the certification or a refusal to make the certification, for the purposes of administering a registered pension plan;”

«e.1) communiquer ou permettre que soit communiquée, aux fins de la gestion d'un régime de pension agréé, l'attestation visée à l'alinéa 147.1(10)a) ou le refus de la faire à la personne qui la demande;»

(2) Paragraph 241(4)(f) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (iv) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(2) L'alinéa 241(4)f) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(vi) to an official of the Office of the Superintendent of Financial Institutions solely for the purpose of providing advice to the Minister with respect to any matter relating to pension plans;”

«(vi) à un fonctionnaire du Bureau du surintendant des institutions financières, uniquement aux fins de conseiller le ministre sur toute question relative aux régimes de pension;»

(3) Subsection 241(4) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (h.2) thereof, by adding the word “or” at the end of para-

(3) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

40

35

Clause 25: This amendment would add the underlined words and delete a reference to subsection 227(5).

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

Clause 26: (1) New.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

(2) New.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

(3) New.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

Article 25. — Adjonction des passages soulignés et suppression d'un renvoi au paragraphe 227(5).

(A) as to the identity of a pension plan in respect of which application for registration for the purposes of the Act has at any time been made; (B) as to the names and addresses of the persons who are liable to be responsible for the administration of a pension plan referred to in clause (A); (C) as to the names and addresses of the employers who participate in the plan or who will participate in the plan if the plan is amended to such a plan or document as is referred to in clause (A); (D) as to the terms of a pension plan referred to in clause (A); (E) as to the date of termination or partial termination of a pension plan referred to in clause (A); (F) information as to whether a pension plan is or was a registered pension plan; (G) the date of registration of a pension plan that is or was a registered pension plan; (H) in the case of a pension plan the registration of which under the Act has been refused or revoked, the date of the refusal or revocation and the reasons therefor.

Article 26, (1). — Nouveau.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

(2). — Nouveau.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

(3). — Nouveau.

(1) un régime de retraite d'un régime de retraite... (2) un régime de retraite d'un régime de retraite... (3) un régime de retraite d'un régime de retraite...

graph (i) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(j) communicate or allow to be communicated to an official, solely for the purposes of administering or enforcing the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province,

(i) information obtained under this Act

(A) as to the identity of a pension plan in respect of which application for registration for the purposes of this Act has, at any time, been made,

(B) as to the names and addresses of the persons who are, have been or will be responsible for the administration of a pension plan referred to in clause (A),

(C) as to the names and addresses of the employers who participate, have participated or will participate in a pension plan referred to in clause (A),

(D) as to the terms of a pension plan referred to in clause (A), a trust deed, insurance contract or other document relating to the funding of benefits under such a plan or an amendment or proposed amendment to such a plan or document, or

(E) as to the date of termination or partial termination of a pension plan referred to in clause (A),

(ii) information as to whether a pension plan is or was a registered pension plan,

(iii) the date of registration of a pension plan that is or was a registered pension plan, or

(iv) in the case of a pension plan the registration of which under this Act has been refused or revoked, the date of the refusal or revocation and the reason therefor.”

«j) communiquer ou permettre que soit communiqué à un fonctionnaire, uniquement aux fins d'appliquer ou d'exécuter la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou une loi provinciale semblable, un des renseignements suivants :

(i) un renseignement obtenu conformément à la présente loi concernant, selon le cas :

(A) l'identification d'un régime de pension pour lequel une demande d'agrément a été présentée à un moment donné pour l'application de la présente loi,

(B) les nom et adresse des personnes qui sont ou seront chargées de gérer le régime de pension visé à la division (A),

(C) les nom et adresse des employeurs qui ont participé, participent ou participeront au régime de pension visé à la division (A),

(D) les modalités du régime de pension visé à la division (A), d'un acte de fiducie, d'un contrat d'assurance ou d'autres documents portant sur le financement des prestations prévues par un tel régime, ou les modifications effectives ou proposées apportées à un tel régime ou document,

(E) la date où il est mis fin, complètement ou partiellement, au régime de pension visé à la division (A),

(ii) un renseignement sur la question de savoir si un régime de pension est ou a été un régime de pension agréé,

(iii) la date d'agrément d'un régime de pension qui est ou a été un régime de pension agréé,

(iv) dans le cas d'un régime de pension dont l'agrément dans le cadre de la présente loi a été refusé ou retiré, la date et le motif du refus ou du retrait.»

(4) Paragraph 241(10)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 241(10)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"official"
«fonctionnaire»

“(a) “official” means any person employed in or occupying a position of responsibility

«a) «fonctionnaire» s'entend d'une personne qui est ou a été employée à une fonction de responsabilité ou qui occupe ou a occupé un tel poste :

«fonctionnaire»
“official”

- (i) in the service of Her Majesty in right of Canada or a province, or
- (ii) in the service of an authority engaged in administering a law of a province similar to the *Pension Benefits Standards Act, 1985*

- (i) soit au service de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province,
- (ii) soit au service d'une administration chargée de l'application d'une loi provinciale semblable à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension;*»

or any person formerly so employed or formerly occupying a position therein;”

(5) Subsections (1) to (4) are applicable after 1988.

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent après 1988.

27. (1) The definition “registered pension fund or plan” in subsection 248(1) of the said Act is repealed.

27. (1) La définition de «caisse ou régime enregistré de pensions», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogée.

(2) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

(2) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“registered pension plan”
«régime de pension agréé»

““registered pension plan” means a pension plan that has been registered by the Minister for the purposes of this Act, which registration has not been revoked;”

«régime de pension agréé» s'entend d'un régime de pension que le ministre a agréé pour l'application de la présente loi et dont l'agrément n'a pas été retiré;»

«régime de pension agréé»
“registered pension plan”

(3) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(3) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“additional voluntary contribution”
«cotisation facultative»

““additional voluntary contribution” to a registered pension plan means a contribution that is made by a member to the plan, that is used to provide benefits under a money purchase provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of the plan and that is not required as a general condition of membership in the plan;

«cotisation facultative» s'entend d'une cotisation versée à un régime de pension agréé par un participant au régime qui sert à assurer des prestations aux termes d'une disposition à cotisations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), du régime, mais dont le versement n'est pas une condition générale de participation au régime;

«cotisation facultative»
“additional voluntary contribution”

“money purchase limit”
«plafond des cotisations déterminées»
“past service pension adjustment”
«facteur d'équivalence pour services passés»

“money purchase limit” for a calendar year has the meaning assigned by subsection 147.1(1);

«déductions inutilisées au titre des REER» d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition s'entend au sens du paragraphe 146(1);

«déductions inutilisées au titre des REER»
“unused RRSP deduction”

“past service pension adjustment” of a taxpayer for a calendar year in respect of an employer has the meaning assigned by regulation;

«facteur d'équivalence» d'un contribuable pour une année civile quant à un employeur s'entend au sens du règlement;

«facteur d'équivalence»
“pension adjustment”

(4) This amendment would add the underlined and side-lined words.

(4). — Texte actuel de l'alinéa 241(10)a :

«a) «fonctionnaire» s'entend soit d'une personne employée à une fonction de responsabilité ou occupant un tel poste au service de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, soit d'une personne précédemment ainsi employée ou ayant précédemment occupé un tel poste;»

Clause 27: (1) The definition "registered pension fund or plan" reads as follows:

Article 27, (1). — Texte de la définition de «caisse ou régime enregistré de pensions» :

““registered pension fund or plan” means an employees' superannuation or pension fund or plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act in respect of its constitution and operations for the taxation year under consideration;”

«caisse ou régime enregistré de pensions» signifie une caisse ou un régime de retraite ou d'autres pensions, pour employés admis à l'enregistrement par le Ministre, aux fins de la présente loi, en ce qui concerne la constitution et l'activité de cette caisse ou régime, pour l'année d'imposition considérée;»

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) New.

(3). — Nouveau.

"pension adjustment"
«facteur d'équivalence»

"profit sharing plan"
«régime de participation aux bénéfices»

"RRSP deduction limit"
«maximum déductible au titre des REER»

"RRSP dollar limit"
«plafond REER»

"total pension adjustment reversal"
«facteur global de rectification»

"unused RRSP deduction room"
«déductions inutilisées au titre des REER»

"pension adjustment" of a taxpayer for a calendar year in respect of an employer has the meaning assigned by regulation;

"profit sharing plan" has the meaning assigned by subsection 147(1);

"RRSP deduction limit" has the meaning assigned by subsection 146(1);

"RRSP dollar limit" has the meaning assigned by subsection 146(1);

"total pension adjustment reversal" of a taxpayer for a calendar year in respect of an employer has the meaning assigned by regulation;

"unused RRSP deduction room" of a taxpayer at the end of a taxation year has the meaning assigned by subsection 146(1);

(4) Subsections (1) and (2) are applicable after 1985 except that, before 1989, the definition "registered pension plan" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as follows:

"registered pension plan" means an employees' superannuation or pension fund or plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act in respect of its constitution and operations for the taxation year under consideration;

(5) Subsection (3) is applicable after 1988, except that the definition "additional voluntary contribution" in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable after 1985.

28. (1) Subsection 252(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) For the purposes of paragraphs 56(1)(b) and (c), section 56.1, paragraphs

Extended meaning of "spouse" and "former spouse"

5

15

20

35

«facteur d'équivalence pour services passés» d'un contribuable pour une année civile quant à un employeur s'entend au sens du règlement;

«facteur global de rectification» d'un contribuable pour une année civile quant à un employeur s'entend au sens du règlement;

«maximum déductible au titre des REER» s'entend au sens du paragraphe 146(1);

«plafond REER» s'entend au sens du paragraphe 146(1);

«plafond des cotisations déterminées» pour une année civile s'entend au sens du paragraphe 147.1(1);

«régime de participation aux bénéfices» s'entend au sens du paragraphe 147(1);

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après 1985. Toutefois, avant 1989, la définition de «régime de pension agréé» au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (2), est remplacée par ce qui suit :

«régime de pension agréé» signifie une caisse ou un régime de retraite ou d'autres pensions, pour employés, admis à l'enregistrement par le ministre, aux fins de la présente loi, en ce qui concerne la constitution ou l'activité de cette caisse ou de ce régime, pour l'année d'imposition considérée;

(5) Le paragraphe (3) s'applique après 1988. Toutefois, la définition de «cotisation facultative», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (3), s'applique après 1985.

28. (1) Le paragraphe 252(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Pour l'application des alinéas 56(1)b) et c) et 60b) et c), des articles 56.1 40

«facteur d'équivalence pour services passés»
"past service pension adjustment"

«facteur global de rectification»
"total pension adjustment reversal"

«maximum déductible au titre des REER»
"RRSP deduction limit"

«plafond REER»
"RRSP dollar limit"

«plafond des cotisations déterminées»

15 "money purchase limit"

«régime de participation aux bénéfices»
"profit sharing plan"

Sens large de conjoint et ex-conjoint

461) and (c) and section 60.1, subsections 73(1) and 148(8), and sub-paragraph 210(c)(ii), "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage as the case may be.

(2) Subsection (1) is applicable after 1982.

30. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(3) Subsection (1) is applicable after 1982.

31. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) The paragraph (1) applies after 1982.

32. The version française de la loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1982.

PART III
 RULES FOR APPLICATION
 L'APPLICATION DE LA LOI

252(3) (1) The expression "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage as the case may be.

(2) Subsection (1) is applicable after 1982.

30. La version française de la loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1982.

461) and (c) and section 60.1, subsections 73(1) and 148(8), and sub-paragraph 210(c)(ii), "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage as the case may be.

(2) Subsection (1) is applicable after 1982.

30. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(3) Subsection (1) is applicable after 1982.

31. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Subsection (1) is applicable after 1982.

32. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1982.

33. La version française de la loi est modifiée conformément à l'annexe I.

PART III
 RULES FOR APPLICATION
 L'APPLICATION DE LA LOI

252(3) (1) The expression "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage as the case may be.

(2) Subsection (1) is applicable after 1982.

30. La version française de la loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1982.

Clause 28: (1) Subsection 252(3) at present reads as follows:

"(3) For the purposes of paragraphs 56(1)(b) and (c), 60(b) and (c) and 146(16)(a), sections 56.1 and 60.1, subsections 73(1) and 148(8), and subparagraph 210(c)(ii), "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage, as the case may be."

Article 28, (1). — Texte actuel du paragraphe 252(3) :

«(3) Pour l'application des alinéas 56(1)b) et c), 60b) et c) et 146(16)a), des articles 56.1 et 60.1, des paragraphes 73(1) et 148(8) et du sous-alinéa 210c)(ii), est assimilée au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'ancien conjoint toute personne qui, selon le cas, est partie à un mariage nul ou annulable.»

60(b) and (c) and section 60.1, subsections 73(1) and 146(16), subparagraph 146.3(2)(f)(iv), paragraph 146.3(14)(b), subsections 147.3(5) and 148(8) and subparagraph 210(c)(ii), "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage, as the case may be."

(2) Subsection (1) is applicable after 1987 except that, before 1989, subsection 252(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to "subsection 147.3(5)".

29. (1) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Subsection (1) is applicable after 1985.

30. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule II.

PART II

INCOME TAX APPLICATION RULES, 1971

31. (1) Subsection 17(8) of the *Income Tax Application Rules, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

"(8) A reference in the new law to a registered pension plan shall, in respect of a period while the plan was an approved superannuation or pension fund or plan, be construed as a reference to such approved superannuation or pension fund or plan."

(2) Subsection (1) is applicable after 1985.

Registered pension plan

et 60.1, des paragraphes 73(1) et 146(16), du sous-alinéa 146.3(2)f(iv), de l'alinéa 146.3(14)b), des paragraphes 147.3(5) et 148(8) et du sous-alinéa 210c(ii), est assimilée au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'ancien conjoint toute personne qui, selon le cas, est partie à un mariage nul ou annulable.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1987. Toutefois, avant 1989, il n'est pas tenu compte de la mention «147.3(5)» au paragraphe 252(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

29. (1) La même loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1985.

30. La version française de la même loi est modifiée conformément à l'annexe II.

PARTIE II

RÈGLES DE 1971 CONCERNANT L'APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

31. (1) Le paragraphe 17(8) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) La mention dans la nouvelle loi d'un régime de pension agréé, en ce qui concerne la période pendant laquelle le régime était une caisse ou un régime approuvé de pensions de retraite ou de pensions, vaut mention d'une telle caisse ou d'un tel régime.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1985.

Régime de pensions agréé

PART III

AN ACT TO AMEND THE INCOME TAX ACT, THE FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS AND FEDERAL POST-SECONDARY EDUCATION AND HEALTH CONTRIBUTIONS ACT, THE OLD AGE SECURITY ACT, THE PUBLIC UTILITIES INCOME TAX TRANSFER ACT, THE VETERANS ALLOWANCE ACT AND A RELATED ACT

31. II, during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-38, entitled an Act to amend the Income Tax Act, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Health Contributions Act, the Old Age Security Act, the Public Utilities Income Tax Transfer Act, the Veterans Allowance Act and a related Act

PARTIE II

Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu

Article 31, (1). — Texte actuel du paragraphe 17(8) :

«(8) La mention dans la nouvelle loi d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions, relativement à une période durant laquelle la caisse ou le régime était une caisse ou régime approuvé de pensions de retraite ou de pensions, doit s'interpréter comme étant une mention d'une telle caisse ou régime approuvé de pensions de retraite ou de pensions.»

17. (1) Section 17 of the said Act is amended by adding therein, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

(a) the amount, if any, by which the total of the aggregate of all legal incomes (other than those relating to a divorce or settlement of property arising from a marriage or other conjugal relationship) first paid by the taxpayer after 1952 and in the year or any of the 3 immediately preceding taxation years

PARTIE III

LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCALS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ET SUR LES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE ET DE SANTÉ, LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, LA LOI SUR LE TRANSFERT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET UNE LOI CONNEXE

31. Si le projet de loi C-38 intitulé Loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé, la loi sur la sécurité de la vieillesse, la loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, la loi sur les allocations aux anciens combattants et une loi connexe

PART II

Income Tax Application Rules, 1971

Clause 31: (1) Subsection 17(8) at present reads as follows:

“(8) A reference in the new law to a registered pension fund or plan shall, in respect of a period while the fund or plan was an approved superannuation or pension fund or plan, be construed as a reference to such approved superannuation or pension fund or plan.”

17. (1) L'article 17 de la présente loi est modifié par insertion, après l'alinéa (a) de cet article, du paragraphe suivant :

(a) l'excédent éventuel du revenu légal des montants suivants : (i) le total des revenus juridiques ou autres (autres que ceux relatifs à un divorce ou à un règlement de biens provenant de mariage ou autre relation conjugale) payés pour la première fois par le contribuable après 1952 et au cours de l'année ou de

PART III

AN ACT TO AMEND THE INCOME TAX ACT, THE FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS AND FEDERAL POST-SECONDARY EDUCATION AND HEALTH CONTRIBUTIONS ACT, THE OLD AGE SECURITY ACT, THE PUBLIC UTILITIES INCOME TAX TRANSFER ACT, THE WAR VETERANS ALLOWANCE ACT AND A RELATED ACT

32. If, during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-28, entitled *An Act to amend the Income Tax Act, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, the Old Age Security Act, the Public Utilities Income Tax Transfer Act, the War Veterans Allowance Act and a related Act*, is assented to, then, on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which that Act is assented to,

(a) subsection 12(1) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

“12. (1) Section 60 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (o) thereof, the following paragraph:

“(o.1) the amount, if any, by which the lesser of

(i) the aggregate of all legal expenses (other than those relating to a division or settlement of property arising from a marriage or other conjugal relationship) paid by the taxpayer after 1985 and in the year or any of the 7 immediately preceding taxation years

PARTIE III

LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ET SUR LES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET DE SANTÉ, LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, LA LOI SUR LE TRANSFERT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET UNE LOI CONNEXE

32. Si le projet de loi C-28 intitulé *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, la Loi sur les allocations aux anciens combattants et une loi connexe* est sanctionné au cours de la deuxième session de la trente-quatrième législature :

a) le paragraphe 12(1) de cette loi est, au dernier en date du jour de la sanction de la présente loi et du jour de la sanction de cette loi, abrogé et remplacé par ce qui suit :

«12. (1) L'article 60 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa o), de ce qui suit :

«o.1) l'excédent éventuel du moins élevé des montants suivants :

(i) le total des frais judiciaires ou extrajudiciaires (sauf ceux se rapportant au règlement ou au partage de biens découlant du mariage ou autre situation assimilable à une union conjugale) payés par le contribuable après 1985 et au cours de l'année ou

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

to collect or establish a right to an amount of

(A) a benefit under a pension fund or plan (other than a benefit under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act) in respect of the employment of the taxpayer or a deceased individual of whom the taxpayer was a dependant, relation or legal representative, or

(B) a retiring allowance of the taxpayer or a deceased individual of whom the taxpayer was a dependant, relation or legal representative, 15 and

(ii) the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(A) an amount described in clause 20

(i)(A) or (B)

(I) that is received after 1985,

(II) in respect of which legal expenses described in subparagraph (i) were paid, and 25

(III) that is included in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year, or

(B) an amount included in computing the income of the taxpayer under paragraph 56(1)(1.1) for the year or a preceding taxation year, exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted 35 under paragraph (j), (j.01), (j.1) or (j.2) in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year, to the extent that the amount may reasonably be considered 40 to have been deductible as a consequence of the receipt of an amount referred to in clause (A),

exceeds

(iii) the portion of the aggregate 45 described in subparagraph (i) in respect of the taxpayer that may reasonably be considered to have been deductible under this paragraph in computing the income of the taxpayer 50 for a preceding taxation year;" "; and

de l'une des sept années d'imposition précédentes pour recouvrer l'un des montants suivants ou pour établir un droit à ceux-ci :

(A) une prestation prévue par quelque régime ou caisse de pensions (sauf une prestation prévue par le régime institué par le *Régime de pensions du Canada* ou un régime provincial de pensions, au sens de l'article 3 de cette loi) en raison de l'emploi du contribuable ou d'un particulier décédé auquel le contribuable était apparenté ou dont il était une personne à charge ou le 15 représentant légal,

(B) une allocation de retraite du contribuable ou d'un particulier décédé auquel le contribuable était apparenté ou dont il était une per- 20 sonne à charge ou le représentant légal,

(ii) l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(A) soit un montant visé à la divi- 25 sion (i)(A) ou (B) au titre duquel les frais judiciaires et extrajudiciaires visés au sous-alinéa (i) ont été payés, reçu après 1985 et inclus dans le calcul du revenu du contri- 30 buable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(B) soit un montant inclus en application de l'alinéa 56(1)1.1) dans le calcul du revenu du contribuable 35 pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

sur le total des montants dont chacun représente un montant déduit en application de l'alinéa j), j.01), j.1) 40 ou j.2) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que ce montant est déductible 45 en raison de la réception d'un montant visé à la division (A),

sur :

(iii) la fraction du total visé au sous-alinéa (i) quant au contribuable, qu'il 50 est raisonnable de considérer comme

disponible en application du présent article dans le cadre du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure.

6) Le paragraphe 12(1) de cette loi est en vigueur à compter du jour de la sanction de la présente loi et du jour de la sanction de cette loi, abrogé et remplacé par ce qui suit :

«3) Le paragraphe (1) s'applique aux 10 années d'imposition 1986 et suivantes. Toutefois :

- a) en ce qui concerne les années d'imposition 1986 et 1987, le renvoi à «(1)» ou «2)» au sous-alinéa 60(1)(ii) de la même loi, édité par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «1)»;
- b) en ce qui concerne l'année d'imposition 1988, le renvoi à «(1)» ou «2)» au sous-alinéa 60(1)(ii) de la même loi, édité par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «(1)» ou «1)».

en
une
une
en
incl
cont
tr

(1) Subsection 12(1) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

“(1) Subsection (1) is applicable to the 10th and subsequent taxation years. 3
except that

- (a) with respect to the 1986 and 1987 taxation years, subparagraph 60(1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference therein to “(1)”, “(2)”, “(1)” or “(2)” were a reference to “(1)”, and
- (b) with respect to the 1988 taxation year, subparagraph 60(1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference therein to “(1)”, “(2)” or “(3)” were a reference to “(1)” or “(1)”.

(b) subsection 12(3) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years, 5 except that

(a) with respect to the 1986 and 1987 taxation years, subparagraph 60(o.1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference 10 therein to “(j.01), (j.1) or (j.2)” were a reference to “(j.1)”; and

(b) with respect to the 1988 taxation year, subparagraph 60(o.1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), 15 shall be read as if the reference therein to “(j.01), (j.1) or (j.2)” were a reference to “(j.01) or (j.1).”

déductible en application du présent alinéa dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure;».

b) le paragraphe 12(3) de cette loi est, au 5 dernier en date du jour de la sanction de la présente loi et du jour de la sanction de cette loi, abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le paragraphe (1) s'applique aux 10 années d'imposition 1986 et suivantes. Toutefois :

a) en ce qui concerne les années d'imposition 1986 et 1987, le renvoi à «j.01, j.1 ou j.2» au sous-alinéa 60o.1(ii) de 15 la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «j.1»;

b) en ce qui concerne l'année d'imposition 1988, le renvoi à «j.01, j.1 ou j.2» au sous-alinéa 60o.1(ii) de la même loi, 20 édicté par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «j.01 ou j.1».

<p>ANNEXE II (Article 30)</p> <p>1. The words "retire", "active", "other", "and" and "etain" are substituted for the words "annule", "annulé", "annuler" and "annuler" respectively with such grammatical modifications as the circumstances require.</p> <p>2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pension" in clause 149(1)(a) of the French version.</p>	<p>SCHEDULE II (Section 30)</p> <p>1. The words "retire", "active", "other", "and" and "etain" are substituted for the words "annule", "annulé", "annuler" and "annuler" respectively with such grammatical modifications as the circumstances require.</p> <p>2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pension" in clause 149(1)(a) of the French version.</p>
<p>30 (v) 1. les sous-articles 149(1)(a)(i), (ii) et (iii);</p> <p>2. les articles 149(1)(c) et (d);</p> <p>3. l'article 147(3)(b);</p> <p>4. le paragraphe 146(6)(a);</p> <p>5. l'article 138(2);</p> <p>6. l'article 138(1)(v);</p> <p>7. le paragraphe 138(1)(v);</p> <p>8. le sous-article 108(1)(b);</p> <p>9. l'article 72(3a);</p> <p>10. la division 60A(1)(0)(A);</p> <p>11. le paragraphe 58(6);</p> <p>12. le paragraphe 57(4);</p> <p>13. le paragraphe 50(2);</p> <p>14. l'article 50(2)(a);</p> <p>15. l'article 50(1)(v);</p> <p>16. le sous-article (i);</p> <p>17. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>18. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>19. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>20. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>21. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>22. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>23. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>24. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>25. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>26. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>27. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>28. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>29. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>30. le paragraphe 50(1)(v);</p>	<p>30 (v) 1. subparagraphs 149(1)(a)(i), (ii), (iii) and (v);</p> <p>2. paragraph 147(3)(b);</p> <p>3. subsection 146(6)(a);</p> <p>4. paragraph 146(6)(a);</p> <p>5. subsection 138(2);</p> <p>6. paragraph 138(1)(v);</p> <p>7. paragraph 138(1)(v);</p> <p>8. paragraph 108(1)(b);</p> <p>9. paragraph 72(3a);</p> <p>10. clause 60A(1)(0)(A);</p> <p>11. subsection 58(6);</p> <p>12. subsection 57(4);</p> <p>13. subsection 50(2);</p> <p>14. paragraph 50(2)(a);</p> <p>15. paragraph 50(1)(v);</p> <p>16. paragraph 50(1)(v);</p> <p>17. paragraph 50(1)(v);</p> <p>18. paragraph 50(1)(v);</p> <p>19. paragraph 50(1)(v);</p> <p>20. paragraph 50(1)(v);</p> <p>21. paragraph 50(1)(v);</p> <p>22. paragraph 50(1)(v);</p> <p>23. paragraph 50(1)(v);</p> <p>24. paragraph 50(1)(v);</p> <p>25. paragraph 50(1)(v);</p> <p>26. paragraph 50(1)(v);</p> <p>27. paragraph 50(1)(v);</p> <p>28. paragraph 50(1)(v);</p> <p>29. paragraph 50(1)(v);</p> <p>30. paragraph 50(1)(v);</p>

<p>ANNEXE III (Article 31)</p> <p>1. The words "retire", "active", "other", "and" and "etain" are substituted for the words "annule", "annulé", "annuler" and "annuler" respectively with such grammatical modifications as the circumstances require.</p> <p>2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pension" in clause 149(1)(a) of the French version.</p>	<p>SCHEDULE III (Section 31)</p> <p>1. The words "retire", "active", "other", "and" and "etain" are substituted for the words "annule", "annulé", "annuler" and "annuler" respectively with such grammatical modifications as the circumstances require.</p> <p>2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pension" in clause 149(1)(a) of the French version.</p>
<p>31 (v) 1. les sous-articles 149(1)(a)(i), (ii) et (iii);</p> <p>2. les articles 149(1)(c) et (d);</p> <p>3. l'article 147(3)(b);</p> <p>4. le paragraphe 146(6)(a);</p> <p>5. l'article 138(2);</p> <p>6. l'article 138(1)(v);</p> <p>7. le paragraphe 138(1)(v);</p> <p>8. le sous-article 108(1)(b);</p> <p>9. l'article 72(3a);</p> <p>10. la division 60A(1)(0)(A);</p> <p>11. le paragraphe 58(6);</p> <p>12. le paragraphe 57(4);</p> <p>13. le paragraphe 50(2);</p> <p>14. l'article 50(2)(a);</p> <p>15. l'article 50(1)(v);</p> <p>16. le sous-article (i);</p> <p>17. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>18. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>19. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>20. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>21. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>22. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>23. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>24. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>25. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>26. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>27. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>28. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>29. le paragraphe 50(1)(v);</p> <p>30. le paragraphe 50(1)(v);</p>	<p>31 (v) 1. subparagraphs 149(1)(a)(i), (ii), (iii) and (v);</p> <p>2. paragraph 147(3)(b);</p> <p>3. subsection 146(6)(a);</p> <p>4. paragraph 146(6)(a);</p> <p>5. subsection 138(2);</p> <p>6. paragraph 138(1)(v);</p> <p>7. paragraph 138(1)(v);</p> <p>8. paragraph 108(1)(b);</p> <p>9. paragraph 72(3a);</p> <p>10. clause 60A(1)(0)(A);</p> <p>11. subsection 58(6);</p> <p>12. subsection 57(4);</p> <p>13. subsection 50(2);</p> <p>14. paragraph 50(2)(a);</p> <p>15. paragraph 50(1)(v);</p> <p>16. paragraph 50(1)(v);</p> <p>17. paragraph 50(1)(v);</p> <p>18. paragraph 50(1)(v);</p> <p>19. paragraph 50(1)(v);</p> <p>20. paragraph 50(1)(v);</p> <p>21. paragraph 50(1)(v);</p> <p>22. paragraph 50(1)(v);</p> <p>23. paragraph 50(1)(v);</p> <p>24. paragraph 50(1)(v);</p> <p>25. paragraph 50(1)(v);</p> <p>26. paragraph 50(1)(v);</p> <p>27. paragraph 50(1)(v);</p> <p>28. paragraph 50(1)(v);</p> <p>29. paragraph 50(1)(v);</p> <p>30. paragraph 50(1)(v);</p>

SCHEDULE I
(Section 29)

1. The expression "registered pension plan" is substituted for the expression "registered pension fund or plan" wherever the latter expression occurs and, in particular, in the following provisions, with such modifications as the circumstances require:

- (a) subparagraph 6(1)(a)(i);
- (b) paragraph 8(1)(m.1);
- (c) subsections 8(6) and (7);
- (d) all that portion of subsection 8(8) 10 preceding paragraph (a) thereof;
- (e) subparagraph 18(1)(k)(iii);
- (f) all that portion of paragraph 18(11)(c) preceding subparagraph (i) thereof;
- (g) all that portion of paragraph 20(1)(q) 15 preceding subparagraph (i) thereof;
- (h) paragraph 20(1)(s);
- (i) paragraph 20(2.2)(a);
- (j) subsection 20(22);
- (k) subsection 57(4); 20
- (l) subsection 58(6);
- (m) clause 60(j.1)(iii)(A);
- (n) paragraph 75(3)(a);
- (o) subparagraph 108(1)(j)(ii);
- (p) subsection 138.1(7); 25
- (q) paragraph 146(16)(b);
- (r) paragraph 147(8)(b);
- (s) paragraphs 149(1)(o) and (o.1); and
- (t) subparagraphs 149(1)(o.2)(i), (ii), (iv) and (v). 30

2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pensions" in clause 149(1)(o.2)(ii)(A) of the French version.

SCHEDULE II
(Section 30)

1. The words "retire", "retiré", "retirer" 35 and "retrait" are substituted for the words "annulé", "annulé", "annuler" and "annulation", respectively, with such grammatical modifications as the circumstances require,

ANNEXE I
(article 29)

1. Dans la loi et notamment dans les passages suivants, «caisse ou régime enregistré de pensions» et «régime ou caisse enregistré de pensions» sont remplacés par «régime de pension agréé», avec les adaptations nécessaires : 5

- a) le sous-alinéa 6(1)a)(i);
- b) l'alinéa 8(1)m.1);
- c) les paragraphes 8(6) et (7);
- d) le passage du paragraphe 8(8) qui précède l'alinéa a); 10
- e) le sous-alinéa 18(1)k)(iii);
- f) le passage de l'alinéa 18(11)c) qui précède le sous-alinéa (i);
- g) le passage de l'alinéa 20(1)q) qui précède le sous-alinéa (i); 15
- h) l'alinéa 20(1)s);
- i) l'alinéa 20(2.2)a);
- j) le paragraphe 20(22);
- k) le paragraphe 57(4); 20
- l) le paragraphe 58(6);
- m) la division 60j.1)(iii)(A);
- n) l'alinéa 75(3)a);
- o) le sous-alinéa 108(1)j)(ii);
- p) le paragraphe 138.1(7); 25
- q) l'alinéa 146(16)b);
- r) l'alinéa 147(8)b);
- s) les alinéas 149(1)o) et o.1);
- t) les sous-alinéas 149(1)o.2)(i), (iv) et (v). 30

2. Dans la division 149(1)o.2)(ii)(A), «régime enregistré de pensions» est remplacé par «régime de pension agréé».

ANNEXE II
(article 30)

1. Dans les passages suivants, «annule», 35 «annulé», «annuler» et «annulation» sont respectivement remplacés par «retire», «retiré», «retirer» et «retrait», avec les adaptations grammaticales nécessaires : 40

<p>2. Dans les passages suivants, indiquez le mot qui est remplacé par <i>voilà</i>, avec les adaptations grammaticales nécessaires.</p>	<p>2. The word "voilà" is substituted for the word "voilà" with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:</p>
<p>a) le passage du paragraphe 147(14) qui suit l'alinéa c);</p>	<p>(a) that portion of subsection 147(14) following paragraph (c);</p>
<p>b) le paragraphe 147(14);</p>	<p>(b) subsection 147(14);</p>
<p>c) le paragraphe 147(15);</p>	<p>(c) subsection 147(15);</p>
<p>d) l'alinéa 204A).</p>	<p>(d) paragraph 147(15)(c); and</p>
<p>3. Dans les passages suivants, indiquez le mot qui est remplacé par <i>voilà</i>, avec les adaptations grammaticales nécessaires.</p>	<p>3. The word "voilà" is substituted for the word "voilà" with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:</p>
<p>a) le paragraphe 147(17);</p>	<p>(a) subsection 147(17);</p>
<p>b) le paragraphe 147(18);</p>	<p>(b) subsection 147(18);</p>
<p>c) le passage du paragraphe 147(18) qui précède l'alinéa a);</p>	<p>(c) that portion of subsection 147(18) preceding paragraph (a);</p>
<p>d) l'alinéa 147(18)c).</p>	<p>(d) paragraph 147(18)(c).</p>
<p>4. Dans les passages suivants, indiquez le mot qui est remplacé par <i>voilà</i>, avec les adaptations grammaticales nécessaires.</p>	<p>4. The expression "voilà" is substituted for the word "voilà" with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:</p>
<p>a) le paragraphe 144(1);</p>	<p>(a) subsection 144(1);</p>
<p>b) le passage du paragraphe 147(2) qui précède l'alinéa a);</p>	<p>(b) that portion of subsection 147(2) preceding paragraph (a);</p>
<p>c) le paragraphe 147(3);</p>	<p>(c) subsection 147(3);</p>
<p>d) l'alinéa 147(4)a);</p>	<p>(d) paragraph 147(4)(a);</p>
<p>e) le paragraphe 147(4);</p>	<p>(e) subsection 147(4);</p>
<p>f) le paragraphe 147(4);</p>	<p>(f) subsection 147(4);</p>
<p>g) le paragraphe 147(4.1);</p>	<p>(g) subsection 147(4.1);</p>
<p>h) le paragraphe 147(5);</p>	<p>(h) subsection 147(5);</p>
<p>i) l'alinéa 149(1)a);</p>	<p>(i) paragraph 149(1)(a);</p>
<p>j) l'alinéa 173(3)c);</p>	<p>(j) paragraph 173(3)(c); and</p>
<p>k) l'alinéa 204A).</p>	<p>(k) paragraph 204A).</p>
<p>5. Le passage du paragraphe 146(1) qui précède l'alinéa a);</p>	<p>(a) that portion of subsection 146(1) preceding paragraph (a);</p>
<p>b) l'alinéa 147(1)a);</p>	<p>(b) subsection 147(1);</p>
<p>c) le passage du paragraphe 147(2) qui précède l'alinéa a);</p>	<p>(c) that portion of subsection 147(2) preceding paragraph (a);</p>
<p>d) l'alinéa 147(1)a);</p>	<p>(d) paragraph 147(1)(a);</p>

wherever those words occur in the following provisions:

- (a) that portion of subsection 147(14) following paragraph (c) thereof;
- (b) subsection 147(14.1);
- (c) subsection 147(15);
- (d) paragraph 172(3)(c); and
- (e) paragraph 204(f).

2. The word "agr  e" is substituted for the word "enregistré", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:

- (a) subsection 130.1(7);
- (b) subsection 144(11);
- (c) that portion of subsection 147(5) preceding paragraph (a) thereof; and
- (d) paragraph 147(15)(a).

3. The word "agrément" is substituted for the word "enregistrement", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:

- (a) subsection 144(11);
- (b) that portion of subsection 147(2) preceding paragraph (a) thereof;
- (c) subsection 147(3);
- (d) paragraph 147(4)(a);
- (e) subsection 147(5);
- (f) subsection 147(14);
- (g) subsection 147(14.1);
- (h) subsection 147(15);
- (i) paragraph 149(1)(o.1);
- (j) paragraph 172(3)(c); and
- (k) paragraph 204(f).

4. The expression "régime dont l'agrément est retiré" is substituted for the expression "régime dont l'enregistrement est annulé", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions:

- (a) subparagraph 146.3(1)(d)(i);
- (b) subsection 147(15);
- (c) that portion of subsection 147(18) preceding paragraph (a) thereof;

a) le passage du paragraphe 147(14) qui suit l'alinéa c);

b) le paragraphe 147(14.1);

c) le paragraphe 147(15);

5 d) l'alinéa 172(3)c);

e) l'alinéa 204f).

2. Dans les passages suivants, «enregistré» est remplacé par «agrée», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

a) le paragraphe 130.1(7);

b) le paragraphe 144(11);

15 c) le passage du paragraphe 147(5) qui précède l'alinéa a);

d) l'alinéa 147(15)a).

3. Dans les passages suivants, «enregistrement» est remplacé par «agrément», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

a) le paragraphe 144(11);

b) le passage du paragraphe 147(2) qui précède l'alinéa a);

c) le paragraphe 147(3);

d) l'alinéa 147(4)a);

e) le paragraphe 147(5);

f) le paragraphe 147(14);

30 g) le paragraphe 147(14.1);

h) le paragraphe 147(15);

i) l'alinéa 149(1)o.1);

j) l'alinéa 172(3)c);

k) l'alinéa 204f).

4. Dans les passages suivants, «régime dont l'enregistrement est annulé» est remplacé par «régime dont l'agrément est retiré», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

a) le sous-alinéa 146.3(1)d)(i);

b) le paragraphe 147(15);

c) le passage du paragraphe 147(18) qui précède l'alinéa a);

d) l'alinéa 153(1)h);

- (d) paragraph 153(1)(h);
- (e) heading to Part X;
- (f) that portion of subsection 198(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (g) that portion of subsection 198(6) following paragraph (b) thereof;
- (h) subsection 198(7);
- (i) that portion of subsection 199(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (j) that portion of subsection 202(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (k) section 204;
- (l) paragraph 214(3)(d); and
- (m) the definition "fiducie d'employés" in subsection 248(1).

- e) le titre de la partie X;
- f) le passage du paragraphe 198(1) qui précède l'alinéa a);
- g) le passage du paragraphe 198(6) qui suit l'alinéa b);
- h) le paragraphe 198(7);
- i) le passage du paragraphe 199(1) qui précède l'alinéa a);
- j) le passage du paragraphe 202(1) qui précède l'alinéa a);
- k) l'article 204;
- l) l'alinéa 214(3)d);
- m) la définition de «fiducie d'employés» au paragraphe 248(1).

3. The word "agrément" is substituted for the word "enregistrement" with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:

- (a) subsection 144(1);
- (b) that portion of subsection 147(2) preceding paragraph (a) thereof;
- (c) subsection 147(3);
- (d) paragraph 147(4)(a);
- (e) subsection 147(5);
- (f) subsection 147(6);
- (g) subsection 147(14);
- (h) subsection 147(15);
- (i) paragraph 149(1)(a)(i);
- (j) paragraph 152(3)(c); and
- (k) paragraph 204(1).

3. Dans les passages suivants, le mot «agrément» est substitué par le mot «enregistrement», avec les adaptations grammaticales nécessaires:

- a) le paragraphe 144(1);
- b) le passage du paragraphe 147(2) qui précède l'alinéa a);
- c) le paragraphe 147(3);
- d) l'alinéa 147(4)a);
- e) le paragraphe 147(5);
- f) le paragraphe 147(6);
- g) le paragraphe 147(14);
- h) le paragraphe 147(15);
- i) l'alinéa 149(1)a)i);
- j) l'alinéa 152(3)c);
- k) l'article 204(1).

4. The expression "régime dont l'agrément est retiré" is substituted for the expression "régime dont l'enregistrement est annulé", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions:

- (a) subparagraph 142.3(1)(a)(i);
- (b) subsection 147(15);
- (c) that portion of subsection 147(18)...

4. Dans les passages suivants, l'expression «régime dont l'agrément est retiré» est substituée par l'expression «régime dont l'enregistrement est annulé», avec les adaptations grammaticales nécessaires:

- a) la sous-section 142.3(1)a)i);
- b) le paragraphe 147(15);
- c) le passage du paragraphe 147(18) qui précède l'alinéa a);

C-52

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-52

An Act to amend the Income Tax Act and related Acts

C-52

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-52

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et certaines
lois connexes

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 7, 1990
BY THE STANDING COMMITTEE ON FINANCE

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 7 JUIN
1990 PAR LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

2nd Session, 34th Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

2^e session, 34^e législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-52

PROJET DE LOI C-52

An Act to amend the Income Tax Act and
related Acts

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
et certaines lois connexes

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

PART I

PARTIE I

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S.C. 1952, c.
148; 1970-71-
72, c. 63; 1972,
c. 9; 1973-74,
cc. 14, 29, 30,
44, 45, 49, 51;
1974-75-76, cc.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, cc. 4,
10, 54;
1977-78, cc. 1,
4, 32, 41, 42;
1978-79, c. 5;
1979, c. 5;
1980-81-82-83,
cc. 40, 47, 48,
68, 102, 104,
109, 140; 1984,
cc. 1, 19, 31,
45; 1985, c. 45;
1986, cc. 6, 24,
40, 44, 55, 58;
1987, cc. 45,
46; 1988, cc.
28, 51, 55,
61, 65

S.R.C. 1952,
ch. 148;
1970-71-72, ch.
63; 1972, ch. 9;
1973-74, ch. 14,
29, 30, 44, 45,
49, 51;
1974-75-76, ch.
26, 50, 58, 71,
87, 88, 95;
1976-77, ch. 4,
10, 54;
1977-78, ch. 1,
4, 32, 41, 42;
1978-79, ch. 5;
1979, ch. 5;
1980-81-82-83,
ch. 40, 47, 48,
68, 102, 104,
109, 140; 1984,
ch. 1, 19, 31,
45; 1985, ch.
45; 1986, ch. 6,
24, 40, 44, 55,
58; 1987, ch.
45, 46; 1988,
ch. 28, 51, 55,
61, 65

1. (1) Subparagraph 6(1)(g)(iii) of the
Income Tax Act is repealed and the follow-
ing substituted therefor:

1. (1) Le sous-alinéa 6(1)g)(iii) de la *Loi*
5 de l'impôt sur le revenu est abrogé et rem-
placé par ce qui suit :

“(iii) a superannuation or pension
benefit attributable to services ren-
dered by a person in a period through-

«(iii) une prestation de retraite ou
d'autres pensions imputable aux servi-
ces rendus par une personne au cours

out which the person was not resident in Canada.

(1) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

2. (1) Paragraph 8(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) the amount in respect of contributions to any registered pension plan that, by reason of subsection 147.2(4), is deductible in computing the taxpayer's income

d'une période tout au long de laquelle elle ne résidait pas au Canada.

(1) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

2. (1) L'article 8(1)(a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) le montant des contributions pour un régime de pension enregistré qui, en vertu de la section 147.2(4), est déductible de son revenu

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSON

Les modifications apportées par le Comité permanent des finances sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in the Standing Committee on Finance are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

(a) the amount contributed by the taxpayer in the year to a pension plan in respect of services rendered by the taxpayer while

(b) the plan is a retirement compensation arrangement.

(c) the amount, not paid to a credit, an (other) meaning assigned by the definition "retirement compensation arrangement" in subsection 248(1) of the Act, was paid to a resident in Canada, and

(d) either

(A) the taxpayer was entitled, by the terms of the taxpayer's contract of employment, to contribute the amount, and the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by the taxpayer does not exceed the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by any other person in respect of the taxpayer, or

(B) the plan is a pension plan in respect of which under the Act was revoked (other than a plan the revocation of which was referred to in the effective date of the regime) and the amount was attributed in accordance with the

(a) les contributions le contribuable verse au cours de l'année à un régime de pension au titre de services qu'il rend, si les conditions suivantes sont remplies :

(i) le régime est une convention de retraite;

(ii) les cotisations ont été versées à un dépositaire (au sens de la définition de « dépositaire » aux articles 248 et 249 de la Loi sur le régime de retraite du Canada;

(iii) selon le cas :

(A) le contribuable est tenu, par les conditions de son contrat ou de son contrat de travail, de verser les cotisations et le total des cotisations le contribuable verse au cours de l'année ne dépasse pas le total des cotisations versées par une autre personne à l'égard de la même personne, ou

(B) il s'agit d'un régime de pension dont l'agencement dans le cours de la période d'essai a été révoqué (à moins que l'agencement n'ait été révoqué avant la date de sa prise d'effet), et les cotisations ont été versées conformément aux modalités du régime en vigueur, avant le retrait de l'agencement.

out which the person was not resident in Canada;”

d’une période tout au long de laquelle elle ne résidait pas au Canada;»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1988 et suivantes.

2. (1) Paragraph 8(1)(m) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) L’alinéa 8(1)m) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Employee’s registered pension plan contributions

“(m) the amount in respect of contributions to registered pension plans that, by reason of subsection 147.2(4), is deductible in computing the taxpayer’s income for the year;”

«m) le montant que le contribuable peut déduire en application du paragraphe 147.2(4) dans le calcul de son revenu pour l’année au titre des cotisations versées à des régimes de pension agréés;»

Cotisations salariales à un régime de pension agréé

(2) Paragraph 8(1)(m.1) of the said Act is repealed.

(2) L’alinéa 8(1)m.1) de la même loi est abrogé.

(3) Subsection 8(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (m.1) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 8(1) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa m.1), de ce qui suit :

Employee RCA contributions

“(m.2) an amount contributed by the taxpayer in the year to a pension plan in respect of services rendered by the taxpayer where

«m.2) les cotisations que le contribuable verse au cours de l’année à un régime de pension au titre de services qu’il rend, si les conditions suivantes sont réunies :

Cotisations salariales à un convention de retraite

(i) the plan is a retirement compensation arrangement,

(i) le régime est une convention de retraite,

(ii) the amount was paid to a custodian (within the meaning assigned by the definition “retirement compensation arrangement” in subsection 248(1)) of the arrangement who is resident in Canada, and

(ii) les cotisations ont été versées à un dépositaire (au sens de la définition de «convention de retraite» au paragraphe 248(1)) de la convention qui réside au Canada,

(iii) either

(iii) selon le cas :

(A) the taxpayer was required, by the terms of the taxpayer’s office or employment, to contribute the amount, and the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by the taxpayer does not exceed the aggregate of the amounts contributed to the plan in the year by any other person in respect of the taxpayer, or

(A) le contribuable est tenu, par les conditions de son emploi ou de sa charge, de verser les cotisations, et le total des cotisations qu’il verse au régime au cours de l’année ne dépasse pas le total des cotisations qu’une autre personne a ainsi versées pour le compte du contribuable,

(B) the plan is a pension plan the registration of which under this Act was revoked (other than a plan the registration of which was revoked as of the effective date of its registration) and the amount was contributed in accordance with the

(B) il s’agit d’un régime de pension dont l’agrément dans le cadre de la présente loi a été retiré (sauf un régime dont l’agrément a été retiré rétroactivement à la date de sa prise d’effet), et les cotisations ont été versées conformément aux modalités du régime en vigueur avant le retrait de l’agrément;»

... (1) ...

(2) ...

(3) ...

(4) ...

(5) ...

(6) ...

(7) ...

(8) ...

(9) ...

(10) ...

(11) ...

(12) ...

(13) ...

(14) ...

(15) ...

(16) ...

... (1) ...

(2) ...

(3) ...

(4) ...

(5) ...

(6) ...

(7) ...

(8) ...

(9) ...

(10) ...

(11) ...

(12) ...

(13) ...

(14) ...

(15) ...

(16) ...

...

...

...

...

...

...

...

...

terms of the plan as last registered;"

(4) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

"(1.1) For the purposes of paragraph (1)(m), such part as a taxpayer designates in the taxpayer's return of income for the 1986 taxation year of the aggregate of all 10 amounts contributed by the taxpayer after 1985 and before October 9, 1986 as additional voluntary contributions shall be deemed to have been contributed in respect of services rendered by the taxpayer 15 before 1986."

(5) Subsections 8(6) and (7) of the said Act are repealed.

(6) Subsection 8(8) of the said Act is repealed.

(7) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1986 to 1990 taxation years, paragraph 8(1)(m) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall 25 be read as follows:

"(m) amounts contributed by the taxpayer in the year to or under a registered pension plan,

- (i) not exceeding in the aggregate the 30 taxpayer's contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, if retained by the taxpayer's employer from the taxpayer's remuneration for or under the 35 plan in respect of services rendered in the year or paid into or under the plan by the taxpayer as part of the taxpayer's dues for the year as a member of a trade union,
- (ii) not exceeding in the aggregate, 40 the lesser of

(A) the taxpayer's contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, 45 paid by the taxpayer in the year and, in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, into or under the

(4) L'article 8 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce 5 qui suit :

«(1.1) Pour l'application de l'alinéa (1)m), la partie — qu'un contribuable 5 indique dans sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition 1986 — des cotisations facultatives qu'il a versées après 1985 et avant le 9 octobre 1986 est réputée avoir été versée au titre de services qu'il a 10 rendus avant 1986.»

(5) Les paragraphes 8(6) et (7) de la même loi sont abrogés.

(6) Le paragraphe 8(8) de la même loi est 15 abrogé.

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1986 à 1990, l'alinéa 8(1)m) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est 20 remplacé par ce qui suit :

«m) les sommes que le contribuable a versées au cours de l'année dans le cadre d'un régime de pension agréé :

- (i) sans dépasser, au total, le plafond 25 de sa cotisation pour l'année en vertu du présent sous-alinéa afférente au régime, si son employeur les a retenues sur sa rémunération dans le cadre du régime au titre de services 30 rendus au cours de l'année, ou si elles ont été payées dans le cadre du régime par le contribuable comme partie de ses cotisations pour l'année à titre de membre d'un syndicat 35 ouvrier,
- (ii) sans dépasser, au total, le moins élevé des montants suivants, à concurrence de la partie non déductible dans l'année d'imposition précédente selon 40 l'alinéa 60j) :

(A) le plafond de sa cotisation pour l'année en vertu du présent sous-alinéa afférente au régime, qu'il a

Election re
additional
voluntary
contributions

Choix
concernant les
cotisations
facultatives

payable au cours de l'année et versé
 le 7 octobre 1988 et il s'agit d'une
 contribution volontaire, dans le cadre
 du régime au titre de services rendus
 à certains volontaires à l'année 8
 alors qu'il ne consistait pas en rétro-
 cession de parts d'une somme de \$ 2
 le 9 octobre 1988 et il s'agit d'une
 contribution volontaire, dans le cadre
 du régime au titre de services rendus
 à certains volontaires à l'année,
 alors qu'il ne consistait pas en rétro-
 cession de parts d'une somme de \$ 12
 en sus du montant de la somme d'années 12
 précédentes ou il a rendu les servi-
 ces, alors qu'il ne consistait pas en
 rétro-cession de parts d'une somme de
 \$ 10 y afférent pour l'année en
 vertu de la présente sous-section, dimi-
 nue de tout les sommes déduites
 en application du présent sous-ali-
 néa durant les années d'imposition
 antérieures.

(iii) sans dépasser au total, 3 000 \$
 moins toute somme déduite selon la
 sous-section (i) ou (ii) dans le calcul de
 son revenu pour l'année, qu'il a versé
 au cours de l'année et avant le 9
 octobre 1988 et il s'agit d'une somme de
 \$ 30
 non facultative, soit dans le cadre du
 régime, soit dans le cadre d'un autre
 régime semblable au titre de services
 rendus à certains volontaires à l'année
 30, alors qu'il consistait à l'un des cas
 32
 non déductible dans l'année d'imposi-
 tion précédente selon l'alinéa 60(2).

(8) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent
 aux années d'imposition 1991 et suivantes.
 40
 (9) Le paragraphe (1) s'applique aux
 années d'imposition 1988 et suivantes.
 (10) Le paragraphe (4) s'applique à l'année
 1988 et à l'imposition 1988.
 (11) Le paragraphe (5) s'applique aux
 années d'imposition 1991 et suivantes.

plan in respect of services rendered
 by the taxpayer before the year
 while the taxpayer was not a con-
 tributor, and
 (8) that part of an amount paid by
 the taxpayer in the year and in the
 case of additional voluntary contri-
 butions, before October 9, 1988,
 into or under the plan in respect of
 services rendered by the taxpayer
 before the year while the taxpayer
 was not a contributor that is not in
 excess of the amount obtained by
 multiplying the number of preced-
 ing years in which the taxpayer
 rendered services while the taxpay-
 er was not a contributor by the
 taxpayer's contribution limit for the
 year under this subparagraph, in
 respect of the plan, and subtracting
 from the product so obtained the
 aggregate of all amounts deducted
 under this subparagraph for
 preceding taxation years.

to the extent not deductible in the
 immediately preceding taxation year
 under paragraph 60(1), and
 (ii) not exceeding in the aggregate
 \$3,000 minus any amount deducted
 under subparagraph (i) or (ii) in any
 year paid by the taxpayer in the year
 and in the case of additional volun-
 tary contributions, before October 9,
 1988, whether into or under the plan
 or into or under any other plan
 in respect of services rendered by the
 taxpayer before the year while the
 taxpayer was a contributor, in the
 amount not deductible in the immedi-
 ately preceding taxation year under
 paragraph 60(1).

(8) Subsection (2) and (3) are applicable
 in the 1991 and subsequent taxation years.
 (9) Subsection (1) is applicable to the
 1988 and subsequent taxation years.
 (10) Subsection (4) is applicable to the
 1988 taxation year.
 (11) Subsection (5) is applicable to the
 1991 and subsequent taxation years, and
 1991 and subsequent taxation years.

plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was not a contributor, and

(B) that part of an amount paid by the taxpayer in the year and, in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, into or under the plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was not a contributor that is not in excess of the amount obtained by multiplying the number of preceding years in which the taxpayer rendered services while the taxpayer was not a contributor by the taxpayer's contribution limit for the year under this subparagraph in respect of the plan, and subtracting from the product so obtained the aggregate of all amounts deducted under this subparagraph for preceding taxation years,

to the extent not deductible in the immediately preceding taxation year under paragraph 60(j), and

(iii) not exceeding in the aggregate \$3,500 minus any amount deducted under subparagraph (i) or (ii) in computing the taxpayer's income for the year, paid by the taxpayer in the year, and in the case of additional voluntary contributions, before October 9, 1986, whether into or under the plan or into or under any other such plan in respect of services rendered by the taxpayer before the year while the taxpayer was a contributor, to the extent not deductible in the immediately preceding taxation year under paragraph 60(j);"

(8) Subsections (2) and (5) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(9) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

(10) Subsection (4) is applicable to the 1986 taxation year.

(11) Subsection (6) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years, and

payée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, dans le cadre du régime au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il ne cotisait pas au régime, (B) la partie d'une somme qu'il a payée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, dans le cadre du régime au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il ne cotisait pas au régime, qui n'excède pas le produit obtenu en multipliant le nombre d'années antérieures où il a rendu les services, alors qu'il ne cotisait pas au régime, par le plafond de la cotisation y afférente pour l'année en vertu du présent sous-alinéa, diminué du total des sommes déduites en application du présent sous-alinéa durant les années d'imposition antérieures,

(iii) sans dépasser, au total, 3 500 \$ moins toute somme déduite selon le sous-alinéa (i) ou (ii) dans le calcul de son revenu pour l'année, qu'il a versée au cours de l'année, et avant le 9 octobre 1986 s'il s'agit d'une cotisation facultative, soit dans le cadre du régime, soit dans le cadre d'un autre régime semblable, au titre de services qu'il a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il cotisait à l'un de ces régimes, à concurrence de la partie non déductible dans l'année d'imposition précédente selon l'alinéa 60j);»

(8) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

(10) Le paragraphe (4) s'applique à l'année d'imposition 1986.

(11) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes. Tou-

telles que son application aux années 1991 et 1992 à l'article 81(8) de la Loi sur les impôts par le paragraphe 1991-01-0001.

48) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

49) Après 1981, au titre de services rendus à un contribuable, un contribuable qui a versé une contribution en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts peut inclure cette somme dans le calcul de son revenu net de l'année.

50) Après 1981, au titre de services rendus à un contribuable, un contribuable qui a versé une contribution en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts peut inclure cette somme dans le calcul de son revenu net de l'année.

51) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

52) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

53) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

54) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

55) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

56) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

57) Les contributions qui sont versées en vertu de l'article 81(8) de la Loi sur les impôts sont déductibles dans le calcul du revenu net de l'année.

subsection 81(8) of the Act, as it applies to the 1991 and 1992 taxation years, shall be read as follows:

"(8) Where an amount other than an additional voluntary contribution has been contributed by a taxpayer to or under a registered pension plan

(a) after 1981, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was not a contributor, or

(b) after 1981, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was a contributor,

it may be included in computing a deduction under

(i) paragraph (1)(a)(ii), in the case of an amount described in paragraph (a), or

(ii) paragraph (1)(a)(iii), in the case of an amount described in paragraph (b).

For a particular taxation year subsequent to the year in which it was contributed to the extent that it exceeds the aggregate of all amounts each of which was deductible in respect thereof under this subsection, paragraph (1)(a)(ii) or (iii) or paragraph 86(7) in computing the taxpayer's income for taxation years preceding the particular taxation year.

3. (1) Subparagraph 18(1)(c)(ii) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) a contribution described in subparagraph 81(8)(a) or (b) that they read in their application to the 1990 taxation year) that was required to be made pursuant to an election entered into before November 1, 1981, or"

(2) Subparagraph 18(1)(c)(ii) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) a contribution deductible under paragraph 86(7) or (8) in computing the taxpayer's income;"

subsection 8(8) of the said Act, as it applies to the 1987 to 1990 taxation years, shall be read as follows:

“(8) Where an amount, other than an additional voluntary contribution, has been contributed by a taxpayer to or under a registered pension plan

(a) after 1945, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was not a contributor, or

(b) after 1962, in respect of services rendered by the taxpayer in a year while the taxpayer was a contributor,

it may be included in computing a deduction under

(c) subparagraph (1)(m)(ii), in the case of an amount described in paragraph (a), or

(d) subparagraph (1)(m)(iii), in the case of an amount described in paragraph (b),

for a particular taxation year subsequent to the year in which it was contributed to the extent that it exceeds the aggregate of all amounts each of which was deductible in respect thereof under this subsection, subparagraph (1)(m)(ii) or (iii) or paragraph 60(j) in computing the taxpayer's income for taxation years preceding the particular taxation year.”

3. (1) Subparagraph 18(11)(c)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) a contribution described in subparagraph 8(1)(m)(ii) or (iii) (as they read in their application to the 1990 taxation year) that was required to be made pursuant to an obligation entered into before November 13, 1981, or”

(2) Subparagraph 18(11)(c)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) a contribution deductible under paragraph 20(1)(q) or (y) in computing the taxpayer's income;”

tefois, pour son application aux années d'imposition 1987 à 1990, le paragraphe 8(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«(8) Le contribuable qui a versé une somme — à l'exception d'une cotisation facultative — dans le cadre d'un régime de pension agréé :

a) après 1945, au titre de services qu'il a rendus au cours d'une année où il ne cotisait pas à ce régime,

b) après 1962, au titre de services qu'il a rendus au cours d'une année où il y cotisait,

peut inclure cette somme dans le calcul de la déduction prévue :

c) au sous-alinéa (1)m(ii), s'il s'agit d'une somme visée à l'alinéa a),

d) au sous-alinéa (1)m(iii), s'il s'agit d'une somme visée à l'alinéa b),

pour une année d'imposition donnée suivant l'année où la somme a été versée, à concurrence de l'excédent de cette somme sur le total des montants déductibles à son titre selon le présent paragraphe, le sous-alinéa (1)m(ii) ou (iii) ou l'alinéa 60j) dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition précédant l'année d'imposition donnée.»

3. (1) Le sous-alinéa 18(11)c(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) d'une cotisation visée au sous-alinéa 8(1)m(ii) ou (iii) — dans sa version applicable à l'année d'imposition 1990 — qui devait être versée conformément à une obligation contractée avant le 13 novembre 1981,»

(2) Le sous-alinéa 18(11)c(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) d'une cotisation déductible en application de l'alinéa 20(1)q) ou y) dans le calcul du revenu du contribuable;»

(3) Subsection 18(11) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(e) making a contribution to a retirement compensation arrangement where the contribution was deductible under paragraph 8(1)(m.2) in computing the taxpayer's income."

(4) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(5) Subsection (2) is applicable to the 1992 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years.

4. (1) Paragraph 20(1)(q) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(q) such amount in respect of employer contributions to registered pension plans as is permitted by subsection 147.2(1);"

(2) Paragraph 20(1)(s) of the said Act is repealed.

(3) Subsections 20(22) and (23) of the said Act are repealed.

(4) Subsections (1), (2) and (3) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years with respect to contributions made to registered pension plans after 1990.

5. (1) Paragraph 60(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is

(i) a superannuation or pension benefit (other than any amount in respect of the benefit that is deducted in computing the taxable income of the taxpayer for a taxation year by reason of subparagraph 110(1)(f)(i) or a benefit that is part of a series of periodic payments) payable out of or under a pension plan that is not a registered pension plan, attributable to services

(3) Le paragraphe 18(11) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«e) de verser à une convention de retraite une cotisation déductible en application de l'alinéa 8(1)m.2) dans le calcul du revenu du contribuable.»

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux 15 années d'imposition 1992 et suivantes.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes.

4. (1) L'alinéa 20(1)q) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«q) le montant que permet le paragraphe 147.2(1) au titre des cotisations versées par un employeur à un régime de pension agréé;»

(2) L'alinéa 20(1)s) de la même loi est abrogé.

(3) Les paragraphes 20(22) et (23) de la même loi sont abrogés.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent, pour les années d'imposition 1991 et suivantes, aux cotisations versées à des régimes de pension agréés après 1990.

5. (1) L'alinéa 60j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) ou (27.1) ou de l'alinéa 147(10.2)d) pour le contribuable pour l'année, soit une prestation de retraite ou d'autres pensions (à l'exception d'un montant au titre d'une prestation déduite en application du sous-alinéa 110(1)f)(i) dans le calcul du

Employer's
contributions to
registered
pension plan

Transfer of
superannuation
benefits

Cotisations
patronales à un
régime de
pension agréé

Transfert de
prestation de
retraite

rendered by the taxpayer or a spouse (in this subparagraph having the meaning assigned by subsection 146(1.1)) or former spouse of the taxpayer in a period throughout which such person was not resident in Canada, and included in computing the income of the taxpayer for the year by reason of subparagraph 56(1)(a)(i), or
 (ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year pursuant to subsection 104(27) or (27.1) or paragraph 147(10.2)(d),

as

(iii) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and
 (iv) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof designated for a taxation year for the purposes of paragraph (I),

to the extent that the amount was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

(2) Section 60 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j) thereof, the following paragraph:

"(j.01) such part of the aggregate of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer before March 28, 1988 that can reasonably be con-

revenu imposable du contribuable pour une année d'imposition et d'une prestation qui fait partie d'une série de paiements périodiques) payable dans le cadre d'un régime de pension qui n'est pas un régime de pension agréé, attribuable à des services que le contribuable ou son conjoint — «conjoint» s'entendant au présent alinéa au sens du paragraphe 146(1.1) — ou ancien conjoint a rendus au cours d'une période tout au long de laquelle il ne résidait pas au Canada et incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i), laquelle partie :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la fraction de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la fraction de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition aux fins de l'alinéa I);»

(2) L'article 60 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa j), de ce qui suit :

«j.01) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun repré-

Transfer of surplus

Transfert de surplus

sidered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year) as

(i) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(ii) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) or 60(j) or (j.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (j), (j.1) or (l),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

(3) Clause 60(j.1)(ii)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(B) \$1,500 times the number by which the number of years before 1989 described in clause (A) exceeds the number that can reasonably be regarded as the equivalent number of years before 1989 in respect of which employer contributions under either a pension plan or a deferred profit sharing plan of the

sente un montant que le contribuable a reçu avant le 28 mars 1988, qu'il est raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actuariel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), d'un régime de pension agréé, et qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i) (sauf toute partie de ce montant qu'il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année), laquelle partie :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la fraction de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) ou 60j) ou j.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la fraction de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa j), j.1) ou l);»

(3) La division 60j.1)(ii)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(B) du produit de 1 500 \$ par l'excédent du nombre d'années, antérieures à 1989, visé à la division (A) sur le nombre qu'il est raisonnable de considérer comme le nombre équivalent d'années, antérieures à 1989, pour lesquelles les cotisations de l'employeur versées aux termes d'un régime de pension

employer or a person related to the employer had vested in the retiree at the time of the payment”

ou d'un régime de participation différée aux bénéfices de l'employeur ou d'une personne liée à celui-ci étaient acquises au retraité au moment du versement.»

5

(4) Section 60 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (j.1) thereof, the following paragraph:

(4) L'article 60 de la même loi est modifié 5 par insertion, après l'alinéa j.1), de ce qui suit :

Transfer to
spousal RRSP

“(j.2) for taxation years ending after 1988 and before 1995, such part of the aggregate of all amounts (other than 10 amounts paid out of or under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund that by reason of section 254 are considered to be amounts paid out of or under a regis- 15 tered pension plan) paid on a periodic basis out of or under a registered pension plan or a deferred profit sharing plan and included, by reason of subsection 56(1), in computing the taxpayer's 20 income for the year as

- (i) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and
- (ii) does not exceed the least of 25
 - (A) \$6,000,
 - (B) the amount, if any, by which that aggregate exceeds the part of that aggregate designated for the year for the purposes of paragraph 30 (j) or deducted under paragraph (k) in computing the taxpayer's income for the year, and
 - (C) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by 35 the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement sav- 40 ings plan under which the taxpayer's spouse is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), to the extent that the amount was not deducted in com- 45 puting the taxpayer's income for a preceding taxation year;”

«j.2) pour les années d'imposition se terminant après 1988 et avant 1995, la 10 partie du total des paiements périodiques (à l'exception de montants prévus par un régime enregistré d'épargne-retraite ou par un fonds enregistré de revenu de retraite, ou en provenant, qui 15 par l'effet de l'article 254 sont considérés comme prévus par un régime de pension agréé ou en provenant) prévus par un régime de pension agréé ou un régime de participation différée aux 20 bénéfices, ou en provenant, et inclus en application du paragraphe 56(1) dans le calcul de son revenu pour l'année, qui :

Transfert au
REER du
conjoint

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de 25 revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le moins élevé des montants suivants :

(A) 6 000 \$, 30

(B) l'excédent éventuel de ce total sur la partie de ce total qu'il indique dans sa déclaration de revenu pour l'année aux fins de l'alinéa j) ou qu'il déduit selon l'alinéa k) 35 dans le calcul de son revenu pour l'année,

(C) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a versé au cours de 40 l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint 45 est rentier, au sens de ce paragraphe, dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure;» 50

(5) Paragraph 60(k) of the said Act is repealed.

(6) All that portion of subparagraph 60(l)(ii) of the said Act preceding clause (D) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) to acquire, from a person licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada an annuities business, an annuity

(A) under which the taxpayer is the annuitant

(I) for the taxpayer's life, or for the lives jointly of the taxpayer and the taxpayer's spouse (in this paragraph having the meaning assigned by subsection 146(1.1)), either with a guaranteed period that is not greater than 90 years minus the age of the taxpayer or the age of the taxpayer's spouse, at the time of its acquisition or without a guaranteed period, or

(II) for a term of years equal to 90 minus the age of the taxpayer or the age of the taxpayer's spouse, at the time of its acquisition, or

(B) under which the taxpayer, or a trust under which the taxpayer is the sole person beneficially interested in all amounts payable under the annuity, is the annuitant for a term of years not exceeding 18 minus the age of the taxpayer at the time of its acquisition

that does not provide for any payment thereunder except

(C) the single payment by or on behalf of the taxpayer,”

(7) Subparagraph 60(l)(v) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of the clause (A) thereof, by adding the word “and” at the end of clause (B) thereof and by adding thereto, immediately after clause (B) thereof, the following clause:

“(B.1) the lesser of

(I) the amount paid by or on behalf of the taxpayer to acquire

(5) L'alinéa 60k) de la même loi est abrogé.

(6) Le passage du sous-alinéa 60l)(ii) de la même loi qui précède la division (D) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) afin d'acheter, d'une personne titulaire d'une licence ou par ailleurs autorisée par la législation fédérale ou provinciale à exploiter un commerce de rentes au Canada, une rente :

(A) dont le contribuable est rentier et qui est :

(I) soit une rente viagère simple ou réversible au conjoint survivant, sans durée garantie ou pour une durée garantie égale ou inférieure à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente — «conjoint» s'entendant au présent alinéa au sens du paragraphe 146(1.1) —,

(II) soit une rente à terme, pour un nombre d'années égal à la différence entre 90 et l'âge du contribuable ou de son conjoint à la date d'achat de la rente, ou

(B) dont est rentier le contribuable ou la fiducie dans laquelle il est le seul à avoir un droit de jouissance sur les montants payables aux termes de la rente, pour un nombre d'années ne dépassant pas la différence entre 18 et l'âge du contribuable à la date d'achat de la rente, cette rente ne devant pas prévoir d'autres versements, sauf les suivants :

(C) le paiement unique à effectuer par le contribuable ou pour son compte,»

(7) Le sous-alinéa 60l)(v) de la même loi est modifié par insertion, après la division (B), de ce qui suit :

«(B.1) le moins élevé :

(I) de la somme versée par le contribuable ou pour son compte

the brackets that apply to the
 amounts (as shown in the
 table in the instructions to
 Form 1041-1990) for the
 estate. If the estate has
 a net operating loss (NOL)
 carryover from the estate or
 from a prior year, the NOL
 carryover may be used to
 offset the estate's taxable
 income. If the estate has
 a net capital loss carryover
 from the estate or from a
 prior year, the net capital
 loss carryover may be used
 to offset the estate's taxable
 income. If the estate has
 a net long-term capital loss
 carryover from the estate
 or from a prior year, the
 net long-term capital loss
 carryover may be used to
 offset the estate's taxable
 income.

(8) Class 600(b)(A) of the said Act is
 repealed and the following substituted
 therefor:

(A) all amounts other than
 amounts deductible under para-
 graph 611(a)(3), computed under
 the arrangement by the taxpayer
 which it was a retirement arrange-
 ment arrangement and before the
 end of the year.

(9) Clause 600(b)(A) of the said Act is
 repealed and the following substituted
 therefor:

(A) all amounts other than
 amounts deductible under para-
 graph 611(a)(3), computed under
 the arrangement by the taxpayer
 which it was a retirement arrange-
 ment arrangement and before the
 end of the year.

(10) Paragraph 600(b)(1) of the said
 Act is repealed and the following substituted
 therefor:

(b) the amount by which the tax-
 payer's RRSP deduction limit for the
 year exceeds the aggregate of the
 amounts deducted under subsections

partments that would be
 described in subparagraph (i) if
 the subparagraph were read
 without reference to clause (A)
 thereof, and

(11) the amount (after the any
 portion thereof included in the
 amount determined under clause
 (B)) included in computing the
 taxpayer's income for the year as
 a payment (other than a payment
 that is part of a series of periodic
 payments of that nature as an
 account surplus) received by the
 taxpayer out of or under a right-
 vested pension plan, or as a return
 of premiums out of or under a
 contract, investment savings
 plan, or a consequence of the
 death of an individual where the
 taxpayer is a child or grandchild
 of the individual.

(11) The amount (after the any
 portion thereof included in the
 amount determined under clause
 (B)) included in computing the
 taxpayer's income for the year as
 a payment (other than a payment
 that is part of a series of periodic
 payments of that nature as an
 account surplus) received by the
 taxpayer out of or under a right-
 vested pension plan, or as a return
 of premiums out of or under a
 contract, investment savings
 plan, or a consequence of the
 death of an individual where the
 taxpayer is a child or grandchild
 of the individual.

(12) The amount (after the any
 portion thereof included in the
 amount determined under clause
 (B)) included in computing the
 taxpayer's income for the year as
 a payment (other than a payment
 that is part of a series of periodic
 payments of that nature as an
 account surplus) received by the
 taxpayer out of or under a right-
 vested pension plan, or as a return
 of premiums out of or under a
 contract, investment savings
 plan, or a consequence of the
 death of an individual where the
 taxpayer is a child or grandchild
 of the individual.

(13) The amount (after the any
 portion thereof included in the
 amount determined under clause
 (B)) included in computing the
 taxpayer's income for the year as
 a payment (other than a payment
 that is part of a series of periodic
 payments of that nature as an
 account surplus) received by the
 taxpayer out of or under a right-
 vested pension plan, or as a return
 of premiums out of or under a
 contract, investment savings
 plan, or a consequence of the
 death of an individual where the
 taxpayer is a child or grandchild
 of the individual.

an annuity that would be described in subparagraph (ii) if that subparagraph were read without reference to clause (A) thereof, and 5
 (II) the amount (other than any portion thereof included in the amount determined under clause (B)) included in computing the taxpayer's income for the year as 10
 a payment (other than a payment that is part of a series of periodic payments or that relates to an actuarial surplus) received by the taxpayer out of or under a regis- 15
 tered pension plan, or as a refund of premiums out of or under a registered retirement savings plan, as a consequence of the death of an individual, where the 20
 taxpayer is a child or grandchild of the individual,"

(8) Clause 60(t)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 25

“(A) all amounts, other than amounts deductible under paragraph 8(1)(m.2), contributed under the arrangement by the taxpayer while it was a retirement compen- 30
 sation arrangement and before the end of the year,”

(9) Clause 60(u)(ii)(A) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 35

“(A) all amounts, other than amounts deductible under paragraph 8(1)(m.2), contributed under the arrangement by the taxpayer while it was a retirement compen- 40
 sation arrangement and before the end of the year, and”

(10) Subparagraph 60(v)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 45

“(iii) the amount by which the taxpayer's RRSP deduction limit for the year exceeds the aggregate of the amounts deducted under subsections

afin d'acheter une rente visée au sous-alinéa (ii), abstraction faite de la division (A),

(II) de la somme, sauf la partie de celle-ci qui est comprise dans 5
 la somme visée à la division (B), ajoutée dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de paiement (sauf un paiement affé- 10
 rant partie d'une série de paiements périodiques) qu'il reçoit dans le cadre d'un régime de pension agréé, ou à titre de remboursement de primes prévu par un 15
 régime enregistré d'épargne-retraite ou en provenant, par suite du décès d'un particulier, dans le cas où le contribuable est l'enfant ou le petit-enfant du 20
 particulier.»

(8) La division 60(t)(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) des cotisations, à l'exception de celles qui sont déductibles en 25
 application de l'alinéa 8(1)m.2), qu'il a versées dans le cadre de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite.» 30

(9) La division 60(u)(ii)(A) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(A) des cotisations, à l'exception de celles qui sont déductibles en 35
 application de l'alinéa 8(1)m.2), qu'il a versées dans le cadre de la convention avant la fin de l'année alors qu'elle était une convention de retraite.»

(10) Le sous-alinéa 60(v)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) de l'excédent du maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l'année sur le total des montants déduits en application des 45

10 pour son application à l'année d'imposition.

11) L'année 607 de la même loi 50

déclarées de revenus aux fins de

cette partie qui indiquent dans sa

partie à l'annexe de la section 43

entière en vertu de ce paragraphe

paragraphe 146(1) à un régime

(B) sont éliminés de revenu au sens de

la section 43(1) dans le calcul de

déduire en application de l'annexe

à son profil à l'exclusion de la base

selon d'un régime de pension agréé.

(A) est à titre de collection dans la

total des montants qu'il a versés au

cours de l'année ou dans les 60 jours

suivant la fin de cette année.

12) L'autre part, ne dépasse pas le 30

partie.

revenu pour l'année selon la présente

contraintes dans sa déclaration de

(1) d'une part, est indiquée par le

paragraphe 147(101) laquelle partie.

22 on (B) ou bien en application de par-

61(1)(b) ou à la division 56(1)(A)

encore d'un montant visé au sous-para-

graphe 147(101) en pension agréé en

W-1 sign d'un montant remboursé le 30

application de sous-para. 56(1)(A)

le calcul de son revenu pour l'année) en

application du paragraphe 60(1) dans

partie de ce montant qu'il déduit en

de son revenu pour l'année (sans toute 13

vents au montant inclus dans le calcul

total des montants déductibles repris

une année d'imposition antérieure — ou

calcul de revenu de contribution pour

4) la partie — son déduit dans le 10

remplacé par ce qui suit.

résumé par ailleurs par le paragraphe (1) en

position 1986 et 1987, l'année 607 de la

2) tout son application aux années 607-

2 selon :

1) Le paragraphe (1) s'applique aux

paragraphe 146(1) et (2) dans la

total de son revenu pour l'année.

146(1) and (2) in computing the

taxpayer's income for the year.

(1) Subsection (1) is applicable to the

1986 and subsequent taxation years, except

that

(a) in its application to the 1986 and 1987

taxation years paragraph 60(1) of the said

Act, as altered by subsection (1), shall be

read as follows:

"(1) such part of the aggregate of all 10

amounts each of which is an amount

included in computing the income of the

taxpayer for the year (other than any

portion thereof deducted by the taxpay-

er under subsection 60(2.1) in compar-

ing the taxpayer's income for the year

by virtue of paragraph 56(1)(b)) as

(where the amount is received out of or

under a registered pension plan or is an

amount described in subparagraph 20

61(1)(b)(ii) or clause 20(1)(a)(A) or

(1)) or subsection 147(10) as

(1) is designated by the taxpayer in

the taxpayer's return of income under

the Part for the year, and 25

(1) does not exceed the aggregate of

all amounts each of which is an

amount paid by the taxpayer in the

year or within 60 days after the end

of the year 30

(2) as a contribution to or under a

registered pension plan for the tax-

payer's year, other than the por-

tion thereof deductible under par-

agraph 61(1)(a) or (2.1) in 35

computing the taxpayer's income

for the year or 40

(B) as a program (within the

meaning assigned by subsection

146(1)) under a registered inter- 40

ment savings plan under which the

taxpayer is the contributor (within

the meaning assigned by subsection

146(1)) other than the portion

thereof that has been designated for 45

the purpose of paragraph (A).

to the extent that it is not deducted

in computing the taxpayer's income

for a preceding taxation year.

146(5) and (5.1) in computing the taxpayer's income for the year."

(11) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1986 and 1987 taxation years, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(j) such part of the aggregate of all 10 amounts each of which is an amount included in computing the income of the taxpayer for the year (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year) by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan or is an amount described in subparagraph 20 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)), or subsection 147(10) as

(i) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and 25

(ii) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year 30

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in 35 computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retire-40 ment savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for 45 the purposes of paragraph (I),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;"

paragraphes 146(5) et (5.1) dans le calcul de son revenu pour l'année.»

(11) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes. Tou- 5 tefois :

a) pour son application aux années d'imposition 1986 et 1987, l'alinéa 60j) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le 10 calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année (sauf toute 15 partie de ce montant qu'il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année) en application du sous-alinéa 56(1)a)(i), s'il s'agit d'un montant reçu dans le 20 cadre d'un régime de pension agréé ou encore d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g)(iii) ou à la division 56(1)a)(i)(A) ou (B), ou bien en application du para- 25 graphe 147(10), laquelle partie :

(i) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(ii) d'autre part, ne dépasse pas le 30 total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, 35 à son profit, à l'exclusion de la fraction de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l'année, 40

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la fraction de 45 cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa I);»;

b) pour son application à l'année d'imposition 1988, l'alinéa 60j) de la même loi, 50

édité par le Service (1) est remplacé par ce document.

2) la partie — non déductible — du calcul du revenu de son épouse pour une année d'imposition est celle — la — total des montants qui ont été ajoutés :

(i) soit un montant qui n'est inscrit sous partie de ce montant qu'il déduit en appliquant le paragraphe 60.5(1) dans le but de son revenu pour l'année qui a été payé au lieu de le considérer comme un paiement fait au titre de surplus actuariel et de tout à la disposition à l'article 147.1(1) d'un régime de pension agréé et qui est inclus dans le calcul du revenu de contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 50.56(1)(a), s'il s'agit d'un montant reçu dans le cadre d'un régime de pension agréé ou d'un montant versé sous-alinéa 61(1)(b) ou à la division 56(1)(a)(A) ou (B) ou bien en application du paragraphe 147.10, (ii) soit un montant admissible en application du paragraphe 104.37 pour le contribuable pour l'année.

30) la partie :

(iii) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(iv) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année.

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé à son profit, à l'exclusion de la partie de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 81(1) ou (a), dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 144.1, à un régime d'assurance d'invalidité dont il est titulaire, au sens du même para-

(b) in application to the 1987 taxation year, paragraph 60(9) of the Act as amended by subsection (1), shall be read as follows:

"(i) each part of the aggregate of all amounts each of which is

(i) an amount received by the taxpayer or (other than any portion thereof) deducted by the taxpayer under sub-section 60.5(1) in computing the taxpayer's income for the year) that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit pension plan (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of paragraph 60.5(6)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan or is an amount included in a paragraph 61(1)(a) or clause 56(1)(a)(A) or (B) or subsection 147.10) or

(ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year pursuant to subsection 104.37

(ii) is designated by the taxpayer in his Part for the year, and

(iv) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit other than an amount that is not deductible under paragraph 81(1) or (a) in computing the taxpayer's income for the year,

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 144.1) under a registered pension plan under which the taxpayer is the annuitant or the meaning assigned by subsection 144.1) other than the portion

(b) in its application to the 1988 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(j) such part of the aggregate of all amounts each of which is

- (i) an amount received by the taxpayer (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the taxpayer's income for the year) that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan or is an amount described in subparagraph 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)) or subsection 147(10), or
- (ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year pursuant to subsection 104(27)

as

(iii) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under this Part for the year, and

(iv) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion

édicte par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente :

- (i) soit un montant qu'il reçoit (sauf toute partie de ce montant qu'il déduit en application du paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année) qu'il n'est pas raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actuariel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), d'un régime de pension agréé et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a(i), s'il s'agit d'un montant reçu dans le cadre d'un régime de pension agréé ou d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g(iii) ou à la division 56(1)a(i)(A) ou (B), ou bien en application du paragraphe 147(10),
- (ii) soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) pour le contribuable pour l'année,

laquelle partie :

(iii) d'une part, est indiquée par le contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(iv) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la partie de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens du même para-

parce qu'il n'a pas été déduit de son revenu net de l'impôt sur le revenu de la province de Québec.

2) Pour son application, l'article 147(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu de la province de Québec s'applique par le régime de la section 147(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu de la province de Québec.

3) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

4) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

5) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

6) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

7) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

8) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

9) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

10) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

11) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

12) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

13) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

14) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

15) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

16) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

17) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

18) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

19) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

20) Le montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable, est déduit du montant de la dette de la province de Québec en matière de taxes sur le revenu de la province de Québec, au moment où le contribuable a été déclaré insolvable.

that it has been deducted for the purposes of paragraph 147(1).

(c) in the application to the 1989 taxation year, paragraph 60(1) of the old Act, as amended by subsection (1), shall be read as follows:

(A) such part of the aggregate of all 10 amounts each of which is

(i) an amount received by the taxpayer or another person any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60(1) in computing the taxpayer's income for the year,

(ii) that is part of a series of periodic payments that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actual surplus under a defined benefit pension plan the meaning assigned by subsection 147(1) of a registered pension plan and that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subsection 36(1)(c)(ii) (where the amount is received out of or under a registered pension plan) or subsection 147(1), or

(B) that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 61(1)(ii) (where the amount is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 61(1)(ii) or section 61(1)(ii) or (A) or (B)),

(ii) an eligible amount as respects the taxpayer for the year, pursuant to subsection 104(1) or (1.1) or paragraph 147(1)(2)(a), or

(iii) a prescribed amount

(iv) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under the Part for the year, and

(v) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year.

thereof that has been designated for the purposes of paragraph (I), to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;”;

(c) in its application to the 1989 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(j) such part of the aggregate of all 10 amounts each of which is

(i) an amount received by the taxpayer (other than any portion thereof deducted by the taxpayer under subsection 60.2(1) in computing the tax- 15 payer's income for the year)

(A) that is part of a series of periodic payments, that cannot reasonably be considered to be a payment in respect of the actuarial surplus 20 under a defined benefit provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of a registered pension plan, and that is included in computing the income of the tax- 25 payer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is received out of or under a registered pension plan) or subsection 147(10), or 30

(B) that is included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subparagraph 56(1)(a)(i) (where the amount is described in subparagraph 35 6(1)(g)(iii) or clause 56(1)(a)(i)(A) or (B)),

(ii) an eligible amount in respect of the taxpayer for the year, pursuant to subsection 104(27) or (27.1) or para- 40 graph 147(10.2)(d), or

(iii) a prescribed amount

as

(iv) is designated by the taxpayer in the taxpayer's return of income under 45 this Part for the year, and

(v) does not exceed the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end 50 of the year

graphe, à l'exclusion de la partie de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa I);»;

c) pour son application à l'année d'imposition 5 1989, l'alinéa 60j) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour 10 une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente :

(i) soit un montant qu'il reçoit (sauf toute partie de ce montant qu'il 15 déduit selon le paragraphe 60.2(1) dans le calcul de son revenu pour l'année) et, selon le cas :

(A) qui fait partie d'une série de paiements périodiques, qu'il n'est 20 pas raisonnable de considérer comme un paiement fait au titre du surplus actuariel afférent à la disposition à prestations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), 25 d'un régime de pension agréé et qui est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du sous-alinéa 56(1)a)(i), s'il s'agit d'un montant 30 reçu dans le cadre d'un régime de pension agréé, ou bien en application du paragraphe 147(10),

(B) qui est inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en applica- 35 tion du sous-alinéa 56(1)a)(i), s'il s'agit d'un montant visé au sous-alinéa 6(1)g)(iii) ou à la division 56(1)a)(i)(A) ou (B),

(ii) soit un montant admissible par 40 application du paragraphe 104(27) ou (27.1) ou de l'alinéa 147(10.2)d) pour le contribuable pour l'année,

(iii) soit un montant prescrit,

laquelle partie :

(iv) d'une part, est indiquée par le 45 contribuable dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la présente partie,

(A) as a contribution to or under a registered pension plan for the taxpayer's benefit, other than the portion thereof deductible under paragraph 8(1)(m) or (m.1) in computing the taxpayer's income for the year, or

(B) as a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than the portion thereof that has been designated for the purposes of paragraph (l),

to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year;” and

(d) in its application to the 1990 taxation year, paragraph 60(j) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as though

(i) the reference therein to “paragraph 8(1)(m)” were a reference to “paragraph 8(1)(m) or (m.1)”, and

(ii) subparagraph 60(j)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), in respect of amounts payable in the year and before June 7, 1990, were read as follows:

“(i) a superannuation or pension benefit (other than any amount in respect of the benefit that is deducted in computing the taxable income of the taxpayer for a taxation year by reason of subparagraph 110(1)(f)(i) or a benefit that is part of a series of periodic payments) payable out of or under a pension plan that is not a registered pension plan, attributable to services rendered by a person in a period throughout which the person was not resident in Canada, and included in computing the income of the taxpayer for the year by reason of subparagraph 56(1)(a)(i), or”.

(v) d'autre part, ne dépasse pas le total des montants qu'il a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de cette année :

(A) soit à titre de cotisation dans le cadre d'un régime de pension agréé, à son profit, à l'exclusion de la partie de cette cotisation qu'il peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) ou m.1) dans le calcul de son revenu pour l'année,

(B) soit à titre de prime, au sens du paragraphe 146(1), en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens de ce paragraphe, à l'exclusion de la partie de cette prime qu'il indique dans sa déclaration de revenu aux fins de l'alinéa l);”;

d) pour l'application de l'alinéa 60j), édicté par le paragraphe (1), à l'année d'imposition 1990:

(i) la mention «alinéa 8(1)m)», à cet alinéa, est remplacée par la mention «alinéa 8(1)m) ou m.1)»,

(ii) le passage de cet alinéa qui précède le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit en ce qui concerne les montants payables au cours de l'année et avant le 7 juin 1990 :

«j) la partie — non déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure — du total des montants dont chacun représente soit un montant admissible par application du paragraphe 104(27) ou (27.1) ou de l'alinéa 147(10.2)d) pour le contribuable pour l'année, soit une prestation de retraite ou d'autres pensions (à l'exception d'un montant au titre d'une prestation déduite en application du sous-alinéa 110(1)(f)(i) dans le calcul du revenu imposable du contribuable pour une année d'imposition et d'une prestation qui fait partie d'une série de paiements périodiques) payable dans le cadre d'un régime de pension qui n'est pas un régime de pension agréé, attri-

(12) Subsection (2) is applicable to the 1988 taxation year.

(13) Subsections (3), (4), (6), (7), (8) and (9) are applicable to the 1989 and subsequent taxation years, and clause 60(l)(ii)(A) of the said Act, as it applies to the 1988 taxation year, shall be read as follows:

“(A) for the taxpayer’s life, or for the lives jointly of the taxpayer and the taxpayer’s spouse (in this paragraph having the meaning assigned by subsection 146(1.1)), either with a guaranteed period that is not greater than 90 years minus the age of the taxpayer, or the age of the taxpayer’s spouse, at the time of its acquisition or without a guaranteed period, or”

(14) Subsection (5) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years, and paragraph 60(k) of the said Act, as it applies to the 1989 taxation year, shall be read as follows:

“(k) the least of

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year to a trustee under a deferred profit sharing plan that had at least 5 beneficiaries at all times throughout the year, to the extent that the amount was not deducted in computing the taxpayer’s income for the immediately preceding taxation year,

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount that is included in computing the taxpayer’s income for the year by reason of subsection 147(10) and is either part of a series of periodic payments or a prescribed amount, and

buable à des services qu’une personne a rendus au cours d’une période tout au long de laquelle elle ne résidait pas au Canada et incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année en application du sous-alinéa 56(1)(a)(i), laquelle partie :».

(12) Le paragraphe (2) s’applique à l’année d’imposition 1988.

(13) Les paragraphes (3), (4), (6), (7), (8) 10 et (9) s’appliquent aux années d’imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application à l’année d’imposition 1988, la division 60(l)(ii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

«(A) une rente viagère simple ou réversible au conjoint survivant, dont le contribuable est rentier, sans durée garantie ou pour une durée garantie égale ou inférieure à la différence entre 90 et l’âge du contribuable ou de son conjoint à la date d’achat de la rente — «conjoint» s’entendant au présent alinéa au sens du paragraphe 146(1.1) —, 25 ou»

(14) Le paragraphe (5) s’applique aux années d’imposition 1990 et suivantes. Toutefois, pour son application à l’année d’imposition 1989, l’alinéa 60(k) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

«(k) le moins élevé des montants suivants :

(i) le total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable verse au cours de l’année ou dans les 60 jours suivant la fin de l’année à un fiduciaire aux termes d’un régime de participation différée aux bénéfices qui compte au moins cinq bénéficiaires tout au long de l’année, dans la mesure où ce montant n’est pas déduit dans le calcul de son revenu pour l’année d’imposition précédente,

(ii) le total des montants dont chacun représente un montant qui est inclus en application du paragraphe 147(10) dans le calcul de son revenu pour l’année et qui soit fait partie d’une

12. (A) le total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition; (B) le total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition, y compris les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements; (C) le total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition, y compris les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements, moins les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements.

13. (1) La même loi est modifiée par les articles 101 et 102.

14. (1) Le total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition est déductible dans le calcul du revenu net imposable pour une année d'imposition si, à l'expiration de l'année d'imposition se terminant le 31 décembre 1991, le contribuable a payé, en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements, le montant total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition, y compris les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements, moins les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements.

15. (i) 3 500 \$; (ii) le total des montants payés par le contribuable pour une année d'imposition, y compris les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements, moins les montants payés en vertu d'un arrangement de paiement échelonné, soit en un seul paiement ou en plusieurs paiements.

(b) the amount by which the aggregate of (A) and (B) exceeds the amount, if any, deductible under paragraph (a) in computing the taxpayer's income for the year;

(c) the aggregate of all amounts of which an amount deductible under paragraph (a) in computing the taxpayer's income for the year is a part, in respect of the taxpayer for the year, by adding the amounts referred to in subparagraphs (i) to (iii) thereof, and (B) the aggregate of all amounts of which an amount is not included in the aggregate referred to in clause (A).

(1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 201 thereof, the following section:

"202. (1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year an amount equal to the aggregate of (A) and (B) less (C), where (A) is the aggregate of all amounts each of which is a part of an amount paid to the taxpayer before 1991 and included by reason of subparagraph 201(i)(ii)(A) or (B) or (C) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year that can reasonably be considered to be a refund of additional voluntary contributions made by the taxpayer before October 6, 1986 to a registered pension plan for the taxpayer's benefit in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contributions were made, in the event that the contributions were not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year; and

(B) the total of (i) 3,500 \$, (ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deductible under paragraph 201(i)(ii)(A), (B), (C), (D), (E) or (F) in computing the taxpayer's income for the year, by adding the amounts referred to in subparagraphs (i) to (iii) thereof, and (B) the aggregate of all amounts of which an amount is not included in the aggregate referred to in clause (A).

Table des matières

(iii) the amount by which the aggregate of

(A) the aggregate that is determined under paragraph (j) in respect of the taxpayer for the year by adding the amounts referred to in subparagraphs (i) to (iii) thereof, and

(B) the aggregate of all amounts each of which is such portion of a prescribed amount as is not included in the aggregate referred to in clause (A)

exceeds the amount, if any, deductible under paragraph (j) in computing the taxpayer's income for the year;"

(15) Subsection (10) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

6. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 60.1 thereof, the following section:

"60.2 (1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year an amount equal to the aggregate of

(a) where the taxation year ends before 1991, the aggregate of all amounts each of which is that portion of an amount paid to the taxpayer before 1991 and included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) or paragraph 56(1)(h) or (t) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year that can reasonably be considered to be a refund of additional voluntary contributions made by the taxpayer before October 9, 1986 to a registered pension plan for the taxpayer's benefit in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contributions were made, to the extent that the contributions were not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year; and

(b) the least of

(i) \$3,500,

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount included after 1986 by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) or paragraph 56(1)(d.2),

série de paiements périodiques, soit est un montant prescrit,

(iii) l'excédent du total des montants suivants sur le montant éventuellement déductible selon l'alinéa j) dans le calcul de son revenu pour l'année :

(A) le total formé des montants visés aux sous-alinéas j)(i) à (iii), déterminé quant au contribuable pour l'année,

(B) le total des montants dont chacun représente la fraction du montant prescrit qui n'est pas incluse dans le total visé à la division (A);»

(15) Le paragraphe (10) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

6. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 60.1, de ce qui suit :

"60.2 (1) Le total des montants suivants est déductible dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition :

a) si l'année d'imposition se termine avant 1991, l'ensemble des montants dont chacun représente la partie d'un montant versé au contribuable avant 1991 et inclus, en application du sous-alinéa 56(1)a)(i) ou de l'alinéa 56(1)h) ou t), dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, qu'il est raisonnable de considérer comme un remboursement de cotisations facultatives qu'il a versées à son profit avant le 9 octobre 1986 à un régime de pension agréé au titre de services qu'il a rendus avant l'année où les cotisations ont été versées, dans la mesure où ces cotisations n'ont pas été déduites dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

b) le moins élevé des montants suivants :

(i) 3 500 \$,

(ii) le total des montants dont chacun représente un montant inclus après 1986, en application du sous-alinéa 56(1)a)(i) ou de l'alinéa 56(1)d.2), h)

Refund of undeducted past service AVCs

Remboursement de cotisations facultatives non déduites

(1) In computing the taxpayer's income for the year, and

(2) On balance of the unadjusted voluntary contributions of the taxpayer at the end of the year.

(1) In computing the taxpayer's income for the year, and

(2) On balance of the unadjusted voluntary contributions of the taxpayer at the end of the year.

(3) For the purposes of subsection (1), the total of the voluntary contributions of a taxpayer in any year shall be the sum of the contributions of the taxpayer in that year which correspond to the amount specified in the table in section 2.

(3) For the purposes of subsection (1), the total of the unadjusted voluntary contributions of a taxpayer at the end of a taxation year means the amount of any voluntary contributions made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

Voluntary contributions to registered pension plans

(4) Each part of the aggregate of all amounts each of which is an additional voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(4) Each part of the aggregate of all amounts each of which is an additional voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(5) The amount of any voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(5) The amount of any voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(6) The amount of any voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(6) The amount of any voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1988 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made shall be deemed to have been made before October 9, 1988 in respect of the year in which the contribution was made to the extent that the contribution was not included in computing the taxpayer's income for any taxation year in which it was made.

(h) or (t) in computing the taxpayer's income for the year, and
 (iii) the balance of the annuitized voluntary contributions of the taxpayer at the end of the year.

5

ou t), dans le calcul de son revenu pour l'année,
 (iii) le solde de ses cotisations facultatives à la fin de l'année qui ont servi à assurer une rente.

5

Definition of
 "balance of the
 annuitized
 voluntary
 contributions"

(2) For the purposes of subsection (1), "balance of the annuitized voluntary contributions" of a taxpayer at the end of a taxation year means the amount, if any, by which

10

(a) such part of the aggregate of all amounts each of which is an additional voluntary contribution made by the taxpayer to a registered pension plan before October 9, 1986 in respect of services rendered by the taxpayer before the year in which the contribution was made, to the extent that the contribution was not deducted in computing the taxpayer's income for any taxation year, as may reasonably be considered as having been

15

20

(i) used before October 9, 1986 to acquire or provide an annuity for the taxpayer's benefit under a registered pension plan or registered retirement savings plan, or
 (ii) transferred before October 9, 1986 to a registered retirement income fund under which the taxpayer was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146.3(1)) at the time of the transfer

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is

35

(i) an amount deducted under paragraph (1)(b) in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year, or
 (ii) an amount deducted under paragraph (1)(a) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year, to the extent that the amount can reasonably be considered to be in respect of a refund of additional voluntary contributions included in determining the aggregate under paragraph (a)."

40

45

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le solde des cotisations facultatives d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition qui ont servi à assurer une rente correspond à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

Solde des
 cotisations
 facultatives
 ayant servi à
 assurer une
 rente

a) la partie du total des montants dont chacun représente une cotisation facultative que le contribuable a versée à un régime de pension agréé avant le 9 octobre 1986 au titre de services qu'il a rendus avant l'année où la cotisation a été versée, qu'il est raisonnable de considérer comme ayant servi avant cette date à acquérir ou à fournir une rente à son profit dans le cadre d'un régime de pension agréé ou d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou comme ayant été transférée avant cette date à un fonds enregistré de revenu de retraite dont il est rentier, au sens du paragraphe 146.3(1), au moment du transfert, dans la mesure où la cotisation n'a pas été déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

b) le total des montants dont chacun représente :

(i) soit un montant déduit en application de l'alinéa (1)b) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,

(ii) soit un montant déduit en application de l'alinéa (1)a) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un remboursement de cotisations facultatives inclus dans le calcul du total visé à l'alinéa a).»

40

45

50

(2) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1986 et suivantes.

7. (1) All that portion of subsection 70(10) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

7. (1) Le passage du paragraphe 70(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est 5 abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

Definitions

“(10) For the purposes of sections 40 and 44, this section, section 73 and subsections 146(5.3) and (5.4),”

«(10) Pour l'application des articles 40, 44, du présent article, de l'article 73 et des paragraphes 146(5.3) et (5.4) :»

Définitions

(2) Subsection (1) is applicable after 1988. 10

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988. 10

8. (1) Subsection 87(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (p) thereof, the following paragraph:

8. (1) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa p), de ce qui suit :

Registered plans

“(q) for the purposes of sections 147, 15 147.1 and 147.2 and any regulations made under subsection 147.1(18), the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;” 20

«q) pour l'application des articles 147, 15 147.1 et 147.2 et des règlements pris en 15 application du paragraphe 147.1(18), la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et en être la continuation;» 20

Régimes agréés

(2) Subsection (1) is applicable after 1988.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988.

9. (1) Subsection 104(27) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. (1) Le paragraphe 104(27) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pension benefits

“(27) Where a testamentary trust has 25 received a superannuation or pension benefit in a taxation year throughout which it was resident in Canada and has designated, in the return of its income for the year under this Part, an amount in respect 30 of a beneficiary under the trust equal to such portion (in this subsection referred to as the “beneficiary's share”) of the benefit as

«(27) Dans le cas où une fiducie testa- 25 Prestations de retraite mentaire reçoit une prestation de retraite ou d'autres pensions au cours d'une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada et indique, dans sa déclaration de revenu pour l'année selon la 30 présente partie, un montant pour un de ses bénéficiaires, égal à la fraction de la prestation — appelée «part du bénéficiaire» au présent paragraphe — qu'elle n'a attribuée à aucun autre de ses bénéficiaires et qu'il 35 est raisonnable de considérer (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie) comme faisant partie du montant qui, par application du paragraphe (13), a été inclus dans le 40 calcul du revenu du bénéficiaire pour une année d'imposition donnée, les règles suivantes s'appliquent :

(a) may reasonably be considered 35 (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection (13), was included in computing the 40 income for a particular taxation year of the beneficiary, and

a) la part du bénéficiaire sur la prestation est réputée, pour l'application des 45

paragraphe 146(1) et (2) dans un ver-
 lement d'un acte de disposition d'un
 bien de la personne de la personne en
 question 146(1) qui est inclus dans le
 calcul de l'impôt de succession pour
 l'année donnée.

(1) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(2) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(3) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(4) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(5) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(6) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(7) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(8) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(9) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(10) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(11) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(12) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(13) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(14) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(15) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(16) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(17) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(18) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(19) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(20) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(21) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(22) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(23) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(24) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(25) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(26) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(27) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(28) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(29) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(30) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(31) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(32) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(33) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(34) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(35) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(36) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(37) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(38) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(39) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(40) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(41) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(42) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(43) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(44) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(45) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(46) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(47) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(48) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(49) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(50) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(51) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(52) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(53) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(54) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(55) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(56) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(57) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(58) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(59) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(60) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(61) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(62) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(63) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(64) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(65) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(66) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(67) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(68) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(69) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(70) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(71) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(72) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(73) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(74) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(75) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(76) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(77) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(78) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(79) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(80) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(81) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(82) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(83) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(84) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(85) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(86) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(87) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(88) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(89) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(90) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(91) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(92) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(93) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(94) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(95) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(96) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(97) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(98) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(99) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(100) dans tout le paragraphe en un
 moment d'un acte de disposition.

(a) was not designated by the trust as
 subject of any other beneficiary under
 the trust.

The following rules apply:

(a) where

(i) the benefit is an amount described
 in paragraph (a)(i) of the definition
 of "estate income" in subsection
 146(1), and

(ii) the beneficiary was a spouse (in 10
 the subsection having the meaning
 assigned by subsection 146(1)) at
 the death of the trust

the beneficiary's share of the benefit
 shall be deemed, for the purposes of 12
 subsections 146(1) and (2), to be a pay-
 ment described in subparagraph (a)(i)
 of the definition "estate income" in
 subsection 146(1) that is included in 20
 computing the beneficiary's income for
 the particular year.

(b) where the benefit

(i) is a single amount (within the
 meaning assigned by subsection 146(1)) other than an amount that 22
 refers to an annuity payable, paid by
 a registered person prior to the trust
 as a consequence of the death of the
 actor of the trust who was, at the 30
 time of the actor's death, a spouse of 30
 the beneficiary,

(ii) would be an amount included in
 the aggregate deemed under para-
 graph 80(1) in respect of the benefit,
 say for the taxation year of the 32
 beneficiary in which the benefit was
 received by the trust if the benefit had
 been received by the beneficiary at
 the time it was received by the trust.

(c) the beneficiary's share of the benefit is 40
 for the purposes of paragraph 80(1), an
 eligible amount in respect of the
 beneficiary for the particular taxation 40
 year.

(d) where the benefit is a single amount 42
 (within the meaning assigned by subsec-
 tion 146(1)) paid by a registered per-
 son prior to the trust as a consequence
 of the death of the actor of the trust 44
 and the beneficiary was, at the time of
 the actor's death, under 18 years of age 46

(b) was not designated by the trust in respect of any other beneficiary under the trust,

the following rules apply:

(c) where

(i) the benefit is an amount described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7), and

(ii) the beneficiary was a spouse (in this subsection having the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the settlor of the trust,

the beneficiary's share of the benefit shall be deemed, for the purposes of subsections 118(3) and (7), to be a payment described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7) that is included in computing the beneficiary's income for the particular year,

(d) where the benefit

(i) is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)), other than an amount that relates to an actuarial surplus, paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust who was, at the time of the settlor's death, a spouse of the beneficiary, or

(ii) would be an amount included in the aggregate determined under paragraph 60(j) in respect of the beneficiary for the taxation year of the beneficiary in which the benefit was received by the trust if the benefit had been received by the beneficiary at the time it was received by the trust,

the beneficiary's share of the benefit is, for the purposes of paragraph 60(j), an eligible amount in respect of the beneficiary for the particular year, and

(e) where the benefit is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust and the beneficiary was, at the time of the settlor's death, under 18 years of age

paragraphes 118(3) et (7), être un versement visé au sous-alinéa a)(i) de la définition de «revenu de pension» au paragraphe 118(7) qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée si :

(i) d'une part, la prestation est un montant visé à ce sous-alinéa,

(ii) d'autre part, le bénéficiaire est le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), de l'auteur de la fiducie;

b) la part du bénéficiaire sur la prestation est, pour l'application de l'alinéa 60j), un montant admissible pour le bénéficiaire pour l'année donnée si la prestation, selon le cas :

(i) est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), (à l'exception d'un montant afférent à un surplus actuariel) qu'un régime de pension agréé a versé à la fiducie par suite du décès de l'auteur de la fiducie qui était, au moment de son décès, le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), du bénéficiaire,

(ii) est un montant inclus dans le total calculé selon l'alinéa 60j) au titre du bénéficiaire pour son année d'imposition au cours de laquelle la fiducie a reçu la prestation, à la condition que le bénéficiaire ait reçu celle-ci au même moment que la fiducie;

c) lorsque la prestation est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), qu'un régime de pension agréé verse à la fiducie par suite du décès de l'auteur de celle-ci et que le bénéficiaire — enfant ou petit-enfant de l'auteur — avait moins de 18 ans au décès de l'auteur, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60l), être un montant provenant d'un régime de pension agréé et inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la subdivision 60l)(v)(B.1)(II).

and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion thereof that relates to an annuity payment) shall be deemed, for the purposes of paragraph 60(A), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in sub-
 clause 60(A)(v)(B)(ii).

10

(37) Where

(a) a testamentary trust has received in a taxation year (in the subsection referred to as the "trust year") through-out which it was resident in Canada an amount from a deferred profit sharing plan as a consequence of the death of the settlor of the trust,

(b) the settlor was an employee of an employer who participated in the plan on behalf of the settlor, and

(c) the amount is not part of a series of periodic payments,

each portion of the amount as

(d) is treated under subsection 147(10) in computing the income of the trust for the trust year,

(e) may, reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection 113, was included in computing the income for a particular taxation year of

a beneficiary under the trust who was, at the time of the settlor's death, a spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the settlor, and

(f) is designated by the trust as respect of the beneficiary in the trust's return of income under Part I for the trust year,

in, for the purposes of paragraph 60(A), an eligible amount in respect of the beneficiary for the particular year.

(2) Subsection 104(2) of the said Act, as amended by subsection 11, is applied to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(37.1) Dans le cas où une fiducie testamentaire reçoit, au cours d'une année d'imposition, une somme en vertu de la loi ou d'un contrat par lequel — soit au long de laquelle elle a résidé au Canada, ou autrement par suite du décès de l'un des fiduciaires, lequel montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques et provient d'un régime de participation différée aux bénéfices auquel a participé, au profit de l'employeur, l'employeur de celui-ci, la fraction du montant qui tombe aux conditions suivantes est, pour l'année d'imposition, traitée comme un paiement d'un régime de participation différée aux bénéfices pour une année d'imposition donnée :

a) elle est incluse selon le paragraphe 147(10) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année de la fiducie.

b) si, par raisonnable des circonstances (compte tenu de toutes les circonstances y compris les conditions de l'arrangement), on a pu conclure que le montant a été inclus dans le calcul du revenu de la fiducie en vertu d'un régime de participation différée aux bénéfices, au sens du paragraphe 146(1.1) de l'annexe de la fiducie au décès de ce dernier.

c) la fiducie l'indique, pour le bénéfice de l'année, dans sa déclaration de revenus, pour l'année de la fiducie, selon la partie

(3) Le paragraphe 104(2) de la même loi, tel qu'il a été modifié par la Loi de 1988 et les amendements subséquents, s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

1990-06-01
 1990-06-01
 1990-06-01

and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion thereof that relates to an actuarial surplus) shall be deemed, for the purposes of paragraph 5 60(*l*), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in sub-clause 60(*l*)(v)(B.1)(II). 10

DPSB benefits

(27.1) Where

(a) a testamentary trust has received in a taxation year (in this subsection referred to as the "trust year") throughout which it was resident in Canada an 15 amount from a deferred profit sharing plan as a consequence of the death of the settlor of the trust,

(b) the settlor was an employee of an employer who participated in the plan 20 on behalf of the settlor, and

(c) the amount is not part of a series of periodic payments,

such portion of the amount as

(d) is included under subsection 25 147(10) in computing the income of the trust for the trust year,

(e) may reasonably be considered (having regard to all the circumstances including the terms and conditions of 30 the trust arrangement) to be part of the amount that, by reason of subsection (13), was included in computing the income for a particular taxation year of a beneficiary under the trust who was, 35 at the time of the settlor's death, a spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the settlor, and

(f) is designated by the trust in respect of the beneficiary in the trust's return of 40 income under this Part for the trust year is, for the purposes of paragraph 60(*j*), an eligible amount in respect of the beneficiary for the particular year."

(2) Subsection 104(27) of the said Act, as 45 enacted by subsection (1), is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(27.1) Dans le cas où une fiducie testamentaire reçoit, au cours d'une année d'imposition — appelée «année de la fiducie» au présent paragraphe — tout au long de laquelle elle a résidé au Canada, un 5 montant par suite du décès de l'auteur de la fiducie, lequel montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques et provient d'un régime de participation différée aux bénéficiaires auquel a participé, 10 au profit de l'auteur, l'employeur de celui-ci, la fraction du montant qui répond aux conditions suivantes est, pour l'application de l'alinéa 60(*j*), un montant admissible pour le bénéficiaire pour une année 15 d'imposition donnée :

Prestations d'un régime de participation différée aux bénéficiaires

a) elle est incluse selon le paragraphe 147(10) dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année de la fiducie;

b) il est raisonnable de considérer 20 (compte tenu de toutes les circonstances, y compris les conditions de l'acte de fiducie) qu'elle fait partie du montant qui, par application du paragraphe (13), a été inclus dans le calcul du revenu 25 pour l'année donnée d'un bénéficiaire de la fiducie qui était le conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1), de l'auteur de la fiducie au décès de ce dernier;

c) la fiducie l'indique, pour le bénéfici- 30 ciaire, dans sa déclaration de revenu pour l'année de la fiducie selon la présente partie.»

(2) Le paragraphe 104(27) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux 35 années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

1. The first part of the report deals with the general situation of the country in 1950. It mentions the population, the area, and the main occupations. It also mentions the political situation and the relations with the neighboring countries.

2. The second part of the report deals with the economic situation in 1950. It mentions the main products, the industrial production, and the agricultural production. It also mentions the foreign trade and the balance of payments.

3. The third part of the report deals with the social situation in 1950. It mentions the population growth, the literacy rate, and the health services. It also mentions the education system and the social services.

4. The fourth part of the report deals with the political situation in 1950. It mentions the government, the legislative body, and the judicial system. It also mentions the political parties and the political movements.

5. The fifth part of the report deals with the military situation in 1950. It mentions the armed forces, the military equipment, and the military expenditures. It also mentions the military cooperation with the neighboring countries.

6. The sixth part of the report deals with the cultural situation in 1950. It mentions the literature, the art, and the scientific research. It also mentions the cultural cooperation with the neighboring countries.

7. The seventh part of the report deals with the environmental situation in 1950. It mentions the natural resources, the environmental protection, and the environmental cooperation with the neighboring countries.

8. The eighth part of the report deals with the international situation in 1950. It mentions the relations with the United Nations, the Organization for Economic Co-operation and Development, and other international organizations.

9. The ninth part of the report deals with the future prospects of the country in 1950. It mentions the economic development, the social progress, and the political stability. It also mentions the international cooperation and the regional integration.

10. The tenth part of the report deals with the conclusion and the recommendations. It mentions the main findings of the report and the suggestions for the future development of the country.

11. The eleventh part of the report deals with the statistical data. It mentions the population statistics, the economic statistics, and the social statistics. It also mentions the statistical sources and the statistical methods used in the report.

12. The twelfth part of the report deals with the appendix. It mentions the maps, the tables, and the other supplementary material. It also mentions the references and the bibliography.

13. The thirteenth part of the report deals with the index. It mentions the index of the report and the index of the statistics. It also mentions the index of the appendix and the index of the references.

14. The fourteenth part of the report deals with the preface. It mentions the purpose of the report and the acknowledgments. It also mentions the names of the authors and the editors.

15. The fifteenth part of the report deals with the title page. It mentions the title of the report and the date of publication. It also mentions the publisher and the printer.

16. The sixteenth part of the report deals with the cover page. It mentions the cover design and the cover text. It also mentions the cover color and the cover material.

17. The seventeenth part of the report deals with the back cover. It mentions the back cover design and the back cover text. It also mentions the back cover color and the back cover material.

(a) for the 1988 and 1989 taxation years, the reference to "paragraph 60(j)" in subparagraph 104(27)(d)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "paragraph 60(j) or (j.01)"; and

(b) for the 1988 taxation year, subsection 104(27) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraph (e) thereof.

(3) Subsection 104(27.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to amounts received after 1988.

10. (1) Paragraph (b) of the definition "qualified pension income" in subsection 118(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) any of subparagraphs (a)(ii) to (vi) or paragraph (b) of the definition "pension income" received by the individual as a consequence of the death of the spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the individual."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

11. (1) Paragraph 127.52(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and 60(i) to (j.2) in computing the individual's income for the year were the lesser of

(i) the aggregate of the amounts otherwise so deductible, and

(ii) the aggregate of

(A) the amount otherwise so deductible under paragraph 60(i) by reason of subsection 146(6.1), and

(B) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual's income for the year and which is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan

a) pour les années d'imposition 1988 et 1989, la mention «l'alinéa 60j)» au sous-alinéa 104(27)b)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacée par la mention «l'alinéa 60j) ou j.01)»;

b) pour l'année d'imposition 1988, il n'est pas tenu compte de l'alinéa 104(27)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

(3) Le paragraphe 104(27.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants reçus après 1988.

10. (1) L'alinéa b) de la définition de «revenu de pension admissible», au paragraphe 118(7) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) les montants visés aux sous-alinéas a)(ii) à (vi) et à l'alinéa b) de la définition de «revenu de pension», reçus par le particulier par suite du décès de son conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

11. (1) L'alinéa 127.52(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) le total des montants déductibles en application des alinéas 8(1)m) et 60i) à j.2) dans le calcul de son revenu pour l'année est le moins élevé :

(i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,

(ii) du total :

(A) du montant ainsi déductible par ailleurs en application de l'alinéa 60i) par l'effet du paragraphe 146(6.1),

(B) du total des paiements uniques inclus dans le calcul de son revenu pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéfices :

(I) par suite du décès d'une personne, de son retrait du régime

ou de la caisse au de la fin de son mandat.

(11) à la liquidation du régime ou de la caisse en règlement définitif de tous les droits de la caisse ou de tous les droits de la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse.

(11) par suite d'une modification au régime ou à la caisse dans un acte particulier dans à un régime.

(2) L'article 128(2) de la Loi sur l'imposition des revenus de 1990 et suivantes. Toutefois, pour une application à l'année d'imposition 1990, l'article 128(2) de la Loi sur l'imposition des revenus de 1990 et suivantes s'applique.

(a) le total des montants déductibles en vertu des articles 8(1) et 60(1) à 60(2) dans le calcul du revenu de l'individu pour l'année en le montant;

(1) le total des montants ainsi déductibles par ailleurs;

(2) le total des paiements unilatéraux inclus dans le calcul du revenu de l'individu pour l'année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéfices;

(A) par suite du décès d'une personne de son régime de retraite ou de sa caisse ou de la fin de son mandat;

(B) à la liquidation du régime ou de la caisse en règlement définitif de tous les droits de l'individu dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse;

(C) par suite d'une modification au régime ou à la caisse dans un acte particulier dans à un régime.

12. (1) L'article 128(2) de la Loi sur l'imposition des revenus de 1990 et suivantes.

(a) sauf pour l'application du paragraphe 128(1) et de la partie X.I.1, une année d'imposition en particulier est réputée avoir commencé le jour de l'année

(1) as a consequence of the death withdrawal from the fund or termination of employment of a person;

(11) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payor or under the fund or plan;

(11) to which the individual is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;

(2) Subsection (1) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years except that in the application to the 1990 taxation year, paragraph 128(2)(a) of the said Act as amended by subsection (1) shall be read as follows:

"(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and 60(1) to (3) in 20 computing the individual's income for the year was the total of

(i) the aggregate of the amounts otherwise deductible, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual's income for the year and that is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan;

(A) as a consequence of the death withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person;

(B) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payor or under the fund or plan;

(C) to which the individual is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;

12. (1) Paragraph 128(2) of the said Act is repealed and the following substituted:

"(a) except for the purposes of subsection 128(1) and Part X.I.1, a taxation year of the individual shall be deemed to have commenced on the day in the tax

(I) as a consequence of the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,
 (II) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan, or
 (III) to which the individual is entitled by virtue of an amendment to the fund or plan;”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1990 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1990 taxation year, paragraph 127.52(1)(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(a) the aggregate of all amounts deductible under any of paragraphs 8(1)(m) and (m.1) and 60(i) to (j.2) in computing the individual’s income for the year were the lesser of

(i) the aggregate of the amounts otherwise so deductible, and
 (ii) the aggregate of all amounts each of which was included in computing the individual’s income for the year and that is a single payment out of or under a deferred profit sharing plan or a superannuation or pension fund or plan

(A) as a consequence of the death, withdrawal from the fund or plan or termination of employment of a person,

(B) on the winding-up of the fund or plan in full satisfaction of all rights of the payee in or under the fund or plan, or

(C) to which the individual is entitled by reason of an amendment to the fund or plan;”

12. (1) Paragraph 128(2)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) except for the purposes of subsection 146(1) and Part X.1, a taxation year of the individual shall be deemed to have commenced on the day in the cal-

ou de la caisse ou de la fin de son emploi,

(II) à la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse,

(III) par suite d’une modification au régime ou à la caisse donnant au particulier droit à un paiement unique;»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1990 et suivantes. Toutefois, pour son application à l’année d’imposition 1990, l’alinéa 127.52(1)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«a) le total des montants déductibles en vertu des alinéas 8(1)m) et m.1) et 60i) à j.2) dans le calcul du revenu du particulier pour l’année est le moindre :

(i) du total des montants ainsi déductibles par ailleurs,

(ii) du total des paiements uniques inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l’année et provenant ou effectués en vertu de quelque régime ou caisse de retraite ou de pension ou de quelque régime de participation différée aux bénéficiaires :

(A) par suite du décès d’une personne, de son retrait du régime ou de la caisse ou de la fin de son emploi,

(B) à la liquidation du régime ou de la caisse, en règlement définitif de tous les droits du bénéficiaire dans le régime ou la caisse ou en vertu du régime ou de la caisse,

(C) par suite d’une modification au régime ou à la caisse donnant au particulier droit à un paiement unique;»

12. (1) L’alinéa 128(2)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) sauf pour l’application du paragraphe 146(1) et de la partie X.1, une année d’imposition du particulier est réputée avoir commencé le jour de l’an-

and shall be deemed to have been made in the year in which the individual becomes a bankrupt and the individual's taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day on which the individual became a bankrupt.

(14) where, by reason of paragraph (13), a taxation year of the individual is not a calendar year.

(1) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under this subsection and subsection (21) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

and

(b) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under subsection (2) in computing the taxpayer's income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (2) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

and

(b) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under subsection (2) in computing the taxpayer's income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (2) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

and shall be deemed to have been made in the year in which the individual becomes a bankrupt and the individual's taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day on which the individual became a bankrupt.

(14) where, by reason of paragraph (13), a taxation year of the individual is not a calendar year.

(1) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under this subsection and subsection (21) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

and

(b) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under subsection (2) in computing the taxpayer's income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (2) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

and

(b) paragraph 146(2)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(7) to the taxation year, be read as follows:

(b) the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's RSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

(ii) the aggregate of the amounts deducted under subsection (2) in computing the taxpayer's income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (2) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year,

endar year on which the individual became a bankrupt and the individual's taxation year that would otherwise have ended on the last day of that calendar year shall be deemed to have ended on the day immediately before the day on which the individual became a bankrupt;

(d.1) where, by reason of paragraph (d), a taxation year of the individual is not a calendar year,

(i) paragraph 146(5)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(5) to the taxation year, be read as follows:

“(b) the amount, if any, by which (i) the taxpayer's RRSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

exceeds (ii) the aggregate of the amounts deducted under this subsection and subsection (5.1) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year.”,

and (ii) paragraph 146(5.1)(b) shall, for the purpose of the application of subsection 146(5.1) to the taxation year, be read as follows:

“(b) the amount, if any, by which (i) the taxpayer's RRSP deduction limit for the particular calendar year in which the taxation year ends

exceeds (ii) the aggregate of the amount deducted under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year and the amounts deducted under this subsection and subsection (5) in computing the taxpayer's income for any preceding taxation year that ends in the particular calendar year.”;

née civile où il est mis en faillite, et son année d'imposition qui, par ailleurs, se serait terminée le dernier jour de cette année civile est réputée avoir pris fin la veille du jour où il a été mis en faillite;

d.1) dans le cas où, par l'effet de l'alinéa d), l'année d'imposition du particulier n'est pas une année civile, les règles suivantes s'appliquent :

(i) pour l'application du paragraphe 146(5) à cette année d'imposition, l'alinéa 146(5)b) est remplacé par ce qui suit :

«b) l'excédent éventuel du maximum visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l'année civile donnée au cours de laquelle l'année d'imposition prend fin,

(ii) le total des montants déduits en application du présent paragraphe et du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure qui prend fin au cours de l'année civile donnée»,

(ii) pour l'application du paragraphe 146(5.1) à cette année d'imposition, l'alinéa 146(5.1)b) est remplacé par ce qui suit :

«b) l'excédent éventuel du maximum visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le maximum déductible au titre des REER du contribuable pour l'année civile donnée au cours de laquelle l'année d'imposition prend fin,

(ii) le total du montant déduit en application du paragraphe (5) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année et des montants déduits en application du présent paragraphe et du paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour une année d'im-

position relative qui prend fin au cours de l'année civile concernée.

4.1) dans le cas où l'effet de l'art. 4.1) dans les années d'imposition du contribuable se détermine au cours d'une année civile, l'impôt relatif à cette année sera calculé en tenant compte de l'effet de l'art. 4.1) à la fin de l'année civile.

4.2) Les paragraphes 4.1) et 4.1.1) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

13. (1) L'art. 146(1.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(c) revenus acquis d'un contribuable pour une année d'imposition s'étant déroulés pendant l'année civile, le total des montants dont chacun représente :

(i) tout son revenu pour une période de l'année qui se termine le 31 décembre de l'année en question.

(A) d'une époque où d'un emploi, s'il est tenu compte de l'impôt des années 1971 et 1972;

(B) d'une entreprise d'investissement, activement, seul ou comme associé;

(C) d'un plan qui a été établi, tel qu'il est défini dans la section 46, en vertu de laquelle on a reçu ou on a investi dans un plan d'épargne.

(ii) soit un montant inclus en vertu de l'art. 146(1.2) de la même loi, dans le calcul de son revenu pour une période de l'année qui se termine le 31 décembre de l'année en question.

(iv) soit son revenu pour une période de l'année qui se termine le 31 décembre de l'année en question, tel qu'il est défini dans la section 46, en vertu de laquelle on a reçu ou on a investi dans un plan d'épargne.

(v) soit son revenu pour une période de l'année qui se termine le 31 décembre de l'année en question, tel qu'il est défini dans la section 46, en vertu de laquelle on a reçu ou on a investi dans un plan d'épargne.

4.1) when the effect of paragraph 4.1) on the individual has two taxation years ending in a calendar year, each year ending in a calendar year shall be deemed, for the purposes of paragraph 146(1.2) and Part X.1, to have been deducted in computing the individual's income for the calendar year.

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

13. (1) Paragraph 146(1.2) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) "earned income" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which:

(i) the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was resident in Canada from an office or employment, determined without reference to paragraph 146(1.2), (v) and (v.1),

(ii) a business carried on by the taxpayer either alone or as a partner or actively engaged in the business, or

(iii) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor,

(iv) an amount included under paragraph 146(1.2), (v), (v.1), (v.2) or (v.3) in computing the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was resident in Canada,

(v) the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was not resident in Canada from an office or employment,

(vi) the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was not resident in Canada from an office or employment,

(vii) the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was not resident in Canada from an office or employment,

(viii) the taxpayer's income for a period in the year in which the taxpayer was not resident in Canada from an office or employment,

1990
Income Tax Act

(d.2) where, by reason of paragraph (d), the individual has two taxation years ending in a calendar year, each amount deducted in computing the individual's income for either of the taxation years shall be deemed, for the purposes of paragraph 146(1)(l) and Part X.1, to have been deducted in computing the individual's income for the calendar year;"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

13. (1) Paragraph 146(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) "earned income" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(i) the taxpayer's income for a period in the year throughout which the taxpayer was resident in Canada from

(A) an office or employment, determined without reference to paragraphs 8(1)(c), (m) and (m.2),

(B) a business carried on by the taxpayer either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor,

(ii) an amount included under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o) in computing the taxpayer's income for a period in the year throughout which the taxpayer was resident in Canada,

(iii) the taxpayer's income for a period in the year throughout which the taxpayer was not resident in Canada from

(A) the duties of an office or employment performed by the taxpayer in Canada, determined without refer-

position antérieure qui prend fin au cours de l'année civile donnée.;

d.2) dans le cas où, par l'effet de l'alinéa d), deux années d'imposition du particulier se terminent au cours d'une année civile, chaque montant déduit dans le calcul de son revenu pour l'une ou l'autre des années d'imposition est réputé, pour l'application de l'alinéa 146(1)l) et de la partie X.1, avoir été déduit dans le calcul de son revenu pour l'année civile.;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1991 et suivantes.

13. (1) L'alinéa 146(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «revenu gagné» d'un contribuable pour une année d'imposition s'entend de l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(i) soit son revenu pour une période de l'année tout au long de laquelle il a résidé au Canada tiré, selon le cas :

(A) d'une charge ou d'un emploi, calculé sans tenir compte des alinéas 8(1)c), m) et m.2),

(B) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

(C) d'un bien, s'il s'agit d'un revenu tiré de la location de biens immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,

(ii) soit un montant inclus en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o) dans le calcul de son revenu pour une période de l'année tout au long de laquelle il a résidé au Canada,

(iii) soit son revenu pour une période de l'année tout au long de laquelle il ne résidait pas au Canada tiré, selon le cas, des fonctions d'une charge ou d'un emploi qu'il remplit au Canada, compte non tenu des alinéas 8(1)c), m) et m.2), ou d'une entreprise qu'il exploite au Canada, seul ou activement comme associé, sauf dans la mesure où ce revenu est exonéré de

"earned income"
«revenu gagné»

«revenu gagné»
"earned income"

l'impôt est le revenu au Canada par
 effet de son imposition à un accord
 ou convention avec un autre pays
 autre pays et pour lequel il est au
 Canada.

2 (v) soit dans le cas d'un contribuable
 visé au paragraphe 115(1), le total
 qui serait calculé en application de
 l'article 117(4.1) à son égard pour
 l'année courante plus les sous-aj-
 ntes 117(2)(iii) et (iv) au cours
 à l'année 2011) au cours de
 115(1.1) à l'exception de la partie
 partie de ce total qui est incluse en
 application du sous-article (ii) dans
 le total calculé en vertu d'un
 ou par un accord de l'impôt au
 revenu au Canada par l'effet d'un
 disposition d'un accord de convention
 fiscal conclu avec un autre pays et
 30 quel autre de loi au Canada.

est le total des montants dont l'évén-
 reprenez ;

(v) soit sa partie pour une période de
 l'année tout au long de laquelle il a
 résidé au Canada pendant, selon
 (A) une entreprise qui a capital
 ou un établissement financé associé,
 1976 en plus, s'il s'agit d'une partie
 résident de la location de biens
 30 immobiliers.

(vi) soit au moment déduit de
 application de l'article 60(6) (c) ou (i)
 dans le calcul de son revenu pour
 l'année,

35 l'impôt qui soit sa partie pour une période de
 l'année tout au long de laquelle il a
 résidé au Canada pendant
 d'une entreprise qui a capital au
 Canada ou un établissement financé
 40 associé.

pour l'application du présent article le
 revenu ou le profit d'un contribuable
 pour une période d'une année d'impôt
 non ou calculé comme si la période
 correspondait à l'année d'imposition
 45 courante.

under paragraph 115(1) and
 (v) a business carried on by the tax-
 payer in Canada, other than as a
 business actively engaged in the
 2 business.

except to the extent that the income is
 exempt from income tax in Canada by
 reason of a provision contained in a tax
 10 convention or agreement with another
 country that has the force of law in
 Canada or

(iv) in the case of a taxpayer described
 in subsection 115(1), the aggregate that
 would be determined under paragraph
 12 (v) thereon in respect of the taxpayer for
 the year;

2 (v) that paragraph were read with
 our reference to paragraphs 111
 and (v) the word "and"

30 (B) paragraph (v)(ii) thereof were
 read without any reference therein to
 paragraph (v)(i).

except any part thereof included in the
 aggregate determined under the para-
 35 graph by reason of paragraph (ii) or
 exempt from income tax in Canada by
 reason of a provision contained in a tax
 convention or agreement with another
 40 country that has the force of law in
 Canada.

or reads the aggregate of all amounts each
 of which is

(i) the taxpayer's loss for a period in
 the year throughout which the taxpayer
 35 was resident in Canada for

(A) a business carried on by the tax-
 payer other than as a business
 40 actively engaged in the business or

(B) property in respect of which he was
 taxed from the commencement of
 property;

(ii) an amount deducted under para-
 45 graph 60(6) (c) or (i) in computing
 the taxpayer's income for the year or

(iii) the taxpayer's loss for a period in
 the year throughout which the taxpayer
 was not resident in Canada from a busi-
 50 ness carried on by the taxpayer in

ence to paragraphs 8(1)(c), (m) and (m.2), or

(B) a business carried on by the taxpayer in Canada, either alone or as a partner actively engaged in the business 5

except to the extent that the income is exempt from income tax in Canada by reason of a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada, or 10

(iv) in the case of a taxpayer described in subsection 115(2), the aggregate that would be determined under paragraph (e) thereof in respect of the taxpayer for the year if 15

(A) that paragraph were read without reference to subparagraphs (iii) and (iv) thereof, and 20

(B) subparagraph (e)(ii) thereof were read without any reference therein to paragraph 56(1)(n),

except any part thereof included in the aggregate determined under this paragraph by reason of subparagraph (iii) or exempt from income tax in Canada by reason of a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada, 30

exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(v) the taxpayer's loss for a period in the year throughout which the taxpayer was resident in Canada from 35

(A) a business carried on by the taxpayer, either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, 40

(vi) an amount deductible under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in computing the taxpayer's income for the year, or 45

(vii) the taxpayer's loss for a period in the year throughout which the taxpayer was not resident in Canada from a business carried on by the taxpayer in

l'impôt sur le revenu au Canada par l'effet d'une disposition d'un accord ou convention fiscal conclu avec un autre pays et ayant force de loi au Canada. 5

(iv) soit, dans le cas d'un contribuable visé au paragraphe 115(2), le total qui serait calculé en application de l'alinéa 115(2)e) à son égard pour l'année compte non tenu des sous-alinéas 115(2)e)(iii) et (iv) ni du renvoi à l'alinéa 56(1)n) au sous-alinéa 115(2)e)(ii), à l'exception de toute partie de ce total qui est incluse, en application du sous-alinéa (iii), dans le total calculé selon le présent alinéa ou qui est exonérée de l'impôt sur le revenu au Canada par l'effet d'une disposition d'un accord ou convention fiscal conclu avec un autre pays et ayant force de loi au Canada, 20

sur le total des montants dont chacun représente :

(v) soit sa perte pour une période de l'année tout au long de laquelle il a résidé au Canada provenant, selon 25

(A) d'une entreprise qu'il exploite, seul ou activement comme associé, 30

(B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles, 30

(vi) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c) ou c.1) dans le calcul de son revenu pour l'année, 35

(vii) soit sa perte pour une période de l'année tout au long de laquelle il n'a pas résidé au Canada, provenant d'une entreprise qu'il exploite au Canada, seul ou activement comme associé, 40

pour l'application du présent alinéa, le revenu ou la perte d'un contribuable pour une période d'une année d'imposition est calculé comme si la période correspondait à l'année d'imposition entière.» 45

Canada, either alone or as a partner
entirely engaged in the business.

and for the purpose of this paragraph,
the income or loss of a taxpayer for any
period in a taxation year is the taxpayer's
income or loss computed as though that
period were the whole taxation year.

(2) Subsection 146(1) of the said Act is
further amended by adding therein, immedi-
ately after paragraph (a) thereof, the follow-
ing paragraph:

"(b) (1) "net past service pension adjust-
ment" of a taxpayer for a taxation year
means the amount determined by the
formula

$$P - (F + G)$$

where

P is the aggregate of all amounts each
of which is the taxpayer's past service
pension adjustment for the year in
respect of an employer;

F is the amount of the taxpayer's RSPA
transfers for the year, determined as
of the end of the year in accordance
with prescribed rules; and

G is the amount of the taxpayer's
RSPA withdrawals for the year,
determined as of the end of the year
in accordance with prescribed rules."

(3) Subsection 146(1) of the said Act is
further amended by adding therein, immedi-
ately after paragraph (2) thereof, the follow-
ing paragraph:

"(4) "RRSP deduction limit" of a
taxpayer for a taxation year means the
amount determined by the formula

$$A + B - C$$

where

A is the taxpayer's unused RRSP
deduction room at the end of the
immediately preceding taxation year;

B is the amount, if any, by which the
limit of the RRSP dollar limit for

Canada, either alone or as a partner
entirely engaged in the business.

(2) Subsection 146(1) of the said Act is
further amended by adding therein, immedi-
ately after paragraph (a) thereof, the follow-
ing paragraph:

"(b) (1) "net past service pension adjust-
ment" of a taxpayer for a taxation year
means the amount determined by the
formula

$$P - (F + G)$$

where

P represents the total des montants dont
chacun correspond au facteur d'ajus-
tement pour services passés du con-
tribuable pour l'année pendant à un
employeur;

F le montant des transferts pour l'année
— liés au facteur d'ajustement pour
services passés du contribuable
calculés à la fin de l'année confor-
ment aux dispositions réglementaires;

G le montant des retraits pour l'année
— liés au facteur d'ajustement pour
services passés du contribuable —
calculés à la fin de l'année confor-
ment aux dispositions réglementaires;

(3) Le paragraphe 146(1) de la même loi
est modifié par insertion après l'alinéa (2) de
ce qui suit :

"(4) "limitation de déduction au titre des
RRSP" d'un contribuable pour une année
de taxation signifie le montant déterminé
par la formule suivante :

$$A + B - C$$

où

A représente les déductions inutilisées
au titre des RRSP de l'année de taxation
immédiatement précédente;

B est le montant, s'il y a lieu, par lequel
le montant de la limite de dollars des
RRSP

"net past
service pension
adjustment"
of a taxpayer
for a taxation
year means the
amount

"RRSP
deduction
limit"
of a
taxpayer
for a
taxation
year means
the amount
determined by
the formula

"net past
service pension
adjustment"
of a taxpayer
for a taxation
year means the
amount

"RRSP
deduction
limit"
of a
taxpayer
for a
taxation
year means
the amount
determined by
the formula

Canada, either alone or as a partner actively engaged in the business.

and, for the purposes of this paragraph, the income or loss of a taxpayer for any period in a taxation year is the taxpayer's income or loss computed as though that period were the whole taxation year;"

(2) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraph:

"(d.1) "net past service pension adjustment" of a taxpayer for a taxation year means the amount determined by the formula

$$P - (F + G)$$

where

P is the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's past service pension adjustment for the year in respect of an employer,

F is the amount of the taxpayer's PSPA transfers for the year, determined as of the end of the year in accordance with prescribed rules, and

G is the amount of the taxpayer's PSPA withdrawals for the year, determined as of the end of the year in accordance with prescribed rules;"

(3) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraphs:

"(g.1) "RRSP deduction limit" of a taxpayer for a taxation year means the amount determined by the formula

$$A + B - C$$

where

A is the taxpayer's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for

(2) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa d), de ce qui suit :

"d.1) «facteur d'équivalence pour services passés net» s'entend du montant applicable à un contribuable pour une année d'imposition qui est calculé selon la formule suivante :

$$P - (F + G)$$

où :

P représente le total des montants dont chacun correspond au facteur d'équivalence pour services passés du contribuable pour l'année quant à un employeur,

F le montant des transferts pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du contribuable — calculé à la fin de l'année conformément aux dispositions réglementaires,

G le montant des retraits pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du contribuable — calculé à la fin de l'année conformément aux dispositions réglementaires;"

(3) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa g), de ce qui suit :

"g.1) «maximum déductible au titre des REER» s'entend du maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable pour une année d'imposition, calculé selon la formule suivante :

$$A + B - C$$

où :

A représente les déductions inutilisées au titre des REER du contribuable à

"net past service pension adjustment"
«facteur d'équivalence pour services passés net»

15

5 «facteur d'équivalence pour services passés net»
"net past service pension adjustment"

10

15

20

25

30

"RRSP deduction limit"
«maximum déductible au titre des REER»

35

30 «maximum déductible au titre des REER»
"RRSP deduction limit"

35

the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer, or a prescribed amount in respect of the taxpayer for the year, and

C is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year;

(g.2) "RRSP dollar limit" for a calendar year means the money purchase limit for the immediately preceding calendar year;"

"RRSP dollar limit"
«plafond REER»

(4) Subparagraph 146(1)(h)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(ii) if the annuitant had no spouse at the time of the annuitant's death, any amount paid out of or under a registered retirement savings plan of the annuitant to a child or grandchild (in this paragraph referred to as a "dependant") of the annuitant, who was, at the time the annuitant died, financially dependent on the annuitant for support,"

(5) Subsection 146(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (i.1) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

"spousal plan"
«régime au profit du conjoint»

«(k) "spousal plan", in relation to a taxpayer, means

(i) a registered retirement savings plan

(A) to which the taxpayer has, at a time when the taxpayer's spouse was the annuitant under the plan, paid a premium, or

(B) that has received a payment out of or a transfer from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund

la fin de l'année d'imposition précédente,

B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du contribuable pour l'année d'imposition précédente quant à un employeur, ou le montant prescrit quant au contribuable pour l'année,

C le facteur d'équivalence pour services passés net du contribuable pour l'année;

g.2) «plafond REER» correspond, pour une année civile, au plafond des cotisations déterminées pour l'année civile précédente;»

«plafond REER» "RRSP dollar limit"

(4) Le sous-alinéa 146(1)(h)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) si, au moment de son décès, le rentier n'avait pas de conjoint, toute somme versée dans le cadre d'un de ses régimes enregistrés d'épargne-retraite, à son enfant ou petit-enfant — appelé «personne à charge» au présent alinéa — qui est financièrement à sa charge au moment de son décès.»

(5) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa i.1) et par adjonction de ce qui suit :

«(k) «régime au profit du conjoint» s'entend, quant à un contribuable :

(i) soit du régime enregistré d'épargne-retraite auquel le contribuable a versé une prime alors que son conjoint en était le rentier ou auquel un montant est versé ou transféré d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite qui était un régime au profit du conjoint quant au contribuable,

(ii) soit du fonds enregistré de revenu de retraite auquel un montant est

«régime au profit du conjoint»
"spousal plan"

vous ou transféré d'un régime de
profit ou de capital d'un autre régime de

A) soit d'un régime de retraite
REER, d'un régime de retraite
de retraite de l'État ou d'un régime
de retraite d'un autre régime de
retraite, ou d'un régime de retraite
d'un autre régime de retraite.

10) pour les années d'imposition se
terminant avant 1991, à savoir :

(i) pour les années d'imposition se
terminant après 1990, au moment où
les montants suivants :

(A) le résultat positif ou négatif
du calcul suivant :

12)
$$A + B - (C + D)$$

représente les déductions
admissibles en vertu des REER du
contribuable à la fin de l'année
d'imposition précédente.

B) l'excédent éventuel du revenu
déclaré du contribuable REER pour
l'année ou de 18% du revenu
gagné du contribuable pour l'année.

C) le facteur d'équivalence sur
une déduction admissible sur
le total des montants dont
chacun représente le facteur
d'équivalence du contribuable
pour l'année d'imposition précé-
dente ou à un employeur ou
le montant positif dans un
compte pour l'année.

D) le facteur d'équivalence pour
services passés au contribuable
de pour l'année.

E) le total des montants déduits par
le contribuable en application
des paragraphes (3) et (2.1) et
de l'alinéa (60) dans le calcul de
son revenu pour l'année.

(ii) le plus élevé des montants sui-
vants :

(1) le total des montants dont
chacun représente le moins élevé
des montants suivants calculés
pour une année d'imposition
précédente qui précède l'année
en cause ou à celui de son
régime de retraite précédent.

that were a spouse, plan in relation
to the taxpayer, or
(ii) a registered retirement savings
fund that has received a payment out
of or a transfer from a registered plan in
relation to the taxpayer and

(i) "annual RRSPP deduction room" of
a taxpayer at the end of a taxation year
means

(a) for taxation years ending before 1991, the amount,

(ii) for taxation years ending after
1990, the lesser of

(A) the amount, which can be positive or negative, determined by the following formula

$$A + B - (C + D)$$

where
A is the taxpayer's annual RRSPP deduction room at the end of the taxation year immediately preceding taxation year

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSPP dollar limit for the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer, or a prescribed amount in respect of the taxpayer, or for the year.

C is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year, and
D is the aggregate of the amounts deducted by the taxpayer under subsections (5) and (2.1) and paragraph 60(v) in computing the taxpayer's income for the year, and

(ii) the greater of
(1) the aggregate of all amounts each of which is the amount determined in respect of a particular taxation year that is the year or each of the six taxation years

preceding the taxation year in question, and

(2) the amount, which can be positive or negative, determined by the following formula

1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000

that was a spousal plan in relation to the taxpayer, or
 (ii) a registered retirement income fund that has received a payment out of or a transfer from a spousal plan in relation to the taxpayer; and

(1) "unused RRSP deduction room" of a taxpayer at the end of a taxation year means,

(i) for taxation years ending before 1991, nil, and

(ii) for taxation years ending after 1990, the lesser of

(A) the amount, which can be positive or negative, determined by the formula

$$A + B - (C + D)$$

where

A is the taxpayer's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,

B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the taxpayer's earned income for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer, or a prescribed amount in respect of the taxpayer for the year,

C is the taxpayer's net past service pension adjustment for the year, and

D is the aggregate of the amounts deducted by the taxpayer under subsections (5) and (5.1) and paragraph 60(v) in computing the taxpayer's income for the year, and

(B) the greater of

(I) the aggregate of all amounts each of which is the amount, determined in respect of a particular taxation year that is the year or such of the six taxation

versé ou transféré d'un régime au profit du conjoint quant au contribuable;

1) «déductions inutilisées au titre des REER» s'entend des déductions inutilisées au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition, égales :

(i) pour les années d'imposition se terminant avant 1991, à zéro,

(ii) pour les années d'imposition se terminant après 1990, au moins élevé des montants suivants :

(A) le résultat, positif ou négatif, du calcul suivant :

$$A + B - (C + D)$$

où :

A représente les déductions inutilisées au titre des REER du contribuable à la fin de l'année 20 d'imposition précédente,

B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année 25 d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du contribuable pour l'année d'imposition précédente 30 quant à un employeur, ou le montant prescrit quant au contribuable pour l'année,

C le facteur d'équivalence pour services passés net du contribuable 35 pour l'année,

D le total des montants déduits par le contribuable en application des paragraphes (5) et (5.1) et de l'alinéa 60v) dans le calcul de 40 son revenu pour l'année,

(B) le plus élevé des montants suivants :

(I) le total des montants dont chacun représente le moins élevé 45 des montants suivants, calculés pour une année d'imposition donnée qui correspond à l'année en cause ou à celles des six années d'imposition précédentes 50

"unused RRSP deduction room"

«déductions inutilisées au titre des REER»

«déductions inutilisées au titre des REER» "unused RRSP deduction room"

years immediately preceding the year ended after 1990 that in the years of 1990 of the taxpayer's total income for the taxation year immediately preceding the particular taxation year and the RSP-dollar limit for the particular taxation year and (ii) 5% of the RSP-dollar limit for the year.

(b) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

"(1.1) For the purposes of paragraphs 12(1)(a), (b) and (c), 12(1)(b) and subsections 8.1, (8.1) and (8.2) apply to an individual who is a person of the opposite sex to the individual or

- (a) who is married to the individual or
- (b) who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship and
- (c) has so cohabited for a period of at least one year or
- (d) is a parent of a child of whom the individual is a parent.

(1) Paragraph 146(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(1) Notwithstanding paragraph (a), 30 the plan provides the payment of an amount to a taxpayer when the amount is paid to reduce the amount of tax otherwise payable under Part X.1 by the taxpayer."

(2) Subsections 146(2) and (2.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- "(2) There may be deemed to constitute a taxpayer a spouse for a taxation year such amount as the taxpayer elects not exceeding the lower of
- (a) the aggregate of all a spouse's payments in a previous year, the tax payable after 1990 and on or before the day that is 60 days after the end of the

qui se terminent après 1990 : 1990 de revenus gagnés du conjoint pour l'année d'imposition précédente, l'année d'imposition terminée au 31 décembre 1990 et le plan X.1.

(b) L'article 146 de la Loi est modifié par l'ajout, après le paragraphe (1) de la Loi, de la sous-section suivante :

"(1.1) Pour l'application des alinéas 12(1) a), b) et c) et des paragraphes 8.1, (8.1) et (8.2) s'applique à une personne de sexe opposé par rapport à l'individu ou

- a) est avec un particulier par les liens du mariage;
- b) vit avec le particulier ;
- c) soit dans une situation semblable à une union conjugale depuis au moins un an ;
- d) soit dans une telle situation et ait le père ou la mère d'un enfant dont la paternité est le père ou la mère.

(1) L'article 146(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(1) Par dérogation à l'alinéa a), le montant de versement mentionné à un contribuable en vue de réduire l'impôt payable par ailleurs par celui-ci en vertu de la partie X.1."

(2) Les paragraphes 146(2) et (2.1) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- "(2) L'individu peut être réputé être le conjoint d'un particulier pour une année d'imposition si le particulier choisit de verser au contribuable un montant qui ne dépasse pas le plus bas des montants suivants :
- a) le total des montants versés au contribuable par le particulier au cours de l'année précédente, le montant versé après 1990 et au plus tard le 60^e jour

English text

French text

years immediately preceding the year as end after 1990, that is the lesser of 18% of the taxpayer's earned income for the taxation year immediately preceding the particular taxation year and the RRSP dollar limit for the particular taxation year, and (II) 7/2 of the RRSP dollar limit for the year." 10

(6) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

"(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(a), (h) and (i.1) and (3)(b) and subsections (8.8), (8.91) and (16), "spouse" of an individual means a person of the opposite sex

- (a) who is married to the individual, or 20
- (b) who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship and
 - (i) has so cohabited for a period of at least one year, or
 - (ii) is a parent of a child of whom the individual is a parent." 25

(7) Paragraph 146(2)(c.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c.1) notwithstanding paragraph (a), 30 the plan permits the payment of an amount to a taxpayer where the amount is paid to reduce the amount of tax otherwise payable under Part X.1 by the taxpayer;" 35

(8) Subsections 146(5) and (5.1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(5) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year 40 such amount as the taxpayer claims not exceeding the lesser of

- (a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer after 1990 and on or before the 45 day that is 60 days after the end of the

qui se terminent après 1990 : 18 % du revenu gagné du contribuable pour l'année d'imposition précédant l'année d'imposition donnée, ou le plafond REER 5 pour l'année donnée, (II) 7/2 du plafond REER pour l'année.»

(6) L'article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Pour l'application des alinéas (1)a), h) et i.1) et (3)b) ainsi que des paragraphes (8.8), (8.91) et (16), «conjoint» s'entend d'une personne de sexe 15 opposé qui, selon le cas :

- a) est unie au particulier par les liens du mariage;
- b) vit avec le particulier :
 - (i) soit dans une situation assimilable 20 à une union conjugale depuis au moins un an,
 - (ii) soit dans une telle situation et est le père ou la mère d'un enfant dont le particulier est le père ou la mère.» 25

(7) L'alinéa 146(2)c.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c.1) par dérogation à l'alinéa a), il permet de verser un montant à un contribuable en vue de réduire l'impôt 30 payable par ailleurs par celui-ci en vertu de la partie X.1;»

(8) Les paragraphes 146(5) et (5.1) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 35

«(5) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant qu'il demande, à concurrence du moins élevé des montants suivants : 40

- a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée après 1990 et au plus tard le soixantième jour

Definition of "spouse"

Définition de «conjoint»

Amount of RRSP premiums deductible

Déduction des primes versées au REER

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

2057

2058

2059

2060

2061

2062

2063

2064

2065

2066

2067

2068

2069

2070

2071

2072

2073

2074

2075

2076

2077

2078

2079

2080

2081

2082

2083

2084

2085

2086

2087

2088

2089

2090

2091

2092

2093

2094

2095

2096

2097

2098

2099

2100

2101

2102

2103

2104

2105

2106

2107

2108

2109

2110

2111

2112

2113

2114

2115

2116

2117

2118

2119

2120

2121

2122

2123

2124

2125

2126

2127

2128

2129

2130

2131

2132

2133

2134

2135

2136

2137

2138

2139

2140

2141

2142

2143

2144

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

2188

2189

2190

2191

2192

2193

2194

2195

2196

2197

2198

2199

2200

Annexes
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210

Table des matières
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220

year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer was the annuitant at the time the premium was paid, other than the portion, if any, of the premium 5

- (i) that was deducted in computing the taxpayer's income for a preceding taxation year,
- (ii) that was designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.1) or (l),
- (iii) in respect of which the taxpayer has received a payment that has been deducted under subsection (8.2) in computing the taxpayer's income for 15 a preceding taxation year, or
- (iv) that was deductible under subsection (6.1) in computing the taxpayer's income for any taxation year; and

(b) the taxpayer's RRSP deduction 20 limit for the year.

(5.1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year such amount as the taxpayer claims not exceeding the lesser of 25

(a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer after 1990 and on or before the day that is 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant at the time the premium was paid, other than the portion, if any, of the premium 30

(i) that was deducted in computing 35 the taxpayer's income for a preceding taxation year,

(ii) that was designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j.2), or 40

(iii) in respect of which the taxpayer or the taxpayer's spouse has received a payment that has been deducted under subsection (8.2) in computing the taxpayer's income for a preceding 45 taxation year; and

suitant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il était rentier au moment du versement de la prime, à l'exception :

(i) de la fraction éventuelle de la 5 prime déduite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,

(ii) de la fraction éventuelle de la prime indiquée dans sa déclaration de 10 revenu pour une année d'imposition donnée aux fins de l'alinéa 60j), j.1) ou l),

(iii) de la fraction éventuelle de la prime au titre de laquelle le contri- 15 buable a reçu un paiement qu'il a déduit en application du paragraphe (8.2) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, 20

(iv) de la fraction éventuelle de la prime déductible en application du paragraphe (6.1) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

b) son maximum déductible au titre des 25 REER pour l'année.

(5.1) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant qu'il demande, à concurrence du moins élevé des montants 30 suivants :

a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée après 1990 et au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année à un régime 35 enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint était rentier au moment du versement de la prime, à l'exception :

(i) de la fraction éventuelle de la prime déduite dans le calcul de son 40 revenu pour une année d'imposition antérieure,

(ii) de la fraction éventuelle de la prime indiquée dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition 45 donnée aux fins de l'alinéa 60j.2),

(iii) de la fraction éventuelle de la prime au titre de laquelle le contribuable ou son conjoint a reçu un paiement que le contribuable a déduit en 50 application du paragraphe (8.2) dans

Amount of
spousal RRSP
premiums
deductible

Déduction des
primes versées
au REER du
conjoint

(b) the amount, if any, by which the taxpayer's RRSP deduction limit for the year exceeds the amount deducted under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year."

5

le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure;

b) l'excédent éventuel de son maximum déductible au titre des REER pour l'année sur le montant déduit en application du paragraphe (5) pour l'année dans le calcul de son revenu.»

5

(9) Subsection 146(5.2) of the said Act is repealed.

(9) Le paragraphe 146(5.2) de la même loi est abrogé.

(10) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5.2) thereof, the following subsection:

(10) L'article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5.2), de ce qui suit :

Anti-avoidance

"(5.21) Notwithstanding any other provision of this section, where

«(5.21) Nonobstant les autres dispositions du présent article, si, selon le cas :

Anti-évitement

(a) a registered pension plan is amended or administered in such a manner as to terminate, suspend or delay

a) un régime de pension agréé est modifié ou géré de façon à faire cesser, suspendre ou retarder :

(i) the membership of an individual in the plan for the individual's 1990 taxation year,

(i) soit la participation d'un particulier au régime pour son année d'imposition 1990,

20

(ii) contributions under the plan by or for the benefit of the individual in respect of the year, or

(ii) soit les cotisations versées aux termes du régime par le particulier ou à son profit pour l'année,

(iii) the accrual of retirement benefits under the plan for the individual in respect of the year, or

(iii) soit l'accumulation des prestations de retraite pour le compte du particulier aux termes du régime pour l'année,

25

(b) a deferred profit sharing plan is amended or administered in such a manner as to terminate, suspend or delay contributions under the plan for the year in respect of an individual,

b) un régime de participation différée aux bénéficiaires est modifié ou géré après le 8 octobre 1986 de façon à faire cesser, suspendre ou retarder les cotisations versées au titre d'un particulier pour l'année aux termes du régime,

30

and one of the main reasons for the termination, suspension or delay may reasonably be considered to be to reduce the pension adjustment of the individual for the year in respect of an employer, the only amount that may be deducted in computing the income for the year of the individual, in respect of premiums paid to registered retirement savings plans, is the amount that would have been deductible had that termination, suspension or delay not occurred."

et s'il est raisonnable de considérer que l'un des principaux motifs de la cessation, de la suspension ou du retard consiste à réduire le facteur d'équivalence du particulier pour l'année quant à un employeur, seules les primes versées aux régimes enregistrés d'épargne-retraite pour l'année qui auraient été déductibles sans la cessation, la suspension ou le retard — sont déductibles dans le calcul du revenu du particulier pour l'année.»

40

(11) Section 146 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (6) thereof, the following subsection:

(11) L'article 146 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

45

αποστολή... (α) (β) (γ)

αποστολή...

αποστολή...

αποστολή...

αποστολή...

Recontribution
of certain
withdrawals

“(6.1) There may be deducted in computing a taxpayer’s income for a particular taxation year the aggregate of all amounts each of which is such portion of a prescribed premium for the particular year as was not designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.1) or (l).”

«(6.1) Est déductible dans le calcul du revenu d’un contribuable pour une année d’imposition donnée le total des montants dont chacun représente la fraction d’une prime prescrite pour cette année qui n’a pas été indiquée par le contribuable, en application de l’alinéa 60j), j.1) ou l), dans sa déclaration de revenu pour une année d’imposition.»

Déduction de
certains retraits

(12) Subsection 146(8.2) of the said Act is repealed and the following substituted 10
therefor: (12) Le paragraphe 146(8.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amount
deductible

“(8.2) Where

«(8.2) Dans le cas où, à la fois :

Montant
déductible

(a) all or any portion of the premiums paid in a taxation year by a taxpayer to one or more registered retirement savings plans under which the taxpayer or the taxpayer’s spouse was the annuitant was not deducted in computing the taxpayer’s income for any taxation year,

a) un contribuable n’a pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition tout ou partie des primes qu’il a versées au cours d’une année d’imposition à un ou plusieurs régimes enregistrés d’épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint sont rentiers,

(b) the taxpayer or the taxpayer’s 20 spouse can reasonably be regarded as having received a payment from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund in respect of such undeducted premiums,

b) il est raisonnable de considérer que le contribuable ou son conjoint ont reçu au titre de ces primes non déduites un paiement d’un régime enregistré d’épargne-retraite ou d’un fonds enregistré de revenu de retraite,

(c) the payment is received by the taxpayer or the taxpayer’s spouse in a particular taxation year that is

c) le contribuable ou son conjoint reçoit le paiement au cours d’une année d’imposition donnée qui correspond :

(i) the year in which the premiums were paid by the taxpayer,

(i) soit à l’année où le contribuable a versé les primes,

(ii) the year in which a notice of assessment for the taxation year referred to in subparagraph (i) was sent to the taxpayer, or

(ii) soit à l’année où un avis de cotisation est envoyé au contribuable pour l’année d’imposition visée au sous-alinéa (i),

(iii) the year immediately following the year referred to in subparagraph (i) or (ii), and

(iii) soit à l’année suivant celle visée au sous-alinéa (i) ou (ii),

(d) the payment is included in computing the taxpayer’s income for the particular year,

d) le paiement est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année donnée,

the payment (except to the extent that it is a prescribed withdrawal) may be deducted in computing the taxpayer’s income for the particular year unless it is reasonable to consider that

e) le contribuable peut déduire ce paiement — qui n’est pas un retrait visé par règlement — dans le calcul de son revenu pour l’année donnée, sauf s’il est raisonnable de considérer que :

(e) the taxpayer did not reasonably expect that the full amount of the premiums would be deductible in the taxa-

e) d’une part, le contribuable ne s’attendait vraisemblablement pas à ce que le plein montant des primes soit déductible au cours de l’année d’imposition de leur

tion year in which the premiums were paid or in the immediately preceding taxation year, and

(f) the taxpayer paid all or any portion of the premiums with the intent of receiving a payment that, but for this paragraph and paragraph (e), would be deductible under this subsection.

Premium deemed not paid

(8.21) Where a taxpayer or the taxpayer's spouse has, at any time in a taxation year, received a payment from a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund in respect of all or any portion of a premium paid by the taxpayer to a registered retirement savings plan and the payment has been deducted under subsection (8.2) in computing the taxpayer's income for the year, the premium or portion thereof, as the case may be, shall,

(a) for the purposes of determining, after that time, the amount that may be deducted under subsection (5) or (5.1) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year, and

(b) for the purposes of subsections (8.3) and 146.3(5.1) after that time, in the case of a payment received by the taxpayer,

be deemed not to have been a premium paid by the taxpayer to a registered retirement savings plan."

(13) Subsection 146(8.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Spousal RRSP payments

"(8.3) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement savings plan that is a spousal plan in relation to a taxpayer is required by reason of subsection (8) or paragraph (12)(b) to be included in computing the income of the taxpayer's spouse before the plan matures or as a payment in full or partial commutation of a retirement income under the plan and the taxpayer is not living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, there

versement ou de l'année d'imposition précédente;

f) d'autre part, le contribuable a versé tout ou partie des primes dans l'intention de recevoir un paiement qui, en l'absence du présent alinéa et de l'alinéa e), serait déductible en application du présent paragraphe.

Prime réputée non versée

(8.21) Lorsqu'un contribuable ou son conjoint reçoit, à un moment donné d'une année d'imposition, un paiement d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite au titre de tout ou partie d'une prime que le contribuable a versée à un régime enregistré d'épargne-retraite et que le contribuable déduit le paiement en application du paragraphe (8.2) dans le calcul de son revenu pour l'année, cette prime ou partie de prime, selon le cas, est réputée — pour le calcul après ce moment du montant déductible en application du paragraphe (5) ou (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure et pour l'application des paragraphes (8.3) et 146.3(5.1) après ce moment s'il s'agit d'un paiement reçu par le contribuable — ne pas être une prime versée par le contribuable à un tel régime.»

(13) Le paragraphe 146(8.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8.3) Lorsque, à un moment quelconque d'une année d'imposition, une somme donnée provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite qui est un régime au profit du conjoint quant à un contribuable doit être incluse en application du paragraphe (8) ou de l'alinéa (12)b) dans le calcul du revenu du conjoint avant échéance du régime ou comme versement découlant de la conversion totale ou partielle d'un revenu de retraite prévu au régime et que le contribuable et son conjoint ne vivaient pas séparément à ce moment pour cause

Montants à inclure dans le revenu du rentier

shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year an amount equal to the lesser of

- (a) the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant at the time the premium was paid, and
- (b) the particular amount."

(14) Subsection 146(8.4) of the said Act is repealed.

(15) All that portion of subsection 146(8.6) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(8.6) Where, in respect of an amount required at any time in a taxation year to be included in computing the income of a taxpayer's spouse, all or part of a premium has by reason of subsection (8.3) been included in computing the taxpayer's income for the year, the following rules apply:

- (a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsections (8.3) and 146.3(5.1) after that time, be deemed not to have been a premium paid to a registered retirement savings plan under which the taxpayer's spouse was the annuitant; and"

(16) Subsection 146(8.7) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(e) in respect of an amount that is deemed by subsection (8.8) to have been received by an annuitant under a registered retirement savings plan immediately before the annuitant's death."

(17) All that portion of subsection 146(16) of the said Act preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

d'échec du mariage, le contribuable doit inclure à ce moment dans le calcul de son revenu pour l'année le moins élevé des montants suivants :

- a) le total des montants dont chacun représente une prime qu'il a versée au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes à un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier au moment du versement de la prime;
- b) la somme donnée.»

(14) Le paragraphe 146(8.4) de la même loi est abrogé.

(15) Le passage du paragraphe 146(8.6) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8.6) Dans le cas où, à cause d'une somme à inclure dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable à un moment donné d'une année d'imposition, tout ou partie d'une prime est incluse en application du paragraphe (8.3) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

- a) est réputée, pour l'application des paragraphes (8.3) et 146.3(5.1) après ce moment, ne pas être versée à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint du contribuable est rentier; et»

(16) Le paragraphe 146(8.7) de la même loi est abrogé par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

«e) à un montant réputé par le paragraphe (8.8) avoir été reçu par un rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite immédiatement avant son décès.»

(17) Le passage du paragraphe 146(16) de la même loi qui précède l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Spouse's
income

Déduction dans
le revenu du
conjoint

Transfer of funds

“(16) Notwithstanding any other provision in this section, a registered retirement savings plan may at any time be revised or amended to provide for the payment or transfer before the maturity of the plan, on behalf of the annuitant under the plan (in this subsection referred to as the “transferor”), of any property thereunder by the issuer thereof

(a) to a registered pension plan for the benefit of the transferor or to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the transferor is the annuitant, or

(b) to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the spouse or former spouse of the transferor is the annuitant, where the transferor and the transferor's spouse or former spouse are living separate and apart and the payment or transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the transferor and the transferor's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of the marriage or other relationship,

and on the payment or transfer of such property before the maturity of the plan”

(18) Subsection 146(17) of the said Act is repealed.

(19) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1988 taxation year, paragraph 146(1)(c) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(c) “earned income” of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(i) the taxpayer's income for the year from

«(16) Nonobstant les autres dispositions du présent article, un régime enregistré d'épargne-retraite peut, à un moment donné, être révisé ou modifié de façon à prévoir le versement ou le transfert, avant son échéance, de biens accumulés dans ce régime, par l'émetteur pour le compte du rentier :

a) soit à un régime de pension agréé, au profit du rentier, ou à un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite dont le rentier est rentier;

b) soit à un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite dont le conjoint ou ancien conjoint du rentier est rentier, si le rentier et son conjoint ou ancien conjoint vivent séparément et si le versement ou le transfert est effectué conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation;

et sur le versement ou le transfert des biens avant l'échéance du régime.»

(18) Le paragraphe 146(17) de la même loi est abrogé.

(19) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application à l'année d'imposition 1988, l'alinéa 146(1)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

«c) «revenu gagné» d'un contribuable pour une année d'imposition s'entend de l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(i) soit son revenu pour l'année tiré, selon le cas :

Transfert de biens

(A) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(B) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(C) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(D) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(E) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(F) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(G) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(H) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(I) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(J) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(K) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(L) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(M) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(N) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(O) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(P) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(Q) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(R) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(S) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(T) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(U) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(V) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(W) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(X) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(Y) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(Z) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c).

(A) an office or employment, deter-
mined without reference to par-
agraphs (w) and (x).

(B) the carrying on of a business,
other than as a partner actively
engaged in the business, or

(C) property which such income is
derived from the rental of real
property or from royalties in
respect of a work or invention of

which the taxpayer was the author
or inventor of.

(ii) an amount included in computing
the taxpayer's income for the year

(A) under paragraph 50(1)(b), (c), (d),
(e), (f) or (g), this section or

subsection 147(10) or (11), or

(B) as a superannuation or pension
benefit, retiring allowance or health
benefit.

(iii) the aggregate of all amounts
each of which is

(i) the taxpayer's loss for the year
from

(A) the carrying on of a business,
other than as a partner actively
engaged in the business, or

(B) property, where such loss is
sustained from the rental of real
property or

(C) an amount deductible in comput-
ing the taxpayer's income for the year
under paragraph 60(4), (5), (6), (7), (8),
(9), (10), (11), (12) or (13), or subsec-
tion (6) or (7), and

(4) in its application to the 1975 taxation
year, paragraph 148(1) of the said Act,
as enacted by subsection (1), shall be read
as follows:

"(c) "earned income" of a taxpayer for 40
a taxation year means the amount, if
any, by which the aggregate of all
amounts each of which is

(i) the taxpayer's income for the year
from

(A) an office or employment, deter-
mined without reference to par-
agraphs 8(1)(w) and (x),

(B) the carrying on of a business,
other than as a partner actively en-
gaged in the business, or

(C) revenu gagné d'un contribuable
pour une année d'imposition s'élève de
l'excédent éventuel de total des mont-
ants dont chacun représente :

(i) son revenu pour l'année im-
posée :

(A) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(B) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(C) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(D) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(E) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(F) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(G) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(H) dans lequel on a gagné
selon les règles de la section 8(1)(c);

(A) an office or employment, determined without reference to paragraph 8(1)(m),
 (B) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or
 (C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, or
 (ii) an amount included in computing the taxpayer's income for the year
 (A) under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o), this section or subsection 147(10) or (15), or
 (B) as a superannuation or pension benefit, retiring allowance or death benefit
 exceeds the aggregate of all amounts each of which is
 (iii) the taxpayer's loss for the year from
 (A) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or
 (B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, or
 (iv) an amount deductible in computing the taxpayer's income for the year under paragraph 60(b), (c), (c.1), (j), (j.01), (j.1), (k), (l) or (m) or subsection (6) or (7);" and
 (b) in its application to the 1989 taxation year, paragraph 146(1)(c) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

"(c) "earned income" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

- (i) the taxpayer's income for the year from
 (A) an office or employment, determined without reference to paragraphs 8(1)(c), (m) and (m.2),
 (B) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or

(A) d'une charge ou d'un emploi, calculé sans tenir compte de l'alinéa 8(1)m),
 (B) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,
 (C) d'un bien, s'il s'agit d'un revenu tiré de la location de biens immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,
 (ii) soit un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o), du présent article ou du paragraphe 147(10) ou (15), ou bien à titre de prestation de retraite ou d'autres pensions, d'allocation de retraite ou de prestation consécutive au décès,
 sur le total des montants dont chacun représente :
 (iii) soit sa perte pour l'année provenant, selon le cas :
 (A) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,
 (B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles,
 (iv) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c), c.1), j), j.01), j.1), k), l) ou m) ou du paragraphe (6) ou (7) dans le calcul de son revenu pour l'année;";
 b) pour son application à l'année d'imposition 1989, l'alinéa 146(1)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

"(c) «revenu gagné» d'un contribuable pour une année d'imposition s'entend de l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

- (i) soit son revenu pour l'année tiré, selon le cas :
 (A) d'une charge ou d'un emploi, calculé sans tenir compte des alinéas 8(1)c), m) et m.2),
 (B) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé,

...several other ...
 ...to be ...
 ...
 ...
 ...

...the ...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

(C) property, where such income is derived from the rental of real property or from royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer was the author or inventor, or
 (ii) an amount included in computing the taxpayer's income for the year
 (A) under paragraph 56(1)(b), (c), (c.1), (g) or (o), this section or subsection 146.3(5) or 147(10) or (15),
 (B) as a superannuation or pension benefit, retiring allowance or death benefit
 exceeds the aggregate of all amounts each of which is
 (iii) the taxpayer's loss for the year from
 (A) the carrying on of a business either alone or as a partner actively engaged in the business, or
 (B) property, where such loss is sustained from the rental of real property, or
 (iv) an amount deductible under paragraph 60(b), (c), (c.1), (j), (j.1), (j.2), (k), (l) or (m) or subsection (6) or (7) in computing the taxpayer's income for the year;"

(20) Subsections (2), (3) and (5) are applicable after 1988.

(21) Subsections (4) and (13) are applicable to the 1989 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146(8.3) of the said Act, as enacted by subsection (13), shall be read as follows:

“(8.3) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement savings plan to which a premium deductible under paragraph 60(j.2) or subsection (5.1) has been paid is required under subsection (8) or paragraph (12)(b) to be included in computing the income of the taxpayer's spouse before the plan matures or as a payment in full or partial commutation of a retirement income under the plan, except where the

(C) d'un bien, s'il s'agit d'un revenu tiré de la location de biens immeubles ou de redevances sur un ouvrage ou une invention dont il est l'auteur,

(ii) soit un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, en application de l'alinéa 56(1)b), c), c.1), g) ou o), du présent article, du paragraphe 146.3(5) ou 147(10) ou (15) ou bien à titre de prestation de retraite ou d'autres pensions, d'allocation de retraite ou de prestation consécutive au décès,
 sur le total des montants dont chacun 15 représente :

(iii) soit sa perte pour l'année provenant, selon le cas :

(A) d'une entreprise qu'il exploite activement, seul ou comme associé, 20
 (B) d'un bien, s'il s'agit d'une perte résultant de la location de biens immeubles,

(iv) soit un montant déductible en application de l'alinéa 60b), c), c.1), j), j.1), j.2), k), l) ou m) ou du paragraphe (6) ou (7) dans le calcul de son revenu pour l'année;».

(20) Les paragraphes (2), (3) et (5) s'appliquent après 1988. 30

(21) Les paragraphes (4) et (13) s'appliquent aux années d'imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146(8.3) de la même loi, édicté par le 35 paragraphe (13), est remplacé par ce qui suit :

«(8.3) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, une somme donnée — retirée d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe (5.1) a été versée — doit être ajoutée en vertu du paragraphe (8) ou de l'alinéa (12)b) dans le calcul du revenu du conjoint d'un contribuable avant échéance du régime ou comme versement découlant de la conversion totale

1000

1005

1010

1015

1020

1025

1030

1035

1040

1045

1050

1055

1060

1065

1070

1075

1080

1085

1090

1095

1100

1105

1110

1115

1120

1125

1130

1135

1140

1145

1150

1155

1160

1165

1170

1175

1180

1185

1190

1195

1200

1205

1210

1215

1220

1225

1230

1235

1240

1245

1250

1255

1260

1265

1270

1275

1280

1285

1290

1295

1300

1305

1310

1315

1320

1325

1330

1335

1340

1345

1350

1355

1360

1365

1370

1375

1380

1385

1390

1395

1400

1405

1410

1415

1420

1425

1430

1435

1440

1445

1450

1455

1460

1465

1470

1475

1480

1485

1490

1495

1500

1505

1510

1515

1520

1525

1530

1535

1540

1545

1550

1555

1560

1565

1570

1575

1580

1585

1590

1595

1600

1605

1610

1615

1620

1625

1630

1635

1640

1645

1650

1655

1660

1665

1670

1675

1680

1685

1690

1695

1700

1705

1710

1715

1720

1725

1730

1735

1740

1745

1750

1755

1760

1765

1770

1775

1780

1785

1790

1795

1800

1805

1810

1815

1820

1825

1830

1835

1840

1845

1850

1855

1860

1865

1870

1875

1880

1885

1890

1895

1900

1905

1910

1915

1920

1925

1930

1935

1940

1945

1950

1955

1960

1965

1970

1975

1980

1985

1990

1995

2000

1000

1005

1010

1015

1020

1025

1030

1035

1040

1045

1050

1055

1060

1065

1070

1075

1080

1085

1090

1095

1100

1105

1110

1115

1120

1125

1130

1135

1140

1145

1150

1155

1160

1165

1170

1175

1180

1185

1190

1195

1200

1205

1210

1215

1220

1225

1230

1235

1240

1245

1250

1255

1260

1265

1270

1275

1280

1285

1290

1295

1300

1305

1310

1315

1320

1325

1330

1335

1340

1345

1350

1355

1360

1365

1370

1375

1380

1385

1390

1395

1400

1405

1410

1415

1420

1425

1430

1435

1440

1445

1450

1455

1460

1465

1470

1475

1480

1485

1490

1495

1500

1505

1510

1515

1520

1525

1530

1535

1540

1545

1550

1555

1560

1565

1570

1575

1580

1585

1590

1595

1600

1605

1610

1615

1620

1625

1630

1635

1640

1645

1650

1655

1660

1665

1670

1675

1680

1685

1690

1695

1700

1705

1710

1715

1720

1725

1730

1735

1740

1745

1750

1755

1760

1765

1770

1775

1780

1785

1790

1795

1800

1805

1810

1815

1820

1825

1830

1835

1840

1845

1850

1855

1860

1865

1870

1875

1880

1885

1890

1895

1900

1905

1910

1915

1920

1925

1930

1935

1940

1945

1950

1955

1960

1965

1970

1975

1980

1985

1990

1995

2000

taxpayer is living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all or any part of each premium paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years that is deductible under paragraph 60(j.2) or subsection (5.1) in computing the taxpayer's income for a year shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year, except to the extent that the aggregate of those premiums or parts thereof exceeds the particular amount."

(22) Subsection (6) is applicable after 1987.

(23) Subsection (7) is applicable after 1990.

(24) Subsection (8) is applicable to the 1987 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1987 and 1988 taxation years, subsection 146(5) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

"(5) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes the annuitant thereunder within 60 days after the end of the year, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant or becomes the annuitant within 60 days after the end of the year (to the extent that it was neither deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year nor designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.01), (j.1) or (l)), not exceeding the amount, if any, by which

(a) where the taxpayer was employed in the year and

(i) as a consequence thereof was a person who is or may become entitled to benefits under a pension fund or plan that provides for payment of a

ou partielle d'un revenu de retraite prévu au régime, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année, doit être ajouté à cette date dans le calcul du revenu de celui-ci pour l'année, jusqu'à concurrence de la somme donnée, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparément à cette date pour cause d'échec du mariage.»

(22) Le paragraphe (6) s'applique après 1987.

(23) Le paragraphe (7) s'applique après 1990.

(24) Le paragraphe (8) s'applique aux années d'imposition 1987 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application aux années d'imposition 1987 et 1988, le paragraphe 146(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5) Un contribuable qui est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente ni n'a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition en application de l'alinéa 60j), j.01), j.1) ou l), jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel de l'un ou l'autre des montants suivants sur le montant éventuel que le contribuable peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l'année :

a) le montant qui, une fois ajouté au montant éventuel que le contribuable peut déduire en application de l'alinéa

pension to the taxpayer payable in whole or in part out of contributions made or to be made to the fund or plan or out of or in respect of amounts credited or to be credited in lieu of such contributions by a person other than the taxpayer in respect of the taxpayer's employment in the year, (ii) contributed an amount in the year to a deferred profit sharing plan of which the taxpayer was a beneficiary, or (iii) as a consequence thereof was a person in respect of whom a contribution was made by an employer to a deferred profit sharing plan in the year.

an amount that, when added to the amount, if any, deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer for the year, does not exceed the lesser of \$3,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year, or

(b) in any other case, the lesser of \$7,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year;"

exceeds the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing the taxpayer's income for the year;"

(b) in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146(5) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

"(5) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes the annuitant thereunder within 60 days after the end of the year, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant or becomes the annuitant within 60 days after the end of the year (to the extent that it was neither deducted in computing the taxpayer's income for the

8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l'année, ne dépasse pas le moins élevé de 3 500 \$ ou de 20 % de son revenu gagné pour l'année si, au cours de l'année, il est un employé :

(i) qui, en raison de cet emploi, a droit ou peut avoir droit à des prestations dans le cadre de quelque caisse ou régime de pension qui prévoit le versement d'une pension au contribuable, payable en tout ou en partie soit sur les cotisations versées ou à verser à la caisse ou au régime, soit sur les montants, ou au titre des montants, portés ou à porter au crédit de cette caisse ou de ce régime pour tenir lieu de telles cotisations versées par une personne autre que le contribuable relativement à l'emploi de celui-ci au cours de l'année,

(ii) qui a versé au cours de l'année des cotisations à un régime de participation différée aux bénéfices dont il est bénéficiaire, ou

(iii) pour le compte duquel un employeur a versé au cours de l'année, en raison de cet emploi, une cotisation à un régime de participation différée aux bénéfices;

b) le moins élevé de 7 500 \$ ou de 20 % du revenu gagné du contribuable pour l'année, dans les autres cas;"

b) pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5) Un contribuable qui est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente ni n'a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année

preceding taxation year nor designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j), (j.01), (j.1) or (l), not exceeding the amount, if any, by which

(a) where the taxpayer was employed in the year and

(i) as a consequence thereof was a person who is or may become entitled to benefits under a pension fund or plan in respect of the taxpayer's office or employment in the year,

(ii) contributed an amount in the year to a deferred profit sharing plan of which the taxpayer was a beneficiary, or

(iii) as a consequence thereof was a person in respect of whom a contribution was made by an employer to a deferred profit sharing plan in the year,

an amount that, when added to the amount, if any, deductible under paragraph 8(1)(m) in computing the income of the taxpayer for the year, does not exceed the lesser of \$3,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year, or

(b) in any other case, the lesser of \$7,500 and 20% of the taxpayer's earned income for the year

exceeds the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing the taxpayer's income for the year.";

(c) in its application to the 1987 and 1988 taxation years, subsection 146(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

"(5.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, the annuitant thereunder, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the spouse is the annuitant or becomes, within 60

d'imposition en application de l'alinéa 60j), j.01), j.1) ou l), jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel de l'un ou l'autre des montants suivants sur le montant éventuel que le contribuable peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l'année :

a) le montant qui, une fois ajouté au montant éventuel que le contribuable peut déduire en application de l'alinéa 8(1)m) dans le calcul de son revenu pour l'année, ne dépasse pas le moins élevé de 3 500 \$ ou de 20 % de son revenu gagné pour l'année si, au cours de l'année, il est un employé :

(i) qui, en raison de cet emploi, a droit ou peut avoir droit à des prestations dans le cadre de quelque caisse ou régime de pension à l'égard de son emploi ou de sa charge au cours de l'année,

(ii) qui a versé au cours de l'année des cotisations à un régime de participation différée aux bénéficiaires dont il est bénéficiaire, ou

(iii) pour le compte duquel un employeur a versé au cours de l'année, en raison de cet emploi, une cotisation à un régime de participation différée aux bénéficiaires;

b) le moins élevé de 7 500 \$ ou de 20 % du revenu gagné du contribuable pour l'année, dans les autres cas. »;

c) pour son application aux années d'imposition 1987 et 1988, le paragraphe 146(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5.1) Un contribuable dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la

10. The first part of the document is the title page, which contains the name of the author, the title of the work, and the date of publication. It also includes a brief description of the work and the publisher's information.

11. The second part of the document is the preface, which is a short introduction to the work. It usually explains the author's purpose in writing the work and provides some background information about the subject matter.

12. The third part of the document is the main body of the work, which is divided into several chapters. Each chapter deals with a specific aspect of the subject matter and is written in a clear and concise style.

13. The fourth part of the document is the conclusion, which summarizes the main points of the work and provides a final thought or recommendation. It is usually written in a more formal and authoritative tone.

14. The fifth part of the document is the bibliography, which lists all the sources of information used in the work. It is usually arranged in alphabetical order and provides the full citation for each source.

15. The sixth part of the document is the index, which is a list of all the words and phrases used in the work, along with their page numbers. It is usually arranged in alphabetical order and is a useful tool for finding specific information in the work.

16. The seventh part of the document is the appendix, which contains additional information related to the main body of the work. It may include tables, figures, or other data that are not directly related to the main text but are still important for understanding the work.

17. The eighth part of the document is the notes, which are short paragraphs of text that provide additional information or commentary on specific points in the work. They are usually written in a more informal and conversational style.

18. The ninth part of the document is the glossary, which is a list of all the technical terms and words used in the work, along with their definitions. It is usually arranged in alphabetical order and is a useful tool for understanding the work.

19. The tenth part of the document is the index, which is a list of all the words and phrases used in the work, along with their page numbers. It is usually arranged in alphabetical order and is a useful tool for finding specific information in the work.

20. The eleventh part of the document is the bibliography, which lists all the sources of information used in the work. It is usually arranged in alphabetical order and provides the full citation for each source.

21. The twelfth part of the document is the index, which is a list of all the words and phrases used in the work, along with their page numbers. It is usually arranged in alphabetical order and is a useful tool for finding specific information in the work.

22. The thirteenth part of the document is the index, which is a list of all the words and phrases used in the work, along with their page numbers. It is usually arranged in alphabetical order and is a useful tool for finding specific information in the work.

days after the end of the year, the annuitant (to the extent that it was not deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year), not exceeding the amount, if any, by which the amount determined in respect of the taxpayer under whichever of paragraphs (5)(a) and (b) is applicable to the taxpayer exceeds the aggregate of

(a) the aggregate of amounts paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant, as a premium the amount of which is deducted by the taxpayer under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year, and

(b) the amount, if any, deductible by the taxpayer under subsection (6) in computing the taxpayer's income for the year.”; and

(d) in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (8), shall be read as follows:

“(5.1) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer whose spouse is the annuitant under a registered retirement savings plan or becomes, within 60 days after the end of the taxation year, the annuitant thereunder, the aggregate of all amounts each of which is a premium paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the spouse is the annuitant or becomes, within 60 days after the end of the year, the annuitant (to the extent that it was neither deducted in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year nor designated for any taxation year for the purposes of paragraph 60(j.2)), not exceeding the amount, if any, by which the amount determined in respect of the taxpayer under whichever of paragraphs (5)(a) and (b) is applicable to the taxpayer exceeds the aggregate of

fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour l'année d'imposition précédente, jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel du montant calculé au titre du contribuable, selon celui des alinéas (5)a ou b) qui lui est applicable, sur le total :

a) de l'ensemble des montants que le contribuable a versés au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier à titre de prime qu'il a déduite en application du paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour l'année;

b) du montant éventuel qu'il peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l'année.»;

d) pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (8), est remplacé par ce qui suit :

«(5.1) Un contribuable dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le total des montants dont chacun représente une prime qu'il verse au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint est rentier ou dont il devient rentier dans les 60 jours suivant la fin de l'année, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, ni n'a indiqué la prime dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition en application de l'alinéa 60j.2), jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel du montant calculé au titre du contribuable, selon celui des alinéas (5)a) et b) qui lui est applicable, sur le total :

a) de l'ensemble des montants que le contribuable a versés au cours de l'an-

(a) the aggregate of amounts paid by the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year under a registered retirement savings plan under which the taxpayer is the annuitant, as a premium the amount of which is deducted by the taxpayer under subsection (5) in computing the taxpayer's income for the year, and

(b) the amount, if any, deductible under subsection (6) in computing the taxpayer's income for the year.”.

(25) Subsections (9), (11), (14) and (15) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(26) Subsection (10) is applicable to the 1990 taxation year.

(27) Subsections (12) and (18) are applicable with respect to premiums paid after 1990 to registered retirement savings plans, and subsection 146(17) of the said Act, as it applies with respect to premiums paid before 1991 to registered retirement savings plans, shall be read as follows:

“(17) For the purposes of this section, where before a particular time a taxpayer has received a payment described in paragraph (2)(c.1) (as it read in 1990), the amounts paid by the taxpayer to registered retirement savings plans under which the taxpayer or the taxpayer's spouse is the annuitant in the year in respect of which that payment is made to the taxpayer are deemed to be the amounts so paid by the taxpayer to such plans in that year less the aggregate of all such payments received by the taxpayer in respect of that year before the particular time.”

(28) Subsection (16) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

(29) Subsection (17) is applicable with respect to

(a) revisions or amendments made to registered retirement savings plans after 1989, and

(b) a payment or transfer of property made after 1989 on behalf of the annuitant (in this paragraph referred to as the “transferor”) under a registered retire-

née ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier à titre de prime qu'il a déduite en application du paragraphe (5) dans le calcul de son revenu pour l'année;

b) du montant éventuel qu'il peut déduire en application du paragraphe (6) dans le calcul de son revenu pour l'année.».

(25) Les paragraphes (9), (11), (14) et (15) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(26) Le paragraphe (10) s'applique à l'année d'imposition 1990.

(27) Les paragraphes (12) et (18) s'appliquent aux primes versées après 1990 à des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Toutefois, pour son application aux primes versées avant 1991 à des régimes enregistrés d'épargne-retraite, le paragraphe 146(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«(17) Pour l'application du présent article, lorsque, avant un moment donné, un contribuable a reçu un versement visé à l'alinéa (2)c.1 — dans sa version applicable à 1990 —, le total des montants qu'il a versés à des régimes enregistrés d'épargne-retraite dont lui-même ou son conjoint est rentier dans l'année pour laquelle le versement lui a été fait est réputé être diminué du total des versements visés à cet alinéa que le contribuable a reçus pour l'année avant le moment donné.».

(28) Le paragraphe (16) s'applique aux 40 années d'imposition 1988 et suivantes.

(29) Le paragraphe (17) s'applique :

a) aux révisions et aux modifications apportées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite après 1989;

b) au versement ou au transfert d'un bien, effectué après 1989 pour le compte du rentier du régime (appelé «cédant» au présent alinéa), dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite sauf si le ver-

10) (a) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual.

(b) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

11) (a) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(b) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

12) (a) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(b) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

13) (a) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(b) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

14) (1) Section 146.1 of the Act is amended by adding therein, after subsection (1), the following:

(1.1) A registered retirement savings plan is a plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(1.1) For the purpose of paragraph (1)(b), subsection (1) and (1.1) apply to a registered retirement savings plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(2) Subsection 146.1(1.1) of the Act is amended and the following substituted therefor:

and paragraph 146.1(1.1) of the Act, as amended, shall apply to registered retirement savings plans established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

146.1(1.1) of the Act is amended.

and paragraph 146.1(1.1) of the Act, as amended, shall apply to registered retirement savings plans established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

15) (1) Section 146.2 of the Act is amended by adding therein, after subsection (1), the following:

(1.1) For the purpose of paragraph (1)(b), subsection (1) and (1.1) apply to a registered retirement savings plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(2) Subsection 146.2(1.1) of the Act is amended and the following substituted therefor:

(1.1) For the purpose of paragraph (1)(b), subsection (1) and (1.1) apply to a registered retirement savings plan established under the Act or any regulations made under the Act for the purpose of accumulating funds for the retirement of an individual, and the funds accumulated under the plan are to be used for the retirement of the individual.

(2) Subsection 146.2(1.1) of the Act is amended and the following substituted therefor:

(2) Subsection 146.2(1.1) of the Act is amended and the following substituted therefor:

Bill C-109

Bill C-109

ment savings plan, other than a payment or transfer pursuant to a revision or amendment made to the plan before 1990 where the payment or transfer is to a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund under which the transferor's spouse or former spouse (within the meaning assigned by subsections 146(1.1) and 252(3) of the said Act, as enacted by subsections 13(6) and 28(1), for the purposes of subsection 146(16) of the said Act) is the annuitant, and paragraph 146(16)(a) of the said Act, as it applies with respect to revisions or amendments made to registered retirement savings plans in 1988 and 1989, shall be read as follows:

“(a) to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which
 (i) the transferor is the annuitant, or
 (ii) the spouse or former spouse of the transferor, from whom the transferor is living separate and apart, is the annuitant and the payment or transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the transferor and the transferor's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of the marriage or other relationship, or”

14. (1) Section 146.3 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

“(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(b.1) and (f) and (2)(d), subparagraph (2)(f)(iv), subsection (6) and paragraph (14)(b), “spouse” has the meaning assigned by subsection 146(1.1).”

(2) Subparagraph 146.3(2)(f)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5 sement ou le transfert est effectué conformément à une révision ou à une modification apportée au régime avant 1990 et vise un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite 5 dont le conjoint ou ancien conjoint (au sens des paragraphes 146(1.1) et 252(3) de la même loi, édictés par les paragraphes 13(6) et 28(1), pour l'application du paragraphe 146(16) de celle-ci) du cédant est 10 rentier.

Toutefois, pour son application aux révisions et aux modifications apportées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite en 1988 et 1989, l'alinéa 146(16)a) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

«(a) à un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite,
 (i) dont le rentier est rentier, ou
 (ii) dont le conjoint ou ancien conjoint du rentier, dont il vit séparé, est rentier, si le versement ou le transfert est effectué conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation.»

14. (1) L'article 146.3 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Pour l'application des alinéas (1)b.1) et f), (2)d), du sous-alinéa (2)f)(iv), du paragraphe (6) et de l'alinéa (14)b), «conjoint» s'entend au sens du paragraphe 146(1.1).»

(2) Le sous-alinéa 146.3(2)f)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of
“spouse”

Définition de
«conjoint»

(b) A registered retirement income fund or registered retirement savings plan of the individual's spouse or former spouse pursuant to a divorce or separation agreement shall be treated as a division of property between the individual and the individual's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of the fund or other property settlement, or after the breakdown of a marriage or of the relationship, if the fund or other property settlement is made in accordance with the terms of the divorce or separation agreement or the settlement of the relationship.

(c) Section 1461(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(d) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement income fund that is a spouse plan (within the meaning assigned by subsection 146(1)) in relation to a taxpayer is required to be included in the income of the taxpayer's spouse and the taxpayer is not living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time in respect of the breakdown of the marriage, there shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year an amount equal to the least of

(1) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(1) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(2) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(2) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(3) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(3) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(4) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(4) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(5) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

(5) the amount if any, for which the amount of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) payable by the taxpayer in the year or in

1980-01-01

1980-01-01

“(iv) a registered retirement income fund or registered retirement savings plan of the individual’s spouse or former spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written separation agreement, relating to a division of property between the individual and the individual’s spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of their marriage or other relationship;”

«(iv) d’un régime enregistré d’épargne-retraite ou d’un fonds enregistré de revenu de retraite dont le conjoint ou ancien conjoint du particulier est rentier, conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d’un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d’une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d’une telle situation;»

(3) Subsection 146.3(5.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 146.3(5.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amount included in income

“(5.1) Where at any time in a taxation year a particular amount in respect of a registered retirement income fund that is a spousal plan (within the meaning assigned by subsection 146(1)) in relation to a taxpayer is required to be included in the income of the taxpayer’s spouse and the taxpayer is not living separate and apart from the taxpayer’s spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, there shall be included at that time in computing the taxpayer’s income for the year an amount equal to the least of

«(5.1) Dans le cas où, à un moment quelconque d’une année d’imposition, un montant donné provenant d’un fonds enregistré de revenu de retraite qui est un régime au profit du conjoint, au sens du paragraphe 146(1), quant à un contribuable doit être inclus dans le calcul du revenu du conjoint et où le contribuable et son conjoint ne vivaient pas séparément à ce moment pour cause d’échec du mariage, le moins élevé des montants suivants doit être inclus à ce moment dans le revenu du contribuable pour l’année :

Montant ajouté au revenu

(a) the aggregate of all amounts each of which is a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to a registered retirement savings plan under which the taxpayer’s spouse was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)) at the time the premium was paid,

a) le total des montants dont chacun représente une prime, au sens du paragraphe 146(1), que le contribuable a versée au cours de l’année ou de l’une des deux années d’imposition précédentes à un régime enregistré d’épargne-retraite dont son conjoint est rentier, au sens de ce paragraphe, au moment du versement de la prime;

(b) the particular amount, and

b) le montant donné;

(c) the amount, if any, by which (i) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of the fund that is required, in the year and at or before that time, to be included in the income of the taxpayer’s spouse

c) l’excédent éventuel du total des montants se rapportant au fonds qui, au cours de l’année et au plus tard à ce moment, sont à inclure dans le revenu du conjoint du contribuable, sur le minimum à retirer du fonds pour l’année.»

exceeds

(4) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë?

(5) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(a) l'absence de responsabilité en ce qui
concerne le fait de causer un préjudice
à un tiers, dans le cadre d'un contrat, à un
moment où le tiers n'est pas encore
né; ou
(b) l'absence de responsabilité en ce qui
concerne le fait de causer un préjudice
à un tiers, dans le cadre d'un contrat, à un
moment où le tiers n'est pas encore
né.

(6) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(7) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(8) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(9) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(10) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(11) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(12) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(13) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(14) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(15) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(16) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(17) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

(18) La phrase du paragraphe 146(2) est-elle
de sens ambiguë en ce qui concerne
l'absence de responsabilité en ce qui
concerne :

Forum 100

Forum 100

(ii) the minimum amount under the fund for the year.”

(4) Subsection 146.3(5.2) of the said Act is repealed.

(5) All that portion of subsection 146.3(5.4) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(5.4) Where, in respect of an amount required at any time in a taxation year to be included in computing the income of a taxpayer’s spouse, all or part of a premium has, by reason of subsection (5.1), been included in computing the taxpayer’s income for the year, the following rules apply:

(a) the premium or part thereof, as the case may be, shall, for the purposes of subsections (5.1) and 146(8.3) after that time, be deemed not to have been a premium paid to a registered retirement savings plan under which the taxpayer’s spouse was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)); and”

(6) Subsection 146.3(5.5) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(d) in respect of an amount that is deemed by subsection (6) to have been received by an annuitant under a registered retirement income fund immediately before the annuitant’s death.”

(7) Paragraph 146.3(14)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) transferred from a registered retirement income fund of an annuitant to a registered retirement income fund or a registered retirement savings plan of the annuitant’s spouse or former spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written separation agreement, relating to a division of property between the

(4) Le paragraphe 146.3(5.2) de la même loi est abrogé.

(5) Le passage du paragraphe 146.3(5.4) de la même loi qui précède l’alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5.4) Dans le cas où, à cause d’un montant à inclure dans le calcul du revenu du conjoint d’un contribuable à un moment donné d’une année d’imposition, tout ou partie d’une prime est inclus en application du paragraphe (5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour l’année, cette prime ou partie de prime, selon le cas :

a) est réputée, pour l’application des paragraphes (5.1) et 146(8.3) après ce moment, ne pas être versée à un régime enregistré d’épargne-retraite dont le conjoint du contribuable est rentier, au sens du paragraphe 146(1); et»

(6) Le paragraphe 146.3(5.5) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«d) à une somme réputée par le paragraphe (6) avoir été reçue par un rentier en vertu d’un fonds enregistré de revenu de retraite immédiatement avant son décès.»

(7) L’alinéa 146.3(14)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) transféré d’un fonds enregistré de revenu de retraite du rentier à un fonds enregistré de revenu de retraite ou un régime enregistré d’épargne-retraite du conjoint ou ancien conjoint du rentier, conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d’un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre

Spouse’s
income

Déduction dans
le revenu du
conjoint

annuitant and the annuitant's spouse or former spouse in settlement of rights arising out of their marriage or other conjugal relationship, on or after the breakdown of their marriage or other relationship,"

(8) Subsections (1), (2) and (7) are applicable after 1987.

(9) Subsection (3) is applicable to the 1989 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1989 and 1990 taxation years, subsection 146.3(5.1) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as follows:

"(5.1) Where at any time in a taxation year a particular amount, in respect of a registered retirement income fund that received property from a registered retirement savings plan to which a premium deductible under paragraph 60(j.2) or subsection 146(5.1) has been paid, is required to be included in the income of the taxpayer's spouse, except where the taxpayer is living separate and apart from the taxpayer's spouse at that time by reason of the breakdown of their marriage, all premiums paid by the taxpayer in the year or in one of the two immediately preceding taxation years to the extent that they were deductible under paragraph 60(j.2) or subsection 146(5.1) in computing the taxpayer's income for a year shall be included at that time in computing the taxpayer's income for the year to the extent that the aggregate of the particular amounts paid in the year exceeds the minimum amount under the fund for the year."

(10) Subsections (4) and (5) are applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

(11) Subsection (6) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years.

15. (1) Subsection 147(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"147. (1) In this section,

le rentier et son conjoint ou ancien conjoint, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation.»

(8) Les paragraphes (1), (2) et (7) s'appliquent après 1987.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1989 et suivantes. Toutefois, pour son application aux années d'imposition 1989 et 1990, le paragraphe 146.3(5.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

"(5.1) Dans le cas où, à une date quelconque d'une année d'imposition, un montant donné — retiré d'un fonds enregistré de revenu de retraite qui a reçu des biens d'un régime enregistré d'épargne-retraite auquel une prime déductible en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe 146(5.1) a été versée — doit être ajouté au revenu du conjoint d'un contribuable, le total des primes versées par le contribuable au cours de l'année ou de l'une des deux années d'imposition précédentes, dans la mesure où elles sont déductibles en vertu de l'alinéa 60j.2) ou du paragraphe 146(5.1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année, doit être ajouté à cette date dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, jusqu'à concurrence de l'excédent du total des montants donnés retirés dans l'année sur le minimum à retirer du fonds pour l'année, sauf si le contribuable et son conjoint vivaient séparément à cette date pour cause d'échec du mariage.»

(10) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1991 et suivantes.

(11) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1988 et suivantes.

15. (1) Le paragraphe 147(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"147. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

... (1) ... (2) ... (3) ...

“deferred profit sharing plan”
«régime de participation différée aux bénéfices»

“deferred profit sharing plan” means a profit sharing plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act, on application therefor in prescribed manner by a trustee under the plan and an employer of employees who are beneficiaries under the plan, as complying with the requirements of this section; 5

“forfeited amount”
«montant perdu»

“forfeited amount”, under a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (14) or (14.1), means an amount to which a beneficiary under the plan has ceased to have any rights, other than the portion thereof, if any, that is payable as a consequence of the death of the beneficiary to a person who is entitled thereto by virtue of the participation of the beneficiary in the plan; 10 15 20

“profit sharing plan”
«régime de participation aux bénéfices»

“profit sharing plan” means an arrangement under which payments computed by reference to an employer’s profits from the employer’s business, or by reference to those profits and the profits, if any, from the business of a corporation with whom the employer does not deal at arm’s length, are or have been made by the employer to a trustee in trust for the benefit of employees or former employees of that employer.” 30

(2) Subsection 147(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: 35

“(a.1) the plan includes a stipulation that no contribution may be made to the plan other than

- (i) a contribution made in accordance with the terms of the plan by an employer for the benefit of the employer’s employees who are beneficiaries under the plan, or
- (ii) an amount transferred to the plan in accordance with subsection (19);” 45

(3) Paragraph 147(2)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«montant perdu» Montant auquel le bénéficiaire d’un régime de participation différée aux bénéfices ou d’un régime dont l’agrément a été retiré conformément au paragraphe (14) ou (14.1) cesse d’avoir droit, sauf s’il s’agit de la partie éventuelle d’un tel montant qui est payable par suite du décès du bénéficiaire à une personne qui y a droit à cause de la participation du bénéficiaire au régime. 5 10

«montant perdu»
“forfeited amount”

«régime de participation aux bénéfices» Mécanisme dans le cadre duquel un employeur fait ou a fait à un fiduciaire, au profit de ses employés actuels ou anciens, des versements calculés en fonction des bénéfices de son entreprise ou à la fois de ceux de son entreprise et de ceux de l’entreprise d’une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance. 15

«régime de participation aux bénéfices»
“profit sharing plan”

«régime de participation différée aux bénéfices» Régime de participation aux bénéfices que le ministre a accepté d’agrément pour l’application de la présente loi, sur demande faite conformément aux modalités réglementaires par un fiduciaire du régime et par un employeur d’employés bénéficiaires du régime, comme répondant aux conditions du présent article.» 20 25 30

«régime de participation différée aux bénéfices»
“deferred profit sharing plan”

(2) Le paragraphe 147(2) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit : 30

«a.1) le régime stipule que seules les cotisations suivantes peuvent être versées au régime :

- (i) les cotisations qu’un employeur verse, conformément aux modalités du régime, au profit de ses employés bénéficiaires du régime,
- (ii) les montants transférés au régime selon le paragraphe (19);» 40

(3) L’alinéa 147(2)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) le régime prévu par chaque mon-
 tal ou régime d'assurance en assu-
 rance de retraite à un bénéficiaire de
 régime est soumis, indépendamment à ce
 régime aux conditions suivantes :

(i) dans le cas où le montant est attribué
 par un assuré de nouveau avant
 1991, au plus tard cinq ans suivant la
 fin de l'année où il est ainsi attribué
 ou attribué de nouveau, tant et si le
 bénéficiaire n'est pas à ce moment,
 l'emploi d'un employeur qui par-
 ticipe au régime;

(ii) dans les autres cas, au plus tard
 six mois après la date de son décès, si
 attribué ou attribué de nouveau au
 jour où le bénéficiaire compléte une
 période de 24 mois consécutifs à titre
 de bénéficiaire du régime ou d'un
 autre régime de participation différée
 aux bénéfices qu'il est raisonnable de
 considérer comme étant le régime
 par lequel;

(1.1) le régime existant par lequel mon-
 tal perdu dans le cadre de régime ainsi
 que tous les revenus de régime qu'il est
 raisonnable de s'attendre soient versés
 aux employeurs qui participent au
 régime ou bien attribué de nouveau aux
 bénéficiaires du régime, au plus tard au
 31 décembre 1991 ou
 31 décembre de l'année suivant l'an-
 née civile au cours de laquelle le mon-
 tal est perdu ou bien dans le délai
 ultérieur que le ministre accorde par
 écrit en application du paragraphe
 (1.2).

(4) L'article 147 de la Loi sur le régime
 de retraite, ainsi que le paragraphe 147.1 de
 ce qui suit :

(2.1) Le ministre ne peut accorder
 d'après le régime de participation aux
 bénéficiaires dans le cadre de la présente loi
 que s'il est satisfait des conditions de nature à
 valoir à ce que les exigences du para-
 graphe (2.1) soient remplies pour chaque
 année civile.

(2.2) Le ministre peut, sur demande
 écrite, prolonger le délai prévu à l'article

(1) the plan provides that each amount
 allocated or reallocated by a trustee
 under the plan or a beneficiary under
 the plan was irrevocably in trust
 for the beneficiary;

(i) in the case of an amount allocated
 or reallocated before 1991, at a time
 that is not later than 5 years after the
 end of the year in which it was
 allocated or reallocated, unless the
 beneficiary provides, before that time,
 an individual who is not an employee
 of any employer who participated in
 the plan and

(ii) in the case of any other amount,
 not later than the later of the time of
 allocation or reallocation and the day
 on which the beneficiary compléte a
 period of 24 consecutive months as a
 beneficiary under the plan or under
 any other deferred profit sharing plan
 for which the plan can reasonably be
 considered to have been substituted;

(1.1) the plan requires that each forfeited
 amount under the plan and all costs
 less of the plan reasonably attributable
 thereto be paid to employers who par-
 ticipate in the plan, or be reallocated to
 beneficiaries under the plan, on or
 before the last of December 31, 1991 and
 December 31 of the year immedi-
 ately following the calendar year in
 which the amount is forfeited, or such
 later time as is permitted in writing by
 the Minister under subsection (2.2).

(4) Section 147 of the said Act is further
 amended by adding thereto, immediately
 after subsection (2) thereof, the following
 subsections :

(2.1) The Minister shall not accorde any
 registration for the purposes of this Act
 until s/he is satisfied that the terms
 of the plan include terms
 that are adequate to ensure that the
 requirements of subsection (2.1) in respect
 of the plan will be satisfied for each calendar
 year.

(2.2) The Minister may, on written
 application, extend the time for satisfying

“(i) the plan provides that each amount allocated or reallocated by a trustee under the plan to a beneficiary under the plan vest irrevocably in that beneficiary, 5

(i) in the case of an amount allocated or reallocated before 1991, at a time that is not later than 5 years after the end of the year in which it was allocated or reallocated, unless the beneficiary becomes, before that time, an individual who is not an employee of any employer who participates in the plan, and 10

(ii) in the case of any other amount, not later than the later of the time of allocation or reallocation and the day on which the beneficiary completes a period of 24 consecutive months as a beneficiary under the plan or under any other deferred profit sharing plan for which the plan can reasonably be considered to have been substituted; 15 20

(i.1) the plan requires that each forfeited amount under the plan and all earnings of the plan reasonably attributable thereto be paid to employers who participate in the plan, or be reallocated to beneficiaries under the plan, on or before the later of December 31, 1991 and December 31 of the year immediately following the calendar year in which the amount is forfeited, or such later time as is permitted in writing by the Minister under subsection (2.2);” 25 30 35

(4) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

“(2.1) The Minister shall not accept for registration for the purposes of this Act a profit sharing plan unless it includes terms that are adequate to ensure that the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan will be satisfied for each calendar year. 40 45

(2.2) The Minister may, on written application, extend the time for satisfying

«i) le régime prévoit que chaque montant qu'un fiduciaire attribue ou attribue de nouveau à un bénéficiaire du régime est acquis irrévocablement à ce dernier aux moments suivants : 5

(i) dans le cas où le montant est attribué ou attribué de nouveau avant 1991, au plus tard cinq ans suivant la fin de l'année où il est ainsi attribué ou attribué de nouveau, sauf si le bénéficiaire n'est plus, à ce moment, l'employé d'aucun employeur qui participe au régime, 10

(ii) dans les autres cas, au plus tard au dernier en date du jour où il est attribué ou attribué de nouveau ou du jour où le bénéficiaire complète une période de 24 mois consécutifs à titre de bénéficiaire du régime ou d'un autre régime de participation différée aux bénéfices qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été remplacé par le régime; 15 20

i.1) le régime exige que chaque montant perdu dans le cadre du régime ainsi que tous les revenus du régime qu'il est raisonnable d'y attribuer soient versés aux employeurs qui participent au régime ou bien attribués de nouveau aux bénéficiaires du régime, au plus tard au dernier en date du 31 décembre 1991 ou du 31 décembre de l'année suivant l'année civile au cours de laquelle le montant est perdu ou bien dans le délai ultérieur que le ministre accorde par écrit en application du paragraphe (2.2);» 25 30 35 40

(4) L'article 147 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Le ministre ne peut accepter d'agréer un régime de participation aux bénéfices dans le cadre de la présente loi que s'il prévoit des modalités de nature à veiller à ce que les exigences du paragraphe (5.1) soient remplies pour chaque année civile. 45

(2.2) Le ministre peut, sur demande écrite, prolonger le délai prévu à l'alinéa

Terms limiting contributions

Modalités limitant les cotisations

Reallocation of forfeitures

Prolongation du délai d'attribution

αυτή η κατάσταση είναι η αιτία
που το πρόβλημα που μας
(η) και οι επιπτώσεις μας
(1) η αιτία είναι...

1. Η αιτία είναι...
2. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

3. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

4. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

5. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

6. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

7. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

Αιτίες

1. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

2. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

3. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

4. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

5. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

6. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

7. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

8. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

9. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

10. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

11. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

12. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

13. Η αιτία είναι...
(α) Η αιτία είναι...
(β) Η αιτία είναι...

Επίσημο
Στατιστικό

Επίσημο
Στατιστικό

the requirements of paragraph (2)(i.1) where

(a) the aggregate of the forfeited amounts arising in a calendar year is greater than normal because of unusual circumstances; and 5

(b) the forfeited amounts are to be reallocated on a reasonable basis to a majority of beneficiaries under the plan." 10

(5) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5) thereof, the following subsections:

“(5.1) For the purposes of subsections 15 (2.1) and (9) and paragraph (14)(c.4), the requirements of this subsection in respect of a deferred profit sharing plan are satisfied for a calendar year if, in the case of each beneficiary under the plan and each 20 employer in respect of whom the beneficiary’s pension credit (as prescribed by regulation) for the year under the plan is greater than nil,

(a) the aggregate of all amounts each 25 of which is the beneficiary’s pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of the employer under a deferred profit sharing plan does not exceed the lesser of 30

(i) 1/2 of the money purchase limit for the year, and

(ii) 18% of the amount that would be the beneficiary’s compensation (within the meaning assigned by sub- 35 section 147.1(1)) from the employer for the year if the definition “compensation” in subsection 147.1(1) were read without reference to paragraph

(b) thereof; 40

(b) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary’s pension credit (as prescribed by regulation) for the year under a deferred profit sharing plan in respect of 45

(i) the employer, or

(ii) any other employer who, at any time in the year, does not deal at arm’s length with the employer

(2)i.1) si les conditions suivantes sont réunies :

a) le total des montants perdus au cours d’une année civile est plus élevé que la normale en raison de circonstances 5 inhabituelles;

b) ces montants sont attribués de nouveau, de manière équitable, à la majorité des bénéficiaires du régime.»

(5) L’article 147 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

«(5.1) Pour l’application des paragraphes (2.1) et (9) et de l’alinéa (14)c.4), un régime de participation différée aux bénéficiaires remplit les exigences du présent paragraphe pour une année civile si, pour chaque bénéficiaire du régime et pour chaque employeur quant auquel le crédit de pension réglementaire du bénéficiaire 20 pour l’année dans le cadre du régime est supérieur à zéro, les conditions suivantes sont réunies :

a) le total des crédits de pension réglementaires du bénéficiaire pour l’année 25 quant à l’employeur dans le cadre d’un tel régime ne dépasse pas le moins élevé :

(i) de la moitié du plafond des cotisations déterminées pour l’année, 30

(ii) de 18 % du montant qui correspondrait à la rétribution, au sens du paragraphe 147.1(1), que le bénéficiaire reçoit de l’employeur pour l’année s’il n’était pas tenu compte de 35 l’alinéa b) de la définition de «rétribution» à ce paragraphe;

b) le total des crédits de pension réglementaires du bénéficiaire pour l’année dans le cadre d’un tel régime quant à 40 l’employeur ou quant à un autre employeur qui, à un moment donné de l’année, a un lien de dépendance avec l’employeur ne dépasse pas la moitié du plafond des cotisations déterminées pour 45 l’année;

Contribution limits

Plafond de cotisation

4) le total des salaires d'appointements du fonctionnaire pour l'année avant à l'expiration de son contrat, les montants sont calculés en tenant compte de l'impôt sur le revenu de l'année précédente pour l'année précédente.

10) de l'écart des cotisations déduites pour l'année.

(ii) de 15% du total des montants dont chacun représente la rétribution au titre du paragraphe 147(11), plus la déduction pour l'année de l'impôt sur le revenu au titre de l'employeur qui a un montant donné de l'année à un lieu de résidence avec l'employeur.

4) the total of the money payments for the year and

(b) the aggregate of the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of the employer, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of any other employer who, at any time in the year, does not deal as regards length with the employer, does not exceed the lesser of

(iii) the money payments for the year and

(iv) 15% of the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension adjustment (within the meaning assigned by section 147(11)) for the year from the employer in any other employer referred to in subparagraph (ii).

10) Dans le cas où un particulier a un moment donné d'une année avant d'être employé d'un employeur, les cotisations déduites s'ajoutent :

11) de pour l'application de l'alinéa 147(11) le montant qui correspondrait à la rétribution au titre du paragraphe 147(11), plus

particulier, dans le cas où l'employeur pour l'année n'y a pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de «rétribution» du paragraphe 147(11) qui s'ajoute au total plus des montants déduits :

(i) ce montant, déterminé sans le pré-juridiction.

(ii) le montant qui correspondrait à la rétribution au particulier pour de l'année précédente pendant l'année précédente s'il a été tenu compte de l'alinéa b) de la définition de «rétribution» du paragraphe 147(11).

12) Pour l'application de l'alinéa 147(11), la rétribution au particulier pour de l'année précédente pour l'année précédente est égale au plus élevé des montants suivants :

(i) cette rétribution, déterminée sans le pré-juridiction.

(2.1) Where at any time in a calendar year an individual ceases to be employed by an employer,

(c) for the purposes of paragraph (2.1)(a) the amount that would be the individual's compensation in the subsection having the meaning assigned by subsection 147(11) from the employer for the year if the definition "compensation" in subsection 147(11) were read without reference to paragraph (2) thereof shall be deemed to be the greater of

(i) an amount determined without reference to this paragraph, and

(ii) the amount that would be the individual's compensation from the employer for the immediately preceding year if the definition "compensation" in subsection 147(11) were read without reference to paragraph (2) thereof, and

(b) for the purposes of paragraph (2.1)(c) the individual's compensation from the employer for the year shall be deemed to be the greater of

(i) such compensation determined without reference to this paragraph, and

Commentaire

does not exceed 1/2 of the money purchase limit for the year; and

(c) the aggregate of

(i) the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of the 5 employer, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's pension adjustment for the year in respect of any other employer who, at any time 10 in the year, does not deal at arm's length with the employer

does not exceed the lesser of

(iii) the money purchase limit for the year, and 15

(iv) 18% of the aggregate of all amounts each of which is the beneficiary's compensation (within the meaning assigned by section 147.1(1)) for the year from the employer or any 20 other employer referred to in subparagraph (ii).

c) le total du facteur d'équivalence du bénéficiaire pour l'année quant à l'employeur et du total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du bénéficiaire pour l'année quant 5 à tout autre employeur qui, à un moment donné de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur ne dépasse pas le moins élevé :

(i) du plafond des cotisations déter- 10 minées pour l'année,

(ii) de 18 % du total des montants dont chacun représente la rétribution, au sens du paragraphe 147.1(1), que le bénéficiaire reçoit pour l'année de 15 l'employeur ou de tout autre employeur qui, à un moment donné de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur.

Compensation

(5.11) Where at any time in a calendar year an individual ceases to be employed by an employer, 25

(a) for the purposes of paragraph (5.1)(a), the amount that would be the individual's compensation (in this subsection having the meaning assigned by subsection 147.1(1)) from the employer for 30 the year if the definition "compensation" in subsection 147.1(1) were read without reference to paragraph (b) thereof shall be deemed to be the greater of

(i) such amount determined without 35 reference to this paragraph, and

(ii) the amount that would be the individual's compensation from the employer for the immediately preceding year if the definition "compensation" in 40 subsection 147.1(1) were read without reference to paragraph (b) thereof; and

(b) for the purposes of paragraph (5.1)(c), the individual's compensation from the employer for the year shall be deemed to 45 be the greater of

(i) such compensation determined without reference to this paragraph, and

(5.11) Dans le cas où un particulier cesse, 20 Rétribution à un moment donné d'une année civile, d'être employé d'un employeur, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de l'alinéa (5.1)a), le montant qui correspondrait à la rétribu- 25 tion, au sens du paragraphe 147.1(1), du particulier reçue de l'employeur pendant l'année s'il n'était pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de «rétribution» au paragraphe 147.1(1) est réputé égal au 30 plus élevé des montants suivants :

(i) ce montant, déterminé sans le présent alinéa,

(ii) le montant qui correspondrait à la rétribution du particulier reçue de l'em- 35 ployeur pendant l'année précédente s'il n'était pas tenu compte de l'alinéa b) de la définition de «rétribution» au paragraphe 147.1(1);

b) pour l'application de l'alinéa (5.1)c), la 40 rétribution du particulier reçue de l'employeur pour l'année est réputée égale au plus élevé des montants suivants :

(i) cette rétribution, déterminée sans le présent alinéa, 45

(1) In the event of a change in the ownership of the company...

(2) The individual's contribution for the year...

(3) The company shall be deemed to have been liquidated...

(4) The company shall be deemed to have been liquidated...

(5) The company shall be deemed to have been liquidated...

(5) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(6) The company shall be deemed to have been liquidated...

(6) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(7) The company shall be deemed to have been liquidated...

(7) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(8) The company shall be deemed to have been liquidated...

(8) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(9) The company shall be deemed to have been liquidated...

(9) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(10) The company shall be deemed to have been liquidated...

(10) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(11) The company shall be deemed to have been liquidated...

(11) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(12) The company shall be deemed to have been liquidated...

(12) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(13) The company shall be deemed to have been liquidated...

(13) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(14) The company shall be deemed to have been liquidated...

(14) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(15) The company shall be deemed to have been liquidated...

(15) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(16) The company shall be deemed to have been liquidated...

(16) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

(17) The company shall be deemed to have been liquidated...

(17) Subject to subsection (4), there may be deducted in computing the income...

Annex 1

Annex 1

(ii) the individual's compensation from the employer for the immediately preceding year."

(ii) la rétribution du particulier reçue de l'employeur pendant l'année précédente.»

(6) Subsections 147(8) and (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(6) Les paragraphes 147(8) et (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Amount of employer's contribution deductible

"(8) Subject to subsection (9), there may be deducted in computing the income of an employer for a taxation year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid by the employer in the year or within 120 days after the end of the year to a trustee under a deferred profit sharing plan for the benefit of the employer's employees who are beneficiaries under the plan, to the extent that the amount was paid in accordance with the terms of the plan and was not deducted in computing the employer's income for a preceding taxation year.

«(8) Sous réserve du paragraphe (9), un employeur peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le total des montants dont chacun représente un montant qu'il verse, au cours de l'année ou dans les 120 jours suivant la fin de l'année, au fiduciaire d'un régime de participation différée aux bénéfices, au profit de ses employés bénéficiaires du régime, dans la mesure où ce montant est versé conformément aux modalités du régime et n'est pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

Déduction des cotisations patronales

Limitation on deduction

(9) Where the requirements of subsection (5.1) in respect of a deferred profit sharing plan are not satisfied for a calendar year by reason that the pension credits of a beneficiary under the plan in respect of a particular employer do not comply with paragraph (5.1)(a) or the beneficiary's pension credits or pension adjustments in respect of a particular employer and other employers who do not deal with the particular employer do not comply with paragraph (5.1)(b) or (c), the particular employer is not entitled to a deduction under subsection (8) in computing the particular employer's income for any taxation year in respect of an amount paid to a trustee under the plan in the calendar year except to the extent expressly permitted in writing by the Minister, and, for the purposes of this subsection, an amount paid to a trustee of a deferred profit sharing plan in the first two months of a calendar year shall be deemed to have been paid in the immediately preceding year and not to have been paid in the year to the extent that the amount can reasonably be considered to be in respect of the immediately preceding year."

(9) Dans le cas où les exigences du paragraphe (5.1) visant un régime de participation différée aux bénéfices ne sont pas remplies pour une année civile du fait que les crédits de pension d'un bénéficiaire dans le cadre du régime quant à un employeur donné ne sont pas conformes à l'alinéa (5.1)a) ou que les crédits de pension ou les facteurs d'équivalence du bénéficiaire quant à un employeur donné et d'autres employeurs qui ont un lien de dépendance avec celui-ci ne sont pas conformes à l'alinéa (5.1)b) ou c), l'employeur donné n'a droit à la déduction prévue au paragraphe (8) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition au titre d'un montant versé au fiduciaire du régime au cours de l'année civile que dans la mesure que le ministre permet expressément par écrit. Pour l'application du présent paragraphe, le montant versé au fiduciaire d'un régime de participation différée aux bénéfices au cours des deux premiers mois d'une année civile est réputé versé au cours de l'année précédente, dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'il se rapporte à cette année.»

Limite de la déduction

(7) Le paragraphe 147(10.2) de la Loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa (c) et par adjonction de ce qui suit :

«(c) pour l'application de l'alinéa 80(1), le montant de ces actions pour le bénéficiaire est un montant admissible pour son propre compte».

(8) Le paragraphe 147(10.3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«10.3) Les bénéficiaires visés à l'alinéa (2)(a.1) dont le revenu dans le cadre de son revenu pour une année d'imposition le total des montants (a) les versements effectués de novembre au début de l'année et au titre de contributions de son employeur a versées après le 1^{er} décembre 1983 à un régime de participation différée aux bénéfices ou à un régime dont l'alinéa 20 a été révisé conformément au paragraphe (4) ou (4.1), soit au titre de montants perdus dans le cadre de tels régimes».

(9) Le sous-alinéa 147(4)(c)(i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) ne répond pas aux conditions énoncées aux alinéas (2)(a) à (c) (dans sa version applicable le 1^{er} janvier 1973), et (4) visé».

(10) Le paragraphe 147(4) de la Loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa (b) et par insertion, après l'alinéa (c), de ce qui suit :

«(1) l'ajout d'un régime peut être fait en application du paragraphe (2);
 (2) le régime ne répond pas aux conditions énoncées aux alinéas (2)(a) à (c) et (4) visé;
 (3) le régime ne répond pas aux conditions énoncées à l'alinéa (2)(a.1) ou à l'alinéa 20 de la Loi et a été révisé après le 1^{er} décembre 1983».

(7) Subsection 147(10.2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding thereto the following paragraph:

"(c) for the purposes of paragraph 80(1), the amount of these shares is an eligible amount in respect of the beneficiary for the year" 10

(8) Subsection 147(10.3) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"10.3) There shall be included in computing the income for a taxation year of a beneficiary described in paragraph (2)(a.1) the aggregate of amounts allocated or reallocated to the beneficiary in the year in respect of:
 (a) any amount contributed after December 1, 1981 by an employer for or to a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (4) or (4.1)" 22

(9) Subparagraph 147(4)(c)(i) of the Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) comply with the requirements of paragraph (2)(a), (b) to (c), (4) as read on January 1, 1973, (4) and (4), and"

(10) Subsection 147(4) of the Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

"(1) the plan becomes a registered plan pursuant to subsection (2);
 (2) the plan does not comply with the requirements of paragraph (2)(a) to (c) and (4);
 (3) in the case of a plan that became registered after March 1983, the plan does not comply with the requirements of paragraphs (2)(a.1) and (20)." 42

Amendments to the Act

Amendments to the Act

(7) Subsection 147(10.2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(d) for the purposes of paragraph 60(j), the cost to the beneficiary of those shares is an eligible amount in respect of the beneficiary for the year." 10

(8) Subsection 147(10.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(10.3) There shall be included in computing the income for a taxation year of a beneficiary described in paragraph (2)(k.2) the aggregate of amounts allocated or reallocated to the beneficiary in the year in respect of

(a) any amount contributed after 20 December 1, 1982 by an employer to, or

(b) any forfeited amount under a deferred profit sharing plan or a plan whose registration has been revoked pursuant to subsection (14) or (14.1)." 25

(9) Subparagraph 147(14)(c)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) comply with the requirements of paragraphs (2)(a), (b) to (h), (i) (as 30 it read on January 1, 1972), (j) and (k), and"

(10) Subsection 147(14) of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and 35 by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraphs:

"(c.1) the plan becomes a revocable plan pursuant to subsection (21),

(c.2) the plan does not comply with the 40 requirements of paragraphs (2)(a) to (k) and (l),

(c.3) in the case of a plan that became registered after March 1983, the plan does not comply with the requirements 45 of paragraphs (2)(k.1) and (k.2),

(7) Le paragraphe 147(10.2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa b), par adjonction de ce mot à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce 5 qui suit :

«d) pour l'application de l'alinéa 60j), le coût de ces actions pour le bénéficiaire est un montant admissible pour lui pour l'année.»

(8) Le paragraphe 147(10.3) de la même 10 loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(10.3) Le bénéficiaire visé à l'alinéa (2)k.2) doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le total des montants qui lui sont attribués ou 15 attribués de nouveau au cours de l'année soit au titre de cotisations qu'un employeur a versées après le 1^{er} décembre 1982 à un régime de participation différée aux bénéfices ou à un régime dont l'agrément a été révoqué conformément au para- 20 graphe (14) ou (14.1), soit au titre de montants perdus dans le cadre de tels régimes.»

(9) Le sous-alinéa 147(14)c)(i) de la 25 même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) ne répond pas aux conditions énoncées aux alinéas (2)a), b) à h), i) (dans sa version applicable le 1^{er} jan- 30 vier 1972), j), et k), et»

(10) Le paragraphe 147(14) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa b) et par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit : 35

«c.1) l'agrément du régime peut être retiré en application du paragraphe (21),

c.2) le régime ne répond pas aux condi- 40 tions énoncées aux alinéas (2)a) à k) et l),

c.3) le régime ne répond pas aux condi- 45 tions énoncées à l'alinéa (2)k.1) ou k.2), dans le cas où il a été agréé après mars 1983,

Amount contributed to or forfeited under a plan

Inclusion des cotisations ou montants perdus

(5.4) the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied for a calendar year or

(5.5) an employer who participates in the plan fails to file an information return reporting a transfer adjustment of a beneficiary under the plan as and when required by regulation.

(11) Subsection 147(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraph:

- (e) where paragraph (5.1) applies, as of the date on which the plan became a taxable plan, or any subsequent date;
- (f) where paragraph (5.2) or (5.3) applies as of the date on which the plan became so exempt, or any subsequent date, but not before January 1, 1991;
- (g) where paragraph (5.4) applies, as of the end of the year for which the requirement of subsection (5.1) in respect of the plan was not satisfied, or any subsequent date; and
- (h) where paragraph (5.5) applies, as of any date after the date by which the information return was required to be filed.

(12) Paragraph 147(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(e) the revoked plan shall be deemed, for the purposes of this Act, not to be an employer profit sharing plan or a retirement compensation arrangement."

(13) All that portion of subsection 147(18) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"The difference between each fair market value and the consideration, if any,

(5.1) les exigences du paragraphe (5.1) en ce qui concerne le régime ne sont pas satisfaites pour une année civile ou

(5.2) un employeur qui participe au régime ne fournit pas de déclaration de renseignements indiquant le transfert d'un bénéficiaire du régime selon les modalités réglementaires au de temps en temps.

(11) Le paragraphe 147(1) de la Loi 101 est modifié par suppression de mot « et » à la fin de l'alinéa (e) de ce qui suit, après l'alinéa (d) de ce qui suit :

- (e) lorsque s'applique l'alinéa (5.1) à compter de la date à laquelle l'ajustement du régime peut être considéré comme comptant d'une date ultérieure;
- (f) lorsque s'applique l'alinéa (5.2) ou (5.3) à compter de la date à laquelle le régime ne répond pas aux conditions au 30 à compter d'une date ultérieure, mais pas avant le 1^{er} janvier 1991;
- (g) lorsque s'applique l'alinéa (5.4) à compter de la fin de l'année pour laquelle les exigences du paragraphe (5.1) n'ont pas été satisfaites, ou d'une date ultérieure;
- (h) lorsque s'applique l'alinéa (5.5) à compter de la date postérieure à celle où 30 la déclaration de renseignements doit être produite.

(12) L'alinéa 147(1)(e) de la Loi 101 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(e) pour l'application de la présente loi, le régime dont l'ajustement est retenu est réputé être un régime de partage de profits des employeurs ou d'arrangement de compensation de retraite."

(13) Le paragraphe 147(18) de la Loi 101 est modifié par suppression de ce qui suit :

« la différence entre cette valeur et le montant de la contre-partie, si elle existe,

- (c.4) the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied for a calendar year, or
- (c.5) an employer who participates in the plan fails to file an information return reporting a pension adjustment of a beneficiary under the plan as and when required by regulation,”
- c.4) les exigences du paragraphe (5.1) visant le régime ne sont pas remplies pour une année civile, ou
- c.5) un employeur qui participe au régime ne produit pas de déclaration de renseignements indiquant le facteur d'équivalence d'un bénéficiaire du régime selon les modalités réglementaires de temps ou autres,»

(11) Subsection 147(14) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraphs:

(11) Le paragraphe 147(14) de la même loi est abrogé par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par insertion, après l'alinéa f), de ce qui suit :

- “(g) where paragraph (c.1) applies, as of the date on which the plan became a revocable plan, or any subsequent date,
- (h) where paragraph (c.2) or (c.3) applies, as of the date on which the plan did not so comply, or any subsequent date, but not before January 1, 1991,
- (i) where paragraph (c.4) applies, as of the end of the year for which the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied, or any subsequent date, and
- (j) where paragraph (c.5) applies, as of any date after the date by which the information return was required to be filed,”
- «g) lorsque s'applique l'alinéa c.1), à compter de la date à laquelle l'agrément du régime peut être retiré ou à compter d'une date ultérieure,
- h) lorsque s'applique l'alinéa c.2) ou c.3), à compter de la date à laquelle le régime ne répond pas aux conditions ou à compter d'une date ultérieure, mais pas avant le 1^{er} janvier 1991,
- i) lorsque s'applique l'alinéa c.4), à compter de la fin de l'année pour laquelle les exigences du paragraphe (5.1) visant le régime ne sont pas remplies ou à compter d'une date ultérieure, et
- j) lorsque s'applique l'alinéa c.5), à compter de la date postérieure à celle où la déclaration de renseignements doit être produite,»

(12) Paragraph 147(15)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(12) L'alinéa 147(15)e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- “(e) the revoked plan shall be deemed, for the purposes of this Act, not to be an employees profit sharing plan or a retirement compensation arrangement.”
- «e) pour l'application de la présente loi, le régime dont l'agrément est retiré est réputé n'être ni un régime de participation des employés aux bénéfices ni une convention de retraite.»

(13) All that portion of subsection 147(18) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(13) Le passage du paragraphe 147(18) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- “the difference between such fair market value and the consideration, if any,
- «la différence entre cette juste valeur marchande et la contrepartie est, à la fois :

to be...
(a) ...
(b) ...
(c) ...

025
1000

025
1000

(c) shall, for the purposes of subsections (10) and (15), be deemed to be an amount received by the taxpayer at the time of the disposal or acquisition, as the case may be, from a trustee under the plan as if the taxpayer were a beneficiary under the plan, and

(d) is an amount taxable under section 201 for the calendar year in which the trust disposes of or acquires the property, as the case may be.”

(14) Section 147 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

“(19) An amount is transferred from a deferred profit sharing plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is not part of a series of periodic payments;

(b) is transferred on behalf of an individual

(i) who is an employee or former employee of an employer who participated in the plan on the employee's behalf, or

(ii) who is entitled to the amount as a consequence of the death of an employee or former employee referred to in subparagraph (i) and who was, at the date of the employee's death, a spouse (within the meaning assigned by subsection 146(1.1)) of the employee,

in full or partial satisfaction of the individual's entitlement to benefits under the plan;

(c) would, if it were paid directly to the individual, be included under subsection (10) in computing the individual's income for a taxation year; and

(d) is transferred for the benefit of the individual directly to

- (i) a registered pension plan,
- (ii) a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), or
- (iii) a deferred profit sharing plan that can reasonably be expected to

c) réputée être, pour l'application des paragraphes (10) et (15), un montant que le contribuable a reçu d'un fiduciaire du régime au moment de la cession ou de l'acquisition comme si le contribuable était un bénéficiaire du régime;

d) un montant imposable selon l'article 201 pour l'année civile de la cession ou de l'acquisition du bien par la fiducie.»

(14) L'article 147 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(19) Un montant est transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) le montant ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques;

b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par le régime, lequel particulier, selon le cas :

(i) est l'employé actuel ou ancien d'un employeur qui participait au régime pour son compte,

(ii) a droit au montant par suite du décès de l'employé visé au sous-alinéa

(i) alors qu'il était son conjoint, au sens du paragraphe 146(1.1);

c) le montant serait, s'il était versé directement au particulier, inclus en application du paragraphe (10) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

d) le montant est transféré directement à l'un des régimes suivants au profit du particulier :

- (i) un régime de pension agréé,
- (ii) un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1),
- (iii) un régime de participation différée aux bénéfices dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il compte moins cinq bénéficiaires tout au long de l'année civile du transfert.

Transfer to
RPP, RRSP or
DPSF

Transferts aux
RPA, aux
REER ou aux
RPDB

100) Les montants transférés en application du paragraphe (18) pour le compte d'un particulier ne peuvent:

a) de ce seul fait, être inclus dans le total de ce total d'un contribuable en application du présent article;

b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable.

101) L'agencement d'un régime de retraite par son titulaire aux bénéficiaires peut être reporté des deux montants est transféré de régime à un régime de pension agréé, un régime enregistré d'épargne-retraite ou un autre régime de participation différée aux bénéfices, sans:

a) le transfert est conforme au paragraphe (18);

b) le montant est déductible en application de l'article 60(A), (5) ou (A) par le participant pour le compte duquel le transfert est fait.

102) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices au cours d'une année civile pour le compte d'un bénéficiaire du régime enregistré, en l'absence de présent paragraphe, constitue au paragraphe (18) et que les règles du paragraphe (21) s'appliquent à ce régime, ne sont pas applicables pour l'année de fait que les règles de pension ou les facteurs d'ajustement du bénéficiaire ne sont pas conformes à l'un des articles (21) à (c), la fraction du montant transféré qui est responsable de considérer comme déductible de montant attribué au bénéficiaire de revenu au bénéficiaire au cours de l'année ou de revenus imposables à l'année à ces montants est reportée d'un montant qui n'a pas été transféré au moment du paragraphe (18), sans être la mesure que le présent article exprime.

100) Les montants transférés en application du paragraphe (18) pour le compte d'un particulier ne peuvent:

101) L'agencement d'un régime de retraite par son titulaire aux bénéficiaires peut être reporté des deux montants est transféré de régime à un régime de pension agréé, un régime enregistré d'épargne-retraite ou un autre régime de participation différée aux bénéfices, sans:

102) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices au cours d'une année civile pour le compte d'un bénéficiaire du régime enregistré, en l'absence de présent paragraphe, constitue au paragraphe (18) et que les règles du paragraphe (21) s'appliquent à ce régime, ne sont pas applicables pour l'année de fait que les règles de pension ou les facteurs d'ajustement du bénéficiaire ne sont pas conformes à l'un des articles (21) à (c), la fraction du montant transféré qui est responsable de considérer comme déductible de montant attribué au bénéficiaire de revenu au bénéficiaire au cours de l'année ou de revenus imposables à l'année à ces montants est reportée d'un montant qui n'a pas été transféré au moment du paragraphe (18), sans être la mesure que le présent article exprime.

100) Where an amount is transferred on behalf of an individual in accordance with subsection (18),

(a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by virtue of this section in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of the Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

101) A deferred profit sharing plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to a registered pension plan, a registered retirement savings plan or another deferred profit sharing plan unless

(a) the transfer is in accordance with subsection (18); or

(b) the amount is deductible under paragraph 60(A), (5) or (A) by the individual whose behalf the transfer is made.

102) Where

(a) the transfer of an amount from a deferred profit sharing plan in a calendar year on behalf of a beneficiary under the plan would fall for this subsection, or in accordance with subsection (18) and

(b) the requirements of subsection (21) in respect of the plan are not satisfied for the year by reason that the beneficiary's pension credit or pension adjustment do not comply with any of paragraphs (21)(a) to (c),

each portion of the amount transferred may reasonably be considered to derive from amounts allocated or restricted to the beneficiary in the year or from amounts reasonably attributable to that beneficiary, except in the event that the taxpayer provides in writing by the Minister, be deemed to be an amount that

100) Where an amount is transferred on behalf of an individual in accordance with subsection (18),

101) A deferred profit sharing plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to a registered pension plan, a registered retirement savings plan or another deferred profit sharing plan unless

102) Where

Taxation of
amount
transferred

have at least 5 beneficiaries at all times throughout the calendar year in which the transfer is made.

(20) Where an amount is transferred on behalf of an individual in accordance with subsection (19),

(a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by virtue of this section in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

(20) Les montants transférés en application du paragraphe (19) pour le compte d'un particulier ne peuvent :

a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du présent article;

b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable.

Imposition des
montants
transférés

Restriction re
transfers

(21) A deferred profit sharing plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to a registered pension plan, a registered retirement savings plan or another deferred profit sharing plan unless

(a) the transfer is in accordance with subsection (19); or

(b) the amount is deductible under paragraph 60(j), (j.2) or (k) by the individual on whose behalf the transfer is made.

(21) L'agrément d'un régime de participation différée aux bénéfices peut être retiré dès qu'un montant est transféré du régime à un régime de pension agréé, un régime enregistré d'épargne-retraite ou un autre régime de participation différée aux bénéfices, sauf si :

a) le transfert est conforme au paragraphe (19);

b) le montant est déductible en application de l'alinéa 60j), j.2) ou k) par le particulier pour le compte duquel le transfert est fait.

Restriction
applicable aux
transferts

Excess transfer

(22) Where

(a) the transfer of an amount from a deferred profit sharing plan in a calendar year on behalf of a beneficiary under the plan would, but for this subsection, be in accordance with subsection (19), and

(b) the requirements of subsection (5.1) in respect of the plan are not satisfied for the year by reason that the beneficiary's pension credits or pension adjustments do not comply with any of paragraphs (5.1)(a) to (c),

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or reallocated to the beneficiary in the year or from earnings reasonably attributable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressly provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that

(22) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de participation différée aux bénéfices au cours d'une année civile pour le compte d'un bénéficiaire du régime serait, en l'absence du présent paragraphe, conforme au paragraphe (19) et que les exigences du paragraphe (5.1) visant le régime ne sont pas remplies pour le fait que les crédits de pension ou les facteurs d'équivalence du bénéficiaire ne sont pas conformes à l'un des alinéas (5.1)a) à c), la fraction du montant transféré qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de montants attribués ou attribués de nouveau au bénéficiaire au cours de l'année ou de revenus imputables à juste titre à ces montants est réputée être un montant qui n'a pas été transféré conformément au paragraphe (19), sauf dans la mesure que le ministre prévoit expressément par écrit.»

Excédent de
transfert

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

was not transferred in accordance with subsection (19).”

(15) Subsections (1) to (5), (8), (9) and (13), paragraphs 147(14)(c.2) to (c.5) of the said Act as enacted by subsection (10), and paragraphs 147(14)(h) to (j) of the said Act as enacted by subsection (11), are applicable after 1990.

(16) Subsection (6) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years with respect to amounts paid to deferred profit sharing plans after 1990.

(17) Subsection (7), paragraph 147(14)(c.1) of the said Act as enacted by subsection (10) and paragraph 147(14)(g) of the said Act as enacted by subsection (11) are applicable after 1988.

(18) Subsection (12) is applicable after October 8, 1986.

(19) Subsections 147(19) to (21) of the said Act as enacted by subsection (14) are applicable in respect of amounts transferred after 1988.

(20) Subsection 147(22) of the said Act as enacted by subsection (14) is applicable in respect of amounts transferred after 1990.

16. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 147 thereof, the following heading and sections:

“Registered Pension Plans

Definitions

147.1 (1) In this section and sections 147.2 and 147.3,

“actuary”
«actuaire»

“actuary” means a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries;

“administrator”
«administrateur»

“administrator” of a pension plan means the person or body of persons that has ultimate responsibility for the administration of the plan;

“average wage”
«salaire moyen»

“average wage” for a calendar year means the amount that is obtained by dividing by 12 the aggregate of all amounts each of which is the wage measure for a month in the 12 month period ending on June 30 of the immediately preceding calendar year;

(15) Les paragraphes (1) à (5), (8), (9) et (13) ainsi que les alinéas 147(14)c.2) à c.5) de la même loi, édictés par le paragraphe (10), et les alinéas 147(14)h) à j) de la même loi, édictés par le paragraphe (11), s’appliquent après 1990.

(16) Le paragraphe (6) s’applique, pour les années d’imposition 1991 et suivantes, aux montants versés à des régimes de participation différée aux bénéficiaires après 1990.

(17) Le paragraphe (7) ainsi que l’alinéa 147(14)c.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (10), et l’alinéa 147(14)g) de la même loi, édicté par le paragraphe (11), s’appliquent après 1988.

(18) Le paragraphe (12) s’applique après le 8 octobre 1986.

(19) Les paragraphes 147(19) à (21) de la même loi, édictés par le paragraphe (14), s’appliquent aux montants transférés après 1988.

(20) Le paragraphe 147(22) de la même loi, édicté par le paragraphe (14), s’applique aux montants transférés après 1990.

16. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l’article 147, de ce qui suit :

«Régimes de pension agréés

Définitions

147.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 147.2 et 147.3.

«actuaire» Fellow de l’Institut canadien des actuaires.

«administrateur» Personne ou organisme qui, en définitive, est chargé de la gestion d’un régime de pension.

«conjoint» S’entend au sens du paragraphe 146(1.1).

«disposition à cotisations déterminées» Modalité d’un régime de pension qui :
a) d’une part, prévoit la tenue pour chaque participant d’un compte distinct, crédité des cotisations versées

«actuaire»
“actuary”

«administrateur»
“administrator”

«conjoint»
“spouse”

«disposition à cotisations déterminées»
“money purchase provision”

par un pour lui ou de même ainsi que
les autres membres qui lui sont assés
dans le cadre des prestations de

2) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

4) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

5) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

6) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

7) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

8) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

9) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

10) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

11) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

12) à titre partiel les prestations de
participation de l'individu en tant que
membre de son régime.

"contribution" of an individual from an
employer for a calendar year means the
aggregate of all amounts with respect to

(a) an amount in respect of
(i) the individual's employment
with the employer or

(ii) an office in respect of which the
individual is remunerated by the
employer

that is required (or that would be
required but for paragraph 81(1)(a))
as a capital with respect to the Indian
Act by section 2 or 6 to be included
in computing the individual's income
for the year, except such portion of
the amount as

(iii) may reasonably be considered to
relate to a period throughout which the
individual was not resident in Canada,
and

(iv) is not attributable to the perform-
ance of the duties of the office or
employment in Canada or is exempt
from income tax in Canada by reason of

25 a provision contained in a tax conver-
sion or agreement with another country
that has the force of law in Canada,
(b) a prescribed amount, or

30 (c) an amount acceptable to the Minister
in respect of remuneration received
by the individual from any
employer for a period in the year
throughout which the individual was
not resident in Canada, to the extent

35 that the amount is not otherwise
included in the aggregate;
"defined benefit provision" of a pension
plan means a benefit of the plan under
which benefits in respect of each

40 member are determined in any way
other than that described in the definition
of "money purchase provision";

"member" of a pension plan means an
individual who has a right, either
immediate or in the future and either
absolute or contingent, to receive ben-
efits under the plan other than an
individual who has such a right only by
reason of the participation of another

individual in the plan.

"contribution"
de l'individu

"defined benefit
provision" d'un régime
de retraite

"membre"
d'un régime de retraite

“compensation”
«rétribution»

“compensation” of an individual from an employer for a calendar year means the aggregate of all amounts each of which is

- (a) an amount in respect of 5
(i) the individual's employment with the employer, or
(ii) an office in respect of which the individual is remunerated by the employer 10

that is required (or that would be required but for paragraph 81(1)(a) as it applies with respect to the *Indian Act*) by section 5 or 6 to be included in computing the individual's income 15 for the year, except such portion of the amount as

(iii) may reasonably be considered to relate to a period throughout which the individual was not resident in Canada, 20 and

(iv) is not attributable to the performance of the duties of the office or employment in Canada or is exempt from income tax in Canada by reason of 25 a provision contained in a tax convention or agreement with another country that has the force of law in Canada,

- (b) a prescribed amount, or
(c) an amount acceptable to the Minister in respect of remuneration received by the individual from any employer for a period in the year throughout which the individual was not resident in Canada, to the extent 35 that the amount is not otherwise included in the aggregate;

“defined benefit provision”
«disposition à prestations déterminées»

“defined benefit provision” of a pension plan means terms of the plan under which benefits in respect of each member are determined in any way other than that described in the definition “money purchase provision”;

“member”
«participant»

“member” of a pension plan means an individual who has a right, either 45 immediate or in the future and either absolute or contingent, to receive benefits under the plan, other than an individual who has such a right only by reason of the participation of another 50 individual in the plan;

par ou pour lui au régime, ainsi que des autres montants qui lui sont attribués, et débité des paiements faits pour lui;

b) d'autre part, fixe les prestations du participant en fonction seulement du montant de son compte. 5

«disposition à prestations déterminées» Modalité d'un régime de pension qui fixe les prestations de chaque participant autrement que selon la définition de «disposition à cotisations déterminées». 10
«disposition à prestations déterminées»
“defined benefit provision”

«employeur participant» Employeur qui cotise ou est tenu de cotiser à un régime de pension pour ses employés actuels ou anciens, ou qui leur verse ou est tenu de leur verser des sommes provenant du régime, y compris les employeurs visés par règlement. 20
«employeur participant»
“participating employer”

«fait lié aux services passés» S'entend au sens du règlement. 20
«fait lié aux services passés»
“past service event”

«mesure des gains» Correspond, pour un mois : 25
«mesure des gains»
“wage measure”

- a) aux traitement et salaire hebdomadaires moyens de l'ensemble des industries au Canada au cours de ce mois, tels que les publie Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique*; 30
b) si les données relatives à l'ensemble des industries cessent d'être publiées, à telle autre mesure, prescrite par règlement pris en application du *Régime de pensions du Canada* 35 pour l'application de l'alinéa 18(5)b) de cette loi, des traitement et salaire hebdomadaires moyens pour ce mois.

«montant unique» Montant qui ne fait pas partie d'une série de paiements périodiques. 40
«montant unique»
“single amount”

«participant» Particulier qui a le droit immédiat ou futur, absolu ou conditionnel, de recevoir les prestations prévues par un régime de pension, sauf si ce droit découle uniquement de la participation au régime d'un autre particulier. 45
«participant»
“member”

“money purchase limit”
«plafond des cotisations déterminées»

“money purchase limit” for a calendar year means

(a) for years preceding 1990, nil,

(b) for 1990, \$11,500, 5

(c) for 1991, \$12,500,

(d) for 1992, \$13,500,

(e) for 1993, \$14,500,

(f) for 1994, \$15,500, and

(g) for each year thereafter, the greater of 10

(i) the product of

(A) \$15,500, and

(B) the quotient obtained when the average wage for the year is divided by the average wage for 15 1994,

rounded to the nearest multiple of ten dollars, or, if that product is equidistant from two such consecutive multiples, to the higher thereof, 20 and

(ii) the money purchase limit for the immediately preceding calendar year;

“money purchase provision”
«disposition à cotisations déterminées»

“money purchase provision” of a pension 25 plan means terms of the plan

(a) which provide for a separate account to be maintained in respect of each member, to which are credited contributions made to the plan by, or 30 in respect of, the member and any other amounts allocated to the member, and to which are charged payments made in respect of the member, and 35

(b) under which the only benefits in respect of a member are benefits determined solely with reference to, and provided by, the amount in the member’s account; 40

“multi-employer plan”
«régime interentreprises»

“multi-employer plan” in a calendar year has the meaning assigned by regulation;

“participating employer”
«employeur participant»

“participating employer”, in relation to a pension plan, means an employer who has made, or is required to make, contributions to the plan in respect of the employer’s employees or former employees, or payments under the plan to the employer’s employees or former

«plafond des cotisations déterminées» Correspond, pour les années civiles ci-après, aux montants suivants :

a) années précédant 1990 : zéro; 5

b) 1990 : 11 500 \$;

c) 1991 : 12 500 \$;

d) 1992 : 13 500 \$;

e) 1993 : 14 500 \$;

f) 1994 : 15 500 \$;

g) 1995 et années ultérieures, le plus 10 élevé des montants suivants :

(i) le produit — arrêté à la dizaine, celui qui a au moins cinq à l’unité étant arrondi à la dizaine supérieure — de 15 500 \$ par le quotient obtenu en divisant le salaire moyen pour l’année par le salaire moyen pour 1994,

(ii) le plafond des cotisations déterminées pour l’année civile précédente. 20

«régime interentreprises» Pour une année civile, s’entend au sens du règlement.

«plafond des cotisations déterminées»
“money purchase limit”

«régime interentreprises»
“multi-employer plan”

«régime interentreprises déterminé» Pour une année civile, s’entend au sens du 25 règlement.

«régime interentreprises déterminé»
“specified multi-employer plan”

«rétribution» S’entend, relativement à un particulier au service d’un employeur pour une année civile, du total des montants dont chacun représente : 30

a) soit un montant en contrepartie duquel il exécute un travail ou occupe une charge pour l’employeur et qui est — ou serait en l’absence de l’alinéa 81(1)a) pour son application à la Loi 35 sur les Indiens — à inclure conformément à l’article 5 ou 6 dans le calcul de son revenu pour l’année, à l’exception de la partie du montant :

(i) d’une part, qu’il est raisonnable de 40 considérer comme se rapportant à une période tout au long de laquelle il ne résidait pas au Canada.

(ii) d’autre part, qui n’est pas imputable à l’exécution des fonctions de son emploi 45 ou de sa charge au Canada ou qui est exonérée de l’impôt sur le revenu au

«rétribution»
“compensation”

employer and include a prescribed employer
past service credit has the meaning assigned by regulation

single amount means an amount that is not part of a series of periodic payments

specified multi-employer plan, in a calendar year has the meaning assigned by regulation

spouse of an individual has the meaning assigned by subsection 146(1)
wage program, for a month means the average weekly wages and salaries of (a) the Industrial Aggregate in Canada for the month as published by Statistics Canada under the Statistics Act or

(b) in the event that the Industrial Aggregate ceases to be published, such other measure for the month as 20 is prescribed by regulation under the Canada Pension Model, the purpose of paragraph 16(2)(c) of that Act.

(2) The following rules apply with respect to the registration of pension plans 25
(a) the Minister shall not register a pension plan unless (i) application for registration is made in prescribed manner to the plan administrator, (ii) the plan complies with prescribed conditions for registration, and (iii) where the plan is referred to be registered under the Pension Benefits Act, 1985 or a similar law of a province, application for such registration has been made;
(b) where a pension plan that is subject to registration before 1991 is registered by the Minister, the registration is effective from such day as is specified in writing by the Minister; and
(c) where a pension plan that is subject to registration after 1990 is registered for registration after 1990 is registered

agreement des régimes de pension : l'accord entre les régimes de pension au régime de pension que si les conditions suivantes sont remplies :

- (i) l'administrateur du régime propose une demande d'accord selon les modalités réglementaires,
- (ii) le régime est conforme aux conditions d'ajoutement réglementaires,
- (iii) une demande d'ajoutement a été présentée en application de la Loi de 1985 sur les régimes de pension de retraite ou d'une loi provinciale similaire, dans le cas où cette loi impose une telle obligation.

(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'accord des régimes de pension :
(a) le ministre ne peut accorder un régime de pension que si les conditions suivantes sont remplies :

- (i) l'administrateur du régime propose une demande d'accord selon les modalités réglementaires,
- (ii) le régime est conforme aux conditions d'ajoutement réglementaires,
- (iii) une demande d'ajoutement a été présentée en application de la Loi de 1985 sur les régimes de pension de retraite ou d'une loi provinciale similaire, dans le cas où cette loi impose une telle obligation.

70-11
20

30

40

"past service event" «fait lié aux services passés»	employees, and includes a prescribed employer; "past service event" has the meaning assigned by regulation;	Canada par l'effet d'une disposition d'un accord ou convention fiscal conclu avec un autre pays et ayant force de loi au Canada.	5
"single amount" «montant unique»	"single amount" means an amount that is not part of a series of periodic payments;	b) soit un montant prescrit; c) soit un montant, jugé acceptable par le ministre, qu'il a reçu d'un autre employeur à titre de rémunération pour une période de l'année tout au long de laquelle il ne résidait pas au Canada, dans la mesure où ce montant n'est pas inclus par ailleurs dans le total.	10
"specified multi-employer plan" «régime interentreprises déterminé»	"specified multi-employer plan" in a calendar year has the meaning assigned by regulation;	«salaire moyen» Quotient obtenu, pour une année civile, en divisant par 12 le total des montants dont chacun représente la mesure des gains pour un mois compris dans la période de douze mois se terminant le 30 juin de l'année civile précédente.	15
"spouse" «conjoint»	"spouse" of an individual has the meaning assigned by subsection 146(1.1);		20
"wage measure" «mesure des gains»	"wage measure" for a month means the average weekly wages and salaries of (a) the Industrial Aggregate in Canada for the month as published by Statistics Canada under the <i>Statistics Act</i> , or (b) in the event that the Industrial Aggregate ceases to be published, such other measure for the month as is prescribed by regulation under the <i>Canada Pension Plan</i> for the purposes of paragraph 18(5)(b) of that Act.		15
Registration of plan	(2) The following rules apply with respect to the registration of pension plans: (a) the Minister shall not register a pension plan unless (i) application for registration is made in prescribed manner by the plan administrator, (ii) the plan complies with prescribed conditions for registration, and (iii) where the plan is required to be registered under the <i>Pension Benefits Standards Act, 1985</i> or a similar law of a province, application for such registration has been made; (b) where a pension plan that is submitted for registration before 1991 is registered by the Minister, the registration is effective from such day as is specified in writing by the Minister; and (c) where a pension plan that is submitted for registration after 1990 is regis-	(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'agrément des régimes de pension : a) le ministre ne peut agréer un régime de pension que si les conditions suivantes sont réunies : (i) l'administrateur du régime présente une demande d'agrément selon les modalités réglementaires, (ii) le régime est conforme aux conditions d'agrément réglementaires, (iii) une demande d'agrément a été présentée en application de la <i>Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension</i> ou d'une loi provinciale semblable, dans le cas où ces textes imposent un tel agrément; b) l'agrément que le ministre donne à un régime présenté pour agrément avant 1991 est en vigueur à compter du jour que le ministre précise par écrit; c) l'agrément que le ministre donne à un régime présenté pour agrément après	20
«salaire moyen» "average wage"	Agrément du régime		

tered by the Minister, the registration is effective from the later of

- (i) January 1 of the calendar year in which application for registration is made in prescribed manner by the plan administrator, and
- (ii) the day of commencement of the plan.

Deemed registration

(3) Where application is made to the Minister for registration of a pension plan for the purposes of this Act and, where the manner for making the application has been prescribed, the application is made in that manner by the administrator,

(a) subject to paragraph (b), the plan shall, for the purposes of this Act other than paragraphs 60(j) and (j.2) and section 147.3, be deemed to be a registered pension plan throughout the period commencing on the latest of

- (i) January 1 of the calendar year in which the application is made,
- (ii) the day of commencement of the plan, and
- (iii) January 1, 1989

and ending on the day on which a final determination is made with respect to the application; and

(b) where the final determination made with respect to the application is a refusal to register the plan, this Act shall, after the day of the final determination, apply as if the plan had never been deemed, under paragraph (a), to be a registered pension plan, except that

- (i) any information return otherwise required to be filed under subsection 207.7(3) before the particular day that is 90 days after the day of the final determination is not required to be filed until the particular day, and
- (ii) subsections 227(8) and (8.2) are not applicable with respect to contributions made to the plan on or before the day of the final determination.

Acceptance of amendments

(4) The Minister shall not accept an amendment to a registered pension plan unless

1990 est en vigueur à compter du dernier en date des jours suivants :

- (i) le 1^{er} janvier de l'année civile où l'administrateur du régime présente la demande d'agrément selon les modalités réglementaires,
- (ii) le jour de l'entrée en vigueur du régime.

Présomption d'agrément

(3) Dans le cas où une demande d'agrément d'un régime de pension est présentée dans le cadre de la présente loi au ministre — selon les modalités réglementaires, le cas échéant, par l'administrateur du régime —, les règles suivantes s'appliquent :

a) sous réserve de l'alinéa b), le régime est réputé, pour l'application de la présente loi à l'exception des alinéas 60j) et j.2) et de l'article 147.3, être un régime de pension agréé pendant la période commençant au dernier en date des jours suivants et se terminant le jour de la prise de la décision définitive concernant la demande :

- (i) le 1^{er} janvier de l'année civile où la demande est présentée,
- (ii) le jour de l'entrée en vigueur du régime,
- (iii) le 1^{er} janvier 1989;

b) dans le cas où la décision définitive concernant la demande consiste en un refus d'agréer le régime, la présente loi s'applique, après le jour de cette décision, comme si la présomption de l'alinéa a) n'existait pas, sauf dans les cas suivants :

- (i) le délai de production de la déclaration de renseignements qui, selon le paragraphe 207.7(3), doit être produite avant le jour donné qui tombe 90 jours après le jour de la décision définitive, est prorogé jusqu'au jour donné,
- (ii) les paragraphes 227(8) et (8.2) ne s'appliquent pas aux cotisations versées au régime au plus tard le jour de la décision définitive.

(4) Le ministre ne peut accepter la modification d'un régime de pension agréé

Acceptation des modifications

... (1) ...

... (2) ...

... (3) ...

... (4) ...

... (5) ...

... (6) ...

... (7) ...

... (8) ...

... (9) ...

... (10) ...

... (11) ...

... (12) ...

(a) application for the acceptance is made in prescribed manner by the plan administrator;

(b) the plan as amended complies with prescribed conditions for registration; 5 and

(c) the amendment complies with prescribed conditions.

Additional conditions

(5) The Minister may, at any time, impose reasonable conditions applicable 10 with respect to registered pension plans, a class of such plans or a particular registered pension plan.

Administrator

(6) There shall, for each registered pension plan, be a person or a body of persons 15 that has ultimate responsibility for the administration of the plan and, except as otherwise permitted in writing by the Minister, the person or a majority of the persons who constitute the body shall be a 20 person or persons resident in Canada.

Obligations of administrator

(7) The administrator of a registered pension plan shall

(a) administer the plan in accordance with the terms of the plan as registered 25 except that, where the plan fails to comply with the prescribed conditions for registration or any other requirement of this Act or the regulations, the administrator may administer the plan 30 as if it were amended to so comply;

(b) before July 1990, in the case of a person or body that is the administrator on January 1, 1989 or becomes the administrator before June 1990, and, in 35 any other case, within 30 days after becoming the administrator, inform the Minister in writing

(i) of the name and address of the person who is the administrator, or 40

(ii) of the names and addresses of the persons who constitute the body that is the administrator; and

(c) where there is any change in the information provided to the Minister in 45 accordance with paragraph (b) or this paragraph, inform the Minister in writ-

que si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'administrateur du régime en fait la demande selon les modalités réglementaires; 5

b) le régime, une fois modifié, est conforme aux conditions d'agrément réglementaires;

c) la modification est conforme aux conditions réglementaires. 10

Conditions supplémentaires

(5) Le ministre peut assujettir les régimes de pension agréés à de justes conditions supplémentaires, qu'il s'agisse de ces régimes en général, d'une catégorie de régimes ou d'un régime en particulier. 15

Administrateur

(6) Est désigné, pour chaque régime de pension agréé, un administrateur — personne résidant au Canada ou organisme dont la majorité des membres y résident, sauf permission contraire écrite du ministre — qui, en définitive, est chargé de la gestion du régime. 20

(7) L'administrateur d'un régime de pension agréé :

Obligations de l'administrateur

a) gère le régime tel qu'il est agréé; 25 toutefois, si le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires ou aux autres exigences de la présente loi ou de ses règlements d'application, il peut le gérer comme si le régime 30 avait été modifié de façon à y être conforme;

b) avant juillet 1990, si sa désignation est effective le 1^{er} janvier 1989 ou le devient antérieurement à juin 1990, ou 35 dans les trente jours suivant sa désignation dans les autres cas, informe par écrit le ministre de ses nom et adresse ou, le cas échéant, de ceux de ses membres; 40

c) dans le cas où un changement intervient dans les renseignements visés à l'alinéa b) ou au présent alinéa, en informe le ministre par écrit dans les soixante jours suivant le changement. 45

18
19
20
21
22

23
24
25
26
27
28
29
30

31
32
33
34
35
36
37
38
39
40

41
42
43
44
45
46
47
48
49
50

51
52
53
54
55
56
57
58
59
60

61
62
63
64
65
66
67
68
69
70

71
72
73
74
75
76
77
78
79
80

81
82
83
84
85
86
87
88
89
90

91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110

111
112
113
114
115
116
117
118
119
120

121
122
123
124
125
126
127
128
129
130

131
132
133
134
135
136
137
138
139
140

141
142
143
144
145
146
147
148
149
150

151
152
153
154
155
156
157
158
159
160

161
162
163
164
165
166
167
168
169
170

180
181
182

183
184
185

186
187
188

189
190
191

ing, within 60 days after the change, of the new information.

Pension
adjustment
limits

(8) Except as otherwise provided by regulation, a registered pension plan (other than a multi-employer plan) becomes, at the end of a calendar year after 1990, a revocable plan where

(a) the pension adjustment for the year of a member of the plan in respect of a participating employer exceeds the lesser of

- (i) the money purchase limit for the year, and
- (ii) 18% of the member's compensation from the employer for the year; 15 or

(b) the aggregate of

- (i) the pension adjustment for the year of a member of the plan in respect of a participating employer, 20 and
- (ii) the aggregate of all amounts each of which is the member's pension adjustment for the year in respect of an employer who, at any time in the year, does not deal at arm's length with the employer referred to in subparagraph (i) 25

exceeds the money purchase limit for the year. 30

Idem —
multi-employer
plans

(9) Except as otherwise provided by regulation, a registered pension plan that is a multi-employer plan (other than a specified multi-employer plan) in a calendar year after 1990 becomes, at the end of the year, a revocable plan where

(a) for a member and an employer, the aggregate of all amounts each of which is the member's pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of the employer under a defined benefit or money purchase provision of the plan exceeds the lesser of

- (i) the money purchase limit for the year, and 40
- (ii) 18% of the member's compensation from the employer for the year; 45 or

(8) Sauf disposition contraire du règlement, l'agrément d'un régime de pension agréé, à l'exception d'un régime interentreprises, peut être retiré à la fin d'une année civile postérieure à 1990 dans les cas suivants : 5

a) le facteur d'équivalence d'un participant pour l'année quant à un employeur participant dépasse le moins élevé des montants suivants : 10

- (i) le plafond des cotisations déterminées pour l'année, 10
- (ii) 18 % de la rétribution reçue de l'employeur par le participant pendant l'année; 15

b) le total des montants suivants dépasse le plafond des cotisations déterminées pour l'année :

- (i) le facteur d'équivalence du participant pour l'année quant à un employeur participant, 20
- (ii) le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du participant pour l'année quant à un employeur qui, à un moment de l'année, a un lien de dépendance avec l'employeur visé au sous-alinéa (i). 25

Limites
applicables au
facteur
d'équivalence

(9) Sauf disposition contraire du règlement, l'agrément d'un régime de pension agréé qui est un régime interentreprises, mais non un régime interentreprises déterminé, au cours d'une année civile postérieure à 1990 peut être retiré à la fin de l'année si :

a) quant à un participant et un employeur, le total des montants dont chacun représente le crédit de pension réglementaire du participant pour l'année quant à l'employeur dans le cadre d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisations déterminées du régime dépasse le moins élevé :

- (i) du plafond des cotisations déterminées pour l'année, 40
- (ii) de 18 % de la rétribution reçue de l'employeur par le participant pendant l'année; 45

Idem : régimes
interentreprises

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

(b) for a member, the aggregate of all amounts each of which is the member's pension credit (as prescribed by regulation) for the year in respect of an employer under a defined benefit or money purchase provision of the plan exceeds the money purchase limit for the year.

Past service
benefits

(10) With respect to each past service event that is relevant to the determination of benefits in respect of a member under a defined benefit provision of a registered pension plan, such benefits as are in respect of periods after 1989 and before the calendar year in which the event occurred shall be determined, for the purpose of a payment to be made from the plan or a contribution to be made to the plan at a particular time, with regard to the event only if

(a) where the member is alive at the particular time and except as otherwise provided by regulation, the Minister has certified in writing, before the particular time, that prescribed conditions are satisfied,

(b) where the member died before the particular time and the event occurred before the death of the member,

(i) this subsection did not require that the event be disregarded in determining benefits that were payable to the member immediately before the member's death (or that would have been so payable had the member been entitled to receive benefits under the provision immediately before the member's death), or

(ii) the event, as it affects the benefits provided to each individual who is entitled to benefits as a consequence of the death of the member, is acceptable to the Minister,

(c) where the member died before the particular time and the event occurred after the death of the member, the event, as it affects the benefits provided to each individual who is entitled to benefits as a consequence of the death of

b) quant à un participant, le total des montants dont chacun représente son crédit de pension réglementaire pour l'année quant à un employeur dans le cadre d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisations déterminées du régime dépasse le plafond des cotisations déterminées pour l'année.

(10) Chaque fait lié aux services passés — utile au calcul des prestations prévues pour un participant par la disposition à prestations déterminées d'un régime de pension agréé, relativement à des périodes postérieures à 1989 et antérieures à l'année civile où le fait se réalise — n'est pris en compte dans ce calcul, en vue d'un paiement à faire sur le régime ou d'une cotisation à y verser à un moment donné, que si les conditions suivantes sont réunies :

Prestations
pour services
passés

a) dans le cas où le participant est vivant à ce moment et sauf disposition contraire du règlement, le ministre atteste au préalable par écrit que les conditions réglementaires sont remplies;

b) dans le cas où le participant est décédé avant ce moment et où le fait s'est réalisé avant son décès :

(i) le présent paragraphe n'interdit pas la prise en compte du fait dans le calcul des prestations qui étaient payables au participant immédiatement avant son décès (ou qui auraient été ainsi payables si le participant avait eu le droit de recevoir des prestations dans le cadre de la disposition immédiatement avant son décès), ou

(ii) le ministre juge le fait acceptable dans la mesure où il influe sur les prestations prévues pour chaque particulier qui y a droit par suite du décès du participant;

c) dans le cas où le participant est décédé avant le moment donné et où le fait s'est réalisé après son décès, le ministre juge le fait acceptable dans la mesure où il influe sur les prestations prévues pour chaque particulier qui y a droit par suite du décès du participant;

4) l'application du présent paragraphe n'a pas pour effet d'invalider la prime en vigueur. À ce moment, il est fait des services sociaux existants au sein de la province dans le cadre des opérations de participation.

5) l'application du présent paragraphe aux opérations qui peuvent être versées à un régime de pension agréé, le fait par le ministre de ne pas avoir tenu de délivrer l'attestation demandée vaut déviance.

(11) Lorsque l'une des situations énumérées se produit après que le ministre a agréé un régime de pension :

(a) le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires;

(b) le régime n'est pas géré tel qu'il est agréé;

(c) l'agrément du régime pour être retiré;

(d) une condition (y compris une condition applicable de façon générale aux régimes de pension agréés en général) ou à une catégorie de régimes ou une condition imposée pour la première fois avant le 1^{er} mars 1989 que le ministre a imposée au régime par écrit n'est pas respectée;

(e) une des exigences énoncées aux paragraphes (b) ou (c) n'est pas respectée;

(f) des prestations sont payées par le régime ou des cotisations y sont versées conformément au paragraphe (10);

(g) l'administrateur ne produit pas de déclaration de renseignements ou de rapport actuariel concernant le régime ou un participant à celui-ci selon les modalités réglementaires de temps en temps;

(h) un employeur participant ne produit pas de déclaration de renseignements à l'égard d'un participant à un régime de pension agréé selon les modalités réglementaires de temps en temps.

the member is acceptable to the Minister and

(4) no new service credit that accrued before the event is treated by reason of the application of this subsection to be disregarded at the particular time in determining benefits in respect of the member.

5) for the purpose of this subsection as it applies with respect to contributions that may be made to a registered pension plan, where application has been made for a certification referred to in paragraph (a) and the Minister has not refused to issue the certification, the Minister shall be deemed to have issued the certification.

(11) Where at any time after a pension plan has been registered by the Minister:

(a) the plan does not comply with the prescribed conditions for registration;

(b) the plan is not administered in accordance with the terms of the plan as registered;

(c) the plan becomes a revocable plan;

(d) a condition imposed by the Minister in writing and applicable with respect to the plan (including a condition applicable generally to registered pension plans or a class of such plans and a condition first imposed before 1989) is not complied with;

(e) a requirement under subsection (6) is not complied with;

(f) a benefit is paid by the plan, or a contribution is made to the plan, contrary to subsection (10);

(g) the administrator of the plan fails to file an information return or actuarial report relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation;

(h) a participating employer fails to file an actuarial return relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation; or

(i) registration of the plan under the Pension Benefits Standards Act, 1985

Article 149
149
149

Section 149
149
149

the member, is acceptable to the Minister, and

(d) no past service event that occurred before the event is required by reason of the application of this subsection to be disregarded at the particular time in determining benefits in respect of the member,

and, for the purposes of this subsection as it applies with respect to contributions that may be made to a registered pension plan, where application has been made for a certification referred to in paragraph (a) and the Minister has not refused to issue the certification, the Minister shall be deemed to have issued the certification.

(11) Where, at any time after a pension plan has been registered by the Minister,

(a) the plan does not comply with the prescribed conditions for registration,

(b) the plan is not administered in accordance with the terms of the plan as registered,

(c) the plan becomes a revocable plan,

(d) a condition imposed by the Minister in writing and applicable with respect to the plan (including a condition applicable generally to registered pension plans or a class of such plans and a condition first imposed before 1989) is not complied with,

(e) a requirement under subsection (6) or (7) is not complied with,

(f) a benefit is paid by the plan, or a contribution is made to the plan, contrary to subsection (10),

(g) the administrator of the plan fails to file an information return or actuarial report relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation,

(h) a participating employer fails to file an information return relating to the plan or to a member of the plan as and when required by regulation, or

(i) registration of the plan under the *Pension Benefits Standards Act, 1985*

d) l'application du présent paragraphe n'a pas pour effet d'interdire la prise en compte, à ce moment, d'un fait lié aux services passés antérieur au fait en question dans le calcul des prestations du participant.

Pour l'application du présent paragraphe aux cotisations qui peuvent être versées à un régime de pension agréé, le fait par le ministre de ne pas avoir refusé de délivrer l'attestation demandée vaut délivrance.

(11) Lorsque l'une des situations suivantes se produit après que le ministre a agréé un régime de pension :

a) le régime n'est pas conforme aux conditions d'agrément réglementaires,

b) le régime n'est pas géré tel qu'il est agréé,

c) l'agrément du régime peut être retiré,

d) une condition (y compris une condition applicable de façon générale aux régimes de pension agréés en général ou à une catégorie de régimes et une condition imposée pour la première fois avant 1989) que le ministre a imposée au régime par écrit n'est pas respectée,

e) une des exigences énoncées aux paragraphes (6) ou (7) n'est pas respectée,

f) des prestations sont payées par le régime ou des cotisations y sont versées contrairement au paragraphe (10),

g) l'administrateur ne produit pas de déclaration de renseignements ou de rapport actuariel concernant le régime ou un participant à celui-ci selon les modalités réglementaires de temps ou autres,

h) un employeur participant ne produit pas de déclaration de renseignements concernant le régime ou un participant à celui-ci selon les modalités réglementaires de temps ou autres,

Revocation of registration — notice of intention

Avis d'intention de retirer l'agrément

1) L'ajournement du régime aux termes de la loi de 1957 sur les normes de production des provinces et les provinces qui sont susceptibles d'être régies par ce régime.

2) Le ministre peut intervenir l'administrateur du régime par avis — après avoir consulté les personnes concernées et au paragraphe (11) —, envoyé un communiqué, ou il peut intervenir l'ajournement du régime à la date précisée dans l'avis d'intention, qui ne peut être révoqué sans le consentement :

A) si l'article 4) s'applique, la date ou la région cessa d'être autonome;

B) si l'article 5) s'applique, la date ou la région en plus âgés tel qu'il est prévu;

C) si l'article 6) s'applique, la date ou l'ajournement du régime peut être retardé;

D) si l'article 7) ou 8) s'applique, la date ou l'ajournement ou l'ajournement à une date ultérieure;

E) si l'article 9) s'applique, la date ou les paiements ou versements ont été effectués;

F) si l'article 10) ou 11) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

G) si l'article 12) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

H) si l'article 13) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

I) si l'article 14) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

J) si l'article 15) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

K) si l'article 16) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

L) si l'article 17) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

M) si l'article 18) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

N) si l'article 19) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

O) si l'article 20) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

P) si l'article 21) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

Q) si l'article 22) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

R) si l'article 23) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

S) si l'article 24) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

T) si l'article 25) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

U) si l'article 26) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

V) si l'article 27) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

W) si l'article 28) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

X) si l'article 29) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

Y) si l'article 30) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

Z) si l'article 31) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AA) si l'article 32) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AB) si l'article 33) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AC) si l'article 34) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AD) si l'article 35) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AE) si l'article 36) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AF) si l'article 37) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AG) si l'article 38) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AH) si l'article 39) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AI) si l'article 40) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AJ) si l'article 41) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AK) si l'article 42) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AL) si l'article 43) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AM) si l'article 44) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AN) si l'article 45) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AO) si l'article 46) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AP) si l'article 47) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AQ) si l'article 48) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AR) si l'article 49) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AS) si l'article 50) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AT) si l'article 51) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AU) si l'article 52) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AV) si l'article 53) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AW) si l'article 54) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AX) si l'article 55) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AY) si l'article 56) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

AZ) si l'article 57) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BA) si l'article 58) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BB) si l'article 59) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BC) si l'article 60) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BD) si l'article 61) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BE) si l'article 62) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BF) si l'article 63) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BG) si l'article 64) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BH) si l'article 65) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BI) si l'article 66) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BJ) si l'article 67) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BK) si l'article 68) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BL) si l'article 69) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BM) si l'article 70) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BN) si l'article 71) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BO) si l'article 72) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BP) si l'article 73) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BQ) si l'article 74) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BR) si l'article 75) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BS) si l'article 76) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BT) si l'article 77) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BU) si l'article 78) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BV) si l'article 79) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BW) si l'article 80) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BX) si l'article 81) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BY) si l'article 82) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

BZ) si l'article 83) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CA) si l'article 84) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CB) si l'article 85) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CC) si l'article 86) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CD) si l'article 87) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CE) si l'article 88) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CF) si l'article 89) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CG) si l'article 90) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CH) si l'article 91) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CI) si l'article 92) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CJ) si l'article 93) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CK) si l'article 94) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CL) si l'article 95) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CM) si l'article 96) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CN) si l'article 97) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CO) si l'article 98) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CP) si l'article 99) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

CQ) si l'article 100) s'applique, la date de l'ajournement ou versements ont été effectués;

or a similar law of a province is referred to or revoked.

The Minister may give notice in writing to the administrator (11) referred to as a "notice of intent" by registered mail to the administrator that the Minister proposes to revoke the registration of the plan as of a date specified in the notice of intent, which date shall not be earlier than the date as of which:

(1) where paragraph (a) applies, the plan failed to be complied;

(2) where paragraph (b) applies, the plan was not administered in accordance with its terms as referred to;

(3) where paragraph (c) applies, the plan became a revocable plan;

(4) where paragraph (d) or (e) applies, the condition of revocation was not complied with;

(5) where paragraph (f) applies, the notice was paid or the contribution was made;

(6) where paragraph (g) or (h) applies, the information return or accounts report was required to be filed, and:

(7) where paragraph (i) applies, the registration referred to in that paragraph was revoked or revoked.

(12) Where the Minister gives a notice of intent to the administrator of a registered person plan, or the plan administrator, the Minister in writing for or against to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, the Minister may:

(a) where the plan administrator has applied to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, at any time after receiving the administrator's application, and

(b) in any other case, after 30 days after the day of mailing of the notice of intent.

give notice in the notice and in subsection (13) referred to as a "notice of revocation" by registered mail to the administrator that the registration of the plan is revoked as of the date specified in

Annexes

Annexes

or a similar law of a province is refused or revoked,

the Minister may give notice (in this subsection and subsection (12) referred to as a "notice of intent") by registered mail to the plan administrator that the Minister proposes to revoke the registration of the plan as of a date specified in the notice of intent, which date shall not be earlier than the date as of which,

(j) where paragraph (a) applies, the plan failed to so comply,

(k) where paragraph (b) applies, the plan was not administered in accordance with its terms as registered,

(l) where paragraph (c) applies, the plan became a revocable plan,

(m) where paragraph (d) or (e) applies, the condition or requirement was not complied with,

(n) where paragraph (f) applies, the benefit was paid or the contribution was made,

(o) where paragraph (g) or (h) applies, the information return or actuarial report was required to be filed, and

(p) where paragraph (i) applies, the registration referred to in that paragraph was refused or revoked.

(12) Where the Minister gives a notice of intent to the administrator of a registered pension plan, or the plan administrator applies to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, the Minister may,

(a) where the plan administrator has applied to the Minister in writing for the revocation of the plan's registration, at any time after receiving the administrator's application, and

(b) in any other case, after 30 days after the day of mailing of the notice of intent,

give notice (in this subsection and in subsection (13) referred to as a "notice of revocation") by registered mail to the plan administrator that the registration of the plan is revoked as of the date specified in

i) l'agrément du régime aux termes de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou d'une loi provinciale semblable est refusé ou retiré,

le ministre peut informer l'administrateur du régime par avis — appelé «avis d'intention» au présent paragraphe et au paragraphe (12) —, envoyé en recommandé, qu'il entend retirer l'agrément du régime à la date précisée dans l'avis d'intention, qui ne peut être antérieure aux dates suivantes :

j) si l'alinéa a) s'applique, la date où le régime cesse d'être conforme;

k) si l'alinéa b) s'applique, la date où le régime n'est plus géré tel qu'il est agréé;

l) si l'alinéa c) s'applique, la date où l'agrément du régime peut être retiré;

m) si l'alinéa d) ou e) s'applique, la date où la condition ou l'exigence n'est plus respectée;

n) si l'alinéa f) s'applique, la date où les paiements ou versements ont été effectués;

o) si l'alinéa g) ou h) s'applique, la date fixée pour la production;

p) si l'alinéa i) s'applique, la date du refus ou du retrait.

(12) Le ministre peut, s'il envoie un avis d'intention à l'administrateur d'un régime de pension agréé ou si celui-ci lui demande par écrit de retirer l'agrément, informer l'administrateur par avis — appelé «avis de retrait» au présent paragraphe et au paragraphe (13) —, envoyé en recommandé, du retrait de l'agrément du régime à compter de la date précisée dans l'avis de retrait, qui ne peut être antérieure à celle précisée dans l'avis d'intention ou dans la demande de l'administrateur. L'avis de retrait est envoyé aux dates suivantes :

a) si l'administrateur demande au ministre par écrit de retirer l'agrément du régime, une date donnée postérieure à la réception de la demande de l'administrateur;

b) dans les autres cas, 30 jours après la mise à la poste de l'avis d'intention.

Notice of
revocation

Avis de retrait
de l'agrément

Registered
immigrant

the notice of revocation, whether that notice not be earlier than the date specified in the notice of revocation or the date specified in the application, as the case may be.

(13) Where the Minister gives a notice of revocation to the administrator of a registered person's plan, the registration of the plan is revoked as of the date specified in the notice of revocation, unless the Federal Court by appeal or a judge thereof, on application made at any time before the determination of an appeal pursuant to subsection (12), orders otherwise.

Administrative
appeal plan

(14) Where at any time the Minister gives written notice to the administrator of two or more registered person plans, each of which is a multi-employer plan, that notice is applicable in relation to those plans with respect to a calendar year.

Plan to
register

(a) each of those plans that is a specified multi-employer plan in the year shall, for the purposes of subsection (9) (other than for the purposes of determining the person referred to in paragraph (a) and (b) thereof), be deemed to be a specified multi-employer plan and

(b) the aggregate determined for the year under paragraphs (9)(a) and (b) shall be the amount that would be determined if all the plans were a single plan.

(15) Any reference of this Act and the Regulations to a person who is registered means the person of the plan on the basis of which the person is registered, or the person for the purposes of this Act and the Regulations if each amendment that has been accepted by the Minister, and

(b) such amendment that has been submitted to the Minister for acceptance and which the Minister has accepted and which is not related to accept, it is responsible to report the Minister to accept the amendment.

Notice de
révocation

Plan à
l'administrateur

Plan à
inscrire

Plan
à inscrire

(13) Lorsque le ministre donne avis de révocation à l'administrateur d'un plan inscrit, l'inscription du plan est révoquée à la date indiquée dans l'avis de révocation, à moins que le juge de la Cour fédérale ou un juge de la Cour d'appel, en appel, sur demande formelle avant que son état ne soit révisé par un juge de la Cour fédérale, sur demande présentée en vertu du paragraphe (12), ordonne autrement.

(14) Lorsque, à tout moment, le ministre donne avis écrit à l'administrateur de deux ou plus de plans inscrits, dont chacun est un plan à employeur multiple, ce avis est applicable en relation de ces plans à l'égard d'une année civile, les règles relatives aux

a) chacun de ces plans qui est un plan à employeur multiple inscrit, dans l'année de l'avis, est révoquée pour l'application de la partie (9) (autre que les paragraphes (a) et (b) de ce paragraphe) et (b) de l'article 15, est réputée être un plan inscrit déterminé

b) le total déterminé pour l'année de l'avis en vertu des paragraphes (9)(a) et (b) est calculé comme si l'ensemble des plans inscrits était un seul plan à employer multiple.

(15) Toute référence de la Loi et du Règlement à une personne qui est inscrite signifie la personne du plan en vertu duquel la personne est inscrite, ou la personne pour les fins de la Loi et du Règlement si chaque modification qui a été acceptée par le ministre, et

(b) une telle modification qui a été soumise au ministre pour acceptation et qui n'est pas liée à l'acceptation, il est responsable de rapporter au ministre l'acceptation de la modification.

the notice of revocation, which date may not be earlier than the date specified in the notice of intent or the administrator's application, as the case may be.

Revocation of registration

(13) Where the Minister gives a notice of revocation to the administrator of a registered pension plan, the registration of the plan is revoked as of the date specified in the notice of revocation, unless the Federal Court of Appeal or a judge thereof, on application made at any time before the determination of an appeal pursuant to subsection 172(3), orders otherwise.

Anti-avoidance — multi-employer plans

(14) Where at any time the Minister gives written notice to the administrators of two or more registered pension plans, each of which is a multi-employer plan, that this subsection is applicable in relation to those plans with respect to a calendar year,

(a) each of those plans that is a specified multi-employer plan in the year shall, for the purposes of subsection (9) (other than for the purpose of determining the pension credits referred to in paragraphs (a) and (b) thereof), be deemed to be a multi-employer plan that is not a specified multi-employer plan; and

(b) the aggregates determined for the year under paragraphs (9)(a) and (b) shall be the amounts that would be determined if all the plans were a single plan.

Plan as registered

(15) Any reference in this Act and the regulations to a pension plan as registered means the terms of the plan on the basis of which the Minister has registered the plan for the purposes of this Act and as amended by

(a) each amendment that has been accepted by the Minister, and

(b) each amendment that has been submitted to the Minister for acceptance and which the Minister has neither accepted nor refused to accept, if it is reasonable to expect the Minister to accept the amendment,

(13) L'agrément d'un régime de pension agréé est retiré à la date de l'avis de retrait, sauf ordonnance contraire de la Cour d'appel fédérale ou de l'un de ses juges sur demande formulée avant qu'il ne soit statué sur tout appel interjeté selon le paragraphe 172(3).

Retrait de l'agrément

(14) Dans le cas où le ministre avise, par écrit, les administrateurs de plusieurs régimes de pension agréés qui sont des régimes interentreprises que le présent paragraphe s'applique à ces régimes pour une année civile, les règles suivantes sont à suivre :

Anti-évitement : régimes interentreprises

a) chaque régime qui est un régime interentreprises déterminé au cours de l'année est réputé, pour l'application du paragraphe (9) — sauf aux fins du calcul du crédit de pension visé à ses alinéas a) et b) —, être un régime interentreprises mais non un régime interentreprises déterminé;

b) les totaux déterminés pour l'année selon les alinéas (9)a) et b) sont calculés comme s'il s'agissait d'un régime unique.

(15) Dans la présente loi et dans ses règlements d'application, toute mention d'un régime de pension tel qu'il est agréé vaut mention des modalités du régime sur lesquelles le ministre s'est fondé afin d'agréer le régime pour l'application de la présente loi, ainsi que des modifications suivantes apportées à ces modalités :

Régime tel qu'il est agréé

a) celles qu'il accepte par la suite;

b) celles sur lesquelles il ne s'est pas prononcé mais qu'il aurait pu valablement accepter.

Sont comprises parmi ces modalités celles qui ne sont pas énoncées dans les docu-

ment instituant le régime, sans qu'il soit
nécessaire de modifier les dispositions de la loi de 1952 sur les normes de protection
des produits agricoles.

(16) Toute personne membre de l'Office
national des produits agricoles est soumise à
tous les règlements de l'Office.
Toutefois, les règlements de l'Office ne
sont pas applicables aux personnes qui ont
été exemptées par le ministre de l'Agriculture
et des Pêcheries.

(17) Le ministre peut, sous l'application
de la présente loi, demander l'avis de
certains ou de tous les membres du
Comité consultatif des produits agricoles
sur toute question relative aux règlements de
l'Office.

(18) Le gouverneur en conseil peut, par
règlement,...

(19) Toute condition d'agrément de
régime de produits de l'agriculture ou de
pêche est assujettie aux conditions
suivantes :
(a) le régime doit être compatible avec
les principes de la réglementation
internationale;

(b) le régime doit être compatible avec
l'engagement d'un régime de produits
agricoles pris par le Canada.

(20) Indiquer le façon de déterminer
l'importance des produits de l'agriculture ou
de la pêche en matière de réglementation.
Toute réglementation de produits de l'agriculture
ou de la pêche doit être compatible avec
les principes de la réglementation internationale.

(21) Excepté que les administrateurs de
régime de produits agricoles déterminent
les normes des produits de l'agriculture ou
de la pêche de façon à assurer la conformité
des règlements de produits agricoles avec
les engagements pris par le Canada, les
règlements de produits agricoles doivent être
compatibles avec les principes de la réglementation
internationale.

(22) Excepté que les administrateurs de
régime de produits agricoles déterminent
les normes des produits de l'agriculture ou
de la pêche de façon à assurer la conformité
des règlements de produits agricoles avec
les engagements pris par le Canada, les
règlements de produits agricoles doivent être
compatibles avec les principes de la réglementation
internationale.

(23) Excepté que les administrateurs de
régime de produits agricoles déterminent
les normes des produits de l'agriculture ou
de la pêche de façon à assurer la conformité
des règlements de produits agricoles avec
les engagements pris par le Canada, les
règlements de produits agricoles doivent être
compatibles avec les principes de la réglementation
internationale.

and included all those that are not con-
sistent with the documents existing in
this Act, but that are in force of the law of
the Province of Ontario.

(16) Every person who is a member of a
Board shall be subject to all regula-
tions imposed on administrators by the
Act or a regulation in the same way as
the administrator of the Board.

(17) The Minister may, for the purpose
of this Act, obtain the advice of the Super-
intendent of Food and Agriculture with
respect to any matter relating to products of
agriculture.

(18) The Governor in Council may,
by regulation...

(19) Any condition of licence for the regu-
lation of products of agriculture and fishing
shall be subject to the following conditions:
(a) the condition must be compatible with
the principles of international regulation;

(b) the condition must be compatible with
the commitment of a regime of products of
agriculture and fishing entered into by
Canada.

(20) In determining the manner of deter-
mining the importance of products of agricul-
ture or fishing, the administrator shall
take into account the following factors:
(a) the compatibility of the regime with
the principles of international regulation;

(b) the compatibility of the regime with
the commitment of a regime of products of
agriculture and fishing entered into by
Canada; and
(c) the compatibility of the regime with
the principles of international regulation.

(21) Except in the case of a regime of
products of agriculture and fishing, the
administrator shall determine the standards
of products of agriculture and fishing in
such a manner as to ensure that the regula-
tions of products of agriculture and fishing
are compatible with the principles of inter-
national regulation.

(22) Except in the case of a regime of
products of agriculture and fishing, the
administrator shall determine the standards
of products of agriculture and fishing in
such a manner as to ensure that the regula-
tions of products of agriculture and fishing
are compatible with the principles of inter-
national regulation.

Administrateur
des produits agricoles

Administrateur
des produits agricoles

Administrateur

Administrateur
des produits agricoles

Administrateur
des produits agricoles

Administrateur

and includes all terms that are not contained in the documents constituting the plan but that are terms of the plan by reason of the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province. 5

Separate liability for obligations

(16) Every person who is a member of a body that is the administrator of a registered pension plan is subject to all obligations imposed on administrators by this Act or a regulation as if the person were 10 the administrator of the plan.

Superintendent of Financial Institutions

(17) The Minister may, for the purposes of this Act, obtain the advice of the Superintendent of Financial Institutions with respect to any matter relating to pension 15 plans.

Regulations

(18) The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing conditions for the registration of pension plans and enabling 20 the Minister to impose additional conditions or waive any conditions that are prescribed;

(b) prescribing circumstances under which a registered pension plan becomes 25 a revocable plan;

(c) specifying the manner of determining, or enabling the Minister to determine, the portion of a member's benefits under a registered pension plan that is in 30 respect of any period;

(d) requiring administrators of registered pension plans to make determinations in connection with the computation of pension adjustments, past service 35 pension adjustments or any other related amounts (all such amounts referred to in this subsection as "specified amounts");

(e) requiring that the method used to 40 determine a specified amount be acceptable to the Minister, where more than one method would otherwise comply with the regulations;

(f) enabling the Minister to permit or 45 require a specified amount to be determined in a manner different from that set out in the regulations;

ments instituant le régime, mais qui constituent des modalités de celui-ci par l'effet de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable. 5

5

Responsabilité distincte

(16) Toute personne membre de l'organisme administrateur d'un régime de pension agréé est assujettie aux obligations imposées aux administrateurs par la présente loi ou par ses règlements d'application au même titre que si elle était l'administrateur du régime. 10

(17) Le ministre peut, pour l'application de la présente loi, demander l'avis du surintendant des institutions financières 15 sur toute question relative aux régimes de pension.

Surintendant des institutions financières

(18) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

a) prévoir les conditions d'agrément des 20 régimes de pension et autoriser le ministre à imposer des conditions supplémentaires ou à renoncer à appliquer une condition réglementaire;

b) prévoir dans quelles circonstances 25 l'agrément d'un régime de pension agréé peut être retiré;

c) indiquer la façon de déterminer, ou autoriser le ministre à déterminer, la fraction des prestations du participant à 30 un régime de pension agréé qui se rapporte à une période donnée;

d) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés déterminent les montants qui entrent dans le calcul 35 des facteur d'équivalence, facteur d'équivalence pour services passés ou autres montants liés — appelés «montants indiqués» au présent paragraphe —; 40

e) exiger que la méthode de calcul des montants indiqués soit jugée acceptable par le ministre, dans le cas où plus d'une méthode est conforme au règlement;

f) autoriser le ministre à accepter ou 45 exiger que les montants indiqués soient calculés d'une manière différente de celle prévue au règlement;

2 (g) exige que la personne qui fournit les renseignements doit être une personne désignée par le ministre pour fournir les renseignements, et que les renseignements sont fournis en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

3 (A) autorise le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements concernant la méthode de calcul des montants indiqués.

10 (A) autorise le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements relatifs à ce que la Loi (10) est applicable en raison d'une disposition législative.

11 (1) régit les demandes d'attestation visées au paragraphe (10).

12 (A) autorise le ministre à lever l'obligation d'attestation visée au paragraphe (10).

13 (B) établit des règles pour le paragraphe (10) pour s'appliquer ou ne pas s'appliquer aux personnes désignées d'après les dispositions de la Loi relatives à la fourniture de renseignements.

14 (A) exige de certaines personnes qu'elles fournissent des renseignements au ministre en ce qui concerne le régime de pension après des renseignements relatifs à la demande d'attestation visée au paragraphe (10).

15 (A) exige que toute personne qui obtient l'attestation visée au paragraphe (10) fournisse une déclaration de renseignements relatifs au particulier concerné par l'attestation.

16 (A) exige que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des renseignements concernant les modes d'actions approuvés à ces régimes et les mécanismes de financement des pensions de ces régimes.

17 (A) exige que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des déclarations de renseignements concernant les régimes de pension.

18 (A) autorise le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements relatifs à ce que la Loi (10) est applicable en raison d'une disposition législative.

19 (A) autorise le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements relatifs à ce que la Loi (10) est applicable en raison d'une disposition législative.

(g) requiring that any person who provides information required by another person in order to determine a specified amount provide the other person with that information;

3 (A) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relating to the method used to determine a specified amount;

10 (A) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relevant to a claim that paragraph (10)(a) is not applicable by reason of an exemption provided by regulation;

11 (A) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relevant to a claim that paragraph (10)(a) is not applicable by reason of an exemption provided by regulation;

12 (A) enabling the Minister to waive the requirement for a certification for the purposes of subsection (10);

13 (A) prescribing rules for the purposes of subsection (10) so that subsection (10) applies or does not apply with respect to particular transactions, events or circumstances;

14 (A) requiring any person to provide the Minister or the administrator of a regulated pension plan with information in connection with an application for certification for the purposes of subsection (10);

15 (A) requiring any person who obtains a certification for the purposes of subsection (10) to provide the individual in respect of whom the certification was applied with an information return;

16 (A) requiring administrators of regulated pension plans to file information with respect to amendments to such plans and to the arrangements for funding such plans;

17 (A) requiring administrators of regulated pension plans to file information returns respecting such plans;

18 (A) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information for the purpose of determining

- (g) requiring that any person who has information required by another person in order to determine a specified amount provide the other person with that information; 5
- (h) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relating to the method used to determine a specified amount; 5
- (i) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information relevant to a claim that paragraph (10)(a) is not applicable by reason of an exemption provided by regulation; 10 15
- (j) respecting applications for certifications for the purposes of subsection (10);
- (k) enabling the Minister to waive the requirement for a certification for the purposes of subsection (10); 20
- (l) prescribing rules for the purposes of subsection (10), so that subsection (10) applies or does not apply with respect to benefits provided as a consequence of particular transactions, events or circumstances; 25
- (m) requiring any person to provide the Minister or the administrator of a registered pension plan with information in connection with an application for certification for the purposes of subsection (10); 30
- (n) requiring any person who obtains a certification for the purposes of subsection (10) to provide the individual in respect of whom the certification was obtained with an information return; 35
- (o) requiring administrators of registered pension plans to file information with respect to amendments to such plans and to the arrangements for funding benefits thereunder; 40
- (p) requiring administrators of registered pension plans to file information returns respecting such plans; 45
- (q) enabling the Minister to require any person to provide the Minister with information for the purpose of determining
- g) exiger que la personne qui dispose de renseignements dont une autre personne a besoin pour calculer les montants indiqués les lui fournisse;
- h) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements concernant la méthode de calcul des montants indiqués; 5
- i) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements servant à établir si l'alinéa (10)a est inapplicable en raison d'une disposition réglementaire; 10
- j) régir les demandes d'attestation visées au paragraphe (10); 15
- k) autoriser le ministre à lever l'obligation d'attestation visée au paragraphe (10);
- l) établir des règles pour que le paragraphe (10) puisse s'appliquer ou ne pas s'appliquer aux prestations découlant d'opérations, d'événements ou de circonstances donnés; 20
- m) exiger de quiconque qu'il fournisse au ministre ou à l'administrateur d'un régime de pension agréé des renseignements relatifs à la demande d'attestation visée au paragraphe (10); 25
- n) exiger que toute personne qui obtient l'attestation visée au paragraphe (10) fournisse une déclaration de renseignements au particulier concerné par l'attestation; 30
- o) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des renseignements concernant les modifications apportées à ces régimes et les mécanismes de financement des prestations qu'ils prévoient; 35
- p) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés produisent des déclarations de renseignements concernant les régimes; 40
- q) autoriser le ministre à exiger qu'une personne lui fournisse des renseignements en vue du retrait éventuel de l'agrément d'un régime de pension; 45
- r) exiger que les administrateurs de régimes de pension agréés déposent des

ing whether the registration of a pension plan may be revoked;

(r) requiring administrators of registered pension plans to submit reports to the Minister, prescribing the class of persons by whom the reports shall be prepared and prescribing information to be contained in those reports;

(s) enabling the Minister to impose any requirement that may be imposed by regulation made under paragraph (r);

(t) defining the expressions "multi-employer plan", "past service event", "past service pension adjustment", "pension adjustment" and "specified multi-employer plan"; and

(u) generally to carry out the purposes and provisions of this Act relating to registered pension plans and the determination and reporting of specified amounts.

147.2 (1) For a taxation year ending after 1990, there may be deducted in computing the income of a taxpayer who is an employer the aggregate of all amounts each of which is a contribution made by the employer after 1990 and either in the taxation year or within 120 days after the end of the taxation year to a registered pension plan in respect of the employer's employees or former employees, to the extent that

(a) in the case of a contribution in respect of a money purchase provision of a plan, the contribution was made in accordance with the plan as registered and in respect of periods before the end of the taxation year;

(b) in the case of a contribution in respect of the defined benefit provisions of a plan (other than a specified multi-employer plan), the contribution

- (i) is an eligible contribution,
- (ii) was made to fund benefits provided to employees and former employees of the employer in respect of periods before the end of the taxation year, and
- (iii) complies with subsection 147.1(10);

rappports auprès du ministre, déterminer la catégorie de personnes chargées d'établir ces rapports et prévoir les renseignements à y porter;

s) permettre au ministre d'imposer toute exigence pouvant être imposée par règlement pris en application de l'alinéa r);

t) définir les expressions «facteur d'équivalence», «facteur d'équivalence pour services passés», «fait lié aux services passés», «régime interentreprises» et «régime interentreprises déterminé»;

u) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi concernant les régimes de pension agréés, ainsi que le calcul et la déclaration des montants indiqués.

147.2 (1) Le contribuable qui est un employeur peut, pour une année d'imposition se terminant après 1990, déduire dans le calcul de son revenu les cotisations qu'il verse à un régime de pension agréé après 1990, au cours de l'année ou dans les 120 jours suivant la fin de celle-ci, pour ses employés actuels ou anciens, dans la mesure où :

a) les cotisations versées aux termes de la disposition à cotisations déterminées du régime le sont conformément au régime tel qu'il est agréé et pour des périodes antérieures à la fin de l'année;

b) les cotisations versées aux termes des dispositions à prestations déterminées du régime (à l'exception d'un régime interentreprises déterminé), à la fois :

- (i) sont des cotisations admissibles,
- (ii) servent à financer les prestations à assurer aux employés actuels ou anciens de l'employeur pour des périodes antérieures à la fin de l'année,
- (iii) sont conformes au paragraphe 147.1(10);

c) les cotisations versées aux termes d'un régime interentreprises déterminé le sont conformément au régime tel qu'il

Pension contributions deductible — employer contributions

Cotisations patronales déductibles

est agée et pour des périodes antérieures
 dans la loi de l'impôt sur le revenu.
 (d) les contributions n'ont pas été déduites
 dans le cadre du revenu de l'employeur
 pour une année d'imposition antérieure.

(3) Pour l'application du paragraphe

(1), le contribuable d'un employeur sera à
 un régime de pension agréé aux termes des
 dispositions à l'égard des déductions de
 régime qui ont été effectuées admissibles et elle
 est soit une personne physique ou soit une
 personne morale qui a été déclarée en vertu
 de la loi sur l'accès au statut de contribuable
 pour une année d'imposition antérieure.
 (b) si le contribuable n'est pas un employeur
 au sens de l'Employment Act, les contributions
 du régime, tel qu'il est prévu à la condition
 10 11 que le contribuable respecte les conditions
 suivantes :

- (a) il est fondé sur une évaluation actuarielle
 qui tient compte des conditions suivantes
 (sauf exception faite de celles énumérées
 aux sous-alinéas (ii) et (v)) dans la
 mesure où elles sont incompatibles avec
 toute autre condition prévue à l'article
 12 et la condition est une condition
 admissible.
- (i) la date de la prise d'effet de l'évaluation
 20 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95
- (ii) la date de la prise d'effet de l'évaluation
 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95
- (iii) la date de la prise d'effet de l'évaluation
 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95
- (iv) la date de la prise d'effet de l'évaluation
 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95
- (v) la date de la prise d'effet de l'évaluation
 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95

(c) in the case of a contributor other
 than a specified multi-employer
 plan, the contribution was made in
 accordance with the plan as registered
 and in respect of periods before the end
 of the taxation year and
 (d) the contribution was not deducted
 in computing the income of the employ-
 er for a preceding taxation year.

(7) For the purposes of subsection (1), a

contribution made by an employer to a
 registered pension plan in respect of the
 defined benefit provisions of the plan is an
 eligible contribution if it is a prescribed
 contribution or if it complies with par-
 ticular conditions and is made pursuant to
 a recommendation by an actuary in whose
 opinion the contribution is required to be
 made so that the plan will have sufficient
 assets to pay benefits under the defined
 benefit provisions of the plan, as re-
 quired in respect of the employer and
 former employees of the employer, where

- (a) the recommendation is based on an
 actuarial valuation that complies with
 the following conditions, except the con-
 ditions in paragraphs (ii) and (iv) to
 the extent that they are inconsistent
 with any other conditions that apply for
 the purpose of determining whether the
 contribution is an eligible contribution:
- (i) the effective date of the valuation
 is not more than 5 years before the
 day on which the contribution is
 made;
- (ii) actuarial methods and constant
 interest rates are determined in
 accordance with an actuarial funding
 method that produces a reasonable
 matching of contributions with accu-
 mulating benefits;
- (iii) all assumptions made for the
 purposes of the valuation are reason-
 able at the time the valuation is pro-
 posed and at the time the contribution
 is made;
- (iv) the valuation is prepared in
 accordance with generally accepted
 actuarial principles;
- (v) the valuation complies with pre-
 scribed conditions which conditions

1990
 Employment
 Act

1990
 Employment
 Act

(c) in the case of a contribution made to a plan that is a specified multi-employer plan, the contribution was made in accordance with the plan as registered and in respect of periods before the end of the taxation year; and 5

(d) the contribution was not deducted in computing the income of the employer for a preceding taxation year.

Employer contributions — defined benefit provisions

(2) For the purposes of subsection (1), a contribution made by an employer to a registered pension plan in respect of the defined benefit provisions of the plan is an eligible contribution if it is a prescribed contribution or if it complies with prescribed conditions and is made pursuant to a recommendation by an actuary in whose opinion the contribution is required to be made so that the plan will have sufficient assets to pay benefits under the defined benefit provisions of the plan, as registered, in respect of the employees and former employees of the employer, where 10 15 20

(a) the recommendation is based on an actuarial valuation that complies with the following conditions, except the conditions in subparagraphs (iii) and (iv) to the extent that they are inconsistent with any other conditions that apply for the purpose of determining whether the contribution is an eligible contribution: 30

(i) the effective date of the valuation is not more than 4 years before the day on which the contribution is made, 35

(ii) actuarial liabilities and current service costs are determined in accordance with an actuarial funding method that produces a reasonable matching of contributions with accruing benefits, 40

(iii) all assumptions made for the purposes of the valuation are reasonable at the time the valuation is prepared and at the time the contribution is made, 45

(iv) the valuation is prepared in accordance with generally accepted actuarial principles,

(v) the valuation complies with prescribed conditions, which conditions 50

est agréé et pour des périodes antérieures à la fin de l'année;

d) les cotisations n'ont pas été déduites dans le calcul du revenu de l'employeur pour une année d'imposition antérieure. 5

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cotisation qu'un employeur verse à un régime de pension agréé aux termes des dispositions à prestations déterminées du régime est une cotisation admissible si elle est soit visée par règlement, soit conforme aux conditions réglementaires et versée sur le conseil d'un actuaire qui estime le versement nécessaire pour que l'actif du régime suffise à assurer le paiement des prestations prévues pour les employés actuels et anciens de l'employeur par ces dispositions du régime, tel qu'il est agréé, à la condition que le conseil remplisse les conditions suivantes : 10 15 20

a) il est fondé sur une évaluation actuarielle qui remplit les conditions suivantes, exception faite de celles énoncées aux sous-alinéas (iii) et (iv) dans la mesure où elles sont incompatibles avec toute autre condition servant à déterminer si la cotisation est une cotisation admissible: 25

(i) la date de la prise d'effet de l'évaluation tombe dans les quatre ans précédant le jour du versement de la cotisation, 30

(ii) la dette actuarielle et le coût des services courants sont déterminés conformément à une méthode actuarielle de financement qui établit un juste rapport entre les cotisations et les prestations acquises, 35

(iii) toutes les hypothèses formulées en vue de l'évaluation sont raisonnables au moment où celle-ci est établie ainsi qu'au moment où la cotisation est versée, 40

(iv) l'évaluation est établie en conformité avec les principes actuariels généralement reconnus, 45

Cotisations patronales : dispositions à prestations déterminées

may include conditions regarding the benefits that may be taken into account for the purposes of the valuation, and

(vi) where more than one employer participates in the plan, assets and actuarial liabilities are apportioned in a reasonable manner among participating employers in respect of their employees and former employees, and

(b) the recommendation is approved in writing by the Minister on the advice of the Superintendent of Financial Institutions,

and, for the purposes of this subsection and except as otherwise provided by regulation,

(c) the benefits taken into account for the purposes of a recommendation may include anticipated cost-of-living and similar adjustments where the terms of a pension plan do not require that those adjustments be made but it is reasonable to expect that they will be made, and

(d) a recommendation with respect to the contributions required to be made by an employer in respect of the defined benefit provisions of a pension plan may be prepared without regard to such portion of the assets of the plan apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees as does not exceed the least of

(i) the amount of actuarial surplus in respect of the employer,

(ii) 20% of the amount of actuarial liabilities apportioned to the employer in respect of the employer's employees and former employees, and

(iii) the greater of

(A) 2 times the estimated amount of current service contributions that would, if there were no actuarial surplus, be required to be made by the employer and the employer's employees for the 12 months immediately following the effective date of the actuarial valuation on

(v) l'évaluation est conforme aux conditions réglementaires, lesquelles peuvent porter sur les prestations pouvant être prises en compte en vue de l'évaluation,

(vi) dans le cas où plus d'un employeur participe au régime, l'actif et la dette actuarielle de celui-ci sont répartis de façon raisonnable entre les employeurs participants, pour leurs employés actuels et anciens;

b) le ministre l'approuve par écrit sur avis du surintendant des institutions financières.

Pour l'application du présent paragraphe 15 et sauf disposition réglementaire contraire :

c) les prestations prises en compte en vue du conseil peuvent, à titre prévisionnel, faire l'objet de rajustements de coût de vie et d'autres rajustements semblables, lorsque les modalités d'un régime de pension n'en prévoient pas mais qu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils soient apportés,

d) un conseil portant sur les cotisations qu'un employeur est tenu de verser aux termes des dispositions à prestations déterminées d'un régime de pension peut être établi sans qu'il soit tenu compte de la fraction de l'actif du régime, ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants, qui est attribuée à l'employeur pour ses employés actuels et anciens :

(i) le surplus actuariel quant à l'employeur,

(ii) le montant correspondant à 20 % de la dette actuarielle attribuée à l'employeur pour ses employés actuels et anciens,

(iii) le plus élevé des montants suivants :

(A) le double du montant estimatif de cotisations pour services couverts que l'employeur et ses employés devraient verser, s'il n'y avait pas de surplus actuariel, pour les 12 mois suivant la date de la prise d'effet de l'évaluation actua-

was known of the fact that the

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

... of the ... of the ... of the ...

which the recommendation is based, and

(B) the amount that would be determined under subparagraph (ii) if the reference therein to "20%" were read as a reference to "10%".

Filing of actuarial report

(3) Where, for the purposes of subsection (2), a person seeks the Minister's approval of a recommendation made by an actuary in connection with the contributions to be made by an employer to a registered pension plan in respect of the defined benefit provisions of the plan, the person shall file with the Minister a report prepared by the actuary that contains the recommendation and any other information required by the Minister.

Amount of employee's pension contributions deductible

(4) There may be deducted in computing the income of an individual for a taxation year ending after 1990 an amount equal to the aggregate of

Service after 1989

(a) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than a prescribed contribution) made by the individual in the year to a registered pension plan in respect of a period after 1989, to the extent that the contribution was made in accordance with the plan as registered,

Service before 1990 while not a contributor

(b) the least of

(i) the amount, if any, by which (A) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than an additional voluntary contribution or a prescribed contribution) made by the individual in the year or a preceding taxation year and after 1945 to a registered pension plan in respect of a particular year before 1990, if all or any part of the particular year is included in the individual's eligible service under the plan and if

(I) in the case of a contribution that the individual made before March 28, 1988 or was obliged to make under the terms of an agreement in writing entered into before March 28, 1988, the individual was not a contributor

rielle sur laquelle le conseil est fondé,

(B) le montant qui serait calculé selon le sous-alinéa (ii) si le pourcentage de 20 % était remplacé par un pourcentage de 10 %.

Rapports actuariels au ministre

(3) La personne qui, pour l'application du paragraphe (2), demande au ministre d'approuver le conseil d'un actuaire concernant les cotisations qu'un employeur doit verser à un régime de pension agréé aux termes des dispositions à prestations déterminées du régime doit remettre au ministre un rapport, établi par l'actuaire, qui contient le conseil et tous autres renseignements exigés par le ministre.

Cotisations salariales déductibles

(4) Un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1990 le total des montants suivants :

20

a) les cotisations (sauf celles visées par règlement) qu'il verse au cours de l'année à un régime de pension agréé pour une période postérieure à 1989, dans la mesure où il les verse conformément au régime tel qu'il est agréé;

Services postérieurs à 1989

b) le moins élevé des montants suivants :

Services antérieurs à 1990 d'un non-cotisant

(i) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) les cotisations, sauf les cotisations facultatives ou les cotisations visées par règlement, qu'il a versées, au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure mais après 1945, à un régime de pension agréé pour une année donnée antérieure à 1990, si l'année donnée est comprise, en tout ou en partie, dans les services admissibles que le particulier a accomplis dans le cadre du régime et si :

(I) dans le cas de cotisations que le particulier a versées avant le 28 mars 1988 ou est tenu de verser en conformité avec une convention écrite conclue avant cette date, il ne cotisait pas au

déclaré, le montant de la somme de which il s'agit est un montant

N le régime de all income tax and was not a contributor to the fund

1988 and in which the individual entered into before March 30 or an agreement in writing obliged to make under the terms before March 30, 1988 or was

(1) that the individual was 40 (b)(4) and

but determined under clause (1) that it failed in the other- than to which the individual was 32

income under a retirement benefit included in the individual's eligible (8) all or not part of which is to any regulated pension plan or

the individual was not a contributor 30 other spouse (b)(4) and as which

and to the aggregate determined under of contribution that is includ- able in which the individual was

received under a retirement benefit 32 included in the individual's eligible (A) all or not part of which is before 1980 which which is a

X is the number of calendar years after (b)(4) X N) - 8

(b) the amount determined by the (ii) 2,700 and

for the year under (A) 12 included in which the individual was

benefit in respect of contributions income the 4 preceding transition

of in computing the individual's 10 total of which is not a benefit

(B) the aggregate of all amounts which

in any regulated pension benefit 32 included was not a contributor

(1) in any other case, the

contributions received from any source 30 (B) not in the case of contributions in which (b)(4)

business plan le montant encaissé à (A) not in the case of contributions

under a pension agreement : 42 du régime de retraite pour une

N les montants qui ont été versés qu'après (b)(4)

importe quel le montant encaissé à le avant cette date une contribution 30

est leur de lequel en comptant il a été versé le 30 mars 1988 ou

plus dans le cadre du régime, toutes autres régimes de retraite dans les

législateur a ne compté que X du (B) not in the case — in the case of (b)(4)

montant encaissé à le disposition 30 avant une contribution même dans le

régime de retraite et/ou après il a accumulé dans le cadre de l'un

des régimes de retraite dans le 32 contribué en son cas et/ou après il a

montant encaissé de lequel (A) not in the case — in the case of

une contribution : 30 les contributions de 1980, mais, que

X régime, le montant qui a été versé (A) not in the case — in the case of

montant encaissé : 30 (ii) 2,700 X

(1) si l'individu encaisse, selon le (ii) 2,700 X

mont (A) dans le montant encaissé à le date

in the case of contributions received 10 que dans le cadre de l'un des régimes de retraite dans les

to the plan in the particular year,
or
(II) in any other case, the
individual was not a contributor
to any registered pension plan in 5
the particular year

exceeds

(B) the aggregate of all amounts
each of which is an amount deduct-
ed, in computing the individual's 10
income for a preceding taxation
year, in respect of contributions
included in the aggregate deter-
mined in respect of the individual
for the year under clause (A), 15
(ii) \$3,500, and
(iii) the amount determined by the
formula

$$(\$3,500 \times Y) - Z$$

where 20

Y is the number of calendar years
before 1990 each of which is a year
(A) all or any part of which is
included in the individual's eligible
service under a registered pension 25
plan to which the individual has
made a contribution that is includ-
ed in the aggregate determined
under clause (i)(A) and in which
the individual was not a contributor 30
to any registered pension plan, or
(B) all or any part of which is
included in the individual's eligible
service under a registered pension
plan to which the individual has 35
made a contribution

(I) that is included in the aggre-
gate determined under clause
(i)(A), and
(II) that the individual made 40
before March 28, 1988 or was
obliged to make under the terms
of an agreement in writing
entered into before March 28,
1988, and in which the individual 45
was not a contributor to the plan,
and

Z is the aggregate of all amounts
each of which is an amount
deducted, in computing the 50

régime au cours de l'année
donnée,

(II) dans les autres cas, il ne
cotisait à aucun régime de pen-
sion agréé au cours de l'année 5
donnée,

(B) les montants déduits dans le
calcul du revenu du particulier pour
une année d'imposition antérieure
au titre des cotisations incluses 10
dans le montant calculé à la divi-
sion (A),

(ii) 3 500 \$,

(iii) le montant calculé selon la for-
mule suivante : 15

$$(3\ 500 \$ \times Y) - Z$$

où :

Y représente le nombre d'années civi-
les antérieures à 1990 dont cha-
cune correspond : 20

(A) soit à une année — au cours de
laquelle le particulier ne cotisait à
aucun régime de pension agréé —
comprise, en tout ou en partie, dans
les services admissibles qu'il a 25
accomplis dans le cadre d'un
régime de pension agréé auquel il a
versé une cotisation incluse dans le
montant calculé à la division
(i)(A), 30

(B) soit à une année — au cours de
laquelle il ne cotisait pas à un
régime de pension agréé — com-
prise, en tout ou en partie, dans les
services admissibles qu'il a accom- 35
plis dans le cadre du régime auquel
il a versé avant le 28 mars 1988, ou
est tenu de verser en conformité
avec une convention écrite conclue
avant cette date, une cotisation 40
incluse dans le montant calculé à la
division (i)(A), 40

Z les montants déduits dans le calcul
du revenu du particulier pour une
année d'imposition antérieure : 45

(A) soit au titre des cotisations
incluses dans le montant calculé à
la division (i)(A),

(B) soit au titre des cotisations
facultatives versées pour une année 50

visés de l'article 8(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu de l'individu en question.

(n) le montant des montants en- visés à l'article 8(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

10 - (A) les cotisations — tant les coti- sations volontaires, les cotisations obligées par règlement ou les coti- sations obligées dans le total calculé à l'article 8(1)(A) — plus la part de l'excédent, au cours de l'année 1990, d'une année d'imposition anté- rieure mais après 1982, à un régime de pension agréé pour une année donnée antérieure à 1982 qui est comprise, en tout ou en partie, dans 20

les montants admissibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'individu en question, dans le cas où les montants admissibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'individu en question sont inclus dans le montant visé à l'article 8(1)(A) de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

(ii) l'excédent éventuel de 2 002 en- visé à l'article 8(1) de la Loi sur l'impôt sur le revenu déduit en vertu de l'article 8(1)(A) de la Loi sur l'impôt sur le revenu, au cas où le calcul de l'impôt sur le revenu de l'individu en question pour l'année 1990 est effectué en vertu de l'article 8(1)(A) de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

(3) Pour déterminer si les cotisations d'un contribuable pour un régime de pension agréé sont déductibles dans le calcul de son revenu pour une année donnée, on se référera, après 1987 et avant 1991, à un autre régime de pension agréé si ce régime ou à une pension agréée de la Loi sur l'impôt sur le revenu.

individual's income for a preceding taxation year, (A) in respect of contributions included in the aggregate deemed in respect of the individual for the previous year (1)(A) or (B) under subparagraph (1)(ii) (as it read in its application in the 1990 taxation year) in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that satisfies the conditions in the description of Y and

(c) the lesser of (i) the aggregate of all amounts (A) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than an additional voluntary contribution, a prescribed contribu- tion or a contribution included in 20

the aggregate determined in respect of the individual for the year under clause (n)(A)) made by the individual in the year in a preceding taxation year and after 1982 to 22 a registered pension plan in respect of a particular year before 1990 that is included in whole or in part in the individual's eligible services under the plan, and (ii) the amount, if any, by which 30

(B) the aggregate of all amounts each of which is an amount deduct- ed in computing the individual's income for a preceding taxation year in respect of contributions included in the aggregate deter- mined in respect of the individual for the year under clause (A), and

(ii) the amount, if any, by which 30 22,500 exceeds the aggregate of the amounts deducted by reason of paragraph (c) and (d) in computing the individual's income for the year.

(2) For the purpose of determining whether a teacher may deduct an amount contributed by the teacher to a registered pension plan in computing the teacher's income for a taxation year ending after 1990 and before 1995 during which the teacher was employed by Her Majesty or a

Le montant des cotisations admissibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'individu en question.

Le montant des cotisations admissibles pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'individu en question.

individual's income for a preceding taxation year,

(A) in respect of contributions included in the aggregate determined in respect of the individual for the year under clause (i)(A), or (B) under subparagraph 8(1)(m)(ii) (as it read in its application to the 1990 taxation year) in respect of additional voluntary contributions made in respect of a year that satisfies the conditions in the description of Y, and

(c) the lesser of

(i) the amount, if any, by which (A) the aggregate of all amounts each of which is a contribution (other than an additional voluntary contribution, a prescribed contribution or a contribution included in the aggregate determined in respect of the individual for the year under clause (b)(i)(A)) made by the individual in the year or a preceding taxation year and after 1962 to a registered pension plan in respect of a particular year before 1990 that is included, in whole or in part, in the individual's eligible service under the plan

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted, in computing the individual's income for a preceding taxation year, in respect of contributions included in the aggregate determined in respect of the individual for the year under clause (A), and

(ii) the amount, if any, by which \$3,500 exceeds the aggregate of the amounts deducted by reason of paragraphs (a) and (b) in computing the individual's income for the year.

(5) For the purpose of determining whether a teacher may deduct an amount contributed by the teacher to a registered pension plan in computing the teacher's income for a taxation year ending after 1990 and before 1995 during which the teacher was employed by Her Majesty or a

visée à l'élément Y, en application du sous-alinéa 8(1)m(ii) dans sa version applicable à l'année d'imposition 1990;

c) le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) les cotisations — sauf les cotisations facultatives, les cotisations visées par règlement ou les cotisations incluses dans le total calculé à la division b)(i)(A) — que le particulier a versées, au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure mais après 1962, à un régime de pension agréé pour une année donnée antérieure à 1990 qui est comprise, en tout ou en partie, dans les services admissibles qu'il a accomplis dans le cadre du régime, (B) les montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition antérieure au titre des cotisations incluses dans le montant calculé à la division (A),

(ii) l'excédent éventuel de 3 500 \$ sur le total des montants déduits en application des alinéas a) et b) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année.

(5) Pour déterminer si les cotisations qu'un enseignant verse à un régime de pension agréé sont déductibles dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après 1990 et avant 1995 et au cours de laquelle il était au service de Sa Majesté ou d'une personne

5 Services antérieurs à 1990 d'un cotisant

Service before 1990 while a contributor

Teachers

Enseignants

concerning the right to transfer an amount of

(a) if a tax year ends on the 31st of

(b) if the year ends on the 31st of

the number of calendar years

before 1990 each of which is a year

all or any part of which is included in

the individual's eligible service under

a registered pension plan to which the

individual has made a contribution

that is included in the aggregate

amount under clause (1)(A) and

(1)(A).

147.3 (1) The amount is transferred

from a registered pension plan in respect

of the amount if the amount is

transferred on behalf of a

member in full or partial satisfaction of

the member's entitlement to benefits

under a money purchase provision of the

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to provide ben-

efits in respect of the member under a

money purchase provision of that plan

or to a registered retirement savings

person exempt from tax for the year ending

(a) clause (1)(b)(i) (A) that he had

without reference to subsection (1) and

(b) the beneficiary of Y in respect of

group (A)(b)(ii) shall be read as

follows:

(a) the number of calendar years

before 1990 each of which is a year

all or any part of which is included in

the individual's eligible service under

a registered pension plan to which the

individual has made a contribution

that is included in the aggregate

amount under clause (1)(A) and

(1)(A).

147.3 (1) An amount is transferred

from a registered pension plan in respect

of the amount if the amount is

transferred on behalf of a

member in full or partial satisfaction of

the member's entitlement to benefits

under a money purchase provision of the

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to fund benefits

provided in respect of the member under a

147.3 (1) An amount is transferred

from a registered pension plan in respect

of the amount if the amount is

transferred on behalf of a

member in full or partial satisfaction of

the member's entitlement to benefits

under a money purchase provision of the

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to provide ben-

efits in respect of the member under a

money purchase provision of that plan

or to a registered retirement savings

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to fund benefits

provided in respect of the member under a

money purchase provision of that plan

147.3 (1) An amount is transferred

from a registered pension plan in respect

of the amount if the amount is

transferred on behalf of a

member in full or partial satisfaction of

the member's entitlement to benefits

under a money purchase provision of the

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to provide ben-

efits in respect of the member under a

money purchase provision of that plan

or to a registered retirement savings

plan as registered and

(a) is transferred directly to another

registered pension plan to fund benefits

provided in respect of the member under a

money purchase provision of that plan

person exempt from tax for the year under section 149,

(a) clause (4)(b)(i)(A) shall be read without reference to subclauses (I) and (II) thereof; and

(b) the description of Y in subparagraph (4)(b)(iii) shall be read as follows:

“is the number of calendar years before 1990 each of which is a year all or any part of which is included in the individual’s eligible service under a registered pension plan to which the individual has made a contribution that is included in the aggregate determined under clause (i)(A), and”

147.3 (1) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is a single amount;

(b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member’s entitlement to benefits under a money purchase provision of the plan as registered; and

(c) is transferred directly to another registered pension plan to provide benefits in respect of the member under a money purchase provision of that plan or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(2) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

(a) is a single amount;

(b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member’s entitlement to benefits under a money purchase provision of the plan as registered; and

(c) is transferred directly to another registered pension plan to fund benefits provided in respect of the member under a defined benefit provision of that plan.

exonérée d’impôt pour l’année en vertu de l’article 149 :

a) il n’est pas tenu compte des subdivisions (4)(b)(i)(A)(I) et (II);

b) l’élément Y au sous-alinéa (4)(b)(iii) est remplacé par ce qui suit :

«représente le nombre d’années civiles se terminant avant 1990 comprises, en tout ou en partie, dans les services admissibles qu’il a accomplis dans le cadre d’un régime de pension agréé auquel il a versé des cotisations incluses dans le total calculé à la division (i)(A),»

147.3 (1) Un montant est transféré d’un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s’agit d’un montant unique;

b) le montant est transféré pour le compte d’un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à cotisations déterminées du régime tel qu’il est agréé;

c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé pour assurer au participant des prestations aux termes d’une disposition à cotisations déterminées de ce régime, soit à un régime enregistré d’épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

(2) Un montant est transféré d’un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

a) il s’agit d’un montant unique;

b) le montant est transféré pour le compte d’un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à cotisations déterminées du régime tel qu’il est agréé;

c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour

Transfer —
money purchase
to money
purchase or
RRSP

Transfer —
money purchase
to defined
benefit

Transfert entre
cotisations
déterminées ou
à un REER

Transfert de
cotisations
déterminées à
prestations
déterminées

Transfert des fonds
Le montant est transféré dans le régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

(3) Le montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

(a) Il s'agit d'un montant unique.

(b) Le montant est transféré dans le régime de pension agréé conformément à une disposition de la Loi sur le régime de pension agréé.

(c) Le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour lequel il est permis de transférer des fonds.

(d) Le montant est transféré de la pension agréée à une autre pension agréée pour laquelle il est permis de transférer des fonds.

(4) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

(a) Il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est allouée à un autre régime.

(b) Le montant est transféré dans le régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

(c) Le montant est transféré dans le régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

(d) Le montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé pour lequel il est permis de transférer des fonds.

(3) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with the subsection if the amount:

(a) is a single amount;

(b) consists of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;

(c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of the other plan; and

(d) is transferred as a consequence of benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(4) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount:

(a) is a single amount no portion of which relates to an actuarial surplus;

(b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member's entitlement to benefits under a defined benefit provision of the plan as registered;

(c) does not exceed a prescribed amount; and

(d) is transferred directly to another registered pension plan to provide benefits in respect of the member under a money purchase provision of that plan or to a registered retirement savings plan under which the member is the beneficiary (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

Transfert des fonds
Le montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

Transfert des fonds
Le montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

Transfert des fonds
Le montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

Transfert des fonds
Le montant est transféré d'un régime de pension agréé dans un régime de pension agréé conformément aux conditions de ce régime.

Transfer —
defined benefit
to defined
benefit

(3) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) consists of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;
- (c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of the other plan; and
- (d) is transferred as a consequence of benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(4) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount no portion of which relates to an actuarial surplus;
- (b) is transferred on behalf of a member in full or partial satisfaction of the member's entitlement to benefits under a defined benefit provision of the plan as registered;
- (c) does not exceed a prescribed amount; and
- (d) is transferred directly to another registered pension plan to provide benefits in respect of the member under a money purchase provision of that plan or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

Transfer —
defined benefit
to money
purchase or
RRSP

financer les prestations assurées au participant aux termes d'une disposition à prestations déterminées de ce régime.

(3) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;
- c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à prestations déterminées de ce régime;
- d) le montant est transféré du fait que des prestations sont prévues par la disposition à prestations déterminées de l'autre régime pour un ou plusieurs particuliers qui participent au régime donné.

5 Transfert entre
prestations
déterminées

(4) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est afférente à un surplus actuariel;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un participant en règlement total ou partiel de son droit aux prestations prévues par une disposition à prestations déterminées du régime tel qu'il est agréé;
- c) le montant ne dépasse pas le montant prescrit;
- d) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé pour assurer au participant des prestations aux termes d'une disposition à cotisations déterminées de ce régime, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

25 Transfert de
prestations
déterminées à
cotisations
déterminées ou
à un REER

30

35

40

45

(3) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

...transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount... (3) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(4) A single person, no portion of which falls to an actual person...

(5) A transfer of assets in respect of a registered pension plan for the benefit of the member or to a registered pension plan...

(6) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(7) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(1) The amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(2) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(3) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(4) A single person, no portion of which falls to an actual person...

(5) A transfer of assets in respect of a registered pension plan for the benefit of the member or to a registered pension plan...

(6) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

(7) An amount is transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

...transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

...transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

...transferred from a registered pension plan to someone with this subsection if the amount...

Transfer to RPP or RRSP for spouse on marriage breakdown

(5) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) is transferred on behalf of an individual who is a spouse or former spouse of a member of the plan and who is entitled to the amount pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written agreement, relating to a division of property between the member and the individual in settlement of rights arising out of or on a breakdown of their marriage or other conjugal relationship; and
- (c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the individual or to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(5) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint ou l'ancien conjoint d'un participant au régime et qui a le droit de recevoir ce montant conformément à un arrêt, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le participant et le particulier, en règlement, après échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale, des droits du mariage ou d'une telle situation;
- c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé au profit du particulier, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1).

Transfert à un RPA ou à un REER pour le conjoint après échec du mariage

Transfer — pre-1991 contributions

(6) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) is transferred on behalf of a member who is entitled to the amount as a return of contributions made by the member under a defined benefit provision of the plan before 1991, or as interest (computed at a rate not exceeding a reasonable rate) in respect of those contributions; and
- (c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the member or to a registered retirement savings plan under which the member is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).

(6) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un participant qui a le droit de recevoir ce montant à titre de remboursement des cotisations qu'il a versées aux termes d'une disposition à prestations déterminées du régime avant ou à titre d'intérêts calculés à un taux raisonnable sur ces cotisations;
- c) le montant est transféré directement soit à un autre régime de pension agréé au profit du participant, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier au sens du paragraphe 146(1).

Transfert : remboursement de cotisations antérieures à 1991

Transfer — lump sum benefits on death

(7) An amount is transferred from a registered pension plan in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount no portion of which relates to an actuarial surplus;

(7) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

Transfert : prestations forfaitaires au décès

(2)

... ..

(a)

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

...

...

(b) is transferred on behalf of an individual who is entitled to the amount as a consequence of the death of a member of the plan and who was a spouse or former spouse of the member at the date of the member's death; and 5

(c) is transferred directly to another registered pension plan for the benefit of the individual or to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)). 10

Transfer where money purchase plan replaces defined benefit plan

(8) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") in accordance with this subsection if 15

- (a) the amount is a single amount;
- (b) the amount consists of all or any portion of the property held in connection with a defined benefit provision of 20 the transferor plan;
- (c) the amount is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a money purchase provision of the other plan and 25 used to satisfy employer obligations to make contributions under the money purchase provision;
- (d) the amount is transferred in conjunction with the transfer of amounts 30 from the defined benefit provision to the money purchase provision on behalf of all or a significant number of members of the transferor plan whose benefits under the defined benefit provision are 35 replaced by benefits under the money purchase provision; and
- (e) the transfer is acceptable to the Minister and the Minister has so notified the administrator of the transferor 40 plan in writing.

Taxation of amount transferred

(9) Where an amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8), 45

- a) il s'agit d'un montant unique dont aucune fraction n'est afférente à un surplus actuariel;
- b) le montant est transféré pour le compte d'un particulier qui est le conjoint ou l'ancien conjoint d'un participant au régime au décès de celui-ci et qui a le droit de recevoir ce montant par suite de ce décès; 5
- c) le montant est transféré directement 10 soit à un autre régime de pension agréé au profit du particulier, soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier au sens du paragraphe 146(1). 15

Transfert : remplacement d'un régime à prestations déterminées

(8) Un montant est transféré d'un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un montant unique; 20
- b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;
- c) le montant est transféré directement 25 à un autre régime de pension agréé pour qu'il soit détenu relativement à une disposition à cotisations déterminées de ce régime et utilisé pour remplir les obligations d'un employeur de verser des cotisations aux termes de cette disposition; 30
- d) le montant est transféré en même temps que d'autres montants qui sont transférés de la disposition à prestations déterminées à la disposition à cotisations 35 déterminées pour le compte d'un nombre important de participants au régime donné, sinon tous, et les prestations qui leur sont assurées aux termes de la disposition à prestations déterminées sont remplacées par des prestations prévues par la disposition à cotisations 40 déterminées;
- e) le ministre, jugeant le transfert acceptable, en a avisé l'administrateur 45 du régime donné par écrit.

Imposition des transferts

(9) Les montants transférés conformément à l'un des paragraphes (1) à (8) ne peuvent :

Page 1

Page 2

Page 3

Page 4

1. The first section of the report discusses the current state of the industry and the challenges it faces. It highlights the need for innovation and the importance of maintaining a competitive edge in a rapidly changing market.

2. The second section provides a detailed analysis of the market trends and the impact of technological advancements. It notes that while digital transformation offers significant opportunities, it also presents new risks and requires a strategic approach to implementation.

3. The third section outlines the key findings of the research and the implications for the organization. It suggests that a focus on customer experience and operational efficiency will be critical for long-term success.

4. The fourth section offers recommendations for the future, including the need for continuous learning and the development of a strong talent pipeline. It also emphasizes the importance of collaboration and partnerships in driving growth.

5. Finally, the report concludes with a summary of the main points and a call to action for the leadership team to take decisive steps towards the proposed strategy.

6. The fifth section of the report details the specific initiatives and projects that will be undertaken to address the identified challenges. It includes a timeline and a budget for these efforts.

7. The sixth section discusses the metrics and key performance indicators (KPIs) that will be used to track the progress of the organization. It stresses the importance of regular reporting and transparency in the data.

8. The seventh section provides an overview of the risks associated with the proposed strategy and the measures that will be taken to mitigate them. It also identifies potential opportunities for growth and innovation.

9. The eighth section offers a final perspective on the organization's future and the role of each employee in achieving the organization's goals. It encourages a sense of ownership and accountability among all team members.

10. The report ends with a statement of confidence in the organization's ability to overcome the challenges ahead and to achieve its long-term vision.

Page 5

Page 6

Page 7

(a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of any taxpayer; and

(b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.

a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en application du sous-alinéa 56(1)a(i);

b) faire l'objet d'une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d'un contribuable.

Idem

(10) Where an amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the "transferor plan") to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan (in this subsection referred to as the "transferee plan") on behalf of an individual and the transfer is not in accordance with any of subsections (1) to (7),

(a) notwithstanding section 254, the amount shall be deemed to have been paid from the transferor plan to the individual; and

(b) the individual shall be deemed to have paid the amount as a contribution or premium to the transferee plan.

(10) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite pour le compte d'un particulier et que le transfert n'est pas conforme à l'un des paragraphes (1) à (7), les règles suivantes s'appliquent :

a) par dérogation à l'article 254, le montant est réputé avoir été versé au particulier par le régime qui le verse ou le transfère;

b) le particulier est réputé avoir payé le montant à titre de cotisation à l'autre régime de pension agréé ou à titre de prime au régime enregistré d'épargne-retraite.

Idem

Division of transferred amount

(11) Where an amount is transferred from a registered pension plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan and a portion, but not all, of the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8),

(a) subsection (9) applies with respect to the portion of the amount that is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8); and

(b) subsection (10) applies with respect to the remainder of the amount.

(11) Lorsqu'un montant est transféré d'un régime de pension agréé à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite et qu'une fraction seulement de ce montant est transférée conformément à l'un des paragraphes (1) à (8), les règles suivantes s'appliquent :

a) le paragraphe (9) s'applique à cette fraction du montant;

b) le paragraphe (10) s'applique au reste du montant.

Versement ou transfert partiel

Restriction re transfers

(12) A registered pension plan becomes a revocable plan at any time that an amount is transferred from the plan to another registered pension plan or to a registered retirement savings plan unless

(a) the amount is transferred in accordance with any of subsections (1) to (8); or

(b) where the amount is transferred on behalf of an individual,

(12) L'agrément d'un régime de pension agréé peut être retiré dès qu'un montant est transféré de celui-ci à un autre régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, sauf dans les cas suivants :

a) le transfert est conforme à l'un des paragraphes (1) à (8);

b) s'il s'agit d'un transfert pour le compte d'un particulier :

Restriction concernant les transferts

(1) the amount is determined by the individual under paragraph 60(1) or (2), or

(2) the Federal Budgetary Standards Act, 1987 or a similar law or a provision provides the payment of the amount to the individual.

(1) The amount is determined by the individual under paragraph 60(1) or (2), or

(2) the Federal Budgetary Standards Act, 1987 or a similar law or a provision provides the payment of the amount to the individual.

(13) Lorsque, au moment d'appliquer le régime de pensions établi au cours d'une année civile pour le compte d'un particulier, on détermine l'année de l'assuré duquel on détermine l'assuré au paragraphe 11(1) ou (2) et que l'assuré du régime peut être vué à la fois au Canada et dans un autre pays, on applique la règle de l'assuré dans le pays où l'assuré est résident au moment de l'application de la loi.

(14) Pour l'application du présent article et de ses règlements d'application, si un bien dévolu est réparti à plusieurs personnes, on donne priorité à verser les paiements établis par les autres règimes de pension pour lesquels on est tenu de verser des paiements.

(15) Les paragraphes 147(1) à (15) de la Loi de la même loi édictée par le paragraphe (1) s'appliquent après 1988.

(13) Where, at the time of applying the pension regime established in the course of a calendar year of an individual from a registered pension plan on behalf of a member of the plan or of a beneficiary of the plan, it would be for the individual, or the individual with dependent (1) or (2), and

(14) The plan becomes, at the end of the year, a revocable plan as a consequence of an event determined under any of paragraphs 147(1)(a) and (b) and (2)(a) and (b) with respect to the member (whether or not such an excess number is also determined with respect to any other member),

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or attributed to the member in the year or from amounts reasonably attributable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressly provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that was not transferred in accordance with subsection (1) or (2), as the case may be.

(14) Pour l'application du présent article et de ses règlements d'application, si un bien dévolu est réparti à plusieurs personnes, on donne priorité à verser les paiements établis par les autres règimes de pension pour lesquels on est tenu de verser des paiements.

(15) Les paragraphes 147(1) à (15) de la Loi de la même loi édictée par le paragraphe (1) s'appliquent après 1988.

(16) Les définitions de «single amount» et «single amount» in subsection 147(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1988, except that:

(a) the definition «single amount» provided in subsection 147(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1988; and

(b) the definition «single amount» in subsection 147(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1988.

(14) For the purpose of this section and the regulations, where property held in connection with a particular pension plan is made available to pay benefits under another pension plan, the property shall be deemed to have been transferred from the particular plan to the other plan.

(15) Subsections 147(1) to (15) and section 147.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1988, except that:

(a) the definition "single amount" provided in subsection 147(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1988; and

(b) the definition "single amount" in subsection 147(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1988.

- (i) the amount is deductible by the individual under paragraph 60(j) or (j.2), or
 (ii) the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province prohibits the payment of the amount to the individual. 5

- (i) ou bien celui-ci peut le déduire en application de l'alinéa 60j) ou j.2),
 (ii) ou bien la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou une loi provinciale semblable interdit 5 de verser ce montant au particulier.

Excess transfer

(13) Where

(a) the transfer in a calendar year of an amount from a registered pension plan 10 on behalf of a member of the plan would, but for this subsection, be in accordance with subsection (1) or (2), and

(b) the plan becomes, at the end of the 15 year, a revocable plan as a consequence of an excess determined under any of paragraphs 147.1(8)(a) and (b) and (9)(a) and (b) with respect to the member (whether or not such an excess 20 is also determined with respect to any other member),

such portion of the amount transferred as may reasonably be considered to derive from amounts allocated or reallocated to 25 the member in the year or from earnings reasonably attributable to those amounts shall, except to the extent otherwise expressly provided in writing by the Minister, be deemed to be an amount that was 30 not transferred in accordance with subsection (1) or (2), as the case may be.

Deemed transfer

(14) For the purposes of this section and the regulations, where property held in connection with a particular pension plan 35 is made available to pay benefits under another pension plan, the property shall be deemed to have been transferred from the particular plan to the other plan."

(2) Subsections 147.1(1) to (15) and section 147.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1988 except that

- (a) the definition "money purchase provision" in subsection 147.1(1) of the said 45 Act, as enacted by subsection (1), is applicable after 1985; and
 (b) the definitions "defined benefit provision" and "single amount" in subsection

(13) Lorsqu'un montant transféré d'un régime de pension agréé, au cours d'une année civile, pour le compte d'un participant au régime serait, en l'absence du 10 présent paragraphe, conforme au paragraphe (1) ou (2) et que l'agrément du régime peut être retiré à la fin de l'année à cause d'un excédent déterminé en application de l'un des alinéas 147.1(8)a) et b) et (9)a) et 15 b) pour le participant — indépendamment du fait qu'un tel excédent soit aussi déterminé pour un autre participant —, la fraction du montant transféré qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de 20 montants attribués ou attribués de nouveau au participant au cours de l'année ou de revenus imputables à juste titre à ces montants est réputée être un montant qui n'a pas été transféré conformément au 25 paragraphe (1) ou (2), selon le cas, sauf dans la mesure que le ministre prévoit expressément par écrit.

Excédent de transfert

(14) Pour l'application du présent article et de ses règlements d'application, les 30 biens détenus relativement à un régime de pension donné qui servent à verser les prestations prévues par un autre régime de pension sont réputés avoir été transférés du régime donné à l'autre régime.» 35

Présomption de transfert

(2) Les paragraphes 147.1(1) à (15) et l'article 147.2 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent après 1988. Toutefois :

- a) la définition de «disposition à cotisations déterminées», au paragraphe 147.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique après 1985;
 b) les définitions de «disposition à prestations déterminées» et de «montant unique», 45

147.1(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable after 1987.

(3) Section 147.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable in respect of amounts transferred after 1987 except that, in its application in respect of amounts transferred before 1989, section 147.3 shall be read as follows:

“**147.3** (1) An amount is transferred from a registered pension plan (in this subsection referred to as the “transferor plan”) in accordance with this subsection if the amount

- (a) is a single amount;
- (b) consists of all or any part of the property held in connection with a defined benefit provision of the transferor plan;
- (c) is transferred directly to another registered pension plan to be held in connection with a defined benefit provision of that other plan; and
- (d) is transferred as a consequence of benefits becoming provided under the defined benefit provision of the other plan to one or more individuals who were members of the transferor plan.

(2) Where an amount is transferred in accordance with subsection (1),

- (a) the amount shall not, by reason only of that transfer, be included by reason of subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of any taxpayer; and
- (b) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the amount in computing the income of any taxpayer.”

17. (1) Subsection 152(6) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“(b.1) a deduction under paragraph 60(i) in respect of a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid in a subsequent taxation year under a registered retirement sav-

au paragraphe 147.1(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s’appliquent après 1987.

(3) L’article 147.3 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s’applique aux montants transférés après 1987. Toutefois, pour son application aux montants transférés avant 1989, cet article est remplacé par ce qui suit :

«**147.3** (1) Un montant est transféré d’un régime de pension agréé donné conformément au présent paragraphe si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s’agit d’un montant unique;
- b) le montant représente tout ou partie des biens détenus relativement à une disposition à prestations déterminées du régime donné;
- c) le montant est transféré directement à un autre régime de pension agréé pour qu’il soit détenu relativement à une disposition à prestations déterminées de ce régime;
- d) le montant est transféré du fait que des prestations sont prévues par la disposition à prestations déterminées de l’autre régime pour un ou plusieurs particuliers qui participent au régime donné.

(2) Les montants transférés conformément au paragraphe (1) ne peuvent :

- a) de ce seul fait, être inclus dans le calcul du revenu d’un contribuable en application du sous-alinéa 56(1)(a)(i);
- b) faire l’objet d’une déduction selon la présente loi dans le calcul du revenu d’un contribuable.»

17. (1) Le paragraphe 152(6) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa b), de ce qui suit :

«b.1) déduction, en application de l’alinéa 60i), relativement à une prime, au sens du paragraphe 146(1), versée au cours d’une année d’imposition subséquente dans le cadre d’un régime enre-

l'application de la Loi en matière de régime de retraite.

71. (2) Les paragraphes (1) s'appliquent aux régimes de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

72. (1) Le paragraphe 63(1) de la Loi sur les revenus est amendé par ce qui suit :

- (a) toutes les règles de régime de retraite pour l'acquisition de la résidence habituelle, à l'exception de l'article 63(1) de la Loi sur les revenus ;
- (b) toutes les règles de régime de retraite pour l'acquisition de la résidence habituelle, à l'exception de l'article 63(1) de la Loi sur les revenus ;
- (c) toutes les règles de régime de retraite pour l'acquisition de la résidence habituelle, à l'exception de l'article 63(1) de la Loi sur les revenus ;
- (d) toutes les règles de régime de retraite pour l'acquisition de la résidence habituelle, à l'exception de l'article 63(1) de la Loi sur les revenus ;

73. (1) L'article 173 de la Loi sur les revenus est amendé par adjonction de ce qui suit :

«(2) Pour l'application de la Loi en matière de régime de retraite, les règles de régime de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 1991 s'appliquent aux régimes de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 1991.»

74. (1) Les paragraphes (1) s'appliquent aux régimes de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 1991. (2) Le paragraphe 63(1) de la Loi sur les revenus est amendé par ce qui suit :

l'application de la Loi en matière de régime de retraite.

71. (2) Les paragraphes (1) s'appliquent aux régimes de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

72. (1) Subsection 63(1) of the Act is amended by striking out the word "or", at the end of paragraph (c), thereof and by replacing all that portion of the subsection following that paragraph and substituting the following therefor:

- (a) refuse to register for the purposes of the Act any pension plan or group of plans under subsection 147(1)(1) to the administrator of a registered pension plan that the Minister proposes to make its registration;
- (b) refuse to accept an amendment to a registered pension plan;
- (c) refuse to accept for registration for the purposes of the Act any retirement pension fund;
- (d) refuse to accept for registration for the purposes of the Act any retirement pension fund;

73. (1) Section 173 of the Act is further amended by adding therein the following subsection:

"(2) For the purposes of subsection (1), the Minister shall be deemed to have done so.

(a) to register for the purposes of the Act any pension plan or group of plans under subsection 147(1)(1) to the administrator of a registered pension plan that the Minister proposes to make its registration;

ings plan where the premium is deductible by reason of subsection 146(6.1),”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1991 and subsequent taxation years.

18. (1) Subsection 172(3) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (e) thereof and by repealing all that portion of the subsection following that paragraph and substituting the following therefor:

“(f) refuses to register for the purposes of this Act any pension plan or gives notice under subsection 147.1(11) to the administrator of a registered pension plan that the Minister proposes to 15 revoke its registration,

(f.1) refuses to accept an amendment to a registered pension plan, or

(g) refuses to accept for registration for the purposes of this Act any retirement 20 income fund,

the applicant or the organization, foundation, association or registered charity, as the case may be, in a case described in paragraph (a) or (a.1), the applicant in a 25 case described in paragraph (b), (d), (e) or (g), a trustee under the plan or an employer of employees who are beneficiaries under the plan, in a case described in paragraph (c), or the administrator of the 30 plan or an employer who participates in the plan, in a case described in paragraph (f) or (f.1), may appeal from such decision or from the giving of such notice to the Federal Court of Appeal.” 35

(2) Section 172 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(5) For the purposes of subsection (3), the Minister shall be deemed to have 40 refused

(a) to register for the purposes of this Act any pension plan, or

(b) to accept an amendment to a registered pension plan 45

where the Minister has not notified the applicant of the Minister’s disposition of

gistré d’épargne-retraite et déductible en application du paragraphe 146(6.1),»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1991 et suivantes.

5 18. (1) Le passage du paragraphe 172(3) de la même loi qui suit l’alinéa e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) refuse d’agréer un régime de pension, pour l’application de la présente loi, ou envoie à l’administrateur d’un 10 régime de pension agréé l’avis d’intention prévu au paragraphe 147.1(11), selon lequel il entend retirer l’agrément du régime,

f.1) refuse d’accepter une modification 15 à un régime de pension agréé,

g) refuse de procéder à l’enregistrement d’un fonds de revenu de retraite, pour l’application de la présente loi,

le demandeur ou l’oeuvre, la fondation, 20 l’association ou l’organisme enregistré, selon le cas, dans une situation visée à l’alinéa a) ou a.1), le demandeur, dans une situation visée à l’alinéa b), d), e) ou g), le fiduciaire du régime ou l’employeur dont 25 les employés sont bénéficiaires du régime, dans une situation visée à l’alinéa c), ou l’administrateur du régime ou l’employeur qui participe au régime, dans une situation visée à l’alinéa f) ou f.1), peuvent interje- 30 ter appel à la Cour d’appel fédérale de cette décision ou de la signification de cet avis.»

(2) L’article 172 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 35

«(5) Pour l’application du paragraphe 3) (3), le ministre est réputé avoir refusé d’agréer un régime de pension dans le cadre de la présente loi ou d’accepter une modification à un régime de pension agréé 40 s’il n’a pas avisé le demandeur de sa décision concernant la demande dans l’année suivant son dépôt. Dans ce cas, il peut être interjeté appel du refus à la Cour d’appel fédérale, conformément à l’article 180, par 45

Idem

Idem

le délai à courir pour l'interjet en tout cas, en application du paragraphe (3) et par référence au paragraphe (4) de la Loi.

(7) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 10 après 1988.

49. (1) La présente Loi (1987) de la Loi 10 est adoptée et remplacée par ce qui suit :

180. (1) Un appel à la Cour d'appel fédérale prévu au paragraphe 171(2) est introduit en déposant au greffe de la Cour dans les 30 jours suivants, après la

a) la date de rendu ou, par la partie appélee de la décision, dans les 120 jours de la date de rendu de la décision ou de la date de l'ordonnance de certification d'expédition de l'arrêt, ou de la date de l'arrêt de l'arrêt ou de la date de la décision.

b) la date de mise à la vente de la propriété de la partie appélee ou la date de la décision de la Cour d'appel fédérale en matière de certification de l'arrêt.

c) la date de mise à la vente de la propriété de la partie appélee ou la date de la décision de la Cour d'appel fédérale en matière de certification de l'arrêt.

d) la date de la décision de la Cour d'appel fédérale en matière de certification de l'arrêt.

e) la date de la décision de la Cour d'appel fédérale en matière de certification de l'arrêt.

(2) Les paragraphes (1) s'appliquent après 1988.

28. (1) L'article 201 de la Loi est modifié en conséquence.

the application within 1 year after the filing of the application with the Minister, and, in any such case, an appeal from such a decision to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection (2) may, notwithstanding anything in subsection 180(1), be instituted under section 180 at any time by filing a notice of appeal in the Court.

(2) Subsections (1) and (3) are applicable after 1988.

19. (1) Subsection 180(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"180. (1) An appeal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection 171(2) may be instituted by filing a notice of appeal in the Court within 30 days from the date the decision of the Minister to refuse the application for registration or for a certificate of estimation, or to revoke the registration, to designate or to refuse to designate was made, or otherwise transmitted in writing by the Minister to the party instituting the appeal.

(2) The making of notice to the register of the registered pension plan under subsection 147(11) or (12) is, for the purpose of this section, the making of a decision.

(3) The making of notice to the register of the registered pension plan under subsection 147(11) or (12) is, for the purpose of this section, the making of a decision.

(4) The making of notice to the register of the registered pension plan under subsection 147(11) or (12) is, for the purpose of this section, the making of a decision.

(5) The making of notice to the register of the registered pension plan under subsection 147(11) or (12) is, for the purpose of this section, the making of a decision.

(3) Subsection (1) is applicable after 1988.

28. (1) Section 201 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appeal to Federal Court of Appeal

Appeal to Federal Court of Appeal

the application within 1 year after the filing of the application with the Minister, and, in any such case, an appeal from such refusal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection (3) may, notwithstanding anything in subsection 180(1), be instituted under section 180 at any time by filing a notice of appeal in the Court.”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable after 1988.

19. (1) Subsection 180(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“180. (1) An appeal to the Federal Court of Appeal pursuant to subsection 172(3) may be instituted by filing a notice of appeal in the Court within 30 days from

(a) the time the decision of the Minister to refuse the application for registration or for a certificate of exemption, to revoke the registration, to designate or to refuse to designate was mailed, or otherwise communicated in writing, by the Minister to the party instituting the appeal,

(b) the mailing of notice to the registered charity or registered Canadian amateur athletic association under subsection 168(1),

(c) the mailing of notice to the administrator of the registered pension plan under subsection 147.1(11), or

(d) the time the decision of the Minister to refuse the application for acceptance of the amendment to the registered pension plan was mailed, or otherwise communicated in writing, by the Minister to any person,

as the case may be, or within such further time as the Court of Appeal or a judge thereof may, either before or after the expiry of those 30 days, fix or allow.”

(2) Subsection (1) is applicable after 1988.

20. (1) Section 201 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

le dépôt à cette Cour d'un avis d'appel, en tout temps, en application du paragraphe (3) et par dérogation au paragraphe 180(1).»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 10 après 1988.

19. (1) Le paragraphe 180(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«180. (1) Un appel à la Cour d'appel fédérale prévu au paragraphe 172(3) est introduit en déposant un avis d'appel à la Cour dans les 30 jours suivant, selon le cas :

a) la date de réception par la partie appelante de la décision écrite du ministre de refuser la demande d'agrément ou de certification d'exemption, de retirer l'agrément ou de faire ou de refuser de faire une désignation,

b) la date de mise à la poste de l'avis à l'organisme de charité enregistré ou à l'association canadienne enregistrée de sport amateur, en application du paragraphe 168(1),

c) la date de mise à la poste de l'avis à l'administrateur du régime de pension agréé, en application du paragraphe 147.1(11),

d) la date de réception par une personne de la décision écrite du ministre de refuser la demande d'acceptation de la modification au régime de pension agréé,

ou dans un autre délai que peut fixer ou accorder la Cour d'appel ou l'un de ses juges, avant ou après l'expiration des 30 jours susmentionnés.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1988.

20. (1) L'article 201 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Small text in the top left corner, possibly a page number or header.

Text block 1, top left column.

Text block 2, top left column.

Text block 3, top left column.

Text block 4, top left column.

Text block 5, top left column.

Text block 6, top left column.

Text block 7, top left column.

Text block 8, top left column.

Text block 9, top left column.

Text block 10, top left column.

Text block 11, top left column.

Text block 12, top left column.

Text block 1, top right column.

Text block 2, top right column.

Text block 3, top right column.

Text block 4, top right column.

Text block 5, top right column.

Text block 6, top right column.

Text block 7, top right column.

Text block 8, top right column.

Text block 9, top right column.

Text block 10, top right column.

Text block 11, top right column.

Text block 12, top right column.

Small text in the top right corner.

Small text in the middle right area.

Small text in the middle right area.

Small text in the bottom right area.

Small text in the middle left area.

Small text in the bottom left area.

Tax where inadequate consideration on purchase or sale

“201. Every trust governed by a deferred profit sharing plan or a revoked plan shall, for each calendar year after 1990, pay a tax equal to 50% of the aggregate of all amounts each of which is, by reason of subsection 147(18), an amount taxable under this section for the year.”

«201. La fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou un régime dont l'agrément est retiré doit payer, pour chaque année civile postérieure à 1990, un impôt égal à 50 % du total des montants dont chacun représente, par application du paragraphe 147(18), un montant imposable selon le présent article pour l'année.»

Impôt en cas de contrepartie insuffisante pour l'achat ou la vente

(2) Subsection (1) is applicable with respect to tax payable for the 1991 and subsequent years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'impôt payable pour les années 1991 et suivantes.

21. (1) Section 204.1 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

21. (1) L'article 204.1 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Tax payable by individuals — contributions after 1990

“(2.1) Where, at the end of any month after December 1990, an individual has a cumulative excess amount in respect of registered retirement savings plans, the individual shall, in respect of that month, pay a tax under this Part equal to 1% of that cumulative excess amount.”

«(2.1) Le particulier qui, à la fin d'un mois donné postérieur au mois de décembre 1990, a un excédent cumulatif au titre de régimes enregistrés d'épargne-retraite doit, pour ce mois, payer un impôt selon la présente partie égal à 1 % de cet excédent.»

Impôt payable par les particuliers — cotisations postérieures à 1990

(2) Section 204.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 204.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Waiver of tax

“(4) Where an individual would, but for this subsection, be required to pay a tax under subsection (1) or (2.1) in respect of a month and the individual establishes to the satisfaction of the Minister that

«(4) Le ministre peut renoncer à l'impôt dont un particulier serait, en l'absence du présent paragraphe, redevable pour un mois selon le paragraphe (1) ou (2.1), si celui-ci établit à la satisfaction du ministre que l'excédent ou l'excédent cumulatif qui est frappé de l'impôt fait suite à une erreur acceptable et que les mesures indiquées pour éliminer l'excédent ont été prises.»

Renonciation

(a) the excess amount or cumulative excess amount on which the tax is based arose as a consequence of reasonable error, and

(b) reasonable steps are being taken to eliminate the excess,

the Minister may waive the tax.”

(3) Subsection (1) is applicable after 1990.

(3) Le paragraphe (1) s'applique après 1990.

22. (1) Subsection 204.2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. (1) Le paragraphe 204.2(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of “excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans”

“204.2 (1) “Excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans” of an individual at a particular time means,

«204.2 (1) L'excédent d'un particulier pour une année au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite à un moment

Excédent au titre des REER

M + C = A + B
M + C = B + A

1. The first equation is $M + C = A + B$.
 2. The second equation is $M + C = B + A$.
 3. Subtracting the second equation from the first equation, we get $A - B = B - A$, which simplifies to $2A = 2B$, or $A = B$.
 4. Substituting $A = B$ into the first equation, we get $M + C = A + A$, or $M + C = 2A$.
 5. This means that the sum of M and C is twice the value of A.

6. If we let $A = 1$, then $M + C = 2$.
 7. This means that the possible values for M and C are (1, 1) or (2, 0).

8. If we let $A = 2$, then $M + C = 4$.
 9. This means that the possible values for M and C are (2, 2) or (3, 1) or (1, 3) or (4, 0).

10. If we let $A = 3$, then $M + C = 6$.
 11. This means that the possible values for M and C are (3, 3) or (4, 2) or (2, 4) or (5, 1) or (1, 5) or (6, 0).

12. The possible values for A are 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

13. The possible values for M and C are (1, 1) through (20, 20).

14. There are 20 possible values for A, and for each value of A, there are A possible values for (M, C).
 15. Therefore, there are a total of $1 + 2 + 3 + \dots + 20 = \frac{20 \cdot 21}{2} = 210$ possible solutions.

16. The first equation is $M + C = A + B$.
 17. The second equation is $M + C = B + A$.
 18. Subtracting the second equation from the first equation, we get $A - B = B - A$, which simplifies to $2A = 2B$, or $A = B$.
 19. Substituting $A = B$ into the first equation, we get $M + C = A + A$, or $M + C = 2A$.
 20. This means that the sum of M and C is twice the value of A.

21. If we let $A = 1$, then $M + C = 2$.
 22. This means that the possible values for M and C are (1, 1) or (2, 0).

23. If we let $A = 2$, then $M + C = 4$.
 24. This means that the possible values for M and C are (2, 2) or (3, 1) or (1, 3) or (4, 0).

25. If we let $A = 3$, then $M + C = 6$.
 26. This means that the possible values for M and C are (3, 3) or (4, 2) or (2, 4) or (5, 1) or (1, 5) or (6, 0).

27. The possible values for A are 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

28. The possible values for M and C are (1, 1) through (20, 20).

29. There are 20 possible values for A, and for each value of A, there are A possible values for (M, C).
 30. Therefore, there are a total of $1 + 2 + 3 + \dots + 20 = \frac{20 \cdot 21}{2} = 210$ possible solutions.

31. The first equation is $M + C = A + B$.
 32. The second equation is $M + C = B + A$.
 33. Subtracting the second equation from the first equation, we get $A - B = B - A$, which simplifies to $2A = 2B$, or $A = B$.
 34. Substituting $A = B$ into the first equation, we get $M + C = A + A$, or $M + C = 2A$.
 35. This means that the sum of M and C is twice the value of A.

(a) where the excess amount is for a year after 1990, nil; and

(b) where the excess amount is for a year before 1991, the amount, if any, by which the aggregate of

(i) all amounts paid by the individual to such plans under which the individual or the individual's spouse is the annuitant, other than amounts

(A) to which paragraph 60(j), 10(j.01), (j.1), (j.2) or (l) applies or would, if the individual were resident in Canada throughout the year, apply, or

(B) transferred to the plan in 15 accordance with any of subsections 146(16), 147(19) and 147.3(1) and (4) to (7), and

(ii) all gifts made to such a plan under which the individual is the 20 annuitant, other than gifts made thereto by the individual's spouse, in the year and before the particular time, exceeds the aggregate of

(iii) all amounts that may be deduct- 25 ed in computing the individual's income for the immediately preceding year in respect of those payments, and

(iv) the greater of \$5,500 and the amount that may be deducted in com- 30 puting the individual's income for the year in respect of those payments."

(2) Section 204.2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following 35 subsections:

"(1.1) The cumulative excess amount of an individual in respect of registered retirement savings plans at any time in a taxation year is the amount, if any, by 40 which

(a) the amount of the individual's undeducted RRSP premiums at that time

exceeds 45

(b) the amount determined by the formula

$$A + B - C + M$$

donné correspond, pour les années ci-après, au montant suivant :

a) années postérieures à 1990, zéro;

b) années antérieures à 1991, l'excédent éventuel du total : 5

(i) des montants qu'il verse au cours de l'année et avant le moment donné à de tels régimes dont il est rentier ou dont son conjoint est rentier, à l'exclusion : 10

(A) des montants auxquels l'alinéa 60j), j.01), j.1), j.2) ou l) s'applique ou s'appliquerait si le particulier résidait au Canada tout au long de l'année, 15

(B) des montants transférés au régime conformément à l'un des paragraphes 146(16), 147(19) et 147.3(1) et (4) à (7),

(ii) des dons faits au cours de l'année 20 et avant le moment donné à de tels régimes dont il est rentier, à l'exclusion des dons faits par son conjoint,

sur le total :

(iii) des montants que le particulier 25 peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année précédente relativement à ces versements,

(iv) du plus élevé de 5 500 \$ ou du montant que le particulier peut 30 déduire dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à ces versements.»

(2) Le paragraphe 204.2 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 35 (1), de ce qui suit :

«(1.1) L'excédent cumulatif d'un particulier au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite à un moment donné d'une année d'imposition correspond à 40 l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) les primes non déduites, à ce moment, qu'il a versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite; 45

b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A + B - C + M$$

Cumulative excess amount in respect of RRSPs

Excédent cumulatif au titre des REER

where

- A is the individual's unused RRSP deduction room at the end of the immediately preceding taxation year,
- B is the amount, if any, by which the lesser of the RRSP dollar limit for the year and 18% of the individual's earned income (within the meaning assigned by subsection 146(1)) for the immediately preceding taxation year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the individual's pension adjustment for the immediately preceding taxation year in respect of an employer or a prescribed amount in respect of the taxpayer for the year,
- C is the individual's net past service pension adjustment, at that time, for the year, and
- M is, where the individual attained 18 years of age in a preceding taxation year, \$8,000, and otherwise, nil.

(1.2) For the purposes of subsection (1.1), the amount of undeducted RRSP premiums of an individual at any time in a taxation year is the amount determined by the formula

$$H + I - J$$

where

- H is, for taxation years ending before 1992, nil, and for taxation years ending after 1991, the amount, if any, by which
- (a) the amount of the individual's undeducted RRSP premiums at the end of the immediately preceding taxation year exceeds
- (b) the aggregate of the amounts deducted under subsections 146(5) and (5.1) in computing the individual's income for the immediately preceding taxation year, to the extent that each amount was deducted in respect of premiums paid under registered retirement savings plans in or before that preceding year,

où :

- A représente les déductions inutilisées au titre des REER du particulier à la fin de l'année d'imposition précédente;
- B l'excédent éventuel du moins élevé du plafond REER pour l'année ou de 18 % du revenu gagné du particulier, au sens du paragraphe 146(1), pour l'année d'imposition précédente sur le total des montants dont chacun représente le facteur d'équivalence du particulier pour l'année d'imposition précédente quant à un employeur ou le montant prescrit quant au contribuable pour l'année;
- C le facteur d'équivalence pour services passés net du particulier à ce moment, pour l'année;
- M si le particulier a atteint 18 ans au cours d'une année d'imposition antérieure, 8 000 \$; sinon, zéro.

(1.2) Pour l'application du paragraphe (1.1), les primes non déduites, à un moment donné d'une année d'imposition, qu'un particulier a versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite sont calculées selon la formule suivante :

$$H + I - J$$

où :

- H représente zéro pour les années d'imposition se terminant avant 1992 et, pour les années d'imposition postérieures à 1991, l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :
- a) les primes non déduites, à la fin de l'année d'imposition précédente, que le particulier a ainsi versées;
- b) le total des montants qu'il a déduits en application des paragraphes 146(5) et (5.1) dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente, dans la mesure où chaque montant est déduit au titre des primes versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite au cours de cette année ou avant celle-ci;

Undeducted
RRSP
premiums

Primes non
déduites versées
à des REER

1 Le total des montants déductibles reportés :

(v) soit son gain ou son déficit négatif pour 1981, que le particulier a versé au cours de l'année ou avant le moment donné aux termes d'un régime enregistré d'épargne retraite dont il est tenu ou dont son conjoint est tenu, au titre du montant transféré au moment de son décès à l'étranger :

(vi) d'un montant versé au régime au cours des 60 premiers jours de l'année et déduit par le particulier dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente :

(vii) d'un montant versé au régime au cours de l'année et déduit par la partie c) ou d) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente :

(viii) d'un montant versé au régime pour le compte du particulier selon les paragraphes 146(10), 147(9) et 147(11) et (12) :

(ix) d'un montant déduit par le particulier en application de paragraphes 146(1) et 147 de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition précédente :

(x) si le particulier est un non-résident du Canada qui serait déductible en application des articles 60(A), 62) ou A) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente s'il résidait au Canada tout au long de son être résident :

(y) soit son gain ou son déficit de l'année ou son revenu déduit d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est tenu ou de son conjoint qui est tenu par l'épouse ou le conjoint de l'épouse par son régime :

2 L'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa (v) sur le montant visé à l'alinéa (vi) :

3 Le total des montants déductibles reportés et le gain ou le déficit négatif de l'année qui précède le montant visé à l'alinéa (v) ou le gain ou le déficit négatif de l'année qui précède par le particulier :

1 is the aggregate of all amounts each of which :

(v) was his gain or his negative net income for 1981, that he paid or paid out during the year and before that time under a registered retirement savings plan under which the individual or the individual's spouse was the grantor or the individual's spouse was the grantor and before the time the pre-1981 amount was paid or paid out :

(vi) was an amount paid in the year in the year and deducted that was deducted from the individual's income in computing the immediately preceding tax year :

(vii) was an amount paid in the year in the year and deducted under paragraph 60(A), (A2) or (A) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxable year :

(viii) was an amount transferred to the plan on behalf of the individual in accordance with any of subsections 146(9), 147(9) and 147(11) and (12) :

(ix) was an amount deductible under section 146(1) in computing the individual's income for the year or a preceding taxation year or :

(x) where the individual is a non-resident was an amount that would be deductible if the individual were resident in Canada throughout the year and the immediately preceding taxation year :

(xi) was an amount deducted under paragraph 60(A), (A2) or (A) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxation year or :

(xii) was a gain or loss in the year and before that time under a registered retirement savings plan under which the individual or the individual's spouse was the grantor or the individual's spouse was the grantor and before the time the pre-1981 amount was paid or paid out by the individual or the individual's spouse, and :

(xiii) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than the

I is the aggregate of all amounts each of which is

(a) a premium (within the meaning assigned by subsection 146(1)) paid by the individual in the year and before that time under a registered retirement savings plan under which the individual or the individual's spouse was the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)) at the time the premium was paid, other than

(i) an amount paid to the plan in the first 60 days of the year and deducted in computing the individual's income for the immediately preceding taxation year,

(ii) an amount paid to the plan in the year and deducted under paragraph 60(j), (j.1), (j.2) or (l) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxation year,

(iii) an amount transferred to the plan on behalf of the individual in accordance with any of subsections 146(16), 147(19) and 147.3(1) and (4) to (7),

(iv) an amount deductible under subsection 146(6.1) in computing the individual's income for the year or a preceding taxation year, or

(v) where the individual is a non-resident person, an amount that would, if the individual were resident in Canada throughout the year and the immediately preceding taxation year, be deductible under paragraph 60(j), (j.1), (j.2) or (l) in computing the individual's income for the year or the immediately preceding taxation year, or

(b) a gift made in the year and before that time to a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)), other than a gift made thereto by the individual's spouse, and

J is the amount, if any, by which

(a) the aggregate of all amounts each of which is an amount (other than the

I le total des montants dont chacun représente :

a) soit une prime, au sens du paragraphe 146(1), que le particulier a versée au cours de l'année et avant le moment donné aux termes d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier ou dont son conjoint est rentier, au sens du même paragraphe, au moment du versement, à l'exception :

(i) d'un montant versé au régime au cours des 60 premiers jours de l'année et déduit par le particulier dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente,

(ii) d'un montant versé au régime au cours de l'année et déduit par le particulier en application de l'alinéa 60j), j.1), j.2) ou l) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente,

(iii) d'un montant transféré au régime pour le compte du particulier selon les paragraphes 146(16), 147(19) et 147.3(1) et (4) à (7),

(iv) d'un montant déductible par le particulier en application du paragraphe 146(6.1) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(v) si le particulier est un non-résident, du montant qui serait déductible en application des alinéas 60j), j.1), j.2) ou l) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente s'il résidait au Canada tout au long de ces deux années;

b) soit un don fait au cours de l'année et avant le moment donné à un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est rentier, au sens du paragraphe 146(1), à l'exception d'un don fait à ce régime par son conjoint;

J l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) le total des montants dont chacun représente un montant — sauf la partie de celui-ci qui réduit le montant sur lequel l'impôt est payable par le particu-

portion thereof that reduces the amount on which tax is payable by the individual under subsection 204.1(1)) received by the individual in the year and before that time out of or under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund and included in computing the individual's income for the year

exceeds 10

(b) the amount deducted under paragraph 60(l) in computing the individual's income for the year.

(1.3) For the purposes of subsection (1.1), the net past service pension adjustment of an individual, at any time, for a taxation year is the amount determined by the formula

$$P - (F + G)$$

where 20

P is the aggregate of all amounts each of which is the accumulated PSPA of the individual for the year in respect of an employer, determined as of that time in accordance with prescribed rules, 25

F is the amount of the individual's PSPA transfers for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules, and

G is the amount of the individual's PSPA 30 withdrawals for the year, determined as of that time in accordance with prescribed rules.

Deemed receipt where RRSP or RRIF amended

(1.4) For the purposes of subsection (1.2), 35

(a) where an amount in respect of a registered retirement savings plan has been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146(12)(b), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the plan at the time referred to in that paragraph; and

(b) where an amount in respect of a registered retirement income fund has 45

lier selon le paragraphe 204.1(1) — que le particulier a reçu au cours de l'année et avant ce moment d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite et a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année; 5

b) le montant déduit en application de l'alinéa 60l) dans le calcul du revenu du particulier pour l'année. 10

(1.3) Pour l'application du paragraphe (1.1), le facteur d'équivalence pour services passés net d'un particulier, à un moment donné, pour une année d'imposition, est calculé selon la formule suivante : 15

$$P - (F + G)$$

où :

P représente le total des montants dont chacun correspond au facteur d'équivalence pour services passés accumulé du particulier pour l'année quant à un employeur, calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires; 20

F le montant des transferts pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du particulier — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires; 25

G le montant des retraits pour l'année — liés au facteur d'équivalence pour services passés du particulier — calculé à ce moment conformément aux dispositions réglementaires. 30

(1.4) Pour l'application du paragraphe (1.2) : 35 Montant réputé reçu

a) d'une part, le montant qui est inclus en application de l'alinéa 146(12)b) dans le calcul du revenu d'un particulier au titre d'un régime enregistré d'épargne-retraite est réputé provenir du régime et avoir été reçu par le particulier au moment mentionné à cet alinéa; 40

b) d'autre part, le montant qui est inclus en application de l'alinéa 146.3(11)b) dans le calcul du revenu 45

Facteur d'équivalence pour services passés net

4. En particulier au titre d'un fonds commu-
nauté de travaux de travaux en régime
provisoire de fonds et avoir été versé par le
particulier au moment mentionné à cet
article.

(1) Le paragraphe 204.2(1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsque le ministre accepte d'ins-
crire un régime d'épargne-retraite dans
un particulier ou non soumis au régime
au sens du paragraphe 146(1), le régime
est réputé être un régime enregistré
d'épargne-retraite depuis le début de
la date du jour de son entrée en vigueur au
du 22 mai 1976 aux fins de calcul d'une
part, des primes non déduites qui le parti-
cipaire a versées à des régimes enregistrés
d'épargne-retraite à un moment donné, et,
d'autre part, de l'excédent pour une année
au titre des régimes enregistrés d'épargne-
retraite du particulier à un moment
donné.

(4) Le paragraphe 204.2(4) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) L'excédent, à un moment donné,
pour une année régie par un régime de
participation déductible aux bénéfices corres-
pond au total des montants dont chacun
représente :

- (a) soit la partie des cotisations que le
bénéficiaire de régime a versées à la
fin de son régime au moment et après le 22
mai 1976, dans la mesure où elles ne
sont pas remboursées au bénéficiaire
avant ce moment; à l'exception :
- (i) des cotisations qui se rapportent à
des années qui précèdent de l'année
60(x),
- (ii) les montants transférés au
régime pour le compte du bénéficiaire
conformément au paragraphe
147(19);
- (iii) de la partie des cotisations, payé
ou des versements aux sous-traités (i) ou

been included in computing an individual's
income pursuant to paragraph
146.2(1)(b), that amount shall be
deemed to have been received by the
individual out of the fund at the time
referred to in the paragraph.

(2) Subsection 204.2(1) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

"(3) Where a retirement savings plan
under which an individual or the individu-
als spouse is the contributor (within the
meaning assigned by subsection 146(1)) is
accepted by the Minister for registration,
for the purpose of determining

- (a) the amount of undeducted RRSP
contributions of the individual at any time,
and
 - (b) the excess amount for a year in
respect of registered retirement savings
plans of the individual at any time,
- the retirement savings plan shall be
deemed to have become a registered retro-
spective savings plan on the later of the day
on which the plan came into existence and
May 22, 1976.

(4) Subsection 204.2(4) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

"(4) "Excess amount" at any time for a
trust governed by a deferred profit sharing
plan means the aggregate of all amounts
each of which is

- (a) each portion of the aggregate of all
contributions made to the trust before
that time and after May 22, 1976 by a
beneficiary under the plan, other than
(i) contributions that have been
deducted by the beneficiary under
paragraph 60(x),
- (ii) amounts transferred to the plan
on behalf of the beneficiary in respect
of a year with subsection 47(19), or
- (iii) the portion of the contributions
other than contributions referred to in
subparagraphs (i) and (ii) made
by the beneficiary in each calendar
year before 1971, not in excess of
\$2,500.

10
10
10

10
10
10

22
22
22

22
22
22

been included in computing an individual's income pursuant to paragraph 146.3(11)(b), that amount shall be deemed to have been received by the individual out of the fund at the time referred to in that paragraph." 5

(3) Subsection 204.2(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Where a retirement savings plan under which an individual or the individual's spouse is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)) is accepted by the Minister for registration, for the purpose of determining 10

(a) the amount of undeducted RRSP premiums of the individual at any time, and

(b) the excess amount for a year in respect of registered retirement savings plans of the individual at any time, 20

the retirement savings plan shall be deemed to have become a registered retirement savings plan on the later of the day on which the plan came into existence and 25 May 25, 1976."

(4) Subsection 204.2(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(4) "Excess amount" at any time for a 30 trust governed by a deferred profit sharing plan means the aggregate of all amounts each of which is

(a) such portion of the aggregate of all contributions made to the trust before 35 that time and after May 25, 1976 by a beneficiary under the plan, other than

(i) contributions that have been deducted by the beneficiary under paragraph 60(k), 40

(ii) amounts transferred to the plan on behalf of the beneficiary in accordance with subsection 147(19), or

(iii) the portion of the contributions (other than contributions referred to 45 in subparagraphs (i) and (ii)) made by the beneficiary in each calendar year before 1991 not in excess of \$5,500,

d'un particulier au titre d'un fonds enregistré de revenu de retraite est réputé provenir du fonds et avoir été reçu par le particulier au moment mentionné à cet alinéa.» 5

(3) Le paragraphe 204.2(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsque le ministre accepte d'enregistrer un régime d'épargne-retraite dont un particulier ou son conjoint est rentier, 10 au sens du paragraphe 146(1), le régime est réputé être un régime enregistré d'épargne-retraite depuis le dernier en date du jour de son entrée en vigueur ou du 25 mai 1976 aux fins du calcul, d'une 15 part, des primes non déduites que le particulier a versées à des régimes enregistrés d'épargne-retraite à un moment donné, et, d'autre part, de l'excédent pour une année 20 au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite du particulier à un moment donné.»

Régime d'épargne-retraite réputé être enregistré

(4) Le paragraphe 204.2(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) L'excédent, à un moment donné, 25 pour une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéficiaires correspond au total des montants dont chacun représente :

Excédent au titre d'un régime de participation différée aux bénéficiaires

a) soit la partie des cotisations que le 30 bénéficiaire du régime a versées à la fiducie avant ce moment et après le 25 mai 1976, dans la mesure où elles ne sont pas remboursées au bénéficiaire avant ce moment, à l'exception : 35

(i) des cotisations que ce dernier a déduites en application de l'alinéa 60k),

(ii) des montants transférés au régime pour le compte du bénéficiaire 40 conformément au paragraphe 147(19),

(iii) de la partie des cotisations, sauf celles visées aux sous-alinéas (i) et

When retirement savings plan deemed to be a registered plan

Definition of "excess amount" for a DPSP

13. (1) The Commission shall have the right to request any person to furnish such information as it may require for the purposes of this Act.

(2) Any person who fails to comply with a request made under subsection (1) shall be liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for not more than 12 months or to both such fine and such imprisonment.

(3) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(4) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(5) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(6) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

14. (1) The Commission shall have the right to request any person to furnish such information as it may require for the purposes of this Act.

(2) Any person who fails to comply with a request made under subsection (1) shall be liable to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for not more than 12 months or to both such fine and such imprisonment.

(3) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(4) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(5) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

(6) The Commission may, if it is satisfied that it is in the public interest to do so, disclose any information obtained by it under this Act to any person.

as has not been returned to the beneficiary before that time; or

(b) a gift received by the trust before that time and after May 25, 1976.”

(5) Subsection (1) is applicable with respect to payments made to registered retirement savings plans after 1987, except that, in its application with respect to payments made to registered retirement savings plans in 1988,

(a) clause 204.2(1)(b)(i)(A) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to “(j.2)”;

(b) clause 204.2(1)(b)(i)(B) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

“(B) transferred to the plan in accordance with subsection 146(16), and”

(6) Subsections (2) to (4) are applicable after 1988.

23. (1) Subparagraph 212(1)(h)(iii.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii.1) that portion thereof that is transferred by the payer on behalf of the non-resident person, pursuant to an authorization in prescribed form, to a registered pension plan or registered retirement savings plan and that (A) by reason of subsection 147.3(9) would not, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment was made, be included in computing the non-resident person’s income, or (B) by reason of paragraph 60(j) or (j.2) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible in computing the non-resident person’s income for the year,”

(2) Subparagraph 212(1)(l)(i) of the said Act is amended by striking out the word “or”

(ii), que le bénéficiaire a versées au cours de chaque année civile antérieure à 1991, ne dépassant pas 5 500 \$;

b) soit un don que la fiducie a reçu avant ce moment et après le 25 mai 1976.»

(5) Le paragraphe (1) s’applique aux versements effectués à des régimes enregistrés d’épargne-retraite après 1987. Toutefois, pour son application aux versements effectués à des régimes enregistrés d’épargne-retraite en 1988 :

a) il n’est pas tenu compte de la mention j.2) à la division 204.2(1)b)(i)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (1);

b) la division 204.2(1)b)(i)(B) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), est remplacée par ce qui suit :

«(B) des montants transférés au régime conformément au paragraphe 146(16),»

(6) Les paragraphes (2) à (4) s’appliquent après 1988.

23. (1) Le sous-alinéa 212(1)h)(iii.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii.1) que la partie de ce paiement que le payeur transfère pour le compte de la personne non résidente, aux termes d’une autorisation sur formulaire prescrit, à un régime de pension agréé ou à un régime enregistré d’épargne-retraite et qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de l’année d’imposition du paiement, selon le cas :

(A) ne serait pas incluse dans le calcul de son revenu en application du paragraphe 147.3(9),

(B) serait déductible dans le calcul de son revenu pour l’année en application de l’alinéa 60j) ou j.2),»

(2) Le sous-alinéa 212(1)l)(i) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou»

belong to
them and
will be
used for
the good
of the
whole
community

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

QUESTION

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

ANSWER

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

QUESTION

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

ANSWER

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

...but I think that the law is not
intended to be a punishment for
the poor. It is intended to be a
warning to the rich.

The law is not intended to be a
punishment for the poor. It is
intended to be a warning to the
rich.

at the end of clause (A) thereof and the word "and" at the end of clause (B) thereof, by adding the word "or" at the end of clause (B) thereof and by adding thereto the following clause:

"(C) to a carrier as consideration for a registered retirement income fund under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 10 146.3), and"

(3) Paragraph 212(1)(m) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(m) a payment under a deferred profit 15 sharing plan or a plan referred to in subsection 147(15) as a "revoked plan" that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the taxation year in which the payment 20 was made, be required by section 147, if it were read without reference to subsections (10.1) and (20) thereof, to be included in computing the non-resident person's income for the year, other than 25 the portion thereof that is transferred by the payer on behalf of the non-resident person, pursuant to an authorization in prescribed form, to a registered pension plan or registered retirement savings 30 plan and that

(i) by reason of subsection 147(20) would not, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be included in comput- 35 ing the non-resident person's income, or

(ii) by reason of paragraph 60(j.2) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout 40 the year, be deductible in computing the non-resident person's income for the year;"

(4) Paragraph 212(1)(q) of the said Act is repealed and the following substituted 45 therefor:

"(q) a payment out of or under a registered retirement income fund that would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the 50

la fin de la division (A), par remplacement du mot «et» par le mot «ou» à la fin de la division (B) et par adjonction de ce qui suit :

5

«(C) à un émetteur en contrepartie 5 d'un fonds enregistré de revenu de retraite dont la personne non résidente est le rentier, au sens de l'article 146.3, et»

(3) L'alinéa 212(1)m) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«m) d'un paiement effectué aux termes d'un régime de participation différée aux bénéficiaires ou d'un régime dont l'agrément est retiré, visé au paragraphe 147(15), qui, si la personne non rési- 15 dante avait résidé au Canada tout au long de l'année d'imposition où le paiement a été effectué, serait inclus, en application de l'article 147, abstraction faite des paragraphes (10.1) et (20), 20 dans le calcul de son revenu pour l'année, à l'exception de la partie de ce paiement que le payeur transfère pour le compte de cette personne aux termes d'une autorisation sur formulaire pres- 25 crit à un régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite et qui, si cette personne avait résidé au Canada tout au long de l'année, selon le 30 cas :

(i) ne serait pas incluse dans le calcul de son revenu en application du para- graphe 147(20),

(ii) serait déductible dans le calcul de son revenu pour l'année en application 35 de l'alinéa 60j.2);»

(4) L'alinéa 212(1)q) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«q) d'un paiement provenant ou fait en vertu d'un fonds enregistré de revenu de 40 retraite qui, si la personne non résidente avait résidé au Canada tout au long de

Deferred profit sharing plan payments

Régime de participation différée aux bénéficiaires

Registered retirement income fund payments

Fonds enregistré de revenu de retraite

taxation year in which the payment was made, be required by section 146.3 to be included in computing the non-resident person's income for the year, other than the portion thereof that

(i) has been transferred by the payer on behalf of the non-resident person pursuant to an authorization in prescribed form

(A) to a registered retirement savings plan under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146),

(B) to acquire an annuity described in subparagraph 60(l)(ii) under which the non-resident person is the annuitant, or

(C) to a carrier as consideration for a registered retirement income fund under which the non-resident person is the annuitant (within the meaning assigned by section 146.3), and

(ii) would, if the non-resident person had been resident in Canada throughout the year, be deductible in computing the non-resident person's income for the year by virtue of paragraph 60(l);”

(5) Subsections (1), (2) and (4) are applicable with respect to payments made after the day on which this Act is assented to.

(6) Subsection (3) is applicable with respect to payments made after 1988, except that the reference to “paragraph 60(j.2)” in subparagraph 212(1)(m)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall

(a) with respect to payments made on or before the day on which this Act is assented to, be read as a reference to “paragraph 60(j)”; and

(b) with respect to payments made during the period, if any, that is after the day on which this Act is assented to and before 1990, be read as a reference to “paragraph 60(j) or (j.2)”.

24. (1) Paragraph 214(3)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

l'année d'imposition où le paiement a été effectué, serait inclus en application de l'article 146.3 dans le calcul de son revenu pour l'année, à l'exception de la partie de ce paiement qui, à la fois :

(i) est transférée par le payeur pour le compte de cette personne aux termes d'une autorisation sur formulaire prescrit :

(A) soit à un régime enregistré d'épargne-retraite dont cette personne est le rentier, au sens de l'article 146,

(B) soit pour acquérir une rente visée au sous-alinéa 60(l)(ii) dont cette personne est le rentier,

(C) soit à un émetteur en contrepartie d'un fonds enregistré de revenu de retraite dont cette personne est le rentier, au sens de l'article 146.3,

(ii) serait, si cette personne avait résidé au Canada tout au long de l'année, déductible en application de l'alinéa 60(l) dans le calcul de son revenu pour l'année;»

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) s'appliquent aux paiements faits après la date de sanction de la présente loi.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux paiements faits après 1988. Toutefois, la mention de «l'alinéa 60j.2)» au sous-alinéa 212(1)m)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacée par ce qui suit :

a) s'il s'agit de paiements faits au plus tard à la date de sanction de la présente loi, la mention de «l'alinéa 60j)»;

b) s'il s'agit de paiements faits durant la période éventuelle qui suit la date de sanction de la présente loi et précède 1990, la mention de «l'alinéa 60j) ou j.2)».

24. (1) L'alinéa 214(3)i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) lorsque, en application de paragraphes 144(2) ou (3) ou (4), (5) ou (11), il est démontré que l'assujé a obtenu, à titre de revenu, une somme dans le cadre de la loi sur l'assurance-emploi, cette somme est réputée lui avoir été versée à titre de paiement en vertu d'un accord enregistré de versement de sommes.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements effectués après 1982.

25. Le paragraphe du paragraphe 238(1) de la même loi qui précède l'alinéa (a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«238. (1) La personne qui est tenue de payer ou de remplir par une déclaration de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d'application ou qui contracte un paragraphe 147(1) ou 147(1.1) ou (1.2), 147(1.7), 147(1.8) ou 147(1.9) ou à un des articles 230 à 232 ou à un règlement pris en application du paragraphe 147(1.8) ou encore qui contracte à une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) commet une infraction si elle est déclarée coupable de l'infraction par procédure sommaire et que toute pénalité prévue par ailleurs :

26. (1) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa (v), de ce qui suit :

(v) commettre ou permettre qu'elle soit commise, aux fins de la gestion d'un régime de pension agréé, l'infraction visée à l'alinéa 147(10)(a) ou de l'infraction de la loi à la personne par la présente loi.

(2) L'alinéa 241(4)(v) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(v) à un fonctionnaire du Bureau de l'Intendant des institutions financières, ou uniquement aux fins de conseiller

(1) where, by reason of subsections 144(2), (3) or (4), (5) or (11), an amount would, if Part I were applicable, be required to be included in computing a taxpayer's income that amount shall be deemed to have been paid to the taxpayer as a payment under a registered retirement income fund plan.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to payments made after 1982.

25. All that portion of subsection 238(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

«238. (1) Every person who has failed to file or make a return as and when required by or under this Act or a regulation and who has failed to comply with subsection 146(3), 147(1), or (1.1), 147(1.7) or (1.8), and of sections 230 to 232 or a regulation made under subsection 147(1.8) or with an order made under subsection (2) is guilty of an offence and is, in addition to any penalty otherwise provided, liable on summary conviction to:

26. (1) Subsection 241(4) of the said Act is amended by adding therein, immediately after paragraph (v) thereof, the following paragraph:

(v) committing or allow to be committed to the person who seeks a certification referred to in paragraph 147(10)(a) the commission of a crime so to make the certification for the purposes of administering a registered pension plan;

(2) Paragraph 241(4)(v) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (iv) thereof, by adding the word "and" at the end of subparagraph (v) thereof and by adding therein the following subparagraph:

(v) to an official of the Office of the Superintendent of Financial Institutions solely for the purpose of pro-

12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

“(i) where, by reason of subsection 146.3(4), (6), (7) or (11), an amount would, if Part I were applicable, be required to be included in computing a taxpayer’s income, that amount shall be deemed to have been paid to the taxpayer as a payment under a registered retirement income fund; and”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to payments made after 1988.

25. All that portion of subsection 238(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“238. (1) Every person who has failed to file or make a return as and when required by or under this Act or a regulation or who has failed to comply with subsection 116(3), 127(3.1) or (3.2), 147.1(7) or 153(1), any of sections 230 to 232 or a regulation made under subsection 147.1(18) or with an order made under subsection (2) is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to”

26. (1) Subsection 241(4) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

“(e.1) communicate or allow to be communicated to the person who seeks a certification referred to in paragraph 147.1(10)(a) the certification or a refusal to make the certification, for the purposes of administering a registered pension plan;”

(2) Paragraph 241(4)(f) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (iv) thereof, by adding the word “and” at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

“(vi) to an official of the Office of the Superintendent of Financial Institutions solely for the purpose of pro-

«i) lorsque, en application du paragraphe 146.3(4), (6), (7) ou (11), il faudrait, si la partie I s’appliquait, inclure une somme dans le calcul du revenu d’un contribuable, cette somme est réputée lui avoir été versée à titre de paiement en vertu d’un fonds enregistré de revenu de retraite; et»

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux paiements effectués après 1988.

25. Le passage du paragraphe 238(1) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«238. (1) La personne qui ne produit pas ou ne remplit pas une déclaration de la manière et dans le délai prévus à la présente loi ou à un règlement d’application ou qui contrevient au paragraphe 116(3), 127(3.1) ou (3.2), 147.1(7), 153(1) ou à l’un des articles 230 à 232 ou à un règlement pris en application du paragraphe 147.1(18) ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et outre toute pénalité prévue par ailleurs :»

26. (1) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa e), de ce qui suit :

«e.1) communiquer ou permettre que soit communiquée, aux fins de la gestion d’un régime de pension agréé, l’attestation visée à l’alinéa 147.1(10)a) ou le refus de la faire à la personne qui la demande;»

(2) L’alinéa 241(4)f) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(vi) à un fonctionnaire du Bureau du surintendant des institutions financières, uniquement aux fins de conseiller

Offences

Défaut de déclaration ou de respect de la loi

viding advice to the Minister with respect to any matter relating to pension plans;”

(3) Subsection 241(4) of the said Act is further amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (h.2) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (i) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(j) communicate or allow to be communicated to an official, solely for the purposes of administering or enforcing the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province,

(i) information obtained under this Act

(A) as to the identity of a pension plan in respect of which application for registration for the purposes of this Act has, at any time, been made,

(B) as to the names and addresses of the persons who are, have been or will be responsible for the administration of a pension plan referred to in clause (A),

(C) as to the names and addresses of the employers who participate, have participated or will participate in a pension plan referred to in clause (A),

(D) as to the terms of a pension plan referred to in clause (A), a trust deed, insurance contract or other document relating to the funding of benefits under such a plan or an amendment or proposed amendment to such a plan or document, or

(E) as to the date of termination or partial termination of a pension plan referred to in clause (A),

(ii) information as to whether a pension plan is or was a registered pension plan,

(iii) the date of registration of a pension plan that is or was a registered pension plan, or

(iv) in the case of a pension plan the registration of which under this Act has been refused or revoked, the date

le ministre sur toute question relative aux régimes de pension;»

(3) Le paragraphe 241(4) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«j) communiquer ou permettre que soit communiqué à un fonctionnaire, uniquement aux fins d’appliquer ou d’exécuter la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou une loi provinciale semblable, un des renseignements suivants :

(i) un renseignement obtenu conformément à la présente loi concernant, selon le cas :

(A) l’identification d’un régime de pension pour lequel une demande d’agrément a été présentée à un moment donné pour l’application de la présente loi,

(B) les nom et adresse des personnes qui sont ou seront chargées de gérer le régime de pension visé à la division (A),

(C) les nom et adresse des employeurs qui ont participé, participent ou participeront au régime de pension visé à la division (A),

(D) les modalités du régime de pension visé à la division (A), d’un acte de fiducie, d’un contrat d’assurance ou d’autres documents portant sur le financement des prestations prévues par un tel régime, ou les modifications effectives ou proposées apportées à un tel régime ou document,

(E) la date où il est mis fin, complètement ou partiellement, au régime de pension visé à la division (A),

(ii) un renseignement sur la question de savoir si un régime de pension est ou a été un régime de pension agréé,

(iii) la date d’agrément d’un régime de pension qui est ou a été un régime de pension agréé,

(1) dans le cas d'un régime de pension dont l'établissement le cadre de la présente loi a été prévu ou corrigé dans sa loi de régime ou de régime.

14. L'article 24(10) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(a) «fonctionnaire» s'entend d'une personne qui est ou a été employée à une fonction de responsabilité au sein d'une personne ou d'un organisme ;
(b) «un service de la fonction publique» s'entend d'un service de la fonction publique du Canada ou d'un service administratif d'une administration chargée de l'application d'une loi provinciale applicable à la loi de 1982 sur les services de protection de l'environnement ;

(3) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent après 1982.

27. (1) La définition de «caisse de régime enregistré de pension» au paragraphe 248(1) de la même loi est abrogée.

(2) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«régime de pension agréé s'entend d'un régime de pension que le ministre a agréé pour l'application de la présente loi et dont l'établissement a été prévu ou corrigé dans sa loi de régime» ;

(3) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«volontaire s'entend d'une contribution versée à un régime de pension agréé par un participant au régime qui sert à assurer des prestations déterminées d'une disposition à contribution déterminée au sens du paragraphe 147(1) de la même loi» ;

«dépense imputable au titre des HEBE» s'entend d'une contribution à la loi d'une année d'imposition s'entend au sens du paragraphe 147(1) de la même loi ;

of the relevant or revocation and the reason therefor» ;

(1) Paragraph 24(10) of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

(a) «official» means any person employed in or occupying a position of responsibility ;
(b) «in the service of Her Majesty in right of Canada or a province or territory» is the service of an authority engaged in administering a law of a province similar to the Pension Benefits Standards Act, 1982 ;

(3) Subsections (1) to (4) are applicable after 1982.

27. (1) The definition «registered pension fund or plan» in subsection 248(1) of the said Act is repealed.

(2) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding therein, in alphabetical order, the following definition :

«registered pension plan» means a pension plan that has been registered by the Minister for the purposes of this Act, which registration has not been revoked ;

(3) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding therein, in alphabetical order, the following definitions :

«additional voluntary contribution» is a registered pension plan means a contribution that is made by a member to the plan that is used to provide benefits under a money purchase provision (within the meaning assigned by subsection 147(1) of the plan and that is not treated as a capital contribution of money in the plan ;

«money purchase plan» is a contribution plan that has the meaning assigned by subsection 147(1) of the same Act ;

«fonctionnaire»

«régime de pension agréé»

«volontaire»

«dépense imputable au titre des HEBE»

«fonctionnaire»

«régime de pension agréé»

«volontaire»

«money purchase plan»

of the refusal or revocation and the reason therefor.”

(iv) dans le cas d'un régime de pension dont l'agrément dans le cadre de la présente loi a été refusé ou retiré, la date et le motif du refus ou du retrait.»

(4) Paragraph 241(10)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 241(10)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“official”
«fonctionnaire»

“(a) “official” means any person employed in or occupying a position of responsibility

«a) «fonctionnaire» s'entend d'une personne qui est ou a été employée à une fonction de responsabilité ou qui occupe 10 ou a occupé un tel poste :

«fonctionnaire»
“official”

(i) in the service of Her Majesty in right of Canada or a province, or 10
(ii) in the service of an authority engaged in administering a law of a province similar to the *Pension Benefits Standards Act, 1985*

(i) soit au service de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province,
(ii) soit au service d'une administration chargée de l'application d'une loi 15 provinciale semblable à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension;*»

or any person formerly so employed or 15 formerly occupying a position therein;”

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent après 1988. 20

(5) Subsections (1) to (4) are applicable after 1988.

27. (1) The definition “registered pension fund or plan” in subsection 248(1) of the 20 said Act is repealed.

27. (1) La définition de «caisse ou régime enregistré de pensions», au paragraphe 248(1) de la même loi, est abrogée.

(2) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

(2) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre 25 alphabétique, de ce qui suit :

“registered pension plan”
«régime de pension agréé»

““registered pension plan” means a pen- 25 sion plan that has been registered by the Minister for the purposes of this Act, which registration has not been revoked;”

«régime de pension agréé» s'entend d'un régime de pension que le ministre a agréé pour l'application de la présente loi et dont l'agrément n'a pas été retiré;» 30

«régime de pension agréé»
“registered pension plan”

(3) Subsection 248(1) of the said Act is 30 further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(3) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“additional voluntary contribution”
«cotisation facultative»

““additional voluntary contribution” to a registered pension plan means a contribution that is made by a member to the 35 plan, that is used to provide benefits under a money purchase provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of the plan and that is not required as a general condition of mem- 40 bership in the plan;

«cotisation facultative» s'entend d'une cotisation versée à un régime de pension 35 agréé par un participant au régime qui sert à assurer des prestations aux termes d'une disposition à cotisations déterminées, au sens du paragraphe 147.1(1), du régime, mais dont le versement n'est 40 pas une condition générale de participation au régime;

«cotisation facultative»
“additional voluntary contribution”

“money purchase limit”
«plafond des cotisations déterminées»

“money purchase limit” for a calendar year has the meaning assigned by subsection 147.1(1);

«déductions inutilisées au titre des REER» d'un contribuable à la fin d'une année d'imposition s'entend au sens du para- 45

«déductions inutilisées au titre des REER»
“unused RRSP deduction room”

1	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
2	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
3	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
4	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
5	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
6	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
7	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
8	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)
9	Le régime de participation aux bénéfices s'entend au sens du paragraphe 147(1).	The meaning assigned by subsection 147(1) is "regime de participation aux bénéfices" in respect of a taxpayer for a taxation year.	"regime de participation aux bénéfices" assigned by subsection 147(1)

<p>“past service pension adjustment” «facteur d'équivalence pour services passés»</p>	<p>“past service pension adjustment” of a taxpayer for a calendar year in respect of an employer has the meaning assigned by regulation;</p>	<p>graphe 146(1);</p>	<p>«facteur d'équivalence» d'un contribuable pour une année civile quant à un employeur s'entend au sens du règlement;</p>	<p>«facteur d'équivalence» “pension adjustment”</p>
<p>“pension adjustment” «facteur d'équivalence»</p>	<p>“pension adjustment” of a taxpayer for a calendar year in respect of an employer has the meaning assigned by regulation;</p>	<p>5</p>	<p>«facteur d'équivalence pour services passés» d'un contribuable pour une année civile quant à un employeur s'entend au sens du règlement;</p>	<p>«facteur d'équivalence pour services passés» “past service pension adjustment”</p>
<p>“profit sharing plan” «régime de participation aux bénéfices»</p>	<p>“profit sharing plan” has the meaning assigned by subsection 147(1);</p>	<p>10</p>	<p>«maximum déductible au titre des REER» s'entend au sens du paragraphe 146(1);</p>	<p>«maximum déductible au titre des REER» “RRSP deduction limit”</p>
<p>“RRSP deduction limit” «maximum déductible au titre des REER»</p>	<p>“RRSP deduction limit” has the meaning assigned by subsection 146(1);</p>	<p>10</p>	<p>«plafond REER» s'entend au sens du paragraphe 146(1);</p>	<p>«plafond REER» “RRSP dollar limit”</p>
<p>“RRSP dollar limit” «plafond REER»</p>	<p>“RRSP dollar limit” has the meaning assigned by subsection 146(1);</p>	<p>15</p>	<p>«plafond des cotisations déterminées» pour une année civile s'entend au sens du paragraphe 147.1(1);</p>	<p>«plafond des cotisations déterminées» “money purchase limit”</p>
<p>“unused RRSP deduction room” «déductions inutilisées au titre des REER»</p>	<p>“unused RRSP deduction room” of a taxpayer at the end of a taxation year has the meaning assigned by subsection 146(1);</p>	<p>15</p>	<p>«régime de participation aux bénéfices» s'entend au sens du paragraphe 147(1);</p>	<p>«régime de participation aux bénéfices» “profit sharing plan”</p>
<p>(4) Subsections (1) and (2) are applicable after 1985 except that, before 1989, the definition “registered pension plan” in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read as follows:</p>	<p>(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après 1985. Toutefois, avant 1989, la définition de «régime de pension agréé» au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (2), est remplacée par ce qui suit :</p>	<p>20</p>	<p>«régime de pension agréé» signifie une caisse ou un régime de retraite ou d'autres pensions, pour employés, admis à l'enregistrement par le ministre, aux fins de la présente loi, en ce qui concerne la constitution ou l'activité de cette caisse ou de ce régime, pour l'année d'imposition considérée;»</p>	<p>25</p>
<p>““registered pension plan” means an employees' superannuation or pension fund or plan accepted by the Minister for registration for the purposes of this Act in respect of its constitution and operations for the taxation year under consideration;”</p>	<p>«régime de pension agréé» signifie une caisse ou un régime de retraite ou d'autres pensions, pour employés, admis à l'enregistrement par le ministre, aux fins de la présente loi, en ce qui concerne la constitution ou l'activité de cette caisse ou de ce régime, pour l'année d'imposition considérée;»</p>	<p>25</p>	<p>(5) Le paragraphe (3) s'applique après 1988. Toutefois, la définition de «cotisation facultative», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (3), s'applique après 1985.</p>	<p>35</p>
<p>(5) Subsection (3) is applicable after 1988, except that the definition “additional voluntary contribution” in subsection 248(1) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable after 1985.</p>	<p>(5) Le paragraphe (3) s'applique après 1988. Toutefois, la définition de «cotisation facultative», au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (3), s'applique après 1985.</p>	<p>35</p>	<p>28. (1) Le paragraphe 252(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	<p>40</p>
<p>28. (1) Subsection 252(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>28. (1) Le paragraphe 252(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	<p>40</p>		

Income tax
provisions
applicable

Income tax
provisions
applicable

13 Pour l'application des articles 261(A) et (C) et 607, (a) et (b) des articles 261 et 607 des paragraphes 13(1) et 14(1) du sous-chapitre 146.3(2)(1) de l'annexe I de la Loi, les paragraphes 261(A) et (C) et 607, (a) et (b) de la Loi sont modifiés en conséquence de sorte que :

14 (1) Le paragraphe (1) s'applique après l'annexe I, avant l'annexe 146.3(2) de la Loi, et les paragraphes 261(A) et (C) et 607, (a) et (b) de la Loi sont modifiés en conséquence de sorte que :

15 (1) La Loi est modifiée en conséquence de sorte que :

(2) For the purpose of paragraphs 261(A) and (C) and section 607, (a) and (b) of the Act, subsections 146.3(2)(1) and 146.3(2)(1) of the Act are amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(3) Subsection (1) is applicable after 1985.

20 La version française de la Loi est modifiée en conséquence de sorte que :

21 (1) La Loi est modifiée en conséquence de sorte que :

(4) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(5) Subsection (1) is applicable after 1985.

26 The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule II.

PARTIE II
RÈGLES DE FAI CONCERNANT
L'APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LE
REVENU

27 (1) Le paragraphe 17(8) de la Loi est modifié en conséquence de sorte que :

28 (2) La mention dans la nouvelle loi d'un régime de pensions agréé en ce qui concerne la période pendant laquelle le régime était en cours ou un régime agréé de pensions de retraite ou de pensions avec mention d'une telle cause ou d'un régime.

(3) Le paragraphe (1) s'applique après 1982.

PART II
INCOME TAX APPLICATION RULES

31 (1) Subsection 17(8) of the Income Tax Application Rules 1971 is replaced and the following substituted therefor:

(2) A reference in the new law to a registered pension plan shall, in respect of a period while the plan was an approved superannuation or pension fund or plan, be construed as a reference to such approved superannuation or pension fund or plan.

(3) Subsection (1) is applicable after 1982.

Income tax
provisions
applicable

Income tax
provisions
applicable

Extended meaning of "spouse" and "former spouse"

"(3) For the purposes of paragraphs 56(1)(b) and (c), section 56.1, paragraphs 60(b), (c) and (j) and section 60.1, subsections 73(1) and 146(16), subparagraph 146.3(2)(f)(iv), paragraph 146.3(14)(b), subsections 147.3(5) and (7) and 148(8) and subparagraph 210(c)(ii), "spouse" and "former spouse" include a party to a voidable or void marriage, as the case may be."

(2) Subsection (1) is applicable after 1987 except that, before 1989, subsection 252(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to "subsection 147.3(5)".

29. (1) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Subsection (1) is applicable after 1985.

30. The French version of the said Act is amended in the manner and to the extent set out in Schedule II.

PART II

INCOME TAX APPLICATION RULES, 1971

31. (1) Subsection 17(8) of the *Income Tax Application Rules, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

"(8) A reference in the new law to a registered pension plan shall, in respect of a period while the plan was an approved superannuation or pension fund or plan, be construed as a reference to such approved superannuation or pension fund or plan."

(2) Subsection (1) is applicable after 1985.

Registered pension plan

«(3) Pour l'application des alinéas 56(1)(b) et (c) et 60(b), (c) et j, des articles 56.1 et 60.1, des paragraphes 73(1) et 146(16), du sous-alinéa 146.3(2)(f)(iv), de l'alinéa 146.3(14)(b), des paragraphes 147.3(5) et (7) et 148(8) et du sous-alinéa 210(c)(ii), est assimilée au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'ancien conjoint toute personne qui, selon le cas, est partie à un mariage nul ou annulable.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1987. Toutefois, avant 1989, il n'est pas tenu compte de la mention «147.3(5)» au paragraphe 252(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

29. (1) La même loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1985.

30. La version française de la même loi est modifiée conformément à l'annexe II.

PARTIE II

RÈGLES DE 1971 CONCERNANT L'APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

31. (1) Le paragraphe 17(8) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) La mention dans la nouvelle loi d'un régime de pension agréé, en ce qui concerne la période pendant laquelle le régime était une caisse ou un régime approuvé de pensions de retraite ou de pensions, vaut mention d'une telle caisse ou d'un tel régime.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après 1985.

Sens large de conjoint et ex-conjoint

Régime de pensions agréé

11. The Commission shall have the right to request the Member States to provide such information as it may require for the purposes of this Regulation.

12. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

13. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

14. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

15. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

ARTICLE 11

16. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

17. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

18. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

19. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

20. The Commission shall have the right to request the Member States to take such measures as it may consider necessary in order to comply with the provisions of this Regulation.

ARTICLE 12

PART III

AN ACT TO AMEND THE INCOME TAX ACT, THE FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS AND FEDERAL POST-SECONDARY EDUCATION AND HEALTH CONTRIBUTIONS ACT, THE OLD AGE SECURITY ACT, THE PUBLIC UTILITIES INCOME TAX TRANSFER ACT, THE WAR VETERANS ALLOWANCE ACT AND A RELATED ACT

32. If, during the second session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-28, entitled *An Act to amend the Income Tax Act, the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, the Old Age Security Act, the Public Utilities Income Tax Transfer Act, the War Veterans Allowance Act and a related Act*, is assented to, then, on the later of the day on which this Act is assented to and the day on which that Act is assented to,

(a) subsection 12(1) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

“12. (1) Section 60 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (o) thereof, the following paragraph:

“(o.1) the amount, if any, by which the 20 lesser of

(i) the aggregate of all legal expenses (other than those relating to a division or settlement of property arising from a marriage or other conjugal relation- 25 ship) paid by the taxpayer after 1985 and in the year or any of the 7 immediately preceding taxation years

PARTIE III

LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES ET SUR LES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET DE SANTÉ, LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, LA LOI SUR LE TRANSFERT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET UNE LOI CONNEXE

32. Si le projet de loi C-28 intitulé *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur 5 les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, la Loi sur les allocations aux anciens combattants et une loi 10 connexe* est sanctionné au cours de la deuxième session de la trente-quatrième législature :

a) le paragraphe 12(1) de cette loi est, au 15 dernier en date du jour de la sanction de la présente loi et du jour de la sanction de cette loi, abrogé et remplacé par ce qui 25 suit :

«12. (1) L'article 60 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa o), de 20 ce qui suit :

«o.1) l'excédent éventuel du moins élevé des montants suivants :

(i) le total des frais judiciaires ou extrajudiciaires (sauf ceux se rappor- 25 tant au règlement ou au partage de biens découlant du mariage ou autre situation assimilable à une union conjugale) payés par le contribuable après 1985 et au cours de l'année ou 30

to collect or establish a right to an amount of

(A) a benefit under a pension fund or plan (other than a benefit under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act) in respect of the employment of the taxpayer or a deceased individual of whom the taxpayer was a dependant, relation or legal representative, or

(B) a retiring allowance of the taxpayer or a deceased individual of whom the taxpayer was a dependant, relation or legal representative, and

(ii) the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is

(A) an amount described in clause (i)(A) or (B)

(I) that is received after 1985,

(II) in respect of which legal expenses described in subparagraph (i) were paid, and

(III) that is included in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year, or

(B) an amount included in computing the income of the taxpayer under paragraph 56(1)(l.1) for the year or a preceding taxation year, exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under paragraph (j), (j.01), (j.1) or (j.2) in computing the income of the taxpayer for the year or a preceding taxation year, to the extent that the amount may reasonably be considered to have been deductible as a consequence of the receipt of an amount referred to in clause (A),

exceeds

(iii) the portion of the aggregate described in subparagraph (i) in respect of the taxpayer that may reasonably be considered to have been deductible under this paragraph in computing the income of the taxpayer for a preceding taxation year;” ”; and

de l'une des sept années d'imposition précédentes pour recouvrer l'un des montants suivants ou pour établir un droit à ceux-ci :

(A) une prestation prévue par quelque régime ou caisse de pensions (sauf une prestation prévue par le régime institué par le *Régime de pensions du Canada* ou un régime provincial de pensions, au sens de l'article 3 de cette loi) en raison de l'emploi du contribuable ou d'un particulier décédé auquel le contribuable était apparenté ou dont il était une personne à charge ou le représentant légal,

(B) une allocation de retraite du contribuable ou d'un particulier décédé auquel le contribuable était apparenté ou dont il était une personne à charge ou le représentant légal,

(ii) l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente :

(A) soit un montant visé à la division (i)(A) ou (B) au titre duquel les frais judiciaires et extrajudiciaires visés au sous-alinéa (i) ont été payés, reçu après 1985 et inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(B) soit un montant inclus en application de l'alinéa 56(1)l.1 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

sur le total des montants dont chacun représente un montant déduit en application de l'alinéa j), j.01), j.1) ou j.2) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que ce montant est déductible en raison de la réception d'un montant visé à la division (A),

sur :

(iii) la fraction du total visé au sous-alinéa (i) quant au contribuable, qu'il est raisonnable de considérer comme

révisé en vertu de la loi de 1988, le montant de la contribution pour une année d'imposition sera le montant de la contribution pour une année d'imposition précédente.

4) Le paragraphe (3) de cette loi est abrogé en date du jour de la sanction de la présente loi et de jour de la sanction de cette loi, ainsi qu'en vertu de la présente loi.

5) Le paragraphe (1) de l'article 106 de la Loi sur l'accès à l'information est abrogé.

6) En ce qui concerne les années d'imposition 1988 et 1989, le montant de l'impôt sur le revenu de l'individu (A) ou (B) au sous-paragraph (a) de l'article 106 de la Loi sur l'accès à l'information sera le même que celui qui s'appliquerait si le paragraphe (1) de l'article 106 de la Loi sur l'accès à l'information n'avait pas été abrogé.

(b) subsection (2) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

(1) Subsection (1) is applicable to the 1988 and subsequent taxation years, except that

(a) with respect to the 1988 and 1989 taxation years, paragraph 60.1(n) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference therein to "A(1), A(2) or A(3)" were a reference to "A(1)"; and

(b) with respect to the 1988 taxation year, paragraph 60.1(n) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference therein to "A(1), A(2) or A(3)" were a reference to "A(1) or A(2)".

(b) subsection 12(3) of that Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Subsection (1) is applicable to the 1986 and subsequent taxation years, 5 except that

(a) with respect to the 1986 and 1987 taxation years, subparagraph 60(o.1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as if the reference 10 therein to “(j.01), (j.1) or (j.2)” were a reference to “(j.1)”; and

(b) with respect to the 1988 taxation year, subparagraph 60(o.1)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (1), 15 shall be read as if the reference therein to “(j.01), (j.1) or (j.2)” were a reference to “(j.01) or (j.1).”

déductible en application du présent alinéa dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure;».

b) le paragraphe 12(3) de cette loi est, au 5 dernier en date du jour de la sanction de la présente loi et du jour de la sanction de cette loi, abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le paragraphe (1) s'applique aux 10 années d'imposition 1986 et suivantes. Toutefois :

a) en ce qui concerne les années d'imposition 1986 et 1987, le renvoi à «j.01, j.1 ou j.2» au sous-alinéa 60o.1(ii) de 15 la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «j.1»;

b) en ce qui concerne l'année d'imposition 1988, le renvoi à «j.01, j.1 ou j.2» au sous-alinéa 60o.1(ii) de la même loi, 20 édicté par le paragraphe (1), est remplacé par un renvoi à «j.01) ou j.1)».

ANNEXE I
(Article 30)

1. Dans la liste et notamment dans les paragraphes suivants, toutes les expressions relatives aux personnes et régimes de pensions sont remplacées par «régime de pension agréé» avec les adaptations nécessaires:

- (a) le sous-alinéa 6(1)(a)(i);
- (b) l'alinéa 6(1)(i);
- (c) les paragraphes 6(6) et (7);
- (d) le passage du paragraphe 6(8) qui précède l'alinéa 6(9);
- (e) le sous-alinéa 6(1)(a)(ii);
- (f) le passage de l'alinéa 6(1)(c) qui précède le sous-alinéa 6(1)(d);
- (g) le passage de l'alinéa 6(1)(f) qui précède le sous-alinéa 6(1)(g);
- (h) l'alinéa 20(1)(a);
- (i) l'alinéa 20(2)(a);
- (j) le paragraphe 20(2);
- (k) le paragraphe 21(4);
- (l) le paragraphe 28(6);
- (m) la division 30(1)(iii)(A);
- (n) l'alinéa 23(1)(a);
- (o) le sous-alinéa 30(1)(i)(ii);
- (p) le paragraphe 32(1)(2);
- (q) l'alinéa 146(1)(b);
- (r) l'alinéa 147(8)(b);
- (s) les alinéas 148(1)(a) et (1)(b);
- (t) les sous-alinéas 149(1)(2)(i), (iv) et (v);

2. Dans la division 144(3)(ii)(A), l'expression «régime de pensions» est remplacée par «régime de pension agréé».

ANNEXE II
(Article 30)

1. Dans les passages suivants, annuler, annuler et annulations sont respectivement remplacés par «retire», «retire» et «retirements» avec les adaptations nécessaires:

SCHEDULE I
(Section 30)

1. The expression "agreed pension plan" is substituted for the expression "regime de pension agréé" and, wherever the latter expression occurs and, in particular, in the following provisions, with such modifications as the circumstances require:

- (a) subparagraph 6(1)(a)(i);
- (b) paragraph 6(1)(i);
- (c) subsections 6(6) and (7);
- (d) all that portion of subsection 6(8) preceding paragraph (a) thereof;
- (e) subparagraph 6(1)(a)(ii);
- (f) all that portion of paragraph 6(1)(c) preceding subparagraph (i) thereof;
- (g) all that portion of paragraph 6(1)(f) preceding subparagraph (i) thereof;
- (h) paragraph 20(1)(a);
- (i) paragraph 20(2)(a);
- (j) subsection 20(2);
- (k) subsection 21(4);
- (l) subsection 28(6);
- (m) clause 30(1)(iii)(A);
- (n) paragraph 32(1)(2);
- (o) subparagraph 146(1)(b);
- (p) paragraph 147(8)(b);
- (q) paragraphs 148(1)(a) and (1)(b); and
- (r) subparagraph 149(1)(2)(i), (iv) and (v);

2. The expression "regime de pension agréé" is substituted for the expression "régime de pensions" in clause 144(3)(ii)(A) of the French version.

SCHEDULE II
(Section 30)

1. The words "retire", "retire", "retirement" and "retirement" are substituted for the words "annuler", "annule", "annulations" and "annulations" with such grammatical modifications as the circumstances require.

SCHEDULE I
(Section 29)

1. The expression "registered pension plan" is substituted for the expression "registered pension fund or plan" wherever the latter expression occurs and, in particular, in the following provisions, with such modifications as the circumstances require:

- (a) subparagraph 6(1)(a)(i);
- (b) paragraph 8(1)(m.1);
- (c) subsections 8(6) and (7);
- (d) all that portion of subsection 8(8) 10 preceding paragraph (a) thereof;
- (e) subparagraph 18(1)(k)(iii);
- (f) all that portion of paragraph 18(11)(c) preceding subparagraph (i) thereof;
- (g) all that portion of paragraph 20(1)(q) 15 preceding subparagraph (i) thereof;
- (h) paragraph 20(1)(s);
- (i) paragraph 20(2.2)(a);
- (j) subsection 20(22);
- (k) subsection 57(4); 20
- (l) subsection 58(6);
- (m) clause 60(j.1)(iii)(A);
- (n) paragraph 75(3)(a);
- (o) subparagraph 108(1)(j)(ii);
- (p) subsection 138.1(7); 25
- (q) paragraph 146(16)(b);
- (r) paragraph 147(8)(b);
- (s) paragraphs 149(1)(o) and (o.1); and
- (t) subparagraphs 149(1)(o.2)(i), (ii), (iv) and (v). 30

2. The expression "régime de pension agréé" is substituted for the expression "régime enregistré de pensions" in clause 149(1)(o.2)(ii)(A) of the French version.

SCHEDULE II
(Section 30)

1. The words "retire", "retiré", "retirer" 35 and "retrait" are substituted for the words "annule", "annulé", "annuler" and "annulation", respectively, with such grammatical modifications as the circumstances require,

ANNEXE I
(article 29)

1. Dans la loi et notamment dans les passages suivants, «caisse ou régime enregistré de pensions» et «régime ou caisse enregistré de pensions» sont remplacés par «régime de 5 pension agréé», avec les adaptations nécessaires :

- a) le sous-alinéa 6(1)a(i);
- b) l'alinéa 8(1)m.1;
- c) les paragraphes 8(6) et (7);
- d) le passage du paragraphe 8(8) qui pré- 10 cède l'alinéa a);
- e) le sous-alinéa 18(1)k(iii);
- f) le passage de l'alinéa 18(11)c qui précède le sous-alinéa (i);
- g) le passage de l'alinéa 20(1)q qui pré- 15 cède le sous-alinéa (i);
- h) l'alinéa 20(1)s);
- i) l'alinéa 20(2.2)a);
- j) le paragraphe 20(22);
- k) le paragraphe 57(4); 20
- l) le paragraphe 58(6);
- m) la division 60j.1(iii)(A);
- n) l'alinéa 75(3)a);
- o) le sous-alinéa 108(1)j(ii);
- p) le paragraphe 138.1(7); 25
- q) l'alinéa 146(16)b);
- r) l'alinéa 147(8)b);
- s) les alinéas 149(1)o) et o.1);
- t) les sous-alinéas 149(1)o.2)(i), (iv) et 30 (v). 30

2. Dans la division 149(1)o.2)(ii)(A), «régime enregistré de pensions» est remplacé par «régime de pension agréé».

ANNEXE II
(article 30)

1. Dans les passages suivants, «annule», «annulé», «annuler» et «annulation» sont res- 35 pectivement remplacés par «retire», «retiré», «retirer» et «retrait», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

10 a) le passage du paragraphe 147(4) du
 loi L-147
 b) le paragraphe 147(4) de
 la Loi L-147
 c) le paragraphe 147(4) de
 la Loi L-147
 d) l'article 147(4) de
 la Loi L-147

15 2. Dans les passages suivants, remplacez
 les termes soulignés par ceux qui sont
 les plus grammaticalement adéquats
 a) le paragraphe 147(4) de
 la Loi L-147
 b) le passage du paragraphe 147(4) du
 présent décret
 c) l'article 147(4) de
 la Loi L-147

20 3. Dans les passages suivants, remplacez
 les termes soulignés par ceux qui sont
 les plus grammaticalement adéquats
 a) le paragraphe 147(1)
 b) le passage du paragraphe 147(2) du
 présent décret
 c) le paragraphe 147(2)
 d) l'article 147(2)
 e) le paragraphe 147(2)
 f) le paragraphe 147(2)
 g) le paragraphe 147(2)
 h) l'article 147(2)
 i) l'article 147(2)
 j) l'article 147(2)
 k) l'article 20(4)

25 4. Dans les passages suivants, remplacez
 les termes soulignés par ceux qui sont
 les plus grammaticalement adéquats
 a) le paragraphe 147(1)
 b) le paragraphe 147(2)
 c) le passage du paragraphe 147(2) du
 présent décret
 d) l'article 147(2)

10 a) that portion of subsection 147(4) of
 the Act
 b) subsection 147(4) of
 the Act
 c) paragraph 147(4) of
 the Act
 d) paragraph 147(4) of
 the Act

15 2. The word "law" is substituted for the
 word "statute" with each grammatical
 modification as the circumstances require,
 wherever the latter word occurs in the
 following provisions:
 (a) subsection 147(1)
 (b) subsection 147(2)
 (c) that portion of subsection 147(2)
 preceding paragraph (a) thereof and
 paragraph 147(2)(a)

20 3. The word "agreement" is substituted for
 the word "agreement" with each gram-
 matical modification as the circumstances
 require, wherever the latter word occurs in
 the following provisions:
 (a) paragraph 147(1)
 (b) that portion of subsection 147(2)
 preceding paragraph (a) thereof
 (c) subsection 147(2)
 (d) paragraph 147(2)(a)
 (e) subsection 147(2)
 (f) subsection 147(2)
 (g) subsection 147(2)
 (h) subsection 147(2)
 (i) paragraph 147(2)(a)
 (j) paragraph 147(2)(a); and
 (k) paragraph 20(4)

25 4. The expression "régime" is substituted for the
 word "régime" with each grammatical
 modification as the circumstances require,
 wherever the latter expression occurs in the
 following provisions:
 (a) paragraph 147(1)(2)
 (b) subsection 147(2)
 (c) that portion of subsection 147(2)
 preceding paragraph (a) thereof

wherever those words occur in the following provisions:

- (a) that portion of subsection 147(14) following paragraph (c) thereof;
- (b) subsection 147(14.1);
- (c) subsection 147(15);
- (d) paragraph 172(3)(c); and
- (e) paragraph 204(f).

2. The word "agr  " is substituted for the word "enregistré", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:

- (a) subsection 130.1(7);
- (b) subsection 144(11);
- (c) that portion of subsection 147(5) preceding paragraph (a) thereof; and
- (d) paragraph 147(15)(a).

3. The word "agrément" is substituted for the word "enregistrement", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions:

- (a) subsection 144(11);
- (b) that portion of subsection 147(2) preceding paragraph (a) thereof;
- (c) subsection 147(3);
- (d) paragraph 147(4)(a);
- (e) subsection 147(5);
- (f) subsection 147(14);
- (g) subsection 147(14.1);
- (h) subsection 147(15);
- (i) paragraph 149(1)(o.1);
- (j) paragraph 172(3)(c); and
- (k) paragraph 204(f).

4. The expression "régime dont l'agrément est retiré" is substituted for the expression "régime dont l'enregistrement est annulé", with such grammatical modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions:

- (a) subparagraph 146.3(1)(d)(i);
- (b) subsection 147(15);
- (c) that portion of subsection 147(18) preceding paragraph (a) thereof;

a) le passage du paragraphe 147(14) qui suit l'alinéa c);

- b) le paragraphe 147(14.1);
- c) le paragraphe 147(15);
- d) l'alinéa 172(3)c);
- e) l'alinéa 204f).

5

5

2. Dans les passages suivants, «enregistré» est remplacé par «agréé», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

- a) le paragraphe 130.1(7);
- b) le paragraphe 144(11);
- c) le passage du paragraphe 147(5) qui précède l'alinéa a);
- d) l'alinéa 147(15)a).

10

3. Dans les passages suivants, «enregistrement» est remplacé par «agrément», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

- a) le paragraphe 144(11);
- b) le passage du paragraphe 147(2) qui précède l'alinéa a);
- c) le paragraphe 147(3);
- d) l'alinéa 147(4)a);
- e) le paragraphe 147(5);
- f) le paragraphe 147(14);
- g) le paragraphe 147(14.1);
- h) le paragraphe 147(15);
- i) l'alinéa 149(1)o.1);
- j) l'alinéa 172(3)c);
- k) l'alinéa 204f).

20

25

4. Dans les passages suivants, «régime dont l'enregistrement est annulé» est remplacé par «régime dont l'agrément est retiré», avec les adaptations grammaticales nécessaires :

- a) le sous-alinéa 146.3(1)d)(i);
- b) le paragraphe 147(15);
- c) le passage du paragraphe 147(18) qui précède l'alinéa a);
- d) l'alinéa 153(1)h);

35

45

(d) paragraph 53(1)(A);
 (e) heading to Part X;
 (f) that portion of subsection 198(1) preceding paragraph (a) thereof;
 (g) that portion of section 198(a) following paragraph (a) thereof;
 (h) subsection 198(2);
 (i) that portion of subsection 198(1) preceding paragraph (a) thereof;
 (j) that portion of subsection 203(1) preceding paragraph (a) thereof;
 (k) section 204;
 (l) paragraph 214(1)(a); and
 (m) the definition "employee" in subsection 214(4).

(d) le titre de la partie X;
 (e) le passage du paragraphe 198(1) qui précède le paragraphe (a);
 (f) le passage du paragraphe 198(1) qui précède le paragraphe (a);
 (g) le passage du paragraphe 198(1) qui précède le paragraphe (a);
 (h) le passage du paragraphe 198(2);
 (i) le passage du paragraphe 198(1) qui précède le paragraphe (a);
 (j) le passage du paragraphe 203(1) qui précède le paragraphe (a);
 (k) l'article 204;
 (l) l'article 214;
 (m) la définition de « employé » au paragraphe 214(4).

Bill C-53

PROJ. LOI C-53

1981, 14 décembre

1981, 14 décembre

- (d) paragraph 153(1)(h);
- (e) heading to Part X;
- (f) that portion of subsection 198(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (g) that portion of subsection 198(6) following paragraph (b) thereof;
- (h) subsection 198(7);
- (i) that portion of subsection 199(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (j) that portion of subsection 202(1) preceding paragraph (a) thereof;
- (k) section 204;
- (l) paragraph 214(3)(d); and
- (m) the definition "fiducie d'employés" in subsection 248(1).

- e) le titre de la partie X;
- f) le passage du paragraphe 198(1) qui précède l'alinéa a);
- g) le passage du paragraphe 198(6) qui suit l'alinéa b);
- h) le paragraphe 198(7);
- i) le passage du paragraphe 199(1) qui précède l'alinéa a);
- j) le passage du paragraphe 202(1) qui précède l'alinéa a);
- k) l'article 204;
- l) l'alinéa 214(3)d);
- m) la définition de «fiducie d'employés» au paragraphe 248(1).

15

C-53

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-53

An Act to amend the Criminal Code (arson)

First reading, December 14, 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

C-53

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-53

Loi modifiant le Code criminel (incendie criminel)

Première lecture le 14 décembre 1989

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-53

PROJET DE LOI C-53

An Act to amend the Criminal Code (arson)

Loi modifiant le Code criminel (incendie criminel)

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47,
51, 52 (1st
Suppl.), cc. 1,
24, 27, 35 (2nd
Suppl.), cc. 10,
19, 30, 34 (3rd
Suppl.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Suppl.);
1989, c. 2

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47,
51, 52 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
24, 27, 35 (2^e
suppl.), ch. 10,
19, 30, 34 (3^e
suppl.), ch. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4^e suppl.);
1989, ch. 2

1. Sections 433 to 436 of the *Criminal Code* are repealed and the following substituted therefor:

1. Les articles 433 à 436 du *Code criminel* 5 sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 5

Arson —
disregard for
human life

“433. Every person who intentionally or recklessly causes damage by fire or explosion to property, whether or not that person owns the property, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life where

«433. Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité toute personne qui, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences de son acte, cause par le feu ou par une explosion un dommage à un bien, que ce bien lui appartienne ou non, dans les cas suivants :

Incendie
criminel :
danger pour la
vie humaine

- (a) the person knows that or is reckless with respect to whether the property is inhabited or occupied; or 15
- (b) the fire or explosion causes bodily harm to another person.

- a) elle sait que celui-ci est habité ou occupé, ou ne s'en soucie pas;
- b) le feu ou l'explosion cause des lésions corporelles à autrui. 15

Arson —
damage to
property

434. Every person who intentionally or recklessly causes damage by fire or explosion to property that is owned, in whole or in part, by another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

434. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences de son acte, cause par le feu ou par une explosion un dommage à un bien appartenant en tout ou en partie à autrui. 20

Incendie
criminel :
dommages
matériels

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: Sections 433 to 436 at present read as follows:

- “433. (1) Every one who wilfully sets fire to
- a building or structure, whether completed or not,
 - a stack of vegetable produce or of mineral or vegetable fuel,
 - a mine,
 - a well of combustible substance,
 - a vessel or an aircraft, whether completed or not,
 - timber or materials placed in a shipyard for building, repairing or fitting out a ship,
 - military or public stores or munitions of war,
 - a crop, whether standing or cut down, or
 - any wood, forest or natural growth, or any lumber, timber, log, float, boom, dam or slide,

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

(2) Every one who wilfully and for a fraudulent purpose sets fire to personal property not mentioned in subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

434. Every one who

- wilfully sets fire to anything that is likely to cause anything mentioned in subsection 433(1) to catch fire, or
- wilfully and for a fraudulent purpose sets fire to anything that is likely to cause personal property not mentioned in subsection 433(1) to catch fire,

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Texte actuel des articles 433 à 436 :

«433. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque met volontairement le feu, selon le cas :

- à un bâtiment ou à une construction, terminés ou non;
- à une meule de produits végétaux ou à un amas de combustible minéral ou végétal;
- à une mine;
- à un puits de substance combustible;
- à un navire ou aéronef, terminé ou non;
- à du bois de construction ou de service ou à des matériaux déposés dans un chantier maritime pour servir à la construction, au radoub ou à l'équipement d'un navire;
- à des approvisionnements militaires ou publics ou à des munitions de guerre;
- à une récolte, sur pied ou coupée;
- à un bois, une forêt, ou une pousse naturelle, ou à du bois de construction, de service ou en grume, à quelque radeau, barrage flottant, digue ou glissoir.

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans quiconque, volontairement et dans un dessein frauduleux, met le feu à des biens meubles non mentionnés au paragraphe (1).

434. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans quiconque, selon le cas :

Arson — own property

434.1 Every person who intentionally or recklessly causes damage by fire or explosion to property that is owned, in whole or in part, by that person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years, where the fire or explosion seriously threatens the health, safety or property of another person.

434.1 Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences de son acte, cause par le feu ou par une explosion un dommage à un bien qui lui appartient en tout ou en partie lorsque l'incendie ou l'explosion constitue une menace grave envers la santé ou la sécurité d'autrui ou un risque sérieux pour ses biens.

Incendie criminel : biens propres

Arson for fraudulent purpose

435. (1) Every person who, with intent to defraud any other person, causes damage by fire or explosion to property, whether or not that person owns, in whole or in part, the property, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

435. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans quiconque cause par le feu ou par une explosion un dommage à un bien, que ce bien lui appartienne en tout ou en partie ou non, avec l'intention de frauder une autre personne.

Incendie criminel : intention frauduleuse

Holder or beneficiary of fire insurance policy

(2) Where a person is charged with an offence under subsection (1), the fact that the person was the holder of or was named as a beneficiary under a policy of fire insurance relating to the property in respect of which the offence is alleged to have been committed is a fact from which intent to defraud may be inferred by the court.

(2) Le fait qu'une personne accusée de l'infraction visée au paragraphe (1) était détentric ou bénéficiaire désignée d'une police d'assurance-incendie sur le bien à l'égard duquel l'infraction aurait été commise est un fait dont le tribunal peut conclure à l'intention de frauder.

Détenteur ou bénéficiaire d'une police d'assurance-incendie

Arson by negligence

436. (1) Every person who owns, in whole or in part, or controls property that is inhabited or regularly occupied is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years where, as a result of a marked departure from the standard of care that a reasonably prudent person would use to prevent fires or explosions, that person is a cause of a fire or explosion in that property that causes bodily harm to another person or damage to property.

436. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans le responsable d'un bien habité ou occupé de façon régulière — ou le propriétaire de la totalité ou d'une partie d'un tel bien — qui, en s'écartant de façon marquée du comportement normal qu'une personne prudente adopterait pour prévenir les incendies et les explosions, contribue à provoquer dans ce bien un incendie ou une explosion qui cause des lésions corporelles à autrui ou endommagement des biens.

Incendie criminel par négligence

Non-compliance with prevention laws

(2) Where a person is charged with an offence under subsection (1), the fact that the person has failed to comply with any law respecting the prevention of fires or explosions in the property is a fact from which a marked departure from the standard of care referred to in that subsection may be inferred by the court.

(2) Le fait qu'une personne accusée de l'infraction visée au paragraphe (1) n'a pas observé une règle de droit concernant la prévention des incendies et des explosions à l'égard du bien en question est un fait dont le tribunal peut conclure à l'écart de comportement visé à ce paragraphe.

Inobservation des lois et règlements

Possession of incendiary material

436.1 Every person who possesses any incendiary material for the purpose of

436.1 Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal

Possession de matières incendiaires

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

435. Where a person is charged with an offence under section 433 or 434, evidence that he is the holder of or is named as the beneficiary under a policy of fire insurance relating to the property in respect of which the offence is alleged to have been committed is, in the absence of any evidence to the contrary and where intent to defraud is material, proof of intent to defraud.

436. (1) Every one who causes a fire

(a) wilfully, or

(b) by contravening a law in force in the place where the fire occurs, is, if the fire results in loss of life or destruction of or damage to property, guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

(2) For the purposes of this section, the person who owns, occupies or controls property in which a fire that results in loss of life or destruction of or damage to property originates or occurs shall be deemed wilfully to have caused the fire if he has failed to comply with any law that is intended to prevent fires or that requires the property to be equipped with apparatus for the purpose of extinguishing fires or for the purpose of enabling persons to escape in the event of fire, and if it is established that the fire, or the loss of life, or the whole or any substantial portion of the destruction of or damage to the property would not have occurred if he had complied with the law."

a) volontairement met le feu à une chose susceptible de faire prendre feu à tout objet mentionné au paragraphe 433(1);

b) volontairement et pour une fin frauduleuse met le feu à une chose susceptible de faire prendre feu à des biens meubles non mentionnés au paragraphe 433(1).

435. Lorsqu'une personne est inculpée d'une infraction visée à l'article 433 ou 434, la preuve qu'elle est le détenteur ou le bénéficiaire désigné d'une police d'assurance-incendie à l'égard des biens concernant lesquels l'infraction aurait été commise, constitue, en l'absence de toute preuve contraire et lorsque l'intention de frauder est essentielle, une preuve de l'intention de frauder.

436. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans quiconque cause un incendie;

a) soit volontairement;

b) soit en violant une loi en vigueur à l'endroit où l'incendie se produit,

si l'incendie entraîne une perte de vie ou la destruction ou détérioration de biens.

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui a la propriété, l'occupation ou le contrôle des biens dans lesquels prend naissance ou se produit un incendie occasionnant une perte de vie ou la destruction ou détérioration de biens, est censée avoir volontairement causé l'incendie si elle a omis de se conformer à toute loi destinée à prévenir les incendies ou exigeant que les biens soient munis d'appareils extincteurs ou de dispositifs pour permettre le sauvetage des personnes en cas d'incendie, et s'il est établi que l'incendie ou la perte de vie, ou la totalité ou une partie importante de la destruction ou détérioration des biens, aurait été évité si cette personne avait observé la loi.»

Five reading, December 14, 1919

Parlement le 14 décembre 1919

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Printed and published by the Queen's Printer, Ottawa, Canada.

Printed and published by the Queen's Printer, Ottawa, Canada.

committing an offence under any of sections 433 to 436 is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years."

de cinq ans quiconque a en sa possession des matières incendiaires dans l'intention de commettre un acte criminel visé aux articles 433 à 436.»

Coming into force

2. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

2. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

5 Entrée en vigueur

have been committed is a fact from which intent to defraud may be inferred by the court.

disposition de bénéficiaires désignés d'une lettre d'appointement établie sur le lieu d'origine d'un incendie ou d'une explosion, ou sur le lieu où le tribunal peut conclure à l'existence de fraude.

25

436. (1) Every person who owns, in whole or in part, or controls property that is inhabited or regularly occupied is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years where, as a result of a marked departure from the standard of care that a reasonably prudent person would use to prevent fires or explosions, that person is a cause of a fire or explosion in that property that causes bodily harm to another person or damage to property.

436. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'une peine d'emprisonnement maximal de cinq ans le propriétaire d'un bien habité ou d'un lieu d'habitation ou d'un lieu d'habitation régulièrement occupé qui, en raison d'un écart marqué de l'étalon de précaution qu'une personne prudente adopterait pour prévenir les incendies et les explosions, contribue à provoquer dans ce bien un incendie ou une explosion qui cause des lésions corporelles à autrui ou endommage des biens.

Incendie criminel puni d'emprisonnement

(2) Where a person is charged with an offence under subsection (1), the fact that the person has failed to comply with any law respecting the prevention of fires or explosions in the property is a fact from which a marked departure from the standard of care referred to in that subsection may be inferred by the court.

(2) Le fait qu'une personne accusée de l'infraction visée au paragraphe (1) n'a pas observé une règle de droit concernant la prévention des incendies et des explosions à l'égard de bien en question est un fait dont le tribunal peut conclure à l'écart de l'étalon de précaution visé à ce paragraphe.

Infraction punie d'emprisonnement

436.1 Every person who possesses any

436.1 Est coupable d'un acte criminel

Possession de matières incendiaires

C-54

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-54

An Act to amend the Criminal Code (joinder of counts)

First reading, December 14, 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

C-54

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-54

Loi modifiant le Code criminel (réunion de chefs
d'accusation)

Première lecture le 14 décembre 1989

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

2nd Session, 34th Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

2^e session, 34^e législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-54

PROJET DE LOI C-54

An Act to amend the Criminal Code (joinder
of counts)

Loi modifiant le Code criminel (réunion de
chefs d'accusation)

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47,
51, 52 (1st
Supp.), cc. 1,
24, 27, 35 (2nd
Supp.), cc. 10,
19, 30, 34 (3rd
Supp.), cc. 1,
23, 29, 30, 31,
32, 40, 42, 50
(4th Supp.);
1989, c. 2

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1^{er} suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2^e suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3^e suppl.), ch.
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4^e suppl.);
1989, ch. 2

1. Section 230 of the *Criminal Code* is
amended by adding the word "or" at the end
of paragraph (b) thereof, by striking out the
word "or" at the end of paragraph (c) there-
of and by repealing paragraph (d) thereof.

1. L'alinéa 230d) du *Code criminel* est
5 abrogé.

2. Section 589 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

2. L'article 589 de la même loi est abrogé
10 et remplacé par ce qui suit :

"589. No count that charges an indict-
able offence other than murder shall be
joined in an indictment to a count that
charges murder unless

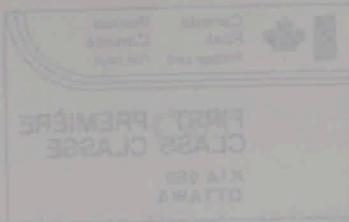
«589. Aucun chef d'accusation visant un
acte criminel autre que le meurtre ne peut
être joint, dans un acte d'accusation, à un 10
chef d'accusation de meurtre, sauf dans les
cas suivants :

Chef d'accusa-
tion en cas de
meurtre

- (a) the count that charges the offence 15
other than murder arises out of the same
transaction as a count that charges
murder; or
- (b) the accused signifies consent to the
joinder of the counts." 20

- a) les deux chefs d'accusation découlent
de la même affaire;
- b) l'accusé consent à la réunion des 15
chefs d'accusation.»

Count for
murder



EXPLANATORY NOTES

Clause 1: The relevant portion of section 230 at present reads as follows:

“230. Culpable homicide is murder where a person causes the death of a human being while committing or attempting to commit high treason or treason or an offence mentioned in section 52 (sabotage), 75 (piratical acts), 76 (hijacking an aircraft), 144 or subsection 145(1) or sections 146 to 148 (escape or rescue from prison or lawful custody), section 270 (assaulting a peace officer), section 271 (sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), 273 (aggravated sexual assault), 279 (kidnapping and forcible confinement), 279.1 (hostage taking), 343 (robbery), 348 (breaking and entering) or 433 or 434 (arson), whether or not the person means to cause death to any human being and whether or not he knows that death is likely to be caused to any human being, if

...
(d) he uses a weapon or has it on his person

(i) during or at the time he commits or attempts to commit the offence, or

(ii) during or at the time of his flight after committing or attempting to commit the offence,

and the death ensues as a consequence.”

Clause 2: Section 589 at present reads as follows:

“589. No count that charges an offence other than murder shall be joined in an indictment to a count that charges murder.”

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Texte actuel du passage visé de l'article 230 :

«230. L'homicide coupable est un meurtre lorsqu'une personne cause la mort d'un être humain pendant qu'elle commet ou tente de commettre une haute trahison, une trahison ou une infraction mentionnée aux articles 52 (sabotage), 75 (actes de piraterie), 76 (détournement d'aéronef), 144 ou au paragraphe 145(1) ou aux articles 146 à 148 (évasion ou délivrance d'une garde légale), 270 (voies de fait contre un agent de la paix), 271 (agression sexuelle), 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 273 (agression sexuelle grave), 279 (enlèvement et séquestration), 279.1 (prise d'otage), 343 (vol qualifié), 348 (introduction par effraction) ou 433 ou 434 (crime d'incendie), qu'elle ait ou non l'intention de causer la mort d'un être humain et qu'elle sache ou non qu'il en résultera vraisemblablement la mort d'un être humain, si, selon le cas :

...
d) elle emploie une arme ou l'a sur sa personne :

(i) soit pendant ou alors qu'elle commet ou tente de commettre l'infraction,

(ii) soit au cours ou au moment de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre l'infraction,

et que la mort en résulte.»

Article 2. — Texte actuel de l'article 589 :

«589. Aucun chef d'accusation imputant une infraction autre que le meurtre ne peut être joint, dans un acte d'accusation, à un chef d'accusation de meurtre.»



If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

The House of Commons of Canada

BILL C-54

An Act to amend the Criminal Code (gender of assault)

Loi modifiant le Code criminel (genre de l'auteur d'assaut)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte ce qui suit:

NOTES EXPLICATIVES

EXPLANATORY NOTES

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 273(1) de la Loi sur le Code criminel. (Text of the current paragraph 273(1) of the Criminal Code.)

Article 1. — Texte actuel de l'article 273(1) de la Loi sur le Code criminel. (Text of the current section 273(1) of the Criminal Code.)

Article 2. — Texte actuel de l'article 289 de la Loi sur le Code criminel. (Text of the current section 289 of the Criminal Code.)

Article 2. — Texte actuel de l'article 289 de la Loi sur le Code criminel. (Text of the current section 289 of the Criminal Code.)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié sous l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Disponible au Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-55

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-55

An Act to amend the Customs Act

First reading, December 14, 1989

THE MINISTER OF NATIONAL REVENUE

C-55

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-55

Loi modifiant la Loi sur les douanes

Première lecture le 14 décembre 1989

LE MINISTRE DU REVENU NATIONAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-55

PROJET DE LOI C-55

An Act to amend the Customs Act

Loi modifiant la Loi sur les douanes

R.S., c. 1 (2nd
Suppl.); R.S., c.
7 (2nd Suppl.),
cc. 26, 41 (3rd
Suppl.), c. 1
(4th Suppl.);
1988, c. 65

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1 (2^e
suppl.); L.R.,
ch. 7 (2^e
suppl.), ch. 26,
41 (3^e suppl.),
ch. 1 (4^e
suppl.); 1988,
ch. 65

1. The *Customs Act* is amended by adding
thereto, immediately after section 72 thereof,
the following section:

1. La *Loi sur les douanes* est modifiée par
5 insertion, après l'article 72, de ce qui suit : 5

Request for
re-determina-
tion where
retroactive
order

“72.1 (1) Notwithstanding paragraphs
60(1)(a) and (b), a request for a re-deter-
mination of the tariff classification of
imported goods affected by a retroactive 10
order of the Governor in Council made
pursuant to sections 68 and 136 or 129 and
136 of the *Customs Tariff*, may be made
under section 60 at any time before July 1,
1992. 15

«72.1 (1) Par dérogation aux alinéas
60(1)a) et b), une demande de révision du
classement tarifaire de marchandises
importées touché par un décret rétroactif
pris par le gouverneur en conseil en vertu 10
des articles 68 et 136 ou 129 et 136 du
Tarif des douanes peut, avant le 1^{er} juillet
1992, être présentée en vertu de
l'article 60.

Demande de
révision lors
d'un décret
rétroactif

Previous
re-determina-
tion not a bar

(2) A designated officer may re-deter-
mine under subsection 60(3), and thereaf-
ter the Deputy Minister may further re-
determine under subsection 63(3), the
tariff classification of imported goods in 20
order to give effect to a retroactive order
of the Governor in Council referred to in
subsection (1), notwithstanding any prior
re-determination of the tariff classification
of the goods.” 25

(2) L'agent désigné peut, en vertu du 15
paragraphe 60(3), procéder à la révision
du classement tarifaire de marchandises
importées — et le sous-ministre peut par
la suite procéder au réexamen visé au
paragraphe 63(3) — afin de donner effet à 20
un décret rétroactif mentionné au paragra-
phe (1) même si le classement tarifaire des
marchandises a déjà fait l'objet d'une révi-
sion ou d'un réexamen antérieur, selon le
cas.» 25

Révision et
réexamen
antérieurs

2. Les amendements proposés par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, le 11 juillet 1992, ont été publiés dans le *Journal officiel* du Canada le 11 juillet 1992.

2. The amendments proposed by the Minister of Energy and Natural Resources on July 11, 1992, were published in the *Canada Gazette* on July 11, 1992.

3. La même loi est modifiée par l'article 80 de la Loi sur l'accès à l'information, le 11 juillet 1992.

3. The said Act is further amended by 80 adding thereto, immediately after section 79, the following section:

80(1) (1) Par dérogation au paragraphe 80(1), les personnes qui, en vertu de l'article 74(1)(a), reçoivent un remboursement de droits en raison de la réduction ou de la suppression des droits de douane en application d'un décret rétroactif pris par le gouvernement en conseil en vertu des articles 88 et 128 ou 129 de la Loi sur l'accès à l'information, le 11 juillet 1992.

80(1) (1) Notwithstanding subsection 80(1), any person who, under paragraph 74(1)(a), is granted a refund of duties on imported goods in which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 88 and 128 or 129 of the Customs Tariff, 1959, shall be deemed to be entitled to the refund.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: New. This amendment would extend to July 1, 1992 the limitation period for submission of a request for re-determination of the tariff classification of goods affected by a retroactive order made as a consequence of the implementation of the International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System.

Article 1. — Nouveau. Report au 1^{er} juillet 1992 de la date limite pour la présentation d'une demande de révision du classement tarifaire touché par un décret rétroactif pris en conséquence de la mise en œuvre de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

(2) Les personnes qui, en vertu de l'article 74(1)(b), reçoivent un remboursement de droits en raison de la réduction ou de la suppression des droits de douane en application d'un décret rétroactif pris par le gouvernement en conseil en vertu des articles 88 et 128 ou 129 de la Loi sur l'accès à l'information, le 11 juillet 1992.

(2) Any person who, before the coming into force of this section, was granted a refund under paragraph 74(1)(b) of duties on imported goods in which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council referred to in subsection (1) shall be deemed to be entitled to the refund in the manner set out in that subsection, less any interest already granted on the refund.

4. La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

4. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on January 1, 1990.

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 74 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 74, de ce qui suit :

Refund where retroactive order

"74.1 The Minister may grant a refund of duties under paragraph 74(1)(d) in respect of imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 68 and 136 or 129 and 136 of the *Customs Tariff* if, notwithstanding the limitation period described in paragraph 74(3)(b), an application for the refund is made before July 1, 1992."

"74.1 Le ministre peut, en vertu de l'alinéa 74(1)d), accorder un remboursement de droits à l'égard des marchandises importées pour lesquelles les droits de douane ont été réduits ou supprimés par l'application d'un décret rétroactif pris par le gouverneur en conseil en vertu des articles 68 et 136 ou 129 et 136 du *Tarif des douanes* si, par dérogation au délai mentionné à l'alinéa 74(3)b), la demande de remboursement est présentée avant le 1^{er} juillet 1992."

Remboursement dans le cas d'un décret rétroactif

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 80 thereof, the following section:

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 80, de ce qui suit :

Interest on refunds where retroactive order

"80.1 (1) Notwithstanding subsection 80(1), any person who, under paragraph 74(1)(d), is granted a refund of duties on imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 68 and 136 or 129 and 136 of the *Customs Tariff*, shall be granted, in addition to the refund, interest at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month between the time the duties were paid and the time the refund is granted, calculated on the amount of the refund.

"80.1 (1) Par dérogation au paragraphe 80(1), les personnes qui, en vertu de l'alinéa 74(1)d), reçoivent un remboursement de droits en raison de la réduction ou de la suppression des droits de douane en application d'un décret rétroactif pris par le gouverneur en conseil en vertu des articles 68 et 136 ou 129 et 136 du *Tarif des douanes* reçoivent en outre des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur ce remboursement par mois ou fraction de mois s'écoulant entre le versement des droits et leur remboursement.

Intérêts sur les remboursements dans le cas d'un décret rétroactif

Interest on past refunds

(2) Any person who, before the coming into force of this section, was granted a refund under paragraph 74(1)(d) of duties on imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council referred to in subsection (1) shall be granted interest on the refund in an amount calculated in the manner set out in that subsection, less any interest already granted on the refund."

(2) Les personnes qui, avant l'entrée en vigueur du présent article, ont reçu un remboursement de droits en vertu de l'alinéa 74(1)d) en raison de la réduction ou de la suppression des droits de douane en application d'un décret rétroactif visé au paragraphe (1), reçoivent en outre des intérêts déterminés de la manière prévue au paragraphe (1), moins ceux qui leur ont déjà été versés à l'égard du remboursement."

Intérêts sur les remboursements déjà octroyés

Coming into force

4. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on January 1, 1990.

4. La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Entrée en vigueur

Clause 2: New. This amendment would extend to July 1, 1992 the limitation period for submission of a request for a refund of duties on goods affected by a retroactive order.

Article 2. — Nouveau. Report au 1^{er} juillet 1992 de la date limite pour la présentation d'une demande de remboursement de droits touchés par un décret rétroactif.

Clause 3: New.

Article 3. — Nouveau.

1992) and the Minister may, in respect of imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 136 and 138 of the Customs Tariff, if notwithstanding the indication period described in paragraph 74(3)(b), an application for the refund is made before July 1, 1992.

Refund of duties on imported goods

74.1 The Minister may grant a refund of duties under paragraph 74(1)(a) in respect of imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 136 and 138 of the Customs Tariff if, notwithstanding the indication period described in paragraph 74(3)(b), an application for the refund is made before July 1, 1992.

3. The said Act is amended accordingly, reading therein, immediately after section 60 thereof, the following section:

Refund of duties on imported goods

76.1 (1) Notwithstanding subsection 60(1), any person who, under paragraph 74(1)(a), is granted a refund of duties on imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council made pursuant to sections 136 and 138 of the Customs Tariff shall be granted, in addition to the refund allowed at the prescribed rate or at a rate determined in the prescribed manner in respect of each month or fraction of a month between the time the duties were paid and the time the refund is granted, calculated on the amount of the refund:

(2) Any person who, before the coming into force of this section, was granted a refund under paragraph 74(1)(a) of duties on imported goods on which the customs duties are reduced or removed by a retroactive order of the Governor in Council referred to in subsection (1) shall be granted interest on the refund in an amount calculated in the manner set out in that subsection, less any interest already granted on the refund.

4. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on January 1, 1990.

Coming into force

1- La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990, à moins qu'elle n'entre en vigueur ou soit réputée être entrée en vigueur à une date ultérieure.

74.1 Le ministre peut, en vertu de l'alinéa 74(1)(a) accorder un remboursement de droits à l'égard des marchandises importées pour lesquelles les droits de douane ont été réduits ou supprimés par l'application d'un décret rétroactif pris par le gouvernement en vertu des articles 136 et 138 de la Loi sur l'impôt des douanes et par dérogation au délai mentionné à l'alinéa 74(3)(b), si une demande de remboursement est présentée avant le 1^{er} juillet 1992.

Remboursement des droits de douane sur les marchandises importées

3. La même loi est modifiée par introduction, à l'article 60, après l'article 60, de ce qui suit :

76.1 (1) Par dérogation au paragraphe 60(1), les personnes qui, en vertu de l'alinéa 74(1)(a) ont obtenu un remboursement de droits de douane en application d'un décret rétroactif pris par le gouvernement en vertu des articles 136 et 138 de la Loi sur l'impôt des douanes, ont droit, en plus du remboursement autorisé au taux ou au taux déterminé de la manière prescrite, d'un intérêt calculé sur le montant du remboursement pendant toute la période de temps s'écoulant entre le paiement des droits et le remboursement.

Remboursement des droits de douane sur les marchandises importées

(2) Les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de présent article, ont reçu un remboursement de droits de douane en vertu de l'alinéa 74(1)(a) en raison de la réduction ou de la suppression des droits de douane en application d'un décret rétroactif ont droit, en plus du montant du remboursement autorisé au paragraphe (1), d'un intérêt calculé sur le montant du remboursement, moins tout intérêt déjà versé à l'égard du remboursement.

Remboursement des droits de douane sur les marchandises importées

4. La présente loi entre en vigueur ou est réputée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Entrée en vigueur

C-56

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-56

An Act to amend the Small Businesses Loans Act

First reading, December 15, 1989

THE MINISTER OF REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION

C-56

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-56

Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises

Première lecture le 15 décembre 1989

LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE
RÉGIONALE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-56

PROJET DE LOI C-56

An Act to amend the Small Businesses
Loans Act

Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites
entreprises

R.S., c. S-11;
R.S., c. 19 (1st
Suppl.), c. 14
(2nd Suppl.),
c. 22 (3rd
Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-11;
L.R., ch. 19 (1^{er}
suppl.), ch. 14
(2^e suppl.), ch.
22 (3^e suppl.)

1. (1) Paragraph 3(2)(f) of the *Small
Businesses Loans Act* is repealed and the
following substituted therefor:

1. (1) L'alinéa 3(2)f) de la *Loi sur les
5 prêts aux petites entreprises* est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit :

“(f) no fee, service charge or charge of
any kind was by the terms of the loan
payable to the lender in respect of the
loan as long as the borrower was not in 10
default, other than

«f) les seuls droits ou frais afférents au
prêt, tant que l'emprunteur n'était pas
en défaut, étaient :

- (i) a prescribed fee or charge,
- (ii) a charge not exceeding the
amount of the fee payable by the
lender pursuant to paragraph (4)(b), 15
and
- (iii) interest at a rate not exceeding
the prescribed maximum rate or the
maximum rate determined by the pre-
scribed formula or formulae;” 20

- (i) les droits ou frais prévus par 10
règlement,
- (ii) les frais ne dépassant pas le mon-
tant des droits payables par le prêteur
conformément à l'alinéa (4)b),
- (iii) les intérêts à un taux ne dépas- 15
sant pas le taux maximal réglemen-
taire ni le taux maximal déterminé
selon la ou les formules prévues par
règlement;»

(2) All that portion of subsection 3(7) of
the said Act preceding paragraph (a) thereof
is repealed and the following substituted
therefor:

(2) Le passage du paragraphe 3(7) de la 20 L.R., ch. 22
même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et (3^e suppl.),
remplacé par ce qui suit : par. 3(3)

“(7) Where, at the time a lender makes 25
a loan, the prescribed maximum rate of
interest, the maximum rate determined by
the prescribed formula or formulae or a
condition set out in paragraph (2)(e), (f)
or (g) is not complied with, the Minister 30

«(7) Malgré tout manquement relatif au
taux d'intérêt maximal réglementaire, au
taux maximal déterminé selon la ou les 25
formules prévues par règlement ou à l'une
des conditions visées aux alinéas (2)e), f)
ou g) lors de l'octroi du prêt, le ministre

Indemnisation
par le ministre

R.S., c. 22 (3rd
Suppl.), s. 3(3)

Minister may
make payment

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Small Businesses Loans Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) The relevant portions of subsection 3(2) at present read as follows:

- "(2) The conditions referred to in subsection (1) are as follows:
 - ...
 - (f) no fee, service charge or charge of any kind other than interest, except a charge not exceeding the amount of the fee payable by the lender pursuant to paragraph (4)(b) and such charge for insurance as may be authorized by the regulations, was by the terms of the loan payable to the lender in respect of the loan as long as the borrower was not in default;"

(2) The relevant portion of subsection 3(7) at present reads as follows:

"(7) Where, at the time a lender makes a loan, the prescribed interest rate or a condition set out in paragraph (2)(e), (f) or (g) is not complied with, the Minister may pay to the lender the amount of any loss that is eligible for payment under subsection 3(1) if"

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 3(2) :

- «(2) Les conditions visées au paragraphe (1) sont les suivantes :
 - ...
 - f) les seuls frais afférents au prêt — tant que l'emprunteur n'était pas en défaut — étaient le montant de l'intérêt, les droits prévus à l'alinéa (4)b) et les frais d'assurance réglementaires;»

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 3(7) :

«(7) Malgré tout manquement relatif au taux d'intérêt réglementaire ou à l'une des conditions visées aux alinéas (2)e), f) ou g) lors de l'octroi du prêt, le ministre peut indemniser le prêteur conformément au paragraphe 3(1) si les conditions suivantes sont réunies :»

may pay to the lender the amount of any loss that is eligible for payment under subsection (1) if”

peut indemniser le prêteur conformément au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :»

2. (1) Subsection 6(1) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

2. (1) Le paragraphe 6(1) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 5

“(c) made during the period commencing on April 1, 1990 and ending on March 31, 1993, after the aggregate principal amount of the loans submitted by all lenders to the Minister and registered as guaranteed business improvement loans made during that period exceeds two billion dollars or such other amount as is provided by an appropriation Act or other Act of Parliament.”

«(c) par suite des prêts consentis du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1993, une fois atteint, pour le principal de tous les prêts qui lui ont été présentés et ont été enregistrés à titre de prêts garantis consentis au cours de cette période, le plafond de deux milliards de dollars ou tout autre montant fixé par une loi de crédits ou une autre loi fédérale.»

R.S., c. 19 (1st Suppl.), s. 4

(2) Subsection 6(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 6(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15 L.R., ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 4

Idem

“(2) The Minister is not liable under this Act to make any payment to a lender in respect of any loss sustained by it as a result of a business improvement loan made after March 31, 1993.”

«(2) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser les prêteurs des pertes subies par suite des prêts consentis après le 31 mars 1993.» 20

Date limite

3. (1) Subparagraphs 7(1)(e)(iv) and (v) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Les sous-alinéas 7(1)e)(iv) et (v) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(iv) the conditions of the liability of the Minister under this Act in respect of loans within the class, in addition to the conditions specified in subsection 3(2), and
(v) the maximum rate of interest payable by a borrower and the formula or formulae by which the maximum rate of interest shall be determined.”

«(iv) les conditions — outre celles déjà énoncées au paragraphe 3(2) — auxquelles est engagée la responsabilité du ministre dans le cadre de la présente loi,
(v) le taux d'intérêt maximal payable par l'emprunteur de même que la ou 30 les formules utilisées pour le calcul de ce taux;»

(2) Paragraph 7(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 7(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(f) providing that in the event of actual or impending default in the repayment of a guaranteed business improvement loan, notwithstanding anything in this Act, the lender may alter or

«f) prévoir la possibilité, sans que soit limitée pour autant la responsabilité du ministre, pour les prêteurs, en cas de défaut de remboursement — ou si la défaillance est imminente —, de modi-

Clause 2: (1) New. The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

“6. (1) The Minister is not liable under this Act to make any payment to a lender in respect of any loss sustained by it as a result of a business improvement loan”

(2) Subsection 6(2) at present reads as follows:

“(2) The Minister is not liable under this Act to make any payment to a lender in respect of any loss sustained by it as a result of a business improvement loan made after March 31, 1990.”

Clause 3: (1) and (2) The relevant portions of subsection 7(1) at present read as follows:

“7. (1) The Governor in Council may, subject to subsection (2), on the recommendation of the Minister, make regulations

...
(e) prescribing, in respect of any class of business improvement loans,

...
(iv) the conditions of the liability of the Minister under this Act in respect of loans within the class, in addition to the conditions specified in paragraphs 3(a) to (h), and

(v) the rate of interest payable by a borrower;

(f) providing that, in the event of actual or impending default in the repayment of a guaranteed business improvement loan, the lender by which the loan was made may, notwithstanding anything in this Act, alter or revise with the approval of the borrower, by way of an extension of time or otherwise, any of the terms of the loan or any agreement in connection therewith, and that the alteration or revision shall not discharge the liability of the Minister in respect thereof under this Act;”

Article 2, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 6(1) :

«6. (1) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser les prêteurs des pertes subies :»

(2). — Texte actuel du paragraphe 6(2) :

«(2) Le ministre n'est pas tenu d'indemniser les prêteurs des pertes subies par suite des prêts consentis après le 31 mars 1990.»

Article 3, (1) et (2). — Texte actuel des passages visés du paragraphe 7(1) :

«7. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil, peut par règlement :

...
e) prévoir, selon la catégorie de prêts :

...
(iv) les conditions — outre celles déjà énoncées aux alinéas 3a) à h) — auxquelles est engagée la responsabilité du ministre dans le cadre de la présente loi,

(v) le taux d'intérêt payable par l'emprunteur;

f) prévoir la possibilité pour les prêteurs, en cas de défaut de remboursement — ou si la défaillance est imminente —, de modifier ou de réviser, par dérogation à la présente loi et avec le consentement de l'emprunteur, les conditions du prêt ou d'un contrat connexe, notamment par un report d'échéance, sans que soit limitée pour autant la responsabilité du ministre;»

revise by way of an extension of time or otherwise, with the approval of the borrower and, in the case of an extension of time beyond the period provided for in paragraph 3(2)(e), the approval of the Minister in writing, any term of the loan or any agreement in connection therewith, and that such an alteration or revision does not discharge the liability of the Minister in respect thereof under 10 this Act;”

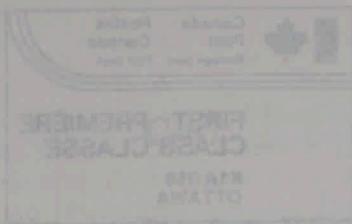
(3) Subsection 7(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (k) thereof, the following paragraph: 15

“(k.1) prescribing the maximum rate of interest payable on a subrogated debt in the case of subrogation referred to in paragraph (k) and the formula or formulae by which the maximum rate of 20 interest shall be determined;”

fier ou de réviser, par dérogation à la présente loi et avec le consentement de l'emprunteur, les conditions du prêt ou d'un contrat connexe, notamment par un report d'échéance, au-delà du délai 5 prévu à l'alinéa 3(2)e), également subordonné au consentement écrit du ministre;»

(3) Le paragraphe 7(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa k), de ce 10 qui suit :

«k.1) fixer le taux d'intérêt maximal dans les cas de subrogation visés à l'alinéa k) de même que la ou les formules 15 utilisées pour le calcul de ce taux;»



CHAMBRE DES COMMERCES DU CANADA

CHAMBRE DES COMMERCES DU CANADA

(3) New.

(3). — Nouveau.

PROJET DE LOI C-57

PROJET DE LOI C-57

Bill C-57 is designed to amend certain Acts in connection with the protection of integrated circuit topographies.

Loi visant à protéger les topographies intégrées et à modifier certaines lois correspondantes.

First reading, December 13, 1989

Première lecture le 13 décembre 1989

MINISTERE DES COMMERCES ET DES SOCIÉTÉS

LE MINISTRE DES CONSOMMATEURS ET DES SOCIÉTÉS

Canada Post / Postes Canada
 Postage paid / Port payé

FIRST PREMIÈRE CLASS CLASSE

K1A 0S9 OTTAWA

... by any of an extension of time or otherwise, with the approval of the borrower and, in the case of an extension of time beyond the period provided for in paragraph (2)(b), the approval of the Minister in writing, any term of the loan or any agreement to amend them therewith, and that such an alteration or revision does not discharge the liability of the Minister in respect thereof under this Act.

... (b) l'approbation écrite du ministre en ce qui concerne toute extension de délai ou toute modification de la durée de la période de remboursement prévue à l'alinéa (2) b), et toute modification ou révision de ces conditions ou de toute convention visant à modifier ces conditions ou de toute convention visant à modifier ces conditions.

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

(3) Subsection 7(1) of the said Act is further amended by adding therein immediately after paragraph (4) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 7(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa 4) de ce qui suit:

"(4.1) prescribing the maximum rate of interest payable on a subordinated debt in the case of a corporation referred to in paragraph (1) or the formula or formulae by which the maximum rate of interest shall be determined;"

(4.1) fixer le taux d'intérêt maximal dans les cas de subordination visés à l'alinéa 1) de même que la ou les formules applicables pour le calcul de ce taux;

C-57

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

C-57

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-57

PROJET DE LOI C-57

An Act to provide for the protection of integrated circuit topographies and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi visant à protéger les topographies de circuits intégrés et à modifier certaines lois en conséquence

First reading, December 18, 1989

Première lecture le 18 décembre 1989

**THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE
AFFAIRS**

LE MINISTRE DES CONSOMMATEURS ET DES SOCIÉTÉS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-57

PROJET DE LOI C-57

An Act to provide for the protection of integrated circuit topographies and to amend certain Acts in consequence thereof

Loi visant à protéger les topographies de circuits intégrés et à modifier certaines lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Integrated Circuit Topography Act*.

1. *Loi sur les topographies de circuits intégrés*.

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

Définitions

“commercially exploit”
«exploitation commerciale»

2. (1) In this Act, “commercially exploit” means to sell, lease, offer or exhibit for sale or lease, or otherwise distribute for a commercial purpose;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«circuit intégré»
“integrated circuit product”

“filing date”
«date de dépôt»

“filing date”, in respect of an application for registration of a topography, means the filing date of the application as determined in accordance with section 17;

«circuit intégré» Produit destiné, même sous une forme intermédiaire, à remplir une fonction électronique et dans lequel les éléments, dont au moins un est actif, et tout ou partie des interconnexions sont intégrés dans ou sur — ou à la fois dans et sur — une pièce de matériau.

10

“integrated circuit product”
«circuit intégré»

“integrated circuit product” means a product, in a final or intermediate form, that is intended to perform an electronic function and in which the elements, at least one of which is an active element, and some or all of the interconnections, are integrally formed in or on, or both in and on, a piece of material;

«date de dépôt» Date du dépôt d'une demande d'enregistrement d'une topographie déterminée conformément à l'article 17.

15 «date de dépôt»
“filing date”

“Minister”
«ministre»

“Minister” means the Minister of Consumer and Corporate Affairs;

«exploitation commerciale» Vente, location, offre ou exposition en vue de la vente ou de la location, ainsi que toute autre forme de distribution à des fins commerciales.

20 «exploitation commerciale»
“commercially exploit”

«ministre» Le ministre des Consommateurs et des Sociétés.

“minister”
“Minister”

<p>1. Définition</p>	<p>1. Définition - La topographie des circuits intégrés est l'ensemble des données de conception d'un circuit intégré, telles qu'elles sont représentées par les données de conception et les données de fabrication.</p>	<p>"integrated circuit topography" means a topography in respect of a circuit or component, which is a circuit or component of an integrated circuit, as defined in section 2.</p>	<p>"integrated circuit topography" means a topography in respect of a circuit or component, which is a circuit or component of an integrated circuit, as defined in section 2.</p>
<p>2. Contenu</p>	<p>2. Contenu - La topographie des circuits intégrés comprend les données de conception et les données de fabrication.</p>	<p>"integrated circuit topography" includes the design and the data for the manufacture of an integrated circuit, as defined in section 2.</p>	<p>"integrated circuit topography" includes the design and the data for the manufacture of an integrated circuit, as defined in section 2.</p>
<p>3. Exclusion</p>	<p>3. Exclusion - La topographie des circuits intégrés ne comprend pas les données de conception et les données de fabrication d'un circuit intégré qui est un produit de base.</p>	<p>"integrated circuit topography" does not include the design and the data for the manufacture of an integrated circuit which is a basic product, as defined in section 2.</p>	<p>"integrated circuit topography" does not include the design and the data for the manufacture of an integrated circuit which is a basic product, as defined in section 2.</p>
<p>4. Application</p>	<p>4. Application - La topographie des circuits intégrés est protégée par le droit de propriété intellectuelle.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected by the intellectual property rights.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected by the intellectual property rights.</p>
<p>5. Durée</p>	<p>5. Durée - La protection de la topographie des circuits intégrés dure pendant une période déterminée.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected for a period of time determined by law.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected for a period of time determined by law.</p>
<p>6. Sanctions</p>	<p>6. Sanctions - Toute violation des droits de propriété intellectuelle relatifs à la topographie des circuits intégrés est punie de sanctions.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected by the intellectual property rights, and any infringement of these rights is punishable by law.</p>	<p>"integrated circuit topography" is protected by the intellectual property rights, and any infringement of these rights is punishable by law.</p>
<p>7. Définitions</p>	<p>7. Définitions - Les termes utilisés dans la présente loi ont le sens qui leur est attribué dans le présent article.</p>	<p>"integrated circuit topography" has the meaning assigned to it in this section.</p>	<p>"integrated circuit topography" has the meaning assigned to it in this section.</p>
<p>8. Dispositions générales</p>	<p>8. Dispositions générales - La présente loi s'applique à tous les circuits intégrés.</p>	<p>"integrated circuit topography" applies to all integrated circuits.</p>	<p>"integrated circuit topography" applies to all integrated circuits.</p>
<p>9. Dispositions finales</p>	<p>9. Dispositions finales - La présente loi est adoptée en vertu de l'autorité législative.</p>	<p>"integrated circuit topography" is enacted by the legislative authority.</p>	<p>"integrated circuit topography" is enacted by the legislative authority.</p>

"national" «ressortissant»	"national", in respect of a country, includes an individual who is a citizen or resident of, or is domiciled in, that country;	«registraire» Le registraire des topographies désigné en application de l'article 25.	«registraire» "Registrar"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations;	«registre» Le registre tenu conformément à l'article 15.	«registre» "register"
"register" «registre»	"register" means the register kept pursuant to section 15;	5 «ressortissant» Relativement à un pays, toute personne physique qui en est citoyenne, y réside ou y est domiciliée.	5 «ressortissant» "national"
"registered topography" «topographie enregistrée»	"registered topography" means a topography that is registered under this Act;	«topographie» Schéma, sous quelque forme que ce soit, de la disposition :	«topographie» "topography"
"Registrar" «registraire»	"Registrar" means the Registrar of Topographies designated pursuant to section 25;	a) soit des éléments et, le cas échéant, 10 des interconnexions destinés à servir à la fabrication d'un circuit intégré;	
"topography" «topographie»	"topography" means the design, however expressed, of the disposition of	b) soit des interconnexions et, le cas échéant, des éléments destinés à servir à la fabrication, sur mesure, d'une ou de 15 plusieurs couches à ajouter à un circuit intégré dans une forme intermédiaire.	
	(a) the interconnections, if any, and the elements for the making of an integrated circuit product, or	«topographie enregistrée» Topographie enregistrée au titre de la présente loi.	«topographie enregistrée» "registered topography"
	(b) the elements, if any, and the interconnections for the making of a customization layer or layers to be added to an integrated circuit product in an intermediate form.		
Deemed importation or commercial exploitation	(2) For the purposes of this Act, where an integrated circuit product forms part of an article that is imported or commercially exploited, the integrated circuit product shall be deemed to be imported or commercially exploited, as the case may be.	(2) Pour l'application de la présente loi, 20 est réputé faire l'objet d'une exploitation commerciale ou d'une importation, selon le cas, le circuit intégré qui fait partie d'un article exploité commercialement ou importé.	Présomption d'importation ou d'exploitation commerciale
First commercial exploitation of topography	(3) For the purposes of this Act, a topography is first commercially exploited when the topography or a substantial part thereof, or an integrated circuit product that incorporates the topography or a substantial part thereof, is commercially exploited for the first time in any place in the world by or with the consent of the person who owns the right to so commercially exploit the topography at that time and in that place.	(3) Pour l'application de la présente loi, 25 une topographie fait l'objet d'une première exploitation commerciale dès lors qu'elle-même ou une partie importante d'elle-même — ou un circuit intégré dans lequel elle est incorporée — est exploitée commercialement 30 pour la première fois en quelque lieu dans le monde par la personne qui en détient alors le droit en ce lieu, ou avec son consentement.	Première exploitation commerciale d'une topographie
Deemed creator of topography	(4) For the purposes of this Act, where a topography is created in the course of employment or pursuant to a contract, the employer or party to the contract for whom the topography was created shall be deemed to be the creator of the topography unless the employer and employee or the parties to the contract, as the case may be, otherwise agree.	(4) Pour l'application de la présente loi, 35 dans le cas d'une topographie créée dans le cadre d'un emploi ou au titre d'un contrat, c'est l'employeur ou le destinataire de la création qui est réputé en être le créateur, sauf entente contraire.	Créateur en cas d'emploi ou de contrat

RIGHT TO MAKE STREET IMPROVEMENT

3. (1) Every owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement... if the improvement is a street improvement...

(2) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(3) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(4) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(5) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(6) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(7) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(8) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(9) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(10) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(11) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

(12) The owner of any improvement in a street... shall be liable to the expense of the improvement...

EXCLUSIVE RIGHTS

2. (1) Subject to the Act and the regulations... the owner of a topography... shall have the exclusive right to the reproduction... of the topography...

(2) The exclusive right in a registered topography... shall consist of the exclusive right to reproduce the topography...

(3) Nothing in this section confers any rights in relation to any idea, concept, process, system, technique or information that may be embodied in a topography...

(4) (1) Subject to subsection (4), a topography is registrable under the Act only if the following conditions are met:

(a) the topography is original;

(b) an application for registration of the topography... containing the information and matter required by subsection (4)...

(c) the creator of the topography is at the time of its creation or on the filing date of the application;

(d) a natural or legal person who is a resident or ordinarily resident in Canada...

(e) the creator of the topography is at the time of its creation or on the filing date of the application;

(f) the creator of the topography is at the time of its creation or on the filing date of the application;

(g) the creator of the topography is at the time of its creation or on the filing date of the application;

(h) the creator of the topography is at the time of its creation or on the filing date of the application;

Exclusives rights on registration

Right in technical right

Right in technical right

Conditions for registration

Provisions of the Act

EXCLUSIVE RIGHT

Exclusive right
on registration

3. (1) Subject to this Act, the registration of a topography under this Act, unless shown to be invalid, gives to the creator of the topography or, where the topography has been transferred, the successor in title thereto, an exclusive right in the topography for the duration of the period referred to in section 5.

Scope of
exclusive right

(2) The exclusive right in a registered topography consists of the exclusive right to

(a) reproduce the topography or any substantial part thereof;

(b) manufacture an integrated circuit product incorporating the topography or any substantial part thereof; and

(c) import or commercially exploit the topography or any substantial part thereof or an integrated circuit product that incorporates the topography or any substantial part thereof.

Rights not
conferred

(3) Nothing in this section confers any rights in relation to any idea, concept, process, system, technique or information that may be embodied in a topography or an integrated circuit product.

Conditions of
registration

4. (1) Subject to subsection (4), a topography is registrable under this Act only if the following conditions are met:

(a) the topography is original;

(b) an application for registration of the topography, containing the information and material required by subsection 16(2) and accompanied by the fee required by subsection 16(3), is filed with the Registrar before the topography is first commercially exploited or within two years thereafter; and

(c) the creator of the topography is, at the time of its creation or on the filing date of the application,

(i) a national of Canada or an individual or legal entity that has in Canada a real and effective establishment for the creation of topographies or the manufacture of integrated circuit products,

DROIT EXCLUSIF ET PROTECTION

Protection à
compter de
l'enregistrement

3. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et sauf déclaration d'invalidité, l'enregistrement d'une topographie donne à son créateur ou, en cas de transmission, à l'ayant cause de ce dernier un droit exclusif sur la topographie; l'un ou l'autre bénéficie, à ce titre, d'une protection pour la durée prévue à l'article 5.

(2) Le titre de protection sur une topographie enregistrée ou sur toute partie importante de celle-ci confère à son titulaire le droit exclusif de :

a) la reproduire;

b) l'incorporer à la fabrication d'un circuit intégré;

c) l'exploiter commercialement ou l'importer, de même que tout circuit intégré dans lequel elle est incorporée.

Droits conférés
par la
protection

(3) Le présent article n'a pas pour effet de conférer des droits relativement à toute idée, information ou technique, ou tout procédé, concept ou système susceptible d'être incorporé dans une topographie ou un circuit intégré.

Précision

4. (1) Sous réserve du paragraphe (4), la topographie ne peut être enregistrée aux termes de la présente loi qu'aux conditions suivantes :

a) elle est originale;

b) une demande à cet effet — contenant les pièces et renseignements prévus au paragraphe 16(2) et accompagnée du paiement des droits exigés au titre du paragraphe 16(3) — est déposée au bureau du registraire avant sa première exploitation commerciale ou dans les deux années qui suivent;

c) soit au moment de sa création, soit à la date de dépôt, le créateur :

(i) est un ressortissant du Canada ou une personne physique ou morale qui a un établissement effectif et sérieux au Canada en vue de la création de topographies ou de la fabrication de circuits intégrés,

Conditions de
l'enregistrement

45

(ii) est un ressortissant d'un pays qui protège les topographies des circuits intégrés en vertu d'une convention ou d'un traité signé au pays et le Canada s'est engagé à une convention physique ou morale qui a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i);

(iii) est un ressortissant d'un pays — ou une personne physique ou morale qui a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i), dans un pays — qui accorde substantiellement la même protection que le pays en vertu duquel elle est ressortissante (i) la convention de réciprocité faisant l'objet d'un avis publié par le ministre dans le *Gazette du Canada*.

(ii) a national of a country that affords protection for topographies in accordance with a convention or treaty to which that country and Canada are contracting parties, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of the kind referred to in subparagraph (i); or

(iii) a national of a country that the Minister has certified by notice published in the *Gazette* pursuant to be a country that confers protection on nationals of Canada and individuals or legal entities that have in Canada an establishment of the kind referred to in subparagraph (i) that is substantially equal to the protection conferred by this Act, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of that kind.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la topographie est originale si

a) d'une part, elle ne résulte pas de la copie répétée d'une autre topographie ou d'une partie importante de celle-ci;

b) d'autre part, elle est le résultat d'un effort intellectuel et n'est pas déjà connue avant que les créateurs de topographies ou les fabricants de circuits intégrés au moment de sa création.

(2) For the purposes of subsection (1), a topography is original if the following conditions are met:

(a) it has not been produced by the mere reproduction of another topography or of any substantial part thereof; and

(b) it is the result of an intellectual effort and is not, at the time of its creation, commonplace among creators of topographies or manufacturers of integrated circuit products.

(3) La topographie qui est constituée par un agencement d'éléments ou d'intrusions connus est néanmoins originale si les conditions visées au paragraphe (2).

(3) Where a topography consists of a combination of elements or intrusions that are commonplace among creators of topographies or manufacturers of integrated circuit products, the topography shall be considered to be original only if the combination considered as a whole meets the conditions referred to in subsection (2).

(4) La topographie qui ne satisfait pas à la condition énoncée à l'alinéa (1) peut toutefois être enregistrée si la présente explique les conditions à ce titre au Canada.

(4) A topography that is not registrable by reason that the condition set out in paragraph (1)(c) cannot be met is registrable if the topography is first commercially exploited in Canada.

5. La protection prend effet à la date de dépôt et prend fin au terme de la dixième année civile qui suit l'année pendant laquelle la topographie fait l'objet d'une première

6. The exclusive right in a registrable topography shall expire on the tenth anniversary of the date of the registration of the topography.

Originality

Conditions of originality

Registration

Duration of exclusive right

(ii) a national of a country that affords protection for topographies in accordance with a convention or treaty to which that country and Canada are contracting parties, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of the kind referred to in subparagraph (i), or

(iii) a national of a country that the Minister has certified by notice published in the *Canada Gazette* to be a country that confers protection on nationals of Canada and individuals or legal entities that have in Canada an establishment of the kind referred to in subparagraph (i) that is substantially equal to the protection conferred by this Act, or an individual or legal entity that has in such a country an establishment of that kind.

(ii) est un ressortissant d'un pays qui protège les topographies conformément à une convention ou à un traité auquel ce pays et le Canada sont parties ou une personne physique ou morale qui y a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i),

(iii) est un ressortissant d'un pays — ou une personne physique ou morale qui a un établissement du type de celui qui est visé au sous-alinéa (i), dans un pays — qui accorde substantiellement la même protection que la présente loi aux personnes visées au sous-alinéa (i), la constatation de réciprocité faisant l'objet d'un avis publié par le ministre dans la *Gazette du Canada*.

Originality

(2) For the purposes of subsection (1), a topography is original if the following conditions are met:

- (a) it has not been produced by the mere reproduction of another topography or of any substantial part thereof; and
- (b) it is the result of an intellectual effort and is not, at the time of its creation, commonplace among creators of topographies or manufacturers of integrated circuit products.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la topographie est originale si :

- a) d'une part, elle ne résulte pas de la simple reproduction d'une autre topographie ou d'une partie importante de celle-ci;
- b) d'autre part, elle est le résultat d'un effort intellectuel et n'est pas déjà courante chez les créateurs de topographies ou les fabricants de circuits intégrés au moment de sa création.

Originalité

Combinations of elements or interconnections

(3) Where a topography consists of a combination of elements or interconnections that are commonplace among creators of topographies or manufacturers of integrated circuit products, the topography shall be considered to be original only if the combination, considered as a whole, meets the conditions referred to in subsection (2).

(3) La topographie qui est constituée par un agencement d'éléments ou d'interconnexions courants est néanmoins originale si celui-ci, pris dans son ensemble, remplit les conditions visées au paragraphe (2).

Agencement d'éléments ou d'interconnexions

Exception

(4) A topography that is not registrable by reason that the condition set out in paragraph (1)(c) cannot be met is registrable if the topography is first commercially exploited in Canada.

(4) La topographie qui ne satisfait pas à la condition énoncée à l'alinéa (1)c) peut toutefois être enregistrée si sa première exploitation commerciale a eu lieu au Canada.

Exception

Duration of exclusive right

5. The exclusive right in a registered topography shall subsist for a period

- (a) commencing on the filing date of the application for registration of the topography; and

5. La protection prend effet à la date de dépôt et prend fin au terme de la dixième année civile qui suit soit l'année pendant laquelle la topographie fait l'objet d'une pre-

Durée de la protection

The first part of the book is devoted to a general introduction to the study of geography. It discusses the scope and nature of the discipline, and the methods used by geographers to study the world. It also touches on the history of the subject and the role of geography in society.

The second part of the book deals with the physical geography of Canada. It covers the major physical features of the country, including the climate, topography, and natural resources. It also discusses the impact of these features on human settlement and development.

The third part of the book focuses on the human geography of Canada. It examines the distribution of the population, the patterns of migration, and the development of urban and rural areas. It also discusses the role of government and industry in shaping the human landscape.

The fourth part of the book is devoted to the regional geography of Canada. It looks at the different regions of the country and the unique characteristics of each. It discusses the economic, social, and cultural differences between the regions and the factors that have shaped them.

The fifth part of the book deals with the future of Canadian geography. It discusses the challenges facing the country in the coming decades, such as climate change, resource depletion, and population growth. It also offers some suggestions for how these challenges can be addressed.

The book concludes with a summary of the main findings and a list of references. It is a comprehensive and accessible introduction to the geography of Canada, suitable for students and general readers alike.

The book is written in a clear and concise style, and is well illustrated with maps and photographs. It is a valuable resource for anyone interested in the geography of Canada and the world.

The book is available in paperback and hardcover formats. It is published by the University of Toronto Press and is available for purchase from most bookstores and online retailers.

(b) terminating at the end of the tenth calendar year after the earlier of the calendar year in which the topography is first commercially exploited and the calendar year of the filing date of the application. 5

mière exploitation commerciale, soit, si elle est antérieure, l'année de la date de dépôt.

Infringement

6. (1) The exclusive right in a registered topography is infringed by any person who does any act referred to in subsection 3(2) without the consent of the owner of the registered topography.

6. (1) Quiconque accomplit l'un des actes visés au paragraphe 3(2) sans le consentement du propriétaire de la topographie enregistrée viole le titre de protection de ce 5
10 dernier.

Cas de violation

No infringement

(2) Notwithstanding subsection (1), it is not an infringement of the exclusive right in a registered topography for any person

(a) to do any act referred to in paragraph 3(2)(a) or (b) in relation to that registered topography for the sole purpose of analysis or evaluation or of research or teaching with respect to topographies;

(b) to do any act referred to in subsection 3(2) in relation to another topography that is created on the basis of the analysis, evaluation or research referred to in paragraph (a) and that is original within the meaning of subsection 4(2) or (3);

(c) to do any act referred to in paragraph 3(2)(c) in relation to a particular integrated circuit product that incorporates that registered topography or a substantial part thereof, at any time after the time at which that particular integrated circuit product is sold in any place by or with the consent of the person who owned the right to sell that registered topography at that time and in that place;

(d) to do any act referred to in subsection 3(2) where that act is done for a private and non-commercial purpose; or

(e) to bring an integrated circuit product that incorporates that registered topography or a substantial part thereof temporarily into Canada if that integrated circuit product forms part of a vehicle, vessel, aircraft or spacecraft registered in a country other than Canada that enters Canada temporarily or accidentally and is used for a purpose that is necessary or ancillary to that vehicle, vessel, aircraft or spacecraft. 40
45

(2) Malgré le paragraphe (1), il n'y a pas violation dans les cas suivants :

a) accomplissement de l'un des actes visés aux alinéas 3(2)a) ou b) aux fins soit d'analyse ou d'évaluation de la topographie enregistrée, soit de recherche ou d'enseignement lié au domaine des topographies; 10
15

b) accomplissement de l'un des actes visés au paragraphe 3(2) relativement à une topographie qui est créée sur la base d'une telle analyse, évaluation ou recherche et qui est elle-même originale au sens des paragraphes 4(2) ou (3); 20

c) exploitation commerciale ou importation d'un circuit intégré particulier dans lequel est incorporée la topographie enregistrée ou une partie importante de celle-ci après la vente du circuit en quelque lieu dans le monde par la personne qui détient alors le droit de vendre cette topographie en ce lieu, ou avec son consentement;

d) accomplissement de l'un des actes visés au paragraphe 3(2) à des fins privées et non commerciales; 30

e) introduction temporaire au Canada d'un circuit intégré dans lequel est incorporée une topographie enregistrée, ou une partie importante de celle-ci, si ce circuit, d'une part, fait partie d'un véhicule — y compris un navire, un aéronef ou un vaisseau spatial — enregistré dans un pays étranger et entré au Canada temporairement ou accidentellement et, d'autre part, sert de façon principale ou accessoire à un tel véhicule. 35
40

Non-violation

19. The first step in the construction of the index is to select a set of variables that are thought to be related to the phenomenon of interest. In this case, the variables are the number of years of schooling, the number of years of experience, and the number of years since graduation.

20. The second step is to standardize the variables. This is done by subtracting the mean and dividing by the standard deviation. This ensures that each variable contributes equally to the index.

21. The third step is to weight the variables. This is done by multiplying each standardized variable by a weight. The weights are chosen so that the index is a linear combination of the variables.

22. The fourth step is to calculate the index. This is done by summing the weighted variables. The index is then standardized to have a mean of zero and a standard deviation of one.

23. The fifth step is to interpret the index. This is done by comparing the index to a reference value. In this case, the reference value is the index value for the average person in the population.

24. The sixth step is to evaluate the index. This is done by comparing the index to other measures of the same phenomenon. In this case, the other measure is the number of years of schooling.

25. The seventh step is to use the index. This is done by comparing the index to a reference value. In this case, the reference value is the index value for the average person in the population.

26. The eighth step is to report the index. This is done by presenting the index value and a brief interpretation. In this case, the index value is 0.5 and the interpretation is that the person has a higher level of education than the average person in the population.

27. The ninth step is to discuss the index. This is done by discussing the strengths and weaknesses of the index. In this case, the strengths are that the index is easy to calculate and interpret, and the weaknesses are that the index is based on a limited set of variables.

28. The tenth step is to conclude the index. This is done by summarizing the index and its use. In this case, the index is a simple and effective way to measure the level of education of a person.

29. The final step in the construction of the index is to evaluate the index. This is done by comparing the index to other measures of the same phenomenon. In this case, the other measure is the number of years of schooling.

30. The final step is to use the index. This is done by comparing the index to a reference value. In this case, the reference value is the index value for the average person in the population.

31. The final step is to report the index. This is done by presenting the index value and a brief interpretation. In this case, the index value is 0.5 and the interpretation is that the person has a higher level of education than the average person in the population.

32. The final step is to discuss the index. This is done by discussing the strengths and weaknesses of the index. In this case, the strengths are that the index is easy to calculate and interpret, and the weaknesses are that the index is based on a limited set of variables.

33. The final step is to conclude the index. This is done by summarizing the index and its use. In this case, the index is a simple and effective way to measure the level of education of a person.

34. The final step is to use the index. This is done by comparing the index to a reference value. In this case, the reference value is the index value for the average person in the population.

35. The final step is to report the index. This is done by presenting the index value and a brief interpretation. In this case, the index value is 0.5 and the interpretation is that the person has a higher level of education than the average person in the population.

36. The final step is to discuss the index. This is done by discussing the strengths and weaknesses of the index. In this case, the strengths are that the index is easy to calculate and interpret, and the weaknesses are that the index is based on a limited set of variables.

37. The final step is to conclude the index. This is done by summarizing the index and its use. In this case, the index is a simple and effective way to measure the level of education of a person.

38. The final step is to use the index. This is done by comparing the index to a reference value. In this case, the reference value is the index value for the average person in the population.

1988

1988

1988

1988

1988

1988

1988

1988

No infringement	(3) For greater certainty, it is not an infringement of the exclusive right in a registered topography for any person to do any act referred to in subsection 3(2) in relation to another topography that is independently created. 5	(3) Aucun des actes énumérés au paragraphe 3(2) ne constitue une violation du titre de protection quand il vise une autre topographie créée de façon indépendante. 5	Non-violation
Transfer of topography	7. (1) A topography, whether registered or unregistered, is transferable, either as to the whole interest therein or as to any undivided portion thereof.	7. (1) La topographie, qu'elle soit enregistrée ou non, est transmissible soit quant à la totalité de l'intérêt, soit quant à quelque partie indivise de celui-ci. 10	5 Transmission
Licence	(2) A topography, whether registered or unregistered and either as to the whole interest therein or as to any portion thereof, may constitute the subject-matter of a licence.	(2) La topographie, qu'elle soit enregistrée ou non, peut faire l'objet d'une licence en tout ou en partie. 10	Licence

LEGAL PROCEEDINGS

RECOURS JUDICIAIRES

*Action for Infringement**Action pour violation du titre de protection*

Action for infringement	8. (1) An action for infringement of the exclusive right in a registered topography may be brought in any court of competent jurisdiction by the owner of the registered topography or by a licensee of any right therein, subject to any agreement between the licensee and the owner. 20	8. (1) L'action pour violation de la protection peut être intentée devant tout tribunal compétent soit par le propriétaire de la topographie enregistrée, soit par le titulaire d'une licence relative à la topographie, sous réserve d'une entente entre lui et le propriétaire de celle-ci. 15	Initiative de l'action
Each owner to be party	(2) Each owner of a registered topography shall be or be made a party to any action for infringement of the exclusive right therein.	(2) Chaque propriétaire de la topographie enregistrée doit être partie à l'action. 20	Parties à l'action
Power of court to grant relief	9. In an action for infringement of the exclusive right in a registered topography, a court of competent jurisdiction may make such orders as the circumstances require, including orders providing for relief by way of injunction, the payment of royalties and the recovery of damages or profits, for punitive damages, and for the disposal of any infringing integrated circuit product or any article of which an infringing integrated circuit product forms a part. 35	9. Dans toute action pour violation de la protection, le tribunal compétent peut rendre les ordonnances que les circonstances exigent, notamment pour réparation par voie d'injonction ou par le paiement de redevances ou le recouvrement de profits perçus ou de dommages-intérêts, pour l'imposition de dommages punitifs, ou encore en vue de la disposition de tout circuit intégré contrefait ou de tout article dont il fait partie. 30	Pouvoir du tribunal d'accorder réparation
Innocent infringement	10. Where the exclusive right in a registered topography is infringed by reason of the commercial exploitation or importation of an integrated circuit product that incorporates the registered topography or a substantial part thereof and the defendant in an action for infringement establishes that, at the time the defendant acquired the integrated circuit product, the defendant did not know and had no reasonable grounds to 45	10. En cas de violation du titre de protection découlant de l'exploitation commerciale ou de l'importation d'un circuit intégré dans lequel est incorporée une topographie enregistrée ou une partie importante de celle-ci, le défendeur qui fait la preuve qu'au moment de son acquisition il ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire que le circuit intégré avait été fabriqué et vendu pour la première fois sans le consentement 40	Violation involontaire

believe that the integrated circuit product was manufactured and sold for the first time without the consent of the owner of the registered topography, the defendant

(a) is not liable for royalties, damages, profits or punitive damages in respect of any dealings with the integrated circuit product prior to the time when the defendant had actual knowledge that the product was manufactured and sold for the first time without the consent of the owner; and (b) shall have the right to dispose of any inventory of the integrated circuit product or of the article of which the integrated circuit product forms a part that was acquired before the defendant had that knowledge, subject to the condition that the defendant pay a reasonable royalty in respect of that inventory in such amount and at such time as the court may determine.

Infringement after commercial exploitation in Canada

11. (1) Where an integrated circuit product that incorporates a registered topography or a substantial part thereof is commercially exploited in Canada by or with the consent of the owner of the registered topography and an action for infringement is commenced in respect of an act of infringement committed after that commercial exploitation, the plaintiff is not entitled to any relief under section 9 other than by way of an injunction if the defendant establishes that, at the time of the infringement, the defendant was not aware and had no reasonable grounds to suspect that the topography was registered.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the plaintiff establishes that all or substantially all of the integrated circuit products that were commercially exploited in Canada by or with the consent of the owner of the registered topography before the infringement, or all or substantially all of the containers housing those integrated circuit products, were visibly marked with a title of the topography that is substantially the same as a title thereof that, at the time of the infringement, appeared on the register.

Limitation period

12. (1) Subject to subsection (2), no royalties, damages, profits or punitive damages may be awarded for any act of infringement

du propriétaire de la topographie enregistrée :

a) n'est pas responsable des dommages-intérêts, des redevances ou des dommages punitifs, ni du remboursement des profits en ce qui touche l'utilisation d'un circuit intégré pendant tout le temps où il n'avait pas effectivement connaissance du fait que celui-ci avait été fabriqué et vendu pour la première fois sans le consentement du propriétaire;

b) a le droit, sur paiement de la juste redevance fixée par le tribunal dans le délai imparti par celui-ci, de disposer du stock de circuits intégrés — ou d'articles dont ceux-ci font partie — acquis pendant cette période.

11. (1) Dans une action en violation à l'égard d'un circuit intégré dans lequel est incorporée une topographie enregistrée ou une partie importante de celle-ci et qui est exploité commercialement au Canada par le propriétaire de la topographie ou avec son consentement, le seul recours ouvert au demandeur parmi ceux qui sont mentionnés à l'article 9 est l'injonction dans le cas où le défendeur démontre qu'au moment de la violation il ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de soupçonner que la topographie était enregistrée.

Violation après l'exploitation commerciale au Canada

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le demandeur démontre qu'avant la violation la totalité ou la quasi-totalité soit des circuits intégrés exploités commercialement au Canada par le propriétaire de la topographie enregistrée ou avec son consentement, soit de leurs contenants portaient visiblement une mention correspondant substantiellement à un titre de la topographie, tel qu'il figurait dans le registre au moment de la violation.

Exception

12. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'action pour violation de la protection visant réparation par le paiement de redevances ou

Prescription

committed more than three years before the commencement of the action for infringement.

le recouvrement de profits perçus ou de dommages-intérêts ou l'imposition de dommages punitifs se prescrit par trois ans à compter de la violation.

Exception

(2) The limitation period described in subsection (1) does not apply if

(2) La prescription ne joue toutefois pas si 5 Exception
5 la violation est d'une nature telle qu'elle n'aurait pu être décelée par un propriétaire ou titulaire de licence diligent et si l'action est intentée dans les trois années suivant le moment où le demandeur a décelé — ou 10
10 aurait dû déceler — la violation.

- (a) the infringement is of such a nature that, at the time of its commission, it would not have come to the attention of a reasonably diligent owner or licensee of any right in the registered topography; and
- (b) the action for infringement is commenced within three years after the infringement came or should have come to the attention of the plaintiff.

Changes in register not applicable

13. If any person has relied to the detriment of that person on any entry in the register as it read before being expunged or amended pursuant to this Act or any other Act of Parliament, a court of competent jurisdiction may order that the expungement or amendment not apply in any action for infringement of the exclusive right in a registered topography taken against that person or against any other person who has acquired from that person an integrated circuit product that incorporates the topography or a substantial part thereof.

13. Le tribunal compétent peut ordonner que la correction ou la suppression d'une inscription dans le registre faite en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale soit 15
15 sans effet dans une action pour violation intentée contre un tiers ou toute personne ayant acquis de celui-ci un circuit intégré dans lequel est incorporée la topographie enregistrée ou une partie importante de cel- 20
20 le-ci, si ce tiers a subi un préjudice du fait de l'inscription dans le registre.

Correction sans effet

Other Proceedings

Autres recours

Detention of infringing integrated circuit products

14. (1) Where it is made to appear to a court of competent jurisdiction that an integrated circuit product has been imported into Canada or is about to be commercially exploited in Canada contrary to this Act, the court may make an order for the interim detention of the integrated circuit product or any article of which the integrated circuit product forms a part, pending a final determination of the legality of the importation or commercial exploitation in an action commenced within such time as is specified in the order.

14. (1) S'il est conduit à penser qu'un circuit intégré a été importé au Canada ou qu'il est sur le point d'y faire l'objet d'une 25
25 exploitation commerciale en contravention avec la présente loi, le tribunal compétent peut rendre une ordonnance décrétant la rétention provisoire du circuit intégré ou de tout article dont il fait partie, en attendant le 30
30 jugement qui sera prononcé quant à la légalité de l'importation ou de l'exploitation commerciale, dans une action à engager dans le délai fixé par l'ordonnance.

Cas de rétention de circuits intégrés

Security

(2) Before an order is made under subsection (1), the plaintiff or petitioner may be required to furnish security, in such form and in such amount as the court may determine, to answer any damages that may by reason 45
45 of the order be sustained by the owner or

(2) Avant de rendre son ordonnance, le 35 Garantie
35 tribunal peut obliger le demandeur ou le requérant à fournir la garantie qu'il fixe en vue de couvrir les dommages que peut subir, du fait de l'ordonnance, le propriétaire ou consignétaire du circuit intégré ou de l'arti- 40
40

the first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

the first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(1) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(1) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(2) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(2) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(3) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(3) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(4) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(4) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(5) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

(5) The first 12 months of life, the first 12 months of life, the first 12 months of life...

consignee of the integrated circuit product or article and for any costs of storage or amount that may become chargeable against the integrated circuit product or article while it remains in detention under the order.

cle, les frais d'entreposage ainsi que tout autre montant pouvant être exigé à l'égard du circuit intégré pendant la période de rétention.

5

Indemnity

(3) Subject to paragraph (4)(c), the plaintiff or petitioner in an action referred to in subsection (1) shall be liable to indemnify Her Majesty in right of Canada against any liability or expense that may result from the detention of an integrated circuit product or article pursuant to any order made under subsection (1), whether or not security is furnished pursuant to subsection (2).

(3) Sous réserve de l'alinéa (4)c) et indépendamment du fait qu'une garantie ait été versée, le demandeur ou requérant est tenu d'indemniser Sa Majesté du chef du Canada des frais ou dettes occasionnés par la rétention d'un circuit intégré ou article aux termes d'une ordonnance rendue en application du paragraphe (1).

5 Indemnité

Lien, disposal and indemnity

(4) Where, by the judgment in an action referred to in subsection (1) that finally determines the legality of the importation or commercial exploitation of the integrated circuit product, the court finds that the importation is or the commercial exploitation would be contrary to this Act,

(4) En cas de jugement concluant à l'illégalité de l'importation ou d'une éventuelle exploitation commerciale :

15 Privilège, disposition ou indemnisation

(a) any lien for charges against the integrated circuit product or article that arose prior to the date of an order made under subsection (1) has effect only so far as may be consistent with the due execution of the judgment;

a) le privilège né avant la date de l'ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) n'a d'effet que dans la mesure compatible avec l'exécution du jugement;

(b) the court may make any order for the disposal of the integrated circuit product or article, including by way of exportation, distribution or destruction, after payment has been made of any taxes or duties owing in respect thereof under any Act of Parliament; and

b) le tribunal peut rendre une ordonnance exigeant la disposition du circuit intégré ou de l'article, notamment par exportation, distribution ou destruction, après paiement de tous droits ou taxes dus en vertu d'une loi fédérale à l'égard du circuit intégré ou de l'article;

(c) the owner or consignee of the integrated circuit product or article thereupon becomes jointly and severally liable, with the plaintiff or petitioner, to indemnify Her Majesty in right of Canada under subsection (3).

c) le propriétaire ou le consignataire du circuit intégré ou de l'article est tenu, solidairement avec le demandeur ou requérant, d'indemniser Sa Majesté du chef du Canada aux termes du paragraphe (3).

40

Who may make applications

(5) Any order under subsection (1) may be made on the application of any interested person either in an action or otherwise and either on notice or *ex parte*.

(5) Toute personne intéressée peut, dans une action ou toute autre procédure et soit sur avis, soit *ex parte*, demander au tribunal de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1).

Initiative de la demande

35

11. The first part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation $f(x) = x + f(x^2)$. It is shown that $f(x)$ is a continuous function on the interval $[0, 1]$ and that it is differentiable at $x=0$. The derivative of $f(x)$ at $x=0$ is found to be $f'(0) = 1/2$.

12. In the second part of the paper, we consider the problem of finding the maximum value of the function $f(x) = x^2 + 2x + 1$ on the interval $[0, 1]$. It is shown that the maximum value of $f(x)$ is 2 , which is attained at $x=1$.

13. The third part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \sin x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[-\pi/2, \pi/2]$ and that it is concave down on this interval. The maximum value of $f(x)$ on this interval is $3/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

14. In the fourth part of the paper, we consider the problem of finding the minimum value of the function $f(x) = x^2 - 2x + 1$ on the interval $[0, 1]$. It is shown that the minimum value of $f(x)$ is 0 , which is attained at $x=1$.

15. The fifth part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \cos x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[\pi/2, 3\pi/2]$ and that it is concave up on this interval. The minimum value of $f(x)$ on this interval is $1/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

16. In the sixth part of the paper, we consider the problem of finding the maximum value of the function $f(x) = x^2 + 2x + 1$ on the interval $[-1, 1]$. It is shown that the maximum value of $f(x)$ is 4 , which is attained at $x=1$.

17. The seventh part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \sin x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[-\pi/2, \pi/2]$ and that it is concave down on this interval. The maximum value of $f(x)$ on this interval is $3/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

18. The eighth part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \cos x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[\pi/2, 3\pi/2]$ and that it is concave up on this interval. The minimum value of $f(x)$ on this interval is $1/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

19. In the ninth part of the paper, we consider the problem of finding the maximum value of the function $f(x) = x^2 + 2x + 1$ on the interval $[-1, 1]$. It is shown that the maximum value of $f(x)$ is 4 , which is attained at $x=1$.

20. The tenth part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \sin x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[-\pi/2, \pi/2]$ and that it is concave down on this interval. The maximum value of $f(x)$ on this interval is $3/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

21. In the eleventh part of the paper, we consider the problem of finding the minimum value of the function $f(x) = x^2 - 2x + 1$ on the interval $[-1, 1]$. It is shown that the minimum value of $f(x)$ is 0 , which is attained at $x=1$.

22. The twelfth part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \cos x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[\pi/2, 3\pi/2]$ and that it is concave up on this interval. The minimum value of $f(x)$ on this interval is $1/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

23. In the thirteenth part of the paper, we consider the problem of finding the maximum value of the function $f(x) = x^2 + 2x + 1$ on the interval $[-1, 1]$. It is shown that the maximum value of $f(x)$ is 4 , which is attained at $x=1$.

24. The fourteenth part of the paper is devoted to a study of the properties of the function $f(x) = x + \sin x$. It is shown that $f(x)$ is a strictly increasing function on the interval $[-\pi/2, \pi/2]$ and that it is concave down on this interval. The maximum value of $f(x)$ on this interval is $3/2$, which is attained at $x=\pi/2$.

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Registration

Enregistrement

Register	<p>15. (1) There shall be kept under the supervision of the Registrar a register for the registration of topographies and of information and material relating to each registered topography.</p>	<p>15. (1) Il est tenu, sous la surveillance du registraire, un registre pour l'enregistrement des topographies ainsi que des pièces et des renseignements relatifs à chacune d'elles.</p>	Registre
Register to be evidence	<p>(2) The register is evidence of the particulars entered therein and documents purporting to be copies of entries therein or extracts therefrom, that are certified by the Registrar, are admissible in evidence in any court without further proof or production of the originals.</p>	<p>(2) Le registre fait foi de son contenu dans le détail, et les documents certifiés par le registraire et censés être des copies ou extraits du registre sont admissibles en preuve devant tout tribunal sans qu'il soit nécessaire de produire les originaux.</p>	5 5 10 10 10 10
Application for registration of topography	<p>16. (1) The creator of a topography or, where the topography has been transferred, the successor in title thereto may apply to the Registrar for registration of the topography.</p>	<p>16. (1) Le créateur d'une topographie ou, si elle a fait l'objet d'une transmission, son ayant cause peut déposer une demande d'enregistrement au bureau du registraire.</p>	Demande d'enregistrement
Content of application	<p>(2) An application for registration of a topography shall contain the following information and material:</p> <p>(a) one or more titles to identify the topography that conform to the prescribed requirements;</p> <p>(b) the date on which, and place at which, the topography was first commercially exploited or, if the topography has not been commercially exploited, a statement to that effect;</p> <p>(c) the name and address of the applicant;</p> <p>(d) a statement describing the interest that the applicant holds in the topography; and</p> <p>(e) such other information or material as may be prescribed.</p>	<p>(2) La demande d'enregistrement d'une topographie doit contenir les pièces et renseignements suivants :</p> <p>a) un ou plusieurs des titres destinés à désigner la topographie, selon les exigences réglementaires;</p> <p>b) la date et le lieu de la première exploitation commerciale ou, si la topographie n'a pas fait l'objet d'une exploitation commerciale, une déclaration à cet effet;</p> <p>c) le nom et l'adresse du demandeur;</p> <p>d) une déclaration précisant la part du demandeur dans la topographie en cause;</p> <p>e) toute autre pièce ou tout autre renseignement réglementaires.</p>	15 15 20 20 25 30 30
Fee	<p>(3) An application for registration of a topography shall be accompanied by the prescribed fee or a fee determined in the prescribed manner.</p>	<p>(3) La demande d'enregistrement est accompagnée des droits réglementaires ou calculés de la manière fixée par règlement.</p>	Droits
Filing date	<p>17. (1) Subject to subsection (2), the filing date of an application for registration of a topography is the date on which the Registrar has received, in respect of the application, the information and material required by subsection 16(2) and the fee required by subsection 16(3).</p>	<p>17. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la date de dépôt d'une demande d'enregistrement d'une topographie est la date à laquelle le registraire reçoit les pièces et les renseignements prévus au paragraphe 16(2) et le montant des droits exigés aux termes du paragraphe 16(3).</p>	Date de dépôt

the first of these is the fact that the
government has not been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

the first of these is the fact that the
government has not been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

It is true that the
government has been able to
bring about a general agreement
on the subject of the
re-organization of the
country.

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

Exception	(2) The Registrar may, in such circumstances as are prescribed, assign a filing date to an application for registration of a topography notwithstanding that the requirements of subsection (1) have not been met.	(2) Le registraire peut, dans les cas prévus par règlement, attribuer une date de dépôt à une demande ne remplissant pas les conditions du paragraphe (1).	Dérogação
Notice to applicant	(3) Where the Registrar assigns a filing date to an application for registration of a topography pursuant to subsection (2), the Registrar shall notify the applicant of that date, of any information or material that is required to complete the application and the amount of the fee, if any, that remains unpaid.	(3) Après avoir attribué une date de dépôt à la demande, le registraire la communique au demandeur et informe celui-ci des pièces et renseignements à fournir pour compléter la demande ainsi que du montant des droits encore à payer, le cas échéant.	5 Avis 10
Obligations of applicant	(4) An applicant to whom notice is given in accordance with subsection (3) shall, within the prescribed period, file with the Registrar the information or material, if any, that is required to complete the application and the amount of the fee, if any, that remains unpaid and, in default thereof, shall be deemed to have abandoned the application.	(4) Le demandeur qui, après avoir reçu l'avis visé au paragraphe (3), ne complète pas la demande et ne paie pas les droits dans le délai réglementaire est réputé se désister.	Obligation du demandeur
Registration of topography	<p>18. (1) Subject to subsection (3), where the Registrar has received the information and material required by subsection 16(2) and the fee required by subsection 16(3) in respect of an application for registration of a topography, the Registrar shall register the topography by entering in the register the following:</p> <p>(a) the filing date of the application;</p> <p>(b) the title or titles of the topography that are contained in the application and that conform to the prescribed requirements; and</p> <p>(c) such other information or material as may be prescribed.</p>	<p>18. (1) Dès réception des pièces et des renseignements prévus au paragraphe 16(2) et du montant des droits exigés aux termes du paragraphe 16(3), le registraire enregistre la topographie par l'inscription au registre de ce qui suit :</p> <p>a) la date de dépôt de la demande;</p> <p>b) le ou les titres de la topographie mentionnés dans la demande et répondant aux exigences réglementaires;</p> <p>c) toute autre pièce ou tout autre renseignement réglementaires.</p>	15 Enregistrement d'une topographie 20 30 25
No inquiry	(2) The Registrar shall not inquire as to the accuracy of any information or material contained in an application for registration of a topography.	(2) Le registraire ne vérifie pas l'exactitude des pièces et renseignements contenus dans la demande.	Absence de vérification
Registrar may refuse to register	(3) The Registrar may refuse to register a topography if it appears to the Registrar, on the basis of any information or material contained in the application for registration, that the application was filed more than two years after the topography was first commercially exploited or that neither the condition set out	(3) Le registraire peut refuser d'enregistrer une topographie s'il lui semble, d'après les pièces ou renseignements fournis dans la demande d'enregistrement, que celle-ci a été déposée plus de deux années après la première exploitation commerciale de la topographie ou que les conditions de l'alinéa	30 Refus d'enregistrer

REGISTRATION OF COMPANIES

1. The Registrar may refuse to register a company if the particulars of the memorandum and articles of association do not comply with the provisions of this Act.

2. The Registrar may refuse to register a company if the names of the subscribers of the memorandum do not comply with the provisions of this Act.

3. The Registrar may refuse to register a company if the names of the directors do not comply with the provisions of this Act.

4. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

5. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

6. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

7. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

8. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

9. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

10. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

11. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

12. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

13. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

14. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

15. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

16. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

17. The Registrar may refuse to register a company if the names of the persons who are to be named in the memorandum as subscribers do not comply with the provisions of this Act.

Section 10

Section 11

Section 12

Section 13

Section 14

Section 15

in paragraph 4(1)(c) nor the condition set out in subsection 4(4) has been met.

4(1)c) ou du paragraphe 4(4) n'ont pas été remplis.

Certificate of registration

19. (1) The Registrar shall issue a certificate of registration in respect of each topography registered under this Act.

19. (1) Le registraire délivre un certificat d'enregistrement une fois la topographie 5 enregistrée aux termes de la présente loi.

Certificat d'enregistrement 5

Contents of certificate

(2) A certificate of registration issued in respect of a topography shall include the filing date of the application for registration of the topography, the date of expiration of the exclusive right therein and such other 10 particulars as may be prescribed.

(2) Le certificat précise la date de dépôt de la demande, la date d'expiration du titre de protection et tout autre détail réglementaire.

Teneur du certificat

Presumptions

(3) A certificate of registration issued in respect of a topography that purports to be signed by the Registrar is, without proof of the signature, admissible in any court as 15 evidence of the facts therein alleged and is, in the absence of evidence to the contrary, proof that

(3) En l'absence de preuve contraire, le 10 certificat censé signé par le registraire est admissible en preuve et fait foi, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature, des faits suivants :

(a) the topography was registrable under this Act at the time of the registration; and 20

a) la topographie répondait, à la date de 15 l'enregistrement, aux conditions d'enregistrement énoncées par la présente loi;

(b) the application for registration of the topography was correct in all material particulars and did not omit any material information.

b) la demande d'enregistrement est exacte sur tous les points importants et n'omet aucun renseignement important. 20

Correction of errors

(4) The Registrar may, for the purpose of 25 correcting any typographical or clerical error in a certificate of registration, amend the certificate or issue a new certificate in substitution therefor.

(4) Le registraire peut corriger toute erreur matérielle, notamment typographique, dans le certificat d'enregistrement ou remplacer celui-ci par un nouveau.

Correction des erreurs

Invalidity of registration

20. The registration of a topography is 30 invalid if

20. L'enregistrement d'une topographie 25 est invalide dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(a) the topography was not registrable under this Act at the time of the registration; or

a) la topographie ne répondait pas, à la date de l'enregistrement, aux conditions d'enregistrement énoncées par la présente 30 loi;

(b) the application for registration of the 35 topography was incorrect in a material particular or omitted any material information, unless the incorrectness or omission occurred by mistake.

b) la demande d'enregistrement est inexacte sur un point important ou omet des renseignements importants, et l'inexactitude ou l'omission n'est pas due à une 35 simple erreur.

Registration of other particulars

21. (1) The Registrar shall enter in the 40 register particulars of any transfer of an interest or grant of a licence affecting a registered topography on being furnished with evidence of the transfer or grant that is satisfactory to the Registrar.

21. (1) Sur présentation d'une preuve qu'il juge suffisante en l'espèce, le registraire 40 enregistre toute transmission ou attribution de licence afférente à une topographie enregistrée.

Enregistrement d'autres documents

(2) The Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars:

- (a) to inform any change in the name or address of an owner of a registered topography;
- (b) to inform any change in a registered topography or the use of a map;
- (c) to inform any recorded change of ownership and
- (d) to inform any geographical or other change.

12. Subject to the regulations, the Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars in relation to any registered topography which he has registered during the period specified in the regulations:

- (a) any matter for the inclusion of which a registered topography is made;
- (b) any position relating to the topography or any right in a topography;

13. (1) The Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars in relation to any registered topography which he has registered during the period specified in the regulations:

- (a) any position relating to the topography or any right in a topography;
- (b) any position relating to the topography or any right in a topography;

(3) The Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars:

- (a) to inform any change in the name or address of an owner of a registered topography;
- (b) to inform any change in a registered topography or the use of a map;
- (c) to inform any recorded change of ownership and
- (d) to inform any geographical or other change.

14. Subject to the regulations, the Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars in relation to any registered topography which he has registered during the period specified in the regulations:

- (a) any matter for the inclusion of which a registered topography is made;
- (b) any position relating to the topography or any right in a topography;

15. (1) The Registrar may, at any time, require the applicant to furnish the following particulars in relation to any registered topography which he has registered during the period specified in the regulations:

- (a) any position relating to the topography or any right in a topography;
- (b) any position relating to the topography or any right in a topography;

Changes in information	<p>(2) The Registrar may amend any entry in the register, or make new entries, for any of the following purposes:</p> <p>(a) to reflect any change in the name or address of an owner of a registered topography;</p> <p>(b) to reflect any change in a registered title of a topography or the use of a new title;</p> <p>(c) to reflect any prescribed change of information; and</p> <p>(d) to correct any typographical or clerical error.</p>	<p>(2) Le registraire peut modifier toute inscription au registre, ou en faire de nouvelles, afin :</p> <p>a) d'effectuer tout changement concernant le nom ou l'adresse du propriétaire d'une topographie enregistrée;</p> <p>b) d'effectuer tout changement concernant le titre d'une topographie enregistrée ou l'utilisation d'un nouveau titre;</p> <p>c) d'effectuer tout changement réglementaire des renseignements;</p> <p>d) de corriger toute erreur matérielle, notamment typographique.</p>	<p>Modification des inscriptions</p>
------------------------	--	--	--------------------------------------

Public inspection	<p>22. Subject to the regulations, the register, applications for registration of topographies and material filed with the Registrar in relation to any registered topography shall be made available for public inspection during regular business hours.</p>	<p>22. Sous réserve des règlements, le registre, les demandes d'enregistrement de topographies et les pièces déposées auprès du registraire relativement à une topographie enregistrée peuvent être consultés par le public pendant les heures normales de bureau.</p>	<p>Accès</p>
-------------------	--	--	--------------

Jurisdiction of Federal Court

Compétence de la Cour fédérale

Concurrent jurisdiction	<p>23. The Federal Court has concurrent jurisdiction to hear and determine</p> <p>(a) any action for the infringement of the exclusive right in a registered topography; and</p> <p>(b) any question relating to the ownership of a topography or any right in a topography.</p>	<p>23. La Cour fédérale a compétence concurrente pour juger toute question en matière de propriété d'une topographie ou de droits sur une topographie enregistrée ainsi que toute action pour violation de la protection.</p>	<p>Compétence concurrente</p>
-------------------------	--	---	-------------------------------

Exclusive jurisdiction	<p>24. (1) The Federal Court has exclusive original jurisdiction, on application of any interested person, to order that the registration of a topography or any other entry in the register be expunged or amended on the ground that the registration is invalid or that, at the date of the application, the entry as it appears does not accurately express or define the existing rights of any person appearing on the register as the owner of the topography.</p>	<p>24. (1) La Cour fédérale a compétence exclusive, en première instance, pour ordonner, sur demande de toute personne intéressée, la suppression ou la modification d'une inscription dans le registre au motif que l'enregistrement de la topographie est invalide ou que l'inscription, à la date de la demande, n'exprime ou ne définit pas exactement les droits existants de la personne qui, selon le registre, est le propriétaire.</p>	<p>Compétence exclusive</p>
------------------------	---	---	-----------------------------

Application	<p>(2) An application under subsection (1) may be made by the filing of an originating notice of motion, by counter-claim in an action for infringement or by statement of claim in an action claiming additional relief under this Act.</p>	<p>(2) La demande peut se faire par la production d'un avis de requête, prendre la forme d'une demande reconventionnelle dans le cas d'une action pour violation de la protection, ou d'une réclamation dans le cas d'une action en réparation additionnelle faite sous le régime de la présente loi.</p>	<p>Formes de la demande</p>
-------------	--	---	-----------------------------

11. The power of the President shall extend to all cases of impeachment, but the Senate shall have the sole power to impeach and try him, and to remove him from office.

(1) The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

12. (1) The electors shall meet in separate states, and shall vote for President and Vice President.

(1) The electors shall meet in separate states, and shall vote for President and Vice President.

(2) The electors shall vote for President and Vice President, and shall also vote for electors to the next Congress.

(2) The electors shall vote for President and Vice President, and shall also vote for electors to the next Congress.

(3) The electors shall vote for President and Vice President, and shall also vote for electors to the next Congress.

(3) The electors shall vote for President and Vice President, and shall also vote for electors to the next Congress.

13. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

14. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

15. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

16. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

17. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

18. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

19. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

20. The President shall have the power to grant reprieves and pardons for offenses against the United States, except in cases of impeachment.

Definition of "interested person"

(3) In subsection (1), "interested person" includes the Registrar, the Attorney General of Canada and persons who are affected or who reasonably apprehend that they may be affected by any entry in the register.

(3) Sont des personnes intéressées, au sens du paragraphe (1), le registraire et le procureur général du Canada ainsi que quiconque subit un préjudice du fait d'une inscription au registre ou a des motifs raisonnables de craindre qu'il en soit ainsi.

Définition de «personne intéressée»

Registrar

Registraire

Appointment of Registrar

25. (1) There shall be a Registrar of Topographies who shall be designated by the Minister from among persons employed in the Department of Consumer and Corporate Affairs.

10

25. (1) Le registraire est désigné par le ministre parmi les personnes employées au ministère des Consommateurs et des Sociétés.

10

Nomination du registraire

Duties

(2) The Registrar shall perform the duties assigned to the Registrar by this Act and such duties as may be assigned to the Registrar by the regulations or by the Minister.

(2) Le registraire exerce les fonctions qui lui sont conférées par la présente loi et celles que peuvent lui attribuer le ministre ou les règlements.

Attributions

Acting Registrar

(3) Where the Registrar is absent or unable to act or the office of Registrar is vacant, the Minister may designate any other person employed in the Department of Consumer and Corporate Affairs to perform the duties and exercise the powers of the Registrar for the time being.

15

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du registraire ou de vacance de son poste, le ministre peut désigner un intérimaire parmi les personnes employées au ministère des Consommateurs et des Sociétés.

15 Intérim

Other Rights

Autres droits

Relationship to other law

26. Except as provided in this Act, nothing in this Act shall affect any right granted by or under any other law.

26. Sauf disposition contraire de la présente loi, celle-ci n'a pas pour effet de modifier les droits accordés sous le régime de toute autre règle de droit.

Autres règles de droit

Regulations

Règlements

Regulations

27. The Governor in Council may make regulations

27. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

25

Règlements

(a) governing the form of the register, including any indexes thereto, and the entries to be made therein;

a) régir la forme du registre et des index à tenir et des inscriptions à y faire;

(b) governing the filing of copies of documents in the register;

b) régir le classement des copies de documents au registre;

(c) governing public inspection of the register, of applications for registration of topographies and of material filed with the Registrar in relation to any registered topography;

c) régir la consultation par le public du registre, des demandes d'enregistrement des topographies et des pièces déposées auprès du registraire relativement à une topographie enregistrée;

(d) governing, restricting or prohibiting the making or providing of copies of applications for registration of topographies and of material filed with the Registrar

d) régir, limiter ou interdire la prise ou la fourniture de copies des demandes d'enregistrement des topographies et de toute pièce déposée auprès du registraire relativement à une topographie enregistrée;

40

trar in relation to any registered topography;
 (e) assigning duties to the Registrar;
 (f) prescribing fees, or the manner of determining the fees, to be paid for any act or service rendered by the Registrar;
 (g) prescribing any other matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and
 (h) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

e) attribuer des fonctions supplémentaires au registraire;
 f) fixer les droits à verser pour tout acte ou service accompli par le registraire ou en préciser le mode de détermination;
 g) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
 h) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Ministerial Review

Examen par le ministre

Review of Act

28. (1) Five years after the coming into force of this Act, the Minister shall undertake a review of the provisions and operation of this Act.

28. (1) Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre procède à l'examen de celle-ci et des conséquences de son application.

Report to Parliament

(2) The Minister shall, within one year after undertaking the review referred to in subsection (1), submit a report on the review to each House of Parliament.

(2) Le ministre présente son rapport sur la question aux deux chambres du Parlement dans l'année qui suit le début de l'examen.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Competition Act

Loi sur la concurrence

R.S., c. C-34;
 R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 19

L.R., ch. C-34;
 L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 19

R.S., c. 10 (4th Supp.), s. 18

29. Section 32 of the *Competition Act* is repealed and the following substituted therefor:

29. L'article 32 de la *Loi sur la concurrence* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 10 (4^e suppl.), art. 18

Powers of Federal Court where certain rights used to restrain trade

«32. (1) In any case where use has been made of the exclusive rights and privileges conferred by one or more patents for invention, by one or more trade-marks, by a copyright or by a registered integrated circuit topography, so as to

«32. (1) Chaque fois qu'il a été fait usage des droits et privilèges exclusifs conférés par un ou plusieurs brevets d'invention, par une ou plusieurs marques de commerce, par un droit d'auteur ou par une topographie de circuit intégré enregistrée pour :

Pouvoirs de la Cour fédérale dans le cas d'usage de certains droits pour restreindre le commerce

- (a) limit unduly the facilities for transporting, producing, manufacturing, supplying, storing or dealing in any article or commodity that may be a subject of trade or commerce,
- (b) restrain or injure, unduly, trade or commerce in relation to any such article or commodity,
- (c) prevent, limit or lessen, unduly, the manufacture or production of any such article or commodity or unreasonably enhance the price thereof, or
- (d) prevent or lessen, unduly, competition in the production, manufacture,

- a) soit limiter indûment les facilités de transport, de production, de fabrication, de fourniture, d'emménagement ou de négoce d'un article ou d'une denrée pouvant faire l'objet d'un échange ou d'un commerce,
- b) soit restreindre indûment l'échange ou le commerce à l'égard d'un tel article ou d'une telle denrée ou lui causer un préjudice indu,
- c) soit empêcher, limiter ou réduire indûment la fabrication ou la production d'un tel article ou d'une telle denrée, ou

EXPLANATORY NOTES
Competition Act

Clause 29: Section 32 at present reads as follows:

"32. In any case where use has been made of the exclusive rights and privileges conferred by one or more patents for invention or by one or more trade-marks or by a copyright so as to

- (a) limit unduly the facilities for transporting, producing, manufacturing, supplying, storing or dealing in any article or commodity that may be a subject of trade or commerce,
- (b) restrain or injure, unduly, trade or commerce in relation to any such article or commodity,
- (c) prevent, limit or lessen, unduly, the manufacture or production of any such article or commodity or unreasonably enhance the price thereof, or
- (d) prevent or lessen, unduly, competition in the production, manufacture, purchase, barter, sale, transportation or supply of any such article or commodity,

the Federal Court, on an information exhibited by the Attorney General of Canada, may, for the purpose of preventing any use in the manner defined above of the exclusive rights and privileges conferred by any patents for invention, trade-marks or copyrights relating to or affecting the manufacture, use or sale of the article or commodity, make one or more of the following orders:

- (e) declaring void, in whole or in part, any agreement, arrangement or licence relating to that use,
- (f) restraining any person from carrying out or exercising any or all of the terms or provisions of the agreement, arrangement or licence,
- (g) directing the grant of licences under any such patent or copyright to such persons and on such terms and conditions as the court may

NOTES EXPLICATIVES
Loi sur la concurrence

Article 29. — Texte actuel de l'article 32 :

«32. Chaque fois qu'il a été fait usage des droits et privilèges exclusifs conférés par un ou plusieurs brevets d'invention, par une ou plusieurs marques de commerce ou par un droit d'auteur, pour :

- a) soit limiter indûment les facilités de transport, de production, de fabrication, de fourniture, d'emménagement ou de négoce d'un article ou d'une denrée pouvant faire l'objet d'un échange ou d'un commerce;
- b) soit restreindre indûment l'échange ou le commerce à l'égard d'un tel article ou d'une telle denrée ou lui causer un préjudice indu;
- c) soit empêcher, limiter ou réduire indûment la fabrication ou production d'un tel article ou d'une telle denrée, ou en augmenter déraisonnablement le prix;
- d) soit empêcher ou réduire indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, l'échange, la vente, le transport ou la fourniture d'un tel article ou d'une telle denrée,

la Cour fédérale, sur une plainte exhibée par le procureur général du Canada, peut, en vue d'empêcher tout usage, de la manière ci-dessus définie, des droits et privilèges exclusifs conférés par des brevets d'invention, des droits d'auteur ou des marques de commerce touchant ou visant la fabrication, l'emploi ou la vente de cet article ou de cette denrée, rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- e) déclarer nul, en totalité ou en partie, tout accord, arrangement ou permis relatif à un tel usage;
- f) empêcher toute personne d'exécuter ou d'exercer l'ensemble ou l'une quelconque des conditions ou stipulations de l'accord, de l'arrangement ou du permis en question;

purchase, barter, sale, transportation or supply of any such article or commodity, the Federal Court may make one or more of the orders referred to in subsection (2) in the circumstances described in that subsection. 5

en augmenter déraisonnablement le prix,

d) soit empêcher ou réduire indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, l'échange, la vente, le transport ou la fourniture d'un tel article ou d'une telle denrée, 5

la Cour fédérale peut rendre une ou plusieurs des ordonnances visées au paragraphe (2) dans les circonstances qui y sont 10 décrites.

Orders

(2) The Federal Court, on an information exhibited by the Attorney General of Canada, may, for the purpose of preventing any use in the manner defined in subsection (1) of the exclusive rights and privileges conferred by any patents for invention, trade-marks, copyrights or registered integrated circuit topographies relating to or affecting the manufacture, use or sale of any article or commodity that may be a subject of trade or commerce, make one or more of the following orders: 15

(a) declaring void, in whole or in part, any agreement, arrangement or licence relating to that use; 20

(b) restraining any person from carrying out or exercising any or all of the terms or provisions of the agreement, arrangement or licence; 25

(c) directing the grant of licences under any such patent, copyright or registered integrated circuit topography to such persons and on such terms and conditions as the court may deem proper or, if the grant and other remedies under this section would appear insufficient to prevent that use, revoking the patent; 30

(d) directing that the registration of a trade-mark in the register of trade-marks or the registration of an integrated circuit topography in the register of topographies be expunged or amended; and 40

(e) directing that such other acts be done or omitted as the Court may deem necessary to prevent any such use. 45

(2) La Cour fédérale, sur une plainte exhibée par le procureur général du Canada, peut, en vue d'empêcher tout usage, de la manière définie au paragraphe (1), des droits et privilèges exclusifs conférés par des brevets d'invention, des marques de commerce, des droits d'auteur ou des topographies de circuits intégrés enregistrés touchant ou visant la fabrication, l'emploi ou la vente de tout article ou denrée pouvant faire l'objet d'un échange ou d'un commerce, rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes : 20

a) déclarer nul, en totalité ou en partie, tout accord, arrangement ou permis relatif à un tel usage; 25

b) empêcher toute personne d'exécuter ou d'exercer l'ensemble ou l'une des conditions ou stipulations de l'accord, de l'arrangement ou du permis en question; 30

c) prescrire l'octroi de licences d'exploitation du brevet, de la topographie de circuit intégré enregistrée ou de licences en vertu d'un droit d'auteur aux personnes et aux conditions que le tribunal juge appropriées, ou, si cet octroi et les autres recours prévus par le présent article semblent insuffisants pour empêcher cet usage, révoquer le brevet; 40

d) prescrire la radiation ou la modification de l'enregistrement d'une marque de commerce dans le registre des marques de commerce ou d'une topographie de circuit intégré dans le registre des topographies; 45

e) prescrire que d'autres actes soient faits ou omis selon que le tribunal l'es-

Ordonnances

deem proper or, if the grant and other remedies under this section would appear insufficient to prevent that use, revoking the patent,

(h) directing that the registration of a trade-mark in the register of trade-marks be expunged or amended, and

(i) directing that such other acts be done or omitted as the Court may deem necessary to prevent any such use,

but no order shall be made under this section that is at variance with any treaty, convention, arrangement or engagement with any other country respecting patents, trade-marks or copyrights to which Canada is a party."

g) prescrire l'octroi de licences d'exploitation du brevet ou de licences en vertu d'un droit d'auteur aux personnes et aux conditions que le tribunal juge appropriées, ou, si cet octroi et les autres recours prévus par le présent article semblent insuffisants pour empêcher cet usage, révoquer le brevet;

h) prescrire la radiation ou modification de l'enregistrement d'une marque de commerce dans le registre des marques de commerce;

i) prescrire que d'autres actes soient faits ou omis selon que le tribunal l'estime nécessaire pour empêcher un tel usage.

Nulle ordonnance ne peut être rendue aux termes du présent article si elle est incompatible avec un traité, une convention, un arrangement ou engagement concernant des brevets d'invention, des droits d'auteur ou des marques de commerce conclu avec tout pays étranger et auquel le Canada est partie.»

Treaties, etc.

(3) No order shall be made under this section that is at variance with any treaty, convention, arrangement or engagement with any other country respecting patents, trade-marks, copyrights or integrated circuit topographies to which Canada is a party."

30. All that portion of subsection 61(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Price maintenance

"61. (1) No person who is engaged in the business of producing or supplying a product, who extends credit by way of credit cards or is otherwise engaged in a business that relates to credit cards, or who has the exclusive rights and privileges conferred by a patent, trade-mark, copyright, registered industrial design or registered integrated circuit topography, shall, directly or indirectly,"

R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 45

31. Subsection 79(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exception

"(5) For the purpose of this section, an act engaged in pursuant only to the exercise of any right or enjoyment of any interest derived under the Copyright Act, Industrial Design Act, Integrated Circuit Topography Act, Patent Act, Trade-marks Act or any other Act of Parliament pertaining to intellectual or industrial property is not an anti-competitive act."

R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 45

32. Paragraph 86(4)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) a wider licensing of patents or registered integrated circuit topographies;"

time nécessaire pour empêcher un tel usage.

(3) Ces ordonnances ne peuvent être rendues que si elles sont incompatibles avec un traité, une convention, un arrangement ou engagement concernant des brevets d'invention, des marques de commerce, des droits d'auteurs ou des topographies de circuits intégrés conclu avec tout pays étranger et auquel le Canada est partie.»

30. Le passage du paragraphe 61(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"61. (1) Quiconque exploite une entreprise de production ou de fourniture d'un produit, offre du crédit, au moyen de cartes de crédit ou, d'une façon générale, exploite une entreprise dans le domaine des cartes de crédit, ou détient les droits et privilèges exclusifs que confère un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur, un dessin industriel enregistré ou une topographie de circuit intégré enregistrée ne peut, directement ou indirectement :»

31. Le paragraphe 79(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(5) Pour l'application du présent article, un agissement résultant du seul fait de l'exercice de quelque droit ou de la jouissance de quelque intérêt découlant de la Loi sur les brevets, de la Loi sur les dessins industriels, de la Loi sur le droit d'auteur, de la Loi sur les marques de commerce, de la Loi sur les topographies de circuits intégrés ou de toute autre loi fédérale relative à la propriété intellectuelle ou industrielle ne constitue pas un agissement anti-concurrentiel.»

32. L'alinéa 86(4)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"b) une augmentation du nombre des licences d'exploitation d'un brevet ou des topographies de circuits intégrés enregistrés;»

Traités

Maintien des prix

L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 45

Exception

L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 45

Clause 30: Subsection 61(1) at present reads as follows:

“61. (1) No person who is engaged in the business of producing or supplying a product, or who extends credit by way of credit cards or is otherwise engaged in a business that relates to credit cards, or who has the exclusive rights and privileges conferred by a patent, trade-mark, copyright or registered industrial design shall, directly or indirectly

(a) by agreement, threat, promise or any like means, attempt to influence upward, or to discourage the reduction of, the price at which any other person engaged in business in Canada supplies or offers to supply or advertises a product within Canada; or

(b) refuse to supply a product to or otherwise discriminate against any other person engaged in business in Canada because of the low pricing policy of that other person.”

Clause 31: Subsection 79(5) at present reads as follows:

“(5) For the purpose of this section, an act engaged in pursuant only to the exercise of any right or enjoyment of any interest derived under the *Copyright Act*, *Industrial Design Act*, *Patent Act*, *Trade-marks Act* or any other Act of Parliament pertaining to intellectual or industrial property is not an anti-competitive act.”

Clause 32: The relevant portion of subsection 86(4) at present reads as follows:

“(4) Where, on an application under subsection (1), the Tribunal finds that an agreement meets the conditions prescribed by paragraphs (a) and (b) of that subsection but also finds that, as a result of the implementation of the agreement, there is not likely to be substantial competition remaining in the market or markets to which the agreement relates, the Tribunal may provide, in an order made under subsection (1), that the order shall take effect only if, within a

Article 30. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 61(1) :

«61. (1) Quiconque exploite une entreprise de production ou de fourniture d'un produit, offre du crédit, au moyen de cartes de crédit ou, d'une façon générale, exploite une entreprise dans le domaine des cartes de crédit, ou détient les droits et privilèges exclusifs que confère un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur ou un dessin industriel enregistré ne peut, directement ou indirectement :»

Article 31. — Texte actuel du paragraphe 79(5) :

«(5) Pour l'application du présent article, un agissement résultant du seul fait de l'exercice de quelque droit ou de la jouissance de quelque intérêt découlant de la *Loi sur les brevets*, de la *Loi sur les dessins industriels*, de la *Loi sur le droit d'auteur*, de la *Loi sur les marques de commerce* ou de toute autre loi fédérale relative à la propriété intellectuelle ou industrielle ne constitue pas un agissement anti-concurrentiel.»

Article 32. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 86(4) :

«(4) Lorsque le Tribunal, saisi d'une demande en vertu du paragraphe (1), conclut que, même si un accord satisfait aux conditions prévues aux alinéas a) et b) de ce paragraphe, l'exécution de cet accord aura vraisemblablement pour effet de laisser le ou les marchés concernés par l'accord sans concurrence sensible, il peut, dans une ordonnance visée au paragraphe (1), prévoir que l'ordonnance ne prendra effet que si,

R.S., c. C-42

Copyright Act

Loi sur le droit d'auteur

L.R., ch. C-42

33. The Copyright Act is amended by adding thereto, immediately after section 64.1 thereof, the following section:

33. La Loi sur le droit d'auteur est modifiée par insertion, après l'article 64.1, de ce qui suit :

Application of Act to topographies

“64.2 (1) This Act does not apply, and shall be deemed never to have applied, to any topography or to any design, however expressed, that is intended to generate all or part of a topography.

«64.2 (1) La présente loi ne s'applique pas et est réputée ne s'être jamais appliquée aux topographies ou aux schémas, sous quelque forme qu'ils soient, destinés à produire tout ou partie d'une topographie.

Application de la loi aux topographies

Computer programs

(2) For greater certainty, a computer program embodied in an integrated circuit product or a work embodied in such a computer program may constitute an infringement of copyright in that computer program or work.

(2) Il est entendu que peut constituer une violation du droit d'auteur l'incorporation de tout programme informatique protégé dans un circuit intégré ou de toute œuvre protégée dans un tel programme informatique.

Programmes informatiques

Definitions

(3) In this section, “topography” and “integrated circuit product” have the same meaning as in the Integrated Circuit Topography Act.”

(3) Pour l'application du présent article, «topographie» et «circuit intégré» s'entendent au sens de la Loi sur les topographies de circuits intégrés.»

Définitions de «topographie» et «circuit intégré»

R.S., c. F-7

Federal Court Act

Loi sur la Cour fédérale

L.R., ch. F-7

34. (1) Paragraphs 20(1)(a) and (b) of the Federal Court Act are repealed and the following substituted therefor:

34. (1) Les alinéas 20(1)a) et b) de la Loi sur la Cour fédérale sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(a) in all cases of conflicting applications for any patent of invention, or for the registration of any copyright, trademark, industrial design or topography within the meaning of the Integrated Circuit Topography Act; and

«a) conflit des demandes de brevet d'invention ou d'enregistrement d'un droit d'auteur, d'une marque de commerce, d'un dessin industriel ou d'une topographie au sens de la Loi sur les topographies de circuits intégrés;

(b) in all cases in which it is sought to impeach or annul any patent of invention or to have any entry in any register of copyrights, trade-marks, industrial designs or topographies referred to in paragraph (a) made, expunged, varied or rectified.”

b) tentative d'invalidation ou d'annulation d'un brevet d'invention, ou d'inscription, de radiation ou de modification dans un registre de droits d'auteur, de marques de commerce, de dessins industriels ou de topographies visées à l'alinéa a).»

(2) Subsection 20(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 20(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Industrial property, concurrent jurisdiction

“(2) The Trial Division has concurrent jurisdiction in all cases, other than those mentioned in subsection (1), in which a remedy is sought under the authority of any Act of Parliament or at law or in equity respecting any patent of invention, copyright, trade-mark, industrial design or

“(2) La Section de première instance a compétence concurrente dans tous les autres cas de recours sous le régime d'une loi fédérale ou de toute autre règle de droit non visés par le paragraphe (1) relativement à un brevet d'invention, un droit d'auteur, une marque de commerce, un

Propriété industrielle : compétence concurrente

reasonable period of time specified in the order, there has occurred any of the following events, specified in the order:

...

(b) a wider licensing of patents;"

Copyright Act

Clause 33: New.

dans un délai raisonnable fixé par l'ordonnance, l'une quelconque des conditions suivantes que mentionne l'ordonnance a été réalisée :

...

b) une augmentation du nombre des licences d'exploitation d'un brevet;»

Loi sur le droit d'auteur

Article 33. — Nouveau.

BILL C-58

Federal Court Act

Clause 34: (1) and (2) Section 20 at present reads as follows:

"20. (1) The Trial Division has exclusive original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise,

(a) in all cases of conflicting applications for any patent of invention, or for the registration of any copyright, trade-mark or industrial design, and

(b) in all cases in which it is sought to impeach or annul any patent of invention, or to have any entry in any register of copyrights, trade-marks or industrial designs made, expunged, varied or rectified.

(2) The Trial Division has concurrent jurisdiction in all cases, other than those mentioned in subsection (1), in which a remedy is sought under the authority of any Act of Parliament or at law or in equity respecting any patent of invention, copyright, trade-mark or industrial design."

PROJET DE LOI C-58

Loi sur la Cour fédérale

Article 34, (1) et (2). — Texte actuel de l'article 20 :

«20. (1) La Section de première instance a compétence exclusive, en première instance, dans les cas suivants opposant notamment des administrés :

a) conflit des demandes de brevet d'invention ou d'enregistrement d'un droit d'auteur, d'une marque de commerce ou d'un dessin industriel;

b) tentative d'invalidation ou d'annulation d'un brevet d'invention, ou d'inscription, de radiation ou de modification dans un registre de droits d'auteur, de marques de commerce ou de dessins industriels.

(2) La Section de première instance a compétence concurrente dans tous les autres cas de recours sous le régime d'une loi fédérale ou de toute autre règle de droit non visés par le paragraphe (1) relativement à un brevet d'invention, un droit d'auteur, une marque de commerce ou un dessin industriel.»

topography referred to in paragraph (1)(a).”

dessin industriel ou une topographie au sens de la Loi sur les topographies de circuits intégrés.»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

35. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

35. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en 5 conseil.

Entrée en vigueur

English version

(2) For greater certainty, a registered design or a topography referred to in paragraph (1)(a) shall not be considered to be a topography for the purposes of this Act.

(2) Il est entendu que pour constituer une violation du droit d'auteur en vertu de la Loi sur les topographies de circuits intégrés, un dessin ou un schéma enregistré ne sera pas considéré comme une topographie.

French version

French version

(3) In this section, "topography" and "registered design" have the meanings assigned to them in the Copyright Act.

(3) Dans la présente section, les expressions «topographie» et «dessin enregistré» ont le sens qui leur est attribué dans la Loi sur les droits d'auteur.

Section 35

Section 35 (1) of the Act is amended to read as follows:

Section 35 (1) and (2) of the present law are amended to read as follows:

Section 35

(1) A person who, in Canada, copies, reproduces, or communicates to the public, in any form, a topography referred to in paragraph (1)(a) of section 35 of the Copyright Act, without the written consent of the owner of the right in that topography, is guilty of an offence.

(1) Toute personne qui, au Canada, copie, reproduit ou communique au public, sous quelque forme que ce soit, une topographie visée au paragraphe 35 (1) a) de la Loi sur les droits d'auteur, sans le consentement écrit du titulaire du droit sur cette topographie, est coupable d'une infraction.

Section 35

(2) A person who, in Canada, copies, reproduces, or communicates to the public, in any form, a topography referred to in paragraph (1)(a) of section 35 of the Copyright Act, without the written consent of the owner of the right in that topography, is guilty of an offence.

(2) Toute personne qui, au Canada, copie, reproduit ou communique au public, sous quelque forme que ce soit, une topographie visée au paragraphe 35 (1) a) de la Loi sur les droits d'auteur, sans le consentement écrit du titulaire du droit sur cette topographie, est coupable d'une infraction.

Section 35

(3) A person who, in Canada, copies, reproduces, or communicates to the public, in any form, a topography referred to in paragraph (1)(a) of section 35 of the Copyright Act, without the written consent of the owner of the right in that topography, is guilty of an offence.

(3) Toute personne qui, au Canada, copie, reproduit ou communique au public, sous quelque forme que ce soit, une topographie visée au paragraphe 35 (1) a) de la Loi sur les droits d'auteur, sans le consentement écrit du titulaire du droit sur cette topographie, est coupable d'une infraction.

Section 35

(2) Subsection 20(2) of the said Act is amended to read as follows:

(2) Le paragraphe 20(2) de la même loi est amendé et se lit comme suit:

Section 35

(2) The Trade Division has concurrent jurisdiction in all cases, other than those mentioned in subsection (1), in which a remedy is sought under the authority of any Act of Parliament or in law or in equity respecting the subject of invention.

(2) La Division de brevets a compétence concurrente dans tous les cas, autres que ceux mentionnés au paragraphe (1) de la présente loi, dans lesquels on cherche à obtenir un recours en vertu de la Loi sur les brevets ou en droit ou en équité relativement à l'objet de l'invention.

C-58

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

C-58

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

An Act to amend the Young Offenders Act and the
Criminal Code

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code
criminel

First reading, December 20, 1989

Première lecture le 20 décembre 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

2nd Session, 34th Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

2^e session, 34^e législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

An Act to amend the Young Offenders Act
and the Criminal Code

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contreve-
nants et le Code criminel

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. Y-1;
R.S., c. 27 (1st
Suppl.), c. 24
(2nd Suppl.),
c. 1 (3rd
Suppl.), c. 1
(4th Suppl.)

YOUNG OFFENDERS ACT

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

L.R., ch. Y-1;
L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), ch. 24
(2^e suppl.), ch.
1 (3^e suppl.),
ch. 1 (4^e suppl.)

1. (1) Subsection 11(3) of the *Young Offenders Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

1. (1) Le paragraphe 11(3) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

“(c.1) at any proceedings held pursuant to subsection 26.1(1), 26.2(1) or 26.6(1), or”

«c.1) soit aux procédures intentées en vertu des paragraphes 26.1(1), 26.2(1) ou 26.6(1);»

(2) Subsection 11(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 11(9) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(9) A statement that a young person has the right to be represented by counsel shall be included in

«(9) Une déclaration attestant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat doit figurer dans les pièces suivantes :

(a) any appearance notice or summons issued to the young person;

a) la citation à comparaître ou sommation destinée à l'adolescent;

(b) any warrant to arrest the young person;

b) le mandat visant son arrestation;

(c) any promise to appear given by the young person;

c) la promesse de comparaître donnée par l'adolescent;

Statement of
right to counsel

Déclaration
faisant état du
droit aux
services d'un
avocat

EXPLANATORY NOTES

Young Offenders Act

Clause 1: (1) New.

(2) This amendment is consequential on the new sections 26.1, 26.2 and 26.6 proposed by clause 7.

Subsection 11(9) at present reads as follows:

"(9) A statement that a young person has the right to be represented by counsel shall be included in any appearance notice or summons issued to the young person, any warrant to arrest the young person, any promise to appear given by the young person, any recognizance entered into before an officer in charge by the young person or any notice of a review of a disposition given to the young person."

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les jeunes contrevenants

Article 1, (1). — Nouveau.

(2). — Découle des nouveaux articles 26.1, 26.2 et 26.6 proposés à l'article 7.

Texte actuel du paragraphe 11(9) :

«(9) Une déclaration attestant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat devra figurer sur les pièces suivantes : citation à comparaître ou sommation destinée à l'adolescent, mandat visant son arrestation, promesse de comparaître donnée par l'adolescent, engagement souscrit par l'adolescent devant un fonctionnaire responsable, avis d'examen d'une décision donné à l'adolescent.»

(d) any recognizance entered into before an officer in charge by the young person;

(e) any notice given to the young person in relation to any proceedings held pursuant to subsection 26.1(1), 26.2(1) or 26.6(1); or

(f) any notice of a review of a disposition given to the young person.”

d) l'engagement souscrit par l'adolescent devant un fonctionnaire responsable;

e) l'avis donné à l'adolescent de procédures intentées en vertu des paragraphes 26.1(1), 26.2(1) ou 26.6(1);

f) l'avis d'examen d'une décision donné à l'adolescent.»

2. (1) Subsection 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le paragraphe 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfer to ordinary court

“16. (1) At any time after an information is laid against a young person alleged to have, after attaining the age of fourteen years, committed an indictable offence other than an offence referred to in section 553 of the *Criminal Code* but prior to adjudication, a youth court shall, on application of the young person or the young person's counsel or the Attorney General or the Attorney General's agent, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard, determine, in accordance with subsection (1.1), whether the young person should be proceeded against in youth court or in ordinary court.

«16. (1) Dans les cas où un adolescent, à la suite d'une dénonciation, se voit imputer un acte criminel autre que celui visé à l'article 553 du *Code criminel*, qu'il aurait commis après avoir atteint l'âge de quatorze ans, le tribunal pour adolescents doit, en tout état de cause avant de rendre son jugement, sur demande de l'adolescent ou de son avocat, du procureur général ou de son représentant et après avoir donné aux deux parties et aux père et mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre, décider, conformément au paragraphe (1.1), si l'adolescent doit être jugé par le tribunal ou par la juridiction normalement

Renvoi à la juridiction normalement compétente

Order

(1.1) In making the determination referred to in subsection (1), the youth court shall consider the interest of society, which includes the objectives of affording protection to the public and serving the needs of the young person, and determine whether those objectives can be reconciled by the youth remaining under the jurisdiction of the youth court, and if the court is of the opinion that those objectives cannot be so reconciled, protection of the public shall be paramount and the court shall order that the young person be proceeded against in ordinary court in accordance with the law ordinarily applicable to an adult charged with the offence.”

(1.1) Pour prendre sa décision, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de l'intérêt de la société, notamment la protection du public et les réponses à apporter aux besoins de l'adolescent, et déterminer s'il est possible de concilier ces deux objectifs en maintenant celui-ci sous sa compétence; s'il estime que cela est impossible, la protection du public prévaut et le tribunal doit ordonner le renvoi de l'adolescent devant la juridiction normalement compétente pour qu'il y soit jugé en conformité avec les règles normalement applicables en la matière.»

Ordonnance

(2) Paragraph 16(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 16(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) the adequacy of this Act, and the adequacy of the *Criminal Code* or any

«c) l'opportunité, compte tenu des circonstances de l'espèce, de soumettre

Clause 2: (1) Subsection 16(1) at present reads as follows:

"16. (1) At any time after an information is laid against a young person alleged to have, after attaining the age of fourteen years, committed an indictable offence other than an offence referred to in section 553 of the Criminal Code but prior to adjudication, a youth court may, on application of the young person or his counsel, or the Attorney General or his agent, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard, if the court is of the opinion that, in the interest of society and having regard to the needs of the young person, the young person should be proceeded against in ordinary court, order that the young person be so proceeded against in accordance with the law ordinarily applicable to an adult charged with the offence."

The proposed subsection 16(1.1) is new.

Article 2, (1). — Texte actuel du paragraphe 16(1) :

«16. (1) Dans les cas où un adolescent, à la suite d'une dénonciation, se voit imputer un acte criminel autre que celui visé à l'article 553 du Code criminel, qu'il aurait commis après avoir atteint l'âge de quatorze ans, le tribunal pour adolescents peut, en tout état de cause avant de rendre son jugement, sur demande de l'adolescent ou de son avocat, du procureur général ou de son représentant et après avoir donné aux deux parties et aux père et mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre, ordonner le renvoi de l'adolescent devant la juridiction normalement compétente pour qu'il y soit jugé en conformité avec les règles normalement applicables en la matière, s'il estime que, dans l'intérêt de la société et compte tenu des besoins de l'adolescent, le renvoi de la cause devant cette juridiction s'impose.»

Le paragraphe 16(1.1) est nouveau.

(2) This amendment, which is consequential on the amendment proposed by subclause (1), would substitute the words "this section" for the words "subsection (1)".

(2). — La modification, qui découle de la modification proposée au paragraphe (1), substitue les mots «présent article» aux mots «paragraphe (1)».

other Act of Parliament that would apply in respect of the young person if an order were made under this section, to meet the circumstances of the case;”

(3) Subsections 16(4) to (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(4) Notwithstanding subsections (1) and (3), where an application is made under subsection (1) by the Attorney General or the Attorney General’s agent in respect of an offence alleged to have been committed by a young person while the young person was being proceeded against in ordinary court pursuant to an order previously made under this section or serving a sentence as a result of proceedings in ordinary court, the youth court may make a further order under this section without a hearing and without considering a pre-disposition report.

(5) Where a youth court makes an order or refuses to make an order under this section, it shall state the reasons for its decision and the reasons shall form part of the record of the proceedings in the youth court.

(6) Where a youth court refuses to make an order under this section in respect of an alleged offence, no further application may be made under this section in respect of that offence.

(7) Where an order is made under this section, proceedings under this Act shall be discontinued and the young person against whom the proceedings are taken shall be taken before the ordinary court.

(8) Where an order is made under this section that a young person be proceeded against in ordinary court in respect of an offence, that court has jurisdiction only in respect of that offence or an offence included therein.

(9) Subject to subsection (11), an order made in respect of a young person under this section or a refusal to make such an

l’adolescent à la présente loi ou au *Code criminel* ou à une autre loi fédérale, si une ordonnance était rendue en conformité avec le présent article;»

(3) Les paragraphes 16(4) à (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (3), le tribunal pour adolescents saisi, en application du paragraphe (1), d’une demande par le procureur général ou son représentant, à l’égard d’une infraction qu’un adolescent aurait commise alors qu’une instance est déjà engagée contre lui devant la juridiction normalement compétente à la suite d’une ordonnance fondée sur le présent article ou qu’il est, en conséquence d’une telle instance, à purger sa sentence, peut rendre une autre ordonnance en application de cet article sans tenir une audience ou sans prendre connaissance d’un rapport prédécisionnel.

(5) Le tribunal pour adolescents, lorsqu’il rend une ordonnance ou refuse de rendre une ordonnance en vertu du présent article, en indique les motifs, qui sont consignés dans le dossier de l’instance.

(6) Lorsque, à l’occasion d’une infraction, le tribunal pour adolescents refuse de rendre une ordonnance fondée sur le présent article, aucune autre demande ne peut être présentée en vertu de cet article pour la même infraction.

(7) Le prononcé d’une ordonnance sur le fondement du présent article entraîne l’abandon de l’instance engagée en vertu de la présente loi et le renvoi de l’adolescent visé devant la juridiction normalement compétente.

(8) La juridiction normalement compétente, saisie, à la suite d’une ordonnance rendue en vertu du présent article, d’une affaire relative à une infraction, n’est compétente pour connaître que de cette infraction ou d’une infraction incluse.

(9) Sous réserve du paragraphe (11), l’ordonnance concernant un adolescent rendue en vertu du présent article ainsi

Where young person on transfer status

Court to state reasons

No further applications for transfer

Effect of order

Jurisdiction of ordinary court limited

Review of youth court decision

Cas où l’adolescent est déjà devant la juridiction compétente

Motifs de l’ordonnance

Demande unique

Effet de l’ordonnance

Limite de la compétence de la juridiction normalement compétente

Révision de la décision du tribunal pour adolescents

(3) This amendment is consequential on the amendment proposed by subclause (1).

Subsections 16(4) to (9) at present reads as follows:

“(4) Notwithstanding subsections (1) and (3), where an application is made under subsection (1) by the Attorney General or his agent in respect of an offence alleged to have been committed by a young person while the young person was being proceeded against in ordinary court pursuant to an order previously made under that subsection or serving a sentence as a result of proceedings in ordinary court, the youth court may make a further order under that subsection without a hearing and without considering a pre-disposition report.

(5) Where a youth court makes an order or refuses to make an order under subsection (1), it shall state the reasons for its decision and the reasons shall form part of the record of the proceedings in the youth court.

(6) Where a youth court refuses to make an order under subsection (1) in respect of an alleged offence, no further application may be made under this section in respect of that offence.

(7) Where an order is made under subsection (1), proceedings under this Act shall be discontinued and the young person against whom the proceedings are taken shall be taken before the ordinary court.

(8) Where an order is made under subsection (1) that a young person be proceeded against in ordinary court in respect of an offence, that court has jurisdiction only in respect of that offence or an offence included therein.

(9) Subject to subsection (11), an order made in respect of a young person under subsection (1) or a refusal to make such an order shall, on application of the young person or his counsel or the Attorney General or his agent made within thirty days after the decision of the youth court, be reviewed by the superior court and that court may, in its discretion, confirm or reverse the decision of the youth court.”

(3). — Découle de la modification proposée au paragraphe (1).

Texte actuel des paragraphes 16(4) à (9) :

«(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (3), le tribunal pour adolescents saisi, en application du paragraphe (1), d'une demande par le procureur général ou son représentant, à l'égard d'une infraction qu'un adolescent aurait commise alors qu'une instance est déjà engagée contre lui devant la juridiction normalement compétente à la suite d'une ordonnance fondée sur le paragraphe (1) ou qu'il est, en conséquence d'une telle instance, à purger sa sentence, peut rendre une autre ordonnance en application de ce paragraphe sans tenir une audience ou sans prendre connaissance d'un rapport précédévisionnel.

(5) Le tribunal pour adolescents, lorsqu'il rend une ordonnance ou refuse de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1), en indique les motifs qui sont consignés dans le dossier de l'instance.

(6) Lorsque, à l'occasion d'une infraction, le tribunal pour adolescents refuse de rendre une ordonnance fondée sur le paragraphe (1), aucune autre demande ne peut être présentée en vertu du présent article pour la même infraction.

(7) Le prononcé d'une ordonnance sur le fondement du paragraphe (1) entraîne l'abandon de l'instance engagée en vertu de la présente loi et le renvoi de l'adolescent visé devant la juridiction normalement compétente.

(8) La juridiction normalement compétente, saisie, à la suite d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), d'une affaire relative à une infraction, n'est compétente pour connaître que de cette infraction ou d'une infraction incluse.

(9) Sous réserve du paragraphe (11), l'ordonnance concernant un adolescent rendue en vertu du paragraphe (1) ainsi que le refus de rendre une telle ordonnance sont, sur demande présentée dans les trente jours de la décision par l'adolescent, son avocat, le procureur général ou le représentant de celui-ci, examinés par la cour supérieure. La cour supérieure dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour confirmer ou infirmer la décision tribunal pour adolescents.»

order shall, on application of the young person or the young person's counsel or the Attorney General or the Attorney General's agent made within thirty days after the decision of the youth court, be reviewed by the superior court, and that court may, in its discretion, confirm or reverse the decision of the youth court."

que le refus de rendre une telle ordonnance sont, sur demande présentée dans les trente jours de la décision par l'adolescent, son avocat, le procureur général ou le représentant de celui-ci, examinés par la cour supérieure. La cour supérieure dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour confirmer ou infirmer la décision du tribunal pour adolescents.»

3. (1) All that portion of subsection 20(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispositions that may be made

"20. (1) Where a youth court finds a young person guilty of an offence, it shall consider any pre-disposition report required by the court, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents and by the parents of the young person and any other relevant information before the court, and the court shall then make any one of the following dispositions, other than the disposition referred to in paragraph (k.1), or any number thereof that are not inconsistent with each other, and where the offence is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, the court shall make the disposition referred to in paragraph (k.1):"

«20. (1) Dans le cas où il trouve l'adolescent coupable d'une infraction, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de 15 tout rapport prédécisionnel qu'il aura exigé, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été soumis; il prononce ensuite l'une des décisions suivantes, à l'exception de celle prévue à l'alinéa k.1), en la combinant éventuellement avec une ou plusieurs autres compatibles entre elles; 25 dans le cas où l'infraction est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel, le tribunal prononce la décision visée à l'alinéa k.1) :» 30

Décisions possibles

(2) Subsection 20(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (k) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (k) thereof, the following paragraph:

(2) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa k), de ce qui suit :

“(k.1) order the young person to serve a disposition not to exceed five years less a day comprised of (i) a committal to custody, to be served continuously or intermittently, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), exceed three years from the date of committal, and (ii) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 26.2; and”

«k.1) l'imposition par ordonnance d'une peine maximale de cinq ans moins un jour consistant : (i) d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue ou discontinue, pour une période maximale de trois ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1), (ii) d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2;»

Clause 3: (1) The relevant portion of subsection 20(1) at present reads as follows:

"20. (1) Where a youth court finds a young person guilty of an offence, it shall consider any pre-disposition report required by the court, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents and by the parents of the young person and any other relevant information before the court, and the court shall then make any of the following dispositions, or any number thereof that are not inconsistent with each other:"

(2) New.

Article 3, (1). — Texte actuel de passage visé du paragraphe 20(1) :

"20. (1) Dans les cas où il trouve l'adolescent coupable d'une infraction, le tribunal doit tenir compte de tout rapport prédécisionnel qu'il aura exigé, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été soumis; ensuite le tribunal prononce, parmi les décisions suivantes, une ou plusieurs compatibles entre elles :"

(3) Subsection 20(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 20(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Duration of disposition

“(3) No disposition made under this section, other than an order made under paragraph (1)(h), (k) or (k.1), shall continue in force for more than two years and, where the youth court makes more than one disposition at the same time in respect of the same offence, the combined duration of the dispositions, except in respect of an order made under paragraph (1)(h) or (k), shall not exceed two years.”

«(3) En dehors des cas d'application des alinéas (1)h), k) ou k.1), aucune décision prise dans le cadre du présent article ne peut rester en vigueur plus de deux ans, et lorsque le tribunal en impose plusieurs pour la même infraction, leur durée totale ne doit pas dépasser deux ans, sauf dans les cas d'application des alinéas (1)h) ou k).»

Durée d'application de la décision

(4) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4.1) thereof, the following subsections:

(4) L'article 20 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

Combined duration where one offence is murder

“(4.2) Subject to subsection (4.3), where more than one disposition is made under this section in respect of a young person with respect to different offences, and one of those offences is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, the continuous combined duration of those dispositions shall not exceed five years less a day.

«(4.2) Sous réserve du paragraphe (4.3), lorsque plusieurs décisions sont prises dans le cadre du présent article à l'endroit d'un adolescent pour des infractions différentes et que l'une d'elles est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, leur durée totale continue ne doit pas dépasser cinq ans moins un jour.

Durée totale des décisions en cas de meurtre

Duration of dispositions made at different times

(4.3) Where a disposition is made under this section in respect of an offence committed by a young person after the commencement of, but before the completion of, any dispositions made in respect of previous offences committed by the young person, and the offence is, or one of the previous offences was, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*,

(4.3) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où une décision est prise au titre du présent article relativement à une infraction commise par l'adolescent pendant la durée d'application de décisions relatives à des infractions antérieures commises par celui-ci et que cette nouvelle infraction ou l'une des infractions antérieures est un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel* :

Durée de décisions prononcées à des dates différentes

(a) the duration of the disposition made in respect of the subsequent offence shall be determined in accordance with subsection (4.2);

a) la durée de la décision est déterminée en conformité avec le paragraphe (4.2);

(b) the disposition may be served consecutively to the dispositions made in respect of the previous offences; and

b) les effets qu'elle comporte peuvent s'ajouter à ceux des décisions antérieures;

(c) the combined duration of all of the dispositions may exceed five years less a day.

c) la durée totale d'application des décisions peut être supérieure à cinq ans moins un jour.

Custody first

(4.4) Subject to subsection (4.5), where a young person who is serving a disposition

(4.4) Sous réserve du paragraphe (4.5), lorsqu'un adolescent qui purge une peine

Priorité

(3) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(3). — Adjonction d'un renvoi au nouvel alinéa 20(1)(k.1) proposé au paragraphe (2).

(4) New.

(4). — Nouveau.

(5) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(5) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(6) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(6) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(7) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(7) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(8) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(8) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(9) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(9) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

made under paragraph 20(1)(k.1) is ordered to custody in respect of an offence committed after the commencement of, but before the completion of, that disposition, the custody in respect of that subsequent offence shall be served before the young person is placed under conditional supervision.

en vertu d'une décision prise aux termes de l'alinéa 20(1)k.1) est placé sous garde pour une infraction commise après le commencement de cette peine mais avant son expiration, l'adolescent doit purger la période de garde imposée à l'égard de cette infraction subséquente avant d'être mis en liberté sous condition.

Conditional supervision suspended

(4.5) Where a young person referred to in subsection (4.4) is under conditional supervision at the time the young person is ordered to custody in respect of a subsequent offence, the conditional supervision shall be suspended until the young person is released from custody."

(4.5) Lorsque l'adolescent visé au paragraphe (4.4) est en liberté sous condition au moment où il est placé sous garde pour une infraction subséquente, la liberté sous condition est suspendue jusqu'à ce que l'adolescent soit mis en liberté."

Suspension de la liberté sous condition

(5) All that portion of subsection 20(6) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage du paragraphe 20(6) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"to the young person in respect of whom the disposition was made, the young person's counsel and parents, the provincial director, where the provincial director has an interest in the disposition, the prosecutor and, in the case of a custodial disposition made under paragraph (1)(k) or (k.1), the review board, if a review board has been established or designated."

«à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au directeur provincial éventuellement intéressé par la décision, au poursuivant et, s'il s'agit d'une décision comportant la garde conformément aux alinéas (1)k) ou k.1), à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.»

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 17

4. Subsection 24.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. Le paragraphe 24.1(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 17

Order to specify type of custody

"(2) Where the youth court commits a young person to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1) or makes an order under subsection 26.1(1) or paragraph 26.2(2)(b), it shall specify in the order whether the custody is to be open custody or secure custody."

"(2) Toute ordonnance de placement sous garde rendue en application de l'alinéa 20(1)k) ou k.1) et toute ordonnance rendue en application du paragraphe 26.1(1) ou de l'alinéa 26.2(2)b) doivent porter mention du type de garde imposé : en milieu ouvert ou en milieu fermé."

Mention du type de garde

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 17

5. Sections 24.4 and 24.5 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

5. Les articles 24.4 et 24.5 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 17

Committal to custody deemed continuous

"24.4 (1) A young person who is committed to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1) shall be deemed to be committed to continuous custody unless the youth court specifies otherwise.

"24.4 (1) L'adolescent placé sous garde en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) est réputé, sauf indication contraire du tribunal pour adolescents, placé sous garde de façon continue.

Garde réputée continue

(5) This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause (2).

(5). — Adjonction d'un renvoi au nouvel alinéa 20(1)k.1 proposé au paragraphe (2).

Clause 4: Subsection 24.1(2) at present reads as follows:

“(2) Where the youth court commits a young person to custody under paragraph 20(1)(k), it shall specify in the order of committal whether the custody is to be open custody or secure custody.”

Article 4. — Texte actuel du paragraphe 24.1(2) :

«(2) Toute ordonnance de placement sous garde rendue en application de l'alinéa 20(1)k doit porter mention du type de garde imposé : en milieu ouvert ou en milieu fermé.»

Clause 5: This amendment would add references to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause 3(2).

Article 5. — Adjonction d'un renvoi au nouvel alinéa 20(1)k.1 proposé au paragraphe 3(2).

Availability of place of intermittent custody

(2) Before making an order of committal to intermittent custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1), the youth court shall require the prosecutor to make available to the court for its consideration a report of the provincial director as to the availability of a place of custody in which an order of intermittent custody can be enforced and, where the report discloses that no such place of custody is available, the court shall not make the order.

(2) Avant de rendre une ordonnance de placement sous garde discontinuée en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1), le tribunal pour adolescents demande au poursuivant de lui remettre un rapport du directeur provincial sur la disponibilité d'un lieu de garde indiqué à cet effet. Au cas où le rapport conclut à la non-disponibilité d'un tel lieu, le tribunal ne prononce pas la mise sous garde discontinuée.

Disponibilité d'un lieu de garde discontinuée

Transfer to adult facility

24.5 (1) Where a young person is committed to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1), the youth court may, on application of the provincial director at any time after the young person attains the age of eighteen years, after affording the young person an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct that the young person serve the disposition or the remaining portion thereof in a provincial correctional facility for adults, if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest, but in that event, the provisions of this Act shall continue to apply in respect of that person.

24.5 (1) Le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent placé sous garde en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) a atteint l'âge de dix-huit ans, peut, après avoir accordé à l'adolescent la possibilité d'être entendu, autoriser le directeur provincial à ordonner que la garde ou le temps à courir sur la période de garde s'effectue dans un centre correctionnel provincial pour adultes, s'il estime que cette mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public, auquel cas les dispositions de la présente loi continuent à s'appliquer à la personne visée.

Transfèrement à des établissements pour adultes

Where disposition and sentence concurrent

(2) Where a young person is committed to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1) and is concurrently under sentence of imprisonment imposed in ordinary court, the young person may, in the discretion of the provincial director, serve the disposition and sentence, or any portion thereof, in a place of custody for young persons, in a provincial correctional facility for adults or, where the unexpired portion of the sentence is two years or more, in a penitentiary."

(2) L'adolescent placé sous garde en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) et qui se trouve simultanément sous le coup d'une peine d'emprisonnement imposée par un tribunal de juridiction normalement compétente peut, en tout ou en partie, à la discrétion du directeur provincial, purger son temps de garde et son temps de peine dans un lieu de garde pour adolescents, dans un centre correctionnel provincial pour adultes ou, s'il reste au moins deux ans à purger, dans un pénitencier."

Concurrence du placement sous garde et d'une peine d'emprisonnement

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 19

6. Subsection 25.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. Le paragraphe 25.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 19

Interprovincial arrangements for treatment, probation or custody

"25.1 (1) Where a disposition has been made under paragraphs 20(1)(i) to (k.1) in respect of a young person, the disposition in one province may be dealt with in any other province pursuant to any agreement that may have been made between those provinces."

"25.1 (1) La décision prise en vertu des alinéas 20(1)i) à k.1) dans une province peut être exécutée dans toute autre province qui a conclu avec la première un accord à cet effet."

Accords interprovinciaux relatifs au traitement, à la probation ou à la garde

7. La même loi est modifiée par insertion après l'article 20, de ce qui suit :

7. The said Act is further amended by adding therein immediately after section 20 thereof, the following sections:

20(1)(k.1) Dans le cas où un adolescent est placé sous garde en application de l'article 20(1)(k.1) et où le procureur général ou son représentant présente une demande en ce sens au tribunal pour adolescents en ce sens au tribunal pour adolescents dans un délai raisonnable avant l'expiration de la période de garde, le directeur de la province où l'adolescent est placé sous garde doit le faire amener devant le tribunal; celui-ci, après avoir tenu une audience et une fois et avant de l'adjudication l'occasion d'être entendu, peut, s'il est convaincu qu'il existe des motifs valables de croire que l'adolescent commettra vraisemblablement, avant l'expiration de sa période de garde, une infraction causant la mort ou un autre dommage à l'adulte, ordonner son maintien sous garde pour une période n'excédant pas le résidu de sa peine.

20 (1) Where a young person is held in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) and an application is made to the youth court by the Attorney General or the Attorney General's agent within a reasonable time prior to the expiration of the period of custody in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth court and the youth court may, after affording both parties and the parent of the young person an opportunity to be heard and if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is likely to commit an offence causing the death of or serious harm to another person prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, order that the young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the disposition.

(2) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal doit tenir compte de tous les facteurs utiles, notamment :

(a) l'existence d'un schéma continu de comportement violent démontré par divers éléments de preuve, y compris :

(i) le nombre d'infractions commises par l'adolescent ayant causé des blessures ou des problèmes psychologiques à autrui;

(ii) les difficultés de l'adolescent à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité

(2) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth court shall take into consideration any factor that is relevant to the case of the young person including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) evidence of a pattern of persistent violent behaviour and, in particular,

(i) the number of offences committed by the young person that caused physical or psychological harm to any other person,

(ii) the young person's difficulties in controlling violent impulses to the

Clause 6: This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause 3(2).

Article 6. — Adjonction d'un renvoi au nouvel alinéa 20(1)k.1 proposé au paragraphe 3(2).

(iv) les menaces explicites de recourir à la violence;

(v) le degré de brutalité dans la perpétration des infractions;

(vi) une grande indifférence de la part de l'adolescent quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

(iii) explicit threats of violence;

(iv) behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence; and

(v) a substantial degree of indifference on the part of the young person as to the reasonably foreseeable

7. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 26 thereof, the following sections:

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 26, de ce qui suit :

Continuation of custody

“26.1 (1) Where a young person is held in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) and an application is made to the youth court by the Attorney General, or the Attorney General’s agent, within a reasonable time prior to the expiration of the period of custody, the provincial director of the province in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth court and the youth court may, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard and if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is likely to commit an offence causing the death of or serious harm to another person prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, order that the young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the disposition.

5

10

15

20

25

Factors

(2) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth court shall take into consideration any factor that is relevant to the case of the young person including, without limiting the generality of the foregoing,

30

(a) evidence of a pattern of persistent violent behaviour and, in particular,

(i) the number of offences committed by the young person that caused physical or psychological harm to any other person,

35

(ii) the young person’s difficulties in controlling violent impulses to the point of endangering the safety of any other person,

40

(iii) the use of weapons in the commission of any offence,

(iv) explicit threats of violence,

45

(v) behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence, and

(vi) a substantial degree of indifference on the part of the young person as to the reasonably foreseeable

50

Prolongation de la garde

«26.1 (1) Dans le cas où un adolescent est placé sous garde en application de l’alinéa 20(1)k.1) et où le procureur général ou son représentant présente une demande en ce sens au tribunal pour adolescents dans un délai raisonnable avant l’expiration de la période de garde, le directeur de la province où l’adolescent est placé sous garde doit le faire amener devant le tribunal; celui-ci, après avoir fourni aux parties et aux père et mère de l’adolescent l’occasion d’être entendus, peut, s’il est convaincu qu’il existe des motifs valables de croire que l’adolescent commettra vraisemblablement, avant l’expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui, ordonner son maintien sous garde pour une période n’excédant pas le reliquat de sa peine.

5

10

15

20

25

Facteurs

(2) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal doit tenir compte de tous les facteurs utiles, notamment :

25

a) l’existence d’un schème continu de comportement violent démontré par divers éléments de preuve, y compris :

(i) le nombre d’infractions commises par l’adolescent ayant causé des blessures ou des problèmes psychologiques à autrui,

(ii) les difficultés de l’adolescent à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité d’autrui,

(iii) l’utilisation d’armes lors de la perpétration des infractions,

(iv) les menaces explicites de recours à la violence,

40

(v) le degré de brutalité dans la perpétration des infractions,

(vi) une grande indifférence de la part de l’adolescent quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

45

Clause 7: New.

(1) For the purposes of this section, a young person is a person who is under the age of 18 years and who is, or who has been, subject to a supervision order under section 20 of the Youth Justice and Criminal Behaviour Act 2002.

(2) For the purposes of this section, a person is a young person who is, or who has been, subject to a supervision order under section 20 of the Youth Justice and Criminal Behaviour Act 2002.

(3) For the purposes of this section, a person is a young person who is, or who has been, subject to a supervision order under section 20 of the Youth Justice and Criminal Behaviour Act 2002.

Article 7. — Nouveau.

(1) Pour les fins de la présente section, un jeune est une personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui est, ou qui a été, soumise à une mesure de supervision en vertu de l'article 20 de la Loi de 2002 sur la justice des jeunes délinquants et le comportement criminel.

(2) Pour les fins de la présente section, une personne est un jeune si elle est, ou si elle a été, soumise à une mesure de supervision en vertu de l'article 20 de la Loi de 2002 sur la justice des jeunes délinquants et le comportement criminel.

(3) Pour les fins de la présente section, une personne est un jeune si elle est, ou si elle a été, soumise à une mesure de supervision en vertu de l'article 20 de la Loi de 2002 sur la justice des jeunes délinquants et le comportement criminel.

Yours truly,
 Minister of Justice
 Hon. J. G. ...

consequences, to other persons, of the young person's behaviour;

(b) psychiatric or psychological evidence that a physical or mental illness or disorder of the young person is of such a nature that the young person is likely to commit, prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person;

(c) reliable information that satisfies the youth court that the young person is planning to commit, prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person; and

(d) the availability of supervision programs in the community that would offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present until the expiration of the disposition the young person is then serving.

(3) Where a provincial director fails to cause a young person to be brought before the youth court under subsection (1), the youth court shall order the provincial director to cause the young person to be brought before the youth court forthwith.

(4) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth court, a report setting out any information with respect to the factors referred to in subsection (2) that may be of assistance to the court.

(5) A report referred to in subsection (4) shall be in writing unless it cannot reasonably be committed to writing, in which case it may, with leave of the youth court, be submitted orally in court.

(6) Subsections 14(4) to (10) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a report referred to in subsection (4).

b) les rapports de psychiatres ou de psychologues indiquant qu'à cause de maladie ou de désordre physique ou mental, l'adolescent est susceptible de commettre, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui;

c) l'existence de renseignements sûrs qui convainquent le tribunal que l'adolescent projette de commettre, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui;

d) l'existence de programmes de surveillance au sein de la communauté qui protégeraient suffisamment le public contre le risque que présenterait l'adolescent jusqu'à l'expiration de sa peine.

(3) Faute par le directeur provincial d'avoir, comme le lui exigeait le paragraphe (1), fait amener l'adolescent devant le tribunal, celui-ci doit ordonner au directeur provincial de faire amener sans délai l'adolescent devant lui.

(4) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal pour adolescents demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport faisant état de tous les éléments d'information concernant les facteurs visés au paragraphe (2) qui peuvent s'avérer utiles au tribunal.

(5) Le rapport mentionné au paragraphe (4) est établi par écrit; s'il ne peut, pour des motifs valables, l'être sous forme écrite, il peut, avec la permission du tribunal pour adolescents, être présenté oralement à l'audience.

(6) Les paragraphes 14(4) à (10) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, au rapport mentionné au paragraphe (4).

Comparison ordonnée par le tribunal pour adolescents

Rapport

Rapport oral ou écrit

Application de dispositions

Youth court to order appearance of young person

Report

Written or oral report

Provisions apply

(7) Toute une demande visant un adolescent est présentée au sein du paragraphe (1) le directeur provincial fait donner l'avis qui peut être requis par les règles de procédure applicables au tribunal pour avis. 3

(8) L'avis donné aux parents conformément au paragraphe (7), doit contenir une déclaration précisant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat. 10

(9) L'avis visé au paragraphe (7) est 12 signifié à personne ou adresse par courrier recommandé.

(10) Dans les cas où l'avis visé au paragraphe (7) n'a pas été donné conformément au présent article, le tribunal pour avis adolescent peut

(a) soit ajourner l'instance et ordonner que l'avis soit donné selon les modalités et aux personnes qu'il indique;

(b) soit passer outre à l'avis s'il estime 25 que compte tenu des circonstances, l'avis n'est pas indispensable.

(11) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (1) en matière de motifs au 30 dossier de l'instance et doit :

(a) fournir au faire fournir une copie de l'ordonnance;

(b) sur demande, fournir au faire fournir une transcription ou copie des motifs de 35 l'ordonnance.

À l'adolescent qui en fait l'objet à son avocat, à son père et/ou au procureur général ou à son représentant, ou directeur provincial et à la commission de sursis qui 40 a été éventuellement établie au désignation.

(12) Les paragraphes 10(9) à 11(3) s'ap- 45 pliquent, mutatis mutandis, aux adolescents de circonstance à l'ordonnance visée au para- graphe (1) ainsi qu'à la copie de l'avis que 45 l'ordonnance.

(7) Where an application is made under subsection (1) in respect of a young person, the provincial director shall cause such notice as may be directed by rules of court applicable to the youth court or, in the absence of such direction, at least five clear days notice of the hearing to be given in writing to the young person and the young person's parents and the Attorney General or the Attorney General's agent. 10

(8) Any notice given to a parent under subsection (7) shall include a statement that the young person has the right to be represented by counsel. 10

(9) A notice under subsection (7) may 15 be served personally or may be sent by registered mail.

(10) Where notice under subsection (7) is not given in accordance with the section, the youth court may

(a) adjourn the hearing and order that the notice be given in such manner and to such persons as it directs; or

(b) dispense with the giving of the notice where, in the opinion of the youth 25 court, having regard to the circumstances, the giving of the notice may be dispensed with.

(11) Where a youth court makes an order under subsection (1), it shall state in 30 reasons for the order in the record of the case and shall

(a) provide or cause to be provided a copy of the order; and

(b) on request, provide or cause to be 35 provided a transcript or copy of the reasons for the order.

In the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated. 40

(12) Subsections 10(9) to (13) apply with such modifications as the circum- 45 stances require in respect of an order made or the refusal to make an order under subsection (1).

11 E.L.A. II

12

10

10

12

20

25

30

35

40

45

12

10

10

15

20

25

30

35

40

45

Notice of hearing

(7) Where an application is made under subsection (1) in respect of a young person, the provincial director shall cause such notice as may be directed by rules of court applicable to the youth court or, in the absence of such direction, at least five clear days notice of the hearing to be given in writing to the young person and the young person's parents and the Attorney General or the Attorney General's agent.

(7) Lorsqu'une demande visant un adolescent est présentée en vertu du paragraphe (1), le directeur provincial fait donner l'avis qui peut être requis par les règles de pratique applicables au tribunal pour adolescents ou, en l'absence d'une règle à cette fin, fait donner un avis écrit d'au moins cinq jours francs à l'adolescent, à ses père et mère et au procureur général ou à son représentant.

Avis d'audition

Statement of right to counsel

(8) Any notice given to a parent under subsection (7) shall include a statement that the young person has the right to be represented by counsel.

(8) L'avis donné aux parents conformément au paragraphe (7), doit contenir une déclaration précisant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat.

Déclaration relative au droit à un avocat

Service of notice

(9) A notice under subsection (7) may be served personally or may be sent by registered mail.

(9) L'avis visé au paragraphe (7) est significé à personne ou adressé par courrier recommandé.

Signification de l'avis

Where notice not given

(10) Where notice under subsection (7) is not given in accordance with this section, the youth court may

(10) Dans les cas où l'avis visé au paragraphe (7) n'a pas été donné conformément au présent article, le tribunal pour adolescents peut :

Défaut d'avis

- (a) adjourn the hearing and order that the notice be given in such manner and to such person as it directs; or
- (b) dispense with the giving of the notice where, in the opinion of the youth court, having regard to the circumstances, the giving of the notice may be dispensed with.

- a) soit ajourner l'instance et ordonner que l'avis soit donné selon les modalités et aux personnes qu'il indique;
- b) soit passer outre à l'avis s'il estime que, compte tenu des circonstances, l'avis n'est pas indispensable.

Reasons

(11) Where a youth court makes an order under subsection (1), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall

(11) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (1) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit :

Motifs

- (a) provide or cause to be provided a copy of the order, and
- (b) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order

- a) fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance,
- b) sur demande, fournir ou faire fournir une transcription ou copie des motifs de l'ordonnance,

to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.

à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au procureur général ou à son représentant, au directeur provincial et à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.

Review provisions apply

(12) Subsections 16(9) to (13) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made, or the refusal to make an order, under subsection (1).

(12) Les paragraphes 16(9) à (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (1) ainsi qu'au refus de rendre une telle ordonnance.

Idem

Conditional supervision

26.2 (1) The provincial director of the province in which a young person is held in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) or, where applicable, an order made under subsection 26.1(1), shall cause the young person to be brought before the youth court at least one month prior to the expiration of the period of custody and the court shall, after affording the young person an opportunity to be heard, by order, set the conditions of the young person's conditional supervision.

Conditions to be included in order

(2) In setting conditions for the purposes of subsection (1), the youth court shall include in the order the following conditions, namely, that the young person

- (a) keep the peace and be of good behaviour;
- (b) appear before the youth court when required by the court to do so;
- (c) report to the provincial director immediately on release, and thereafter be under the supervision of the provincial director or a person designated by the youth court;
- (d) inform the provincial director immediately on being arrested or questioned by the police;
- (e) report to the police as instructed by the provincial director;
- (f) advise the provincial director of the young person's address of residence on release and after release report immediately to the clerk of the youth court or the provincial director any change
 - (i) in that address,
 - (ii) in the young person's normal occupation, including employment, vocational or educational training and volunteer work,
 - (iii) in the young person's family or financial situation, and
 - (iv) that may reasonably be expected to affect the young person's ability to comply with the conditions of the order; and
- (g) not own, possess or have the control of any weapon, as defined in section 2 of

26.2 (1) Le directeur de la province où l'adolescent est tenu sous garde en vertu d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1) ou, le cas échéant, d'une ordonnance visée au paragraphe 26.1(1), doit faire amener ce dernier devant le tribunal pour adolescents au moins un mois avant l'expiration de la période de garde de sa peine pour que le tribunal fixe, par ordonnance, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de faire entendre, les conditions dont est assortie la période de liberté sous condition de sa peine.

Liberté sous condition

(2) Le tribunal doit prévoir dans l'ordonnance visée au paragraphe (1) les conditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

Conditions obligatoires

- a) l'obligation de ne pas troubler l'ordre public et de bien se conduire;
- b) l'obligation de comparaître devant le tribunal pour adolescents lorsqu'il en est requis par le tribunal;
- c) l'obligation de se rapporter à son directeur provincial dès sa mise en liberté et ensuite de demeurer sous la surveillance de celui-ci ou de la personne désignée par le tribunal;
- d) l'obligation d'informer immédiatement son directeur provincial s'il est arrêté ou interrogé par la police;
- e) l'obligation de se présenter à la police tel qu'indiqué par son directeur provincial;
- f) l'obligation, dès sa mise en liberté, de communiquer immédiatement à son directeur provincial son adresse résidentielle et d'informer immédiatement celui-ci ou le greffier du tribunal de tout changement :
 - (i) d'adresse résidentielle,
 - (ii) d'occupation habituelle, tel qu'un changement d'emploi rémunéré ou bénévole ou un changement de formation,
 - (iii) dans sa situation familiale ou financière,
 - (iv) qui, selon ce qui peut être raisonnablement prévu, est susceptible de modifier sa capacité de respecter les modalités de l'ordonnance;

l'ordonnance
ou le permis, sans en connaître sans
C'est Ordonne ou en avoir le contrôle
d'être en possession

2

(3) Le tribunal peut prévoir dans l'or-
donnance visée au paragraphe (1) les con-
ditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

10

a) l'obligation de se tenir en liberté de
se rendre directement à sa résidence ou
à tout autre lieu dont l'adresse est indi-
quée dans l'ordonnance;

10

b) l'obligation de faire les efforts voulus
en vue de trouver et de conserver un
emploi approprié;

15

c) la fréquentation de l'école ou de tout
établissement d'enseignement de forme-
tion ou de loisirs appropriés, si le tribunal
estime qu'il y a lieu pour l'adolescent
un programme comparable;

20

d) la résidence chez l'un de ses père ou
mère ou chez un autre adulte prêt à
assurer son entretien que le tribunal
juge idéal;

25

e) la résidence à l'endroit fixé par le
directeur provincial;

f) l'obligation de demeurer sur le terri-
toire de la compétence d'une ou plu-
sieurs juridictions mentionnées dans
l'ordonnance;

30

g) l'observation des autres conditions
raisonnables prévues à l'ordonnance et
que le tribunal estime satisfaisantes et
notamment des conditions visant à s'as-
surer en bonne conduite et à empêcher la
récidive.

35

(4) Si la comparution de l'adolescent
s'avère impossible pour des raisons de
santé ou pour une raison indépendante de
sa volonté de celui-ci, le directeur provin-
cial en informe le tribunal, et dernier
prend une ordonnance l'une des décisions
suivantes :

40

a) s'il l'estime indiqué et s'il est con-
vaincu qu'elle pourrait être portée à la
connaissance de l'adolescent avant sa
mise en liberté, il assure la liberté sous
condition des conditions temporaires

the Criminal Code, except as authorized
by the order

(3) In setting conditions for the pur-
poses of subsection (1), the youth court
may include in the order the following
conditions, namely, that the young person

2

(a) on release, travel directly to the
young person's place of residence, or to
such other place as is noted in the order;

10

(b) make reasonable efforts to obtain
and maintain suitable employment;

(c) attend school or such other place of
learning, training or recreation as is
appropriate if the court is satisfied that
a suitable program is available for the
young person at such a place;

15

(d) reside with a parent or such other
adult as the court considers appropriate,
who is willing to provide for the care
and maintenance of the young person;

20

(e) reside in such place as the provincial
director may specify;

(f) remain within the territorial juris-
diction of one or more courts named in
the order; and

25

(g) comply with such other reasonable
conditions set out in the order as the
court considers desirable, including con-
ditions for securing the good conduct of
the young person and for preventing the
commission by the young person of
other offences.

30

(4) Where a provincial director is
required under subsection (1) to cause a
young person to be brought before the
youth court but cannot do so for reasons
related to the young person's health or for
a reason beyond the young person's con-
trol, the provincial director shall so advise
the youth court and the court shall, by
order,

35

(a) if it considers it appropriate to do so
and is satisfied that the conditions can
be brought to the attention of the young

Other
provisions

Where young
person is
brought

Other
provisions

Other
provisions

the *Criminal Code*, except as authorized by the order.

Other conditions

(3) In setting conditions for the purposes of subsection (1), the youth court may include in the order the following conditions, namely, that the young person

- (a) on release, travel directly to the young person's place of residence, or to such other place as is noted in the order;
- (b) make reasonable efforts to obtain and maintain suitable employment;
- (c) attend school or such other place of learning, training or recreation as is appropriate, if the court is satisfied that a suitable program is available for the young person at such a place;
- (d) reside with a parent, or such other adult as the court considers appropriate, who is willing to provide for the care and maintenance of the young person;
- (e) reside in such place as the provincial director may specify;
- (f) remain within the territorial jurisdiction of one or more courts named in the order; and
- (g) comply with such other reasonable conditions set out in the order as the court considers desirable, including conditions for securing the good conduct of the young person and for preventing the commission by the young person of other offences.

Where young person in poor health

(4) Where a provincial director is required under subsection (1) to cause a young person to be brought before the youth court but cannot do so for reasons related to the young person's health or for a reason beyond the young person's control, the provincial director shall so advise the youth court and the court shall, by order,

- (a) if it considers it appropriate to do so and is satisfied that the conditions can be brought to the attention of the young

g) l'interdiction d'être en possession d'une arme, au sens de l'article 2 du *Code Criminel*, ou en avoir le contrôle ou la propriété, sauf en conformité avec l'ordonnance.

5

(3) Le tribunal peut prévoir dans l'ordonnance visée au paragraphe (1) les conditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

Autres conditions

- a) l'obligation, dès sa mise en liberté, de se rendre directement à sa résidence ou à tout autre lieu dont l'adresse est indiquée dans l'ordonnance;
- b) l'obligation de faire les efforts voulus en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;
- c) la fréquentation de l'école ou de tout établissement d'enseignement, de formation ou de loisirs approprié, si le tribunal estime qu'il y existe, pour l'adolescent, un programme convenable;
- d) la résidence chez l'un de ses père ou mère ou chez un autre adulte prêt à assurer son entretien que le tribunal juge idoine;
- e) la résidence à l'endroit fixé par le directeur provincial;
- f) l'obligation de demeurer sur le territoire de la compétence d'une ou plusieurs juridictions mentionnées dans l'ordonnance;
- g) l'observation des autres conditions raisonnables prévues à l'ordonnance et que le tribunal estime souhaitables et notamment des conditions visant à assurer sa bonne conduite et à empêcher la récidive.

15

20

25

30

35

(4) Si la comparution de l'adolescent s'avère impossible pour des raisons de santé ou pour une raison indépendante de la volonté de celui-ci, le directeur provincial en informe le tribunal; ce dernier prend par ordonnance l'une des décisions suivantes :

Empêchement

- a) s'il l'estime indiqué et s'il est convaincu qu'elles pourront être portées à la connaissance de l'adolescent avant sa mise en liberté, il assortit la liberté sous condition des conditions temporaires

40

	<p>person before the young person's release from custody, set such temporary conditions for the young person's conditional supervision as are appropriate in the circumstances; or</p> <p>(b) direct that the young person remain in custody until the young person can be brought before the court.</p>	<p>qu'il estime adaptées dans les circonstances;</p> <p>b) il prévoit le maintien sous garde de l'adolescent jusqu'à ce qu'il puisse comparaître devant lui.</p>	
<p>Conditions to be set at first opportunity</p>	<p>(5) Where an order is made under subsection (4), the young person shall be brought before the youth court as soon thereafter as the circumstances permit and the court shall then set the conditions of the young person's conditional supervision.</p>	<p>(5) En cas de prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (4), l'adolescent est amené aussitôt que possible devant le tribunal, lequel assortit de conditions sa liberté.</p>	<p>Conditions dans les meilleurs délais</p>
<p>Report</p>	<p>(6) For the purpose of setting conditions under this section, the youth court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth court, a report setting out any information that may be of assistance to the court.</p>	<p>(6) Le tribunal doit, pour fixer les conditions en vertu du présent article, exiger du directeur provincial qu'il fasse préparer et lui présente un rapport contenant les éléments d'information qui pourraient lui être utiles.</p>	<p>Rapport</p>
<p>Provisions apply</p>	<p>(7) Subsections 26.1(3) and (5) to (10) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of any proceedings held pursuant to subsection (1).</p>	<p>(7) Les paragraphes 26.1(3) et (5) à (10) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures intentées en vertu du paragraphe (1).</p>	<p>Dispositions applicables</p>
<p>Idem</p>	<p>(8) Subsections 16(9) to (13) and 23(3) to (9) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (1).</p>	<p>(8) Les paragraphes 16(9) à (13) et 23(3) à (9) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (1).</p>	<p>Idem</p>
<p>Suspension of conditional supervision</p>	<p>26.3 Where the provincial director has reasonable grounds to believe that a young person has breached or is about to breach a condition of an order made under subsection 26.2(1), the provincial director may, in writing,</p> <p>(a) suspend the conditional supervision; and</p> <p>(b) order that the young person be remanded to such place of custody as the provincial director considers appropriate until a review is conducted under section 26.5 and, if applicable, section 26.6.</p>	<p>26.3 S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un adolescent enfreint, ou enfreindra vraisemblablement, une condition de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 26.2(1), le directeur provincial peut, par écrit :</p> <p>a) suspendre la liberté sous condition;</p> <p>b) ordonner la mise sous garde de l'adolescent au lieu que le directeur estime indiqué jusqu'à ce que soit effectué l'examen visé à l'article 26.5 et, le cas échéant, à l'article 26.6.</p>	<p>Suspension de la liberté sous condition</p>
<p>Apprehension</p>	<p>26.4 (1) Where the conditional supervision of a young person is suspended under section 26.3, a justice may, on application therefor by the provincial director, issue a warrant in writing, authorizing the apprehension of the young person.</p>	<p>26.4 (1) Un juge peut, par mandat écrit, sur demande du directeur provincial, autoriser l'arrestation de l'adolescent dont la liberté sous condition est suspendue conformément à l'article 26.3; l'adolescent est</p>	<p>Arrestation</p>

éprouvé, parer) son attention ne pas
porter sur point.

(2) Le mandat délivré en vertu du para-
graphe (1) est exécutoire par l'agent de la
police détentrice et il peut être en tout le
territoire canadien comme s'il avait été
initialement décerné ou postérieurement
visé par un juge de la cour provinciale ou
une autre autorité législative du ressort où il
est exécuté.

(3) L'agent de la police peut saisir ou
adjoindre sans mandat sur tout le terri-
toire canadien à l'un des motifs suivants:
hier de croire qu'un mandat d'arrêt délégué
en vertu du paragraphe (1) est en vigueur.

(4) L'agent de la police qui a arrêté et
déposé un individu en vertu du para-
graphe (3) le fait connaître devant le directeur
provincial ou une personne désignée par lui.

(5) Soit dans les meilleurs délais dans les
vingt-quatre heures suivant l'arrestation,
le directeur ou cette personne en dis-
posant peut arrêter cette personne.

(6) Le directeur ou la personne désignée
par l'arrestation est bound en vertu de
la section (4) :

- (a) de croire qu'il y a lieu d'arrêter sans mandat
si l'individu est un des motifs suivants:
hier de croire qu'il y a lieu d'arrêter sans mandat
visé par le mandat délégué en vertu du para-
graphe (1);
- (b) de croire que l'individu est un des motifs
suivants:
hier de croire qu'il y a lieu d'arrêter sans mandat
visé par le mandat délégué en vertu du para-
graphe (1);

power of the young person and shall the
young person is apprehended the young
person is bound not to be arrested or
have the disposition the young person is
then made.

(2) A warrant issued under subsection
(1) shall be executed by any peace officer
to whom it is given in any place in Canada
and has the same force and effect in all
parts of Canada as if it had been originally
issued or subsequently endorsed by a pro-
vincial court judge or other judicial author-
ity having jurisdiction in the place where it
is executed.

(3) Where a peace officer believes on
reasonable grounds that a warrant issued
under subsection (1) is in force in respect
of a young person, the peace officer may
arrest the young person without the war-
rant in any place in Canada.

(4) Where a young person is arrested
pursuant to subsection (3) and detained,
the peace officer making the arrest shall
cause the young person to be brought
before the provincial director or a person
designated by the provincial director.

(5) Where the provincial director or the
designated person is available within a
period of twenty-four hours after the
young person is arrested, without a warrant
arrested does and in any event within
that period, and

(6) where the provincial director or the
designated person is not available within
the period referred to in paragraph (a),
as soon as possible.

(7) Where a young person is brought
pursuant to subsection (4), before the pro-
vincial director or a person designated by
the provincial director, the provincial
director or the designated person shall

- (a) if he has satisfied that there are
reasonable grounds to believe that the
young person is the young person in
respect of whom the warrant referred to in
subsection (1) was issued, shall
release the young person or
- (b) if he is satisfied that there are reasonable
grounds to believe that the young person

Warrant

Peace officer

Provincial director

Provincial director

hension of the young person and, until the young person is apprehended, the young person is deemed not to be continuing to serve the disposition the young person is then serving.

5

Warrants

(2) A warrant issued under subsection (1) shall be executed by any peace officer to whom it is given at any place in Canada and has the same force and effect in all parts of Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a provincial court judge or other lawful authority having jurisdiction in the place where it is executed.

réputé, jusqu'à son arrestation, ne pas purger sa peine.

(2) Le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) est exécuté par l'agent de la paix destinataire et il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement décerné ou postérieurement visé par un juge de la cour provinciale ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

Mandats d'arrêt

5

10

Peace officer may arrest

(3) Where a peace officer believes on reasonable grounds that a warrant issued under subsection (1) is in force in respect of a young person, the peace officer may arrest the young person without the warrant at any place in Canada.

20

(3) L'agent de la paix peut arrêter un adolescent sans mandat sur tout le territoire canadien s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mandat d'arrêt délivré en vertu du paragraphe (1) est en vigueur à l'égard de cet adolescent.

Arrestation sans mandat

15

Requirement to bring before provincial director

(4) Where a young person is arrested pursuant to subsection (3) and detained, the peace officer making the arrest shall cause the young person to be brought before the provincial director or a person designated by the provincial director

25

(4) L'agent de la paix qui a arrêté et détient un adolescent en vertu du paragraphe (3) le fait conduire devant le directeur provincial ou une personne désignée par lui :

Comparution devant une personne désignée

20

(a) where the provincial director or the designated person is available within a period of twenty-four hours after the young person is arrested, without unreasonable delay and in any event within that period; and

30

a) soit dans les meilleurs délais dans les vingt-quatre heures suivant l'arrestation, si le directeur ou cette personne est disponible pendant cette période;

25

(b) where the provincial director or the designated person is not available within the period referred to in paragraph (a), as soon as possible.

35

b) soit le plus tôt possible, dans le cas contraire.

Release or remand in custody

(5) Where a young person is brought, pursuant to subsection (4), before the provincial director or a person designated by the provincial director, the provincial director or the designated person

40

(5) Le directeur ou la personne devant qui l'adolescent est conduit en vertu du paragraphe (4) :

Mise en liberté ou détention

30

(a) if not satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection (1) was issued, shall release the young person; or

45

a) le remet en liberté s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est l'adolescent visé par le mandat mentionné au paragraphe (1);

35

(b) if satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person

b) dans le cas contraire, peut le mettre sous garde en attendant l'exécution du mandat; si celui-ci n'est pas exécuté dans les six jours suivant la mise sous

is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection (1) was issued, may remand the young person in custody to await execution of the warrant, but if no warrant for the young person's arrest is executed within a period of six days after the time the young person is remanded in such custody, the person in whose custody the young person then is shall release the young person.

Review by provincial director

26.5 Forthwith after the remand to custody of a young person whose conditional supervision has been suspended under section 26.3, or forthwith after being informed of the arrest of such a young person, the provincial director shall review the case and, within seven days after the remand to custody, or after becoming informed of the arrest, as the case may be, either cancel the suspension of the conditional supervision or refer the case to the youth court for a review under section 26.6.

Review by youth court

26.6 (1) Where the case of a young person is referred to the youth court under section 26.5, the provincial director shall forthwith cause the young person to be brought before the youth court, and the youth court shall, after affording the young person an opportunity to be heard, review the decision of the provincial director to suspend the conditional supervision and shall make an order under subsection (2).

Order

(2) On completion of a review under subsection (1), the youth court shall order

(a) the cancellation of the suspension of the conditional supervision, and where the court does so, the court may vary the conditions of the conditional supervision or impose new conditions; or

(b) the continuation of the suspension of the conditional supervision for such period of time as the court considers appropriate, and where the court does so, the court shall order that the young person remain in custody.

garde, la personne qui en a alors la garde met l'adolescent en liberté.

Examen par le directeur

26.5 Aussitôt après la mise sous garde de l'adolescent dont la liberté sous condition a été suspendue conformément à l'article 26.3 ou aussitôt après avoir été informé de l'arrestation de l'adolescent, le directeur provincial réexamine le cas, et, dans les sept jours suivant la mise sous garde ou la prise de connaissance de celui-ci, soit annule la suspension, soit renvoie l'affaire devant le tribunal pour adolescents pour examen au titre de l'article 26.6.

Examen par le tribunal

26.6 (1) Dans le cas du renvoi visé à l'article 26.5, le directeur doit sans délai faire amener l'adolescent devant le tribunal; celui-ci doit, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, examiner la décision du directeur de suspendre la liberté sous condition et rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2).

Ordonnance du tribunal

(2) Au terme de son examen, le tribunal pour adolescents doit, par ordonnance :

a) soit annuler la suspension de la liberté sous condition, auquel cas il peut en modifier les conditions ou en imposer de nouvelles;

b) soit maintenir la suspension de la liberté sous condition pour la période qu'il estime indiquée, auquel cas il doit ordonner le maintien sous garde de l'adolescent.

<p>11) Le tribunal peut adjoindre au tout une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consignant les motifs au dossier de l'enquête.</p> <p>12) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>13) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>14) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>	<p>(11) The court may make an order under subsection (2) if it is satisfied that it is in the best interests of the young person to do so, and the reasons for the order be recorded in the file of the case.</p> <p>(12) Where a young court makes an order under subsection (2), it shall state the reasons for the order in the record of the case.</p> <p>(13) The court shall provide a copy of the order, and</p> <p>(14) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order.</p> <p>(15) The court shall provide a copy of the order to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.</p>	<p>(11) Le tribunal peut adjoindre au tout une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consignant les motifs au dossier de l'enquête.</p> <p>(12) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>(13) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>(14) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>	<p>11) Le tribunal peut adjoindre au tout une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consignant les motifs au dossier de l'enquête.</p> <p>12) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>13) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>14) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>
<p>15) Les paragraphes 20(13) et (2) à 20(10) et 20(6) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'exception visée au présent article.</p> <p>16) Les paragraphes 10(9) à (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'ordonnance visée au paragraphe (2).</p>	<p>(15) Subsections 20(13) and (2) to (10) and 20(6) apply, with such modifications as the circumstances require in respect of a review under this section.</p> <p>(16) Subsections 10(9) to (13) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (2).</p>	<p>15) Les paragraphes 20(13) et (2) à 20(10) et 20(6) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'exception visée au présent article.</p> <p>16) Les paragraphes 10(9) à (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'ordonnance visée au paragraphe (2).</p>	<p>15) Les paragraphes 20(13) et (2) à 20(10) et 20(6) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'exception visée au présent article.</p> <p>16) Les paragraphes 10(9) à (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance à l'ordonnance visée au paragraphe (2).</p>
<p>17) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>18) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>19) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p> <p>20) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p>	<p>(17) The court shall provide a copy of the order, and</p> <p>(18) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order.</p> <p>(19) The court shall provide a copy of the order to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.</p> <p>(20) The court shall provide a copy of the order to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.</p>	<p>17) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>18) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>19) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p> <p>20) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p>	<p>17) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>18) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>19) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p> <p>20) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p>
<p>21) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>22) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>23) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>	<p>(21) The court shall provide a copy of the order, and</p> <p>(22) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order.</p> <p>(23) The court shall provide a copy of the order to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.</p>	<p>21) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>22) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>23) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>	<p>21) L'ordonnance en fait fournir une copie de 2</p> <p>22) L'ordonnance en fait fournir une copie des motifs de 2</p> <p>23) L'adolescent qui en fait l'objet à son 10</p>

Reasons

(3) Where a youth court makes an order under subsection (2), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall

(a) provide or cause to be provided a copy of the order, and

(b) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order

to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.

(3) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit :

a) fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance,

b) sur demande, fournir ou faire fournir une transcription ou copie des motifs de l'ordonnance,

à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au procureur général ou à son représentant, au directeur provincial et à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.

Motifs

Provisions apply

(4) Subsections 26.1(3) and (5) to (10) and 26.2(6) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a review under this section.

(4) Les paragraphes 26.1(3) et (5) à (10) et 26.2(6) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'examen visé au présent article.

Application de dispositions

Idem

(5) Subsections 16(9) to (13) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (2)."

(5) Les paragraphes 16(9) à (13) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (2).»

Idem

8. Paragraph 28(17)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'alinéa 28(17)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) release the young person from custody and place the young person on probation in accordance with section 23 for a period not exceeding the remainder of the period for which the young person was committed to custody or, where the young person is in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) or an order made under paragraph 26.6(2)(b), place the young person under conditional supervision in accordance with paragraph 20(1)(k.1) for a period not exceeding the remainder of the disposition the young person is then serving.”

«c) soit libérer l'adolescent et le placer en probation conformément à l'article 23, pour une période ne dépassant pas le terme de la période de garde ou, dans le cas où l'adolescent est sous garde en vertu d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1 ou d'une ordonnance visée à l'alinéa 26.6(2)b), le mettre en liberté sous condition conformément à l'alinéa 20(1)k.1 pour une période ne dépassant pas le reliquat de sa peine.»

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 22(1)

9. (1) Paragraph 29(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. (1) L'alinéa 29(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 22(1)

“(b) be released from custody and placed on probation or, where the young person is in custody pursuant to a dispo-

«b) la mise en liberté et la mise en probation de l'adolescent ou, dans le cas où l'adolescent est sous garde en vertu

d'une décision avec l'alinéa 28(17)(c) en cas de libération sous condition.

20(1)(b) placed under conditional supervision.

10 (c) The provincial director shall include in any notice given under section 20(1) the reasons for the recommendation and

(c) Subsection 20(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by adding

12 (b) in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be attached to a probation order; and

(b) in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be set pursuant to section 20.

20 (3) The provincial director (A) shall, in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be attached to a probation order; and

(3) Subsection 20(4) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by adding

Clause 8: Paragraph 28(17)(c) at present reads as follows:

Article 8. — Texte actuel de l'alinéa 28(17)c :

"(c) release the young person from custody and place him on probation in accordance with section 23 for a period not exceeding the remainder of the period for which he was committed to custody."

«c) soit libérer l'adolescent et le placer en probation conformément à l'article 23, pour une période ne dépassant pas le terme de la période de garde.»

Clause 9: (1) This amendment would add the underlined and sidelined words.

Article 9, (1). — Adjonction des mots soulignés et marqués d'un trait vertical.

30 (1) A review board is established or designated by a province for the purpose of the section that board shall, in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be attached to a probation order; and

(1) Subsection 30(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by adding

sition made under paragraph 20(1)(k.1), placed under conditional supervision,”

d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1), sa mise en liberté sous condition.»

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 22(1)

(2) Subsection 29(1.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 29(1.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 22(1)

Contents of notice

“(1.1) The provincial director shall include in any notice given under subsection (1) the reasons for the recommendation and

«(1.1) Le directeur provincial indique dans l'avis donné en application du paragraphe (1) les motifs justifiant sa recommandation et :

5 Contenu de l'avis

(a) in the case of a recommendation that the young person be placed on probation, the conditions that the provincial director would recommend be attached to a probation order; and

a) si celle-ci vise la probation, les conditions dont devrait être assortie l'ordonnance de probation;

(b) in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be set pursuant to section 26.2.”

b) si celle-ci vise la mise en liberté sous condition, les conditions dont elle devrait être assortie en vertu de l'article 26.2.»

(3) Subsection 29(4) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

(3) Le paragraphe 29(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

“(b.1) in the case of a recommendation that a young person be released from custody and placed under conditional supervision, release the young person and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.2, having regard to the recommendations of the provincial director; or”

«b.1) s'il s'agit d'une recommandation de mise en liberté sous condition, mettre l'adolescent en liberté sous condition conformément à l'article 26.2, compte tenu des recommandations du directeur provincial;»

10. (1) Subsection 30(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. (1) Le paragraphe 30(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Review board

“30. (1) Where a review board is established or designated by a province for the purposes of this section, that board shall, subject to this section, carry out in that province the duties and functions of a youth court under sections 28 and 29, other than releasing a young person from custody and placing the young person on probation or under conditional supervision.”

«30. (1) Au cas où une commission d'examen est établie ou désignée par une province aux fins d'application du présent article, elle doit, sous réserve du présent article, exercer sur le territoire de cette province les attributions du tribunal pour adolescents prévues aux articles 28 et 29. Elle ne peut toutefois mettre un adolescent en liberté et le placer en probation ou le mettre en liberté sous condition.»

Commission d'examen

(2) Subsection 29(1.1) at present reads as follows:

"(1.1) The provincial director shall include in any notice given under subsection (1) the reasons for his recommendation and, in the case of a recommendation that the young person be placed on probation, the conditions that he would recommend be attached to a probation order."

(2). — Texte actuel du paragraphe 29(1.1) :

«(1.1) Le directeur provincial indique dans l'avis donné en application du paragraphe (1) les motifs justifiant sa recommandation et, si celle-ci vise la probation, les conditions dont devrait être assortie l'ordonnance de probation.»

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 10: (1) This amendment would add the underlined words.

Article 10, (1). — Adjonction des mots soulignés.

(2) Section 30 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 30 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Decision respecting release from custody and conditional supervision

“(7) Where a review board decides that a young person should be released from custody and placed under conditional supervision, it shall so recommend to the youth court and, if no application for a review of the decision is made under section 31, the youth court shall forthwith, on the expiration of the ten day period referred to in subsection (5), release the young person from custody and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.2, and shall include in the order under that section such conditions as the court considers advisable, having regard to the recommendations of the review board.”

«(7) Lorsque la commission d'examen décide qu'un adolescent doit être mis en liberté sous condition, elle doit faire une recommandation en ce sens au tribunal pour adolescents et si une demande d'examen de la décision n'est pas présentée dans le cadre de l'article 31, le tribunal doit, dès l'expiration de la période de dix jours visée au paragraphe (5), mettre l'adolescent en liberté sous condition conformément à l'article 26.2; l'ordonnance de mise en liberté sous condition prévoit les conditions visées à cet article que le tribunal estime appropriées, compte tenu des recommandations de la commission d'examen.»

Homologation de la décision

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 24(1)

11. Subsection 32(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

11. Le paragraphe 32(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 24(1)

Review of dispositions not involving custody

“32. (1) Where a youth court has made a disposition in respect of a young person, other than or in addition to a disposition under paragraph 20(1)(k), and other than a disposition under paragraph 20(1)(k.1), the youth court shall, on the application of the young person, the young person's parents, the Attorney General or the Attorney General's agent or the provincial director, made at any time after six months from the date of the disposition or, with leave of a youth court judge, at any earlier time, review the disposition if the court is satisfied that there are grounds for a review under subsection (2).”

«32. (1) Après avoir rendu, relativement à un adolescent, une décision autre que celle visée à l'alinéa 20(1)k) ou une décision qui s'ajoute à celle-ci, et autre que celle visée à l'alinéa 20(1)k.1), le tribunal pour adolescents, saisi d'une demande par l'adolescent, ses père ou mère, le procureur général ou le représentant de celui-ci ou le directeur provincial, soit à n'importe quel moment après un délai de six mois suivant la décision, soit antérieurement avec la permission d'un juge du tribunal pour adolescents, doit examiner la décision s'il constate l'existence de l'un des motifs d'examen visés au paragraphe (2).»

Examen de la décision ne comportant pas de placement sous garde

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 25

12. Section 34 of the said Act is renumbered as subsection 34(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

12. L'article 34 de la même loi devient le paragraphe 34(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 25

Orders are dispositions

“(2) Orders under subsections 26.1(1) and 26.2(1) are deemed to be dispositions for the purposes of section 28.”

«(2) Les ordonnances prévues aux paragraphes 26.1(1) et 26.2(1) sont réputées être des décisions pour l'application de 40 l'article 28.»

Assimilation

13. Section 37 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

13. L'article 37 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 11: This amendment would add a reference to the new paragraph 20(1)(k.1) proposed by subclause 3(2).

Article 11. — Adjonction d'un renvoi au nouvel alinéa 20(1)k.1) proposé au paragraphe 3(2).

Clause 12: This amendment, which would renumber section 34 as subsection 34(1) and add the proposed new subsection 34(2), is consequential on the amendment proposed by clause 7.

Article 12. — La modification, qui substitue à la désignation numérique 34 la désignation 34(1) et ajoute le nouveau paragraphe 34(2), découle de la modification proposée à l'article 7.

Clause 13: New.

Article 13. — Nouveau.

“(a.1) where the young person is placed under conditional supervision pursuant to an order made under section 26.2, supervising the young person in complying with the conditions of the order;”

5

«a.1) il assume la surveillance requise pour s'assurer que l'adolescent en liberté sous condition en vertu d'une ordonnance rendue aux termes de l'article 26.2 se conforme à l'ordonnance.»

5

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{er} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3^e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4^e suppl.); 1989, ch. 2

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 47

14. Subsections 741.1(1) and (2) of the *Criminal Code* are repealed and the following substituted therefor:

14. Les paragraphes 741.1(1) et (2) du *Code criminel* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 47

Transfer of jurisdiction

“741.1 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

10

“741.1 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance peut nuire à la bonne administration de la justice.

Transfert de compétence

Whether sentence to be served concurrently or consecutively

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.”

15

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoie dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.»

Concurrence ou cumul des peines

15. All that portion of section 742 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

35

15. Le passage de l'article 742 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

742. Sous réserve de l'article 743.1, la peine à être prononcée contre une personne condamnée en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants sera la peine d'emprisonnement à perpétuité.

742. Subject to section 743.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be

14. Les articles 741 et 744 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

14. Sections 741 and 744 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Criminal Code

Code criminel

Clause 14: This amendment would add references to the new paragraph 20(1)(k.1) of the Young Offenders Act proposed by subclause 3(2).

Article 14. — Adjonction de renvoi au nouvel alinéa 20(1)k.1) de la Loi sur les jeunes contrevenants proposé au paragraphe 3(2).

743.1. Le juge qui prononce la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants doit évaluer le danger que présente le défendeur en ce qui concerne sa réinsertion dans la société et la possibilité de sa condamnation à perpétuité.

743.1. Before imposing a sentence of imprisonment for life, the judge presiding at the trial shall, before disposing of the case, inquire into the following question:

Vous avez-vous évalué le danger que présente le défendeur en ce qui concerne sa réinsertion dans la société et la possibilité de sa condamnation à perpétuité?

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the term of years which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

743.1. Le juge qui prononce la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants doit évaluer le danger que présente le défendeur en ce qui concerne sa réinsertion dans la société et la possibilité de sa condamnation à perpétuité.

743.1. Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before disposing

Clause 15: This amendment would add the underlined words.

Article 15. — Adjonction des mots soulignés.

743.1. Le juge qui prononce la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants doit évaluer le danger que présente le défendeur en ce qui concerne sa réinsertion dans la société et la possibilité de sa condamnation à perpétuité.

743.1. Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before disposing

Sentence of life imprisonment

“742. Subject to section 742.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be”

«742. Sous réserve de l'article 742.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :»

Emprisonnement à perpétuité

R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. 1, item 26) (F)

16. Sections 743 and 744 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

16. Les articles 743 et 744 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. 1, n^o 26 (F)

Persons under eighteen

“742.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

«742.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside au procès peut porter à au plus dix ans.

Mineurs

Recommendation by jury

743. Subject to section 743.1, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

743. Sous réserve de l'article 743.1, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Recommandation du jury

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?

Person under eighteen

743.1 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging

743.1 Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

40

Clause 16: The proposed section 742.1 is new.
Sections 743 and 744 at present read as follows:

"743. Where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge who presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against him. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that he must serve before he is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before he is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

744. At the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five), without eligibility for parole, as he deems fit in the circumstances."

The proposed sections 743.1 and 744.1 are new.

Article 16. — L'article 742.1 est nouveau.

Texte actuel des articles 743 et 744 :

"743. Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?

744. Au moment de prononcer la peine conformément à l'alinéa 742b), le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré ou, en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances."

Les articles 743.1 et 744.1 sont nouveaux.

the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the number of years that is more than five but not more than ten that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

Ineligibility for parole

744. Subject to section 744.1, at the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

Idem

744.1 At the time of the sentencing under section 742.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743.1, by order, decide the number of years of imprisonment the offender is to

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans?

744. Sous réserve de l'article 744.1, au moment de prononcer la peine conformément à l'alinéa 742b), le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Libération conditionnelle

744.1 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 742.1, le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu de l'âge et du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743.1, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre

... et de la part d'un autre...
circumstances

... (being more than five...
than ten) without eligibility for parole...
the judge deems fit in the circumstances.

... (2) ...
... (2) ...

... (2) ...
... (2) ...

...
...
...

... (1) ...
... (1) ...

... (1) ...
... (1) ...

... (1.1) ...
... (1.1) ...

... (2.1) ...
... (2.1) ...

ENTRÉE EN VIGUEUR

COMING INTO FORCE

18. Le présent loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouvernement en conseil.

18. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

...
...

...
...
...

...
...
...

serve (being more than five but not more than ten) without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.”

cinq et dix, qu’il estime indiqué dans les circonstances.»

17. Subsection 747(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

17. Le paragraphe 747(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Temporary absence or day parole

“(2) Subject to subsection (2.1), notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the number of years of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.

«(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), en cas de condamnation à l’emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d’un délai préalable à la libération conditionnelle, sauf au cours des trois années précédant l’expiration de ce délai, les sorties sans surveillance prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées, les sorties sous surveillance pour des raisons humanitaires ou en vue de la réadaptation prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées sans l’approbation de la Commission nationale des libérations conditionnelles et la semi-liberté prévue à la *Loi sur la libération conditionnelle* ne peut être accordée, par dérogation à ces lois.

5 Sorties sans ou sous surveillance ou semi-liberté

Idem

(2.1) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but four fifths of the period of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.”

(2.1) Dans le cas où une personne qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l’infraction en cause a fait l’objet d’une condamnation à l’emprisonnement à perpétuité, assortie, conformément à la présente loi, d’un délai préalable à la libération conditionnelle, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, les sorties sans surveillance prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées, les sorties sous surveillance pour des raisons humanitaires ou en vue de la réadaptation prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées sans l’approbation de la Commission nationale des libérations conditionnelles et la semi-liberté prévue à la *Loi sur la libération conditionnelle* ne peut être accordée, par dérogation à ces lois.»

Idem

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

18. This Act shall come into force on a date to be fixed by order of the Governor in Council.

18. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

Clause 17: The amendment to subsection 747(2), which would add the underlined words, is consequential on the proposed new subsection 747(2.1).

Article 17. — La modification du paragraphe 747(2), qui ajoute les mots soulignés, découle du nouveau paragraphe 747(2.1).

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

Age Act, to amend The Young Offenders Act and the Criminal Code

Loi modifiant la Loi sur la jeunesse délinquante, le Code criminel

REPORTED AS AMENDED AND ENDED DECEMBER 10, 1989, BY A CONSTITUING COMMITTEE

RÉVISÉ PAR UN COMITÉ CONSTITUANT ET PRÉSENTÉ LE 10 DÉCEMBRE 1989 PAR UN COMITÉ CONSTITUANT

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

C-58

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

PROJET DE LOI C-58

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel

BILL C-58

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED DECEMBER 10, 1990, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

C-58

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

BILL C-58

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code

PROJET DE LOI C-58

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 10 DÉCEMBRE 1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

(1) The paragraph 11(3) of the Young Offenders Act and the Criminal Code shall be amended to read as follows:

(2) The paragraph 11(9) of the same Act shall be amended to read as follows:

(9) Une déclaration attestant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat doit figurer dans les pièces suivantes :

- (a) la citation à comparaître ou sommation districte à l'adolescent;
- (b) le mandat visant son arrestation;
- (c) la promesse de comparution donnée par l'adolescent;

THE MINISTER OF JUSTICE

(1) Subsection 11(3) of the Young Offenders Act and the Criminal Code shall be amended to read as follows:

(2) Subsection 11(9) of the said Act shall be amended to read as follows:

- (a) any appearance notice or summons issued to the young person;
- (b) any warrant to arrest the young person;
- (c) any statement that a young person has the right to be represented by counsel and by adding thereto, immediately after paragraph (5) thereof, the following paragraph:

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

An Act to amend the Young Offenders Act
and the Criminal Code

Loi modifiant la Loi sur les jeunes contreve-
nants et le Code criminel

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

YOUNG OFFENDERS ACT

LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

R.S., c. Y-1;
R.S., c. 27 (1st
Suppl.), c. 24
(2nd Suppl.),
c. 1 (3rd
Suppl.), c. 1
(4th Suppl.)

L.R., ch. Y-1;
L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), ch. 24
(2^e suppl.), ch.
1 (3^e suppl.),
ch. 1 (4^e suppl.)

1. (1) Subsection 11(3) of the *Young
Offenders Act* is amended by striking out the
word "or" at the end of paragraph (c) there-
of and by adding thereto, immediately after
paragraph (c) thereof, the following para-
graph:

1. (1) Le paragraphe 11(3) de la *Loi sur
les jeunes contrevenants* est modifié par
insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

"(c.1) at any proceedings held pursuant to
subsection 26.1(1), 26.2(1) or
26.6(1), or"

«c.1) soit aux procédures intentées en
vertu des paragraphes 26.1(1), 26.2(1)
ou 26.6(1);»

(2) Subsection 11(9) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(2) Le paragraphe 11(9) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Statement of
right to counsel

"(9) A statement that a young person
has the right to be represented by counsel
shall be included in

«(9) Une déclaration attestant que
l'adolescent a le droit d'être représenté par
un avocat doit figurer dans les pièces sui-
vantes :

- (a) any appearance notice or summons
issued to the young person;
- (b) any warrant to arrest the young
person;
- (c) any promise to appear given by the
young person;

- a) la citation à comparaître ou somma-
tion destinée à l'adolescent;
- b) le mandat visant son arrestation;
- c) la promesse de comparaître donnée
par l'adolescent;

EXPLANATORY NOTES FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

10 2. (1) Le paragraphe 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

16. (1) Dans les cas où un adolescent, à la suite d'une dénonciation, se voit imputer un acte criminel grave que celui visé à l'article 683 du Code criminel, qu'il ait ou non été déclaré coupable de cet acte, le tribunal pour adolescents doit, en tout état de cause, avant de rendre son jugement, sur demande de l'adolescent ou de son avocat, du procureur général ou de son représentant et après avoir donné aux deux parties et aux père et mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre, décider, conformément au paragraphe (1.1), si l'adolescent doit être jugé par la juridiction normalement compétente.

1. (1) Pour prendre sa décision, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de l'intérêt de la société, notamment le protection de la société et la réinsertion sociale de l'adolescent, et déterminer s'il est possible de concilier ces deux objectifs en maintenant celui-ci sous sa compétence. L'estime que cela est impossible, la protection du public prévaut et le tribunal doit ordonner le transfert de l'adolescent devant la juridiction normalement compétente pour qu'il y soit jugé en conformité avec les règles normalement applicables en la matière.

40 3. L'article 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(1) L'ordonnance, compte tenu des circonstances de l'espèce, de soumettre

2. (1) Subsection 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. (1) At any time after an indictment is laid against a young person alleged to have committed an indictable offence other than an offence referred to in section 683 of the Criminal Code, the judge, before rendering a judgment, on application of the young person or the young person's counsel or the Attorney General or the Attorney General's agent, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard, determine in accordance with subsection (1.1), whether the young person should be proceeded against in ordinary court.

(1.1) In making the determination referred to in subsection (1), the judge shall consider the interest of society, which includes the objectives of affording protection to the public and rehabilitation of the young person, and determine whether those objectives can be reconciled by the youth remaining under the jurisdiction of the youth court, and if the court is of the opinion that those objectives cannot be reconciled, protection of the public shall be paramount and the court shall order that the young person be proceeded against in ordinary court in accordance with the law ordinarily applicable to an adult charged with the offence.

40 3. Paragraph 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(1) The judge, in this Act, and the

(d) any recognizance entered into before an officer in charge by the young person;

(e) any notice given to the young person in relation to any proceedings held pursuant to subsection 26.1(1), 26.2(1) or 26.6(1); or

(f) any notice of a review of a disposition given to the young person.”

2. (1) Subsection 16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“16. (1) At any time after an information is laid against a young person alleged to have, after attaining the age of fourteen years, committed an indictable offence other than an offence referred to in section 553 of the *Criminal Code* but prior to adjudication, a youth court shall, on application of the young person or the young person’s counsel or the Attorney General or the Attorney General’s agent, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard, determine, in accordance with subsection (1.1), whether the young person should be proceeded against in ordinary court.

(1.1) In making the determination referred to in subsection (1), the youth court shall consider the interest of society, which includes the objectives of affording protection to the public and rehabilitation of the young person, and determine whether those objectives can be reconciled by the youth remaining under the jurisdiction of the youth court, and if the court is of the opinion that those objectives cannot be so reconciled, protection of the public shall be paramount and the court shall order that the young person be proceeded against in ordinary court in accordance with the law ordinarily applicable to an adult charged with the offence.”

(2) Paragraph 16(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) the adequacy of this Act, and the adequacy of the *Criminal Code* or any

d) l’engagement souscrit par l’adolescent devant un fonctionnaire responsable;

e) l’avis donné à l’adolescent de procédures intentées en vertu des paragraphes 26.1(1), 26.2(1) ou 26.6(1);

f) l’avis d’examen d’une décision donné à l’adolescent.»

2. (1) Le paragraphe 16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«16. (1) Dans les cas où un adolescent, à la suite d’une dénonciation, se voit imputer un acte criminel autre que celui visé à l’article 553 du *Code criminel*, qu’il aurait commis après avoir atteint l’âge de quatorze ans, le tribunal pour adolescents doit, en tout état de cause avant de rendre son jugement, sur demande de l’adolescent ou de son avocat, du procureur général ou de son représentant et après avoir donné aux deux parties et aux père et mère de l’adolescent l’occasion de se faire entendre, décider, conformément au paragraphe (1.1), si l’adolescent doit être jugé par la juridiction normalement compétente.

(1.1) Pour prendre sa décision, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de l’intérêt de la société, notamment la protection du public et la réinsertion sociale de l’adolescent, et déterminer s’il est possible de concilier ces deux objectifs en maintenant celui-ci sous sa compétence; s’il estime que cela est impossible, la protection du public prévaut et le tribunal doit ordonner le renvoi de l’adolescent devant la juridiction normalement compétente pour qu’il y soit jugé en conformité avec les règles normalement applicables en la matière.»

(2) L’alinéa 16(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) l’opportunité, compte tenu des circonstances de l’espèce, de soumettre

Transfer to ordinary court

Renvoi à la juridiction normalement compétente

Order

Ordonnance

other Act of Parliament that would apply in respect of the young person if an order were made under this section, to meet the circumstances of the case;”

l'adolescent à la présente loi ou au *Code criminel* ou à une autre loi fédérale, si une ordonnance était rendue en conformité avec le présent article;»

(3) Subsections 16(4) to (13) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(3) Les paragraphes 16(4) à (13) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Where young person on transfer status

“(4) Notwithstanding subsections (1) and (3), where an application is made under subsection (1) by the Attorney General or the Attorney General’s agent in respect of an offence alleged to have been committed by a young person while the young person was being proceeded against in ordinary court pursuant to an order previously made under this section or serving a sentence as a result of proceedings in ordinary court, the youth court may make a further order under this section without a hearing and without considering a pre-disposition report.

«(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (3), le tribunal pour adolescents saisi, en application du paragraphe (1), d’une demande par le procureur général ou son représentant, à l’égard d’une infraction qu’un adolescent aurait commise alors qu’une instance est déjà engagée contre lui devant la juridiction normalement compétente à la suite d’une ordonnance fondée sur le présent article ou qu’il est, en conséquence d’une telle instance, à purger sa sentence, peut rendre une autre ordonnance en application de cet article sans tenir une audience ou sans prendre connaissance d’un rapport prédécisionnel.

Cas où l’adolescent est déjà devant la juridiction compétente

Court to state reasons

(5) Where a youth court makes an order or refuses to make an order under this section, it shall state the reasons for its decision and the reasons shall form part of the record of the proceedings in the youth court.

(5) Le tribunal pour adolescents, lorsqu’il rend une ordonnance ou refuse de rendre une ordonnance en vertu du présent article, en indique les motifs, qui sont consignés dans le dossier de l’instance.

Motifs de l’ordonnance

No further applications for transfer

(6) Where a youth court refuses to make an order under this section in respect of an alleged offence, no further application may be made under this section in respect of that offence.

(6) Lorsque, à l’occasion d’une infraction, le tribunal pour adolescents refuse de rendre une ordonnance fondée sur le présent article, aucune autre demande ne peut être présentée en vertu de cet article pour la même infraction.

Demande unique

Effect of order

(7) Where an order is made under this section, proceedings under this Act shall be discontinued and the young person against whom the proceedings are taken shall be taken before the ordinary court.

(7) Le prononcé d’une ordonnance sur le fondement du présent article entraîne l’abandon de l’instance engagée en vertu de la présente loi et le renvoi de l’adolescent visé devant la juridiction normalement compétente.

Effet de l’ordonnance

Jurisdiction of ordinary court limited

(8) Where an order is made under this section that a young person be proceeded against in ordinary court in respect of an offence, that court has jurisdiction only in respect of that offence or an offence included therein.

(8) La juridiction normalement compétente, saisie, à la suite d’une ordonnance rendue en vertu du présent article, d’une affaire relative à une infraction, n’est compétente pour connaître que de cette infraction ou d’une infraction incluse.

Limite de la compétence de la juridiction normalement compétente

Review of youth court decision

(9) An order made in respect of a young person under this section or a refusal to make such an order shall, on application of

(9) L’ordonnance concernant un adolescent rendue en vertu du présent article ainsi que le refus de rendre une telle

Révision de la décision du tribunal pour adolescents

ordonnance soit, sur demande présentée dans les trente jours de la décision par l'adolescent son avocat, le procureur général ou le représentant de celui-ci, examinés par la cour d'appel. La cour d'appel doit pour d'un pouvoir discrétionnaire pour confirmer ou infirmer la décision du tribunal pour adolescents.

the young person or the young person's counsel or the Attorney General or the Attorney General's agent made within thirty days after the decision of the youth court, be reviewed by the court of appeal, and that court may, in its discretion, confirm or reverse the decision of the youth court.

Proposition

(10) La cour d'appel peut, à tout moment prolonger le délai prévu pour laire la demande visée au paragraphe (9).

10

(10) The court of appeal may at any time extend the time within which an application under subsection (9) may be made.

Extension of time to make application

avis de la demande

(11) Toute personne qui se propose de demander la révision en vertu du paragraphe (9) doit donner un avis de sa demande selon les modalités et dans les délais prévus par les règles de la cour.

11

(11) A person who proposes to apply for a review under subsection (9) shall give notice of the application in such manner and within such period of time as may be directed by rules of court.

Notice of application

Établir un dossier

(12) Les déclarations faites par un adolescent au cours d'une audience tenue dans le cadre du présent article ne sont pas admissibles à titre de preuve contre lui dans des procédures civiles ou pénales poursuivies à cette audience.

12

(12) No statement made by a young person in the course of a hearing held under this section is admissible in evidence against the young person in any civil or criminal proceeding held subsequent to that hearing.

Admissibility of statement

(13) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25

25 (1) All that portion of subsection 20(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Dispositions

20. (1) Dans le cas où il trouve l'adolescent coupable d'une infraction, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de tout rapport préliminaire qu'il aura exigé, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été soumis; il prononce ensuite l'une des décisions suivantes : 22 L'exception de cette partie à l'alinéa a(1), en la combinant éventuellement avec une ou plusieurs autres dispositions entre elles; dans le cas où l'infraction est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel, le tribunal prononce la décision visée à l'alinéa a(1) et, le cas échéant, toute autre disposition qu'il estime indiquée.

20

20. (1) Where a youth court finds a young person guilty of an offence, it shall consider any pre-disposition report required by the court, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents and by the parents of the young person and any other relevant information before the court, and the court shall then make any one of the following dispositions, other than the disposition referred to in paragraph (a)(1), or any number thereof that are not inconsistent with each other and where the offence is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code, the court shall make the disposition referred to in paragraph (a)(1) and may make such other disposition as the court considers appropriate.

Dispositions that may be made

the young person or the young person's counsel or the Attorney General or the Attorney General's agent made within thirty days after the decision of the youth court, be reviewed by the court of appeal, and that court may, in its discretion, confirm or reverse the decision of the youth court.

ordonnance sont, sur demande présentée dans les trente jours de la décision par l'adolescent, son avocat, le procureur général ou le représentant de celui-ci, examinés par la cour d'appel. La cour d'appel dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour confirmer ou infirmer la décision du tribunal pour adolescents.

Extension of time to make application

(10) The court of appeal may, at any time, extend the time within which an application under subsection (9) may be made.

(10) La cour d'appel peut, à tout moment, prolonger le délai prévu pour faire la demande visée au paragraphe (9).

Prorogation

Notice of application

(11) A person who proposes to apply for a review under subsection (9) shall give notice of the application in such manner and within such period of time as may be directed by rules of court.

(11) Toute personne qui se propose de demander la révision en vertu du paragraphe (9) doit donner un avis de sa demande selon les modalités et dans les délais prévus par les règles de la cour.

Avis de la demande

Inadmissibility of statement

(12) No statement made by a young person in the course of a hearing held under this section is admissible in evidence against the young person in any civil or criminal proceeding held subsequent to that hearing.

(12) Les déclarations faites par un adolescent au cours d'une audience tenue dans le cadre du présent article ne sont pas admissibles à titre de preuve contre lui dans des procédures civiles ou pénales postérieures à cette audience.

Déclarations non admissibles

3. (1) All that portion of subsection 20(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispositions that may be made

«20. (1) Where a youth court finds a young person guilty of an offence, it shall consider any pre-disposition report required by the court, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents and by the parents of the young person and any other relevant information before the court, and shall then make any one of the following dispositions, other than the disposition referred to in paragraph (k.1), or any number thereof that are not inconsistent with each other, and where the offence is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, the court shall make the disposition referred to in paragraph (k.1) and may make such other disposition as the court considers appropriate:»

«20. (1) Dans le cas où il trouve l'adolescent coupable d'une infraction, le tribunal pour adolescents doit tenir compte de tout rapport prédécisionnel qu'il aura exigé, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été soumis; il prononce ensuite l'une des décisions suivantes, à l'exception de celle prévue à l'alinéa k.1), en la combinant éventuellement avec une ou plusieurs autres compatibles entre elles; dans le cas où l'infraction est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, le tribunal prononce la décision visée à l'alinéa k.1) et, le cas échéant, toute autre disposition qu'il estime indiquée:»

Décisions possibles

(2) Subsection 20(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (k) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (k) thereof, the following paragraph:

"(k.1) order the young person to serve a disposition not to exceed five years less a day comprised of

(i) a committal to custody, to be served continuously, for a period that shall not, subject to subsection 26.1(1), exceed three years from the date of committal, and

(ii) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 26.2; and"

(3) Subsections 20(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(3) No disposition made under this section, other than an order made under paragraph (1)(h), (k) or (k.1), shall continue in force for more than two years and, where the youth court makes more than one disposition at the same time in respect of the same offence, the combined duration of the dispositions, except in respect of an order made under paragraph (1)(h), (k) or (k.1), shall not exceed two years.

(4) Subject to subsection (4.1), where more than one disposition is made under this section in respect of a young person with respect to different offences, the continuous combined duration of those dispositions shall not exceed three years, except where one of those offences is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, in which case the continuous combined duration of those dispositions shall not exceed five years less a day."

(4) Paragraph 20(4.1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) the combined duration of all the dispositions may exceed three years, except where the offence is, or one of

(2) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa k), de ce qui suit :

«k.1) l'imposition par ordonnance d'une peine maximale de cinq ans moins un jour consistant :

(i) d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période maximale de trois ans à compter de sa date d'exécution, sous réserve du paragraphe 26.1(1),

(ii) d'autre part, en la mise en liberté sous condition, au sein de la collectivité conformément à l'article 26.2;»

(3) Les paragraphes 20(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(3) En dehors des cas d'application des alinéas (1)h), k) ou k.1), aucune décision prise dans le cadre du présent article ne peut rester en vigueur plus de deux ans, et lorsque le tribunal en impose plusieurs pour la même infraction, leur durée totale ne doit pas dépasser deux ans, sauf dans les cas d'application des alinéas (1)h), k) ou k.1).

(4) Sous réserve du paragraphe (4.1), lorsque plusieurs décisions sont prises dans le cadre du présent article à l'endroit d'un adolescent pour des infractions différentes, leur durée totale continue ne doit pas dépasser trois ans, sauf dans le cas où l'une de ces infractions est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, auquel cas leur durée totale continue ne peut être supérieure à cinq ans moins un jour.»

(4) L'alinéa 20(4.1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) la durée totale d'application des décisions peut être supérieure à trois ans, sauf dans le cas où cette nouvelle

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 14(1)

Duration of disposition

Combined duration of dispositions

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 14(1)

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 14(1)

Durée d'application de la décision

Durée totale des décisions

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 14(1)

infraction ou l'une des infractions sus-
citées est le meurtre au premier degré
ou le meurtre au deuxième degré au sens
de l'article 231 du Code criminel,

the previous offence was first degree
murder or second degree murder within
the meaning of section 231 of the
Criminal Code in which case the con-
ditions combined duration of the dispo-
sitions may exceed five years less a
day.

(2) L'article 30 de la même loi est modifié
par insertion, après le paragraphe (4.1), de
10 ce qui suit :

(2) Section 30 of the said Act is further
amended by adding thereto immediately
after subsection (4.1) thereof, the following
subsections:

«(4.2) Sous réserve du paragraphe (4.1),
lorsqu'un adolescent qui purge une peine
en vertu d'une décision prise aux termes de
l'article 116.1 est placé sous garde pour
une infraction commise après la commes-
sion de cette peine mais avant son expi-
ration, l'adolescent doit purger la période
de garde imposée à l'égard de cette infra-
ction subséquente avant d'être mis en
liberté sous condition.

“(4.2) Subject to subsection (4.1),
where a young person who is serving a
disposition made under paragraph (1)(4.1)
is ordered to custody in respect of an
offence committed after the commes-
sion of, but before the completion of, that
disposition, the custody in respect of that
subsequent offence shall be served before
the young person is placed under condi-
tional supervision.

(4.3) Lorsque l'adolescent visé au para-
graphe (4.2) est en liberté sous condition
au moment où il est placé sous garde pour
une infraction subséquente, la liberté qui
condition est suspendue jusqu'à ce que
l'adolescent soit mis en liberté.

(4.3) Where a young person referred to
in subsection (4.2) is under conditional
supervision at the time the young person is
ordered to custody in respect of a subse-
quent offence, the conditional supervi-
sion shall be suspended until the young person
is released from custody.

(d) Le passage du paragraphe 20(6) de la
même loi qui suit l'article b) est abrogé et
remplacé par ce qui suit :

(d) All that portion of subsection 20(6) of
the said Act following paragraph (b) thereof
is repealed and the following substituted
therefor:

«L'adolescent qui en fait l'objet, à son
aveu, à son père et mère, au directeur
provincial éventuellement intéressé par la
décision, au poursuivant et, il s'agit d'une
décision comportant la garde confirmée,
avant aux alinéas (1)(A) ou A.1) de la com-
mission d'examen qui a été éventuellement
établie ou désignée.

“to the young person in respect of whom
the disposition was made the young per-
son's counsel and parent, the provincial di-
rector, when the provincial director has
an interest in the disposition, the prosecu-
tor and, in the case of a custodial disposi-
tion made under paragraph (1)(A) or
(A.1), the review board, if a review board
has been established or designated.”

4. Le paragraphe 24(2) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. Subsection 24(2) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(2) Tous ordonnances de placement de
sous garde rendus en application de l'ar-
ticle 20(1)(A) ou (A.1) et toute ordonnance
rendue en application du paragraphe
24(1) ou de l'article 26(2)(b) doivent

(2) Where the youth court commits a
young person to custody under paragraph
20(1)(A) or (A.1) or makes an order under
subsection 24(1) or paragraph
26(2)(b), it shall specify in the order

1988

2000

1988

1988

1988

2000

1988

1988

(2) the previous offences was, first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, in which case the continuous combined duration of the dispositions may exceed five years less a day.”

infraction ou l'une des infractions antérieures est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, auquel cas leur durée totale continue peut être supérieure à cinq ans moins un jour.»

(5) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4.1) thereof, the following subsections:

(5) L'article 20 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

Custody first

“(4.2) Subject to subsection (4.3), where a young person who is serving a disposition made under paragraph (1)(k.1) is ordered to custody in respect of an offence committed after the commencement of, but before the completion of, that disposition, the custody in respect of that subsequent offence shall be served before the young person is placed under conditional supervision.”

«(4.2) Sous réserve du paragraphe (4.3), lorsqu'un adolescent qui purge une peine en vertu d'une décision prise aux termes de l'alinéa (1)k.1 est placé sous garde pour une infraction commise après le commencement de cette peine mais avant son expiration, l'adolescent doit purger la période de garde imposée à l'égard de cette infraction subséquente avant d'être mis en liberté sous condition.”

Priorité

Conditional supervision suspended

(4.3) Where a young person referred to in subsection (4.2) is under conditional supervision at the time the young person is ordered to custody in respect of a subsequent offence, the conditional supervision shall be suspended until the young person is released from custody.”

(4.3) Lorsque l'adolescent visé au paragraphe (4.2) est en liberté sous condition au moment où il est placé sous garde pour une infraction subséquente, la liberté sous condition est suspendue jusqu'à ce que l'adolescent soit mis en liberté.”

Suspension de la liberté sous condition

(6) All that portion of subsection 20(6) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le passage du paragraphe 20(6) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“to the young person in respect of whom the disposition was made, the young person's counsel and parents, the provincial director, where the provincial director has an interest in the disposition, the prosecutor and, in the case of a custodial disposition made under paragraph (1)(k) or (k.1), the review board, if a review board has been established or designated.”

«à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au directeur provincial éventuellement intéressé par la décision, au poursuivant et, s'il s'agit d'une décision comportant la garde conformément aux alinéas (1)k) ou k.1), à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.»

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 17

4. Subsection 24.1(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. Le paragraphe 24.1(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 17

Order to specify type of custody

“(2) Where the youth court commits a young person to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1) or makes an order under subsection 26.1(1) or paragraph 26.6(2)(b), it shall specify in the order

“(2) Toute ordonnance de placement sous garde rendue en application de l'alinéa 20(1)k) ou k.1) et toute ordonnance rendue en application du paragraphe 26.1(1) ou de l'alinéa 26.6(2)b) doivent

Mention du type de garde

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

συντάξις
Συντάξις 01

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

... 32(1) (1) ...

whether the custody is to be open custody or secure custody.”

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 17

5. Section 24.5 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Transfer to adult facility

“24.5 (1) Where a young person is committed to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1), the youth court may, on application of the provincial director made at any time after the young person attains the age of eighteen years, after affording the young person an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct that the young person serve the disposition or the remaining portion thereof in a provincial correctional facility for adults, if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest, but in that event, the provisions of this Act shall continue to apply in respect of that person.

Where disposition and sentence concurrent

(2) Where a young person is committed to custody under paragraph 20(1)(k) or (k.1) and is concurrently under sentence of imprisonment imposed in ordinary court, the young person may, in the discretion of the provincial director, serve the disposition and sentence, or any portion thereof, in a place of custody for young persons, in a provincial correctional facility for adults or, where the unexpired portion of the sentence is two years or more, in a penitentiary.”

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 19

6. Subsection 25.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Interprovincial arrangements for treatment, probation or custody

“25.1 (1) Where a disposition has been made under paragraphs 20(1)(i) to (k.1) in respect of a young person, the disposition in one province may be dealt with in any other province pursuant to any agreement that may have been made between those provinces.”

7. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 26 thereof, the following sections:

Continuation of custody

“26.1 (1) Where a young person is held in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) and an

porter mention du type de garde imposé : en milieu ouvert ou en milieu fermé.»

5. L'article 24.5 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 17

«24.5 (1) Le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent placé sous garde en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) a atteint l'âge de dix-huit ans, peut, après avoir accordé à l'adolescent la possibilité d'être entendu, autoriser le directeur provincial à ordonner que la garde ou le temps à courir sur la période de garde s'effectue dans un centre correctionnel provincial pour adultes, s'il estime que cette mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public, auquel cas les dispositions de la présente loi continuent à s'appliquer à la personne visée.

5 Transfertement à des établissements pour adultes

(2) L'adolescent placé sous garde en vertu des alinéas 20(1)k) ou k.1) et qui se trouve simultanément sous le coup d'une peine d'emprisonnement imposée par un tribunal de juridiction normalement compétente peut, en tout ou en partie, à la discrétion du directeur provincial, purger son temps de garde et son temps de peine dans un lieu de garde pour adolescents, dans un centre correctionnel provincial pour adultes ou, s'il reste au moins deux ans à purger, dans un pénitencier.»

Concurrence du placement sous garde et d'une peine d'emprisonnement

6. Le paragraphe 25.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 19

«25.1 (1) La décision prise en vertu des alinéas 20(1)i) à k.1) dans une province peut être exécutée dans toute autre province qui a conclu avec la première un accord à cet effet.»

Accords interprovinciaux relatifs au traitement, à la probation ou à la garde

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 26, de ce qui suit :

«26.1 (1) Dans le cas où un adolescent est placé sous garde en application de l'alinéa 20(1)k.1) et où le procureur général

Prolongation de la garde

(IV) εκήρυξεν τριπλάσι οι κληρικοί 20

ωπαιου οι αυλ κληρικοί

(III) ηρε ους οι κληρικοί η ηρε κομη-
αρχαι βασιου

βοιαι οι κληρικοί αυτ ηρε αυτ η αυλ
κομητοριου κληρικοι η κληρικοι η ηρε 42

(II) ηρε κομη βασιου κληρικοι η ηρε
αρχαι βασιου

αρχαι οι κληρικοί ηρε αυτ η αυλ
αυτ ηρε κομη βασιου ηρε αυτ ηρε 40

(I) ηρε αυτ ηρε οι κληρικοί κομητοριου
αρχαι βασιου ηρε αυτ ηρε 40

(II) κληρικοί οι κληρικοί οι κληρικοί
ηρε αυτ ηρε οι κληρικοί

κομη βασιου ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

η ηρε αυτ ηρε

(IV) ηρε αυτ ηρε εκήρυξεν ηρε αυτ ηρε 42

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

(III) ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

(II) ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

(I) ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

αρχαι ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε αυτ ηρε 40

1800

1800

1800

1800

1800

application is made to the youth court by the Attorney General, or the Attorney General's agent, within a reasonable time prior to the expiration of the period of custody, the provincial director of the province in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth court and the youth court may, after affording both parties and the parents of the young person an opportunity to be heard and if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is likely to commit an offence causing the death of or serious harm to another person prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, order that the young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the disposition.

ou son représentant présente une demande en ce sens au tribunal pour adolescents dans un délai raisonnable avant l'expiration de la période de garde, le directeur de la province où l'adolescent est placé sous garde doit le faire amener devant le tribunal; celui-ci, après avoir fourni aux parties et aux père et mère de l'adolescent l'occasion d'être entendus, peut, s'il est convaincu qu'il existe des motifs valables de croire que l'adolescent commettra vraisemblablement, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui, ordonner son maintien sous garde pour une période n'excédant pas le reliquat de sa peine.

Idem

(1.1) Where the hearing for an application under subsection (1) cannot be completed before the expiration of the period of custody, the court may order that the young person remain in custody pending the determination of the application if the court is satisfied that the application was made in a reasonable time, having regard to all the circumstances, and that there are compelling reasons for keeping the young person in custody.

(1.1) Dans le cas où l'audition de la demande visée au paragraphe (1) ne peut être terminée avant l'expiration de la période de garde, le tribunal peut, s'il est convaincu que la demande a été présentée dans un délai raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances, et qu'il existe des motifs impérieux pour le maintien sous garde de l'adolescent, ordonner son maintien sous garde pendant la durée de l'audition.

Idem

Factors

(2) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth court shall take into consideration any factor that is relevant to the case of the young person including, without limiting the generality of the foregoing,

(2) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal doit tenir compte de tous les facteurs utiles, notamment :

Facteurs

- (a) evidence of a pattern of persistent violent behaviour and, in particular,
 - (i) the number of offences committed by the young person that caused physical or psychological harm to any other person,
 - (ii) the young person's difficulties in controlling violent impulses to the point of endangering the safety of any other person,
 - (iii) the use of weapons in the commission of any offence,
 - (iv) explicit threats of violence,

- a) l'existence d'un schème continuuel de comportement violent démontré par divers éléments de preuve, y compris :
 - (i) le nombre d'infractions commises par l'adolescent ayant causé des blessures ou des problèmes psychologiques à autrui,
 - (ii) les difficultés de l'adolescent à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,
 - (iii) l'utilisation d'armes lors de la perpétration des infractions,
 - (iv) les menaces explicites de recours à la violence,

Conservation of custody

reasonably be committed to writing. It
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection

be in writing shall be in writing
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection

of assistance to the court.
referred to in subsection (2) that may be
for in writing with respect to the
information of which the provincial
the youth court, a report setting out
to cause to be prepared, and to ensure
court shall require the provincial
subsection under subsection (1). The
(4) For the purpose of determining
paragraphe before the youth court
question to cause the youth person to
youth court shall order the provincial
the youth court under subsection (1), the
cause a youth person to be brought before

be in writing shall be in writing
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection
be in writing shall be in writing
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection

(3) Where a provincial director fails to
in then serving
tion of the disposition the youth person 30
might otherwise prevent until the expan-
from the risk that the youth person
offer adequate protection to the public
exams in the community that would
(4) The availability of subsection 20-52
person may
death of or serious harm to another
is then serving an offence causing the
tion of the disposition the youth person
likely to commit, prior to the expiration
such a nature that the youth person is
or disposition of the youth person is of
degree that a physical or mental illness 10
(5) Psychiatric or psychological ex-
having before's disposition;
consequences to other persons of the
as to the reasonably foreseeable
ence on the part of the youth person 2
(4) A substantial danger of further-
offence, and
associated with the commission of any
(6) Behaviour of a person, nature

be in writing shall be in writing
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection
be in writing shall be in writing
(4) shall be in writing unless it cannot
(2) A report referred to in subsection

(v) behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence, and

(vi) a substantial degree of indifference on the part of the young person as to the reasonably foreseeable consequences, to other persons, of the young person's behaviour;

(b) psychiatric or psychological evidence that a physical or mental illness or disorder of the young person is of such a nature that the young person is likely to commit, prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person;

(c) reliable information that satisfies the youth court that the young person is planning to commit, prior to the expiration of the disposition the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person; and

(d) the availability of supervision programs in the community that would offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present until the expiration of the disposition the young person is then serving.

(3) Where a provincial director fails to cause a young person to be brought before the youth court under subsection (1), the youth court shall order the provincial director to cause the young person to be brought before the youth court forthwith.

(4) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth court, a report setting out any information of which the provincial director is aware with respect to the factors referred to in subsection (2) that may be of assistance to the court.

(5) A report referred to in subsection (4) shall be in writing unless it cannot reasonably be committed to writing, in

(v) le degré de brutalité dans la perpétration des infractions,

(vi) une grande indifférence de la part de l'adolescent quant aux conséquences de ses actes sur autrui;

b) les rapports de psychiatres ou de psychologues indiquant qu'à cause de maladie ou de désordre physique ou mental, l'adolescent est susceptible de commettre, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui;

c) l'existence de renseignements sûrs qui convainquent le tribunal que l'adolescent projette de commettre, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un tort considérable à autrui;

d) l'existence de programmes de surveillance au sein de la communauté qui protégeraient suffisamment le public contre le risque que présenterait l'adolescent jusqu'à l'expiration de sa peine.

(3) Faute par le directeur provincial d'avoir, comme le lui exigeait le paragraphe (1), fait amener l'adolescent devant le tribunal, celui-ci doit ordonner au directeur provincial de faire amener sans délai l'adolescent devant lui.

(4) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal pour adolescents demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport faisant état de tous les éléments d'information dont il est au courant concernant les facteurs visés au paragraphe (2) et qui peuvent s'avérer utiles au tribunal.

(5) Le rapport mentionné au paragraphe (4) est établi par écrit; s'il ne peut, pour des motifs valables, l'être sous forme

Youth court to order appearance of young person

Report

Written or oral report

Comparution ordonnée par le tribunal pour adolescents

Rapport

Rapport oral ou écrit

which case it may, with leave of the youth court, be submitted orally in court.

écrite, il peut, avec la permission du tribunal pour adolescents, être présenté oralement à l'audience.

Provisions apply

(6) Subsections 14(4) to (10) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a report referred to in subsection (4). 5

(6) Les paragraphes 14(4) à (10) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, au rapport mentionné au paragraphe (4). 5

Application de dispositions

Notice of hearing

(7) Where an application is made under subsection (1) in respect of a young person, the Attorney General or the Attorney General's agent shall cause such notice as may be directed by rules of court applicable to the youth court or, in the absence of such direction, at least five clear days notice of the hearing to be given in writing to the young person and the young person's parents and the provincial director. 10 15

(7) Lorsqu'une demande visant un adolescent est présentée en vertu du paragraphe (1), le procureur général ou son représentant fait donner l'avis qui peut être requis par les règles de pratique applicables au tribunal pour adolescents ou, en l'absence d'une règle à cette fin, fait donner un avis écrit d'au moins cinq jours francs à l'adolescent, à ses père et mère et au directeur provincial. 10 15

Avis d'audition

Statement of right to counsel

(8) Any notice given to a parent under subsection (7) shall include a statement that the young person has the right to be represented by counsel. 20

(8) L'avis donné aux parents conformément au paragraphe (7), doit contenir une déclaration précisant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat. 20

Déclaration relative au droit à un avocat

Service of notice

(9) A notice under subsection (7) may be served personally or may be sent by registered mail.

(9) L'avis visé au paragraphe (7) est signifié à personne ou adressé par courrier recommandé.

Signification de l'avis

Where notice not given

(10) Where notice under subsection (7) is not given in accordance with this section, the youth court may 25

(10) Dans les cas où l'avis visé au paragraphe (7) n'a pas été donné conformément au présent article, le tribunal pour adolescents peut : 25

(a) adjourn the hearing and order that the notice be given in such manner and to such person as it directs; or

a) soit ajourner l'instance et ordonner que l'avis soit donné selon les modalités et aux personnes qu'il indique; 30

(b) dispense with the giving of the notice where, in the opinion of the youth court, having regard to the circumstances, the giving of the notice may be dispensed with.

b) soit passer outre à l'avis s'il estime que, compte tenu des circonstances, l'avis n'est pas indispensable. 30

Reasons

(11) Where a youth court makes an order under subsection (1), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall 35

(11) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (1) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit : 35

(a) provide or cause to be provided a copy of the order, and 40

a) fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance, 40

(b) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order

b) sur demande, fournir ou faire fournir une transcription ou copie des motifs de l'ordonnance,

to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General 45

à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au procureur général ou à son représentant, au directeur 45

Motifs

or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.

provincial et à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.

Review provisions apply

(12) Subsections 16(9) to (11) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made, or the refusal to make an order, under subsection (1). 5

(12) Les paragraphes 16(9) à (11) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (1) ainsi qu'au refus de rendre une telle ordonnance. 5

Idem

Where application denied

(13) Where an application under subsection (1) is denied, the court may, with the consent of the young person, the Attorney General and the provincial director, proceed as though the young person had been brought before the court as required under subsection 26.2(1). 10 15

(13) En cas de rejet de la demande prévue au paragraphe (1), le tribunal peut, avec le consentement de l'adolescent, du procureur général et du directeur provincial, procéder comme si l'adolescent avait été amené devant lui conformément au paragraphe 26.2(1). 10 15

Cas de rejet

Conditional supervision

26.2 (1) The provincial director of the province in which a young person is held in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) or, where applicable, an order made under subsection 20 26.1(1), shall cause the young person to be brought before the youth court at least one month prior to the expiration of the period of custody and the court shall, after affording the young person an opportunity 25 to be heard, by order, set the conditions of the young person's conditional supervision.

26.2 (1) Le directeur de la province où l'adolescent est tenu sous garde en vertu d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1) ou, le cas échéant, d'une ordonnance visée au paragraphe 26.1(1), doit faire amener ce dernier devant le tribunal pour adolescents 20 au moins un mois avant l'expiration de la période de garde de sa peine pour que le tribunal fixe, par ordonnance, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, les conditions dont est 25 assortie la période de liberté sous condition de sa peine.

Liberté sous condition

Conditions to be included in order

(2) In setting conditions for the purposes of subsection (1), the youth court shall include in the order the following 30 conditions, namely, that the young person

(2) Le tribunal doit prévoir dans l'ordonnance visée au paragraphe (1) les conditions suivantes à l'égard de l'adolescent : 30

Conditions obligatoires

(a) keep the peace and be of good behaviour;

a) l'obligation de ne pas troubler l'ordre public et de bien se conduire;

(b) appear before the youth court when required by the court to do so; 35

b) l'obligation de comparaître devant le tribunal pour adolescents lorsqu'il en est requis par le tribunal; 35

(c) report to the provincial director immediately on release, and thereafter be under the supervision of the provincial director or a person designated by the youth court; 40

c) l'obligation de se rapporter à son directeur provincial dès sa mise en liberté et ensuite de demeurer sous la surveillance de celui-ci ou de la personne désignée par le tribunal; 40

(d) inform the provincial director immediately on being arrested or questioned by the police;

d) l'obligation d'informer immédiatement son directeur provincial s'il est arrêté ou interrogé par la police;

(e) report to the police, or any named individual, as instructed by the provincial director; 45

e) l'obligation de se présenter à la police ou à la personne nommément désignée, tel qu'il est indiqué par son directeur provincial; 45

7) l'obligation, dès sa mise en liberté, de communiquer immédiatement à son directeur provincial son adresse résidentielle et d'informer immédiatement celui-ci ou le greffier du tribunal de tout changement;

8) d'adresses résidentielles;

(ii) d'occupation habituelle; tel qu'un changement d'emploi tenué ou pénalisés ou un changement de forme-10 tion;

(iii) dans sa situation familiale ou financière;

(iv) qui, selon ce qui peut être raisonnablement prévu, est susceptible de 12 modifier sa capacité de respecter les modalités de l'ordonnance;

9) l'interdiction d'être en possession d'une arme, au sens de l'article 2 du Code Criminel, ou en avoir le contrôle ou la propriété, sauf en conformité avec l'ordonnance;

10) l'observation de toutes installations recommandées par le directeur provincial existant nécessairement les condi- 22 tions de la liberté sous condition pour empêcher la violation de celles-ci ou pour protéger la société;

(3) Le tribunal peut prévoir dans l'ordonnance visée au paragraphe (1) les conditions suivantes à l'égard de l'admission:

a) l'obligation, dès sa mise en liberté, de se rendre directement à sa résidence ou à tout autre lieu dont l'adresse est indiquée dans l'ordonnance;

b) l'obligation de faire les efforts voulus en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;

c) la fréquentation de l'école ou de tout établissement d'enseignement, de forme-40 tion ou de loisirs appropriés, si le tribunal estime qu'il y a lieu, pour l'adolescent, un programme convenable;

d) la résidence chez l'un de ses père ou mère ou chez un autre adulte prêt à 42 assurer son entretien que le tribunal juge adéquat;

e) la résidence à l'endroit fixé par le directeur provincial;

(A) advise the provincial director of the young person's address of residence on release and after release report immediately to the clerk of the youth court or the provincial director any change:

(i) in that address;

(ii) in the young person's normal occupation, including employment, vocational or educational training and 10 volunteer work;

(iii) in the young person's family or financial situation; and

(iv) that may reasonably be expected to affect the young person's ability to 12 comply with the conditions of the order;

(g) not own, possess or have the control of any weapons as defined in section 2 of the Criminal Code, except as authorized by the order; and

(h) comply with such reasonable instructions as the provincial director considers necessary in respect of any condition of the conditional supervision 20 in order to prevent a breach of that condition or to protect society;

(3) In setting conditions for the purpose of subsection (1), the youth court may include in the order the following conditional, namely, that the young person 30

(a) on release, travel directly to the young person's place of residence, or to such other place as is noted in the order;

(b) make reasonable efforts to obtain 32 and maintain suitable employment;

(c) attend school or such other place of learning, training or recreation as is appropriate, if the court is satisfied that a suitable program is available for the 40 young person at such a place;

(d) reside with a parent, or such other adult as the court considers appropriate, who is willing to provide for the care and maintenance of the young person;

(e) reside in such place as the provincial 42 director may specify;

Article
condition

Other
conditions

(f) advise the provincial director of the young person's address of residence on release and after release report immediately to the clerk of the youth court or the provincial director any change 5

(i) in that address,

(ii) in the young person's normal occupation, including employment, vocational or educational training and volunteer work, 10

(iii) in the young person's family or financial situation, and

(iv) that may reasonably be expected to affect the young person's ability to comply with the conditions of the 15 order;

(g) not own, possess or have the control of any weapon, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, except as authorized by the order; and 20

(h) comply with such reasonable instructions as the provincial director considers necessary in respect of any condition of the conditional supervision in order to prevent a breach of that 25 condition or to protect society.

(3) In setting conditions for the purposes of subsection (1), the youth court may include in the order the following conditions, namely, that the young person 30

(a) on release, travel directly to the young person's place of residence, or to such other place as is noted in the order;

(b) make reasonable efforts to obtain and maintain suitable employment; 35

(c) attend school or such other place of learning, training or recreation as is appropriate, if the court is satisfied that a suitable program is available for the young person at such a place; 40

(d) reside with a parent, or such other adult as the court considers appropriate, who is willing to provide for the care and maintenance of the young person;

(e) reside in such place as the provincial 45 director may specify;

f) l'obligation, dès sa mise en liberté, de communiquer immédiatement à son directeur provincial son adresse résidentielle et d'informer immédiatement celui-ci ou le greffier du tribunal de tout 5 changement :

(i) d'adresse résidentielle,

(ii) d'occupation habituelle, tel qu'un changement d'emploi rémunéré ou bénévole ou un changement de forma- 10 tion,

(iii) dans sa situation familiale ou financière,

(iv) qui, selon ce qui peut être raisonnablement prévu, est susceptible de 15 modifier sa capacité de respecter les modalités de l'ordonnance;

g) l'interdiction d'être en possession d'une arme, au sens de l'article 2 du *Code Criminel*, ou en avoir le contrôle 20 ou la propriété, sauf en conformité avec l'ordonnance;

h) l'observation de toutes instructions raisonnables que le directeur provincial estime nécessaires concernant les condi- 25 tions de la liberté sous condition pour empêcher la violation de celles-ci ou pour protéger la société.

(3) Le tribunal peut prévoir dans l'ordonnance visée au paragraphe (1) les con- 30 ditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

a) l'obligation, dès sa mise en liberté, de se rendre directement à sa résidence ou à tout autre lieu dont l'adresse est indiquée dans l'ordonnance; 35

b) l'obligation de faire les efforts voulus en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;

c) la fréquentation de l'école ou de tout établissement d'enseignement, de forma- 40 tion ou de loisirs approprié, si le tribunal estime qu'il y existe, pour l'adolescent, un programme convenable;

d) la résidence chez l'un de ses père ou mère ou chez un autre adulte prêt à 45 assurer son entretien que le tribunal juge idoine;

e) la résidence à l'endroit fixé par le directeur provincial;

Other conditions

Autres conditions

(f) remain within the territorial jurisdiction of one or more courts named in the order; and

(g) comply with such other reasonable conditions set out in the order as the court considers desirable, including conditions for securing the good conduct of the young person and for preventing the commission by the young person of other offences. 10

Temporary conditions

(4) Where a provincial director is required under subsection (1) to cause a young person to be brought before the youth court but cannot do so for reasons beyond the young person's control, the provincial director shall so advise the youth court and the court shall, by order, set such temporary conditions for the young person's conditional supervision as are appropriate in the circumstances. 20

Conditions to be set at first opportunity

(5) Where an order is made under subsection (4), the provincial director shall bring the young person before the youth court as soon thereafter as the circumstances permit and the court shall then set the conditions of the young person's conditional supervision. 25

Report

(6) For the purpose of setting conditions under this section, the youth court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth court, a report setting out any information that may be of assistance to the court. 30

Provisions apply

(7) Subsections 26.1(3) and (5) to (10) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of any proceedings held pursuant to subsection (1). 35

Idem

(8) Subsections 16(9) to (11) and 23(3) to (9) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (1). 40

Suspension of conditional supervision

26.3 Where the provincial director has reasonable grounds to believe that a young person has breached or is about to breach a condition of an order made under subsection 26.2(1), the provincial director may, in writing, 45

(a) suspend the conditional supervision; and

f) l'obligation de demeurer sur le territoire de la compétence d'une ou plusieurs juridictions mentionnées dans l'ordonnance;

g) l'observation des autres conditions raisonnables prévues à l'ordonnance et que le tribunal estime souhaitables et notamment des conditions visant à assurer sa bonne conduite et à empêcher la récidive. 10

Conditions temporaires

(4) Si la comparution de l'adolescent s'avère impossible pour des raisons indépendantes de sa volonté, le directeur provincial en informe le tribunal; ce dernier assortit, par ordonnance, la liberté sous condition des conditions temporaires qu'il estime adaptées dans les circonstances.

(5) En cas de prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (4), le directeur provincial amène aussitôt que possible l'adolescent devant le tribunal, lequel assortit de conditions sa liberté. 20

Conditions dans les meilleurs délais

(6) Le tribunal doit, pour fixer les conditions en vertu du présent article, exiger du directeur provincial qu'il fasse préparer et lui présente un rapport contenant les éléments d'information qui pourraient lui être utiles. 25

Rapport

(7) Les paragraphes 26.1(3) et (5) à (10) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux procédures intentées en vertu du paragraphe (1). 30

Dispositions applicables

(8) Les paragraphes 16(9) à (11) et 23(3) à (9) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (1). 35

Idem

26.3 S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un adolescent enfreint, ou est sur le point d'enfreindre, une condition de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 26.2(1), le directeur provincial peut, par écrit : 40

Suspension de la liberté sous condition

a) suspendre la liberté sous condition;

(b) ordonne la mise sous garde de l'adolescent au lieu que le directeur estime indiqué jusqu'à ce que soit effectuée l'examen visé à l'article 26.2 et, le cas échéant, à l'article 26.6.

26.4 (1) Le directeur provincial peut, par mandat écrit, autoriser l'arrestation de l'adolescent dans le libéré sous condition et suspendue conformément à l'article 26.3. L'arrestation est réputée jusqu'à son arrestation, ne pas porter préjudice.

(2) Le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) est exécuté par l'agent de la paix destinataire et il peut être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été visé par un juge de la cour provinciale ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

(3) L'agent de la paix peut arrêter un adolescent sans mandat sur tout le territoire canadien s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mandat a été délivré en vertu du paragraphe (1) et en vigueur à l'égard de cet adolescent.

(4) L'agent de la paix qui a arrêté et détenu un adolescent en vertu du paragraphe (3) le fait conduire devant le directeur provincial ou une personne désignée par lui :

- a) soit dans les meilleurs délais dans les vingt-quatre heures suivant l'arrestation, si le directeur ou cette personne est disponible pendant cette période;
- b) soit le plus tôt possible dans le cas contraire.

(5) Le directeur ou la personne devant qui l'adolescent est conduit en vertu du paragraphe (4) :

(b) order that the young person be remanded to such place of custody as the provincial director considers appropriate until a review is conducted under section 26.2 and, if applicable, section 26.6.

26.4 (1) Where the conditional apprehension of a young person is suspended under section 26.3, the provincial director may issue a warrant in writing, authorizing the apprehension of the young person and, until the young person is apprehended, the young person is deemed not to be continuing to serve the disposition the young person is then serving.

(2) A warrant issued under subsection (1) shall be executed by any peace officer to whom it is given at any place in Canada and has the same force and effect in all parts of Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a provincial court judge or other lawful authority having jurisdiction in the place where it is executed.

(3) Where a peace officer believes on reasonable grounds that a warrant issued under subsection (1) is in force in respect of a young person, the peace officer may arrest the young person without the warrant at any place in Canada.

(4) Where a young person is arrested pursuant to subsection (3) and detained, the peace officer making the arrest shall cause the young person to be brought before the provincial director or a person designated by the provincial director :

- (a) where the provincial director or the designated person is available within a period of twenty-four hours after the young person is arrested, without unreasonable delay and in any event within that period; and
- (b) where the provincial director or the designated person is not available within the period referred to in paragraph (a), as soon as possible.

(5) Where a young person is brought pursuant to subsection (4) before the provincial director or a person designated by

Arrestation

Warrant

Peace officer may arrest

Provision to bring before provincial director

Review or removal in custody

(b) order that the young person be remanded to such place of custody as the provincial director considers appropriate until a review is conducted under section 26.5 and, if applicable, section 26.6. 5

b) ordonner la mise sous garde de l'adolescent au lieu que le directeur estime indiqué jusqu'à ce que soit effectué l'examen visé à l'article 26.5 et, le cas échéant, à l'article 26.6. 5

Apprehension

26.4 (1) Where the conditional supervision of a young person is suspended under section 26.3, the provincial director may issue a warrant in writing, authorizing the apprehension of the young person and, until the young person is apprehended, the young person is deemed not to be continuing to serve the disposition the young person is then serving. 15

26.4 (1) Le directeur provincial peut, par mandat écrit, autoriser l'arrestation de l'adolescent dont la liberté sous condition est suspendue conformément à l'article 26.3; l'adolescent est réputé, jusqu'à son arrestation, ne pas purger sa peine. 10

Arrestation

Warrants

(2) A warrant issued under subsection (1) shall be executed by any peace officer to whom it is given at any place in Canada and has the same force and effect in all parts of Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a provincial court judge or other lawful authority having jurisdiction in the place where it is executed. 20

(2) Le mandat délivré en vertu du paragraphe (1) est exécuté par l'agent de la paix destinataire et il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement décerné ou postérieurement visé par un juge de la cour provinciale ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté. 15

Mandats d'arrêt

Peace officer may arrest

(3) Where a peace officer believes on reasonable grounds that a warrant issued under subsection (1) is in force in respect of a young person, the peace officer may arrest the young person without the warrant at any place in Canada. 30

(3) L'agent de la paix peut arrêter un adolescent sans mandat sur tout le territoire canadien s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mandat d'arrêt délivré en vertu du paragraphe (1) est en vigueur à l'égard de cet adolescent. 20

Arrestation sans mandat

Requirement to bring before provincial director

(4) Where a young person is arrested pursuant to subsection (3) and detained, the peace officer making the arrest shall cause the young person to be brought before the provincial director or a person designated by the provincial director 35

(4) L'agent de la paix qui a arrêté et détient un adolescent en vertu du paragraphe (3) le fait conduire devant le directeur provincial ou une personne désignée par lui : 30

Comparution devant une personne désignée

(a) where the provincial director or the designated person is available within a period of twenty-four hours after the young person is arrested, without unreasonable delay and in any event within that period; and 40

a) soit dans les meilleurs délais dans les vingt-quatre heures suivant l'arrestation, si le directeur ou cette personne est disponible pendant cette période; 35

(b) where the provincial director or the designated person is not available within the period referred to in paragraph (a), as soon as possible. 45

b) soit le plus tôt possible, dans le cas contraire. 35

Release or remand in custody

(5) Where a young person is brought, pursuant to subsection (4), before the provincial director or a person designated by 40

(5) Le directeur ou la personne devant qui l'adolescent est conduit en vertu du paragraphe (4) : 40

Mise en liberté ou détention

review the decision of the provincial director of the conditional supervision branch or was spent to breach a conditional sentence that the young person has committed; or

(b) if the court is satisfied on review conditional supervision; or

42 supervision ceased, the suspension of the branch a condition of the conditional sentence was breached or was spent to

40 reasonable grounds that the young person is not satisfied on

40 to be heard

affording the young person an opportunity

court and the youth court shall refer

person to be brought before the youth

in accordance with the provisions of

section 26.2, the provincial director shall

person is referred to the youth court under

26.4 (1) Where the case of a young

court for a review under section 26.4,

supervision or refer the case to the youth 30

cancel the suspension of the conditional

the case and, within forty-eight hours,

person the provincial director shall review

informed of the arrest of such a young

26.3, or forthwith after being 32

supervision has been suspended under sec-

tion of a young person whose conditional

26.2. Forthwith after the referral to one-

Young person

Young person then is shall release the 30

today, the person in whose custody the

young person is remained in such cas-

a period of six days after the time the

young person's name is exercised within

the warrant, but if no warrant for the

person in custody to await execution of

was issued, may remain the young

the warrant referred to in subsection (1)

is the young person in respect of whom

person to believe that the young person 10

(9) is satisfied that there are reasonable

release the young person; or

in subsection (1) was issued, shall

request of whom the warrant referred to

having regard to the young person's

reasonable grounds to believe that the

(8) it was satisfied that there are

director of the designated person

the provincial director, the provincial

entendre ou être sur le point d'obtenir 40

plus de croire que l'adolescent a

raison de il existe des motifs raisonnables

pour du paragraphes (2) et il est con-

sons condition et rendre une décision en

leur provincial de suspendre la liberté 32

et) sont examiner la décision du direc-

concernés, une condition;

entendu, ou être sur le point d'en

plus de croire que l'adolescent en a

raison de il existe des motifs raisonnables 30

pour être sous condition et il a été pas con-

si non suspendre la supervision de la

de ne faire entendre qui :

après avoir donné à l'adolescent l'occasion

l'adolescent devant le tribunal, celui-ci 32

inelligents dans possible dans un

l'article 26.2, le directeur doit dans les

26.4 (1) Dans le cas de renvoi après 9

au titre de l'article 26.6.

le tribunal pour adolescents pour examen 30

la suspension, soit renvoie l'affaire devant

dans les quarante-huit heures, soit annule

directeur provincial examiner le cas et,

informed de l'arrestation de l'adolescent, le

26.3, ou immédiatement après être 12

non a été suspendue collectivement à l'in-

de l'adolescent dont la liberté sous condi-

26.2. Aussitôt après le renvoi sous garde

garde met l'adolescent en liberté.

garde le personnel qui en a après la 10

dans les six jours suivant le mois sous

indiqué et celui-ci n'est pas exécuté

sous garde en attendant l'exécution du

b) dans le cas contraire, peut le mettre

(1)

but le tribunal mentionné au paragraphe

plus de croire de il est l'adolescent avec

raison de il existe des motifs raisonnables

e) le renvoi en liberté et il n'est pas con-

tribunal
d'après les 9

directeur
d'après les 9

directeur
provincial
d'après les 9

jeune cour
d'après les 9

the provincial director, the provincial director or the designated person

(a) if not satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection (1) was issued, shall release the young person; or

(b) if satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection (1) was issued, may remand the young person in custody to await execution of the warrant, but if no warrant for the young person's arrest is executed within a period of six days after the time the young person is remanded in such custody, the person in whose custody the young person then is shall release the young person.

26.5 Forthwith after the remand to custody of a young person whose conditional supervision has been suspended under section 26.3, or forthwith after being informed of the arrest of such a young person, the provincial director shall review the case and, within forty-eight hours, cancel the suspension of the conditional supervision or refer the case to the youth court for a review under section 26.6.

26.6 (1) Where the case of a young person is referred to the youth court under section 26.5, the provincial director shall, as soon as is practicable, cause the young person to be brought before the youth court, and the youth court shall, after affording the young person an opportunity to be heard,

(a) if the court is not satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach a condition of the conditional supervision, cancel the suspension of the conditional supervision; or

(b) if the court is satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach a condition of the conditional supervision, review the decision of the provincial

a) le remet en liberté s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est l'adolescent visé par le mandat mentionné au paragraphe (1);

b) dans le cas contraire, peut le mettre sous garde en attendant l'exécution du mandat; si celui-ci n'est pas exécuté dans les six jours suivant la mise sous garde, la personne qui en a alors la garde met l'adolescent en liberté.

26.5 Aussitôt après la mise sous garde de l'adolescent dont la liberté sous condition a été suspendue conformément à l'article 26.3 ou aussitôt après avoir été informé de l'arrestation de l'adolescent, le directeur provincial réexamine le cas, et, dans les quarante-huit heures, soit annule la suspension, soit renvoie l'affaire devant le tribunal pour adolescents pour examen au titre de l'article 26.6.

26.6 (1) Dans le cas du renvoi visé à l'article 26.5, le directeur doit dans les meilleurs délais possible faire amener l'adolescent devant le tribunal; celui-ci, 25 après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, doit :

a) soit annuler la suspension de la liberté sous condition s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent en a enfreint, ou était sur le point d'enfreindre, une condition;

b) soit examiner la décision du directeur provincial de suspendre la liberté sous condition et rendre une décision en vertu du paragraphe (2) s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent a enfreint, ou était sur le point d'enfrein-

Review by provincial director

Review by youth court

Examen par le directeur

Examen par le tribunal

for a period not exceeding the remaining
incarceration in accordance with section 33
only and place the young person on
release; the young person from one-42
direction.

requesting and the following notwithstanding
of Paragraph 38(1)(c) of the said Act is
made under subsection (2):

1) in respect of an order-40
with such modifications as the circum-
(2) Subsections 16(9) to (11) apply
a review under this section

as the circumstances require in respect of
and 30.3(2) apply with such modifications 32
(3) Subsections 26.1(3) and (7) to (10)
and has been established or designated
acting director and the youth board or
or the Attorney General; where the prob-
of the young person the Attorney General 30
order was made, the counsel and parents
to the young person in respect of whom the
actions for the order

provided a transcript or copy of the
(3) an order, provide or cause to be 32
copy of the order and
(a) provide or cause to be provided a
and shall

only for the order in the record of the case
under subsection (2); it shall state its res- 30
(3) Where a youth court makes an order
person remains in custody,
of the court shall order that the young
appropriate and where the court does
to then relating to the court comments 12
due to the expiration of the young person
period of time not to exceed the termina-
of the conditional supervision for which
(4) the continuation of the supervision
vision or impose new conditions or 10

the conditions of the conditional super-
the court does of the court may vary
the conditional supervision and where
(a) the court, due to the expiration of
supervision (1), the youth court shall order 2
(3) On completion of a review under
subsection (2),
supervision and make an order under
direction to suspend the conditional

ordonne de la période de garde ou, dans le
33) pour une période ne dépassant pas la
en incarcération conformément à l'article 40
(c) and libérer l'adolescent et le placer

gruée et renvoie par ce qui est
de l'article 38(1)(c) de la même loi est
Paragraphe (2):

1) en ce qui concerne un ordre-40
incarcération à l'admission avec un texte 32
libération, compte tenu des circonstances de
(2) Les paragraphes 16(9) à (11) s'ap-
ment visés au présent article

des circonstances de circonstances à l'en-
(10) et 30.3(2) s'appliquent, modulo non 30
(4) Les paragraphes 26.1(3) et (7) à
à été préalablement établie ou désigné
incarcération et à l'admission d'examen du
régime ou à son renouvellement, au directeur
procureur, à ses père et mère ou procureur 32
à l'admission du ou par l'opérateur à son

l'ordonnance
une transcription ou copie des motifs de
b) sur demande, fournir ou faire fournir
l'ordonnance

(a) fournir, ou faire fournir, une copie de
question de l'ordonne et de la
paragraphe (2) en ce qui concerne les motifs ou
rend une ordonnance dans le cadre du

(3) Le tribunal peut adjointer les 12 mois
sans garde de l'adolescent.
ordonne, car il doit évaluer son maintien
dépassant pas le régime de sa libéra-
tout la période du régime adjointe un
liberté sous condition de l'admission 10
b) soit maintenir la supervision de la
de nouvelles

en modifier les conditions ou en imposer
liberté sous condition, auquel cas il peut
a) soit suspendre la supervision de la 2
hors adjointer doit, par ordonnance
(3) Au terme de son examen, le tribunal
condition
une suspension de sa liberté sous

director to suspend the conditional supervision and make an order under subsection (2).

dre, une condition de sa liberté sous condition.

Order

(2) On completion of a review under subsection (1), the youth court shall order

(2) Au terme de son examen, le tribunal pour adolescents doit, par ordonnance :

Ordonnance du tribunal

(a) the cancellation of the suspension of the conditional supervision, and where the court does so, the court may vary the conditions of the conditional supervision or impose new conditions; or

a) soit annuler la suspension de la liberté sous condition, auquel cas il peut en modifier les conditions ou en imposer de nouvelles;

(b) the continuation of the suspension of the conditional supervision for such period of time, not to exceed the remainder of the disposition the young person is then serving, as the court considers appropriate, and where the court does so, the court shall order that the young person remain in custody.

b) soit maintenir la suspension de la liberté sous condition de l'adolescent pour la période qu'il estime indiquée ne dépassant pas le reliquat de sa peine, auquel cas il doit ordonner son maintien sous garde de l'adolescent.

Reasons

(3) Where a youth court makes an order under subsection (2), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall

(3) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit :

Motifs

(a) provide or cause to be provided a copy of the order, and

a) fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance,

(b) on request, provide or cause to be provided a transcript or copy of the reasons for the order

b) sur demande, fournir ou faire fournir une transcription ou copie des motifs de l'ordonnance,

to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and parents of the young person, the Attorney General or the Attorney General's agent, the provincial director and the review board, if any has been established or designated.

à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père et mère, au procureur général ou à son représentant, au directeur provincial et à la commission d'examen qui a été éventuellement établie ou désignée.

Provisions apply

(4) Subsections 26.1(3) and (5) to (10) and 26.2(6) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a review under this section.

(4) Les paragraphes 26.1(3) et (5) à (10) et 26.2(6) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'examen visé au présent article.

Application de dispositions

Idem

(5) Subsections 16(9) to (11) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (2)."

(5) Les paragraphes 16(9) à (11) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'ordonnance visée au paragraphe (2).»

Idem

8. Paragraph 28(17)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. L'alinéa 28(17)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) release the young person from custody and place the young person on probation in accordance with section 23 for a period not exceeding the remainder

«c) soit libérer l'adolescent et le placer en probation conformément à l'article 23, pour une période ne dépassant pas le terme de la période de garde ou, dans le

cas où l'adolescent est sous garde en vertu d'une décision visée à l'article 20(1.1) ou d'une ordonnance visée à l'article 26(3.5), le mettre en liberté sous condition conformément à l'article 20(1.1) pour une période ne dépassant pas le reliquat de sa peine.»

of the period for which the young person was committed to custody or, where the young person is in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1.1) or an order made under paragraph 26(3.5), place the young person under conditional supervision in accordance with paragraph 20(1.1) for a period not exceeding the remainder of the disposition the young person is "serving".

L.R. de 24 (2) amendé par 22(1)

9. (1) L'article 29(1.5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. (1) Paragraph 29(1.5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(b) la mise en liberté et la mise en probation de l'adolescent ou, dans le cas où l'adolescent est sous garde en vertu d'une décision visée à l'article 20(1.1), sa mise en liberté sous condition.»

"(b) be released from custody and placed on probation or, where the young person is in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1.1), placed under conditional supervision."

L.R. de 24 (2) amendé par 22(1)

(2) Le paragraphe 29(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Subsection 29(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(1) Le directeur provincial indiquera dans l'avis donné en application du paragraphe (1) les motifs justifiant sa recommandation et :

(a) si celle-ci vise la probation, les conditions dont devrait être assortie l'ordonnance de probation;

(b) si celle-ci vise la mise en liberté sous condition, les conditions dont elle devrait être assortie en vertu de l'article 26.2.»

(1) The provincial director shall include in any notice given under subsection (1) the reasons for the recommendation and

(a) in the case of a recommendation that the young person be placed on probation, the conditions that the provincial director would recommend be attached to a probation order; and

(b) in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions that the provincial director would recommend be set pursuant to section 26.2."

(3) Le paragraphe 29(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

(3) Subsection 29(4) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereat, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

«(b.1) «Il s'agit d'une recommandation de mise en liberté sous condition, mettre l'adolescent en liberté sous condition conformément à l'article 26.2, compte

"(b.1) in the case of a recommendation that a young person be released from custody and placed under conditional supervision, release the young person

W.S. 24 (2) amendé par 22(1)

W.S. 24 (2) amendé par 22(1)

Content of notice

of the period for which the young person was committed to custody or, where the young person is in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1) or an order made under paragraph 26.6(2)(b), place the young person under conditional supervision in accordance with paragraph 20(1)(k.1) for a period not exceeding the remainder of the disposition the young person is 10 then serving.”

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 22(1)

9. (1) Paragraph 29(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) be released from custody and 15 placed on probation or, where the young person is in custody pursuant to a disposition made under paragraph 20(1)(k.1), placed under conditional supervision.” 20

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 22(1)

(2) Subsection 29(1.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(1.1) The provincial director shall include in any notice given under subsection (1) the reasons for the recommendation and 25

(a) in the case of a recommendation that the young person be placed on probation, the conditions that the provincial 30 director would recommend be attached to a probation order; and

(b) in the case of a recommendation that the young person be placed under conditional supervision, the conditions 35 that the provincial director would recommend be set pursuant to section 26.2.”

(3) Subsection 29(4) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the 40 end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“(b.1) in the case of a recommendation that a young person be released from 45 custody and placed under conditional supervision, release the young person

cas où l'adolescent est sous garde en vertu d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1) ou d'une ordonnance visée à l'alinéa 26.6(2)b), le mettre en liberté 5 sous condition conformément à l'alinéa 20(1)k.1) pour une période ne dépassant pas le reliquat de sa peine.»

9. (1) L'alinéa 29(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) la mise en liberté et la mise en 10 probation de l'adolescent ou, dans le cas où l'adolescent est sous garde en vertu d'une décision visée à l'alinéa 20(1)k.1), sa mise en liberté sous condition.»

(2) Le paragraphe 29(1.1) de la même loi 15 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.1) Le directeur provincial indique dans l'avis donné en application du paragraphe (1) les motifs justifiant sa recommandation et : 20

a) si celle-ci vise la probation, les conditions dont devrait être assortie l'ordonnance de probation; 25
b) si celle-ci vise la mise en liberté sous condition, les conditions dont elle 25 devrait être assortie en vertu de l'article 26.2.»

(3) Le paragraphe 29(4) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit : 30

«b.1) s'il s'agit d'une recommandation de mise en liberté sous condition, mettre l'adolescent en liberté sous condition conformément à l'article 26.2, compte

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 22(1)

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 22(1)

Contenu de l'avis

Contents of notice

...dans des recommandations de directeur provincial.

...and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.1, having regard to the recommendations of the provincial director or

10. (1) Le paragraphe 30(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Subsection 30(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

30. (1) Au cas où une commission d'examen est établie ou désignée par une province aux fins d'application du présent article, elle doit, sous réserve du présent article, exercer ses fonctions de cette manière :

30. (1) When a review board is established or designated by a province for the purpose of this section, that board shall, subject to this section, carry out its functions in the province in accordance with section 28 and 29, other than placing the young person on probation or under conditional supervision.

(2) L'article 30 de la même loi est modifié à par adjonction de ce qui suit :

(2) Section 30 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(3) Lorsque la commission d'examen décide qu'un adolescent doit être mis en liberté sous condition, elle doit faire une recommandation en ce sens au tribunal pour adolescent et si une demande d'examen de la décision n'est pas présentée dans le cadre de l'article 31, le tribunal doit, dès l'expiration de la période de dix jours visée au paragraphe (2), mettre l'adolescent en liberté sous condition conformément à l'article 26.2; l'ordonnance de mise en liberté sous condition prévoit les conditions visées à cet article que le tribunal estime appropriées, compte tenu des recommandations de la commission d'examen.

(3) Where a review board decides that a young person should be released from custody and placed under conditional supervision, it shall so recommend to the youth court and, if no application for a review of the decision is made under section 31, the youth court shall forthwith, on the expiration of the ten day period referred to in subsection (2), release the young person from custody and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.2, and shall include in the order under section 26.2 such conditions as the court considers advisable, having regard to the recommendations of the review board.

11. Le paragraphe 32(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

11. Subsection 32(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

32. (1) Après avoir rendu formellement à un adolescent une décision autre que celle visée à l'article 30(1)(k) ou une décision qui s'ajoute à celle-ci, et autre que celle visée à l'article 30(1)(A), le tribunal peut, à la demande d'un adolescent, en général, ou se renseigner de celui-ci ou le directeur provincial, soit à l'impore quel

32. (1) Where a youth court has made a disposition in respect of a young person, other than one in addition to a disposition under paragraph 30(1)(A), and other than a disposition under paragraph 30(1)(k), the youth court shall, on the application of the young person, the young person's parent, the Attorney General or the Attorney General's agent or the provincial director,

2 Commission d'examen

10 Commission d'examen de la décision

11 L.R. ch. 26 (2) suppl. 1, sec. 24(1)

12 Commission de la décision

Review board

10 Review board regarding decision from custody and conditional supervision

R.S. c. 24 (2nd Suppl.) s. 24(1)

12 Review of disposition from custody

and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.2, having regard to the recommendations of the provincial director; or”

5

10. (1) Subsection 30(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Review board

“30. (1) Where a review board is established or designated by a province for the purposes of this section, that board shall, subject to this section, carry out in that province the duties and functions of a youth court under sections 28 and 29, other than releasing a young person from custody and placing the young person on probation or under conditional supervision.”

(2) Section 30 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Decision respecting release from custody and conditional supervision

“(7) Where a review board decides that a young person should be released from custody and placed under conditional supervision, it shall so recommend to the youth court and, if no application for a review of the decision is made under section 31, the youth court shall forthwith, on the expiration of the ten day period referred to in subsection (5), release the young person from custody and place the young person under conditional supervision in accordance with section 26.2, and shall include in the order under that section such conditions as the court considers advisable, having regard to the recommendations of the review board.”

R.S., c. 24 (2nd Suppl.), s. 24(1)

11. Subsection 32(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

40

Review of dispositions not involving custody

“32. (1) Where a youth court has made a disposition in respect of a young person, other than or in addition to a disposition under paragraph 20(1)(k), and other than a disposition under paragraph 20(1)(k.1), the youth court shall, on the application of the young person, the young person’s parents, the Attorney General or the Attorney General’s agent or the provincial director,

tenu des recommandations du directeur provincial;»

10. (1) Le paragraphe 30(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«30. (1) Au cas où une commission d’examen est établie ou désignée par une province aux fins d’application du présent article, elle doit, sous réserve du présent article, exercer sur le territoire de cette province les attributions du tribunal pour adolescents prévues aux articles 28 et 29. Elle ne peut toutefois mettre un adolescent en liberté et le placer en probation ou le mettre en liberté sous condition.»

(2) L’article 30 de la même loi est modifié 15 par adjonction de ce qui suit :

5 Commission d’examen

«(7) Lorsque la commission d’examen décide qu’un adolescent doit être mis en liberté sous condition, elle doit faire une recommandation en ce sens au tribunal pour adolescents et si une demande d’examen de la décision n’est pas présentée dans le cadre de l’article 31, le tribunal doit, dès l’expiration de la période de dix jours visée au paragraphe (5), mettre l’adolescent en liberté sous condition conformément à l’article 26.2; l’ordonnance de mise en liberté sous condition prévoit les conditions visées à cet article que le tribunal estime appropriées, compte tenu des recommandations de la commission d’examen.»

Homologation de la décision

11. Le paragraphe 32(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), par. 24(1)

«32. (1) Après avoir rendu, relativement à un adolescent, une décision autre que celle visée à l’alinéa 20(1)k) ou une décision qui s’ajoute à celle-ci, et autre que celle visée à l’alinéa 20(1)k.1), le tribunal pour adolescents, saisi d’une demande par l’adolescent, ses père ou mère, le procureur général ou le représentant de celui-ci ou le directeur provincial, soit à n’importe quel

Examen de la décision ne comportant pas de placement sous garde

moment après un délai de six mois suivant la décision soit antérieurement avec la permission d'un juge de tribunal pour adolescents, doit examiner la décision s'il constate l'existence de l'un des motifs d'examen visés au paragraphe (2).»

12. L'article 34 de la même loi devient le paragraphe 34(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Les ordonnances prévues aux paragraphes 34(1) et 34(3) et à l'alinéa 34(2) sont réputées être des décisions pour l'application de l'article 38.»

13. L'article 37 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa «1», de ce qui suit :

«1.1) Il assume la surveillance requise pour assurer que l'adolescent en liberté soit conditionné en vertu d'une ordonnance rendue aux termes de l'article 34.3 et con- forme à l'ordonnance.»

L.R. 40, 24 (1979) s. 34

10 Amendement

L.R. 40, 24 (1979) s. 34

L.R. 40, 24 (1979) s. 34

12 Amendement

14. Les paragraphes 74(1) et (2) de la même loi sont abrégés et remplacés par ce qui suit :

74(1) Le tribunal qui prononce la condamnation d'une personne assujettie à une décision rendue en vertu de l'article 30(1) ou (2) de la Loi sur les jeunes contrevenants peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sans qu'une telle ordonnance soit mise à la portée administrative de la justice.

made at any time after six months from the date of the disposition or, with leave of a youth court judge, at any earlier time. review the disposition if the court is satisfied that there are grounds for a review under subsection (2).»

12. Section 34 of the said Act is amended as amended by subsection 34(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

“(2) Orders under subsections 34(1) and 34(3) and paragraph 34(2)(A) are deemed to be dispositions for the purposes of section 38.”

13. Section 37 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

“(a.1) where the young person is placed under conditional supervision pursuant to an order made under section 34.3, supervising the young person in complying with the conditions of the order.”

R.S. 40, 24 (1979) s. 34

10 Amendement

R.S. 40, 24 (1979) s. 34

R.S. 40, 24 (1979) s. 34

12 Amendement

14. Subsections 74(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

74(1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 30(1)(a) or (b) of the Young Offenders Act or the application of the Attorney General or the Attorney General's agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

made at any time after six months from the date of the disposition or, with leave of a youth court judge, at any earlier time, review the disposition if the court is satisfied that there are grounds for a review under subsection (2).”

R.S., c. 24 (2nd Supp.), s. 25

12. Section 34 of the said Act is renumbered as subsection 34(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

Orders are dispositions

“(2) Orders under subsections 26.1(1) and 26.2(1) and paragraph 26.6(2)(b) are deemed to be dispositions for the purposes of section 28.”

13. Section 37 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

“(a.1) where the young person is placed under conditional supervision pursuant to an order made under section 26.2, supervising the young person in complying with the conditions of the order;”

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2

CRIMINAL CODE

14. Subsections 741.1(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Transfer of jurisdiction

“741.1 (1) Where a person is sentenced for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(j), (k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, on the application of the Attorney General or the Attorney General’s agent, the court that sentences the person may, unless to so order would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

moment après un délai de six mois suivant la décision, soit antérieurement avec la permission d’un juge du tribunal pour adolescents, doit examiner la décision s’il constate l’existence de l’un des motifs d’examen visés au paragraphe (2).»

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 25

12. L’article 34 de la même loi devient le paragraphe 34(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Les ordonnances prévues aux paragraphes 26.1(1) et 26.2(1) et à l’alinéa 26.6(2)b) sont réputées être des décisions pour l’application de l’article 28.»

10 Assimilation

13. L’article 37 de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) il assume la surveillance requise pour s’assurer que l’adolescent en liberté sous condition en vertu d’une ordonnance rendue aux termes de l’article 26.2 se conforme à l’ordonnance.»

CODE CRIMINEL

14. Les paragraphes 741.1(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{er} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3^e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4^e suppl.); 1989, ch. 2

“741.1 (1) Le tribunal qui prononce la condamnation d’une personne assujettie à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)j), k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* peut, sur demande du procureur général ou de son représentant, ordonner que le reste de la peine prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l’application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu de la présente loi sauf si une telle ordonnance peut nuire à la bonne administration de la justice.

L.R., ch. 24 (2^e suppl.), art. 47

25 Transfert de compétence

Consent to be served concurrently or consecutively

(3) Le fait de la peine à purger conjointement à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu des articles 201(A) ou 41) de la Loi sur les Jeunes délinquants, doit être purgé conjointement avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévise dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.

15. Le paragraphe de l'article 742 de la même loi qui précède l'alinéa n) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

742. Sous réserve de l'article 743.1, la peine d'emprisonnement conditionnelle est subordonnée, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

R.S.C. 1985, c. 46, s. 742(1) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

16. Les articles 743 et 744 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

743.1. En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre ou premier ou deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'un minimum cinq ans de peine, délai que le juge qui prononce la sentence peut porter à un plus long délai.

743. Sous réserve de l'article 743.1, le juge qui prononce la sentence doit, avant de déclarer le jury coupable ou acquiescent, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, dans un nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation

(5) Where an order is made under subsection (1) in respect of a disposition made under paragraph 201(A) or (B) of the Young Offenders Act the remaining portion of the disposition to be served under the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.

15. All that portion of section 742 of the Act preceding paragraph (n) thereof is repealed and the following substituted therefor :

742. Subject to section 743.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be :

16. Sections 743 and 744 of the Act are repealed and the following substituted therefor :

743.1. The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between the end and year of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

743. Subject to section 743.1, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question :

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a term of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required

Whether sentence to be served concurrently or consecutively

Section of the Act

R.S.C. 1985, c. 46, s. 742(1) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

Section of the Act

Section of the Act

Whether sentence to be served concurrently or consecutively

(2) Where an order is made under subsection (1), in respect of a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, the remaining portion of the disposition to be served pursuant to the order shall be served concurrently with the sentence referred to in subsection (1), where it is a term of imprisonment, unless the court making the order orders that it be served consecutively.”

15. All that portion of section 742 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Sentence of life imprisonment

“742. Subject to section 742.1, the sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be”

R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 26) (F)

16. Sections 743 and 744 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Persons under eighteen

“742.1 The sentence to be pronounced against a person who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence for which the person was convicted of first degree murder or second degree murder and who is to be sentenced to imprisonment for life shall be that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served such period between five and ten years of the sentence as is specified by the judge presiding at the trial.

Recommendation by jury

743. Subject to section 743.1, where a jury finds an accused guilty of second degree murder, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of second degree murder and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required

(2) Le reste de la peine à purger conformément à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), relativement à une décision rendue en vertu des alinéas 20(1)k ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, doit être purgé concurremment avec la peine résultant de la condamnation visée à ce paragraphe, s'il s'agit d'une peine d'emprisonnement, à moins que le tribunal ne prévoie dans l'ordonnance qu'il doit être purgé consécutivement à celle-ci.»

15. Le passage de l'article 742 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«742. Sous réserve de l'article 742.1, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :»

16. Les articles 743 et 744 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«742.1 En cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité d'une personne qui avait moins de dix-huit ans à la date de l'infraction pour laquelle elle a été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins cinq ans de la peine, délai que le juge qui préside au procès peut porter à au plus dix ans.

743. Sous réserve de l'article 743.1, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé coupable de meurtre au deuxième degré, 35 lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation 45

Concurrence ou cumul des peines

Emprisonnement à perpétuité

L.R., ch. 1 (4^e suppl.), art. 18, ann. 1, n^o 26 (F)

Mineurs

Recommandation du jury

dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai par, sans terme de la loi s'écoule normalement à dix ans?

743.1 Le juge qui préside au procès doit, avant de désigner le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction coupable de meurtre, poser au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier ou deuxième degré et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Soudaites-vous le faire, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation doit je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi à au moins cinq ans et à au plus dix ans?

744. Sous réserve de l'article 744.1, au moment de prononcer la peine conformément à l'article 742(b), le juge qui préside au procès du contre-accusé déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contre-accusé, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, non compris, de vingt-cinq, qu'il estime indiqué dans les circonstances.

to make any recommendation but if you do your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

743.1 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

744. Subject to section 744.1, at the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presides at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without

l'accusé

l'infraction

to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole, a number of years that is more than ten but not more than twenty-five.

Person under
eighteen

743.1 Where a jury finds an accused guilty of first degree murder or second degree murder and the accused was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge presiding at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

You have found the accused guilty of first degree murder (or second degree murder) and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against the accused. Do you wish to make any recommendation with respect to the period of imprisonment that the accused must serve before the accused is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am determining the period of imprisonment that is between five years and ten years that the law would require the accused to serve before the accused is eligible to be considered for release on parole.

Ineligibility for
parole

744. Subject to section 744.1, at the time of the sentencing under paragraph 742(b) of an offender who is convicted of second degree murder, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743, by order, substitute for ten years a number of years of imprisonment (being more than ten but not more than twenty-five) without

dont je tiendrai compte en examinant la possibilité de porter à au plus vingt-cinq ans ce délai qui, aux termes de la loi, s'élève normalement à dix ans?

743.1 Le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury qui a déclaré un accusé ayant moins de dix-huit ans à la date de l'infraction coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré, lui poser la question suivante :

Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre au premier (ou deuxième degré), et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Souhaitez-vous formuler, comme vous avez la faculté de le faire, quant à la période d'emprisonnement qu'il doit purger avant de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle, une recommandation dont je tiendrai compte en fixant ce délai, conformément à la loi, à au moins cinq ans et à au plus dix ans?

744. Sous réserve de l'article 744.1, au moment de prononcer la peine conformément à l'alinéa 742b), le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au deuxième degré, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743, porter, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle au nombre d'années, compris entre dix et vingt-cinq, qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Libération
conditionnelle

eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances.

Idem

744.1 At the time of the sentencing under section 742.1 of an offender who is convicted of first degree murder or second degree murder and who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence, the judge who presided at the trial of the offender or, if that judge is unable to do so, any judge of the same court may, having regard to the age and character of the offender, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to the recommendation, if any, made pursuant to section 743.1, by order, decide the period of imprisonment the offender is to serve that is between five years and ten years without eligibility for parole, as the judge deems fit in the circumstances."

744.1 Au moment de prononcer la peine conformément à l'article 742.1, le juge qui préside au procès du contrevenant déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qui avait moins de dix-huit ans au moment de la commission de l'infraction, ou en cas d'empêchement, tout juge du même tribunal peut, compte tenu de l'âge et du caractère du contrevenant, de la nature de l'infraction et des circonstances de cette dernière ainsi que de toute recommandation formulée en vertu de l'article 743.1, fixer, par ordonnance, le délai préalable à sa libération conditionnelle à la période, comprise entre cinq et dix ans, qu'il estime indiquée dans les circonstances."

Idem

17. Subsection 747(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

17. Le paragraphe 747(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Temporary absence or day parole

"(2) Subject to subsection (2.1), notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but three years of the number of years of imprisonment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*."

"(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, sauf au cours des trois années précédant l'expiration de ce délai, les sorties sans surveillance prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées, les sorties sous surveillance pour des raisons humanitaires ou en vue de la réadaptation prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées sans l'approbation de la Commission nationale des libérations conditionnelles et la semi-liberté prévue à la *Loi sur la libération conditionnelle* ne peut être accordée, par dérogation à ces lois."

Sorties sans ou sous surveillance ou semi-liberté

Idem

(2.1) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person convicted of first degree murder or second degree murder who was under the age of eighteen at the time of the commission of the offence and who is sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act, until the expiration of all but one fifth of the period of imprisonment

(2.1) Dans le cas où une personne a fait l'objet, pour meurtre au premier ou au deuxième degré commis avant l'âge de dix-huit ans, d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité, assortie, conformément à la présente loi, d'un délai préalable à la libération conditionnelle, sauf au cours du dernier cinquième de ce délai, les sorties sans surveillance prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent

Idem

être autorisés, les sorties sous surveillance pour des raisons humanitaires ou en vue de la réadaptation prévues à la loi sur les pénitenciers ne peuvent être autorisées sans l'approbation de la Commission nationale des libérations conditionnelles et la semi-liberté prévue à la loi sur la libération conditionnelle ne peut être accordée par délégation à ces lois.

comment the person is to serve without being for parole, no parole without escort may be authorized under the Penitentiary Act, an absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be granted under the Penitentiary Act without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the Parole Act.

DISPOSITION TRANSITOIRE

TRANSITIONAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBER DES COMMUNES DU QUÉBEC

18. Dans le cas où un adolescent est accusé d'avoir commis un meurtre au premier ou au deuxième degré au sens de l'article 231 du Code criminel avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et que :

18. Where a young person is alleged to have committed first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the Criminal Code before the coming into force of this Act, and

(a) soit une demande a été présentée à l'égard de l'adoption en vertu du paragraphe 16(1) de la Loi sur les jeunes contrevenants, selon sa version précédente la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et aucune demande n'a été reçue avant cette date,

(a) an application was made in respect of the young person under subsection 16(1) of the Young Offenders Act, as that subsection read immediately before the coming into force of this Act, but no decision under that subsection had been made before the coming into force of this Act, or

(b) soit une demande a été présentée à l'égard de l'adoption en vertu du paragraphe 16(1) de la Loi sur les jeunes contrevenants après la date d'entrée en vigueur de la présente loi,

(b) an application is made in respect of the young person under subsection 16(1) of the Young Offenders Act after the coming into force of this Act

les dispositions de la Loi sur les jeunes contrevenants édictées par la présente loi s'appliquent à l'adolescent comme si l'infraction avait été commise après la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

the provisions of the Young Offenders Act enacted by this Act shall apply to the young person as if the offence had occurred after the coming into force of this Act.

ENTRA EN VIGUEUR

COMING INTO FORCE

19. La présente loi entre en vigueur à la date fixe par décret du gouvernement en conseil.

19. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

onment the person is to serve without eligibility for parole, no absence without escort may be authorized under the *Penitentiary Act*, no absence with escort for humanitarian and rehabilitative reasons may be authorized under the *Penitentiary Act* without the approval of the National Parole Board and no day parole may be granted under the *Parole Act*.”

être autorisées, les sorties sous surveillance pour des raisons humanitaires ou en vue de la réadaptation prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées sans l'approbation de la Commission nationale des libérations conditionnelles et la semi-liberté prévue à la *Loi sur la libération conditionnelle* ne peut être accordée, par dérogation à ces lois.»

TRANSITIONAL

DISPOSITION TRANSITOIRE

Transitional

18. Where a young person is alleged to have committed first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code* before the coming into force of this Act and

18. Dans le cas où un adolescent est accusé d'avoir commis un meurtre au premier ou au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel* avant l'entrée en vigueur de la présente loi et que :

Disposition transitoire

- (a) an application was made in respect of the young person under subsection 16(1) of the *Young Offenders Act*, as that subsection read immediately before the coming into force of this Act, but no decision under that subsection had been issued before the coming into force of this Act, or
- (b) an application is made in respect of the young person under subsection 16(1) of the *Young Offenders Act* after the coming into force of this Act,

- a) soit une demande a été présentée à l'égard de l'adolescent en vertu du paragraphe 16(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, selon sa version précédant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et aucune décision n'a été rendue avant cette date,
- b) soit une demande a été présentée à l'égard de l'adolescent en vertu du paragraphe 16(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* après la date d'entrée en vigueur de la présente loi,

the provisions of the *Young Offenders Act* enacted by this Act shall apply to the young person as if the offence had occurred after the coming into force of this Act.

les dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants* édictées par la présente loi s'appliquent à l'adolescent comme si l'infraction avait été commise après la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

19. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

19. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

C-59

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-59

An Act to amend various Acts to give effect to the reconsti-
tution of the courts in British Columbia

First reading, December 20, 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

C-59

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-59

Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorgani-
sation judiciaire de la Colombie-Britannique

Première lecture le 20 décembre 1989

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-59

PROJET DE LOI C-59

An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the courts in British Columbia

Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire de la Colombie-Britannique

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *British Columbia Courts Amendment Act*.

1. *Loi sur la réorganisation judiciaire de la Colombie-Britannique*.

Titre abrégé

5

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

R.S., c. 27 (2nd
Suppl.), s. 10
(Sch., item
6(4))

2. (1) Paragraph (b.1) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) L'alinéa b.1) de la définition de «cour d'appel», au paragraphe 100(11) du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e
suppl.), art. 10,
ann., par. 6(4)

"(b.1) in the Province of Nova Scotia, the district or county court of the district or county where the adjudication was made,"

«b.1) dans la province de la Nouvelle-Écosse, la cour de comté ou de district du comté ou du district où le jugement a été prononcé;»

(2) Paragraph (e) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa e) de la définition de «cour d'appel», au paragraphe 100(11) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(e) in the Province of British Columbia, the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court;"

«e) dans la province de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême.»

20

3. The definition "court" in subsection 164(8) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto, immedi-

3. La définition de «tribunal», au paragraphe 164(8) de la même loi, est modifiée par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

25

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the courts in British Columbia".

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 2: (1) and (2) Paragraphs (b.1) and (e) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) at present read as follows:

"(b.1) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the district or county court of the district or county where the adjudication was made,

(e) in the Yukon Territory and Northwest Territories, the Supreme Court;"

Clause 3: New.

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire de la Colombie-Britannique».

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 2, (1) et (2). — Texte actuel des passages visés de la définition de «cour d'appel» au paragraphe 100(11) :

«b.1) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, la cour de comté ou de district du comté ou du district où le jugement a été prononcé;

e) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême.»

Article 3. — Nouveau.

ately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

“(c.1) in the Province of British Columbia, the Supreme Court, or”

«c.1) dans la province de la Colombie-Britannique, la Cour suprême;»

4. The definition “court” in subsection 320(8) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

4. La définition de «tribunal», au paragraphe 320(8) de la même loi, est modifiée par insertion, après l’alinéa c), de ce qui suit :

“(c.1) in the Province of British Columbia, the Supreme Court, or”

«c.1) dans la province de la Colombie-Britannique, la Cour suprême;»

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 6(10))

5. Paragraphs (c) and (d) of the definition “judge” in section 493 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

5. Les alinéas c) et d) de la définition de «juge», à l’article 493 de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(c) in the Province of Nova Scotia, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the Province or a judge of a county court,

(d) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, British Columbia, Prince Edward Island, Saskatchewan, Alberta and Newfoundland, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province,”

«c) dans la province de la Nouvelle-Écosse, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge d’une cour de comté; d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de l’Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan, d’Alberta et de Terre-Neuve, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province;»

6. Paragraph (e) of the definition “judge” in section 552 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L’alinéa e) de la définition de «juge», à l’article 552 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) in the Province of British Columbia, the Chief Justice or a puisne judge of the Supreme Court,”

«e) dans la province de la Colombie-Britannique, le juge en chef ou un juge puîné de la Cour suprême;»

7. Paragraph 812(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. L’alinéa 812e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) in the Province of British Columbia, the Supreme Court;”

«e) dans la province de la Colombie-Britannique, la Cour suprême;»

R.S., c. 1 (2nd Suppl.)

CUSTOMS ACT

8. Paragraph (b) of the definition “court” in subsection 71(2) of the *Customs Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(b) in the Provinces of British Columbia and Prince Edward Island,

LOI SUR LES DOUANES

8. L’alinéa b) de la définition de «tribunal», au paragraphe 71(2) de la *Loi sur les douanes*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) dans les provinces de la Colombie-Britannique et de l’Île-du-Prince-

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 6(10)

L.R., ch. 1 (2^e suppl.)

Clause 4: New.**Clause 5: Paragraphs (c) and (d) of the definition "judge" in section 493 at present read as follows:**

"(c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province or a judge of a county court,

(d) in the Provinces of New Brunswick, Prince Edward Island, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and Newfoundland, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province,"

Clause 6: Paragraph (e) of the definition "judge" in section 552 at present reads as follows:

"(e) in the Province of British Columbia, the Chief Justice or a puisne judge of the Supreme Court, or a judge of a county court,"

Clause 7: The relevant portion of section 812 at present reads as follows:

"812. For the purposes of sections 813 to 828, "appeal court" means

(e) in the Province of British Columbia, the county court of the county where the adjudication was made;"

Customs Act**Clause 8: Paragraph (b) of the definition "court" in subsection 71(2) at present reads as follows:**

"(b) in the Province of Prince Edward Island, the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court,"

Article 4. — Nouveau.**Article 5. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 493 :**

«c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge d'une cour de comté;

d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, de la Saskatchewan, d'Alberta et de Terre-Neuve, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province;»

Article 6. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 552 :

«e) dans la province de la Colombie-Britannique, le juge en chef ou un juge puîné de la Cour suprême, ou un juge d'une cour de comté;»

Article 7. — Texte actuel du passage visé de l'article 812 :

«812. Pour l'application des articles 813 à 828, «cour d'appel» désigne :

e) dans la province de la Colombie-Britannique, la cour de comté du comté où le jugement a été rendu;»

Loi sur les douanes**Article 8. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 71(2) :**

«b) dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême;»

the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court,"

Édouard, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême;»

R.S., c. E-2

CANADA ELECTIONS ACT

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

L.R., ch. E-2

9. The definition "judge" or "the judge" in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

9. La définition de «juge», au paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada*, est 5
5 modifiée, par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

"(e.1) in relation to the Province of British Columbia, a judge of the Supreme Court of British Columbia," 10

«e.1) relativement à la province de la Colombie-Britannique, un juge de la Cour suprême de la province;» 10

R.S., c. F-14

FISHERIES ACT

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 10)

10. Paragraph (c.1) of the definition "judge" in section 74 of the *Fisheries Act* is repealed and the following substituted therefor:

10. L'alinéa c.1) de la définition de «juge», à l'article 74 de la *Loi sur les pêches*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 10

"(c.1) in the Provinces of British Columbia and Newfoundland, the Yukon Territory and the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court, or" 15

«c.1) dans les provinces de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, un juge de la Cour suprême;» 15

R.S., c. H-1

HARBOUR COMMISSIONS ACT

LOI SUR LES COMMISSIONS PORTUAIRES

L.R., ch. H-1

11. Subsection 25(2) of the *Harbour Commissions Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph: 25

11. Le paragraphe 25(2) de la *Loi sur les commissions portuaires* est modifié, par 20
insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

"(b.1) in the Province of British Columbia, the Supreme Court or any judge of the provincial court having jurisdiction in the area in which the vessel or goods are located; or" 30

«b.1) dans la province de la Colombie-Britannique, la Cour suprême ou un juge de la cour provinciale du ressort où se trouvent le navire ou les marchandises;» 25

R.S., c. I-2

IMMIGRATION ACT

LOI SUR L'IMMIGRATION

L.R., ch. I-2

R.S., c. 28 (4th Suppl.), s. 23

12. Paragraphs (b) and (c) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) of the *Immigration Act* are repealed and the following substituted therefor:

12. Les alinéas b) et c) de la définition de «juge», au paragraphe 93.1(9) de la *Loi sur l'immigration*, sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 30

"(b) in the Provinces of Ontario and Nova Scotia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized, (c) in the Provinces of British Columbia, Prince Edward Island and 40

«b) dans les provinces d'Ontario et de la Nouvelle-Écosse, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi; c) dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-

Canada Elections Act

Clause 9: New.

Fisheries Act

Clause 10: Paragraph (c.1) of the definition "judge" in section 74 at present reads as follows:

"(c.1) in the Province of Newfoundland, the Yukon Territory and the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court, or"

Harbour Commissions Act

Clause 11: New.

Immigration Act

Clause 12: Paragraphs (b) and (c) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) at present read as follows:

"(b) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,

(c) in the Provinces of Newfoundland and Prince Edward Island, a judge of the Supreme Court thereof,"

Loi électorale du Canada

Article 9. — Nouveau.

Loi sur les pêches

Article 10. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 74 :

«c.1) dans la province de Terre-Neuve, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, un juge de la Cour suprême;»

Loi sur les commissions portuaires

Article 11. — Nouveau.

Loi sur l'immigration

Article 12. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» au paragraphe 93.1(9) :

«b) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;

c) dans les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, un juge de leur cour suprême;»

Newfoundland, a judge of the Supreme Court thereof,"

Édouard et de Terre-Neuve, un juge de leur Cour suprême;»

R.S., c. 29 (4th Supp.), s. 11

13. Paragraphs (b) and (c) of the definition "judge" in subsection 102.2(9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

13. Les alinéas b) et c) de la définition de «juge», au paragraphe 102.2(9) de la même loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 5

L.R., ch. 29 (4^e suppl.), art. 11

"(b) in the Provinces of Ontario and Nova Scotia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized, 10
(c) in the Provinces of British Columbia, Prince Edward Island and Newfoundland, a judge of the Supreme Court thereof,"

«b) dans les provinces d'Ontario et de la Nouvelle-Écosse, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi; 10
c) dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, un juge de leur Cour suprême;»

R.S., c. 1-5

INDIAN ACT

LOI SUR LES INDIENS

L.R., ch. 1-5

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 13)

14. Paragraph 14.3(5)(c.1) of the *Indian Act* is repealed and the following substituted therefor:

14. L'alinéa 14.3(5)c.1) de la *Loi sur les Indiens* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 13

"(c.1) in the Province of British Columbia, the Yukon Territory or the Northwest Territories, before the 20 Supreme Court; or"

«c.1) dans la province de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, par la Cour suprême;» 20

R.S., c. J-1

JUDGES ACT

LOI SUR LES JUGES

L.R., ch. J-1

15. (1) Section 17 of the *Judges Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph: 25

15. (1) L'article 17 de la *Loi sur les juges* est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

"(c.1) the Associate Chief Justice of the Supreme Court....."

«c.1) le juge en chef adjoint de la Cour suprême.....» 25

1989, c. 8, s. 4(2)

(2) Paragraph 17(d) of the said Act is amended by striking out the word "Thirty-five" where it appears therein and substituting therefor the word "Eighty-one". 30

(2) Dans l'alinéa 17d) de la même loi, «trente-cinq» est remplacé par «quatre-vingt-un». 30

1989, ch. 8, par. 4(2)

R.S., c. 50 (1st Supp.), s. 4; 1989, c. 8, s. 8(2)

16. The heading preceding paragraph 23(e) and paragraphs 23(e) and (f) of the said Act are repealed.

16. L'intertitre qui précède l'alinéa 23e) et les alinéas e) et f) de la même loi sont abrogés. 30

L.R., ch. 50 (1^{er} suppl.), par. 4(1); 1989, ch. 8, par. 8(2)

R.S., c. M-6

MERCHANT SEAMEN COMPENSATION ACT

LOI SUR L'INDEMNISATION DES MARINS MARCHANDS

L.R., ch. M-6

17. Section 21 of the *Merchant Seamen Compensation Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph: 40

17. L'article 21 de la *Loi sur l'indemnisation des marins marchands* est modifié, par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

Clause 13: Paragraphs (b) and (c) of the definition "judge" in subsection 102.2(9) at present read as follows:

"(b) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,

(c) in the Provinces of Newfoundland and Prince Edward Island, a judge of the Supreme Court thereof,"

Indian Act

Clause 14: The relevant portion of subsection 14.3(5) at present reads as follows:

"(5) An appeal may be heard under this section

(c.1) in the Yukon Territory or the Northwest Territories, before the Supreme Court;"

Judges Act

Clause 15: (1) New.

(2) The relevant portion of section 17 at present reads as follows:

"17. The yearly salaries of the judges of the Court of Appeal for British Columbia and of the Supreme Court of British Columbia are as follows:

(d) Thirty-five other judges of the Supreme Court, each. . ."

Clause 16: The relevant portion of section 23 at present reads as follows:

"23. The yearly salaries of the judges of the county and district courts are as follows:

British Columbia

(e) The Chief Judge of the County Court. . .

(f) Forty-six judges and junior judges of the County Courts, each. . ."

Merchant Seamen Compensation Act

Clause 17: New.

Article 13. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» au paragraphe 102.2(9) :

«b) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;

c) dans les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, un juge de leur Cour suprême;»

Loi sur les Indiens

Article 14. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 14.3(5) :

«(5) L'appel prévu au présent article peut être entendu :

c.1) dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, par la Cour suprême.»

Loi sur les juges

Article 15, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif de l'article 17 :

«17. Les juges de la Cour d'appel et de la Cour suprême de la Colombie-Britannique reçoivent les traitements annuels suivants;»

(2). — Texte actuel de l'alinéa 17d) :

«d) chacun des trente-cinq autres juges de la Cour suprême . . .»

Article 16. — Texte de l'intertitre qui précède l'alinéa 23e) et des alinéas e) et f)

«Colombie-Britannique

e) le juge en chef de la Cour de comté . . .

f) chacun des quarante-six autres juges et juges junior des cours de comté . . .»

Loi sur l'indemnisation des marins marchands

Article 17. — Nouveau.

“(c.1) if the employer resides or carries on business in the Province of British Columbia, the registrar of the Supreme Court of British Columbia, or”

«c.1) si l'employeur réside ou fait affaire dans la province de la Colombie-Britannique, au greffe de la Cour suprême de la province;»

R.S., c. N-1

NARCOTIC CONTROL ACT

LOI SUR LES STUPÉFIANTS

L.R., ch. N-1

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 17)

18. Paragraph (c.1) of the definition “judge” in section 18 of the *Narcotic Control Act* is repealed and the following substituted therefor:

18. L'alinéa c.1) de la définition de «juge», à l'article 18 de la *Loi sur les stupéfiants*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 17

“(c.1) in the Provinces of British Columbia and Newfoundland, a judge 10 of the Supreme Court thereof,”

«c.1) dans les provinces de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, un juge de la Cour suprême;» 10

R.S., c. S-9

CANADA SHIPPING ACT

LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

L.R., ch. S-9

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., item 8(1))

19. Subsection 205(1) of the *Canada Shipping Act* is repealed and the following substituted therefor:

19. Le paragraphe 205(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann., par. 8(1)

Seaman may sue for wages in summary manner

“205. (1) A seaman or apprentice or a 15 person duly authorized on his behalf may, as soon as any wages due to him not exceeding two hundred and fifty dollars become payable, sue for them, in a summary manner before any judge of the 20 Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, any judge of the Supreme Court of British Columbia, any judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or New- 25 foundland, any judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, any judge of the county court, any provincial court judge, or any two justices of the 30 peace acting in or near the place at which his service has terminated or at which he has been discharged, or at which any master or owner or other person on whom the claim is made is or resides, and the 35 order made by the court in the matter is final.”

“205. (1) Un marin ou un apprenti, ou une personne dûment autorisée en son 15 nom, peut, dès que des gages qui lui sont dus et dont la valeur est égale ou inférieure à deux cent cinquante dollars sont exigibles, en poursuivre le recouvrement, par 20 voie sommaire, devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince- 25 Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge d'une cour de comté ou un juge de la cour provinciale, ou 30 devant deux juges de paix agissant soit au lieu où le service du marin ou de l'apprenti a pris fin, soit au lieu où il a été congédié ou auquel se trouve ou réside tout capi- 35 taine ou propriétaire ou autre personne contre laquelle l'action est dirigée; l'ordonnance rendue par le tribunal en l'espèce est définitive.»

Autorisation de poursuivre par voie sommaire pour recouvrement de gages

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., item 8(2))

20. Subsection 237(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 40

20. Le paragraphe 237(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann., par. 8(2)

Arrest of offender

“(3) The master or person in charge of the ship may take any person so offending

«(3) Le capitaine ou la personne ayant la direction du navire peut appréhender le

Arrestation du contrevenant

Narcotic Control Act

Clause 18: Paragraph (c.1) of the definition "judge" in section 18 at present reads as follows:

"(c.1) in the Province of Newfoundland, a judge of the Supreme Court thereof,"

Canada Shipping Act

Clause 19: Subsection 205(1) at present reads as follows:

"205. (1) A seaman or apprentice or a person duly authorized on his behalf, may, as soon as any wages due to him not exceeding two hundred and fifty dollars become payable, sue for them, in a summary manner before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, any judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, any judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, any judge of the county court, any provincial court judge, or any two justices of the peace acting in or near the place at which his service has terminated, or at which he has been discharged, or at which any master or owner or other person on whom the claim is made is or resides, and the order made by the court in the matter is final."

Clause 20: Subsection 237(3) at present reads as follows:

"(3) The master or person in charge of the ship may take any person so offending into custody and deliver him up forthwith to any constable or peace officer, to be taken before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatche-

Loi sur les stupéfiants

Article 18 — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 18 :

«c.1) dans la province de Terre-Neuve, un juge de la Cour suprême;»

Loi sur la marine marchande du Canada

Article 19. — Texte actuel du paragraphe 205(1) :

"205. (1) Un marin ou un apprenti, ou une personne dûment autorisée en son nom, peut, dès que des gages qui lui sont dus et dont la valeur est égale ou inférieure à deux cent cinquante dollars sont exigibles, en poursuivre le recouvrement, par voie sommaire, devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge d'une cour de comté ou un juge de la cour provinciale, ou devant deux juges de paix agissant soit au lieu où le service du marin ou de l'apprenti a pris fin, soit au lieu où il a été congédié ou auquel se trouve ou réside tout capitaine ou propriétaire ou autre personne contre laquelle l'action est dirigée; l'ordonnance rendue par le tribunal en l'espèce est définitive."

Article 20. — Texte actuel du paragraphe 237(3) :

"(3) Le capitaine ou la personne ayant la direction du navire peut appréhender le contrevenant et le livrer immédiatement à un agent de la paix, pour qu'il soit conduit devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-

into custody and deliver him up forthwith to any constable or peace officer, to be taken before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Supreme Court of British Columbia, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court or provincial court judge, to be dealt with according to this Part."

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., item 8(3))

21. Subsection 606(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Before whom offences may be tried

"606. (1) Any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Supreme Court of British Columbia, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court or provincial court judge has, for the purposes of all proceedings under this Act, all the powers of two justices of the peace under the *Criminal Code*, and may try and determine in a summary way all offences punishable under this Act on summary conviction, whether by fine or imprisonment or by both."

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 18(5))

22. Section 623 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

County court judge may act

"623. Where there is no judge having jurisdiction in respect of writs of *certiorari* resident at or near the place where any conviction or order is made, a county court judge of the county or district wherein that place is situated or, in the Province of British Columbia, a judge of the Supreme Court, in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the

contrevenant et le livrer immédiatement à un agent de la paix, pour qu'il soit conduit devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge de cour de comté ou un juge de la cour provinciale pour être traité selon la présente partie.»

21. Le paragraphe 606(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann., par. 8(3)

Compétence judiciaire

"606. (1) Tout juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, juge de cour de comté ou juge de la cour provinciale possède, aux fins de toutes les procédures intentées en vertu de la présente loi, tous les pouvoirs de deux juges de paix aux termes du *Code criminel*, et peut instruire et juger sommairement toutes les infractions punissables, aux termes de la présente loi, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, que la peine s'y rattachant soit une amende et un emprisonnement, ou l'une ou l'autre de ces peines.»

22. L'article 623 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 18(5)

Compétence du juge de la cour de comté

"623. S'il ne réside pas de juge ayant juridiction en matière de brefs de *certiorari* au lieu où a été déclarée la culpabilité ou rendue l'ordonnance ou près de ce lieu, un juge de la cour de comté du comté ou du district où ce lieu est situé ou, dans la province de la Colombie-Britannique, un juge de la Cour suprême, ou dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard ou de

wan or Alberta, judge of a county court, or provincial court judge, to be dealt with according to this Part."

Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge de cour de comté ou un juge de la cour provinciale pour être traité selon la présente partie.»

Clause 21: Subsection 606(1) at present reads as follows:

"606. (1) Any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court or provincial court judge has, for the purposes of all proceedings under this Act, all the powers of two justices of the peace under the Criminal Code, and may try and determine in a summary way all offences punishable under this Act on summary conviction, whether by fine or imprisonment or by both."

Article 21. — Texte actuel du paragraphe 606(1) :

"606. (1) Tout juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, juge de cour de comté ou juge de la cour provinciale possède, pour les fins de toutes les procédures intentées en vertu de la présente loi, tous les pouvoirs de deux juges de paix aux termes du Code criminel, et peut instruire et juger sommairement toutes les infractions punissables, aux termes de la présente loi, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, que la peine s'y rattachant soit une amende et un emprisonnement, ou l'une ou l'autre de ces peines."

Clause 22: Section 623 at present reads as follows:

"623. Where there is no judge having jurisdiction in respect of writs of certiorari resident at or near the place where any conviction or order is made, a county court judge of the county or district wherein that place is situated or, in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court or, in the Province of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, a judge of the Court of Queen's Bench has power to hear and determine any application for a stay of proceedings on that conviction or order."

Article 22. — Texte actuel de l'article 623 :

"623. S'il ne réside pas de juge ayant juridiction en matière de brefs de certiorari au lieu où a été déclarée la culpabilité ou rendue l'ordonnance ou près de ce lieu, un juge de la cour de comté du comté ou du district où ce lieu est situé ou, dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême, ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou d'Alberta, un juge de la Cour du Banc de la Reine, peut être saisi de toute demande de suspension des procédures relatives à cette déclaration de culpabilité ou à cette ordonnance et rendre une décision."

Trial Division of the Supreme Court or, in the Province of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, a judge of the Court of Queen's Bench, has power to hear and determine any application for a stay of proceedings on that conviction or order."

Terre-Neuve, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême, ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou d'Alberta, un juge de la Cour du Banc de la Reine, peut être saisi de toute demande de suspension des procédures relatives à cette déclaration de culpabilité ou à cette ordonnance et rendre une décision.»

R.S.C. 1970, c.
V-4

VETERANS' LAND ACT

1988, c. 49, s.
2(1) (Sch.,
item 9)

23. Subsection 21(1) of the *Veterans' Land Act* is repealed and the following substituted therefor:

Provincial
advisory boards

"21. (1) There shall be one or more provincial advisory boards in each province appointed by the Governor in Council, each Board being comprised of three members; the chairperson shall be a judge of a county or district court of the province in which the board operates (or in the Province of Quebec, a judge of the Court of Quebec, or in the Province of British Columbia, a judge of the Supreme Court, or in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court, or in the Province of New Brunswick, Manitoba, Alberta or Saskatchewan, a judge of the Court of Queen's Bench), and one member shall be nominated by the Royal Canadian Legion."

TRANSITIONAL

Transitional:
proceedings

24. (1) Every proceeding commenced before the coming into force of this subsection and in respect of which any provision amended by this Act applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

Transitional:
other references

(2) A reference in any Act, other than in a provision amended by this Act, or in any proclamation, regulation, order or other document, to a county court shall be construed, in relation to the Province of British Columbia, as regards any transaction, matter or thing subsequent to the coming into force

LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

S.R.C., 1970,
ch. V-4

23. Le paragraphe 21(1) de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 49,
par. 2(1), ann.,
n° 9

«21. (1) Le gouverneur en conseil nomme, dans chaque province, un ou plusieurs conseils consultatifs provinciaux composés chacun de trois membres, dont le président doit être un juge d'une cour de comté ou de district de la province où fonctionne ce conseil (ou, dans la province de Québec, un juge de la Cour du Québec, dans la province de la Colombie-Britannique, un juge de la Cour suprême, dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, un juge de la division de première instance de la Cour suprême ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta ou de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine), et dont un membre est désigné par la Légion royale canadienne.»

Conseils
consultatifs
provinciaux

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

24. (1) Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles des dispositions visées par la présente loi s'appliquent se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

Disposition
transitoire :
procédures

(2) Dans les dispositions des lois fédérales autres que celles visées par la présente loi, ainsi que dans les proclamations, règlements, décrets ou autres documents, toute mention d'une cour de comté de la Colombie-Britannique vaut, en ce qui a trait aux opérations ou actes postérieurs à l'entrée en vigueur du

Disposition
transitoire :
mentions

Veterans' Land Act

Clause 23: Subsection 21(1) at present reads as follows:

"21. (1) There shall be one or more provincial advisory boards in each province appointed by the Governor in Council, each Board being comprised of three members; the chairman shall be a judge of a county or district court of the province in which the board operates (or in the Province of Quebec a judge of the Court of Quebec, or in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court, or in the Province of New Brunswick, Manitoba, Alberta or Saskatchewan a judge of the Court of Queen's Bench), and one member shall be nominated by the Royal Canadian Legion."

Lois sur les terres destinées aux anciens combattants

Article 23. — Texte actuel du paragraphe 21(1) :

"21. (1) Le gouverneur en conseil nomme, dans chaque province, un ou plusieurs conseils consultatifs provinciaux composés chacun de trois membres, dont le président doit être un juge d'une cour de comté ou de district de la province où fonctionne ce conseil (ou, dans la province de Québec, un juge de la Cour du Québec, dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, un juge de la division de première instance de la Cour suprême ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta ou de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine), et dont un membre est désigné par la Légion royale canadienne."

of this subsection, as being a reference to the Supreme Court of British Columbia.

présent paragraphe, mention de la Cour suprême de cette province.

Salary of Associate Chief Justice

25. (1) The salary of the Associate Chief Justice of the Supreme Court of British Columbia is, on the coming into force of this subsection, the same as the salary annexed to the office of the Chief Justice of that Court.

25. (1) Le traitement du juge en chef adjoint de la Cour suprême de la Colombie-Britannique est, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, identique à celui du juge en chef de cette cour.

Traitement du juge en chef adjoint

Transitional: salary

(2) Notwithstanding the *Judges Act*, the person who holds the office of Chief Judge of the County Courts of British Columbia immediately before the coming into force of subsection 15(2) shall continue to be paid the salary then annexed to that office until such time as the salary annexed to the office of judge of the Supreme Court of British Columbia exceeds that salary, at which time that person shall be paid the salary annexed to the last-mentioned office.

(2) Par dérogation à la *Loi sur les juges*, la personne qui occupe le poste de juge en chef des cours de comté de la Colombie-Britannique, à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 15(2), continue de recevoir le traitement alors prévu pour ce poste jusqu'à la date où le traitement prévu pour le poste de juge de la Cour suprême excède le sien; elle reçoit dès lors le traitement prévu pour ce dernier poste.

Disposition transitoire : traitement

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

26. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

26. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

Transitional: proceedings

24. (1) Every proceeding commenced before the coming into force of this subsection and in respect of which no provision amended by this subsection shall be taken so and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

24. (1) Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles les dispositions amendées par le présent paragraphe s'appliquent sans autre formalité, sont poursuivies et continuées sous ces dispositions amendées sans autre formalité.

Dispositions transitoires: procédures

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

C-60

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

C-60

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-60

PROJET DE LOI C-60

An Act to amend various Acts to give effect to the reconsti-
tution of the courts in Ontario and to provide for other
related matters

Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorgani-
sation judiciaire de l'Ontario et mettre en oeuvre
diverses mesures connexes

First reading, December 20, 1989

Première lecture le 20 décembre 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-60

PROJET DE LOI C-60

An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the courts in Ontario and to provide for other related matters

Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire de l'Ontario et mettre en oeuvre diverses mesures connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Ontario Courts Amendment Act, 1989*.

1. *Loi sur la réorganisation judiciaire de l'Ontario (1989)*.

Titre abrégé
5

R.S., c. B-1

BANK ACT

LOI SUR LES BANQUES

L.R., ch. B-1

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 1)

2. Paragraph (a) of the definition "court" in subsection 2(1) of the *Bank Act* is repealed and the following substituted therefor:

2. L'alinéa a) de la définition de «tribunal», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les banques*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 1

“(a) in the Provinces of Newfoundland, Nova Scotia and Prince Edward Island, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province, (a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division),” 15

«a) À Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard, la Section de première instance de la Cour suprême; a.1) en Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);» 15

R.S., c. B-3

BANKRUPTCY ACT

LOI SUR LA FAILLITE

L.R., ch. B-3

3. Paragraph 183(1)(a) of the *Bankruptcy Act* is repealed and the following substituted therefor:

3. L'alinéa 183(1)a) de la *Loi sur la faillite* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division);” 20

«a) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);»

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the courts in Ontario and to provide for other related matters".

EXPLANATORY NOTES

Bank Act

Clause 2: Paragraph (a) of the definition "court" in subsection 2(1) at present reads as follows:

"(a) in the Provinces of Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island and Ontario, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,"

Bankruptcy Act

Clause 3: The relevant portion of subsection 183(1) at present reads as follows:

"183. (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in equity as will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire de l'Ontario et mettre en œuvre diverses mesures connexes».

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les banques

Article 2. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 2(1) :

«a) À Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario, la Section de première instance de la Cour suprême;»

Loi sur la faillite

Article 3. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 183(1) :

«183. (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en équité qui doit leur permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres

R.S., c. C-36 COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT

LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES

L.R., ch. C-36

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 3(1))

4. Paragraph (a) of the definition "court" in section 2 of the Companies' Creditors Arrangement Act is repealed and the following substituted therefor:

4. L'alinéa a) de la définition de «tribunal», à l'article 2 de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 3(1)

“(a) in Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court, (a.1) in Ontario, the Ontario Court (General Division),”

«a) Dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, la Cour suprême; a.1) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);»

R.S., c. C-39 DOMINION CONTROVERTED ELECTIONS ACT

LOI SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES

L.R., ch. C-39

5. (1) The definition "clerk" or "clerk of the court" in subsection 2(1) of the Dominion Controverted Elections Act is repealed and the following substituted therefor:

5. (1) La définition de «greffier» ou «greffier du tribunal», au paragraphe 2(1) de la Loi sur les élections fédérales contestées, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"clerk" or "clerk of the court" «greffier...»

““clerk” or “clerk of the court” means the clerk of the Crown, chief clerk, registrar or prothonotary of the court, or, in Ontario, the senior registrar of the Ontario Court (General Division), or any other officer of the court prescribed for the purpose in question;”

«greffier» ou «greffier du tribunal» Le greffier de la Couronne, le greffier en chef, le registraire ou le protonotaire du tribunal, ou en Ontario, le registraire doyen de la Cour de l'Ontario (Division générale) ou tout fonctionnaire du tribunal prescrit pour les fins en question.»

«greffier» ou «greffier du tribunal» "clerk..."

(2) Paragraph (a) of the definition "court" in subsection 2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa a) de la définition de «tribunal», au paragraphe 2(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division),”

«a) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);»

R.S., c. C-44 CANADA BUSINESS CORPORATIONS ACT

LOI SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

L.R., ch. C-44

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 5)

6. Paragraph (a) of the definition "court" in subsection 2(1) of the Canada Business Corporations Act is repealed and the following substituted therefor:

6. L'alinéa a) de la définition de «tribunal», au paragraphe 2(1) de la Loi sur les sociétés par actions, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., n^o 5

“(a) in the Provinces of Newfoundland, Nova Scotia and Prince Edward Island, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province, (a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division),”

«a) La Section de première instance de la Cour suprême de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île-du-Prince-Édouard; a.1) la Cour de l'Ontario (Division générale);»

by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers:

(a) in the Province of Ontario, the Supreme Court of Ontario;”

Companies' Creditors Arrangement Act

Clause 4: Paragraph (a) of the definition “court” in section 2 at present reads as follows:

“(a) in Ontario, Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court,”

Dominion Controverted Elections Act

Clause 5: (1) The definition “clerk” or “clerk of the court” in subsection 2(1) at present reads as follows:

““clerk” or “clerk of the court” means the clerk of the Crown, chief clerk, registrar or prothonotary of the court, or, in Ontario, the senior registrar of the Supreme Court of Ontario, or any other officer of the court prescribed for the purpose in question;”

(2) Paragraph (a) of the definition “court” in subsection 2(1) at present reads as follows:

“(a) in the Province of Ontario, the High Court Division of the Supreme Court,”

Canada Business Corporations Act

Clause 6: Paragraph (a) of the definition “court” in subsection 2(1) at present reads as follows:

“(a) in the Provinces of Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island and Ontario, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,”

procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre :

a) dans la province d'Ontario, la Cour suprême;»

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

Article 4. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» à l'article 2 :

«a) Dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, la Cour suprême;»

Loi sur les élections fédérales contestées

Article 5, (1). — Texte actuel de la définition de «greffier» ou «greffier du tribunal» au paragraphe 2(1) :

«greffier» ou «greffier du tribunal» Le greffier de la Couronne, le greffier en chef, le registraire ou le protonotaire du tribunal, ou en Ontario, le registraire doyen de la Cour suprême d'Ontario ou tout fonctionnaire du tribunal prescrit pour les fins en question.»

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 2(1) :

«a) dans la province d'Ontario, la division de la Haute Cour de la Cour suprême;»

Loi sur les sociétés par actions

Article 6. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 2(1) :

«a) La Section de première instance de la Cour suprême de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de l'Ontario;»

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

R.S., c. 11 (1st
Suppl.), s. 2(1)
(Sch., item
1(1))

7. (1) Paragraph (c) of the definition "court of criminal jurisdiction" in section 2 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

"(c) in the Province of Ontario, the Ontario Court of Justice;"

(2) Paragraph (a) of the definition "superior court of criminal jurisdiction" in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) in the Province of Ontario, the Court of Appeal or the Ontario Court (General Division);"

R.S., c. 11 (1st
Suppl.), s. 2(1)
(Sch., item
1(2))

8. Paragraph (a) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division) sitting in the region, district or county or group of counties where the adjudication was made,"

9. (1) The definition "court" in subsection 164(8) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

"(a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division);"

(2) Paragraph (d) of the definition "court" in subsection 164(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(d) in the Province of Nova Scotia, a county or district court;"

10. Paragraph 188(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) in the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;"

11. (1) The definition "court" in subsection 320(8) of the said Act is amended by

7. (1) L'alinéa c) de la définition de «cour de juridiction criminelle», à l'article 2 du *Code criminel*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) dans la province d'Ontario, la Cour de justice de l'Ontario;»

(2) L'alinéa a) de la définition de «cour supérieure de juridiction criminelle», à l'article 2 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) Dans la province d'Ontario, la Cour d'appel ou la Cour de l'Ontario (Division générale);»

8. L'alinéa a) de la définition de «cour d'appel», au paragraphe 100(11) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale) dans la région, le district ou le comté ou groupe de comtés où le jugement a été prononcé;»

9. (1) La définition de «tribunal», au paragraphe 164(8) de la même loi, est modifiée par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);»

(2) L'alinéa d) de la définition de «tribunal», au paragraphe 164(8) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) dans la province de la Nouvelle-Écosse, une cour de comté ou de district.»

10. L'alinéa 188(4)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour de l'Ontario;»

11. (1) La définition de «tribunal», au paragraphe 320(8) de la même loi, est modi-

L.R., ch. 11 (1^{er}
suppl.), par.
2(1), ann., par.
1(1))L.R., ch. 11 (1^{er}
suppl.), par.
2(1), ann., par.
1(2))

25

30

35

40

Criminal Code

Clause 7: (1) Paragraph (c) of the definition "court of criminal jurisdiction" in section 2 at present reads as follows:

"(c) in the Province of Ontario, the District Court."

(2) Paragraph (a) of the definition "superior court of criminal jurisdiction" in section 2 at present reads as follows:

"(a) in the Province of Ontario, the Supreme Court,"

Clause 8: Paragraph (a) of the definition "appeal court" in subsection 100(11) at present reads as follows:

"(a) in the Province of Ontario, the District Court in the district or county or group of counties where the adjudication was made,"

Clause 9: (1) New.

(2) Paragraph (d) of the definition "court" in subsection 164(8) at present reads as follows:

"(d) in any other province, a county or district court;"

Clause 10: The relevant portion of subsection 188(4) at present reads as follows:

"(4) In this section, "Chief Justice" means

(a) in the Province of Ontario, the Chief Justice of the Supreme Court;"

Clause 11: (1) New.

Code criminel

Article 7, (1). — Texte actuel du passage visé de la définition de «cour de juridiction criminelle» à l'article 2 :

«c) dans la province d'Ontario, la cour de district.»

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «cour supérieure de juridiction criminelle» à l'article 2 :

«a) Dans la province d'Ontario, la Cour suprême;»

Article 8. — Texte actuel du passage visé de la définition de «cour d'appel» au paragraphe 100(11) :

«a) dans la province d'Ontario, la cour de district dans le district ou le comté ou groupe de comtés où le jugement a été prononcé;»

Article 9, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 164(8) :

«d) dans les autres provinces, une cour de comté ou de district.»

Article 10. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 188(4) :

«(4) Au présent article, «juge en chef» désigne :

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la Cour suprême;»

Article 11, (1). — Nouveau.

adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

“(a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division),”

(2) Paragraph (d) of the definition “court” in subsection 320(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) in the Province of Nova Scotia, a county or district court;”

R.S., c. 11 (1st Supp.), s. 2(1) (Sch., item 1(3))

12. Paragraph (a) of the definition “judge” in section 493 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in the Province of Ontario, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the Province,”

R.S., c. 11 (1st Supp.), s. 2(1) (Sch., item 1(4))

13. Paragraph (a) of the definition “judge” in section 552 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in the Province of Ontario, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the Province,”

14. Paragraph 745(6)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the Ontario Court;”

R.S., c. 11 (1st Supp.), s. 2(1) (Sch., item 1(6))

15. Paragraph 812(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division) sitting in the region, district or county or group of counties where the adjudication was made;”

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

16. (1) The definition “clerk of the court” in subsection 71(2) of the *Customs Act* is repealed and the following substituted therefor:

fiée par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) dans la province d’Ontario, la Cour de l’Ontario (Division générale);»

5 (2) L’alinéa d) de la définition de «tribunal», au paragraphe 320(8) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) dans la province de la Nouvelle-Écosse, une cour de comté ou de district.»

12. L’alinéa a) de la définition de «juge», à l’article 493 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) Dans la province d’Ontario, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province;»

13. L’alinéa a) de la définition de «juge», à l’article 552 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) Dans la province d’Ontario, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province;»

14. L’alinéa 745(6)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans la province d’Ontario, le juge en chef de la Cour de l’Ontario;»

15. L’alinéa 812a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans la province d’Ontario, la Cour de l’Ontario (Division générale) dans la région, le district ou le comté ou groupe de comtés où le jugement a été rendu;»

LOI SUR LES DOUANES

16. (1) La définition de «greffier du tribunal», au paragraphe 71(2) de la *Loi sur les douanes*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5

L.R., ch. 11 (1^{er} suppl.), par. 2(1), ann., par. 1(3)

L.R., ch. 11 (1^{er} suppl.), par. 2(1), ann., par. 1(4)

20

25

L.R., ch. 11 (1^{er} suppl.), par. 2(1), ann., par. 1(6)

30

L.R., ch. 1 (2^e suppl.)

(2) Paragraph (d) of the definition "court" in subsection 320(8) at present reads as follows:

"(d) in any other province, a county or district court;"

Clause 12: Paragraph (a) of the definition "judge" in section 493 at present reads as follows:

"(a) in the Province of Ontario, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the Province or a judge of the District Court,"

Clause 13: Paragraph (a) of the definition "judge" in section 552 at present reads as follows:

"(a) in the Province of Ontario, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the Province or a judge of the District Court,"

Clause 14: The relevant portion of subsection 745(6) at present reads as follows:

"(6) For the purposes of this section, the "appropriate Chief Justice" is

(a) in relation to the Province of Ontario, the Chief Justice of the High Court of Justice;"

Clause 15: The relevant portion of section 812 at present reads as follows:

"812. For the purposes of sections 813 to 828, "appeal court" means

(a) in the Province of Ontario, the District Court in the district or county or group of counties where the adjudication was made;"

Customs Act

Clause 16: (1) The definition "clerk of the court" in subsection 71(2) at present reads as follows:

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 320(8) :

«d) dans les autres provinces, une cour de comté ou de district.»

Article 12. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 493 :

«a) Dans la province d'Ontario, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge de la cour de district;»

Article 13. — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 552 :

«a) Dans la province d'Ontario, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge de la cour de district;»

Article 14. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 745(6) :

«(6) Pour l'application du présent article, «juge en chef compétent» désigne :

a) dans la province d'Ontario, le juge en chef de la haute Cour de justice;»

Article 15. — Texte actuel du passage visé de l'article 812 :

«812. Pour l'application des articles 813 à 828, «cour d'appel» désigne :

a) dans la province d'Ontario, la cour de district dans le district ou le comté ou groupe de comtés où le jugement a été rendu;»

Loi sur les douanes

Article 16, (1). — Texte actuel du passage visé de la définition de «greffier du tribunal» au paragraphe 71(2) :

“clerk of the court”
«greffier...»

“clerk of the court” means the clerk of the Supreme Court, Ontario Court (General Division), Superior Court, Court of Queen’s Bench or county or district court, as the case may be;”

5

«greffier du tribunal» Selon le cas, le greffier de la Cour suprême, de la Cour de l’Ontario (Division générale), de la Cour supérieure, de la Cour du Banc de la Reine ou de la cour de district ou de comté.»

«greffier du tribunal»
“clerk...”

5

(2) The definition “court” in subsection 71(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

(2) La définition de «tribunal», au paragraphe 71(2) de la même loi, est modifiée par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit :

10

“(a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division);”

«a.1) dans la province d’Ontario, la Cour de l’Ontario (Division générale);»

(3) Paragraph (d) of the definition “court” in subsection 71(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L’alinéa d) de la définition de «tribunal», au paragraphe 71(2) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

“(d) in the Province of Nova Scotia, the county or district court for the county or district in which the customs office is situated or in which the importer or owner resides or carries on business.”

«d) dans la province de la Nouvelle-Écosse, la cour de comté ou de district dans le ressort de laquelle se situent soit le bureau de douane, soit la résidence ou l’établissement de l’importateur ou du propriétaire.»

R.S., c. E-2

CANADA ELECTIONS ACT

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

L.R., ch. E-2

17. The definition “judge” or “the judge” in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

17. La définition de «juge», au paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada*, est modifiée par insertion, après l’alinéa c), de ce qui suit :

25

“(c.1) in relation to the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division),”

«c.1) relativement à la province d’Ontario, un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale);»

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 8(2))

18. Paragraph 186(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. L’alinéa 186(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 8(2)

“(a) in the Province of Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, to a judge of the trial division or branch of the Supreme Court of the Province;

«a) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, à un juge de la section ou chambre de première instance de la Cour suprême de la province;

(a.1) in the Province of Ontario, to a judge of the Ontario Court (General Division);”

a.1) dans la province d’Ontario, à un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale);»

““clerk of the court” means the clerk of the Supreme Court, Superior Court, Court of Queen’s Bench or county or district court, as the case may be;”

«greffier du tribunal» Selon le cas, le greffier de la Cour suprême, de la Cour supérieure, de la Cour du Banc de la Reine ou de la cour de district ou de comté.»

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Paragraph (d) of the definition “court” in subsection 71(2) at present reads as follows:

“(d) in any province of Canada not referred to in paragraph (a), (b) or (c), the county or district court for the county or district in which the customs office is situated or in which the importer or owner resides or carries on business.”

(3). — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» au paragraphe 71(2) :

«d) dans les autres provinces, la cour de comté ou de district dans le ressort de laquelle se situent soit le bureau de douane, soit la résidence ou l’établissement de l’importateur ou du propriétaire.»

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

Clause 17: New.

Article 17. — Nouveau.

Clause 18: The relevant portion of subsection 186(1) at present reads as follows:

“186. (1) Where a judge omits, neglects or refuses to comply with the provisions of sections 176 to 184 in respect of a recount, any party aggrieved may, within eight days thereafter, make application

(a) in the Province of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, to a judge of the trial division or branch of the Supreme Court of the Province;”

Article 18. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 186(1) :

«186. (1) Si le juge omet, néglige ou refuse de se conformer aux dispositions des articles 176 à 184 relativement à un recomptage, la partie lésée peut, dans les huit jours suivants, présenter une requête :

a) dans les provinces d’Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, à un juge de la section ou chambre de première instance de la Cour suprême de la province;»

R.S., c. F-11	FINANCIAL ADMINISTRATION ACT	LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	L.R., ch. F-11
R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 9(1))	19. Paragraph 118(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> is repealed and the following substituted therefor: “(a) in the Province of Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province; <u>(a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division);”</u>	19. L’alinéa 118(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> est abrogé et remplacé par ce qui suit : «a) de la Section de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve; <u>a.1) de la Cour de l’Ontario (Division générale);»</u>	L.R., ch. 27 (2 ^e suppl.), art. 10, ann., par. 9(1)
R.S., c. F-14	FISHERIES ACT	LOI SUR LES PÊCHES	L.R., ch. F-14
	20. (1) The definition “judge” in section 74 of the <i>Fisheries Act</i> is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: “(a.1) in the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division),”	20. (1) La définition de «juge», à l’article 74 de la <i>Loi sur les pêches</i> , est modifiée par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit : «a.1) dans la province d’Ontario, un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale);»	
	(2) Paragraph (d) of the definition “judge” in section 74 of the said Act is repealed and the following substituted therefor: “(d) in the Province of Nova Scotia, a judge of the county or district court for the county or district in which the thing referred to in paragraph (a) was seized.”	(2) L’alinéa d) de la définition de «juge», à l’article 74 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit : «d) dans la province de la Nouvelle-Écosse, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où l’objet ou le poisson a été saisi.»	
R.S., c. F-32	FUGITIVE OFFENDERS ACT	LOI SUR LES CRIMINELS FUGITIFS	L.R., ch. F-32
	21. Paragraph (a) of the definition “court” in section 2 of the <i>Fugitive Offenders Act</i> is repealed and the following substituted therefor: “(a) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division),”	21. L’alinéa a) de la définition de «tribunal», à l’article 2 de la <i>Loi sur les criminels fugitifs</i> , est abrogé et remplacé par ce qui suit : «a) Dans la province d’Ontario, la Cour de l’Ontario (Division générale);»	
R.S., c. H-1	HARBOUR COMMISSIONS ACT	LOI SUR LES COMMISSIONS PORTUAIRES	L.R., ch. H-1
	22. (1) Subsection 25(2) of the <i>Harbour Commissions Act</i> is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: “(a.1) in the Province of Ontario, any judge of the Ontario Court (General	22. (1) Le paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur les commissions portuaires</i> est modifié par insertion, après l’alinéa a), de ce qui suit : «a.1) dans la province d’Ontario, un juge de la Cour de l’Ontario (Division	

Financial Administration Act

Clause 19: The relevant portion of subsection 118(2) at present reads as follows:

“(2) In this section, “court” means

(a) in the Province of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province;”

Fisheries Act

Clause 20: (1) New.

(2) Paragraph (d) of the definition “judge” in section 74 at present reads as follows:

“(d) in any other province, a judge of the county or district court for the county or district in which the thing referred to in paragraph (a) was seized.”

Fugitive Offenders Act

Clause 21: Paragraph (a) of the definition “court” in section 2 at present reads as follows:

“(a) in the Province of Ontario, the Supreme Court,”

Harbours Commissions Act

Clause 22: (1) and (2) The relevant portion of subsection 25(2) at present reads as follows:

“(2) A seizure made under subsection (1) may be made only on the order of

(c) in any other province, any county or district court or magistrate having jurisdiction in the area in which the vessel or goods are located.”

Loi sur la gestion des finances publiques

Article 19. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 118(2) :

«(2) Au présent article, «tribunal» s'entend :

a) de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve;»

Loi sur les pêches

Article 20, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 74 :

«d) dans les autres provinces, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où l'objet ou le poisson a été saisi.»

Loi sur les criminels fugitifs

Article 21. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» à l'article 2 :

«a) Dans la province d'Ontario, la Cour suprême;»

Loi sur les commissions portuaires

Article 22, (1) et (2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 25(2) :

«(2) L'ordonnance de saisie est délivrée par :

c) dans les autres provinces, la cour de comté ou de district ou un magistrat du ressort où se trouvent le navire ou les marchandises.»

Division) having jurisdiction in the area in which the vessel or goods are located;”

générale) du ressort où se trouvent le navire ou les marchandises;»

(2) Paragraph 25(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 25(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) in the Province of Nova Scotia, any county or district court or magistrate having jurisdiction in the area in which the vessel or goods are located.” 10

«c) dans la province de la Nouvelle-Écosse, la cour de comté ou de district ou un magistrat du ressort où se trouvent le navire ou les marchandises.» 5

R.S., c. 1-2

IMMIGRATION ACT

LOI SUR L'IMMIGRATION

L.R., ch. 1-2

23. (1) The definition “judge” in subsection 93.1(9) of the *Immigration Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: 15

23. (1) La définition de «juge», au paragraphe 93.1(9) de la *Loi sur l'immigration*, 10 est modifiée par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) in the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division),”

«a.1) dans la province d'Ontario, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale);» 15

R.S., c. 28 (4th Suppl.), s. 23

(2) Paragraph (b) of the definition “judge” in subsection 93.1(9) of the said Act 20 is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa b) de la définition de «juge», 10 au paragraphe 93.1(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 28 (4^e suppl.), art. 23

“(b) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county 25 or district in which the vehicle was seized,”

«b) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, 20 un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;»

24. (1) The definition “judge” in subsection 102.2(9) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph: 30

24. (1) La définition de «juge», au paragraphe 102.2(9) de la même loi, est modifiée 25 par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) in the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division),”

«a.1) dans la province d'Ontario, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale);» 30

R.S., c. 29 (4th Suppl.), s. 11

(2) Paragraph (b) of the definition “judge” in subsection 102.2(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa b) de la définition de «juge», 35 au paragraphe 102.2(9) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 29 (4^e suppl.), art. 11

“(b) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, a judge of the 40 county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,”

«b) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, 35 un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;»

Immigration Act

Clause 23: (1). New.

(2) Paragraph (b) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) at present reads as follows:

"(b) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,"

Clause 24: (1) New.

(2) Paragraph (b) of the definition "judge" in subsection 102.2(9) at present reads as follows:

"(b) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,"

Loi sur l'immigration

Article 23, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» au paragraphe 93.1(9) :

«b) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;»

Article 24, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» au paragraphe 102.2(9) :

«b) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;»

R.S., c. I-5

INDIAN ACT

LOI SUR LES INDIENS

L.R., ch. I-5

25. (1) Subsection 14.3(5) of the *Indian Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

25. (1) Le paragraphe 14.3(5) de la *Loi sur les Indiens* est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) in the Province of Ontario, before the Ontario Court (General Division);”

«a.1) dans la province d'Ontario, par la Cour de l'Ontario (Division générale);»

R.S., c. 32 (1st Supp.), s. 4

(2) Paragraph 14.3(5)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 14.3(5)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 32 (1^{er} suppl.), art. 4

“(d) in the Province of Nova Scotia, before the county or district court of the county or district in which the band is situated or in which the person who made the protest resides, or of such other county or district as the Minister may designate.”

«d) dans la province de la Nouvelle-Écosse, par un juge de la cour de comté ou de district du comté ou du district où la bande est située ou dans lequel réside la personne qui a formulé la protestation, ou de tel autre comté ou district désigné par le ministre.»

R.S., c. I-21

INTERPRETATION ACT

LOI D'INTERPRÉTATION

L.R., ch. I-21

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 14)

26. (1) The definition “county court” in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* is repealed.

26. (1) La définition de «cour de comté», au paragraphe 35(1) de la *Loi d'interprétation*, est abrogée.

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., art. 14

(2) Paragraph (a) of the definition “superior court” in subsection 35(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa a) de la définition de «juridiction supérieure» ou «cour supérieure», au paragraphe 35(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) in the Province of Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, the Supreme Court,

«a) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve;

(a.1) in the Province of Ontario, the Court of Appeal for Ontario and the Ontario Court (General Division);”

a.1) la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour de l'Ontario (Division générale);»

R.S., c. J-1

JUDGES ACT

LOI SUR LES JUGES

L.R., ch. J-1

27. The definition “judge” in section 2 of the *Judges Act* is repealed and the following substituted therefor:

27. La définition de «juge», à l'article 2 de la *Loi sur les juges*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“judge”
“juge”

““judge” includes a chief justice, senior associate chief justice, associate chief justice, supernumerary judge, chief judge, associate chief judge, senior judge, senior regional judge and junior judge.”

«juge» Sont compris parmi les juges les juges en chef, juges en chef associés, juges en chef adjoints, juges surnuméraires, juges principaux, juges principaux régionaux et juges juniors.»

“judge”
“juge”

R.S., c. 11 (1st Supp.), s. 2(1) (Sch., item 3(1))

28. The heading preceding section 4 and sections 4 to 6 of the said Act are repealed.

28. L'intertitre qui précède l'article 4 et les articles 4 à 6 de la même loi sont abrogés.

L.R., ch. 11 (1^{er} suppl.), par. 2(1), ann., par. 3(1)

Indian Act

Clause 25: (1) and (2) The relevant portion of subsection 14.3(5) at present reads as follows:

“(5) An appeal may be heard under this section

(d) in any other province, before the county or district court of the county or district in which the band is situated or in which the person who made the protest resides, or of such other county or district as the Minister may designate.”

Interpretation Act

Clause 26: (1) The definition “county court” in subsection 35(1) reads as follows:

““county court”, in its application to the Province of Ontario, means “District Court”;

(2) Paragraph (a) of the definition “superior court” in subsection 35(1) at present reads as follows:

“(a) in the Province of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland, the Supreme Court of the Province.”

Judges Act

Clause 27: The definition “judge” in section 2 at present reads as follows:

““judge” includes a chief justice, senior associate chief justice, associate chief justice, supernumerary judge, chief judge, associate chief judge, senior judge and junior judge.”

Clause 28: The heading preceding section 4 and sections 4 to 6 read as follows:

Loi sur les Indiens

Article 25, (1) et (2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 14.3(5) :

«(5) L'appel prévu au présent article peut être entendu :

d) dans les autres provinces, par un juge de la cour de comté ou de district du comté ou du district où la bande est située ou dans lequel réside la personne qui a formulé la protestation, ou de tel autre comté ou district désigné par le ministre.»

Loi d'interprétation

Article 26, (1). — Texte de la définition de «cour de comté» au paragraphe 35(1) :

«cour de comté» Pour l'Ontario, la cour de district.»

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «juridiction supérieure» ou «cour supérieure» au paragraphe 35(1) :

«a) la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve;»

Loi sur les juges

Article 27. — Texte actuel de la définition de «juge» à l'article 2 :

«juge» Sont compris parmi les juges les juges en chef, juges en chef associés, juges en chef adjoints, juges surnuméraires, juges principaux et juges juniors.»

Article 28. — Texte de l'intertitre qui précède l'article 4 et des articles 4 à 6 :

29. (1) All that portion of section 12 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“12. The yearly salaries of the judges of the Court of Appeal for Ontario and of the Ontario Court (General Division) are as follows:”

(2) The left column of paragraphs 12(1)(c) and (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) The Chief Justice and the Associate Chief Justice of the Ontario Court....
(d) One-hundred and ninety-two other judges of the Ontario Court (General Division), each”

30. The heading preceding paragraph 23(a) and paragraphs 23(a) and (b) of the said Act are repealed.

31. (1) Paragraph 27(7)(h) of the said Act is repealed.

(2) The definition of “senior county court judge” in subsection 27(9) of the said Act is repealed.

32. (1) Subsection 30(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) A judge who has made the election referred to in subsection (1) shall hold himself available to perform such special judicial duties, within such one or more territorial divisions or other areas of the province, as may be assigned to the judge by the chief judge of the court.”

(2) Subsection 30(5) of the said Act is repealed.

33. Section 38 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“38. A judge of the Ontario Court (General Division) who, for the purposes of performing any function or duty in that capacity, attends at any judicial centre within the region for which he was appointed or assigned, other than the judicial centre at which or in the immediate

29. (1) Le passage de l'article 12 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«12. Les juges de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour de l'Ontario (Division générale) reçoivent les traitements annuels suivants :»

(2) La colonne de gauche des alinéas 12(1)c) et d) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«c) le juge en chef et le juge en chef adjoint de la Cour de l'Ontario
d) chacun des cent quatre-vingt-douze autres juges de la Cour de l'Ontario (Division générale)”

30. L'intertitre qui précède l'alinéa 23a) et les alinéas a) et b) de la même loi sont abrogés.

31. (1) L'alinéa 27(7)h) de la même loi est abrogé.

(2) La définition de «juge principal d'une cour de comté», au paragraphe 27(9) de la même loi, est abrogée.

32. (1) Le paragraphe 30(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le juge surnuméraire d'une cour de comté doit être prêt à exercer, dans toute circonscription territoriale ou région de la province, les fonctions judiciaires spéciales qui peuvent lui être assignées par le juge en chef de la cour.»

(2) Le paragraphe 30(5) de la même loi est abrogé.

33. L'article 38 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«38. Le juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qui, dans l'exercice de ses fonctions, siège dans un autre centre judiciaire de sa région de nomination ou d'affectation que celui dans lequel ou près duquel il réside a droit à une indemnité de déplacement pour ses frais de transport et

Court of Appeal for Ontario and Ontario Court (General Division)

R.S., c. 41 (1st Suppl.), s. 2

R.S., c. 50 (1st Suppl.), s. 4(1)

R.S., c. 50 (1st Suppl.), s. 5(2)

Duties of judge

R.S., c. 11 (1st Suppl.), s. 2(1) (Sch., item 3(4))

Ontario Court (General Division) judges

Cour d'appel de l'Ontario et Cour de l'Ontario (Division générale)

L.R., ch. 41 (1^{er} suppl.), art. 2

L.R., ch. 50 (1^{er} suppl.), par. 4(1)

L.R., ch. 50 (1^{er} suppl.), par. 5(2)

Fonctions

L.R., ch. 11 (1^{er} suppl.), par. 2(1), ann., par. 3(4)

Cour de l'Ontario (Division générale)

5

10

15

20

25

35

40

“Residence

4. The judges of the Supreme Court of Ontario shall reside in The Municipality of Metropolitan Toronto or within forty kilometres thereof, but leave to reside elsewhere in the Province for any specified time may be granted from time to time by the Governor in Council.

5. Subject to section 6, every judge of a county court shall reside within the county or counties for which the court is established.

6. (1) Subject to subsection (2), every judge of the District Court of Ontario shall reside within the county or district to which the judge is appointed or assigned.

(2) A judge of the District Court of Ontario may reside at any place outside the county or district to which the judge is appointed or assigned if that place of residence is approved by the Governor in Council.”

Clause 29: (1) and (2) The relevant portion of section 12 at present reads as follows:

“12. The yearly salaries of the judges of the Supreme Court of Ontario are as follows:

- ...
- (c) The Chief Justice and the Associate Chief Justice of the High Court, each.....”
- (d) Forty-seven other judges of the High Court, each.....”

Clause 30: The heading preceding paragraph 23(a) and paragraph 23(a) and (b) read as follows:

“Ontario

- (a) The Chief Judge and two Associate Chief Judges of the District Court, each.....”
- (b) One hundred and forty-three judges of the District Court, each..”

Clause 31: (1) The relevant portion of subsection 27(7) reads as follows:

“(7) The maximum yearly amounts of the representational allowance referred to in subsection (6) are as follows:

- ...
- (h) The senior county court judge of a province... 5,000.”

(2) The definition “senior county court judge” is subsection 27(9) reads as follows:

““senior county court judge” of a province in which there is no position of chief judge of the county court means such judge of the county court in the province as is named by the county court judges of that province pursuant to paragraph 59(1)(d) to represent that court on the Council;”

Clause 32: (1) Subsection 30(3) at present reads as follows:

“(3) A judge who has made the election referred to in subsection (1) shall hold himself available to perform such special judicial duties, within such one or more territorial divisions or other areas of the province, as may be assigned to the judge

- (a) by the chief judge of the court, if the court is presided over by a chief judge; or
- (b) by or pursuant to provincial law, in any other case.”

(2) Subsection 30(5) reads as follows:

«Résidence

4. Les juges de la Cour suprême de l'Ontario doivent résider dans la circonscription territoriale dénommée «Municipality of Metropolitan Toronto» ou dans un rayon de quarante kilomètres autour de cette zone, sauf autorisation du gouverneur en conseil de résider dans un autre lieu de la province pour une période déterminée.

5. Sous réserve de l'article 6, les juges des cours de comté résident dans le ou l'un des comtés qui sont du ressort du tribunal.

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les juges de la cour de district de l'Ontario résident dans le comté ou le district auquel ils ont été nommés ou affectés.

(2) Un juge de la cour de district de l'Ontario peut résider à l'extérieur du comté ou du district auquel il a été nommé ou affecté si le lieu de sa résidence est approuvé par le gouverneur en conseil.»

Article 29, (1) et (2). — Texte actuel du passage visé de l'article 12 :

«12. Les juges de la Cour suprême de l'Ontario reçoivent les traitements annuels suivants :

- ...
- c) le juge en chef et le juge en chef adjoint de la Haute Cour. . .
- d) chacun des quarante-sept autres juges de la Haute Cour . . . »

Article 30. — Texte de l'intertitre qui précède l'alinéa 23a) et des alinéas 23a et b) :

«Ontario

- a) Le juge en chef et les deux juges adjoints de la cour de district . . .
- b) chacun des cent quarante-trois juges de la cour de district . . . »

Article 31, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 27(7) :

«(7) Les indemnités maximales annuelles à verser sont les suivantes :

...

h) le juge principal de la cour de comté d'une province . . . 5 000»

(2). — Texte de la définition de «juge principal d'une cour de comté» au paragraphe 27(9) :

«juge principal d'une cour de comté» Le juge de la cour de comté qui, du fait qu'il n'existe pas de poste de juge en chef pour ce tribunal dans la province, a été désigné par les autres juges du tribunal pour les représenter au Conseil conformément à l'alinéa 59(1)d).»

Article 32, (1). — Texte actuel du paragraphe 30(3) :

«(3) Le juge surnuméraire d'une cour de comté doit être prêt à exercer, dans toute circonscription territoriale ou région de la province, les fonctions judiciaires spéciales qui peuvent lui être assignées :

- a) par le juge en chef de la cour, dans les cas où ce poste existe;
- b) sous le régime du droit provincial, dans les autres cas.»

(2). — Texte du paragraphe 30(5) :

vicinity of which the judge resides, is entitled to be paid, as a travel allowance, his moving or transportation expenses and the reasonable travel and other expenses incurred by the judge in so attending.”

5

les frais de séjour et autres entraînés par la vacation.»

R.S., c. L-12

LOAN COMPANIES ACT

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE PRÊT

L.R., ch. L-12

R.S., c. 27 (2nd Suppl.), s. 10 (Sch., item 15(1))

34. Paragraph 45(7)(a) of the *Loan Companies Act* is repealed and the following substituted therefor:

34. L'alinéa 45(7)a) de la *Loi sur les sociétés de prêt* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., 15(1)

“(a) in the Provinces of Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court of those Provinces respectively;
(a.1) in the Province of Ontario, the Ontario Court (General Division);”

«a) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve;
a.1) la Cour de l'Ontario (Division générale);»

5

10

R.S., c. M-6

MERCHANT SEAMEN COMPENSATION ACT

LOI SUR L'INDEMNISATION DES MARINS MARCHANDS

L.R., ch. M-6

35. Section 21 of the *Merchant Seamen Compensation Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

35. L'article 21 de la *Loi sur l'indemnisation des marins marchands* est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) if the employer resides or carries on business in the Province of Ontario, the clerk of the Ontario Court (General Division) for the region in which the employer resides or carries on business,”

«a.1) si l'employeur réside ou fait affaire dans la province d'Ontario, au greffe de la Cour de l'Ontario (Division générale) de la région où l'employeur réside ou fait affaire;»

R.S., c. N-1

NARCOTIC CONTROL ACT

LOI SUR LES STUPÉFIANTS

L.R., ch. N-1

36. (1) The definition “judge” in section 18 of the *Narcotic Control Act* is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

36. (1) La définition de «juge», à l'article 18 de la *Loi sur les stupéfiants*, est modifiée par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

“(a.1) in the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division),”

«a.1) dans la province d'Ontario, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale);»

30

25

(2) Paragraph (e) of the definition “judge” in section 18 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa e) de la définition de «juge», à l'article 18 de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) in the Province of Nova Scotia, a judge of the county or district court for the county or district in which any such conveyance was seized.”

«e) dans la province de la Nouvelle-Écosse, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le moyen de transport a été saisi.»

35

30

“(5) In this section, a reference to the “chief judge” of a county court in a province includes a chief justice who has by provincial law the supervision of a county court in that province.”

Clause 33: Section 38 at present reads as follows:

“38. A judge of the District Court of Ontario who, for the purposes of performing any function or duty in that capacity, attends at any judicial centre within the district for which he was appointed or assigned, other than the judicial centre at which or in the immediate vicinity of which the judge resides, is entitled to be paid, as a travel allowance, his moving or transportation expenses and the reasonable travel and other expenses incurred by the judge in so attending.”

Loan Companies Act

Clause 34: The relevant portion of subsection 45(7) at present reads as follows:

“(7) In subsections (4) to (6), “court” means

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court of those Provinces respectively;”

Merchant Seamen Compensation Act

Clause 35: New. The relevant portion of section 21 at present reads as follows:

“21. An order of the Board for the payment of compensation by an employer or any other order of the Board for the payment of money made under the authority of this Act, or a copy of the order certified by the Secretary of the Board or other person duly authorized by the Board to be a true copy, may be filed with the clerk of the county or district court of the county or district in which the employer resides or carries on business, or”

Narcotic Control Act

Clause 36: (1) New.

(2) Paragraph (e) of the definition “judge” in section 18 at present reads as follows:

“(e) in any province not referred to in paragraphs (a) to (d), a judge of the county or district court for the county or district in which any such conveyance was seized.”

«(5) Au présent article, est assimilé au juge en chef d'une cour de comté d'une province le juge chargé de diriger un tel tribunal par une loi provinciale.»

Article 33. — Texte actuel de l'article 38 :

«38. Le juge de la cour de district de l'Ontario qui, dans l'exercice de ses fonctions, siège dans un autre centre judiciaire du district auquel il a été nommé ou affecté que celui dans lequel ou près duquel il réside a droit à une indemnité de déplacement pour ses frais de transport et les frais de séjour et autres entraînés par la vacation.»

Loi sur les sociétés de prêt

Article 34. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 45(7) :

«(7) Aux paragraphes (4) à (6), «tribunal» s'entend de :

a) la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve;»

Loi sur l'indemnisation des marins marchands

Article 35. — Nouveau. Texte du passage introductif de l'article 21 :

«21. Une ordonnance de la Commission quant au paiement d'une indemnité par un employeur, ou toute autre ordonnance de la Commission quant au paiement d'argent effectué en vertu de la présente loi, ou une copie d'une telle ordonnance certifiée conforme par le secrétaire de la Commission ou une autre personne dûment autorisée par la Commission, peut être déposée au greffe de la cour de comté ou de district dans le comté ou le district où l'employeur réside ou fait affaire, ou :»

Loi sur les stupéfiants

Article 36, (1). — Nouveau.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de «juge» à l'article 18 :

«e) dans une province non visée aux alinéas a) à d), un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le moyen de transport a été saisi.»

R.S., c. S-9

CANADA SHIPPING ACT

LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU
CANADA

L.R., ch. S-9

R.S., c. 40 (4th
Suppl.), s. 2
(Sch., item
8(1))

37. Subsection 205(1) of the *Canada Shipping Act* is repealed and the following substituted therefor:

Seaman may
sue for wages in
summary
manner

“205. (1) A seaman or apprentice or a person duly authorized on his behalf may, as soon as any wages due to him not exceeding two hundred and fifty dollars become payable, sue for them, in a summary manner before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, any judge of the Ontario Court (General Division), any judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, any judge of the Court of Queen’s Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, any judge of the county court, any provincial court judge, or any two justices of the peace acting in or near the place at which his service has terminated, or at which he has been discharged, or at which any master or owner or other person on whom the claim is made is or resides, and the order made by the court in the matter is final.”

R.S., c. 40 (4th
Suppl.), s. 2
(Sch., item
8(2))

38. Subsection 237(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Arrest of
offender

“(3) The master or person in charge of the ship may take any person so offending into custody and deliver him up forthwith to any constable or peace officer, to be taken before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Ontario Court (General Division), judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen’s Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court, or provincial court judge, to be dealt with according to this Part.”

37. Le paragraphe 205(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«205. (1) Un marin ou un apprenti, ou une personne dûment autorisée en son nom, peut, dès que des gages qui lui sont dus et dont la valeur est égale ou inférieure à deux cent cinquante dollars sont exigibles, en poursuivre le recouvrement, par voie sommaire, devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale), un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l’Alberta, un juge d’une cour de comté ou un juge de la cour provinciale, ou devant deux juges de paix agissant soit au lieu où le service du marin ou de l’apprenti a pris fin, soit au lieu où il a été congédié ou auquel se trouve ou réside tout capitaine ou propriétaire ou autre personne contre laquelle l’action est dirigée; l’ordonnance rendue par le tribunal en l’espèce est définitive.»

38. Le paragraphe 237(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le capitaine ou la personne ayant la direction du navire peut appréhender le contrevenant et le livrer immédiatement à un agent de la paix, pour qu’il soit conduit devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale), un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l’Alberta, un juge de cour de comté ou un juge de la cour provinciale pour être traité selon la présente partie.»

L.R., ch. 40 (4^e
suppl.), art. 2,
ann., par. 8(1)Autorisation de
poursuivre par
voie sommaire
pour recouvrement de gagesL.R., ch. 40 (4^e
suppl.), art. 2,
ann., par. 8(2)Arrestation du
contrevenant

Canada Shipping Act

Clause 37: Subsection 205(1) at present reads as follows:

"205. (1) A seaman or apprentice or a person duly authorized on his behalf may, as soon as any wages due to him not exceeding two hundred and fifty dollars become payable, sue for them, in a summary manner before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, any judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, any judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, any judge of the county court, any provincial court judge, or any two justices of the peace acting in or near the place at which his service has terminated or at which he has been discharged, or at which any master or owner or other person on whom the claim is made is or resides, and the order made by the court in the matter is final."

Clause 38: Subsection 237(3) at present reads as follows:

"(3) The master or person in charge of the ship may take any person so offending into custody and deliver him up forthwith to any constable or peace officer, to be taken before any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court, or provincial court judge, to be dealt with according to this Part."

Loi sur la marine marchande du Canada

Article 37. — Texte actuel du paragraphe 205(1) :

"205. (1) Un marin ou un apprenti, ou une personne dûment autorisée en son nom, peut, dès que des gages qui lui sont dus et dont la valeur est égale ou inférieure à deux cent cinquante dollars sont exigibles, en poursuivre le recouvrement, par voie sommaire, devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge d'une cour de comté ou un juge de la cour provinciale, ou devant deux juges de paix agissant soit au lieu où le service du marin ou de l'apprenti a pris fin, soit au lieu où il a été congédié ou auquel se trouve ou réside tout capitaine ou propriétaire ou autre personne contre laquelle l'action est dirigée; l'ordonnance rendue par le tribunal en l'espèce est définitive."

Article 38. — Texte actuel du paragraphe 237(3) :

"(3) Le capitaine ou la personne ayant la direction du navire peut appréhender le contrevenant et le livrer immédiatement à un agent de la paix, pour qu'il soit conduit devant un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, un juge de cour de comté ou un juge de la cour provinciale pour être traité selon la présente partie."

R.S., c. 40 (4th Supp.), s. 2 (Sch., item 8(3))

39. Subsection 606(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Before whom offences may be tried

“606. (1) Any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Ontario Court (General Division), judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen’s Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court or provincial court judge has, for the purposes of all proceedings under this Act, all the powers of two justices of the peace under the Criminal Code, and may try and determine in a summary way all offences punishable under this Act on summary conviction, whether by fine or imprisonment or by both.”

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 18(5))

40. Section 623 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

County court judge may act

“623. Where there is no judge having jurisdiction in respect of writs of certiorari resident at or near the place where any conviction or order is made, a county court judge of the county or district wherein that place is situated or, in the Province of Ontario, a judge of the Ontario Court (General Division), in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court or, in the Province of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, a judge of the Court of Queen’s Bench has power to hear and determine any application for a stay of proceedings on that conviction or order.”

R.S., c. T-20

TRUST COMPANIES ACT

R.S., c. 27 (2nd Supp.), s. 10 (Sch., item 19(1))

41. Paragraph 38(7)(a) of the Trust Companies Act is repealed and the following substituted therefor:

39. Le paragraphe 606(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 40 (4^e suppl.), art. 2, ann., par. 8(3)

Compétence judiciaire

«606. (1) Tout juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec de la province de Québec, juge de la Cour de l’Ontario (Division générale), juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l’Alberta, juge de cour de comté ou juge de la cour provinciale possède, aux fins de toutes les procédures intentées en vertu de la présente loi, tous les pouvoirs de deux juges de paix aux termes du Code criminel, et peut instruire et juger sommairement toutes les infractions punissables, aux termes de la présente loi, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, que la peine s’y rattachant soit une amende et un emprisonnement, ou l’une ou l’autre de ces peines.»

40. L’article 623 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 18(5)

Compétence du juge de la cour de comté

«623. S’il ne réside pas de juge ayant juridiction en matière de brefs de certiorari au lieu où a été déclarée la culpabilité ou rendue l’ordonnance ou près de ce lieu, un juge de la cour de comté du comté ou du district où ce lieu est situé ou, dans la province d’Ontario, un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale), ou dans les provinces de l’Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême, ou, dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou d’Alberta, un juge de la Cour du Banc de la Reine, peut être saisi de toute demande de suspension des procédures relatives à cette déclaration de culpabilité ou à cette ordonnance et rendre une décision.»

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE

L.R., ch. T-20

41. L’alinéa 38(7)a) de la Loi sur les sociétés de fiducie est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e suppl.), art. 10, ann., par. 19(1)

Clause 39: Subsection 606(1) at present reads as follows:

"606. (1) Any judge of the Court of Quebec or Superior Court of the Province of Quebec, judge of the Trial Division of the Supreme Court of Prince Edward Island or Newfoundland, judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, judge of a county court or provincial court judge has, for the purposes of all proceedings under this Act, all the powers of two justices of the peace under the *Criminal Code*, and may try and determine in a summary way all offences punishable under this Act on summary conviction, whether by fine or imprisonment or by both."

Clause 40: Section 623 at present reads as follows:

"623. Where there is no judge having jurisdiction in respect of writs of *certiorari* resident at or near the place where any conviction or order is made, a county court judge of the county or district wherein that place is situated or, in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court or, in the Province of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan or Alberta, a judge of the Court of Queen's Bench has power to hear and determine any application for a stay of proceedings on that conviction or order."

Trust Companies Act

Clause 41: The relevant portion of subsection 38(7) at present reads as follows:

Article 39. — Texte actuel du paragraphe 606(1) :

"606. (1) Tout juge de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec, juge de la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta, juge de cour de comté ou juge de la cour provinciale possède, pour les fins de toutes les procédures intentées en vertu de la présente loi, tous les pouvoirs de deux juges de paix aux termes du *Code criminel*, et peut instruire et juger sommairement toutes les infractions punissables, aux termes de la présente loi, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, que la peine s'y rattachant soit une amende et un emprisonnement, ou l'une ou l'autre de ces peines."

Article 40. — Texte actuel de l'article 623 :

"623. S'il ne réside pas de juge ayant juridiction en matière de brefs de *certiorari* au lieu où a été déclarée la culpabilité ou rendue l'ordonnance ou près de ce lieu, un juge de la cour de comté du comté ou du district où ce lieu est situé ou, dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve, un juge de la Section de première instance de la Cour suprême, ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou d'Alberta, un juge de la Cour du Banc de la Reine, peut être saisi de toute demande de suspension des procédures relatives à cette déclaration de culpabilité ou à cette ordonnance et rendre une décision."

Loi sur les sociétés de fiducie

Article 41. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 38(7) :

“(a) in Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court of those provinces respectively;

(a.1) in Ontario, the Ontario Court (General Division);”

5

«a) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve;

a.1) la Cour de l'Ontario (Division générale);»

5

R.S.C. 1970, c.
V-4

VETERANS' LANDS ACT

LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX
ANCIENS COMBATTANTS

S.R.C., 1970,
ch. V-4

1988, c. 49, s.
2(1) (Sch.,
item 9)

42. Subsection 21(1) of the *Veterans' Lands Act* is repealed and the following substituted therefor:

42. Le paragraphe 21(1) de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 49,
par. 2(1), ann.,
n° 9

Provincial
advisory boards

“21. (1) There shall be one or more provincial advisory boards in each province appointed by the Governor in Council, each Board being comprised of three members; the chairperson shall be a judge of a county or district court of the province in which the board operates (or in the Province of Quebec a judge of the Court of Quebec, or in the Province of Ontario a judge of the Ontario Court (General Division), or in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland a judge of the Trial Division of the Supreme Court, or in the Province of New Brunswick, Manitoba, Alberta or Saskatchewan a judge of the Court of Queen's Bench), and one member shall be nominated by the Royal Canadian Legion.”

«21. (1) Le gouverneur en conseil nomme, dans chaque province, un ou plusieurs conseils consultatifs provinciaux composés chacun de trois membres, dont le président doit être un juge d'une cour de comté ou de district de la province où fonctionne ce conseil (ou, dans la province de Québec, un juge de la Cour du Québec, dans la province d'Ontario, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale), dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, un juge de la division de première instance de la Cour suprême ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta ou de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine), et dont un membre est désigné par la Légion royale canadienne.»

Conseils
consultatifs
provinciaux

R.S., c. W-11

WINDING-UP ACT

LOI SUR LES LIQUIDATIONS

L.R., ch. W-11

R.S., c. 27 (2nd
Suppl.), s. 10
(Sch., item
20(1))

43. Paragraph (a) of the definition “court” in section 2 of the *Winding-up Act* is repealed and the following substituted therefor:

43. L'alinéa a) de la définition de «tribunal», à l'article 2 de la *Loi sur les liquidations*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (2^e
suppl.), art. 10,
ann., par. 20(1)

“(a) in Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court,
(a.1) in Ontario, the Ontario Court (General Division);”

35

«a) Dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, la Cour suprême;
a.1) dans la province d'Ontario, la Cour de l'Ontario (Division générale);»

35

44. Subsection 136(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. Le paragraphe 136(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Ontario and
Quebec

“(2) In Ontario the judges of the Ontario Court (General Division), and in Quebec the judges of the Superior Court, or a majority of those judges, of which the

«(2) En Ontario, les juges de la Cour de l'Ontario (Division générale), et, au Québec, les juges de la Cour supérieure, ou la majorité de ces juges, y compris le

Ontario et
Québec

“(7) In subsections (4) to (6), “court” means

(a) in Ontario, Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court of those provinces respectively;”

Veterans' Lands Act

Clause 42: Subsection 21(1) at present reads as follows:

“21. (1) There shall be one or more provincial advisory boards in each province appointed by the Governor in Council, each Board being comprised of three members; the chairman shall be a judge of a county or district court of the province in which the board operates (or in the Province of Quebec a judge of the Court of Quebec, or in the Province of Prince Edward Island or Newfoundland, a judge of the Trial Division of the Supreme Court, or in the Province of New Brunswick, Manitoba, Alberta or Saskatchewan a judge of the Court of Queen's Bench), and one member shall be nominated by the Royal Canadian Legion.”

Winding-up Act

Clause 43: Paragraph (a) of the definition “court” in section 2 at present reads as follows:

“(a) in Ontario, Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court,”

Clause 44: Subsection 136(2) at present reads as follows:

“(2) In Ontario the judges of the Supreme Court of Ontario, and in Quebec the judges of the Superior Court, or a majority of those judges, of which the chief justice shall be one, shall settle the forms and make the rules and regulations referred to in subsection (1).”

«(7) Aux paragraphes (4) à (6), «tribunal» s'entend de :

a) la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve;»

Loi sur les terres destinées aux anciens combattants

Article 42. — Texte actuel du paragraphe 21(1) :

«21. (1) Le gouverneur en conseil nomme, dans chaque province, un ou plusieurs conseils consultatifs provinciaux composés chacun de trois membres, dont le président doit être un juge d'une cour de comté ou de district de la province où fonctionne ce conseil (ou, dans la province de Québec, un juge de la Cour du Québec, dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, un juge de la division de première instance de la Cour suprême ou, dans la province du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta ou de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine), et dont un membre est désigné par la Légion royale canadienne.»

Loi sur les liquidations

Article 43. — Texte actuel du passage visé de la définition de «tribunal» à l'article 2 :

«a) Dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, la Cour suprême;»

Article 44. — Texte actuel du paragraphe 136(2) :

«(2) En Ontario, les juges de la Cour suprême de l'Ontario, et, au Québec, les juges de la Cour supérieure, ou la majorité de ces juges, y compris le juge en chef, établissent ces formules, règles et règlements.»

chief justice shall be one, shall settle the forms and make the rules and regulations referred to in subsection (1).”

juge en chef, établissent ces formules, règles et règlements.»

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Transitional: proceedings

45. (1) Every proceeding commenced before the coming into force of this subsection and in respect of which any provision amended by this Act applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

45. (1) Les procédures intentées avant 5 l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles s'appliquent des dispositions visées par la présente loi se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

Disposition transitoire : procédures

Transitional: other references

(2) A reference in any Act, other than in a provision amended by this Act, or in any proclamation, regulation, order or other document, to the Supreme Court of Ontario, the High Court of Ontario or the District Court of Ontario shall be construed, as regards any transaction, matter or thing subsequent to the coming into force of this subsection, as being a reference to the Ontario Court (General Division).

(2) Dans les dispositions des lois fédérales autres que celles visées par la présente loi, 10 ainsi que dans les proclamations, règlements, décrets ou autres documents, toute mention de la Cour de district, de la Haute Cour de justice ou de la Cour suprême de l'Ontario 15 vaut, en ce qui a trait aux opérations ou actes postérieurs à l'entrée en vigueur du présent 15 paragraphe, mention de la Cour de l'Ontario 20 (Division générale).

Disposition transitoire : mentions

Transitional: salary

46. (1) Notwithstanding the *Judges Act*, a person who holds the office of Chief Judge or Associate Chief Judge of the District Court of Ontario immediately before the coming into force of section 30 shall continue to be 25 paid the salary then annexed to that office until such time as the salary annexed to the office of judge of the Ontario Court (General Division) exceeds that salary, at which time that person shall be paid the salary annexed 30 to the last-mentioned office.

46. (1) Par dérogation à la *Loi sur les juges*, les personnes qui occupent les postes 20 de juge en chef ou de juge en chef adjoint de la Cour de district de l'Ontario, à la date d'entrée en vigueur de l'article 30, continuent de recevoir le traitement alors prévu pour ces postes jusqu'à la date où le traitement prévu 25 pour le poste de juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) excède leur traitement; elles reçoivent dès lors le traitement prévu 30 pour ce dernier poste.

Disposition transitoire : traitement

Transitional: annuity

(2) Notwithstanding the *Judges Act*, the Chief Judge and the Associate Chief Judge of the District Court of Ontario shall, on the coming into force of this subsection, be 35 deemed to have made an election in accordance with section 32 of that Act for the purposes of subsection 43(2) of that Act, and if, at the time of their resignation, removal or attaining the age of retirement, they were 40 holding office as judge of the Ontario Court (General Division), the annuity payable to them under section 42 of that Act shall be an annuity equal to two thirds of the salary annexed to the office of chief judge of a 45 county court or, if there is no such office at that time, two thirds of the result obtained by subtracting five thousand dollars from the

(2) Par dérogation à la *Loi sur les juges*, 30 le juge en chef et le juge en chef adjoint de la Cour de district de l'Ontario sont, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, réputés avoir exercé, pour l'application du paragraphe 43(2) de cette loi, la faculté visée à 35 l'article 32 de la même loi; ils ont dès lors droit, au titre de l'article 42 de la même loi, à une pension égale aux deux tiers du traitement prévu pour le poste de juge en chef d'une cour de comté si, au moment de la 40 cessation de leurs fonctions par mise à la retraite d'office, démission ou révocation, ils occupaient un poste de juge à la Cour de l'Ontario (Division générale). Toutefois, si à ce moment ce poste n'existe plus, ils ont droit 45 aux deux tiers de la différence entre le traite-

Disposition transitoire : pension

salary annexed at that time to the office of Chief Justice of the Ontario Court.

47. If, during the second session of the thirty-fourth Parliament, the Bill entitled *An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the courts in British Columbia* is assented to, then

(a) on the coming into force of this paragraph, paragraph (b) of the definition "judge" in subsection 93.1(9) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 23(2) of this Act, is amended by striking out the word "provinces" and substituting therefor the word "Province" and by striking out the words "and British Columbia";

(b) on the coming into force of this paragraph, paragraph (b) of the definition "judge" in subsection 102.2(9) of the *Immigration Act*, as enacted by subsection 24(2) of this Act, is amended by striking out the word "provinces" and substituting therefor the word "Province" and by striking out the words "and British Columbia";

(c) on the coming into force of this paragraph, subsection 205(1) of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 37 of this Act, is amended by adding thereto, immediately after the words "Ontario Court (General Division)," the words "any judge of the Supreme Court of British Columbia,";

(d) on the coming into force of this paragraph, subsection 237(3) of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 38 of this Act, is amended by adding thereto, immediately after the words "Ontario Court (General Division)," the words "judge of the Supreme Court of British Columbia,";

(e) on the coming into force of this paragraph, subsection 606(1) of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 39 of this Act, is amended by adding thereto, immediately after the words "Ontario Court (General Division)," the words "judge of the Supreme Court of British Columbia,";

(f) on the coming into force of this paragraph, subsection 623 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 40 of 50

ment prévu pour le poste de juge en chef de la Cour de l'Ontario et cinq mille dollars.

47. Dans le cas où le projet de loi intitulé *Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire de la Colombie-Britannique* reçoit la sanction royale pendant la deuxième session de la trente-quatrième législature :

a) l'alinéa b) de la définition de «juge», au paragraphe 93.1(9) de la *Loi sur l'immigration*, édicté par le paragraphe 23(2) de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par substitution de «la province» à «des provinces» et par suppression de «et de la Colombie-Britannique»;

b) l'alinéa b) de la définition de «juge», au paragraphe 102.2(9) de la *Loi sur l'immigration*, édicté par le paragraphe 24(2) de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par substitution de «la province» à «des provinces» et par suppression de «et de la Colombie-Britannique»;

c) le paragraphe 205(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par l'article 37 de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par insertion, après «Cour de l'Ontario (Division générale)», de «un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique»;

d) le paragraphe 237(3) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par l'article 38 de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par insertion, après «Cour de l'Ontario (Division générale)», de «un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique»;

e) le paragraphe 606(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par l'article 39 de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par insertion, après «Cour de l'Ontario (Division générale)», de «juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique»;

f) l'article 623 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par l'article 40 de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par insertion, après «Cour de l'Ontario (Divi- 50

10 (a) in the coming into force of this part-
 graph, subsection 11(1) of the Ontario
 Act is amended by adding therein
 immediately after the words "Ontario"
 "Court (General Division)", the words "or
 the Province of British Columbia a judge
 of the Supreme Court," and

11 (b) in the coming into force of this part-
 graph, subsection 11(1) of the Ontario
 Act is amended by adding therein
 immediately after the words "Ontario"
 "Court (General Division)", the words "or
 the Province of British Columbia a
 judge of the Supreme Court,"

COMING INTO FORCE

COMING INTO FORCE

12 This Act or any provision thereof shall
 come into force on a day or days to be fixed
 by order of the Governor in Council.

13 This Act or any provision thereof shall
 come into force on a day or days to be fixed
 by order of the Governor in Council.

Printed in Ontario, at Toronto, by the Queen's Printer, 1935.

Printed in Ontario, at Toronto, by the Queen's Printer, 1935.

this Act, is amended by adding thereto, immediately after the words "Ontario Court (General Division)," the words "in the Province of British Columbia, a judge of the Supreme Court,"; and

(g) on the coming into force of this paragraph, subsection 21(1) of the *Veterans' Land Act*, as enacted by section 42 of this Act, is amended by adding thereto, immediately after the words "Ontario Court (General Division)," the words "or in the Province of British Columbia, a judge of the Supreme Court,".

COMING INTO FORCE

Coming into force

48. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

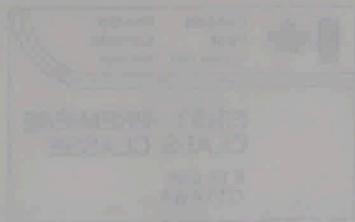
sion générale), de «dans la province de la Colombie-Britannique, un juge de la Cour suprême»;

g) le paragraphe 21(1) de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*, 5 édicté par l'article 42 de la présente loi, est, à l'entrée en vigueur du présent alinéa, modifié par insertion, après «Cour de l'Ontario (Division générale)», de «dans la province de la Colombie-Britannique, un juge 10 de la Cour suprême».

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

48. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates 5 fixées par décret du gouverneur en conseil.



BILL C-61

NO. 11 1981 C-61

THE GOVERNMENT OF CANADA
Le Gouvernement du Canada

Parliamentary Debates
Séances parlementaires

11



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-61

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38 Elizabeth II, 1989

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-61

An Act to amend the Divorce Act (barriers to religious remarriage)

First reading, December 20, 1989

THE MINISTER OF JUSTICE

C-61

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38 Elizabeth II, 1989

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-61

Loi modifiant la Loi sur le divorce (obstacles au remariage religieux)

Première lecture le 20 décembre 1989

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-61

PROJET DE LOI C-61

An Act to amend the Divorce Act (barriers to religious remarriage)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (obstacles au remariage religieux)

R.S., c. 3 (2nd Suppl.); R.S., c. 27 (2nd Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 3 (2^e suppl.); L.R., ch. 27 (2^e suppl.)

1. Section 2 of the *Divorce Act* is amended by adding thereto the following subsection:

1. L'article 2 de la *Loi sur le divorce* est modifié par adjonction de ce qui suit :

5

Idem

“(4) The use in section 21.1 of the terms “affidavit” and “pleadings” to describe documents shall not be construed as limiting the name that may be used to refer to those documents in a court and the form of those documents, and the name and form of the documents shall be such as is provided for by the rules regulating the practice and procedure in that court.”

«(4) L'emploi de «acte de procédure» et «affidavit», à l'article 21.1, n'a pas pour effet de limiter la désignation ni la forme de ces documents lorsqu'ils sont déposés auprès du tribunal, ceux-ci pouvant recevoir la désignation et la forme prévues par les règles de pratique et de procédure applicables à ce tribunal.»

Idem

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately before section 22 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 22, de ce qui suit :

15

Definition of “spouse”

“21.1 (1) In this section, “spouse” has the meaning assigned by subsection 2(1) and includes a former spouse.

«21.1 (1) Au présent article, «époux» s'entend au sens du paragraphe 2(1) et, en outre, d'un ex-époux.

Définition de «époux»

Affidavit re removal of barriers to religious remarriage

(2) In any proceedings under this Act, a spouse (in this section referred to as the “deponent”) may serve on the other spouse and file with the court an affidavit indicating

(2) Dans le cas d'une action engagée sous le régime de la présente loi, un époux (appelé «signataire» au présent article) peut signifier à l'autre époux et déposer auprès du tribunal un affidavit donnant les renseignements suivants :

Affidavit tendant à la suppression des obstacles au remariage religieux

(a) that the other spouse is the spouse of the deponent;

a) l'indication du fait que l'autre époux est l'époux du signataire;

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New. This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 2.

Clause 2: New. This amendment would empower a divorce court to apply certain sanctions to a spouse who refuses to remove a barrier to the religious remarriage of the other spouse. The amendment would apply only where the power to remove that barrier lies exclusively with the spouses and not with any religious body or official.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Nouveau. Découle de la modification qui figure à l'article 2.

Article 2. — Nouveau. Permet au tribunal d'imposer une sanction à l'époux qui refuse de supprimer tout obstacle au remariage religieux de l'autre époux. Cette modification s'applique seulement dans les cas où la suppression d'un obstacle dépend uniquement d'un époux et non d'une autorité religieuse.

(b) the date and place of the marriage, and the official character of the person who solemnized the marriage;

(c) the nature of any barriers to the remarriage of the deponent within the deponent's religion the removal of which is within the other spouse's exclusive control;

(d) where there are any barriers to the remarriage of the other spouse within the other spouse's religion the removal of which is within the deponent's exclusive control, that the deponent

(i) has removed those barriers, and the date and circumstances of that removal, or

(ii) has signified a willingness to remove those barriers, and the date and circumstances of that signification;

(e) that the deponent has, in writing, requested the other spouse to remove all of the barriers to the remarriage of the deponent within the deponent's religion the removal of which is within the other spouse's exclusive control;

(f) the date of the request described in paragraph (e); and

(g) that the other spouse, despite the request described in paragraph (e), has failed to remove all of the barriers referred to in that paragraph.

(3) Where a spouse who has been served with an affidavit under subsection (2) does not

(a) within fifteen days after that affidavit is filed with the court or within such longer period as the court allows, serve on the deponent and file with the court an affidavit indicating that all of the barriers referred to in paragraph (2)(e) have been removed, and

(b) satisfy the court, in any additional manner that the court may require, that all of the barriers referred to in paragraph (2)(e) have been removed, the court may, subject to any terms that the court considers appropriate,

b) la date et le lieu de la célébration du mariage, ainsi que la qualité officielle du célébrant;

c) la nature de tout obstacle, dont la suppression dépend uniquement de l'autre époux, au remariage religieux du signataire;

d) l'indication du fait que le signataire a supprimé, ou a signifié son intention de supprimer, tout obstacle, dont la suppression dépend uniquement de lui, au remariage religieux de l'autre époux, ainsi que la date et les circonstances de la suppression ou de la signification;

e) l'indication du fait que le signataire a demandé, par écrit, à l'autre époux de supprimer tout obstacle à son remariage religieux lorsque cette suppression dépend uniquement de ce dernier;

f) la date de la demande visée à l'alinéa e);

g) l'indication du fait que, malgré la demande visée à l'alinéa e), l'autre époux n'a pas supprimé l'obstacle.

(3) Le tribunal peut, aux conditions qu'il estime indiquées, rejeter tout affidavit, demande ou autre acte de procédure déposé par un époux dans le cas suivant :

a) cet époux a eu signification de l'affidavit visé au paragraphe (2) mais n'a pas signifié à son tour au signataire, ni n'a déposé auprès du tribunal, dans les quinze jours suivant le dépôt de cet affidavit ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal, un affidavit indiquant que tout obstacle visé à l'alinéa (2)e) a été supprimé;

b) il n'a pas réussi à convaincre le tribunal, selon les modalités complémentaires éventuellement fixées par celui-ci,

Powers of court where barriers not removed

Pouvoirs du tribunal à défaut de suppression

(c) dismiss any application filed by that spouse under this Act, and

(d) strike out any other pleadings and affidavits filed by that spouse under this Act.

Special case

(4) Without limiting the generality of the court's discretion under subsection (3), the court may refuse to exercise its powers under paragraphs (3)(c) and (d) where a spouse who has been served with an affidavit under subsection (2)

(a) within fifteen days after that affidavit is filed with the court or within such longer period as the court allows, serves on the deponent and files with the court an affidavit indicating genuine grounds of a religious or conscientious nature for refusing to remove the barriers referred to in paragraph (2)(e); and

(b) satisfies the court, in any additional manner that the court may require, that the spouse has genuine grounds of a religious or conscientious nature for refusing to remove the barriers referred to in paragraph (2)(e).

Affidavits

(5) For the purposes of this section, an affidavit filed with the court by a spouse must, in order to be valid, indicate the date on which it was served on the other spouse.

Where section does not apply

(6) This section does not apply where the power to remove the barrier to religious remarriage lies with a religious body or official."

Application of amendments

3. Subsection 2(4) and section 21.1 of the *Divorce Act*, as enacted by this Act, apply in respect of proceedings commenced under the *Divorce Act* either before or after the coming into force of this Act.

Coming into force

4. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

tout obstacle a effectivement été supprimé.

(4) Sans préjudice de la portée générale de la faculté d'appréciation que lui confère le paragraphe (3), le tribunal peut refuser d'exercer les pouvoirs octroyés par ce paragraphe dans le cas suivant :

Cas particulier

a) l'époux qui a eu signification de l'affidavit visé au paragraphe (2) a signifié à son tour au signataire et déposé auprès du tribunal, dans les quinze jours suivant le dépôt de cet affidavit ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal, un affidavit faisant état de motifs sérieux, fondés sur la religion ou la conscience, pour refuser de supprimer tout obstacle visé à l'alinéa (2)e);

b) il a convaincu le tribunal, selon les modalités complémentaires éventuellement fixées par celui-ci, du fait que ces motifs sont valables.

5

10

15

20

Affidavits

(5) Pour être valide, un affidavit déposé par un époux auprès du tribunal doit porter la date de sa signification à l'autre époux.

25

Exception

(6) Le présent article ne s'applique pas aux cas où la suppression des obstacles au remariage religieux relève d'une autorité religieuse.»

Application des modifications

3. Le paragraphe 2(4) et l'article 21.1 de la *Loi sur le divorce*, édictés par la présente loi, s'appliquent aux actions engagées sous le régime de la première de ces lois avant comme après l'entrée en vigueur de la seconde.

35

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

C-61

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-61

An Act to amend the Divorce Act (barriers to religious
remarriage)

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED MARCH 22,
1990, BY A LEGISLATIVE COMMITTEE

THE MINISTER OF JUSTICE

C-61

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-61

Loi modifiant la Loi sur le divorce (obstacles au remariage
religieux)

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 22 MARS
1990 PAR UN COMITÉ LÉGISLATIF

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-61

PROJET DE LOI C-61

An Act to amend the Divorce Act (barriers to religious remarriage)

Loi modifiant la Loi sur le divorce (obstacles au remariage religieux)

R.S., c. 3 (2nd Suppl.); R.S., c. 27 (2nd Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 3 (2^e suppl.); L.R., ch. 27, (2^e suppl.)

1. Section 2 of the *Divorce Act* is amended by adding thereto the following subsection:

1. L'article 2 de la *Loi sur le divorce* est 5 modifié par adjonction de ce qui suit : 5

Idem

“(4) The use in section 21.1 of the terms “affidavit” and “pleadings” to describe documents shall not be construed as limiting the name that may be used to refer to those documents in a court and the form of those documents, and the name and form of the documents shall be such as is provided for by the rules regulating the practice and procedure in that court.” 15

«(4) L'emploi de «acte de procédure» et «affidavit», à l'article 21.1, n'a pas pour effet de limiter la désignation ni la forme de ces documents lorsqu'ils sont déposés auprès du tribunal, ceux-ci pouvant recevoir la désignation et la forme prévues par les règles de pratique et de procédure applicables à ce tribunal.» 10

Idem

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately before section 22 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 22, de ce qui suit : 15

Definition of “spouse”

“21.1 (1) In this section, “spouse” has the meaning assigned by subsection 2(1) and includes a former spouse. 20

«21.1 (1) Au présent article, «époux» s'entend au sens du paragraphe 2(1) et, en outre, d'un ex-époux.

Définition de «époux»

Affidavit re removal of barriers to religious remarriage

(2) In any proceedings under this Act, a spouse (in this section referred to as the “deponent”) may serve on the other spouse and file with the court an affidavit indicating 25

(2) Dans le cas d'une action engagée sous le régime de la présente loi, un époux (appelé «signataire» au présent article) peut signifier à l'autre époux et déposer auprès du tribunal un affidavit donnant les renseignements suivants :

Affidavit tendant à la suppression des obstacles au remariage religieux

(a) that the other spouse is the spouse of the deponent;

a) l'indication du fait que l'autre époux est l'époux du signataire; 25

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in a Legislative Committee are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par un Comité législatif sont indiquées par des soulignements et des traits verticaux. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

(b) the date and place of the marriage, and the official character of the person who solemnized the marriage;

(c) the nature of any barriers to the remarriage of the deponent within the deponent's religion the removal of which is within the other spouse's control;

(d) where there are any barriers to the remarriage of the other spouse within the other spouse's religion the removal of which is within the deponent's control, that the deponent

(i) has removed those barriers, and the date and circumstances of that removal, or

(ii) has signified a willingness to remove those barriers, and the date and circumstances of that signification;

(e) that the deponent has, in writing, requested the other spouse to remove all of the barriers to the remarriage of the deponent within the deponent's religion the removal of which is within the other spouse's control;

(f) the date of the request described in paragraph (e); and

(g) that the other spouse, despite the request described in paragraph (e), has failed to remove all of the barriers referred to in that paragraph.

(3) Where a spouse who has been served with an affidavit under subsection (2) does not

(a) within fifteen days after that affidavit is filed with the court or within such longer period as the court allows, serve on the deponent and file with the court an affidavit indicating that all of the barriers referred to in paragraph (2)(e) have been removed, and

(b) satisfy the court, in any additional manner that the court may require, that all of the barriers referred to in paragraph (2)(e) have been removed, the court may, subject to any terms that the court considers appropriate,

(c) dismiss any application filed by that spouse under this Act, and

b) la date et le lieu de la célébration du mariage, ainsi que la qualité officielle du célébrant;

c) la nature de tout obstacle, dont la suppression dépend de l'autre époux, au remariage du signataire au sein de sa religion;

d) l'indication du fait que le signataire a supprimé, ou a signifié son intention de supprimer, tout obstacle, dont la suppression dépend de lui, au remariage de l'autre époux au sein de sa religion, ainsi que la date et les circonstances de la suppression ou de la signification;

e) l'indication du fait que le signataire a demandé, par écrit, à l'autre époux de supprimer tout obstacle à son remariage au sein de sa religion lorsque cette suppression dépend de ce dernier;

f) la date de la demande visée à l'alinéa e);

g) l'indication du fait que, malgré la demande visée à l'alinéa e), l'autre époux n'a pas supprimé l'obstacle.

(3) Le tribunal peut, aux conditions qu'il estime indiquées, rejeter tout affidavit, demande ou autre acte de procédure déposé par un époux dans le cas suivant :

a) cet époux a eu signification de l'affidavit visé au paragraphe (2) mais n'a pas signifié à son tour au signataire, ni n'a déposé auprès du tribunal, dans les quinze jours suivant le dépôt de cet affidavit ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal, un affidavit indiquant que tout obstacle visé à l'alinéa (2)e) a été supprimé;

b) il n'a pas réussi à convaincre le tribunal, selon les modalités complémentaires éventuellement fixées par celui-ci, que tout obstacle a effectivement été supprimé.

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the document. The text is arranged in several paragraphs and is difficult to decipher.]

(d) strike out any other pleadings and affidavits filed by that spouse under this Act.

Special case

(4) Without limiting the generality of the court's discretion under subsection (3), the court may refuse to exercise its powers under paragraphs (3)(c) and (d) where a spouse who has been served with an affidavit under subsection (2)

(4) Sans préjudice de la portée générale de la faculté d'appréciation que lui confère le paragraphe (3), le tribunal peut refuser d'exercer les pouvoirs octroyés par ce paragraphe dans le cas suivant :

Cas particulier

(a) within fifteen days after that affidavit is filed with the court or within such longer period as the court allows, serves on the deponent and files with the court an affidavit indicating genuine grounds of a religious or conscientious nature for refusing to remove the barriers referred to in paragraph (2)(e); and

a) l'époux qui a eu signification de l'affidavit visé au paragraphe (2) a signifié à son tour au signataire et déposé auprès du tribunal, dans les quinze jours suivant le dépôt de cet affidavit ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal, un affidavit faisant état de motifs sérieux, fondés sur la religion ou la conscience, pour refuser de supprimer tout obstacle visé à l'alinéa (2)e);

(b) satisfies the court, in any additional manner that the court may require, that the spouse has genuine grounds of a religious or conscientious nature for refusing to remove the barriers referred to in paragraph (2)(e).

b) il a convaincu le tribunal, selon les modalités complémentaires éventuellement fixées par celui-ci, du fait que ces motifs sont valables.

Affidavits

(5) For the purposes of this section, an affidavit filed with the court by a spouse must, in order to be valid, indicate the date on which it was served on the other spouse.

(5) Pour être valide, un affidavit déposé par un époux auprès du tribunal doit porter la date de sa signification à l'autre époux.

Affidavits

Where section does not apply

(6) This section does not apply where the power to remove the barrier to religious remarriage lies with a religious body or official."

(6) Le présent article ne s'applique pas aux cas où la suppression des obstacles au remariage religieux relève d'une autorité religieuse.»

Exception

Application of amendments

3. Subsection 2(4) and section 21.1 of the *Divorce Act*, as enacted by this Act, apply in respect of proceedings commenced under the *Divorce Act* either before or after the coming into force of this Act.

3. Le paragraphe 2(4) et l'article 21.1 de la *Loi sur le divorce*, édictés par la présente loi, s'appliquent aux actions engagées sous le régime de la première de ces lois avant comme après l'entrée en vigueur de la seconde.

Application des modifications

Coming into force

4. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

4. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

Handwritten marks: a checkmark and the number 176.

